

VIOLENCES CONTRE
LES KOSOVARS ALBANAIS,
INTERVENTION DE L'OTAN
1998-1999



PRISES DE PAROLE PUBLIQUES

Dans la même collection, *Prises de Parole Publiques de MSF* :

- *Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004/décembre 2013]

- *Génocide des Rwandais Tutsi 1994*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004/avril 2014]

- *Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004/avril 2014]

- *Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004/avril 2014]

- *Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre-Congo 1996-1997*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004 - avril 2014/avril 2014]

- *Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

- *MSF et la Corée du Nord 1995-1998*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008 - Septembre 2014]

- *Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010 - Juillet 2014]

- *Somalie 1991-1993 : Guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU*

Laurence Binet- Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Katherine Derdérian, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Theo Kreuzen, Jacqui Tong - **Directrice d'Études (coordination du projet - recherche - entretiens - traduction de l'anglais en français - rédaction/editing) :** Laurence Binet - **Transcription des entretiens :** Cristelle Cabioch, Bérengère Cescau - **Saisie des documents :** Cristelle Cabioch - **Correction/préparation de copie :** Valérie Levêque - **Graphisme et mise en page :** TCGraphite - **Recherche documentaire audiovisuelle :** Céline Zigo - **Conception et suivi du site internet :** Sean Brokenshire.

Remerciements à Pascal Dauvin pour la mise à disposition d'entretiens, à Rony Brauman pour ses conseils, à l'équipe de MSF Australie pour son soutien.

Projet du Conseil International du mouvement Médecins Sans Frontières - La mise en œuvre et la gestion du site <http://speakingout.msf.org> sont déléguées à la section australienne de MSF.

AVANT-PROPOS

Les « Etudes de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des volontaires du mouvement, un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux volontaires pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole de l'association.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (guide-line) le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité éditorial, composé de personnalités de MSF choisies par le Conseil international, pour leur expérience et leur compétence. Les membres de ce comité siègent « intuitu personae », indépendamment de leur section d'origine.

Confronté aux difficultés de définition du terme témoignage, le comité éditorial a privilégié l'étude des prises de paroles publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il a choisi une vingtaine de cas d'étude à partir des listes proposées par les différentes sections opérationnelles de MSF.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées sont choisies après consultation des sections opérationnelles impliquées dans le cas étudié. Ces acteurs présentent alors à la fois leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Ils s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont recherchés et exhumés des archives des différentes sections impliquées, et dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal qui décrit les faits sur un mode chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes. Les extraits de documents ont été privilégiés pour établir les faits. A défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage humain sur le vécu des événements et des éléments d'analyse de la part des protagonistes.

Ce texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées et des rapports MSF cités, et d'une introduction qui présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

La méthodologie adoptée permet de restituer les débats et les dilemmes rencontrés sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Il est complété par une chronologie détaillée, qui resitue les actions et prises de paroles de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

Chaque étude de cas, rédigée à l'origine en français et traduite en anglais, est disponible dans les deux langues ¹.

Ces études de cas, dont la vocation est essentiellement pédagogique ont été longtemps réservées aux seuls membres de l'association. Désormais, dans un souci de renforcer cet objectif pédagogique, elles sont mises gracieusement à la disposition du public, sur le site internet www.speakingout.msf.org, sur les sites francophones et anglophones des diverses sections de MSF et sur Google book.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.

Septembre 2013

SOMMAIRE

Abréviations	page 6
Carte	page 7
Personnes interviewées et leur fonction au moment des évènements	page 9
Introduction	page 10
Violences contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN, 1998-1999	page 13
• Où MSF s'efforce de passer en mode « urgence ».....	page 18
• Où MSF se décide à prendre la parole publiquement	page 29
• De la publication des premiers témoignages recueillis par MSF.....	page 52
• Où le massacre de Racak fait monter la pression.....	page 66
• Des clivages au sein du mouvement MSF au sujet de l'intervention de l'OTAN	page 81
• Où MSF entame son déploiement opérationnel autour du Kosovo.....	page 90
• Où MSF lance une collecte de récits auprès des réfugiés	page 98
• Où MSF rappelle qu'une guerre n'est jamais humanitaire	page 102
• Du lien entre réalité des opérations et visibilité médiatique.....	page 110
• Où l'on réalise que l'argent peut avoir une odeur	page 117
• Où MSF alerte sur la confusion militaro-humanitaire et la protection des réfugiés.....	page 128
• Du bon usage des recueils de récits.....	page 155
• Où MSF insiste sur la protection des réfugiés	page 172
• De la publication du rapport MSF Kosovo : Histoire d'une déportation	page 189
• Où la section grecque fait cavalier seul.....	page 207
• Sur la médiocrité de l'assistance et de la protection.....	page 227
• Sur un retour attendu et médiatisé au Kosovo.....	page 252
• Du prix Nobel de la paix et des « dommages collatéraux » de la crise du Kosovo	page 280
• Epilogue	page 290
Chronologie des événements	page 314

ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim	MT	Mère Teresa (ONG albanaise)
ACDI	Agence canadienne de développement international	OFDA	Bureau d'assistance en situation de désastre (Etats-Unis)
AGCD	Administration générale de la coopération au développement (Belgique)	OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
AFP	Agence France-press	OMS	Organisation mondiale de la santé
AI	Amnesty international	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
AP	Associated press	PAM	Programme alimentaire mondial
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	PEV	Programme élargi de vaccination
CIMIC	Coordination civilo - militaire	PHR	Physicians for human rights
CPAS	Centre public d'action sociale (Belgique)	UCK	(en albanais) Armée de libération du Kosovo
CRS	Organisation de secours catholique (Catholic relief service)	USAID	Agence des Etats-Unis d'Amérique pour le développement
DRC	Disaster Relief Committee : Comité de secours en cas de désastres	SHAPE	Supreme Headquarters Allied Power in Europe: Commandement suprême des forces alliées en Europe
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Commission européenne	START II	Strategic arms reduction treaty: Traité de réduction des armes stratégiques
FEMA	Federal Emergency Management Agency : agence fédérale pour la gestion des secours (Etats-Unis)	TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
FICR	Fédération internationale de la Croix-Rouge	UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
FIDH	Fédération internationale des droits de l'homme		
HCR/UNHCR	Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR)	MSF B	MSF Belgique
HRW	Human rights watch	MSF CH	MSF Suisse
IMC	International medical corps	MSF E	MSF Espagne
IRC	International rescue committee	MSF F	MSF France
KFOR	Force de paix pour le Kosovo	MSF G	MSF Grèce
KDOM	Kosovo diplomatic observation mission	MSF H	MSF Hollande
KIC	Kosovo information center (albanais)	MSF UK	MSF Royaume-Uni
KVM	Mission de vérification de l'OSCE	MSF USA	MSF Etats-Unis
LDK	Ligue démocratique du Kosovo		
MDM	Médecins du Monde		



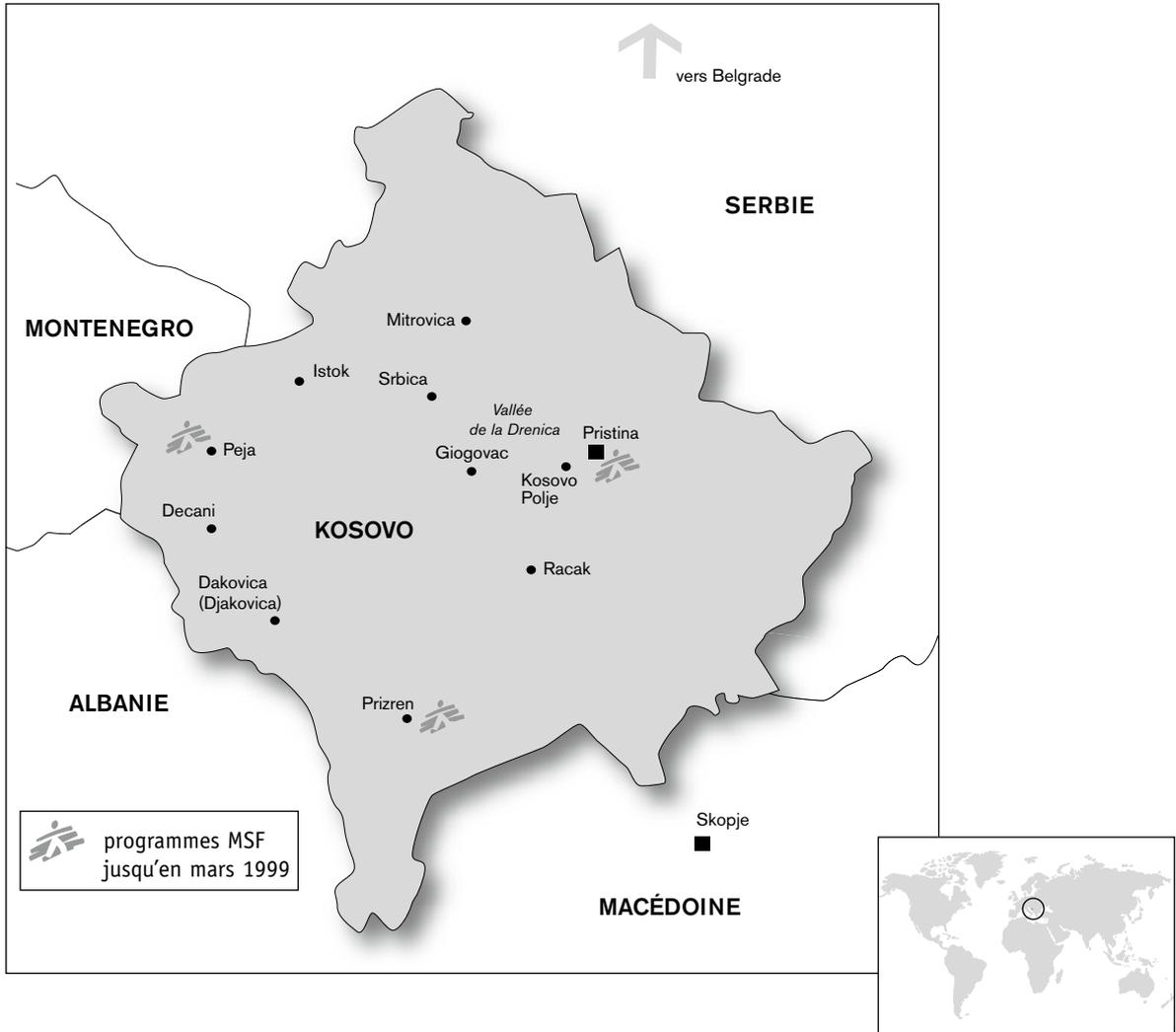
Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.

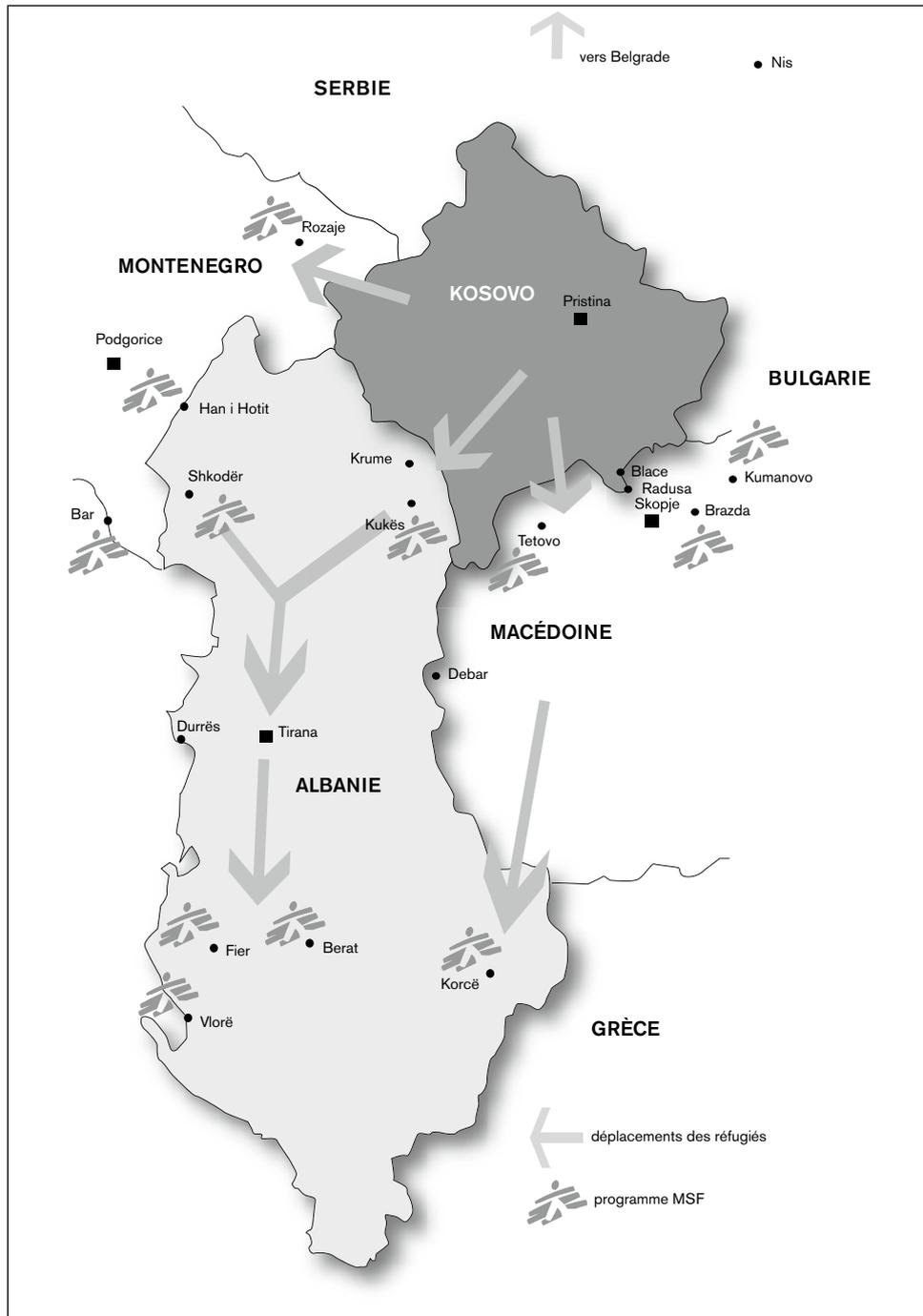


Extrait d'entretiens menés en 2000, 2001, 2006 avec des acteurs et/ou témoins des événements.



Cliquez et retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.





PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

Dr. Philippe Biberson,	président MSF France
Samantha Bolton,	coordinatrice de la communication, Bureau international MSF
Tim Boucher,	coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999
Françoise Bouchet-Saulnier,	responsable juridique MSF
Dr.Odysséas Boudouris,	président MSF Grèce (interviewé mais a refusé que ses propos soient gardés in extenso dans la version publique de cette étude)
Dr. Jean-Hervé Bradol,	directeur des Opérations MSF France
Dr. Rony Brauman,	directeur d'études à la fondation MSF France
Dr. Vincent Brown,	médecin épidémiologiste Epicentre
Katrien Coppens,	département des affaires humanitaires MSF Hollande
Dr. Eric Dachy,	responsable de programme MSF Belgique
Dr. Olivier Dechevrens,	président MSF Suisse
Anouk Delafortrie,	chargée de communication MSF Belgique
[...]	adjoint responsable juridique MSF
Thierry Durand,	directeur des opérations du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce
Antoine Gérard,	directeur des programmes MSF Etats-Unis
Graziella Godain,	adjointe au responsable de programme MSF France
Michiel Hofman,	coordinateur MSF Hollande en Macédoine mi avril à mi mai 1999
Anne-Marie Huby,	directrice générale MSF Royaume-uni
Dr. Vincent Janssens,	directeur des opérations MSF Belgique
Benédicte Jeannerod,	chargée de communication MSF France
Harékléa Kaltézioti,	chargée de ressources humaines MSF Grèce
Dr. Jean-Marie Kindermans,	secrétaire général MSF international
Michaël Neuman,	chargé de la collecte des récits auprès des réfugiés au Monténégro
Stéphan Oberreit,	chargé de mission exploratoire MSF France en Albanie (avril 1999) puis émissaire du Conseil international auprès de MSF Suisse et MSF Grèce (mai - juin 1999)
Dr. James Orbinsky,	président MSF International
Dr. Sotiris Pappaspyropoulos,	président d'honneur de MSF Grèce
Alex Parisel,	directeur général MSF Belgique (interviewé, mais a souhaité ne pas être cité)
Virginie Raison,	adjointe au coordinateur MSF France au Monténégro, avril - mai 1999
Antonis Rigas,	logisticien MSF Grèce
Isabelle Séguy-Bitz,	membre du conseil d'administration de MSF Suisse
Eric Stobbaerts,	directeur général MSF Espagne
Christopher Stokes,	coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999)
[...]	directrice générale MSF Etats-Unis
Laurence Thavaux,	responsable de terrain MSF à Pristina en 1996, à Pec/Peja d'avril 1998 à février 1999, infirmière au Monténégro en avril 1999
Bas Tielens,	chargé d'information MSF au Kosovo de novembre 1998 à mars 1999
Erwin Van't Land,	chargé de communication MSF en Albanie, Macédoine et au Kosovo, mai-juin 1999
Bastien Vigneau,	adjoint au responsable de programme MSF Belgique
Rafa Vilasanjuan,	directeur de la communication MSF Espagne

INTRODUCTION

Au début des années 1980, la population d'origine albanaise, majoritaire dans la province serbe du Kosovo, se soulève contre le système discriminatoire que lui impose la Serbie. Ce système est renforcé à partir de 1989 par le nouveau président de la Fédération de Yougoslavie, Slobodan Milosevic.

Les équipes de MSF, qui travaillent au Kosovo depuis 1993, dans le prolongement de l'intervention en Bosnie, soutiennent en particulier le réseau de santé parallèle mis en place par les indépendantistes albanais. A partir de mars 1998, les attaques de l'armée fédérale yougoslave et de la police serbe sur les villages albanais se multiplient, exacerbées par les actions de guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Plusieurs milliers de personnes sont tuées et des dizaines de milliers d'autres s'enfuient à l'intérieur et à l'extérieur de la province.

Constatant la dégradation de la situation, MSF décide d'informer et de sensibiliser le public européen, publiant communiqués et témoignages de réfugiés. La presse se fait l'écho de cette campagne. Les Etats-Unis et l'Europe, promoteurs des accords de paix en Bosnie, accroissent dans le même temps leur pression sur Belgrade, sommant le gouvernement de Milosevic de mettre un terme aux violences contre les Kosovars albanais sous peine d'une intervention armée de l'OTAN.

Le 24 mars 1999, après plusieurs mois de négociations infructueuses pendant lesquels les violences et les déplacements de population se sont intensifiés, l'OTAN commence les bombardements aériens sur la Serbie et le Kosovo. Les forces serbes répliquent en accentuant la terreur, forçant des centaines de milliers de Kosovars albanais à fuir en Albanie, en Macédoine et au Monténégro voisins. MSF organise alors plusieurs opérations de secours aux frontières du Kosovo pour venir en aide à ces réfugiés. Dans le même temps, l'OTAN mobilise des moyens militaires pour mettre en place et contrôler l'assistance.

En avril et mai 1999, MSF s'exprime publiquement à plusieurs reprises pour dénoncer la main-mise de l'OTAN, partie au conflit, sur les camps de réfugiés et la marginalisation du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR). MSF insiste particulièrement sur la nécessité d'assurer la protection des réfugiés et alerte sur le sort des Kosovars albanais restés dans la province sous l'emprise des forces serbes.

Le 30 avril, MSF publie le rapport «*Kosovo : histoires d'une déportation*». Elaboré à partir de récits de réfugiés et d'une étude épidémiologique, ce rapport montre que les Kosovars albanais ont été victimes d'un processus systématique de terreur et d'expulsion, que MSF qualifie alors de «*déportation*.» Il alerte de nouveau sur le déficit de protection des réfugiés dans les camps gérés par l'OTAN.

Début mai, la section grecque de MSF entreprend une mission exploratoire au Kosovo et en Serbie, malgré l'opposition des autres sections qui considèrent que cette mission ne répond pas aux principes d'indépendance opérationnelle de MSF. La section grecque sera exclue du mouvement jusqu'en 2005.

Pendant toute la durée des opérations militaires, les responsables de MSF réfutent activement la notion de «*guerre humanitaire*» défendue par l'OTAN.

Ces différentes positions sont prises dans le contexte d'un conflit armé auquel les pays occidentaux participent directement et qu'ils justifient en se référant aux droits de l'homme et aux exigences humanitaires. Cet environnement politique particulier amplifie fortement les dilemmes et difficultés du positionnement de MSF :

- Faut-il prendre la parole pour dénoncer les violences commises contre les Kosovars au risque de se voir interdire l'accès à ces derniers par les autorités serbes ?
- En dénonçant les violences commises contre les Kosovars et en les qualifiant, MSF ne participe-t-elle pas à encourager/soutenir l'intervention de l'OTAN ?
- MSF doit-elle ou non prendre position vis à vis de l'intervention de l'OTAN ?
- Quelles relations (financement, coopération) établir avec les pays engagés militairement (membres de l'OTAN) ou politiquement (Grèce) dans le conflit ?
- En alertant sur l'absence/l'effacement/l'inefficacité du HCR dans la gestion des camps de réfugiés, MSF ne prend-elle pas le risque de renforcer la marginalisation de celui-ci ?
- Peut-on, au nom d'une interprétation du principe d'impartialité qui imposerait de secourir systématiquement les victimes des deux parties à un conflit, mener une mission exploratoire en sacrifiant les principes d'indépendance opérationnelle ?

VIOLENCES CONTRE LES KOSOVARS ALBANAIS, INTERVENTION DE L'OTAN, 1998-1999

Le Kosovo est enclavé entre la Serbie, le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine. Sa population est composée de 82% de Kosovars d'origine albanaise, de 11% de Serbes et de 10% d'autres minorités.

A la fin de la Première guerre mondiale, après cinq siècles sous domination ottomane¹, le Kosovo est intégré dans le premier royaume de Yougoslavie. De 1941 à 1943, il passe sous le contrôle de l'Italie fasciste, dans le cadre d'une « Grande Albanie » associée à l'Albanie actuelle. En 1945, il entre dans la Fédération yougoslave, créée par le maréchal Tito. Intégré au sein de la Serbie, il y bénéficie d'une large autonomie. En 1981, un an après la mort du leader yougoslave, les aspirations des Albanais du Kosovo à l'indépendance éclatent au grand jour. Leurs manifestations pour réclamer le statut de république sont alors réprimées dans le sang par l'armée yougoslave.

De leur côté, les Serbes du Kosovo organisent des manifestations, contre ce qu'ils considèrent comme « l'albanisation » de la province. Ils y sont encouragés par Slobodan Milosevic, le chef du Parti communiste yougoslave. Elu président de la Fédération de Yougoslavie en mars 1989, le leader nationaliste supprime le statut d'autonomie du Kosovo et le replace sous la tutelle directe de la Serbie. Dans un premier temps, les Kosovars albanais organisent une résistance non violente.

En mars 1990, à la demande du Comité albanais des droits de l'homme et de médecins du Kosovo, une équipe de MSF Belgique mène une enquête sur l'éventuelle intoxication criminelle de 2 000 adolescents albanais.



« Kosovo : épidémie d'intoxication ? » Rapport de MSF Belgique, mars 1990 (en français).

Extrait :

Du 19 au 23 mars 1990, au Kosovo, en Yougoslavie, environ deux mille adolescents de souche albanaise ont présenté des symptômes évoquant une intoxication (psychotoxine ?) Des membres du Comité albanais des droits de l'Homme,

ainsi que des médecins du Kosovo ont sollicité l'intervention urgente de Médecins Sans Frontières Belgique :

- pour l'envoi des médicaments nécessaires au traitement des sujets atteints.

- comme observateurs d'un éventuel acte criminel (?) à l'encontre de la communauté albanaise du Kosovo afin d'en témoigner le cas échéant.

[...] Durant la période du 19 au 23 mars 1990, environ deux mille adolescents (Albanais du Kosovo) auraient été intoxiqués par une psychotoxine pulvérisée dans des locaux scolaires. Les élèves auraient présenté des signes de déséquilibre neuro-végétatif qui se sont amendés spontanément (composante d'hystérie collective ?) Les traitements ont été purement symptomatiques vu l'étiologie inconnue. Aucun échantillon de la substance pulvérisée n'a pu être récolté.

En l'état actuel de notre enquête, il est impossible de déterminer définitivement l'origine de cette épidémie. Même si une composante « hystérique » est possible il ne faut pas exclure, au départ du moins, et pour les premiers cas, une intoxication à des produits répandus à des fins criminelles ou autres.

Une enquête supplémentaire approfondie permettrait peut-être de lever le doute.

Remarque complémentaire :

Vingt médecins de souche albanaise ayant soigné les personnes atteintes par cette épidémie inexplicée ont été arrêtés par les autorités de police yougoslaves dans les jours qui ont suivi notre mission.

En 1991, à l'issue d'un référendum aussitôt déclaré illégal par Belgrade, les Kosovars albanais proclament la « république du Kosovo » que seul l'Etat voisin d'Albanie reconnaît officiellement. Le renforcement du nationalisme serbe, exacerbé par les sécessions successives de plusieurs républiques de la Fédération yougoslave, aboutit aux conflits de la Serbie avec la Croatie puis avec la Bosnie.

En 1992, Ibrahim Rugova, le chef de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), parti politique de l'opposition albanaise, est élu président de la république autoproclamée du Kosovo. Un parlement est également élu que le régime de Belgrade déclare illégitime et dont il transfère de suite les pouvoirs au parlement de Serbie.

1. A partir de la défaite des Serbes en 1389 au lieu-dit Champ des merles à Kosovo Polje, date et lieu qui resteront symboliques pour les nationalistes serbes.

La tutelle serbe à l'encontre des Albanais se durcit encore: suppression de l'enseignement en langue albanaise dans les établissements scolaires, expulsion des cadres albanais dans les entreprises, dans l'administration, les hôpitaux et la police, et remplacement par des Serbes, fermeture de la presse albanophone, répression renforcée.

En février 1993, une équipe de Médecins Sans Frontières envoyée en mission exploratoire au Kosovo constate les effets destructeurs de cette politique sur la vie quotidienne des populations albanaises, en particulier sur leur accès aux soins. Elle souligne la probabilité d'une « explosion » et sans doute d'un « massacre » (sans pouvoir en donner la date) et recommande un pré-positionnement de MSF au Kosovo et dans les pays limitrophes (Albanie, Macédoine) pour accueillir les réfugiés.



« Mission exploratoire MSF Kosovo-Albanie (6-18 février 1993). » **Rapport** de Maurice Nègre et Virginie Raison (en français).

Extrait :

D'une manière générale, la situation de l'institution médicale reflète la situation politique du Kosovo et ce qui apparaît comme une stratégie de la part des Serbes pour pousser les Albanais à la faute. Néanmoins, même si l'attention internationale se porte seulement maintenant sur le problème, nous sommes en fait à la phase avancée d'un processus qui remonte au début des années 1980, et qui s'accélère en 1989 avec « l'affaire » de l'empoisonnement. [...]

1989: 7 000 enfants albanais ont une réaction cutanée à la suite d'une campagne de vaccination. Pour les Albanais, il ne peut s'agir que d'un acte volontaire des Serbes visant à empoisonner les Albanais. L'intoxication est reconnue par une commission mixte, mais l'enquête sur les causes ne sera jamais menée (rapport Benedetti, MSF?). Quoiqu'il en soit, à partir de là, les positions se cristallisent : les Albanais se méfient du corps médical serbe, refusent la vaccination... En 1990, les étudiants albanais de la faculté de médecine participent avec certains de leurs profs, à une manifestation. Par mesure de rétorsion, l'hôpital est encerclé par l'armée ; un grand nombre de professeurs et médecins albanais sont molestés et renvoyés ; la faculté de médecine sera fermée par la suite. Depuis lors, la situation semble se dégrader rapidement :

- licenciements importants du corps médical albanais et substitution par des médecins serbes de Belgrade. Toutes les administrations sont placées sous contrôle serbe.
- organisation des médecins albanais pour monter des dispensaires privés albanais, une faculté de médecine albanaise, etc. Points faibles : l'immunisation, la transfusion et les équipements. Les cliniques sont faiblement équipées, et pour les pathologies plus complexes, les actes chirurgicaux ou les accouchements difficiles, les malades sont donc renvoyés sur les hôpitaux publics.
- le licenciement d'une grande partie de la population

pose le problème de couverture sociale et de l'accès aux soins et aux médicaments. A leur effet, quelques dispensaires gratuits sont ouverts, mais avec peu de moyens. A cela s'ajoute l'embargo qui d'après les Serbes, pose des problèmes pour la maintenance des appareils et pour l'approvisionnement en médicaments. Pour les cliniques albanaises (approvisionnées par des donations), le problème se situe au niveau des Serbes qui confisquent systématiquement les médicaments à leur entrée au Kosovo.

- enfin, on nous raconte de nombreuses histoires de malades albanais, victimes de la répression serbe (indications chirurgicales des médecins albanais systématiquement rediscutées, soins ou transfusions tardives, dossiers médicaux et rapports d'autopsie falsifiés, etc.) [...]

Evolutions possibles de la situation

A partir des incertitudes et paramètres politiques, de la situation sanitaire des deux côtés de la frontière, on peut imaginer plusieurs scénarii.

1) Conflit interne

On peut imaginer que la situation actuelle se durcisse encore, sans guerre ouverte ou bien avec un conflit ouvert contenu pour quelques jours ou semaines à l'intérieur du Kosovo (par encerclement ou non). Donc, sans déplacement de la population hors des frontières. Hypothèse du « massacre » si absence de forces d'interposition, et si bombardements des villes peuplées d'Albanais.

Aussitôt se pose pour les Kosovars albanais un problème de médicaments et plus généralement d'accès aux structures de soins.

Pour MSF :

- Si prépositionnement au Kosovo (pour vaccination par exemple, voir compte-rendu médical) et en Albanie à partir du projet d'assistance Albanie (zone de MSF Belgique ?), il devrait y avoir des passages possibles de la frontière, passages non-démentis par nos interlocuteurs (NB: contacts LDK [Ligue démocratique du Kosovo] des deux côtés).

- Si prépositionnement que du côté albanais (projet *ad hoc* sur hôpital Kukes par exemple). Idem, passages frontières possibles mais non sans risque.

Dans les deux cas, il s'agira essentiellement de médoc [médicaments] et de logistique ; peu de soignants. Quoiqu'il en soit et dans les deux cas, le prépositionnement répond à des besoins réels dès aujourd'hui.

2) Conflit ouvert avec réfugiés vers la Macédoine.

Dans un deuxième temps, on peut donc imaginer un déplacement de la population kosovare albanaise, vers la Macédoine (première destination pour des raisons liées aux routes, au déplacement vers d'autres destinations, aux liens familiaux, à la pauvreté en Albanie, etc.) sous réserve que la route vers la Macédoine ne soit pas bloquée par les Serbes ou par les Macédoniens ; sous réserve aussi qu'elle ne soit pas minée ou encore qu'elle soit protégée par UN [Nations unies] par ex[emple].

Pour MSF:

Voir rapport mission explo[ratoire] Macédoine.

N'exclut pas le prépositionnement côté albanais.

3) Conflit ouvert avec réfugiés vers l'Albanie (scénario compatible avec les deux autres d'ailleurs).

Risques accrus si bombardements car villages frontières

presque exclusivement peuplés d'Albanais sauf Prizren et Pristinja.

Zone d'afflux : entre Tropoja et Shishtavec. De part et d'autres, hautes montagnes infranchissables. Trois postes frontières aujourd'hui, trois routes principales : Qaf Morina (vers Bajram Curri), Qaf Prush (vers Kruma, poste frontière fermé aujourd'hui), Bruka Morina (vers Kukës).

Attention aussi à l'afflux possible depuis Diber (Kosovo) vers Peshkopi.

Pour MSF :

- prévention et prépositionnement par campagne de vaccination sur la région frontière côté Kosovo.
- prépositionnement en Albanie avec projet *ad hoc* dans la région de Kukës (ou probablement point de convergence principal des réfugiés) : établissement de contacts locaux et repérages des points de passage probables.
- nécessité d'une mission explo (kit survie) le long des deux côtés de la frontière, pour reconnaissance terrain, chemins... (nombreux sentiers muletiers). Evaluer aussi zone de Peshkopje ou il serait possible de franchir la frontière clandestinement.

Pour conclure, la faible probabilité de non-explosion au Kosovo ne doit pas être un frein à la mobilisation MSF dans la région. En effet, toute action serait justifiée par les besoins des populations albanaises, et ce des deux côtés.

A partir d'avril 1993, une équipe conjointe de MSF Belgique et MSF France intervient au Kosovo. Elle fournit des médicaments et du matériel aux structures de santé officielles de trois districts du Kosovo. Elle alimente également, par l'intermédiaire de l'ONG albanaise *Mère Teresa*, un réseau parallèle destiné aux populations albanaises qui sont rejetées du système de santé officiel. D'autre part, à partir de Belgrade, MSF apporte une aide aux populations de la partie serbe de la Bosnie, tandis que d'autres équipes MSF sont présentes dans les enclaves musulmanes de Srebrenica et Gorazde.



Rapport de mission de MSF Belgique au Kosovo du 24 août 1994 au 30 avril 1995 (en français).

Extrait :

Cette mission est placée sous coordination de MSF Belgrade qui coordonne avec Split en Croatie l'ensemble des programmes de l'ex-Yougoslavie.

Split et Belgrade sont coordonnés conjointement par MSF France et Belgique.

VI-1. Historique de l'action MSF au Kosovo

A l'appel de mouvements albanais et lors des différentes missions exploratoires menées dans la région, nos équipes ont constaté une pénurie importante en médicaments essentiels, en produits d'anesthésie, en matériel semi-renouvelable (seringues, fils de suture, pansements, etc.) en équipements

médicaux et chirurgicaux de base, ainsi qu'une grande faiblesse du système de stérilisation dans tous les services de santé, que l'on soit au niveau hospitalier ou ambulatoire. MSF est intervenu ponctuellement à la suite de différents événements violents (émeutes, gaz toxiques...).

Le constat fut fait lors de ces différentes visites que le système médical, sanitaire de la région était fortement déficient. Suite à cela, il a été décidé de l'ouverture de la mission MSF à Pristina au Kosovo le 1^{er} avril 1993.

VI-2. Mission MSF Belgique au Kosovo

1- Objectif de l'action

Objectif général de l'action consiste en une amélioration des standards médicaux trop bas dans les structures médicales, tant hospitalière qu'ambulatoires, tant officielles que parallèles.

2- Couverture de l'action

MSF au Kosovo est basée à Pristina et couvre tout le Kosovo composé de cinq districts sur le plan des structures parallèles, sur le plan officiel pour les hôpitaux, centres de santé nous couvrons uniquement deux districts, les districts de Mitrovica et Gnjilane.

VI-3. Les activités MSF

On peut distinguer trois parties.

- La première, est de garder une grande attention à l'établissement et au maintien de bons contacts avec ces différents interlocuteurs, officiels ou non, serbes et albanais. Etant donné la situation de tension entre les communautés serbes et albanaises, le Kosovo est une région hypersensible sur le plan politique où les susceptibilités sont très prononcées. Beaucoup d'organismes internationaux ont voulu s'établir ici sans y parvenir ou d'autres se sont fait expulser après quelque temps d'activité.
- La deuxième, est tout ce qui concerne les distributions, la réhabilitation. Les distributions se répartissent en deux catégories : matériel médical et non médical. Le matériel médical représente l'essentiel de nos distributions. Il s'agit d'équipement médico-chirurgical de base, de médicaments essentiels, matériel de pansement, d'injection et de petit matériel de soins ainsi que des médicaments spécifiques contre la gale... Le matériel non-médical est composé de matériel pour l'hygiène : savons, shampooing, lessive, gants de toilette, serviettes... Concernant les réhabilitations, ce sont des projets d'amélioration des structures médicales afin que les soins soient donnés dans de bonnes conditions. Actuellement nous avons plusieurs projets de réhabilitation.
- La troisième, est la partie contrôle/*monitoring* des donations. L'importance de cette partie est de contrôler que les donations vont bien aux personnes concernées (les malades qui ne peuvent pas se payer les médicaments), car il est bien sûr clairement spécifié que tous les médicaments doivent être redistribués gratuitement aux patients. Vérifier que le matériel donné est bien utilisé correctement et qu'il est bien entretenu. *Le monitoring* permet de contrôler mais aussi de garder un contact constant avec les différentes structures médicales avec lesquelles nous travaillons. Ce contact nous permet de suivre l'évolution des besoins. Enfin toujours faire attention aux possibilités de détournement des donations.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 février 1994 (en français).

Extrait :

4) Au Kosovo, le contexte entre les Albanais (90%) et les Serbes (10%) est très intéressant. Depuis 1990, il y a une mainmise serbe sur la fonction publique. Dans cette région, il n'y a pas de faits d'arme mais une très grande tension.

Plusieurs actions sont menées :

- un programme contre la tuberculose, avec l'OMS, car il existe des cas graves de méningites tuberculeuses spectaculaires,
- un appui aux services de santé et aux dispensaires en panne de médicaments, à travers le service public,
- un appui au service médical parallèle des Albanais. On a installé un petit hôpital dans une maison, ouvert tous les jours, à raison de 600 consultations par jour, avec 25 médecins bénévoles (tournants). Il y a 4 autres dispensaires sur le même modèle et un réseau de distribution qui touche 300 000 personnes. MSF va les aider en complétant leurs équipements. C'est d'après Renaud T. un programme, pour moitié français et belge, très important.

Il semble clair qu'il faut accorder une priorité à l'action, en étant prudents sur les témoignages. La marge est très étroite.



MSF Belgique était présent au Kosovo depuis 1992-1993. Nous pensions qu'un jour cette région poserait un problème. Nous avons orienté les projets vers le développement à moyen terme, ce qui était pertinent au Kosovo où les problèmes d'accès à l'eau, les problèmes de rougeole sont récurrents. L'idée était de passer quelques années sur des programmes de santé publique, parce que cela permettait un pré-positionnement politique. Ce n'était pas du tout le cas de MSF France, qui préférait agir sur le mode : « il y a une urgence qui apparaît, on intervient, elle se termine, on s'en va. » Ce n'est pas le même rythme. Une mission qui vivote de projets sur des plans de quelques années est très différente d'une mission d'urgence.

Bastien Vigneau, adjoint au responsable de programme MSF Belgique (en français).



Nous nous sommes installé au Kosovo en 1993. La province avait perdu son autonomie en 1989 et il y avait un regain de tension important entre les deux communautés, les Serbes et les albanophones. A l'époque, nous pensions qu'il était intéressant d'être pré-positionné au Kosovo afin de comprendre ce qu'il s'y passait. Il s'agissait d'une mission conjointe franco-belge. Nous avons commencé à développer les contacts avec l'association albanaise

Mère Teresa, pour travailler dans des structures parallèles albanaises. En 1993, ces structures n'étaient pas aussi organisées qu'elles l'ont été en 1998 mais le réseau commençait déjà à prendre forme. De plus depuis 1992, à la suite d'élections non légales, Ibrahim Rugova était « président du Kosovo » et des ministères parallèles avaient été mis en place. Il y avait donc vraiment une ébauche de structure administrative et politique albanaise. Nous avons décidé de nous repositionner parce qu'il y avait clairement un problème d'accès aux soins, en particulier aux structures de santé officielles. C'était l'époque où l'administration serbe a commencé à licencier un certain nombre d'Albanais de la fonction publique, des écoles, des hôpitaux. La population albanaise ne pouvait plus accéder à l'enseignement ni aux soins de santé. Ce n'était pas sans difficultés. Mais ils nous laissaient faire. D'une part, à l'époque notre aide au Kosovo était minime. Nous avons seulement deux ou trois expatriés sur place. D'autre part, nous soutenions quand même deux ou trois services de maladies infectieuses dans les hôpitaux publics serbes. De plus, en contrepartie, MSF Belgique fournissait une aide importante à la Republica Srbsca, la partie serbe de Bosnie. Je ne pense pas que notre action au Kosovo gênait Belgrade. Ils avaient d'autres chats à fouetter. En plus, nous n'étions pas trop visibles. Les programmes de MSF étaient concentrés sur les enclaves, sur la Bosnie-Herzégovine et sur la Republica Srbsca.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Pendant toutes les années de guerre en ex-Yougoslavie l'attention de la communauté internationale est détournée des événements du Kosovo. Le sort de ses populations est « oublié » par les accords de paix sur la Bosnie, signés à Dayton le 14 décembre 1995. Pourtant l'armée serbo-yougoslave², renforcée par les milices serbes d'autodéfense, des groupes paramilitaires ultranationalistes³ qui ont sévi en Bosnie et en Croatie, accentue ses opérations de terreur dans la province afin de provoquer l'exode progressif des populations albanaises. En 1997, le cycle manifestation /répression s'accélère au Kosovo. Face à l'oppression serbe, la résistance albanaise se radicalise. L'Armée de libération du Kosovo (UCK) fait son apparition officielle, tandis qu'Ibrahim Rugova, le chef de l'opposition politique albanaise pacifique revendique l'indépendance, voire le rattachement à l'Albanie voisine. La France et l'Allemagne demandent un statut spécial pour le Kosovo. Belgrade refuse.

2. Au sortir de la guerre, la République fédérale yougoslave est composée de la Serbie, du Monténégro et du Kosovo.

3. Les tristement célèbres Tigres d'Arkan ou Tchetniks de Seselj.



«*Remettons le Kosovo sur la carte.*» Laurence Thavaux, infirmière et responsable de terrain à Pristina, **Messages** (journal interne MSF France) février-mars 1996 (en français).

Extrait :

En ce jour de décembre 1995, à la veille de la signature des accords de paix sur la Yougoslavie, les Albanais du Kosovo espèrent encore que la bienveillante communauté internationale ne détournera pas une fois de plus les yeux de cette petite province de l'ex-Fédération yougoslave. Depuis quelques mois dans la capitale, Pristina, nous assistons à un défilé continu de diplomates européens et de personnalités étrangères.

Le grand maître Rugova, président des Albanais du Kosovo, affilié à Gandhi par son pacifisme, reçoit dans son antre toutes ces grandes personnes ô combien préoccupées par le sort des Albanais du Kosovo. Après un rapide descriptif de la situation, chacun rentre chez soi, satisfait de la tournure des événements.

Comment sauver sa peau avec pour seule arme une idéologie ? Mais la liberté a-t-elle un prix ?

Rugova, encouragé dans sa voie pacifique par des promesses diplomatiques, attend patiemment la naissance de la République du Kosovo. La communauté internationale, confortée par la position de Rugova, remet les discussions à plus tard. Après tout, pas de conflit en perspective au Kosovo, tout va bien. Et d'ailleurs, qui se soucie du Kosovo ? Il faut des morts pour intéresser l'opinion internationale, beaucoup de morts, avec des images sanglantes. Pourtant, ici, c'est tout un peuple que l'on assassine depuis six ans avec une méthodologie qui révèle de l'art : on annihile la volonté des Albanais en leur ôtant le droit d'expression, les droits au travail et à l'éducation, sans parler de l'accès aux soins qui se monnaie très cher. La liste est longue; peut être est-ce la raison pour laquelle les Albanais du Kosovo se sont eux-mêmes organisés autour d'une véritable société parallèle depuis bien longtemps déjà.

Il nous semble que la population albanaise est arrivée à bout de souffle. Que d'espoirs déçus lors des négociations de paix à Dayton ! Pas un seul mot du Kosovo ; pourtant, la diaspora albanaise s'était largement mobilisée.

Rugova perd un peu de sa crédibilité chaque jour. Les jeunes esprits commencent à s'enflammer, les plus âgés à désespérer. Aucun changement positif dans la vie de tous les jours qui puisse alimenter une hypothétique leur d'espoir. Arrestations arbitraires, tortures, racket et répression sont le lot quotidien des Albanais, dans un climat de terreur perpétuel.

En France, qu'attendons-nous pour réagir ? Un bain de sang ? Nous nous sommes davantage préoccupés du sort de deux pilotes français que des deux millions d'Albanais retenus en otage.

Peut être que bientôt le jour viendra où les Albanais n'auront plus peur parce qu'ils n'auront plus rien à perdre et que l'avenir ne sera plus envisageable. Ce jour-là, ils préféreront peut-être mourir sur un champ de bataille au

nom de la liberté. Ce serait un massacre, car on ne peut sauver sa peau avec pour seule arme une idéologie; mais la liberté a-t-elle un prix ? Intéressons-nous sérieusement aux Albanais du Kosovo avant qu'il ne soit trop tard.



«*Les combattants pour la liberté des Albanais du Kosovo sortent de l'ombre.*» Ibrahim Osmani, **AFP** (France), 30 novembre 1997 (en français).

Extrait :

Des hommes armés proclamant leur appartenance à une organisation accusée de terrorisme par le pouvoir serbe se sont montrés pour la première fois en public au Kosovo, faisant monter la tension d'un cran dans cette province peuplée en majorité d'Albanais de souche.

Cette sortie de la clandestinité de « combattants pour la liberté » des 1,8 million d'Albanais du Kosovo apporte de l'eau au moulin du régime serbe, qui s'est promis « d'extirper le terrorisme albanais » et rejette toute initiative occidentale pour l'ouverture d'un dialogue avec les séparatistes.

Vendredi, aux obsèques de Haljit Geci, un Albanais du Kosovo tué dans un affrontement avec la police en début de semaine, trois hommes armés en uniforme, dont l'un était cagoulé, ont déclaré appartenir à « l'armée de libération du Kosovo » (UCK), organisation clandestine dont 19 membres présumés sont jugés à Pristina (chef-lieu de la province).

L'information, diffusée par la télévision de Tirana, a été confirmée à l'AFP par des témoins, dont Evlijana Berani, journaliste à Bujku, principal quotidien albanais du Kosovo. Devant 20 000 personnes massées dans le cimetière du village de Lausa (ouest), sans aucune présence policière, les trois hommes ont annoncé « la poursuite de la lutte pour la libération du Kosovo. »

« L'UCK puise ses sources dans le peuple albanais et représente la seule force combattante capable de libérer le Kosovo », a déclaré l'homme masqué.

Fortement applaudi, il a accusé le régime serbe de faire régner « la terreur » au Kosovo et affirmé que seule l'UCK peut aider les Albanais de la province à s'unir avec ceux d'Albanie.

L'UCK a revendiqué depuis l'an dernier de nombreux attentats meurtriers, dans une quarantaine de communiqués dont l'authenticité n'a jamais été établie. A plusieurs reprises, Ibrahim Rugova, chef de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), principale formation d'opposition au régime du président Slobodan Milosevic, avait mis en doute l'existence de l'UCK.

Dans ses communiqués, adressés par fax à la presse locale, l'UCK s'engage invariablement à « lutter par tous les moyens pour la libération du Kosovo et venger les victimes de la terreur policière serbe. »

Depuis le début de l'année, 35 Albanais de souche déclarés coupables d'actes terroristes pour le compte de l'UCK ont été condamnés à des peines de 2 à 20 ans de prison, mais tous ont nié appartenir à cette organisation.

Les chefs des Albanais du Kosovo, majoritaires à 90% dans

cette province de deux millions d'habitants dont Belgrade a supprimé l'autonomie en 1989, réclamant aujourd'hui l'indépendance, voire le rattachement à l'Albanie, une revendication soutenue par Tirana et violemment réprimés par des forces de police serbes estimées à plusieurs dizaines de milliers d'hommes.



En 1996, je me suis retrouvée à Pristina comme responsable terrain. A ce moment-là c'était géré par MSF France et MSF Belgique et je suis partie là-bas pour six mois. En fait, je me suis retrouvée toute seule avec du personnel kosovar. Je suis restée pendant trois ou quatre mois avec eux, à approvisionner les ambulancias (dispensaires mobiles) de Mère Teresa et à vivre avec les Albanais. Je sortais beaucoup avec les Albanais et je voyais ce qui se passait dans les bars, dans les écoles, avec le système de santé. A cette époque, les médias ne parlaient pas du tout du Kosovo qui avait été complètement oublié par les accords de Dayton. Il se passait pourtant des choses graves en matière de violation des droits de l'homme. Des médecins albanais étaient renvoyés des hôpitaux. Les soins étaient beaucoup plus chers pour les Albanais que pour les Serbes. Les Albanais ne pouvaient plus aller dans les structures de santé, ni dans les écoles.

MSF approvisionnait les ambulancias sur tout le Kosovo, organisait des campagnes d'éradication des poux et de la gale, essentiellement avec le réseau parallèle de Mère Teresa. Quand je suis partie, j'avais plein d'amis albanais. Tout le monde disait que cela allait exploser prochainement et que ce serait terrible. A cette époque, on ne parlait pas encore de l'UCK. J'avais promis que je reviendrai si cela éclatait. J'y suis retournée l'année suivante, en vacances pendant un mois, et cela devenait beaucoup plus précis. On commençait à parler de l'UCK. Enfin, pas vraiment des UCK, mais on parlait des libérateurs, on disait qu'il allait se passer quelque chose. Et puis il y avait une espèce de mouvement de ras-le-bol de la part des jeunes. Je me souviens des manifestations d'étudiants dans les rues de Pristina, avec les répressions de la police serbe qui étaient assez violentes et les étudiants n'osaient plus manifester. Ils n'avaient plus aucun droit. Les parents de la jeunesse albanaise ne supportaient plus cela pour leurs enfants. Ils disaient : « pour nous ok, mais on veut que la future génération puisse étudier librement. »

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996, à Pec d'avril 1998 à février 1999, infirmière au Monténégro en avril 1999 (en français).

OÙ MSF S'EFFORCE DE PASSER EN MODE « URGENCE »

Début mars 1998, la police serbe et l'armée yougoslave attaquent, pillent et incendient des villages de la vallée de la Drenica, provoquant la mort de 2000 Kosovars albanais et la fuite de 250 000 autres, qui se réfugient en Albanie. Les manifestations de soutien des Kosovars albanais de Pristina, la capitale, à leurs concitoyens de la Drenica, sont violemment réprimées par la police serbe. Aux mises en garde de la communauté internationale, le régime de Belgrade répond que les tensions au Kosovo relèvent des affaires intérieures à la République fédérale yougoslave et dénonce le « terrorisme » albanais. MSF constitue une équipe mobile d'urgence qui intervient auprès des déplacés dans la vallée de la Drenica.



« La poudrière du Kosovo au bord de l'explosion. Manifestations de masse après les violences du week-end. » Victoria Stegic, *Libération* (France), 3 mars 1998 (en français).

Extrait :

[...] Le bilan officiel de 20 morts, dont 16 Albanais et 4 policiers serbes, témoigne de la violence des affrontements qui ont opposé ce week-end la police serbe à des Albanais armés traités de « terroristes » par Belgrade. Hier, plusieurs dizaines de milliers d'Albanais sont descendus dans les rues de Pristina, chef-lieu du Kosovo, pour se solidariser avec la population de la région de Drenica, où ont eu lieu les affrontements et pour protester contre le régime de Slobodan Milosevic accusé de pratiquer « la terreur, la violence et le nettoyage ethnique. » Les manifestants ont été brutalement dispersés par la police. Plusieurs dizaines de manifestants et quelques journalistes ont été blessés.

[...] Des générations entières ont été élevées depuis le début des années 1980 dans la conviction que le Kosovo serait un jour indépendant avec l'aval de la communauté internationale, qui assurerait un protectorat pendant une période transitoire.



Sitrep 4 [Situation report/Rapport de situation], François Fille, coordinateur en MSF Yougoslavie à Eric Dachy et Bastien Vigneau (responsables de programme MSF Belgique), 9 mars 1998 (en français).

Extrait :

On y voit plus clair dès lors qu'on se déplace. (Peu d'agences se rendent sur le terrain) 1200 IDPs [personnes déplacées] venant principalement de Lower Prekas partiellement détruite. Le plus important sont les infos que nous

obtenons grâce au Dr Barhi d'HI [Handicap international] qui fait partie du voyage (nombre de déplacés avec les noms des locations, genre de population etc.) et nous parvenons à déterminer des besoins, surtout de la bouffe et du NFI [non food item produits non alimentaires de première nécessité]. On note puis on parle avec ceux qui ont de quoi répondre.[...] Visite avec Stéphanie dans la Drenica et accès à Srbica. On confirme tout ce que le CICR [Comité international de la Croix-Rouge] nous a dit hier. Les gens sont terrorisés. Dans la DZ [dispensaire] un groupe de médecins accompagné de celui de MT [*Mère Teresa*] nous témoigne leur impossibilité de travailler. Je n'ai pas reconnu le directeur tant il a changé en un mois. A chaque fois qu'ils veulent aller s'occuper d'un patient en bordure de la ville ou le référer à l'extérieur ils demandent LA PERMISSION A LA POLICE. Ex: une jeune fille est blessée ; sa famille a péri hier lors d'une attaque de la police alors que des snipers les attendaient pendant la fuite. Tous ont peur de sortir et les infos sur les besoins ou le nombre d'IDPs sont indisponibles. Ils ne réclament pas de médicaments car entre notre distribution de la semaine dernière et celle d'hier du CICR (bandages, bouffe et NFI), ils ont du stock ; par contre ils voudraient avoir la possibilité d'aller traiter les gens dans les collines. En attendant, presque pas de patients dans le DZ et MT est toujours fermée. Le système d'adduction [d'eau] est coupé depuis hier ; il paraît que c'est fréquent ; [...] La tension est perceptible dans tous les comportements. En sortant de la DZ, on nous signale une morgue gardée par une armée de flics où 45 corps sont exposés dont 12 enfants et 14 femmes. On hésite à y aller car nous ne trouvons pas de bons prétextes. On poursuit dans un village à l'ouest de Srbica (Rudnik). Checkpoint tendu mais on finit *in extremis* à avoir un entretien avec des activistes MT/LDK [association *Mère Teresa*/Ligue démocratique du Kosovo] en bordure de champ. Avec Bahri de Handicap [international], décidément bien MSF ces temps-ci, on ne se le sent pas, mais passons. Ils sont coupés de Srbica et de Mitrovica et ne sont pas approvisionnés en médocs [médicaments], nourriture, vêtements etc. Selon ces gens, les déplacés se montent à 8000, c'est beaucoup et possible (ils viendraient de Laushan où des combats sont reportés). On obtient grâce à l'association des paraplégiques et de MT des données dans les IDPs à Mitrovica (3200 à 11h00, puis au retour à 4h00, 3400). Les policiers lâchent du lest et semblent vouloir faire partir les Albanais de la zone maintenant que tout est fini. Cela se confirme par de nouvelles arrivées dans beaucoup d'endroits. Par une des fenêtres deux bus remplis de policiers. Tous les alentours en sont remplis ; l'opération se poursuit.



« Quelques questions. » **Courriel** de Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France à MSF Belgique à-Belgrade, 18 mars 1998 (en français).

Extrait :

Avez-vous grâce à vos différents contacts et visites dans la région une idée un peu plus claire cc le nb possible de

déplacés et où ? Est-il possible d'avoir une sorte de carte des sinistrés/déplacés de la région ?

-Selon l'association *Mère Teresa*, il y aurait 124 000 IDPs. Ce sont les seuls à pouvoir disposer d'un réseau d'informateurs/activistes sur le terrain collectant les données village par village. Pour la carte je tâcherai d'en constituer une. Vous travaillez en termes d'appro[visionnement] médical toujours et principalement par l'intermédiaire de l'association *Mère Teresa*. Ont-ils de leur côté des idées même approximatives du nombre de blessés reçus dans les structures soutenues ? Sinon pourquoi ne peuvent-ils obtenir de données relativement précises ? Je comprends que les blessés ne viennent pas dans les structures officielles serbes, mais s'ils ont accès aux structures parallèles albanaises pourquoi n'avons nous pas de données au moins par cette source ? Question certainement évidente de ton côté mais à distance cela me paraît étrange.

- Les structures parallèles disons les médecins albanais dans leur ensemble ont une idée assez précise de la localisation des blessés, mais nous ne le dirons pas. Une chose est sûre, s'ils étaient dans les structures parallèles on leur rendrait visite, ce qui n'est pas le cas. Personne chez les expats [expatriés] ne sait où ils se trouvent. Ce que je comprends dans tes sitreps [rapports de situation] c'est que les structures en place ne peuvent pas réellement réaliser d'interventions chirurgicales si nécessaire. Les seules structures à même de le faire sont officielles et serbes ? Est-il possible d'organiser un poste d'intervention même précaire côté albanais ? Question très difficile j'imagine car peu discrète ? Que disent les autorités : que tout le monde a accès, peut venir se faire soigner ? Comment font les Albanais en général lorsqu'ils ont besoin ne serait-ce que de chirurgie froide ?

- Quand Theresa [l'association *Mère Teresa*] était encore là (elle est partie la semaine dernière), il n'était pas question de travailler hors structures chirurgicales. Maintenant que nous sommes entre purs urgentistes (Eric pousse pas mal de ce côté là) et qu'une coordinatrice d'urgence travaille avec nous c'est une priorité. Mais :

- les autorités ne nous laisseront pas travailler dans une structure MSF (pas le droit). Il faudra être dans une structure existante et légale (MT ou clinique privée ; l'option MOU [*memorandum of understanding* : accord préalable] est à abandonner pour le moment).

*si on veut travailler plus précairement, il faudra le faire « *under cover* » dans un endroit qui nous permette à la fois d'opérer sous des critères médicaux minimum et d'accès aisé pour les blessés. Tout le problème réside encore une fois dans le fait qu'ils ne veulent se montrer à cause de représailles serbes. Vers un dispensaire UCK ? Du côté des résistants ?



C'est une stratégie que je connaissais par cœur car elle était déjà appliquée en Bosnie. C'était toujours la même, c'étaient les mêmes types, c'étaient les mêmes gueules, les mêmes prénoms, les mêmes uniformes, avec des variantes mais c'étaient les « tchetniks » qui

venaient massacrer des non-Serbes. C'était l'horreur. C'était étrange de voir comme on en parlait peu alors qu'on connaissait ce mécanisme et qu'il était mis en œuvre au Kosovo à un degré sérieux. Des populations civiles se faisaient tirer dessus à l'arme lourde ou par les tanks, et ça ne faisait même plus une ligne dans les journaux ici.

Dr. Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique (en français).



Fin 1997, il y a déjà des problèmes et en février 1998 ont lieu les premières attaques sur la Drenica.

A ce moment-là la mission conjointe franco-belge tout en continuant à mener des projets dits long terme, comme le PEV⁴, constitue une équipe d'urgence. Il s'agit d'une équipe mobile, composée de deux, trois expatriés, de beaucoup de personnel médical albanais qui va donner des consultations mobiles dans la Drenica, près des villages qui sont ciblés par les attaques et des populations qui commencent à se déplacer.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).



J'étais en mission au Libéria quand j'ai entendu à la BBC le mot Kosovo et je me suis dit : ça y est.

C'était en début d'année 1998. J'ai tout de suite appelé MSF pour partir au Kosovo. Quinze jours après j'étais là-bas, j'y suis restée jusqu'à la fin. En fait, on voyait pas mal de déplacés. Ce n'était pas des déplacés comme on en voit en Afrique. Les gens avaient le temps de fuir. Ils partaient avec les tracteurs, les télévisions. Après on les retrouvait campant dans les forêts et souvent dans des conditions difficiles parce qu'il faisait assez froid. Puis les gens pouvaient rester une ou deux semaines. Parfois ils retournaient dans leur village pendant la journée pour voir ce qui se passait. En général quand les villages étaient attaqués, les maisons étaient pillées, le bétail était tué. Certaines maisons étaient aussi piégées. Nous organisons des consultations médicales en dispensaires mobiles. Nous leur apportons aussi un peu de nourriture, des vêtements, des savons. Nous discutons avec les gens pour savoir ce qui se passait, où étaient les autres déplacés. C'était difficile à suivre parce qu'il y avait sans arrêt des villages attaqués, donc il y avait des besoins un peu partout. Il n'y avait pas énormément de blessés par arme, plutôt des gens tabassés, torturés. Il y avait aussi une souffrance psychologique. Les tortures ne laissaient pas de traces physiques, mais quand les gens racontaient leur histoire, c'était terrible. Parfois nous ramenions des blessés à l'hôpital de Pec et

nous n'avions pas accès parce que des Serbes s'y faisaient soigner. Donc l'hôpital était fermé aux Albanais.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

Le 31 mars 1998, un embargo est posé par l'ONU sur les livraisons d'armes à Belgrade puis par l'Union européenne et les Etats-Unis sur les investissements économiques en Serbie. Le 23 avril 1998, les Serbes approuvent à 94,73 % le rejet par Slobodan Milosevic d'une médiation internationale



«L'embargo, un revers politique, un problème militaire limité pour Belgrade.» AFP (France), 1^{er} avril 1998 (en français).

Extrait :

L'embargo contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), voté mardi par le Conseil de sécurité et applicable immédiatement, vise à faire pression sur les autorités de Belgrade pour qu'elles acceptent d'ouvrir un dialogue effectif avec les Albanais du Kosovo, la province du Sud de la Serbie peuplée à 90 % d'Albanais.

Il a été adopté sur proposition du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats Unis, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie) qui s'est mobilisé sur le Kosovo après des opérations de la police serbe qui ont fait au moins 80 morts albanais depuis le 28 février.

Les unités spéciales de la police qui sont intervenues lors de ces opérations dans la Drenica, une région du centre du Kosovo, sont des forces quasi-militaires qui disposent de mitrailleuses lourdes, de mortiers, de blindés et d'hélicoptères.

Selon une source diplomatique occidentale à Belgrade, l'embargo ne devrait pas constituer, du moins dans l'immédiat, un problème sérieux en termes militaires pour la Yougoslavie, bien équipée et productrice d'armes.

En particulier, «cela ne changera rien dans les prochaines semaines» ou les prochains mois à la capacité de Belgrade de mener des opérations de maintien de l'ordre au Kosovo, a estimé cette source.

En revanche, l'impossibilité «d'assurer le renouvellement des matériels, et surtout la fourniture en pièces détachées» sera «certainement un problème à plus long terme» pour la Yougoslavie, a souligné la même source.

Mais si elle a une valeur militaire surtout symbolique, l'adoption de la résolution 1160 constitue en termes politiques un sérieux revers pour Belgrade et pour l'homme fort de la Yougoslavie, le président fédéral Slobodan Milosevic.



«Les Serbes rejettent une médiation, 23 "terroristes" tués au Kosovo.» **AFP** (France), Belgrade, 24 avril 1998 (en français).

Extraits :

Les Serbes ont approuvé massivement jeudi le rejet par Slobodan Milosevic d'une médiation étrangère dans le conflit du Kosovo (Sud) où au moins 23 «terroristes» albanais ont été tués par l'armée yougoslave.

Environ 97% des votants ont dit « non » à une médiation internationale lors du référendum de jeudi en Serbie, selon une projection de la commission électorale qui a montré que le taux de participation avait atteint les 75%.[...] Au Kosovo, où les Albanais ont boycotté le référendum, la situation a continué à se dégrader avec une série d'affrontements entre l'armée yougoslave et des indépendantistes kosovars, dont au moins 23 ont été tués mercredi et jeudi, selon une source proche de l'armée.[...] Les Albanais majoritaires à 90% dans la province dont ils réclament l'indépendance, refusent de discuter avec les autorités serbes sans médiateur international.

En avril et mai, les violences s'étendent à d'autres régions du Kosovo. Les équipes MSF s'efforcent de porter secours aux victimes ainsi qu'aux déplacés, à travers les réseaux de santé albanais clandestins, tout en continuant leur activité d'appui aux structures de santé officielles.



Sitrep [rapport de situation] 12, François Fille (MSF Yugoslavia) à Eric Dachy et Bastien Vigneau (MSF Bruxelles), 5 avril 1998 (en français).

Extrait :

Mardi 7/4/1998

[...] Izbica.

Retour dans ce village où nous avons eu de nombreux patients la semaine dernière.

Rien de bien spécial. 75 consult[ation]s. Mêmes pathologies. Nous sommes aidés par des personnes de la communauté pour screener [examiner] les gens devant la maison privée où nous travaillons.

Au retour, nous nous apercevons d'un important renforcement du dispositif policier sur la route. Beaucoup de fosses individuelles récentes sont creusées. Les bunkers sont consolidés. Tout le monde est casqué. Par contre par rapport à la semaine dernière nous ne sommes pas plus intimidés dans les check-points. Les policiers sont inquiets c'est sûr. Pas étonnant quand on sait que les Albanais patrouillent entre Izbica et Rudnik à quelques km [kilomètres] seulement d'une importante force policière. Sur la route entre Srbica et Glogovac à Morina, un impor-

tant dispositif policier a été mis en place; là c'est réellement chaud. Au checkpoint 40 policiers, on imagine même pas dans le bush. [...] Meeting avec le CICR [Comité international de la Croix-Rouge] qui rencontre de grandes difficultés, comme nous autres, sur l'évaluation du nombre de blessés. S'ils n'ont pas d'autorisation du ministère de l'Intérieur, il est peu probable qu'ils continueront à poursuivre des activités de référence systématiques vers les hôpitaux. D'ailleurs il y a deux jours, après avoir référé un blessé par balle à Mitrovica et rencontré des tas de problèmes lors des check points policiers, ils ont du rester une nuit entière à ses côtés après s'être quand même assuré de la bonne volonté et de la collaboration du personnel soignant. En cas de conflit, personne n'aurait la capacité d'effectuer un tel suivi. Pour nous c'est clair, il faut identifier (quantifier, évaluer, préparer) toutes les structures privées capables de prendre en charge des blessés. Le CICR accroît sa capacité médicale avec l'arrivée d'une infirmière pour 6 mois.



Sitrep [Rapport de situation] 14, François Fille (MSF Yugoslavia) à Eric Dachy et Bastien Vigneau (MSF Bruxelles), 4 mai 1998 (en français).

Extrait :

Activités MSF.

1- On parvient à reprendre ses activités normales pour ne pas hypothéquer nos efforts préalables et nos succès indéniables. Un seul mot d'ordre pour la vaccination, l'eau et la sanitation et la distribution de médocs [médicaments]: on continue et on verra.

2- On continue à maintenir un niveau exceptionnel d'activité auprès des populations victimes des violences policières dans la région de Drnica et on tâche d'établir un plan opérationnel en cas de conflit étendu (pré-positionnement de stock médical et watsan [eau et assainissement]).

Notre équipe mobile n'hésite pas se rendre à une portée de fusil des combats à Likoshan et Izbica où nous tournons à 100 consultations en moyenne par jour. Notre crédibilité auprès de la population locale nous place ainsi en situation de partenaire fiable pour pouvoir intervenir auprès des « blessés de guerre » (terme que ne reprend pas encore le CICR et qui l'empêche de clairement se positionner). Rien n'est joué pour la prise en charge efficace de ces blessés mais des chirurgiens albanais, opérationnels sur les lieux sensibles (pas de jeu de mots incongrus je vous prie) nous font donc confiance pour être leur pourvoyeur de matériel chirurgical et kits blessés en tous genres. Il nous reste simplement à faire vite pour nous assurer de leur compétence, leurs moyens d'accès et leur fiabilité.

Prochainement nous allons concentrer nos efforts vers Decani où nous avons pu avoir accès après un moment de refus de la part des policiers sur le terrain. Pour une fois, les populations serbes locales, victimes comme les autres, seront ciblées et ce sans opportunisme de notre part. Personne en Serbie n'est optimiste.



Sitrep [rapport de situation] 15, François Fille (MSF Yugoslavia) à Eric Dachy et Bastien Vigneau (MSF Bruxelles), 7 mai 1998 (en français).

Extrait :

L'équipe d'urgence est parvenue finalement à s'assurer de l'existence et de l'opérationalité d'un groupe de chirurgiens capables 1/ d'avoir accès/la confiance des blessés et 2/ d'assurer leur prise en charge minimum. Après un travail d'approche avec l'association des chirurgiens et MT [l'association *Mère Teresa*] nous contribuons de manière significative à l'amélioration des conditions de travail de ces médecins qui doivent prendre des risques considérables pour se rendre sur les lieux. Le schéma est le suivant : MSF donne le matériel à *Mère Teresa* qui le distribue aux médecins/chirurgiens dont nous connaissons que les chefs. Nous verrons prochainement si le système est fiable après une distribution limitée de matériel. Si le résultat est satisfaisant nous pourrions alors augmenter notre soutien. Bien entendu, il existe un paradoxe à vouloir travailler en toute transparence et pourvoir à un réseau clandestin et illégal - d'où la nécessité pour l'instant de ne pas en faire grand écho (sans jeu de mots), pour notre intérêt et celui des médecins albanais; cela dit vu la suspicion des policiers, l'enjeu que constituent ces blessés et notre manque d'accès, je crois que cela reste la meilleure solution. On prend toutes les précautions (vérification de nos contacts, désidentification de tout le matériel distribué) mais il faudra assumer un jour toute préoccupation policière... Comme ailleurs dans le monde, notre implication du côté des autorités est essentiel; nous y travaillons aussi.



Sitrep [rapport de situation] 16, François Fille (MSF Yugoslavia) à Eric Dachy et Bastien Vigneau (MSF Bruxelles), 15 mai 1998 (en français).

Extrait :

3 raisons nous amènent à envisager la poursuite et l'élargissement de notre programme d'urgence au Kosovo. La sécurité demeure à un niveau respectable certes mais toutes nos informations et les données/témoignages que nous récoltons çà et là nous poussent guère à l'optimisme et appuient la thèse de l'extension du conflit. D'abord parce que de plus en plus l'accès à certaines zones nous est refusé (hier dans le Sud de la Drnica alors que l'équipe d'urgence se rendait effectuer une évaluation dans un endroit où de nombreuses personnes étaient signalées déplacées. Ensuite parce que les combats continuent de plus belle (autour de Klina, Orahovac, et surtout autour de Decane dans des endroits tenus par les «UCK»). Enfin parce que de nouveaux éléments de sinistre mémoire font leur apparition : selon la presse albanaise des mines antipersonnel auraient fait des victimes le long de la

frontière albanais-yougoslave (intox des uns, intimidations des autres, il est clair que les infos nous parviennent à chaque fois de l'un ou l'autre des camps) mais surtout présence d'unités serbes différenciées très nettement des autres, grimées avec du camouflage au sujet desquels on nous raconte les pires frasques (tous présents en Bosnie, opérations ratonnades dans le camp adverse, prêt à passer à l'assaut pour tout nettoyer quand l'ordre leur en sera donné) [...] Quand nous avons aperçu ces derniers ils étaient à bord d'un char avec deux haut-parleurs de chaque côté jouant à tue tête une musique du genre tchetniks- tuons-les-tous comme dans *Apocalypse Now*». La deuxième raison tient au fait que l'accès aux soins de santé tout au moins dans la Drenica malgré notre intervention demeure extrêmement limité pour la population. Chaque semaine le nombre de nos consultations ne cesse d'augmenter et nous enregistrons de plus en plus de pathologies liées à des conditions précaires d'existence ou au déplacement forcé.

Enfin, l'espace humanitaire se referme dans l'Ouest du Kosovo. L'actuelle équipe d'urgence qui d'une part s'occupe de la clinique mobile et d'autre part travaille sur un réseau de médecins albanais opérationnels dans le cœur de la zone de conflit tout en travaillant sur l'édification d'une structure chirurgicale autonome, ne peut pas tout en maintenant cet effort se disperser et envisager des missions régulières dans les nouvelles zones de conflits sans affaiblir ou gêner les autres départements de la mission.



Sitrep, Stéphanie Van Peteghem, coordinatrice médicale (MSF Belgrade) à Eric Dachy et Bastien Vigneau (responsables de programme MSF Belgique), 29 mai 1998 (en anglais).

Extrait:

La situation s'aggrave, c'est le moins qu'on puisse dire. Les bombardements continuent sur plusieurs villages de la région de la Drenica et du Sud-Ouest du Kosovo. Il y a eu des attaques serbes à Klimna, Djacovica, Decan, Srbica, Pec... Une concentration massive de troupes serbes a été observée à Glogovac le long de la route Suhareka-Orahovac et à d'autres endroits, ce qui augmente encore le nombre de déplacés dans la région. On doit aussi noter que l'Armée de libération du Kosovo (UCK) bouge aussi. La population locale construit à la hâte de nouvelles routes afin de faciliter les allées et venues de l'UCK et des déplacés. Beaucoup craignent que ce ne soit qu'un début.

Le mode d'accès indirect aux populations renforce les difficultés de coordination opérationnelle entre les desks des sections belge et française. Il a aussi un impact sur les décisions concernant les enjeux de communication publique, qui s'opposent à ceux du maintien des opérations et de la sécurité.



« Position MSF FRY au Kosovo. » **Courriel** du coordinateur (MSF B à Belgrade) aux responsables de programmes et directeurs généraux (MSFB, MSFF et MSFH), 12 juin 1998 (en français).

Extrait :

Depuis le début de la crise, MSF a essayé contre vent et marées d'assurer un contact constant avec les populations du Kosovo, c'est à dire celles déplacées ou affectées par la guerre civile.

L'accès ou plutôt son manque est habituel et nous travaillons continuellement à son relâchement. Depuis un mois nous constatons que Belgrade et les autorités serbes plus ou moins clairement nous empêchent d'effectuer notre travail en brandissant des prétextes soit disant légaux ou administratifs.

A l'heure actuelle, les autorités policières, tout en gardant leur emprise sur le travail des humanitaires, observent un autre comportement beaucoup plus conciliant qui nous laisse espérer de multiples tentatives pour rencontrer les victimes et leur prodiguer l'aide dont elles ont besoin. Même si cette façade ne nous aveugle pas, leur comportement à notre égard incite à plus d'optimisme. NOUS DEVONS POURSUIVRE NOS EFFORTS. UNE EQUIPE S'Y EMPLOIE MAINTENANT DE MANIERE CONSTANTE.

Passé un délai que nous estimerons, nous changerons de stratégie. En ce moment nous travaillons sur une base de 200 à 400 consultations par jour et même s'il n'y a pas à proprement parlé d'urgence médicale nous constituons un des seuls relais d'expression véritable des victimes.

Dans le même temps de part et d'autre c'est la surenchère. Les Serbes campent sur leurs positions que l'on connaît. Les Albanais profitent de la situation pour avancer leurs pions politiques sous l'équation plus de victimes égalent plus de légitimité. La communauté internationale prend position clairement, pour une fois et ne ménage pas ses efforts; nous en sommes maintenant à une logique de confrontation. Que faut-il en penser?

Pour les raisons invoquées plus haut, MSF doit maintenir son accès sérieusement menacé par nos virées répétées dans les zones sensibles, et par le fait que notre action vis-à-vis des blessés risque d'être su par Beograd.

Et l'intervention militaire?

1/MSF risque une nouvelle fois en se montrant synchrone avec les politicards de l'ouest co-responsables de la gabe-gie politique et du renforcement au pouvoir de Milosevic (et de Tudjman) d'y perdre une fois de plus son identité. Notre seul enjeu: les victimes; nous n'avons pas à prendre position et entériner 7 années de désastre diplomatique.

La coordination conjointe au Kosovo n'a aucune réalité concrète sur le terrain. Deux postes sont affectés à la section française, mais aucun de ces postes ne fait partie de l'équipe de coordination. Les membres de la

coordination sont choisis par MSF Belgique. Le lien opérationnel avec le terrain et la coordination, c'est Bruxelles qui l'a, ce n'est pas nous. (...) Officiellement pour Belgrade, c'est MSF Belgique qui est présente au Kosovo et pas la section française qui n'a jamais été enregistrée officiellement. De plus, les Serbes n'ont jamais oublié la position de MSF France sur Srebrenica⁵. Donc apparaître directement comme MSF France, ce n'est pas du tout une garantie de pouvoir travailler. (...) Et puis le Kosovo n'est pas si grand. Alors travailler à deux sections avec deux coordinations, cela serait un peu ridicule. (...) A l'époque, MSF est quasiment le seul acteur humanitaire, à être aussi présent sur le territoire du Kosovo. Nous sommes même plus présents que le CICR qui fait de la distribution, du secours, alors que nous, nous menons des activités médicales, nous soutenons les « ambulants » de Mère Teresa. Nous sommes vraiment au cœur de la situation, nous sommes capables de mesurer ce qui se passe réellement, d'avoir des témoignages des gens sur la façon dont ils sont chassés des maisons, la façon dont les villages sont bombardés. Mais il y a très peu d'informations qui remontent au siège. Dès avril, nous commençons à pousser l'équipe de coordination pour qu'il y ait une prise de parole publique. Mais nous nous heurtons de la part de nos collègues belges, au syndrome de la sécurité : « aujourd'hui nous ne pouvons pas prendre le risque d'être expulsés du Kosovo donc nous ne pouvons pas prendre la parole. » Ca traîne, ça traîne. En mai, je retourne sur le terrain et je constate que les équipes ont accès à des informations. Ensuite de Paris, avec l'aide de Françoise [Saulnier, responsable juridique], nous soutenons les équipes en les incitant à faire un travail systématique de recueil d'informations. Nous leur envoyons des éléments de méthode. Mais rien ne remonte.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Avec l'escalade de la violence, rien au Kosovo ne dépendait plus de l'autorisation centrale de Belgrade.

Il suffisait juste d'avoir une sorte d'arrangement avec les autorités de Pristina. Et même là, c'était de plus en plus aux autorités pro-albanaises qu'il fallait s'adresser. Mais elles n'étaient pas capables de gérer la sécurité et les Serbes entraient quand même dans leur zone. Par la suite, les autorisations administratives sont devenues moins importantes. C'était surtout une question de sécurité et de responsabilité par rapport à des gens.

5. Une équipe de MSF était présente dans l'enclave de Srebrenica, en Bosnie, lors de la prise de cette « zone de sécurité » par les forces bosno-serbes le 11 juillet 1995. Malgré la présence d'un contingent de Casques bleus néerlandais les forces bosno-serbes ont déporté 40 000 personnes et exécuté plus de 7 000 autres. Dès juillet, MSF a dénoncé publiquement ce massacre et l'inaction de l'ONU. En janvier 1996, MSF a publié un rapport contenant les témoignages des survivants et demandant des comptes sur la disparition de plusieurs membres de son personnel local. En juillet 2000, MSF a demandé publiquement qu'une commission parlementaire examine la part des responsabilités politiques et militaires de la France dans ce massacre. En mai 2001, des volontaires et responsables de MSF ont témoigné devant la mission d'information du parlement français sur les événements de Srebrenica.

Les démarches de communication ont toujours été très concertées entre les deux sections. Une fois la décision prise que chaque session soit un peu placée quelque part, on a quand même préservé une volonté d'avoir un discours commun. Les initiatives étaient surtout inspirées par les activités qu'on menait. On avait beaucoup d'activités purement médicales menées par des équipes mobiles avec notamment des médecins kosovars. Autant que possible, on faisait des visites dans les villages pour essayer de faire des consultations et en profiter pour savoir un peu comment les choses se passaient, récolter des informations là-dessus. Il en ressortait qu'effectivement il y avait un gros problème.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).



J'ai essayé plusieurs fois, j'ai demandé que les gens envoient leurs histoires. A la réception des histoires, je me suis aperçu que les expatriés n'avaient pas le temps. Ils envoient deux pages, ils font allusion à l'oncle qui n'est pas là... On ne comprend pas de quoi ils parlent. Il faut recadrer dans le contexte. On procède par questionnaire et on s'aperçoit que la moitié des réponses obtenues font allusion à des éléments, qui n'ont pas de sens. Il faut vraiment quelqu'un pour vérifier la cohérence de ce qui est rapporté, de ce qui est écrit etc. C'est un vrai boulot !

Dr. Eric Dachy, responsable de programme
MSF Belgique (en français).

En juin 1998, devant les offensives serbes, les Kosovars albanais fuient en masse à l'intérieur de la province mais aussi vers les pays voisins. L'emergency team (ET) qui regroupe de façon ad hoc des équipes de l'ensemble des sections opérationnelles du mouvement MSF pour des opérations d'urgence est mobilisée pour explorer les régions frontalières d'Albanie et du Monténégro et préparer un positionnement opérationnel en cas d'afflux massif de réfugiés kosovars albanais.



« **Explos** [missions exploratoires] **en Albanie et au Monténégro.** » Courriel de Wouter Kok (responsable de programme urgence MSF Hollande) à Graziella Godain (adjoindue au responsable de programme MSF France), 4 juin 1998 (en anglais).

Chers tous,
Après consultation, Marie-Christine [Ferir, directrice des opérations MSF Belgique] et moi-même avons décidé ce qui suit concernant la situation au Kosovo :

- Une équipe exploratoire se rendra de Tirana jusqu'au

nord du pays afin déterminer ce qui peut être entrepris vis à vis du flot de Kosovars qui arrive (3700 rapportés) - Responsabilité : MSF Belgique.

- Une seconde exploration va (essayer de) se rendre de Sarajevo au Monténégro. Objectif : voir ci-dessus (6000 arrivées rapportées). Responsabilité : MSF Hollande.

Une coordination serrée sera maintenue.

Si la situation s'aggrave dans les jours qui viennent, le groupe d'urgence internationale (ET) pourra entrer en action. Décision : jeudi /vendredi par Marie-Christine et moi-même.

Nous tiendrons tout le monde informé des développements à travers les structures de ET.



« *Kosovo : shift ET vers IT ? [emergency team vers international team : équipe d'urgence vers équipe internationale]* » Courriel de Vincent Janssens, directeur des opérations (MSF Belgique) aux responsables de programme et directeurs des opérations (MSFB/F/H), 10 août 1998 (en français).

Salut tous,

Suite à quelques réunions et des échanges téléphoniques et vu le timing (6 semaines pour ET), la question a été posée sur la suite de ET sur ce contexte.

Le sentiment de Ellen [équipe ET] (partagé par nous) est que le flux sur Monténégro et le Nord de l'Albanie reste faible, qu'une *emergency préparation* [opération urgente] reste difficile et qu'il y a des problèmes de sécurité dans ces endroits (trafic d'armes).

On peut reprendre le débat sur si oui ou non ET aurait du couvrir le Kosovo au même moment, mais le point pose essentiellement la question pour le futur.

MSF-B suggérerait que la présence d'ET sur le Monténégro et l'Albanie n'est pas absolument indispensable ; en conséquence, elle suggère d'enlever ET et de faire du Monténégro une base arrière pour l'équipe de Pec ; le Nord de l'Albanie serait alors à monitorer par l'équipe du Sud de l'Albanie ? Bien sûr, on veut absolument éviter que ceci soit lu comme un repli sur soi en section et on voudrait donc dans la même démarche suggérer une certaine internationalisation (IT) (toujours sous coordination belgo-française) :

- sur le terrain en invitant des RH [ressources humaines] de MSF-H pour la troisième équipe mobile (ou autre poste),

- aux sièges en s'assurant d'un système *cross* sectionnel [transversal aux sections de MSF] performant en termes d'appropriation et de communication.

Vu qu'il s'agit d'une décision à plusieurs conséquences et plusieurs décideurs, prière de vous prononcer asap [as soon as possible : aussi vite que possible].



«Assistance aux réfugiés et aux déplacés du Kosovo (Nord de l'Albanie, Albanie, Monténégro), 6 juin-6 septembre 1998.» **Rapport final**, Amsterdam septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

1.1 Contexte au début du programme.

Pendant les premiers jours de juin 1998, le Monténégro et l'Albanie ont fait face à un afflux de Kosovars, à la suite des combats violents qui se déroulaient au Kosovo. Lorsque l'équipe de MSF Belgique qui gère un programme à long terme dans le Sud de l'Albanie a demandé de l'appui, il a été décidé que cette opération serait menée par l'équipe d'urgence internationale, sous la responsabilité de MSF Hollande. Deux équipes ont été envoyées, au Monténégro et dans le Nord de l'Albanie. Une troisième équipe est restée en attente pour se rendre en Macédoine si la situation se dégradait.[...]

1.6 Conclusions sur la réalisation des objectifs généraux.

- En fait, il n'y avait pas d'urgence médicale. Nombre de problèmes, en Albanie et au Monténégro sont des problèmes chroniques qui nécessitent une intervention plus structurée.

- Au total, il y a eu un bon accueil des Kosovars par les populations hôtes, ainsi qu'une capacité locale d'adaptation compte-tenu du nombre relativement faible de déplacés et de réfugiés. Toutefois il est clair qu'il s'agit d'un fardeau et que si un afflux plus important devait se produire, une aide extérieure serait nécessaire. Au Monténégro, une certaine lassitude commence à poindre aussi bien chez les autorités que parmi la population locale. C'est compréhensible si l'on considère que depuis 1994 le pays a accueilli 60 000 réfugiés, dont une partie est restée. De plus, des témoins signalent qu'une large part de l'aide est déournée vers l'Albanie. La politique de porte ouverte du Monténégro vis à vis des voisins du Kosovo n'a pas été récompensé par des dons conséquents venus de l'étranger. On nous a répété plusieurs fois que les agences d'aide viennent, évaluent font des promesses et qu'ensuite on n'en entend plus parler.

Recommandations:

- Les Nations unies comme les ONG doivent entreprendre une approche régionale de la crise avec le Kosovo pour point focal.

- L'assistance doit être fournie aux réfugiés/déplacés et à la population locale. Au Monténégro, elle doit être fournie aussi aux réfugiés bosniaques et à la population d'origine roumaine.

- Toute l'aide doit être fournie dans le cadre des structures existantes; aucun système parallèle ne doit être créé.

- Les réfugiés doivent être acceptés plus largement en Albanie. Ils ne doivent pas être cantonnés dans la région du Nord.

- Avant toute intervention d'envergure dans le district de Tropoje, le gouvernement albanais doit fournir un sérieux effort afin d'augmenter les mesures contre l'insécurité, en particulier le banditisme.

Tandis que les forces serbes et l'UCK continuent à s'affronter, la possibilité d'une intervention armée de l'OTAN au Kosovo avec ou sans l'autorisation de l'ONU est étudiée. L'Albanie demande à l'OTAN une aide à sa frontière avec le Kosovo.



«Crise au Kosovo : l'OTAN se prépare au pire. L'OTAN prend des mesures et pourrait menacer d'aller plus loin.» **AFP** (France), 28 mai 1998 (en français).

Extrait :

L'OTAN a adopté jeudi un plan d'aide à l'Albanie et la Macédoine, incluant des manœuvres et été dans ces pays, et décidé de continuer à étudier un déploiement militaire préventif dans la région du Kosovo si « le pire » intervient dans cette province serbe.

«La situation au Kosovo est explosive» et «il faut avoir en tête toutes les hypothèses», a souligné devant la presse le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, en précisant qu'un recours à la force ne pourrait avoir comme «base juridique pertinente» qu'une décision du Conseil de sécurité de l'ONU [...] Lors d'une session semestrielle au Luxembourg, les ministres des 16 pays de l'OTAN ont pris plusieurs mesures destinées à renforcer le programme de coopération militaire du Partenariat pour la paix au profit de l'Albanie et de la Macédoine. [...] L'Alliance va aussi mettre en place des programmes pour aider l'Albanie et la Macédoine à «sécuriser leurs frontières», envisage d'établir dans ces deux pays des centres d'entraînement dans le cadre du Partenariat pour la paix, et entend préparer des plans civils d'urgence en cas de crise humanitaire survenant dans la région du Kosovo. [...] Dans leur déclaration finale, les ministres indiquent que l'Alliance pourra aussi à l'avenir «examiner d'autres mesures dissuasives si la situation l'exige», une allusion à la possibilité d'une intervention militaire au Kosovo même. [...] Plusieurs alliés, dont la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et la Grèce se sont toutefois opposés à préciser les éventuelles actions militaires que pourrait décider à l'avenir l'OTAN. Les Etats-Unis, la France et l'Allemagne étaient pour leur part plutôt favorables au lancement dès maintenant d'une étude sur une éventuelle action au Kosovo.



«Poursuite des opérations serbes malgré les menaces américaines.» **AFP** (France), 6 juin 1998 (en français).

Extrait :

Les forces serbes ont poursuivi samedi leurs opérations contre les séparatistes albanais, dans l'Ouest du Kosovo, malgré la menace de nouvelles sanctions américaines contre Belgrade, selon des sources albanaises. [...] Selon le Haut-Commissariat à l'ONU aux réfugiés (HCR), 50 000 personnes ont quitté leurs foyers depuis que les indépendantistes sont soumis à de violentes opérations des forces

serbes. [...] Le Conseil de sécurité a appelé vendredi à «mettre fin immédiatement» à tous les actes de violence au Kosovo, a déclaré le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur portugais Antonio Monteiro.



«La communauté internationale se mobilise pour prévenir un embrasement.» **AFP** (France), 10 juin 1998 (en français).

Extrait :

La communauté internationale était déterminée mardi à tout mettre en œuvre pour éviter un embrasement du Kosovo, cette province de Yougoslavie déchirée entre Serbes et Albanais, tout en n'excluant plus au stade actuel une intervention militaire que la Russie réprovoque fermement.

La Russie a fait valoir lors d'une réunion des six pays du Groupe de contact qu'une telle réunion serait considérée comme prenant le parti des séparatistes albanais en lutte contre Belgrade.

Le projet de résolution, présenté par la Grande-Bretagne sous le chapitre VII de la Charte, autorise le Conseil «à prendre toutes les mesures nécessaires pour restaurer la paix et la stabilité dans la région.»

Cette résolution donnerait ainsi une base légale à une intervention de l'ONU.[...]



«L'Albanie demande une présence de l'OTAN à sa frontière nord-est.» **AFP** (France), 11 juin 1998 (en français).

Extrait :

Le ministre albanais de l'Intérieur, Perikli Teta, a demandé à l'OTAN de se déployer à la frontière de l'Albanie avec la Yougoslavie, lors d'une rencontre avec des experts de l'Alliance atlantique, jeudi à Tîrana, selon un communiqué.

[...] La poursuite des hostilités au Kosovo ainsi que l'affluence de réfugiés kosovars en Albanie «risquent de transformer le Nord-Est du pays en une zone de crise», selon M. Bizhga.



«Kofi Annan met en garde contre une action au Kosovo sans mandat de l'ONU.» **AFP** (France), 28 juin 1998 (en français).

Extrait :

Toute action militaire de l'OTAN au Kosovo sans mandat de l'ONU créerait «un précédent dangereux», a estimé samedi le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan dans un entretien avec la chaîne *ITV*.

[...] Selon lui, une intervention de l'organisation atlantique sans mandat de l'ONU ouvrirait en outre la porte à des débordements anarchiques de l'organisation elle-même. «Qui d'autre tenterait-elle de discipliner demain?» a-t-il interrogé.

«Tout usage de la force par des groupes régionaux devrait être sanctionné par l'ONU» a-t-il affirmé, estimant que le contraire «créerait un précédent dangereux.»

Alors que la Russie, alliée des Serbes, et la Chine sont opposées à toute intervention militaire au Kosovo (Sud de la Serbie) et disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité, M. Annan a «espéré qu'aucun pays ne refusera déraisonnablement son consentement s'il s'avère que la situation doit exploser sans notre intervention.»

Fin juin 1998, une équipe composée essentiellement de volontaires de MSF France ouvre un programme à Pec dans l'Ouest du Kosovo. Elle intervient dans le cadre de la mission conjointe des sections belge et française au Kosovo et sous la responsabilité de l'équipe de coordination de Pristina. Néanmoins les difficultés de coordination et les désaccords sur les orientations opérationnelles perdurent. Les responsables de la section française souhaitant en particulier intervenir de façon plus proactive auprès des victimes de violences.



Il nous paraît paradoxal d'avoir des équipes mobiles basées uniquement sur Pristina pour rayonner sur tout le Kosovo, sur Pec, sur Prizren, alors que sur ces régions-là il y a le problème des check points. Nous poussons donc pour délocaliser des équipes d'urgence, pour en baser une à Prizren, une à Pec et une à Pristina. C'est la zone de Pec qui me semble la zone importante puisque la ville même est fortement peuplée de Serbes. C'est le symbole du bastion serbe avec le monastère orthodoxe. En plus c'est frontalier avec le Monténégro où il y a déjà des problèmes. Je propose à MSF Belgique de mettre en place un système modulaire. Ils refusent. En juin 1998, nous ouvrons la mission de Pec. Mais cela reste un projet conjoint franco-belge puisque MSF Belgique ne veut pas d'un module français. Avec un système modulaire, l'équipe aurait aussi rendu des comptes à la coordination, mais nous aurions pu avoir un ancrage plus fort et peut-être plus indépendant sur Pec. Cela nous aurait permis une transition intéressante pour nous réapproprier un projet sans pour autant devoir doubler la coordination. Le problème c'est que l'équipe de coordination faisant barrage à notre communication avec l'équipe terrain, nous continuons à ne pas être informé de ce qui se passe. Les volontaires ont des informations, ils vont sur des sites dont l'équipe de coordination ne m'a jamais mentionné l'existence. Je commence alors à communiquer en direct avec mon équipe à Pec et à avoir des informations en direct. Deux mois après son arrivée une infirmière m'envoie un email me disant que ce n'est pas du tout ce que je lui avais dit, qu'elle ne comprend pas qu'on l'ait mise sur le PEV (Programme élargi de vaccination). Elle s'ennuie et elle veut travailler dans les dispensaires mobiles comme tout le monde, parce qu'elle pense que c'est là où elle peut être le plus utile. Elle ne comprend pas le sens de cette mission.

Nous posons la question à l'équipe de coordination : « avec les bombardements, on suppose qu'il y a beaucoup de blessés, où vont-ils, où sont-ils soignés, qu'est-ce qui se passe ? On continue nos petits dispensaires mobiles, on voit des blessés superficiels, on ne voit jamais des blessés graves » Laurence Thavaux, l'infirmière de MSF France basée à Pec est au courant qu'il existe des hôpitaux de campagne mis en place par l'UCK et elle a plusieurs fois des contacts avec des chirurgiens albanophones qui travaillent dans ces hôpitaux de l'UCK et soignent aussi des blessés civils. Ici à Paris nous poussons pour établir un réseau et un climat de confiance avec ces médecins afin de comprendre un peu mieux. En fait, l'UCK se méfie énormément. Ils savent que s'ils attirent l'aide humanitaire vers eux, ils risquent de se faire découvrir par les Serbes. Or sur cette question, il y a réellement un blocage de l'équipe de coordination et de Bruxelles qui dit que si nous commençons à soigner les blessés ou à faire ces démarches-là, nous nous mettons complètement en péril. Les Serbes peuvent tout à fait trouver un argument pour nous expulser. Le coordinateur de l'époque interdit aux équipes de continuer ce soutien-là. Mais Laurence va continuer à entretenir un certain nombre de contacts, à assurer un certain nombre d'approvisionnements de matériel pour la chirurgie, de manière clandestine, sans que son coordinateur soit au courant !

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Les Albanais allaient dans des hôpitaux clandestins qui étaient super bien organisés. Il existait un réseau d'anesthésistes, de chirurgiens albanais qui travaillaient officiellement à Pristina, et qui allaient aussi dans ces hôpitaux clandestins. Ils avaient tout un système d'informations, d'escorte pour aller de Pristina jusqu'à ces hôpitaux secrets, qui étaient installés dans des maisons privées. Ils avaient des grandes salles d'hospitalisation. Et on trouvait là des blessés graves. Pas seulement des combattants mais aussi des civils avec des éclats de bombes, des blessures... Ils arrivaient à circuler assez facilement. Je pense que pour MSF cela aurait été beaucoup plus difficile de s'y rendre, avec les Serbes qui nous surveillaient. Nous les approvisionnions mais pas directement, via des médecins de certains hôpitaux ou ambulants [dispensaires mobiles]. J'ai pu visiter un de ces hôpitaux. Ils avaient un bunker en dessous au cas où. Nous savions qu'ils étaient plus ou moins proches des UCK. J'ai fait des choses que je n'ai pas dites à l'équipe MSF sur le terrain. Les chauffeurs et le personnel albanais connaissaient mon engagement. Donc quand nous partions en clinique mobile dans la Drenica, c'était toujours avec deux voitures qui rayonnaient pour voir ce qui se passait. Nous laissions l'équipe mobile sur place avec la première voiture, puis après nous partions pas très loin des lignes de front. Le CICR soutenait les hôpitaux albanais. Ils avaient des chirurgiens albanais, qui les transportaient jusque dans ces zones. Ils étaient furieux parce que nous arrivions toujours avant eux. On était toujours en première

ligne. Officiellement MSF n'assumait pas de faire ce genre de chose. Il aurait fallu demander des laissez-passer, cela aurait pris trop de temps. Et puis au niveau sécurité, c'était peut-être trop près...

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

MSF France a accepté une mission conjointe, parce qu'il y avait des avantages administratifs. Ce n'est pas un montage traditionnel et à cette époque ça ne se faisait plus trop. C'était juste pour des questions de facilité. Et puis nous avons essayé de monter une sorte de plan commun. Au départ j'avais l'impression que ça allait relativement bien.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Notre activité principale consistait à soutenir le système de santé albanais. Avec Rugova, ils avaient mis en place un système parallèle de gouvernement. Donc nous soutenions leurs dispensaires en organisant les références des patients. Nous les aidions à prendre en charge ceux dont l'état nécessitait des soins plus importants que ceux que leur système de soins de santé primaire pouvait leur prodiguer. Nous essayions de les faire admettre dans les hôpitaux du système de santé serbe. Il y avait des dizaines de milliers de gens déplacés internes pendant le conflit. La plus importante zone d'activité se situait dans la Drenica, au-dessous de Glogovac puis vers Clina, en direction de Pec. Notre équipe basée à Pec organisait aussi des dispensaires mobiles et soutenait le système de santé albanais dans une sorte de couloir qui descendait de Pec. Bien sûr le gouvernement nous accusait de prendre le parti des terroristes, de les soutenir. Donc nous essayions de répondre aux besoins non remplis du système de santé serbe à Pristina et à Belgrade en fournissant du matériel, afin d'avoir une approche plus équilibrée. Les gens de l'équipe de Pec étaient principalement des Français. Je pense que nous étions capables de tenir le terrain relativement à l'écart des tensions. Nous avons une réunion mensuelle au cours de laquelle nous faisons le point sur la situation. On se mettait d'accord sur ce qu'on allait faire. Nous produisions ces sitrep [rapports de situation] hebdomadaires qui étaient envoyés à tout le monde. Chacun pouvait soulever une question à n'importe quel moment. Mais à mon avis nous ne pouvions réellement pas être gérés à la fois par Bruxelles et par Paris. Il devait y avoir un retour. C'était celui de Bruxelles et cela a certainement créé des tensions.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Le travail des équipes mobiles de MSF est en permanence entravé par les contraintes et parfois les menaces des forces armées serbes qui contrôlent l'accès aux vallées où se trouvent les villages et les sites de déplacés albanais. Les relations avec la guérilla albanaise sont également compliquées.



Sur le terrain, lorsqu'il y avait une offensive, nous ne pouvions pas avoir accès. La police et l'armée étaient très efficaces pour verrouiller les zones où elles menaient des opérations, et nous ne pouvions avoir accès que deux jours plus tard. Cela dépendait autant du climat politique que de la présence de l'UCK dans le coin. Quand l'attention internationale était concentrée sur cette zone, ils faisaient des gestes et donnaient l'impression d'être plus ouverts. Il faut dire aussi que coté albanais, négocier avec les gars de l'UCK n'était pas non plus facile. Leurs structures étaient souvent dispersées. Nous parlions à un commandant qui donnait son accord, se présentant comme le chef de la zone. Puis un kilomètre plus loin sur la route, nous rencontrions un autre commandant qui affirmait n'avoir jamais entendu parler du précédent et qu'il avait besoin d'une autorisation différente. Et puis, bien sûr, nous devions négocier avec Belgrade afin de maintenir le caractère officiel de notre position, relié à nos activités et à ce climat particulier qui régnait dans cette époque d'attention internationale et de pression.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).



Parfois nous avions du mal à accéder à certaines zones, parce que les check points de la police serbe ne nous laissaient pas passer. Ou bien ils nous disaient : « allez-y mais c'est miné, il y a des combats, c'est à vos risques et périls. » Donc ils faisaient tirer les chars exprès pour nous dissuader d'aller là-bas. Ou encore ils fouillaient de fond en comble les voitures et disaient : « vous n'avez pas de laisser passer. » Pour les Serbes, nous étions évidemment pro-albanais. Un soir, en revenant de Pec - nous évitions de circuler la nuit, mais nous avons eu une crevaison - nous nous sommes retrouvés à la nuit tombée, avec une espèce de brume, derrière un convoi de chars. Chaque fois que nous tentions de doubler, ils nous empêchaient de passer. Finalement nous sommes passés et au passage les chars nous ont poussé avec le rétroviseur pour nous faire tomber dans le fossé. Ils l'ont fait vraiment exprès. Une autre fois, nous voulions aller dans un village où une attaque avait eu lieu un ou deux jours auparavant et où il y avait des déplacés. Quand je suis arrivée pour prendre la route vers le village, elle était bloquée. Il y avait un char en travers. Donc les Serbes étaient juste devant. J'ai arrêté la voiture à peu près à cinquante mètres, et nous avons regardé de loin. Puis j'ai commencé à marcher vers le

char. Le soldat serbe s'est rapproché, et dès que je suis arrivée vers lui - je n'ai même pas eu le temps de parler - la tourelle du char a tourné et ils ont pilonné le village juste en face. Devant mes yeux ! Parfois aussi il y avait des villages où nous allions régulièrement, qui n'étaient pas touchés, et qui le devenaient après notre passage. Nous nous demandions si ce changement n'était pas lié à notre présence. Les paramilitaires utilisaient aussi des voitures blanches comme les nôtres pour rentrer dans les villages et attirer les gens.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

Le 24 juin 1998, l'organisation médicale de défense des droits de l'homme, Physicians for human rights diffuse un rapport faisant état des destructions, violences et opérations de nettoyage ethnique menées par les forces serbes dans des villages albanais et appelle la communauté internationale à intervenir pour éviter l'escalade.



« Une organisation médicale publie des témoignages individuels sur les atteintes aux droits de l'homme au Kosovo. » **Communiqué de presse, Physicians for human rights, 27 juin 1998 (en anglais).**

Extrait :

Dans un rapport préliminaire rendu public aujourd'hui, Physicians for human rights (PHR), met en lumière de graves violations des droits de l'homme, incluant des détentions, des arrestations arbitraires des tabassages et des viols, qui se sont déroulés à travers tout le Kosovo durant ces six derniers mois. L'organisation médicale basée à Boston, appelle la communauté internationale à intervenir de toute urgence afin de prévenir un processus d'escalade dans les atrocités. PHR rapporte que des opérations de destruction massive et intensive et de nettoyage ethnique dans les villages des districts de Decane et Djakovica par la police et l'armée serbe ont entraîné des massacres de civils à grande échelle. Ces informations ont été collectées au cours de la semaine du 15 au 22 juin 1998, pendant laquelle les représentants de PHR ont mené des entretiens avec des familles de réfugiés dans les villes du Nord de l'Albanie de Bajram Curri, Tropoje, Dojan, et Margegaj.

« Les gens fuient le Kosovo car ils sont confrontés à des attaques armées délibérées et concertées sur les civils et leurs maisons, lesquelles vont tout à fait à l'encontre du droit international » constate le docteur Jennifer Leaning, directrice de recherche au Centre d'études sur les populations et le développement de Harvard et coordinatrice des

enquêtes de PHR dans le Nord de l'Albanie. « Constatant l'absence d'intervention de l'Occident par le passé, nous pressons la communauté internationale de prendre des mesures audacieuses et efficaces afin de répondre immédiatement à la crise, avant qu'elle ne prenne des dimensions qu'aucune organisation internationale ni aucun gouvernement ne pourra contenir. »

L'équipe de PHR a mené des entretiens approfondis sur un échantillon de 38 chefs de familles d'un groupe d'environ 330 réfugiés. Les personnes interrogées ont limité leurs récits aux incidents pour lesquels ils avaient une information de première main. Les réfugiés ont raconté à l'équipe de PHR que dans les derniers mois, ils avaient été témoins des massacres de 60 de leurs parents, amis ou voisins pendant les attaques des forces armées serbes dans leurs villages. Les témoignages visuels de ces massacres racontent que :

- La sélection d'un homme parmi un groupe de personnes assistant à des funérailles, par les forces armées serbes qui l'ont ensuite tué devant le cortège funèbre.
- L'assassinat d'une jeune mère par des snipers alors qu'elle quittait son domicile.
- La description de la mise à mort des deux tantes d'un réfugié, brûlées vives à leur domicile lors de l'avancée des forces serbes dans leur village.
- Le meurtre de trois hommes par l'explosion d'une grenade et le clouage au sol de leurs deux compagnons pendant trois heures par des tirs de snipers, jusqu'à ce qu'ils profitent de la nuit pour s'échapper.
- L'assassinat des trois oncles d'un informateur par un tir de snipers alors qu'ils tentaient de fuir un barrage d'artillerie.

OÙ MSF SE DÉCIDE À PRENDRE LA PAROLE PUBLIQUEMENT

Pendant l'été, les forces serbes lancent plusieurs offensives. Les membres de l'Union européenne maintiennent leur soutien à Ibrahim Rugova mais prennent leurs distances avec l'UCK qui intensifie ses actions contre les civils et les forces de sécurité serbes.

Le 5 août 1998, dans un communiqué de presse, également diffusé par MSF Etats-Unis, MSF Belgique s'alarme de la situation médicale au Kosovo. La section étasunienne de MSF relaie activement les informations sur le Kosovo auprès des médias et de ses donateurs.

Les responsables de programme des sections belge et française décident de demander aux équipes de recueillir les témoignages des populations.



« Situation médicale alarmante au Kosovo selon les équipes mobiles de MSF. » **Communiqué de presse** MSF Belgique, MSF Etats-Unis, 5-6 août 1998 (en français).

Extrait :

Hier, une équipe mobile de Médecins Sans Frontières a pu entrer en contact avec des populations réfugiées dans les collines aux alentours de Nekovce, une région du centre du Kosovo. Quelques milliers de personnes s'y cachent actuellement dans des conditions extrêmement difficiles. Pendant la journée, la température monte jusqu'à 38°C. De plus, ces personnes sont sans abri, avec peu de nourriture et d'eau potable. Cette situation pourrait être fatale aux plus faibles: les enfants.

« Généralement, ces personnes ont dû se déplacer plusieurs fois: deux ou trois fois, elles ont fui les combats. La majorité d'entre elles a marché 15 à 20 kilomètres ces deux derniers jours pour pouvoir trouver un endroit plus sûr. Nous avons pu leur laisser de la nourriture pour bébé, du plastic sheeting [bâche en plastique] pour les abris, du chlore pour désinfecter l'eau, des bidons et du savon. Mais les besoins ne sont pas tous couverts, en nourriture par exemple. Nous craignons aussi qu'une trop longue exposition au soleil, couplée à la déshydratation et aux diarrhées, puisse être fatale à certaines personnes, plus particulièrement aux enfants » raconte Keith Ursel, coordinateur du programme de clinique mobile au Kosovo.

Chaque jour, deux équipes mobiles parcourent le Kosovo pour tenter de trouver des endroits sûrs où des cliniques peuvent être installées avec l'aide de médecins locaux. Les patients souffrent surtout de diarrhées, d'infections respiratoires et de la peau, mais aussi de problèmes liés au stress (maux de tête, problèmes gastro-intestinaux...) Jusqu'à 350 consultations peuvent être réalisées chaque jour. Les équipes mobiles sont souvent confrontées à des problèmes d'accès, qu'elles soient bloquées aux barrages routiers ou arrêtées par les combats. MSF continue à apporter son aide aux populations les plus vulnérables du Kosovo. 5 mois après l'intensification du conflit, MSF déplore que les droits des civils soient sans cesse bafoués.



« Les Albanais du Kosovo continuent à vivre dans la peur. » **CNN Worldview**, 5 août 1998, 16h18 (en anglais).

Extrait :

Sadler: Ils avancent, conscients que les affrontements ont obligé les gens à s'éparpiller dans toutes les directions. Au premier arrêt, dans une école abandonnée, les gens pleurent de soulagement. Les vivres et les médicaments sont rapidement déchargés. Les médecins montent un dispensaire provisoire, apportant ainsi une lueur d'espoir aux malades et aux vieillards. Un peu plus loin dans la campagne, ils rencontrent une détresse encore plus grande. Un groupe d'hommes sort d'une cachette et escalade la

colline. Ils vivent à la dure et ont tout perdu : pas d'eau potable et pas d'abri. Survivre à l'extérieur se paie au prix fort. Plus bas, des femmes et des enfants s'abritent sous des branches d'arbre. Pourquoi se cachent-ils ? Ils ont peur, peur des grenades dit-elle, des bombes et des tirs des snipers. Nous avons peur de revenir à la maison.

Les puissances occidentales tentent d'encourager les réfugiés à revenir mais ces visages nous font comprendre pourquoi la plupart ne le fait pas. Même s'ils ont laissé quelque chose derrière eux, ils continuent à penser qu'ils ne seront pas en sécurité.

[...], Médecins Sans Frontières : Nous sommes ici depuis 11 jours, beaucoup de peur. Vous êtes témoins des premiers gestes de secours dont ils bénéficient. Probablement toute la région abrite des groupes comme celui-ci, qui ont fui leur domicile et qui vivent désormais dans la forêt, comme vous pouvez le voir.

Sadler : Les Serbes affirment que leur action vise à libérer les zones contrôlées par les terroristes, bien que la guérilla albanaise soit sans doute en fuite, comme des milliers de civils innocents qui ont abandonné leurs maisons en feu.

(A la caméra): une unité de l'armée yougoslave est entrée dans une autre ville, prise récemment à l'Armée de libération du Kosovo, un réseau de bunkers de l'UCK a été mis à jour. L'équilibre du contrôle territorial a clairement été renversé en faveur de Belgrade mais ces gains sur le champ de bataille ont été obtenus aux dépens de ce qui pourrait bien devenir un désastre humanitaire. Les efforts occiden



« **Lettre du Kosovo.** » [...], directrice générale (MSF Etats-Unis), 12 août 1998 (en anglais).

Extrait :

La dernière offensive des forces serbes a ciblé en grande partie des villages et des petites villes, obligeant les populations à fuir dans les collines. Les attaques précédentes, dans les derniers mois, ont forcé les familles à chercher refuge dans d'autres villages, dans les maisons de parents. Mais la dernière offensive, très étendue, semble avoir déplacé trop de personnes pour qu'elles puissent être toutes logées chez l'habitant. Selon certaines sources, entre 50 000 et 70 000 personnes ont été déplacées au cours de la phase du conflit entamée, il y a deux semaines. Et selon le HCR, le nombre total de déplacés au Kosovo atteint 200 000, soit un dixième de la population.

Les équipes MSF, malgré les énormes difficultés rencontrées aux barrages de contrôle, ont été capables, grâce à leur obstination, d'obtenir l'accès aux groupes de personnes déplacées qui se cachent dans les collines et ont été les premiers témoins de cette tragédie. Pour une large part dans la région de la Drenica, le processus est le même: les habitants s'échappent vers les collines quand les villages sont attaqués, la plupart du temps par

l'artillerie lourde. Les forces de police serbe prennent alors le contrôle des villages bombardés. Dans nombre de ces villages, maisons et cultures sont incendiées non seulement au moment des bombardements mais également quelques jours plus tard, sans doute intentionnellement, pour éviter le retour des personnes déplacées, triste rappel des pratiques de nettoyage ethnique en Bosnie. Certains déplacés qui se cachent craignent même de faire la cuisine de peur que la fumée ne les fasse repérer et bombarder par les forces serbes. Ils cuisinent donc la nuit, à l'abri des arbres. Ils ont très peu de nourriture, mais certains ont apporté un minimum de provisions dans les collines. Souvent les familles que nous rencontrons ont été déplacées deux fois : leur village d'origine a été attaqué dans les derniers mois, puis les maisons de leurs parents dans lesquelles ils avaient cherché refuge ont été attaquées au cours de la dernière offensive. Notre travail est essentiel car nous sommes la seule organisation capable d'envoyer des équipes médicales dans les zones affectées et contrôlées. Nous fournissons également à la population une assistance de base : containers d'eau, pastilles purificatrices, bâches en plastique et matelas, nous donnons des consultations sur place et bien sûr nous approvisionnons en médicament et matériel les médecins et le personnel médical déplacés (qui se cachent avec leur communauté). Beaucoup de pathologies sont liées à la qualité de l'eau qu'on trouve dans les collines (diarrhées) et à la santé mentale (hypertension, traumatisme, etc.). Plus inquiétant est le sort des femmes enceintes et les cas sérieux qui requièrent une évacuation vers l'hôpital. MSF a commencé à organiser ces évacuations, avec une contrainte importante: aucun homme en âge de combattre ne peut être transporté dans nos véhicules. Dans les semaines à venir, les pluies qui menacent vont poser un problème d'abris et augmenter les risques d'infections respiratoires. Et bien sûr, nous craignons tous la poursuite et probablement l'escalade du conflit. MSF prévoit de développer immédiatement un programme d'équipes mobiles afin d'élargir son champ d'action dans les collines et les vallées de la région affectée.



Courriel de Bastien Vigneau, responsable de programme MSF Belgique) à Tim Boucher, coordinateur MSF à Belgrade, 7 août 1998 (en français).

Extrait :

Tout s'est bien passé avec Guillaume et Graziella à Paris. En gros, nous gardons la coordination en l'état, nous formalisons une réunion mensuelle (ou plus si nécessaire). Nous sommes également convaincus que c'est le bon moment pour construire une stratégie de communication avec toi. Cela signifie faire plus que faire le point quotidiennement sur la situation pour les journalistes chaque jour. Cela signifie aussi que les déplacés (les médecins ???) nous racontent leurs histoires. Nous pouvons construire un dossier en utilisant certains de ces témoignages. De toute façon, il est essentiel que tu nous envoies très vite

quelques récits, comme l'a mentionné Eric Dachy [responsable de programme, MSF Belgique] dans la proposition qu'il vous a faite à toi et à Keith [Ursel, coordinateur médical]. Et je sais que Joëlle vous apportera une aide précieuse à ce sujet.

[...] Nous avons désormais tous envie de crier «ça suffit !» aux politiques. *«Faites quelque chose au Kosovo car des gens meurent là-bas et cela va s'aggraver. Les diplomates ont eu suffisamment de temps et pourtant aucune solution n'a été proposée par la communauté internationale. Le conflit a changé de façon spectaculaire depuis la semaine dernière et aucune amélioration n'est désormais attendue. Nous avons déjà dit, à travers notre communication, que l'administration de Belgrade ralentissait l'accès à la Yougoslavie pour les étrangers, refusait l'accès aux zones déjà filmées par CNN. Les Kosovars fuient leur pays et l'Europe de l'ouest n'a pas de politique claire concernant ces réfugiés.»*

Nous avons eu une réunion de réflexion lundi concernant ces questions et nous avons choisi les moyens à utiliser pour atteindre ces objectifs. Si vous avez déjà du matériel (des témoignages), des idées, des messages qui vous semblent prioritaires, merci de nous envoyer un courriel avant lundi prochain 10 heures.

Le 20 août 1999, alors que les négociations sont bloquées, les responsables internationaux appellent à un cessez-le-feu et à un renforcement des secours pour les populations Kosovares albanaises en fuite, prédisant à terme une «catastrophe humanitaire».

Le 22 août 1998, l'armée serbe lance une nouvelle offensive dans le centre et le Nord du Kosovo. Le 24 août, l'ONU exige de Belgrade un cessez le feu, le retrait de ses forces, un dialogue politique avec les Kosovars albanais et le retour des réfugiés.



«Une catastrophe humanitaire menace le Kosovo (selon les organisations internationales).»
Alexandra Niksic, **AFP** (France), Pristina, 20 août 1998 (en français).

Extrait :

«Si aucun progrès n'est fait, nous risquons de voir une crise humanitaire tourner à une catastrophe humanitaire», a averti Emma Bonino, commissaire européen pour les questions humanitaires, en visite mercredi au Kosovo où des dizaines de milliers de personnes sont réfugiées dans les forêts, fuyant les combats entre forces serbes et rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Les efforts de médiation que l'émissaire américain Christopher Hill devait poursuivre jeudi au Kosovo, selon des sources diplomatiques, n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat, les Albanais excluant toute négociation tant que Belgrade n'aura pas cessé ses opérations contre l'UCK.
[...] Mme Bonino et Soren Jessen-Petersen, Haut-Commissaire adjoint aux réfugiés de l'ONU, qui était éga-

lement mercredi dans la province, ont appelé à un cessez-le-feu immédiat. Ils ont aussi exigé un accès plus facile à la région pour les organisations humanitaires.

Plus de 230 000 personnes ont fui leurs foyers devant les combats. Environ 170 000 d'entre elles se déplacent dans la province, cherchant refuge dans les montagnes et les forêts où elles sont difficilement accessibles aux organisations d'aide.

[...] M. Jessen-Petersen a déploré que les besoins des organisations humanitaires ne soient pas satisfaits. *«Nous n'avons obtenu qu'un tiers de ce que nous avons demandé et cela ne suffira pas»* a-t-il précisé.

[...] L'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a demandé mercredi l'aide de l'OTAN pour construire dans le Nord de l'Albanie des abris pour les réfugiés du Kosovo.

Daan Everts, l'ambassadeur de l'OSCE en Albanie, a estimé que les soldats de l'OTAN pourraient aider à construire des abris pour l'hiver qui serviraient à loger les réfugiés en provenance du Kosovo, actuellement au nombre d'environ 14 000.

Le 28 août 1998, MSF Belgique organise une opération de sensibilisation du grand public à Bruxelles et lance un appel aux décideurs politiques européens et au gouvernement belge pour qu'ils garantissent l'arrêt des violences et la sécurité des populations au Kosovo. Le 31 août 1998, devant l'afflux de réfugiés kosovars en Belgique, MSF ouvre un asile de nuit pour les accueillir à Bruxelles. Entre temps des réfugiés ont été hébergés dans les locaux du siège.



«Appel de Médecins Sans Frontières aux décideurs politiques européens.» **Communiqué de presse** de MSF Belgique, 26 août 1998 (en français).

Extrait :

Les équipes MSF secourent quotidiennement ces populations dans les bois et les campagnes à l'aide des cliniques mobiles. Outre la détresse dans laquelle ils sont plongés, ces hommes, ces femmes et ces enfants ne disposent d'aucun moyen d'assurer leur hygiène, leur subsistance et ni d'être soigné. En hiver, la situation va s'aggraver si ces gens sont forcés de vivre sans abri, sans eau potable et sans soins.

Cette violence n'est pas une fatalité. Les gouvernements occidentaux pourraient l'éviter. L'expérience l'a montré, les conflits qui ont ensanglanté récemment la Croatie et la Bosnie ne se sont éteints que lorsque la communauté internationale a pris la décision de mettre fin aux massacres et s'est donnée les moyens nécessaires pour le faire. Aujourd'hui les déclarations non suivies d'effet sont autant d'encouragements aux fauteurs de guerre à poursuivre leur politique du pire.

En Belgique, depuis bientôt deux mois, l'afflux massif de réfugiés en provenance du Kosovo a provoqué une crise aiguë au sein des structures d'accueil des demandeurs d'asile. Malgré la mise à contribution et la participation de multiples acteurs de terrain, c'est quasi quotidiennement que des réfugiés de toute nationalité se sont retrouvés sans toit. Ainsi se trouve illustré de façon criante la faiblesse de la politique d'asile actuelle en Belgique.

Cette situation n'est pas non plus une fatalité: des solutions existent.

Au nom du respect des valeurs dont l'Europe se réclame, au nom du respect des populations civiles et en vertu de l'application de la Convention de Genève, Médecins Sans Frontières demande aujourd'hui urgemment aux décideurs politiques européens:

- de prendre toutes les mesures adéquates pour garantir l'arrêt des violences perpétrées sur les populations civiles, qu'elles soient serbes ou de souche albanaise.
- de garantir le rétablissement de la sécurité dans la province afin de permettre le retour de la population dans ses foyers.

Au nom des mêmes valeurs, nous demandons au gouvernement belge:

- de dégager d'urgence les moyens nécessaires pour assurer un toit à toutes les personnes qui demandent l'asile en Belgique.
- de faire le choix d'une politique d'asile plus ouverte, plus cohérente et mieux coordonnée, seule garantie à l'avenir d'un accueil digne et humain pour tous les réfugiés.



«Le Kosovo brûle aux portes de l'Europe.»
Conférence de presse, MSF Belgique, 28 août 1998 (en français).

Extrait :

Depuis six mois, la province du Kosovo est le théâtre de violences qui visent les populations civiles. Les villages font l'objet de tirs d'artillerie, les maisons sont incendiées et les habitants sont chassés de chez eux. Des dizaines de milliers de civils se cachent dans les montagnes et les forêts pour échapper aux attaques. Ces personnes se trouvent dans un dénuement total.

Par ailleurs, ceux qui ont fui jusque chez nous sont confrontés à des insuffisances criantes des structures d'accueil.

Face à cette situation inacceptable, nous voulons interpeller les décideurs politiques européens et belges mais aussi sensibiliser le grand public. Nous allons donc placer la réplique d'une maison brûlée tout près du rond-point Schuman. Cette maison symbolisera la réalité «kosovare» et sera accompagnée d'une tente représentant les populations déplacées et réfugiées.

Nous vous invitons à vous rendre sur place afin d'interviewer les personnes qui travaillent dans nos projets, tant au Kosovo qu'en Belgique entre 10h et 16h ce vendredi 28 en face du n°175 rue de la Loi (rond-point Schuman). Seront présents:

- Pierre Rickmans, belge, responsable du programme «asile de nuit» en Belgique.

- Laurence Thavaux, française, infirmière dans les équipes mobiles au Kosovo.

- Marie-Claire Durand, française, sanitaire revenue récemment d'une évaluation sur les conditions de vie des populations déplacées.



«Les centres d'accueil sont pleins : Médecins Sans Frontières agit. Un asile de nuit pour les réfugiés kosovars.» **Le Soir** (Belgique), 29 et 30 août 1998 (en français).

Extrait :

Record battu en juillet avec plus de 500 demandeurs d'asile. Un phénomène trouvant, peut-être, son explication dans une circulaire publiée au Moniteur, en novembre 1997, qui prévoit «l'expulsabilité de réfugiés faisant face à des événements susceptibles de mettre leur vie en péril.»

«On ne renvoie plus les Kosovars chez eux depuis plusieurs mois, explique Dir Van den Bulck, chef de cabinet adjoint du ministre de l'Intérieur. La République fédérale yougoslave refuse de toute façon leur retour - même volontaire - faute d'un accord bilatéral avec la Belgique.»

La précarité de leur situation a incité Médecins Sans Frontières Belgique à prendre l'initiative. Dès lundi, l'organisme humanitaire va ouvrir dans la capitale un asile de nuit, à côté de ses propres locaux. *Nous avons l'impression que la Belgique tardait à réagir*, déclare Pierre Ryckmans, responsable du projet. *Dès lors qu'aucune amélioration tangible ne se dessine au Kosovo et que le politique ne lance aucun signal clair, nous avons décidé avec le «petit château» [centre d'accueil] et l'Office des étrangers de nous lancer, avec les moyens du bord, dans notre première expérience d'accueil.»*

Le local de MSF permettra d'abriter une trentaine de personnes, en priorité des femmes et des enfants. Statistiquement pourtant, selon le ministère de l'Intérieur, 80% des candidats réfugiés kosovars sont des hommes célibataires.

Dans un premier temps, l'opération devrait durer jusqu'à la fin du mois de septembre. «Ouvrir lundi est très important, car nous savons d'expérience que c'est le jour de la semaine où l'afflux de Kosovars est le plus important. Les autres jours, certains d'entre eux ont parfois déjà trouvé un hébergement. Dans notre tâche, nous travaillons avec une ASBL [association sans but lucratif], qui compte ouvrir très prochainement aussi un asile de nuit pour femmes et enfants en séjour illégal.»

MSF offrira à ses pensionnaires un repas léger le soir, ainsi qu'un petit déjeuner. Le demandeur d'asile sera ensuite confié au CPAS [centre public d'action sociale] où il doit se présenter après deux fois. «Il est difficile de comprendre qu'un pays comme le nôtre ne trouve pas les moyens d'héberger ces gens dans le besoin» ponctue Pierre Ryckmans.

 En Belgique, dès août 1998, on voyait vraiment les familles de Kosovars dans les rues de Bruxelles. La Belgique, pour les ressortissants d'Europe de l'est en général, c'était très attirant parce que c'était sur la route de Londres. Il y avait tout un circuit : Bruxelles, puis la côte et puis Londres. Plus tard nous avons même ouvert un petit projet sur la côte, près de l'endroit d'où partent les bateaux. Les gens étaient dans des situations précaires, ils avaient froid, ils n'avaient rien. C'était dramatique. Nous nous retrouvions avec des hommes qui essayaient de pousser les femmes dans la prostitution. Nous devons gérer ça, parfois séparer les filles de ces parasites qui étaient autour. Nous étions donc nous-même confrontés à des problématiques de protection. A ce moment-là, nous étions dépassés, mais nous n'avions pas de solutions évidentes. Donc nous avons décidé de faire l'événement avec les villages brûlés, en face de l'Union européenne.

Anouk Delafortrie, chargée de communication,
MSF Belgique (en français).

 Avec Eric Dachy [responsable de programme, MSF Belgique] et quelques autres, nous nous sommes dits : « qu'est-ce qu'on peut faire ». Et nous avons organisé toute une série de choses. Nous sommes allés en voiture devant le Parlement européen et nous avons monté un stand. Nous avons reconstitué un village kosovar et nous y avons mis le feu. Nous avons interviewé les passants, distribué des tracts. Ça a bien marché auprès du grand public et des parlementaires. Nous avons aussi hébergé des Kosovars au siège de MSF Belgique, parce qu'au « petit château », l'endroit en Belgique où sont parqués les réfugiés illégaux dans l'attente des papiers ou de l'expulsion, ils n'avaient plus de place. Nous nous sommes dit : « Nous avons des projets au Kosovo, nous connaissons la situation et là, nous sommes à l'autre bout de la chaîne. » Donc nous avons organisé des tours de garde la nuit. Il y avait une super mobilisation.

Bastien Vigneau, adjoint au responsable
de programme MSF Belgique (en français).

En septembre 1998, les responsables des programmes Kosovo des sections belge et française visitent ensemble leur mission conjointe. Choqués par le sort des populations, ils décident en commun de prendre la parole publiquement. Le 15 septembre 1998, MSF Belgique, MSF France et MSF Etats-Unis alertent la presse sur l'aggravation de la situation constatée par les équipes mobiles MSF au Kosovo.



Compte-rendu du conseil d'administration du 25 septembre 1998, MSF France (en français).

Extrait :

Kosovo (Guillaume Le Gallais)

Les Serbes mènent une guerre au Kosovo contre la population civile. Le scénario est le suivant : les forces serbes entourent un village, laissent les habitants s'enfuir, pilonnent le village, détruisent tout (y compris le bétail) et pillent les objets de valeur. Le conflit va de village en village, sans que l'on sache jamais vraiment où cela va se passer ni comment tout cela va pouvoir s'arrêter. De plus, l'hiver arrive. En fait, la réaction des Serbes visant à punir le soutien aux rebelles est très disproportionnée par rapport à ce que représente la rébellion.

Les gens qui sont expulsés de chez eux essayent de ne pas se déplacer trop loin de leur lieu initial l'habitation. Ils vont dans d'autres villages, s'installent dans les vallées et construisent des cabanes avec ce qu'ils trouvent. La situation est très différente d'un lieu à l'autre : certains reviennent chez eux, d'autres cultivent et certains endroits n'ont pas encore été touchés.

MSF n'a aucun accès aux villages à l'instant où se passent les destructions et arrive après, en même temps que tout le monde. Une équipe est basée à Pristina, une autre à Pejo et la dernière travaille dans la région de Prizren. Nous avons développé plusieurs volets d'activités :

a) Volet médical

Les équipes mobiles se déplacent de village en village. C'est peu satisfaisant, mais il n'y a pas de crise majeure sur le plan médical. Nous sommes confrontés aux problèmes des références hospitalières : la population craint de se déplacer, n'est pas toujours la bienvenue dans ces structures et nous ne savons pas comment les gens sont soignés. Il n'y a pas d'hôpitaux dans les zones rebelles.

b) Volet assistance matérielle

Nous assurons la distribution de tout ce qui peut aider les gens à survivre, là où ils se trouvent et nous avons un accès direct aux endroits les plus isolés et les moins atteints par l'aide.

c) Volet communication/témoignage/lobbying

Le gouvernement nie qu'il y ait des populations sans abri. Nous avons été lents à nous exprimer car nous n'avions pas de professionnel pour recueillir le témoignage des gens. Il faudra prendre du temps et écrire.

Quel est le rôle de l'UCK (armée de libération du Kosovo) par rapport à la population ? Tous les Albanais sont du côté de l'opposition et sont obligés de soutenir la rébellion. La rébellion a été particulièrement irresponsable vis-à-vis de sa population. Elle a voulu tenir militairement des positions, alors qu'elle en était incapable. C'était peut-être le seul moyen d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur le Kosovo, mais c'est lourd de conséquences...



«Les équipes mobiles basées à Pec rapportent une grave détérioration de la situation dans les régions de l'Ouest, ces dernières semaines.»

Communiqué de presse, MSF France, MSF Etats-Unis, 15 septembre 1998 (en français, en anglais). «Nouvelles exactions commises au Kosovo - la population dans l'impasse.»

Communiqué de presse, MSF Belgique, 15 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Dans le cadre d'importantes offensives militaires en cours, des villages sont systématiquement bombardés, brûlés et pillés et la population est chassée de ses terres. «Ces actions armées, de plus en plus violentes pour les populations, se déroulent aujourd'hui ouvertement, sous nos yeux et ceux des observateurs internationaux», précise Tim Boucher, chef de mission pour Médecins Sans Frontières à Pristina.

L'équipe de MSF s'est rendue dans de nombreux villages partiellement ou entièrement détruits dont les habitants sont partis se réfugier dans les montagnes voisines. Certains villageois cherchent à retourner chez eux mais retrouvent leurs biens pillés. D'autres sont accueillis par des connaissances dans des maisons déjà surchargées. D'autres encore se déplacent depuis des mois, de villages en villages ou restent cachés dans les forêts. De nombreux blessés par balles ou par grenades restent ainsi inaccessibles.

L'équipe de MSF a récemment pu atteindre les environs de Ponorsk, près de Pec. Deux jours auparavant, des bombardements continus avaient détruit jusqu'à 90% des habitations des environs comme à Llapseva. Selon des témoignages, les forces militaires serbes ont poursuivi la population jusque dans la forêt et des hommes ont été arrêtés. Des mauvais traitements/sérvices ont été rapportés.

A Isniq, plus de 10 000 personnes qui avaient fui l'attaque de la ville de Brolic le 9 septembre, avaient trouvé un abri précaire dans un champ. Des tanks sont venus déloger ces déplacés quelques jours plus tard et les ont repoussés sur les routes.

Dans ces régions affectées par la guerre, les structures de santé sont souvent détruites et le personnel médical ne peut plus travailler. Or, les problèmes de santé (diarrhées, infections respiratoires...) sont accrus par la précarité dans laquelle vivent les populations déplacées.

L'approche de l'hiver fait craindre une aggravation de la situation sanitaire pour ces dizaines de milliers de personnes.

Une réelle politique de terreur et de déplacement forcé est actuellement menée contre les populations du Kosovo. Les destructions systématiques empêchent les Kosovars de regagner leurs villages d'origine. Médecins Sans Frontières demande instamment que cessent les violences perpétrées à l'encontre des civils et que l'accès aux populations soit respecté pour les organisations humanitaires.

MSF travaille au Kosovo depuis 1992 et mène des actions

de soutien aux structures de santé et de vaccination. Depuis 6 mois, des actions de secours sont menées dans les régions les plus touchées par le conflit. 3 équipes mobiles travaillent autour de Pec, dans la Drenica, et dans la région de Prizren réalisant de 300 à 400 consultations quotidiennes, essentiellement auprès des populations déplacées.



En septembre, Guillaume [Le Gallais, responsable de programme MSF France] part en visite au Kosovo avec Bastien Vigneau [adjoint au responsable de programme MSF Belgique] et Vincent Janssens qui est directeur des opérations dans le système de cellule mis en place à MSF Belgique à l'époque. Et là, cette visite pour lui c'est le choc total. Nous nous rendons compte que dans cette situation où il y a à peu près 200 000 personnes réfugiées dans les forêts, grosso modo ce que nous leur apportons, au regard de leurs besoins, équivaut à des cacahouètes. Du coup notre silence participe à cautionner ce qui se passe. Nous nous disons que certes le témoignage peut mettre en péril nos activités, mais que nos activités représentent tellement peu de choses par rapport aux besoins, que nous n'avons strictement rien à perdre à prendre la parole, alors que les populations ont certainement tout à y gagner. Donc, Guillaume et Vincent décident de faire une communication.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).



Je me rappelle surtout que pendant longtemps, au Kosovo, nous avions des programmes à moyen terme, des campagnes de vaccinations. Au niveau de la communication, nous y allions aussi doucement. Nous avons eu du mal à nous mettre en mode «urgence» à sortir du moyen terme. Au début, nous n'avions pas tout à fait réalisé l'ampleur que ça allait prendre. Et puis à l'automne, la donne a changé. Il y a eu beaucoup de réflexion sur la question : «est-ce que notre intervention est toujours adaptée aux besoins ?» De plus en plus de gens étaient chassés, nous devions être de plus en plus présents avec les gens dans les montagnes, les équipes mobiles voyaient de plus en plus d'horreurs.

Anouk Delafortrie, chargée de communication MSF Belgique (en français).

Le 22 septembre 1998, les forces serbes lancent une nouvelle offensive dans le centre et dans le Nord du Kosovo. Le 23 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU émet la résolution 1 199 exigeant le retrait

des forces serbes et l'ouverture de négociations, sous peine de « nouvelles mesures ». Le 24 septembre 1998, l'OTAN lance la préparation d'une force aérienne.



Résolution n°1199 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, 22 septembre 1998 (en français)

Extrait :

Le Conseil de sécurité Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unie 1. Exige que toutes les parties et tous les groupes et individus mettent immédiatement fin aux hostilités et maintiennent un cessez-le-feu au Kosovo (République fédérale de Yougoslavie) qui renforcerait les perspectives de dialogue constructif entre les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les dirigeants albanais du Kosovo et réduirait les risques de catastrophe humanitaire;

2. Exige également que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les dirigeants albanais du Kosovo prennent immédiatement des mesures en vue d'améliorer la situation humanitaire et d'éviter le danger imminent de catastrophe humanitaire

3. Demande aux autorités en République fédérale de Yougoslavie et aux dirigeants albanais du Kosovo d'engager immédiatement un dialogue constructif sans conditions préalables et avec une implication internationale, d'adopter un calendrier précis conduisant à la fin de la crise et à une solution politique négociée de la question du Kosovo, et se félicite des efforts en cours visant à faciliter ce dialogue;

4. Exige en outre que la République fédérale de Yougoslavie applique immédiatement, en sus des mesures visées dans la résolution 1160 (1998), les mesures concrètes suivantes en vue de parvenir à un règlement politique de la situation au Kosovo, telles qu'énoncées dans la déclaration du Groupe de contact en date du 12 juin 1998 :

a) Mettre fin à toutes les actions des forces de sécurité touchant la population civile et ordonner le retrait des unités de sécurité utilisées pour la répression des civils;

b) Permettre à la Mission de vérification de la Communauté européenne et aux missions diplomatiques accréditées en République fédérale de Yougoslavie d'exercer une surveillance internationale efficace et continue au Kosovo, y compris en accordant à ces observateurs l'accès et la liberté totale de mouvement afin qu'ils puissent entrer au Kosovo, s'y déplacer et en sortir sans rencontrer d'obstacles de la part des autorités gouvernementales, et délivrer rapidement les documents de voyage appropriés au personnel international c) Faciliter, en accord avec le HCR et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le retour en toute sécurité des réfugiés et personnes déplacées dans leurs foyers et permettre aux organisations humanitaires d'accéder librement et sans entrave au Kosovo et d'y acheminer leurs fournitures;

d) Progresser rapidement vers un calendrier précis, dans le cadre du dialogue avec la communauté albanaise du Kosovo visé au paragraphe 3 ci-dessus et réclamé dans la résolution 1160 (1998), afin de s'entendre sur des mesures

de confiance et de trouver une solution politique aux problèmes du Kosovo.



« *Vaste offensive des forces serbes dans le Nord du Kosovo.* » **AFP** (France), Pristina, 22 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Les forces de sécurité serbes ont lancé mardi matin une vaste offensive dans le Nord du Kosovo contre des groupes « terroristes » albanais réfugiés dans la région de la montagne Cicavica, a indiqué le colonel Bozidar Filic, porte-parole du ministère serbe de l'Intérieur, à Pristina, chef-lieu de la province.

« *Les membres de la police ont bloqué la région et pourchassent ces groupes* » de séparatistes albanais soupçonnés d'avoir « *commis des crimes et participé à des enlèvements de civils* », a-t-il déclaré à la presse.

Ces « groupes terroristes » se sont retranchés dans ce secteur, considéré comme le dernier bastion de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), après avoir subi de sérieux revers dans l'Ouest et le centre de la province, selon l'officier.

[...] Le Centre d'information albanais (KIC) a annoncé pour sa part qu'une quinzaine de villages de la région a été attaquée vendredi dernier par la police et que 16 personnes au moins, dont deux enfants, avaient été blessées à Prekzaz et Mikusnica.

[...] Le responsable de la police a affirmé qu'une cinquantaine de villages albanais avaient organisé, en accord avec les autorités serbes locales, des organes de « *sécurité intérieure chargés de normaliser la vie* » en réponse aux tentatives de l'UCK de les rallier à sa cause.



« *Accord du groupe de contact sur une résolution sur le Kosovo.* » **AFP** (France), New York (Nations unies), 23 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Les six pays du Groupe de contact sont parvenus mardi à un accord sur un projet de résolution prévoyant des « actions supplémentaires » si Belgrade ne met pas fin à la répression au Kosovo.

L'ambassadeur de Russie à l'ONU, Serguei Lavrov, a toutefois affirmé que ce texte ne donnait aucun « feu vert » à l'OTAN pour une intervention militaire.

Ce texte a été adopté sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Le Groupe de contact comprend l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie.

Le texte déclare que si le président yougoslave Slobodan Milosevic ne remplit pas ses engagements, le Conseil de sécurité « *examinera des actions supplémentaires et des mesures additionnelles pour maintenir ou restaurer la stabilité dans la région* ».

Rien dans ce texte n'autorise « *le recours à la force* » a déclaré M. Lavrov à la presse à l'issue d'une réunion du Conseil.



«L'OTAN demande à ses militaires de composer une force aérienne pour une éventuelle action armée au Kosovo.» **AFP** (France), Vilamoura (Portugal), 24 septembre 1998.

Extrait :

L'OTAN a demandé jeudi à ses militaires de composer une force aérienne dans la perspective d'une éventuelle action armée contre des objectifs serbes au Kosovo, a annoncé son secrétaire général Javier Solana.

«*Cette décision est un important signal politique de l'aptitude de l'OTAN à recourir à la force, si cela devient nécessaire*» a indiqué à la presse M. Solana.

[...]

Sous la pression des Etats-Unis, elle vise à crédibiliser la menace de la communauté internationale d'une action de force, réaffirmés mercredi par l'ONU dans une résolution, pour que Belgrade arrête son offensive contre les Albanais du Kosovo.

Une nouvelle décision de l'OTAN sera nécessaire ultérieurement pour passer à l'acte. Parmi les multiples options qu'ils préparent depuis trois mois, les alliés ont choisi de se focaliser sur la possibilité de raids aériens. Ceux-ci, s'ils sont décidés, devraient prendre la forme, dans un premier temps, de tiers de missiles de croisières américains Tomahawk.

La mise en alerte de forces aériennes décidée jeudi équivaut pour les pays membres à mettre de «manière ferme» des forces aériennes à la disposition de l'OTAN.

Entre le 23 septembre et le 5 octobre 1998, l'équipe mobile de MSF porte secours aux populations du triangle Pristina-Pec-Prizren, qui ont subi les attaques de l'armée et de la police serbes, en particulier dans le camp de déplacés de Vatchak et le village de Golubovac. Elle est accompagnée d'une rédactrice, mandatée par MSF pour recueillir les témoignages des survivants.



Fax de Myriam Gaume pour les responsables de programme et chargés de communication à MSF France et MSF Belgique, 29 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Drenica, Kosovo, 28 septembre 1998.

Quand nous entrons dans le village de Golubovac dont la route conduit à la vallée de Vutchak que nous avons découverte jeudi dernier, nous découvrons un paysage de maisons détruites dont les poutres fument encore. Plusieurs vaches gisent, les pattes raides, tuées par balles. Des femmes sortent des maisons et nous arrêtent en larmes : «*On leur a dit de ne pas nous faire de mal, on n'en avait jamais vu autant, ils arrivaient avec des tanks,*

ils portaient des uniformes de trois sortes, bleus ou kakis, certains avec des chapeaux aux bords retournés, d'autres des foulards autour de la tête avec des couleurs vertes et noires peintes sur les joues. Ils attrapaient les jeunes et leur mettaient une balle dans la poche, puis la ressortait en criant : voila un terroriste !»

Dans la famille de Djemila, deux hommes ont été arrêtés vendredi, et leurs corps sont enterrés auprès de douze autres des villageois capturés avec eux. L'attaque a été massive, à 9 heures du matin, des miliciens et des militaires ont pénétré en nombre dans le village et les ont pourchassés jusque dans les forêts proches. «*Ils ont d'abord séparé les hommes des femmes, les femmes criaient, les gosses criaient, partout on entendait des tirs et des cris. Ils ont choisi ceux qu'ils voulaient tuer et emmené quatorze d'entre eux vers les maisons.*» Quand Djemila, ses filles, sa belle-sœur, et sa fille de 10 ans, avec ses frères, sont rentrés au village, les deux hommes de la famille avaient eu la tête tranchée. D'un doigt rapide, elle répète le geste sur sa gorge, et la petite pleure. Son oncle est mort: «*Ils nous ont crié de ne pas quitter la maison: sinon, on vous tue! Ils avaient pris mon oncle.*» Les derniers miliciens ne sont repartis que le dimanche soir. Ce matin, les deux cimetières proches comptent vingt tombes fraîches. Djemila dit: «*En chantant fort, ils ont frappé et tranché. Ils ont brûlé vos aides, notre farine, et de nouveau on n'a plus rien, rien! Seule, la Croix-Rouge serbe est passée et repartie. Et nous, toute la nuit, on a porté des cadavres.*»

Il reste un survivant à ce massacre, c'est Selman. Il est touché à l'épaule et à la hanche, mais il a pu retrouver les siens. Il raconte: «*Ils nous ont encerclés avec nos familles, en criant de jeter nos armes. On est sorti de la forêt, les mains sur la tête. Puis, ils ont séparé les hommes des femmes. On était une trentaine d'hommes, ils ont mis de côté les plus vieux, et l'on s'est trouvé seize, jeunes et moins jeunes. Quand la milice nous a conduit vers une cour du village, on nous a fait allonger tous, sur le ventre, les mains sur la tête. Cela a duré peut-être une heure, peut-être plus. Puis, on a entendu un seul pas qui s'est approché. Les autres buvaient. Et les tirs ont commencé. J'ai été touché; j'avais mal. On a commencé à recevoir des coups de pied. A côté de moi, un homme a crié : il a reçu deux balles de plus. A mon tour, j'ai reçu un coup de pied. Je n'ai pas crié. Quand ils sont enfin partis j'ai pu me relever, et me traîner ici. Nous étions quatorze, et un seul a tiré sur nous tous.*»

Son frère Osman a été tué, il avait 25 ans. Sa grand-mère pleure : «*Pourquoi me l'a-t-on rendu avec sur la tête un béret de l'UCK ? Il n'y a pas d'UCK dans notre maison.*»

Dans le bâtiment où l'équipe MSF a donné ses consultations, le matériel médical a été brûlé. Il ne reste qu'un tas de cendres, où l'on distingue quelques pinces métalliques. Nous poursuivons notre route, à la recherche des habitants de la vallée. En chemin, plus d'un homme a montré son poignet ou bien ouvert les mains, pour faire signe qu'il est trop tard : le mal est fait. Là où vivaient, il y a trois jours seulement plusieurs milliers de familles, il ne reste que quelques carcasses de rondins, des voitures écrasées au tank. C'est le même cours d'eau, gonflé par les pluies, le même paysage vert et or de l'automne, mais la vallée est désertée. Sur la route détrempeée, quelques charrettes

attelées de chevaux. Des familles vont à pied, les mains presque vides, comme cette femme qui tient une lampe à pétrole, accompagnée de ses enfants : *« Les miliciens sont entrés avec des bidons d'essence, et ont mis le feu aux matelas, le plastique est aussitôt parti en fumée. Il était 4 heures de l'après-midi, vendredi. Ils avaient séparé les femmes des hommes, les mains sur la tête ils les ont emmenés, puis quelques-uns uns sont revenus nous demander 500 marks pour nous les rendre. Les gens affolés glissaient, tombaient dans la boue. Les blindés tournaient autour de nous. Une femme a sorti ses billets de sa poche, mais ils ont pris 1000 marks, et à une autre 1500 marks »* ajoute une autre femme. Comme d'autres le raconteront, les femmes ont aussi été dépouillées de leurs boucles d'oreilles et de leurs bijoux en or. *« Ils étaient deux cents, ils sont entrés avec un tank, et vingt cinq nous fouillaient. Puis ils nous ont dit « si vous ne repartez pas dans vos maisons, on vous tue » - alors les femmes et les enfants ont commencé à partir. »* Certaines familles sont de retour dans leurs maisons calcinées, comme au village de Bajica, mais il ne leur reste plus aucune nourriture.

[...] Les réfugiés qui peuplent cette vallée depuis deux mois ont construit des abris faits de toiles plastiques, et maintenus par des branchages, comme les serres qu'ils fabriquent dans leur potager. Mais l'humidité de la nuit fait dégouliner l'eau le long des parois, et s'infiltrer dans les minces matelas de mousse posés à même le sol. Dans quelques jours, ils seront inutilisables. Le sol est détrempe par les fortes pluies qui ont accablé la vallée depuis trois jours. *« L'hiver est là, cela ne suffira pas »* se désole un père de famille, qui passe la main sous l'abri, et la ramène trempée. *« Les Serbes ont trouvé leur meilleur officier : le général hiver ».*

MSF vient de découvrir ce camp déshérité où les réserves de nourriture s'épuisent. Dans leurs maisons, que les hommes tentent de rejoindre clandestinement la nuit, les granges et les réserves ont brûlé, le bétail a été abattu. Depuis ses deux mois d'existence, nul convoi humanitaire n'a pénétré ici nous dit un homme, bouleversé, qui nous contemple, en n'osant croire à la fin du cauchemar. L'arrivée des camions MSF réveille la torpeur, dénoue le fatalisme des réfugiés jusqu'alors livrés à eux-mêmes. Sur toutes les lèvres, ce sont les mêmes demandes : de la toile plastique pour s'abriter, et une seule inquiétude : *« Et Pristina ? »* Car il est tombé un tel déluge de tirs et de fumée suffocante autour d'eux depuis 48 h, qu'ils redoutent que la marche des tanks ne se retourne vers la capitale, sonnante la fin du Kosovo.

« Ca aurait été mieux si chaque expatrié avait pu raconter ses journées pendant une semaine. On aurait mis tout ça ensemble et on aurait eu la description du drame. Mais ça n'a pas pu se faire, soit parce qu'ils n'avaient pas le temps, pas la distance, soit parce qu'ils le faisaient de manière trop maladroite. J'ai reçu quelques récits fragmentaires, le coordinateur m'a dit : « ça ne marche pas, les gens n'ont pas le temps, ils n'ont pas

le recul. » *On pouvait aussi envoyer classiquement quelqu'un qui mette en forme convenablement les récits et qui interviewe mais je me suis dit : « Si on veut diffuser cela sous forme publique il était plus utile d'envoyer quelqu'un qui sait raconter un peu aussi le reste. »*

Dr. Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique (en français).

Eric Dachy, l'un des membres de la cellule Kosovo de MSF Belgique, l'ancien responsable de programme dans les Balkans pendant la guerre en Bosnie connaît très bien Myriam Gaume, une journaliste indépendante. Cette journaliste part au nom de MSF et va aider l'équipe à structurer le recueil de témoignages. L'idée d'Eric Dachy, c'est qu'elle connaît les Balkans, qu'elle écrit bien et donc qu'elle pourra nous écrire un article et un livre. Elle part pour les deux sections. Donc au retour, elle débrieife à Bruxelles et à Paris et donne sa matière à tout le monde. De mon côté, je sais que pour avoir des infos, et pour entrer dans ce processus de témoignage, il faut céder sur cette question-là. Et en fait, Myriam se prend au jeu. Quand elle voit la réalité sur le terrain et l'ampleur des dégâts, elle sent bien que de toute façon il faut sortir ces infos, il faut en faire quelque chose. Elle recueille elle-même pas mal de récits, mais elle briefe aussi les équipes, et ensuite elle retravaille un petit peu l'écriture.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Ces témoignages avaient été recueillis de manière assez systématique. C'était une époque où les équipes de MSF travaillaient dans la vallée de la Drenica en équipes mobiles. Donc elles accédaient à des endroits très isolés et à des populations qui avaient été déplacées puis redéplacées puis redéplacées. Elles avaient réalisé une série d'interviews. C'était sur le mode de la visite du médecin qui pose quelques questions à son patient et qui se rend compte après, par l'accumulation des témoignages que les expériences racontées ne sont pas seulement individuelles mais que plusieurs centaines de familles ont été déplacées.

Bénédicte Jeannerod, chargée de communication, MSF France (en français).

Le 29 septembre 1998, alors que Belgrade a annoncé la veille la fin de ses opérations militaires, l'organisation de défense des droits de l'homme *Human rights watch* publie un rapport sur les massacres de civils au Kosovo.

Les informations sur la région de Vatchac et Golubovac lui ont été fournies par les équipes de MSF.



« 18 civils massacrés dans une forêt du Kosovo - 13 autres probablement exécutés. » **Communiqué de presse**, *Human Rights Watch*, New York, 29 septembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Human rights watch rapporte aujourd'hui que le 26 septembre dernier, dans une forêt de la région de la Drenica au Kosovo, les forces serbes ont massacré une famille entière de 18 civils kosovars, dont cinq enfants. Sur place, les enquêteurs de *Human rights watch* ont vu sept de ces cadavres, tous tués d'une balle à bout portant dans la tête. Plusieurs corps avaient été mutilés.

« Ce massacre relève clairement de l'attaque contre des civils sans défense qui se cachaient dans les bois » a déclaré Holly Cartner, directrice générale de la division Europe et Asie centrale de *Human rights watch*. « L'armée yougoslave et la police serbe mènent une guerre contre les civils et ceci est un nouvel exemple triste des atrocités innommables commises à leur rencontre. » [...] La région de la Drenica au Kosovo était considérée comme un bastion de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et a déjà connu des massacres similaires en février et mars 1998. *Human rights watch* a eu des preuves crédibles d'atrocités similaires, dont récemment les exécutions sommaires de 13 hommes, dans des villages voisins.

[...] Selon un témoin interrogé par *Human rights watch*, la famille Deliaj vivait dans la forêt depuis le 25 septembre. Le 26 septembre à 10 heures, les forces armées serbes sont entrées à pied dans la forêt, selon le témoin, qui a entendu des tirs et des cris venant de la zone du massacre.

[...] Dans le village de Golubovac, situé approximativement à cinq kilomètres au sud de Donja Obrinja, *Human rights watch* a visité ce qui s'est révélé être le lieu d'exécution de 14 jeunes hommes, dont les villageois racontent que les forces serbes les ont battus et exécutés. Le site était parsemé d'environ 80 douilles d'armes à feu et *Human rights watch* a remarqué des tâches de sang frais le long de la barrière où s'est déroulée l'exécution selon les villageois. Un homme a survécu à l'exécution et a été interrogé par des diplomates occidentaux qui circulaient dans la région aujourd'hui. Selon des témoins visuels, le 26 septembre, la police a forcé environ 200 villageois qui se cachaient dans les bois pour échapper aux bombardements de leur village, à retourner à Golubovac. Le témoin visuel a affirmé que la police avait mis ce groupe de 200 personnes en détention dans une grande maison puis a sélectionné les 14 hommes pour les exécuter. Un témoin visuel crédible a raconté à *Human rights watch* que les hommes avaient été sévèrement battus et violés avant l'exécution.



Courriel de Bastien Vigneau, responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme, directeurs généraux et chargés de communication de MSF Belgique et MSF France, 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Au Kosovo, la situation ces quatre derniers jours atteint un pic en termes de violation des droits de l'homme. Plus que jamais les forces de Belgrade ont bafoué les règles humanitaires élémentaires, creusant mortellement l'écart entre le discours politique et la réalité quotidienne des exactions.

Nos équipes qui sillonnent jour après jour les zones affectées, sont *de facto* constamment en contact avec les victimes. Le soir, lorsqu'ils débriefent au cours des meetings de l'UNHCR, les volontaires MSF font leur rapport et témoignent de ce qu'ils ont vu, indiquent précisément les localités et font état des besoins généraux.

C'est ainsi qu'ils ont pu transmettre lundi 28/09 les informations sur Golubovac (village où Vincent Guillaume et moi-même étions passés la semaine dernière). Maisons rasées après [une] grosse offensive, Myriam raconte (voir son recueil témoignage). Bref, *Human rights watch* part après avoir eu notre info et témoigne aujourd'hui dans la presse que 14 jeunes hommes ont été battus et exécutés à cet endroit... Ils rapportent aussi qu'une famille de 18 personnes dont 5 enfants ont été massacrés dans un autre endroit, etc.

Bref, il faut se rendre compte que MSF est LA SOURCE d'information sur le terrain. Hier, des membres de KDON, l'organisation chargée des observateurs au Kosovo nous ont demandé où nous avons constaté les exactions du mardi. Puis ils ont filé droit sur cette localité avec leur Nissan blindée. Moralité : le médecin de KDON s'inquiète pour les stress psychologiques de ces expatriés car certains ont craqué en voyant les corps mutilés...

Bref, comme vous le savez le docteur Lec que nous connaissions a été torturé et exécuté. Belgrade annonce le retrait de ses troupes alors que les combats continuent, les exactions se multiplient et s'intensifient...

Et à l'avant poste de la scène se trouvent nos équipes.

Les communiqués de presse en ces circonstances me paraissent bien faiblards, mais je ne suis pas expert en la matière.

J'ai discuté avec Keith [Ursel, médecin MSF au Kosovo] ce matin, il serait d'accord pour rentrer afin d'être interviewé par les journalistes, face aux caméras.

Si vous en avez le temps et l'envie, mettons-nous à l'ouvrage et définissons rapidement, please, de quelle manière MSF peut parler au nom de ces victimes.



En fait, nous avons soutenu les gens de Human rights watch. Nous avons discuté avec eux, puis ils sont venus faire une enquête et se sont arrangés

pour que cela sorte à la une du principal journal albanais. Nous avons pensé que si nous prenions nous-même la parole publiquement, l'impact serait trop important. Nous avons l'accord du siège. Ils n'avaient pas cette approche pragmatique du message. Avec les gars de Human rights watch bien sûr les informations ont été reprises et diffusées plutôt rapidement.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Le 1^{er} octobre, les responsables de programme et les chargés de communication des sections belge et française organisent une stratégie de communication. Le responsable juridique de MSF propose aux responsables de programme et aux équipes de terrain de recadrer la recherche d'information autour des exactions constituant des crimes de guerre.



Echange de courriels entre Bastien Vigneau (responsable de programme MSF Belgique) et Anne Guibert (chargée de communication MSF France), 1^{er} octobre 1998 (en français).

Extraits :

• Réaction COMMUNICATION

- Rapidement, suite conversation hier entre Guillaume et Bastien, entre Anouk et Vincent et aujourd'hui voici ce vers quoi on s'oriente :

1- On souhaite donner plus d'informations aux journalistes.

Myriam [Gaume, journaliste] a fait un travail de qualité. On souhaite qu'elle continue mais aussi fournisse un second type de document (condensé et factuel), afin de pouvoir les redispacher aux agences de presse, après lecture par OPS/COM [responsables des opérations et de la communication](Tim insiste).

2- Parler au nom des populations, et non donner des informations uniquement politiques ou structurelles (OTAN a dit que... Milosevic a dit que...). Pour ce faire, nous avons invité Keith à Bruxelles (Tim et World etc.) Un travail préparatoire sera nécessaire afin de choisir le cadre de témoignage, les messages à faire passer et préparer techniquement ce rendez-vous. La COM [service communication] pense pouvoir être prête mardi/mercredi prochain. Axer sur le fait que les médecins sont une cible, que depuis des mois il existe un décalage entre discours politique et exactions sur le terrain, cirque politique.

Keith connaît bien la région, a suivi l'évolution du conflit, et s'exprimera en anglais, donc plus facile pour better broadcast [meilleure diffusion].

3- Keith serait accompagné par une deuxième personne, Vincent par exemple.

4- Nous prenons sciemment le risque de ce type d'intervention, à savoir que de nombreux phénomènes peuvent

se passer au cours de ces 4/5 jours. Ce qu'on risque est un aller/retour.

Bastien

[...]

• Salut Bastien

C'est vrai qu'on a beaucoup de mal à trouver des angles sur le Kosovo différents de ce qu'on lit tous les jours dans les journaux. Mais il faut qu'on avance et tu as raison de faire ces propositions. C'est une bonne idée de faire venir Keith. Je crois qu'il y a trois axes de travail dans [les] jours et les semaines qui viennent :

- le sort du personnel médical, qui demande à être encore un peu documenté.

- les faits (témoignages bruts, histoires individuelles plus précises, certificats médicaux anonymes).

- à partir de ces éléments, la qualification de ce qui se passe devant nous : pillages, exactions : qu'est-ce qui est systématique, (qu'est-ce qui est dérapages...)

Bref, c'est vraiment bien d'avoir les infos de Myriam, il faut qu'on bétonne un peu les sources et les précisions. Il y aura bientôt de quoi faire un petit dossier, à nous de voir comment l'orienter.

[Anne]



« Kosovo. » **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF au responsable de programme, 1^{er} octobre 1998 (en français).

Extrait :

Chers amis du Kosovo. Chère Myriam.

Après lecture de vos infos et réunion entre nous voici quelques commentaires. Bravo pour ce qui est déjà fait. Il serait intéressant de resserrer maintenant la recherche d'informations autour de trois thèmes sur lesquelles notre parole est légitime et peut être utile.

Ces trois thèmes constituent tous des crimes de guerre au sens du droit international.

1. Exactions contre le personnel médical kosovar.

Non-respect de l'inviolabilité du personnel médical et sanitaire pendant un conflit. La liste que vous nous avez déjà fait passer est impressionnante. Il faudrait étayer tout cela en le replaçant dans le contexte historique de notre intervention au Kosovo.

Il y avait des médecins, biens organisés, travaillant en réseau et avec lesquels travaillait MSF. Il faudrait retrouver des chiffres.

Aujourd'hui faire le bilan de ce qui reste de tout cela, et de ce qu'il nous reste comme réseau et comme contact avec lesquels nous pouvons encore travailler. (Trouver des chiffres par rapport aux médocs [médicaments] ou autres...)

Préciser que si les médecins ont disparu ou se cachent c'est parce que leur mission n'est pas respectée par les autorités et qu'ils sont en danger... Crime de guerre.

C'est peut être aussi parce qu'ils sont perçus comme des cadres de la société kosovare. Dans tous les cas on prouve le non-respect de la mission médicale en période de guerre (crime) ou l'intention de détruire la société. (Crime)

2. Entraves générales à la mission médicale de MSF et destruction du matériel de secours.

Le refus d'accès dans des lieux où nous sommes allés la veille ou nous avons identifié des besoins, une population regroupée et privée de soins... L'arrestation des personnes référées en ambulance.

La destruction d'installations sanitaires ou de secours médicaux que nous laissons sur place.

3. Persécution de la population civile, à savoir :

- les exactions, exécutions...

- la destruction des biens civils et des biens indispensables à la survie de la population y compris des secours. Destruction délibérée sans rapport avec des objectifs militaires précis, attaques indiscriminées, destinées à répandre la terreur.

- les déplacements forcés, y compris les interdictions de déplacements et le renvoi des gens dans leurs villages détruits. Le souci étant sans doute d'éviter que des regroupements de population prouvent la destruction des villages et l'attaque des civils.

Tout ceci doit être fait rapidement car la situation va bouger très vite.

Nous devons être méthodiques mais très réactifs, prêts à laisser échapper l'un ou l'autre de ces trois volets s'il en était besoin, si l'information était suffisamment importante. Ne nous laissons pas ralentir par un souci d'exhaustivité ou de perfection.

Il semble que cette guerre se déroule selon une technique particulière: rester toujours en dessous du seuil d'intervention extérieure. Les exactions prennent des formes subtiles (comme renvoyer les gens dans leurs villages détruits) ou des formes cachées (nous ne voyons bien sur pas grand chose de ce qui se passe et c'est fait exprès). Il faut donc être vigilant, faire parler le vide, le silence et l'absence et écouter le plus possible les gens.

Au-delà des histoires individuelles toujours poignantes, c'est l'objectif de cette guerre qu'il faut arriver à faire émerger.

Il est classique que les gens fuient les combats. Il n'est pas classique qu'ils soient poursuivis par les combats et soient contraints de fuir 8 fois. Il n'est pas classique que l'on confisque et brûle les matelas des civils en fuite. (biens essentiels à la survie de la population)

C'est à travers les interviews qu'il faut faire ressortir le fait que la population d'un village composée de XXX personnes a fui le XXX vers XXX a été réattaquée le XXX a fui vers XXX... Et voir combien il reste de gens au bout de trois mois de cette guerre là, par rapport à la population initiale du village.

Il semble important en outre que sur le plan médical les équipes puissent établir des certificats médicaux individuels aux blessés de guerre que nous soignons. Comme ce n'est pas la majorité ce ne sera pas une charge trop lourde. Ces certificats sont importants car ils sont la seule preuve concrète du fait que ces gens sont victimes de guerre. Ils pourront un jour demander des indemnités ou prouver ce qui leur est arrivé. C'est une occasion pour nous de parler un plus longuement avec eux et voir s'ils désirent ou non avoir de certificat.

En tout état de cause le certificat est un document

confidentiel. Il doit être daté signé et tamponné par MSF avec le nom du médecin et pas seulement sa signature illisible. Un exemplaire est donné au malade. Il n'est pas nécessaire de mentionner les circonstances de la blessure si le malade ne le veut pas. (raison de sécurité en cas de transfert)

C'est à vous d'évaluer si vous en gardez une copie avec les circonstances. Cela peut être utile mais doit être conservé avec soin pour éviter toute violation de la confidentialité. Je vous laisse réfléchir et on en reparle.

Voilà je joins en annexe un formulaire de certificat médical, au cas où.



On pensait qu'il fallait montrer à quel point les civils étaient pris pour cible et quel était l'impact des opérations conjointes de l'armée yougoslave, de la police serbe et des paramilitaires sur la situation humanitaire. Milosevic avait toute une stratégie qui consistait à veiller à ce que le volume des opérations militaires ne soit pas trop élevé pour éviter une internationalisation du conflit. A l'époque, son argumentation consistait à affirmer qu'il n'y avait pas de conflit armé interne mais tout simplement des opérations de lutte antiterroriste - c'était deux ans avant le 11 septembre 2001. On pensait que d'une part il cherchait à éviter une internationalisation du conflit, mais surtout qu'en contestant la qualification de conflit armé interne, il essayait d'éluder sa responsabilité dans d'éventuels crimes de guerre. En effet, à partir du moment où on parlait de conflit armé interne, les violences commises contre les civils pouvaient être qualifiées de crimes de guerre. Le tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie était en place. On était dans un mouvement de basculement. Donc Milosevic voulait absolument éviter de parler de guerre, de conflit au Kosovo. D'ailleurs, il veillait à ce que les opérations militaires ne soient pas trop élevées pour qu'on ne puisse pas franchir le seuil du conflit.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF
(en français).

Les pressions diplomatiques sur Belgrade se renforcent. La Russie menace d'utiliser son veto contre toute intervention de l'OTAN.



«Le gouvernement kosovar appelle l'OTAN à recourir à la force.» AFP (France), Belgrade, 30 septembre 1998 (en français).

Extrait :

Le «gouvernement» en exil des Albanais du Kosovo a appelé l'OTAN à recourir à la force afin de «protéger un peuple entier et le sauver d'un massacre» par les forces

serbes, dans un communiqué parvenu mercredi à l'AFP. La situation au Kosovo a «pris les proportions d'une catastrophe nationale et humanitaire» en raison de la «guerre barbare» menée par les forces de Belgrade, estime le «gouvernement».

«*Cette situation appelle une réponse nationale et internationale [...] Le gouvernement de la République du Kosovo appelle une nouvelle fois la communauté internationale, en particulier l'OTAN, à agir et à utiliser la force maintenant*» selon le communiqué.

Dénonçant «la politique d'apartheid et de génocide» le texte affirme que «les criminels de Belgrade n'ont ni vaincu ni récupéré le Kosovo [...] mais l'ont perdu à jamais».

Le «gouvernement» demande à la communauté internationale de «comprendre que le peuple albanais a le droit international et inaliénable à l'autodétermination.»

«*Toute solution [...] qui laisserait le Kosovo sous (l'autorité de) la Serbie est inacceptable*» affirme-t-il.

A Bruxelles, le conseil permanent de l'OTAN a estimé mercredi que les actes de violence des forces serbes contre des civils «continuent» au Kosovo, contrairement aux assurances des autorités serbes.



«*Moscou utilisera son droit de veto à l'ONU contre une intervention de l'OTAN.*» **AFP** (France), 6 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Moscou utilisera «sans aucun doute son droit de veto» si la question d'un recours à la force contre les Serbes sur le dossier du Kosovo est examinée par le Conseil de sécurité de l'ONU, a indiqué mardi le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov cité par l'agence Interfax.

[...] Une intervention de l'OTAN contre des positions serbes provoquerait un retour «à la guerre froide» et un report de la ratification de l'accord de désarmement START II sur les armes nucléaires, a déclaré le ministre russe de la Défense Igor Sergueïev à l'agence *RIA Novosti*.

Des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie amèneraient l'opinion publique à exiger un accroissement du potentiel militaire russe et une modification des relations de Moscou avec l'Alliance, a ajouté le ministre de la Défense dans une interview accordée mardi à l'agence *RIA Novosti*, pendant une visite en Grèce.

Le 7 octobre 1998, à la suite de rumeurs d'éventuelles représailles contre les ONG préférées par les autorités et de distribution d'armes aux populations, l'équipe de MSF au Kosovo évacue en Macédoine pour quelques jours.

Le 9 octobre 1998, MSF Belgique donne une conférence de presse à Bruxelles pour dénoncer l'assassinat du docteur Lec, un médecin albanais, collaborateur de l'équipe MSF et alerter sur la situation humanitaire au Kosovo. L'élaboration du message, ainsi que

la diffusion à la presse d'un document incluant les témoignages recueillis fin septembre par l'équipe MSF dans le triangle Pec-Prizren-Pristina font l'objet de désaccords entre les responsables de programme. Les propos du directeur des opérations de MSF Belgique sont rapportés par certains médias comme un appel à une intervention armée.



«*Les récits de Myriam etc.*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations (MSF Belgique) aux responsables de programme, directeurs des opérations responsables de communication (MSF France et MSF Hollande), 8 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

2. J'ai compris que dans certains cas vous souhaitiez ajouter une copie des récits de Myriam aux informations données aux journalistes. Je m'y oppose pour les raisons suivantes :

- cette information n'est pas nouvelle, je dirais même qu'elle est aussi ancienne.

- L'objectif de cette rédaction n'était pas de raconter des faits. Il s'agissait d'apprécier le niveau de souffrance de la population ; il est prévu qu'ils soient publiés plus tard quand toute l'affaire sera terminée, avec un texte d'accompagnement ; pour l'instant ce n'est pas le cas.

- Ils racontent (à travers un style journalistique) ce que Keith a vécu ; donc il vaut mieux prévoir des interviews supplémentaires avec Keith...

- Publiés en l'état, ils constituent une déclaration forte qui pourrait mettre en péril la reprise de nos opérations (et nous savons à quel point une déclaration écrite peut devenir vite impossible à gérer). Nous aurions pu choisir de prendre ce risque mais ce n'est pas ce que nous avons décidé de faire en nous adressant à la presse.

3. Quant à la question de l'évacuation de notre équipe au moment où nous appelons au renforcement de la présence internationale, laissez-moi dire clairement que cela n'a rien à voir avec une espèce d'hystérie des Etats-Unis que certains semblent ressentir mais que nous ne ressentons pas ici, pas plus qu'au Kosovo.

- Cela n'a vraiment rien à voir avec les risques réels d'attaques aériennes, car nous nous attendons (si jamais elles arrivent) à ce qu'elles soient suffisamment précises pour ne pas atteindre des civils. Elles nous empêcheront toutefois de travailler sur le terrain.

- Cela a à voir avec les risques de représailles qui sont clairement ressentis comme sérieux et ciblent essentiellement les expatriés (et ensuite, bien sûr les Albanais) :

- des armes ont été distribuées aux civils serbes.

- Vojslav Seselj, le vice Premier ministre a déclaré qu'il ciblerait les ONG (source: *VIP* une newsletter produite par des journalistes serbes de Belgrade).

- Le personnel national confirme le risque sérieux et affirme qu'ils ne pourront pas nous aider.

- Confirmation aussi par nos contacts de *Mère Teresa*.

- Les troupes serbes sont composées d'un mélange hété-

roclite de sous-groupes (extrémistes, ex-prisonniers, personnes ordinaires...) ce qui les rend plutôt incontrôlables.

- Une personne expérimentée du pool d'urgence (Katia) et Tim [le coordinateur] qui est là depuis un certain temps, sont les meilleures références.

- Le statut international ne permettra sans doute pas de faire la différence en matière de protection puisqu'il ne les a pas empêchés de commettre des crimes sous les yeux des observateurs internationaux.

- Notre programme n'est pas suffisamment équilibré (du côté serbe) pour nous permettre de compter sur un soutien de leur part, même modéré.

- Nous étions encore opérationnels hier (Prizren et Mitrovica) et Pec avant-hier ; la plupart des membres de notre équipe ont un visa multi-entrées qui leur permet de rentrer en moins d'une heure et demi.

- Tim et Katia sont restés là-bas et attendant le dernier moment (dernières informations, sans doute samedi).

- Nous prenons nos informations auprès du HCR, de la KDON et des observateurs internationaux.

- Toute la question « *Devons-nous rester ? Devons-nous partir ?* » relève du feeling (ce qui est le mieux sur le terrain), du *timing* (à la fois trop tôt et trop tard, ce qui rend fou) et de la valeur ajoutée apportée en restant; nous pensons l'avoir appréciée de façon équilibrée.

En guise de post-scriptum:

Je pense que nous nous sommes correctement préparés, nous sommes conscients de prendre un risque (si les frappes sont pour demain, nous n'aurons aucune attention) et il y a probablement toujours moyen de faire mieux et plus. Je souhaite répondre au mieux aux questions mais je ne suis pas prêt à passer plus de temps au téléphone à écouter des critiques aveugles et des propos frustrés.

Bonne chance pour demain.



« Kosovo. » **Courriel** de Guillaume Le Gallais (responsable de programme MSF France) à Vincent Janssens, directeur des opérations (MSF Belgique), 8 octobre 1998 (en français).

Extrait :

En tout cas, je souhaitais réagir sur quelques points soulevés par la lecture du document sur la conférence de demain.

Je pense que ce qui se dégage de tout cela n'est pas totalement clair dans le sens où notre « message » me paraît trop multiple et donc perd de sa force.

Je pense aussi qu'il faut absolument donner aux personnes qui nous le demandent un document écrit qui fasse trace. Ce document devrait idéalement être largement distribué par toutes les sections (toutes n'ont pas un Keith ou toi-même sous la main...) Tu as en pièce jointe un document organisé (à notre manière) qui pourrait permettre cela.

Sur ta partie plus particulièrement, je pense qu'il n'est pas possible de « *explain that military action has clear consequences on humanitarian activities* » [expliquer que l'action militaire a des conséquences claires sur les activités humanitaires] => c'est clairement entrer dans le

champ mouvant et impossible pour nous de la question des frappes aériennes. Le terrain est super glissant et la question plus globale des victimes et de l'accès aux soins me paraît être largement plus importante.

Voilà j'espère que ces quelques commentaires te vont.



« La situation humanitaire au Kosovo. » **Conférence de presse**, MSF Belgique, 9 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Nous vous invitons à la conférence de presse qui aura lieu ce vendredi [...] qui portera sur la situation au Kosovo. Cette conférence de presse sera présentée en anglais par: - Keith Ussel, travaille depuis 3 mois en tant que coordinateur du programme d'urgence. Il fait partie d'une des trois équipes mobiles de MSF au Kosovo. Il est rentré presque quotidiennement en contact avec les populations civiles qui ont fui les combats dans les bois ou les collines.

- Des villages sont systématiquement bombardés, incendiés et pillés. Des habitants sont chassés de leurs terres. Des personnes sont maltraitées ou disparaissent. Un médecin a été abattu, d'autres disparaissent.

Keith Ussel parlera de son expérience sur le terrain.

- Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF section belge et responsable des projets développés par Médecins Sans Frontières au Kosovo, revient d'une visite de travail sur le terrain. Il parlera des programmes dans la région.



Kosovo : **draft** du texte distribué aux journalistes le 11/10/1998 (en français).

Extrait :

1- Ces dernières semaines, les équipes de Médecins Sans Frontières présentes dans les zones de Pec, Prizren et dans la vallée de la Drenica ont été témoins d'exactions à l'encontre de la population civile. [...]

2- Les équipes de MSF racontent la destruction et les pillages systématiques des villages.

Dans l'Ouest et au centre du pays, des villages entiers sont détruits : les maisons, les champs, les granges et les récoltes sont brûlés et pillés. Le bétail est abattu. Tout ce qui permet la survie des familles est mis à sac. [...]

3- La persécution du personnel médical albanais, la destruction délibérée des structures et du matériel de santé, les entraves au travail des organisations humanitaires témoignent de la volonté de priver la population de tout secours y compris médical.

Les médecins et le personnel médical albanais travaillant auprès des populations déplacées sont victimes de persécutions de la part des forces de sécurité serbes. Les chirurgiens semblent particulièrement visés. Plusieurs médecins albanais, connus des équipes de Médecins Sans Frontières, ont été l'objet de menaces, d'arrestations arbitraires, de tortures voire d'assassinat par les forces de sécurité serbes.

Le Dr H. a été arrêté, torturé et assassiné à Gradice. Son corps mutilé a été retrouvé dans les environs. Sa femme et ses quatre enfants se cachent. Le Dr C. de Zhilivoda a disparu. Le Dr A. travaillant à Ponorc a été arrêté puis relâché. Le Dr A. de Malishevo, pourchassé par la police serbe, pendant huit semaines a dû se réfugier dans six endroits différents avant de quitter le pays. On est sans nouvelles du Dr V. de Sedlare. Les membres de sa famille ont été passés à tabac. Les quatre médecins de Cirezz ont disparu. Le Dr J. de Sverke a été arrêté. Plusieurs médecins locaux qui travaillaient dans nos équipes ont également dû fuir de peur de représailles.

- Les structures de santé sont la cible des attaques : nombre d'entre elles, entièrement ou partiellement détruites ne fonctionnent plus, comme à Zhilivoda et Brolic. Les blessés et malades ne peuvent donc plus être pris en charge. Le matériel médical est volé ou détruit. A Golubovac, dans le bâtiment où l'équipe MSF a donné ses consultations, le 28 septembre, le matériel médical avait été entièrement brûlé.



« Ciblage du personnel médical au Kosovo. L'aide médicale incendiée, des milliers de personnes se cachent dans les forêts. » **Communiqué de presse**, MSF Etats-Unis, 9 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

Bruxelles, 9 octobre 1998. Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à Bruxelles aujourd'hui, l'organisation de secours médical internationale Médecins Sans Frontières (MSF) a manifesté son inquiétude concernant le sort de milliers de personnes au Kosovo qui vont devoir affronter un hiver très froid avec très peu de vivres et un accès trop limité aux soins médicaux. Deux personnes de l'équipe médicale qui viennent de sortir du Kosovo se sont élevées contre les difficultés croissantes rencontrées par les agences humanitaires et les médecins locaux qui essayent d'aider les personnes dans le besoin.

Le personnel médical est ciblé et le matériel médical et les médicaments sont délibérément brûlés ou détruits.

« Dans le bâtiment où nous avons vu des patients dans le village de Glogovac, nous avons découvert que toutes les fournitures médicales avaient été brûlées. Il ne restait qu'une pile de cendres et quelques pinces en métal » racontait Keith Ussel, le coordinateur d'urgence canadien, après avoir visité le village le 28 septembre. La population du Kosovo bénéficiait d'un bon niveau de soins de santé mais aujourd'hui ils ont peur et les besoins médicaux sont énormes. Ces besoins vont de la chirurgie d'urgence et les pansements pour les blessures de guerre à la prise en charge des maladies chroniques comme le diabète et l'asthme. Ceux qui arrivent à se faire soigner au niveau local ont peur d'être transférés dans des hôpitaux plus grands, même s'ils en ont vraiment besoin.

« Les blessés de guerre ne sont pas les seuls dont les vies soient en danger. Les femmes aux grossesses à risque, les asthmatiques et les diabétiques ont également peur et

risquent leur vie s'ils n'obtiennent pas les médicaments ou des soins » a déclaré le docteur Vincent Janssen, qui rentre juste du Kosovo.

Les civils qui ont besoin d'un traitement médical ne sont pas les seuls en danger. Le personnel médical qui apporte espoir et assistance à la population est spécifiquement ciblé dans le conflit. Le 25 septembre, le docteur Lec, un médecin qui collabore régulièrement avec MSF a été arrêté, torturé et tué. « Nous sommes inquiets du nombre important de membres du personnel médical dont on nous rapporte l'arrestation, la disparition ou qui ont été forcés de fuir » a déclaré Keith Ussel, le coordinateur d'urgence de MSF « Ces gens souffrent tellement. Non seulement ils n'ont pas de médicaments mais maintenant même ceux qui les soignent sont ciblés. L'hiver approche et au Kosovo les températures baissent à des niveaux dangereux. Environ 200 000 personnes ont été déplacées. Parmi elles, des milliers vivent dans les bois, avec très peu d'assistance. »

Médecins Sans Frontières mène des programmes au Kosovo depuis 1992. Ces derniers mois, l'organisation a concentré son aide dans les zones de combat. Trois équipes mobiles travaillent désormais autour de Pec, Prizren et dans la Drenica, chacune consultant de 100 à 300 patients chaque jour parmi les populations déplacées. Pour des raisons de sécurité les équipes de MSF ont été provisoirement réduites.



MSF demande une « forte présence physique internationale au Kosovo. » **AFP** (France), Bruxelles, 9 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Le responsable des projets de Médecins Sans Frontières (MSF) au Kosovo Vincent Janssens a demandé vendredi « une forte présence physique internationale » dans cette région pour redonner confiance à la population en butte aux actes de terreur et déplacements forcés.

M. Janssens n'a pas voulu rentrer dans le détail des moyens nécessaires soulignant qu'ils étaient du ressort de « l'expertise militaire ». « Entre les actions diplomatiques et des frappes aériennes, il y a toute une gamme de possibilités », a-t-il souligné.

Son collègue canadien, membre de la même organisation humanitaire, Keith Ussel, qui se trouve dans les territoires de l'ex-Yougoslavie depuis plusieurs années, a, de son côté, multiplié les témoignages directs sur la détérioration de la situation humanitaire au Kosovo.

Il a personnellement constaté les tactiques répétées des forces serbes contre plusieurs villages albanais avec dans un premier temps des bombardements, la fuite des habitants valides avant l'irruption des forces de sécurité qui pillent et interpellent ceux qui n'ont pu fuir. « Certains sont battus, torturés et quelquefois tués. Quelques jours plus tard, ces villages sont ensuite systématiquement brûlés », a-t-il affirmé.

M. Ussel a déclaré que les forces serbes s'en prenaient particulièrement au personnel médical albanais « probablement parce qu'il fournit un réconfort physique et moral » à

la population. Lui-même connaissait le médecin Lec Ukaj, mort selon lui après tortures le 25 septembre à Gradica. Sur 200 000 personnes déplacées, le quart vivrait dans des abris de fortune dans les forêts. Keith Ursel a constaté les décès de personnes âgées, asthmatiques et femmes enceintes, faute de soins suffisants. Des infirmes se retrouvent quelquefois livrés à eux-mêmes.



« Une forte présence internationale pour ramener la confiance. » Sabine Verhest, **La Libre Belgique** (Belgique), 10 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Les personnes déplacées du Kosovo doivent retrouver une certaine confiance pour oser retourner dans leurs villages. C'est pourquoi, alors qu'approche l'hiver, Vincent Janssens, responsable des projets de Médecins Sans Frontières (MSF) dans la province serbe, a lancé un appel vendredi à Bruxelles, pour que soit installée sur le terrain « une forte présence physique internationale » qui permettrait de sécuriser la région. « Entre les actions diplomatiques et des frappes aériennes, il y a une série de possibilités » a-t-il précisé sans plus d'explications.



« Au Kosovo, les forces serbes torturent les médecins. » Katherine Butler et Rupert Cornwell, **The Independent** (Royaume-uni), 10 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

« Les médecins et le personnel médical qui aident les réfugiés au Kosovo sont pourchassés et torturés par les forces serbes » a déclaré hier le coordinateur dans la province de l'agence d'aide médicale Médecins Sans Frontières. Keith Ursel, un infirmier canadien qui est arrivé du Kosovo hier, a raconté qu'un jeune médecin kosovar du village de Gradica situé à 25 km de Pristina, avait été enlevé par les forces serbes qui lui ont tranché les doigts et arraché les yeux avec un canif avant de l'abattre. Lec Ukaj dirigeait une équipe qui se consacrait principalement à aider les femmes enceintes à accoucher. Il y a deux semaines les forces serbes sont arrivées et l'ont emmené de force. Des témoins interrogés par Médecins Sans Frontières ont déclaré qu'ils l'avaient entendu hurler.

« Ils lui ont demandé quelle main il utilisait pour traiter les patients albanais, puis quel œil il utilisait. Mais il n'est pas le seul exemple. Au moins neuf médecins sont portés disparus et les membres du corps médical sont pourchassés parce qu'ils ont des liens directs avec la population et ceux qui apportent de l'aide de l'extérieur » a déclaré Mr Ursel.

L'organisation humanitaire médicale, qui affirme que des dizaines de milliers de réfugiés campant dans les collines de la Drenica pourraient être balayés par l'hiver, la faim et la maladie, a lancé un appel pour qu'une force de protection internationale soit envoyée au Kosovo. Au moins 50 000 Albanais sont en fuite, trop effrayés pour retourner

dans leurs villages, a déclaré Mr Ursel. Les accouchements dans la nature, sans aucune assistance médicale représentent la principale cause de décès.



Echange de courriels entre Guillaume Le Gallais (responsable de programme MSF France), Vincent Janssens (responsable de programme MSF Belgique) et Wilna Van Aartsen (responsable de programme urgence MSF Hollande), 9-12 octobre 1998 (en anglais).

Extraits :

- Hi Tim et Guillaume,

Avec un peu de recul, je vois maintenant pourquoi notre position pourrait être interprétée comme un appel à une intervention militaire. Bien que je me sois exprimé le plus clairement possible sans manifester une opposition aux frappes aériennes, j'aurais dû suggérer des « experts politiques » plutôt que l'armée. Désolé pour ce lapsus.

Dans la foulée, vous devez être au courant des commentaires encore plus explicites de Joëlle sur l'intervention militaire.

Cela dit je dois admettre que je ne vois pas vraiment comment la publication de votre (Guillaume) document pourrait neutraliser ceci: en fait, il insiste sur les détails des incidents et des interprétations de la probable implication de la stratégie militaire serbe dans tout cela. Mais ne se réfère jamais à la question principale : qu'est-ce que nous voulons ?

Donc je ne suis pas tellement en faveur de sortir ces informations dans un communiqué de presse. Je le garderai pour l'usage qui lui était initialement attribué (sous forme d'un livret ?) et avancer là-dessus avec Myriam [Gaume, journaliste] qui doit rentrer aujourd'hui.

J'ai parlé avec Tim ce week-end et je pense que nous devons prendre en compte ses remarques puisqu'en fait ce sont eux qui sont en première ligne. En particulier si vous envisagez une conférence de presse avec Myriam (je ne suis pas certain que rendre publics les liens entre les journalistes et MSF va calmer la paranoïa sur l'espionnage).

En fait, j'ai pensé à une autre question ce week-end à la suite d'une série de critiques internes concernant le fait que MSF ait évacué pour le moment, et j'aimerais avoir votre réaction là-dessus :

- ce que nous souhaitons c'est la protection des réfugiés sur le terrain et la possibilité d'améliorer par la suite nos opérations d'assistance.

- Ce but ne sera certainement pas atteint par des frappes aériennes.

- En fait ces frappes (que nous n'avons pas réclamées) limitent notre capacité opérationnelle et font peser une menace sur les organisations humanitaires.

- elles font vraiment courir aux ONG des risques que les politiciens et les militaires ont peur de prendre (troupes au sol).

- nous ne voulons pas monter au créneau pour respecter notre principe général de ne pas nous mêler aux affaires politico-militaires.

- et en interne nous suggérons de rester, afin d'honorer le slogan « rester quand les autres s'en vont ». Je pense que cette façon de regarder la réalité est erronée et cela m'amène à penser que nous aurions vraiment pu souligner plus fortement notre opposition aux frappes aériennes; mais une fois encore cela ne l'aurait pas fait au niveau public...

Vincent

• En réaction à tes commentaires ci-dessous rapidement : Dans la presse néerlandaise (as-tu reçu les articles ?) et dans deux dépêches (Reuters et AP) l'appel de MSF N'A PAS été interprété comme un appel à une intervention militaire mais plutôt à l'opposé.

Reuters commence ainsi :

« Une agence importante a déclaré vendredi... que les menaces de représailles des Serbes la forçaient à se retirer... »

L'ouverture de la dépêche d'AP était semblable.

Vincent et Guillaume, j'ai d'autres idées que je mettrai sur papier plus tard. J'aimerais aussi discuter avec vous aujourd'hui du planning pour la région du Kosovo.

[...] Amitiés, Wilna.

Le docteur Lec était un des médecins que nous soutenions, dans un dispensaire. Nous avons entendu dire par d'autres partenaires qui travaillaient avec lui que les forces serbes cherchaient les gens qui apportaient un soutien médical à l'UCK. Nous avons entendu dire quelques semaines auparavant que son nom avait été mentionné. Finalement ils l'ont trouvé et l'ont tué. Dans notre équipe, il y avait beaucoup de gens qui avaient travaillé avec lui. Et bien sûr ils ont été profondément affectés. Dans les sièges, ils voulaient prendre la parole publiquement. Mais nous étions aussi conscients de vouloir rester au Kosovo. Nous avons évalué les risques. Les arguments classiques : si nous allons trop loin, nous n'arriverons à rien. Nous pensions aussi au personnel kosovar qui courait également un danger. Eux-aussi souhaitaient que les faits soient dénoncés publiquement. Et nous l'avons fait. La source de la dénonciation était évidente : « les différentes sections MSF en Europe disent que ... » Quand Vincent a commencé à parler de « forte présence internationale » nous l'avons dit très clairement. Et c'était assez ironique parce qu'en fait tous ceux qui avaient eu une expérience dans les Balkans étaient conscients que cette affaire ne pouvait aller que dans un sens, au vu de ce que Milosevic avait déjà été capable de faire. Cela aboutirait probablement à l'usage de la force par l'un ou l'autre des Etats occidentaux.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Et puis, ce sont les médicaux qui ont été ciblés. Le docteur Lec a été torturé et tué. On a eu un gros débat : « qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on mentionne le nom ? Est-ce qu'on n'expose pas justement plus ses collègues du personnel médical en montrant ça comme une problématique ? » Finalement on l'a quand même fait. Je crois qu'il y avait aussi ce sentiment chez MSF Belgique qu'on était un peu en retard avec notre communication. Emma Bonino, la commissaire européenne à l'action humanitaire, avait déclaré : « l'hiver approche et MSF est un peu en retard avec la communication ».

Anouk Delafortrie, chargée de communication MSF Belgique (en français).

Je pense qu'il y avait beaucoup de questions là-dessus. Nous sommes arrivés au constat que tout seuls, les Kosovars n'allaient pas s'en sortir. On croyait qu'il y avait peut-être une possibilité de faire arrêter ce qui se passait avec une forte présence internationale, des observateurs. S'il y avait suffisamment d'observateurs ça pourrait éventuellement les dissuader de commettre ces exactions. En fait, les observateurs ont été envoyés, et ils se sont faits chasser. C'était peut-être un peu naïf, mais je voulais aussi qu'il y ait une troisième voie entre la négociation et une force internationale d'interposition. C'était dit clairement. Mais les journalistes voulaient en savoir plus et certains ont dit : « c'est un appel à l'intervention militaire ». Pourtant on a toujours été très clair : « on ne fait pas appel à une intervention militaire. » En même temps, on se rendait bien compte que faire appel à une forte présence physique - c'est pour cela qu'on a insisté beaucoup sur la précision « physique » - c'était peut-être un peu naïf. Mettre des observateurs non armés dans ce contexte, c'était un peu les envoyer au casse-pipe.

Le docteur Lec n'était pas vraiment dans notre équipe. C'était un médecin qui était dans un des villages, dans lesquels nous faisons notre tournée. Et donc à l'occasion d'une de nos visites, nous avons appris qu'il avait été éliminé. Cela montrait que les Serbes s'en prenaient réellement au système médical et pas uniquement à l'UCK. Il est évident qu'on ne pouvait pas laisser ça comme ça. C'était une manifestation de solidarité avec eux. Nous savions très bien qu'en prenant la parole, nous nous exposions. Nous savions très bien aussi que même les médecins, comme tous les Kosovars actifs, pouvaient aussi être membres de l'UCK. Dans ces régions-là, il y avait des gens de l'UCK qui se cachaient parmi les civils.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Le 12 octobre 1998, l'OTAN s'apprête à donner à ses militaires un ordre d'activation. Sans avoir obtenu d'accord de l'ONU, en raison de l'opposition de la Russie et sans que ses membres soient parvenus à s'entendre sur une définition commune d'une « base légale » à une intervention militaire en Yougoslavie. Le 13 octobre, la négociation de l'émissaire américain Richard Holbrooke avec le régime serbe aboutit à un projet d'accord sur le déploiement au Kosovo d'une mission de vérification de l'OSCE⁶ (KVM), appuyée par un dispositif aérien. Le 19 octobre, tandis que la première mission de vérification se déroule dans l'ouest du Kosovo, plusieurs témoignages font état de bombardements par l'armée serbe, qui dément cependant toute offensive. Les avions de l'OTAN survolent la région.



« L'OTAN sur le point de donner un « ordre d'action » à ses militaires. » **AFP** (France), 12 octobre 1999 (en français).

Extrait :

L'OTAN devait donner lundi soir un « ordre d'action » à ses militaires dans la crise au Kosovo, une décision qui ouvre la voie au déclenchement de frappes aériennes à tout moment sur des objectifs militaires serbes en Yougoslavie. Le Conseil permanent de l'OTAN (ambassadeurs des 16 pays membres) a commencé à se réunir lundi à 15H00 GMT. Une décision formelle des 16 membres de l'Alliance était attendue en fin d'après-midi au siège de l'Alliance. [...]

La décision de prendre un « ordre d'action » permet aux autorités militaires de l'OTAN de décider à tout moment d'une ouverture du feu en Yougoslavie.

Elle implique un « transfert d'autorité » au commandant suprême des forces alliées en Europe des avions, navires et militaires fournis par les alliés pour une opération donnée. En pratique, le commandant suprême, le général américain Wesley Clark, va mener des opérations de positionnement de ses navires et avions armés de missiles de croisière, et engager des missions d'entraînement et d'intimidation, avec des avions de combat pouvant voler autour de l'espace aérien yougoslave. [...] « Le pistolet est sur la tempe de Slobodan Milosevic. Il va être chargé, cran de sûreté ôté » résume martialement un diplomate. Pour empêcher l'ouverture du feu, il faudra une « décision d'arrêt de l'opération », ajoute-t-il, en soulignant qu'il n'y aura pas a priori de nouvelle réunion du Conseil de l'OTAN pour décider d'une action militaire.

« L'ordre d'action » qui va être donné devrait couvrir les deux scénarios d'intervention aérienne - frappes limitées au moyen de missiles de croisière et campagne aérienne graduée - préparés par l'OTAN depuis plusieurs mois. [...]

6. Issue des accords d'Helsinki de 1975, conclu entre l'URSS, les Etats-Unis et leurs alliés européens respectifs l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (55 Etats) est régulièrement sollicitée pour envoyer des observateurs afin de s'assurer du bon déroulement d'élections dans des pays à la démocratie fragile ou renaissante.

Les membres de l'OTAN, qui ont abandonné l'idée d'une nouvelle résolution de l'ONU en raison de l'opposition russe à tout recours à la force, n'ont pas réussi à s'entendre sur une définition commune d'une « base légale » à une intervention militaire en Yougoslavie.

« Chaque pays a sa propre interprétation » de cette question et « considère qu'il a sa propre base juridique » a indiqué un diplomate, en regrettant qu'un texte à 16 n'ait pu être agréé.

Lors de plusieurs réunions à ce sujet, la Grande-Bretagne a fait valoir « la nécessité humanitaire » l'Allemagne voulait « une base juridique ferme » d'autres pays ont voulu faire référence aux résolutions de l'ONU. Le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana a conclu que « chaque allié considèrerait qu'il existe une base juridique » à une intervention armée, selon les mêmes sources.

Plusieurs diplomates ont minimisé l'ampleur du problème. « Un consensus pour agir implique implicitement un consensus sur une base légale » a assuré l'un d'entre eux.

La communauté internationale réclame de Belgrade l'arrêt des hostilités, le retrait des troupes serbes, des conditions favorables au retour des réfugiés et l'ouverture de négociations avec les indépendantistes albanais du Kosovo.



« Holbrooke confirme 2 000 hommes de l'OSCE et une vérification aérienne. » **AFP** (France), Belgrade, 13 octobre 1998 (en français).

Extrait :

L'émissaire américain Richard Holbrooke a confirmé mardi à Belgrade qu'il y aurait une vérification de la situation au Kosovo par 2 000 hommes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et par un dispositif aérien.

« J'espère que la Fédération de Russie participera à ce programme » a déclaré M. Holbrooke.

Toutefois, les progrès réalisés vers le règlement de la crise au Kosovo n'entraîneront pas une levée des sanctions contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) car « nous ne sommes toujours pas sortis de la situation d'urgence » a déclaré M. Holbrooke.

« Sur le terrain, l'OSCE aura au Kosovo 2 000 personnes qui seront une mission de vérification, pas des surveillants, pas des observateurs, et (la mission) sera là avec l'entière permission du gouvernement yougoslave » a déclaré M. Holbrooke à la presse.

Les membres de la mission de l'OSCE « auront toutes les garanties de sécurité, la liberté de mouvement et le statut diplomatique » a-t-il précisé. « Ils superviseront toute élection qui aura lieu et ils auront de nombreuses autres tâches » a indiqué M. Holbrooke.

Le président en exercice de l'OSCE, le polonais Bronislaw Geremek, « viendra sous peu à Belgrade signer un accord avec la Yougoslavie » en ce sens, a-t-il ajouté.

De plus, il y aura « une vérification aérienne, par des avions qui ne seront pas des appareils de combat, de la situation sur le terrain » au Kosovo, a indiqué le diplomate américain.

« Cet arrangement sera clarifié dans un accord formel entre le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, le commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, le général Wesley Clark, et les autorités yougoslaves », a indiqué M. Holbrooke.

M. Solana et le général Clark devraient se rendre « bientôt » à Belgrade à cet effet, a-t-il précisé.

Le médiateur américain pour le Kosovo Christopher Hill « poursuivra ses efforts » en vue de la conclusion d'un accord politique entre les Albanais du Kosovo et les autorités de Belgrade, a indiqué M. Holbrooke.



« L'accord de Belgrade : une "reddition" pour le "Premier ministre" kosovar. » **AFP** (France), 14 octobre 1998 (en français).

Extrait :

« Le déplacement d'un quart de la population, le meurtre de milliers de citoyens et la destruction de 500 villages pour accepter un accord qui équivaut à une reddition et une capitulation face à l'agression serbe » écrit M. Bukoshi.

« Nous n'accepterons un accord que s'il prévoit des libertés civiles et des droits politiques pleins et entiers » ajoute-t-il [...].

Pour M. Bukoshi, l'accord de Belgrade est le résultat de « concessions majeures » faites au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Il accuse ainsi les occidentaux d'avoir fait marche arrière sur la question du retrait des troupes serbes du Kosovo et de ne plus exiger qu'une réduction des effectifs policiers et militaires au niveau d'avant le début de la crise.

En outre, déplore M. Bukoshi, l'accord ne prévoit pas d'enquête sur les crimes de guerre commis durant les sept mois de la campagne de répression serbe contre les séparatistes albanais.

Les dirigeants kosovars ne négocieront pas la paix avec Milosevic « avec un revolver collé sur la tempe, même si le revolver a été rangé temporairement dans sa gaine » assure Bujar Bukoshi.



« L'armée accusée d'une opération, Belgrade dément toute offensive. » **AFP** (France), 19 octobre 1998 (en français).

Extraits :

Une équipe de l'OSCE a mené de son côté lundi sa première mission sur le terrain, à Pec, dans l'Ouest de la province, pour préparer le déploiement de la mission de vérification, qui devrait compter à terme quelques 2 000 hommes.

L'armée a lancé dans la nuit de dimanche à lundi une opération dans un secteur situé à l'ouest de Pristina, chef-lieu du Kosovo, selon des villageois albanais interrogés par l'AFP et d'autres sources.

Cette opération intervenait après la mort samedi de trois policiers dans l'attaque de leur poste de garde, lancée très probablement par l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Mais à Belgrade, un responsable militaire a démenti toute « opération offensive ».

Plusieurs dizaines d'Albanais rencontrés dans le camp de personnes déplacées de Kosna Reka, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Pristina, ont affirmé à l'AFP avoir fui le village de Trpeza pour se réfugier dans les bois après de premiers tirs de l'armée sur ce village et ses environs. Trpeza est proche du village de Negrovce, qui selon plusieurs sources, était également visé par l'opération de l'armée.

Dimanche soir, un journaliste occidental a assisté au début de l'encerclement du village de Negrovce, par des blindés et des fantassins. Tard dans la nuit de dimanche à lundi, une équipe de télévision européenne, arrêtée à un barrage de la police serbe à 5 kilomètres de Negrovce, a entendu de fortes explosions et a aperçu des éclairs.

Un observateur international a indiqué lundi à l'AFP avoir été contacté dimanche soir au téléphone par un habitant de Negrovce qui affirmait que le village était encerclé et bombardé.

[...] A Belgrade, une source proche de l'état-major général yougoslave, citée par l'agence indépendante *Beta*, a démenti lundi que l'armée ait mené la veille une offensive. Ces derniers temps, l'armée yougoslave « n'entreprend aucune action offensive » a déclaré ce responsable.

[...] A Pristina, le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) a annulé deux convois d'aide qui devaient partir vers le centre de la province « en raison des violences du week-end » dans ce secteur, a indiqué l'AFP Laura Boldrini, porte-parole du HCR.

A Paris, le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana a dénoncé lundi à Paris « toutes les provocations » et a appelé le président yougoslave Slobodan Milosevic à « remplir les conditions de la résolution 1199 » du Conseil de sécurité des Nations unies.

[...] « Nous sommes prêts à agir. Les avions (de l'OTAN) survolent le Kosovo pour garantir le processus de vérification. Ce sera très important pour M. Milosevic de voir qu'il y a des avions sur le Kosovo qui sont prêts à agir et à vérifier la situation », a-t-il dit.

Le débat reprend entre les sections MSF sur l'organisation d'opérations communes au Kosovo. La section hollandaise propose de redonner des responsabilités opérationnelles à ET (emergency team), l'équipe d'urgence internationale. Finalement, le responsable de programme de MSF Belgique décide de rendre la mission Kosovo plus internationale, tout en en gardant le contrôle. Le profil de poste d'un chargé d'information international pour le Kosovo fait l'objet de discussions.



Communication sur le Kosovo, **Courriel** de Vincent Janssens, responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme et directeurs de la communication (MSF B, F et H), 12 octobre 1998 (en anglais).

Nous étions sous pression depuis un moment, et cela s'est renforcé ces dernières semaines avec la préparation des conférences de presse.

La formule actuelle nous pose à Bruxelles un problème pour nous investir suffisamment dans la communication interne et externe (retours au terrain, inclure tout le monde en même temps - y compris les sections partenaires - dans les discussions, liens avec les opportunités extérieures. Une partie de mon objectif, en internationalisant les opérations au Kosovo et autour (en attendant de pouvoir/vouloir envisager une formule ET) consistait à assurer un flux d'informations régulier au niveau international (l'autre partie visant une future internationalisation des ressources humaines sur le terrain).

En conséquence, je suis heureux de pouvoir vous annoncer que Bas Thielens (auparavant chargé de communication au Monténégro et en Albanie) du département de la communication de MSF Hollande est prêt et disponible pour relever ce défi à Bruxelles (pendant un mois) ; cela sera vraiment utile étant donné en particulier l'énorme intérêt des Pays-Bas pour ce sujet.

Nous n'avons pas discuté de questions pratiques mais je serais bien sûr content si en matière de finances nous pouvions considérer ce poste aussi comme un poste international. De toute façon je pense qu'il préfère avoir un contrat avec MSF Hollande. Même question pour l'investissement supplémentaire que nous allons devoir rapidement réaliser au Monténégro et en Albanie. J'aimerais, le plus rapidement possible avoir une vue d'ensemble des positionnements théoriques dans les mois à venir et examiner comment nous pouvons assurer une présence internationale raisonnable.



«Kosovo.» **Courriel** de Wilna van Aartsen, responsable de programme urgence MSF Hollande aux responsables de programme (MSF Belgique, MSF France), 13 octobre 1998 (en anglais).

Chers tous les deux,

La stratégie politique au Kosovo, une présence internationale (les observateurs de l'OSCE) conjuguée à la menace de l'OTAN et à la pression diplomatique DEVRAIENT mener à l'un des scénarii suivant. Il y en a d'autres mais j'aimerais rapidement souligner celui ci-dessous, sans discuter de l'efficacité de cette stratégie et d'autres scénarios possibles mais en examinant les conséquences humanitaires et les réponses de MSF dans le cadre de ce scénario. (ceci ne signifie pas que je néglige les autres scénarii possibles).

Un des scénarii: efforts diplomatiques et menaces militaires ont abouti à la mise en place d'observateurs au sol et à une fenêtre d'opportunité pour avoir un accès humanitaire (provisoire ?) et répondre aux besoins croissants sur le terrain.

Je voudrais souligner l'urgence de nous préparer MAINTENANT afin d'avoir des ressources humaines disponibles à intervenir (de préférence avec une procédure de visas finalisée en avance). En d'autres termes, avoir un plan d'action prêt. (On m'a dit que Londres est le meilleur endroit pour obtenir des visas yougoslaves, est-ce vrai ?) S'il vous plait, donnez-moi vos réactions.



«Re : Fw : RH Kosovo.» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique au responsable de programme MSF Hollande, au département des ressources humaines MSF Belgique, 15 octobre 1998 (en anglais). Texte édité.

Extraits :

Principes essentiels pour éclaircir la collaboration entre sections:

A/ Positionnement des ressources humaines

En fait, je pense que tout va bien.

B/ Echange régulier d'informations dans toutes les directions.

Je pense que tout va bien également: en particulier depuis que Bas [Thielens] est à son poste.

C/ Partage du risque financier

Je pense (je n'ai pas vu le contrat) que pour le moment beaucoup de choses sont couvertes ; mais probablement nous aurons bientôt à faire face à de nouveaux besoins : Monténégro, secours, augmentation du nombre d'expatriés, eau et sanitation, réhabilitation, hôpitaux serbes... (w [ACDI]⁷ est intéressé). Donc nous allons devoir définir comment nous allons gérer un possible risque financier (3x33%).

D/ Accord sur les procédures de prise de parole

Pour l'instant nous tenons compte des « suggestions » des autres sections. Si nous demandons plus de contribution nous allons devoir mettre en place une procédure plus formelle (une majorité de 3?).

Beaucoup de questions, donc envoyez vos remarques le plus vite possible.

Je suis conscient que cette configuration IT (International team) est fragile et nous n'avons pas le temps d'en discuter encore et encore. Si elle s'avère irréaliste je crains qu'il ne nous reste qu'une alternative :

- Retourner à la configuration précédente et faire face à la critique interne, probablement justifiée, de ne pas répondre aux besoins.

- Opter pour la configuration ET (emergency team) classique avec ses faiblesses actuelles.

7. Canadian international development agency : agence de développement international canadienne.



«Re [2]: FW: RH Kosovo.» **Courriel** de Wilna van Aartsen, responsable de programme urgence MSF Hollande aux responsables de programme MSF Belgique et MSF France, 19 octobre 1998 (en anglais).

Au cours de la réunion du comité directeur de ET [emergency meeting] l'idée avait été lancée de «faire» du Kosovo et de la zone alentours une mission ET. Elle n'avait toutefois pas été soutenue par Graziella [Godain, MSF France] et Bernard (Barcelone). Guillaume [Le Gallais, MSF France] et Jean-Clément [Cabrol, MSF France] étaient contre.

Je n'étais pas d'accord avec les arguments avancés pour ne pas en faire une mission ET. Voici ces principaux arguments : (court résumé d'une longue discussion).

- absence de situation d'urgence aiguë,
- intervention à long terme de MSF, donc ET n'est pas applicable,
- la situation au Kosovo était beaucoup plus grave, il y a quelques mois. C'est à cette époque qu'il aurait fallu mettre en place ET, pas maintenant.

Je suis d'accord avec cet argument : on aurait dû mettre en place ET plus tôt, mais ne pleurons pas trop longtemps et trop fort sur les erreurs du passé et [nous] pouvons redresser la barre aujourd'hui (comme dans le cas du Soudan?).

La formule de fonctionnement actuelle, une mission IT (équipe internationale) qui est basée sur la bonne volonté entre les deux sections concernées (belge et française) ne peut pas être maintenue, depuis que l'implication de MSF Hollande est souhaitée par la section elle-même (un souhait très fort, comme vous le savez) et par la mission elle-même en raison des contraintes de ressources (optimiser l'action MSF, comme il est écrit dans le document ET). La bonne volonté entre sections doit être maintenue mais nous devons nous mettre d'accord sur quelques questions fondamentales, en particulier pour préserver cette bonne volonté. Il n'est ni réaliste, ni acceptable pour beaucoup d'entre nous (comme le montre l'histoire) qu'une section fournisse des ressources sans être engagée dans le débat et la prise de décision sur les quelques questions essentielles.

Selon moi, les questions qui doivent être formalisées:

- La responsabilité financière des sections et les risques potentiels.
 - L'implication des ressources humaines, déjà en cours,
- La position de MSF sur le conflit du Kosovo, et par conséquent les activités de témoignage/lobby et le positionnement en matière de relations publiques.

Je réalise que le processus ET est à présent tombé dans l'oubli, même si un engagement fort en sa faveur a été exprimé lors de la réunion du comité directeur de jeudi. Selon moi, nous pouvons utiliser ET au Kosovo, ET fournit des guidelines pour formaliser la coordination entre sections, ET garantit en particulier le partage des prises de décision sur les questions fondamentales.



Courriel de Guillaume Le Gallais, responsable de programme Kosovo MSF France à Vincent Janssens directeur des opérations MSF Belgique, 20 octobre 1999 (en français).

Extrait :

Salut Vincent,

Quelques petits trucs sur ton dernier papier : [...]

Point 4

Le poste d'*information officer* (décidément un bien mauvais nom!). Je ne suis pas d'accord sur ce que tu écris : ce poste est de première importance et devrait être rempli asap [as soon as possible : aussi vite que possible] (Pascal Vignier attend toujours son visa).

L'équipe de coordo [coordination] à mon sens se décompose en trois grandes responsabilités (chapeauté par un chef de mission Tim). Ces trois grandes fonctions sont :

- Les activités médicales.
- Les activités log (sanit, le relief) [eau, assainissement, alimentation].
- Les activités de communication, témoignage, *lobbying*.

Ce dernier volet est et reste extrêmement important, nous nous devons de continuer à travailler sur cet aspect du programme et ce sur le long terme (la guerre n'est pas finie). Quelqu'un doit être responsable de cela sur le terrain pour être présent auprès des équipes, susciter ce travail de témoignage, le développer et proposer des actions de *lobbying* ou autres... Et nous avons déterminé des axes de travail sur les problèmes du personnel médical, retracer les histoires des communautés villageoises, l'accès aux soins.

[...]

Sur les *main principles* [principes essentiels] :

Le *steady exchange of info* [échange solide d'informations] me paraît important... Sur le rôle de Bas [Thielens] attention à deux trucs :

De ce que je lis, il «souhaiterait» travailler avec trois OD [directeurs des opérations]!!! incluant Wilna (il me semble qu'il y a là une certaine confusion !!!). De même depuis qu'il est là, il nous passe à la moulinette les infos du terrain (Tim ne me téléphone plus...). Là aussi si son rôle est bien de travailler avec l'équipe de Pristina sur le *flow* [flux] d'informations, les *sitreps* [rapport de situation]... Son rôle est bien de s'occuper de l'information... et non pas des opérations comme ses papiers le laissent penser. Je suppose que ce côté opérationnel au jour le jour est toujours suivi par Eric [Dachy, MSF Belgique], Bastien [Vigneau, MSF Belgique] ???



« Point sur l'organisation opérationnelle entre le terrain en Yougoslavie et les sièges. » **Courriel** de Bastien Vigneau, adjoint au responsable de programme MSF Belgique aux responsables de programme (MSF France, MSF Hollande, MSF Espagne, MSF Suisse/Grèce), 22 octobre 1998 (en anglais).

Comme la mission doit être suivie au quotidien et qu'aucune autre configuration n'a été décidée à ce jour, nous continuons à procéder sur la base qui a permis de définir la mission (sans minimiser les améliorations dans certains domaines tels que la communication). Cela signifie que Bruxelles est le centre opérationnel où l'information du terrain et de l'environnement extérieur (y compris MSF) est centralisée. Paris reçoit comme nous les informations opérationnelles dont il a besoin pour jouer son rôle de partenaire critique, aider à la prise de décision, définir de meilleures stratégies, pointer les zones d'ombre, faire des suggestions ou d'autres critiques. Comme vous l'avez tous expérimenté au sein de MSF (à moins que vous ayez une chance inouïe) ce type de relations entre deux sections dans un contexte tendu avec la pression internationale ne sont pas toujours faciles, génèrent des tensions et peuvent parfois glisser vers des problèmes plus structurels. Cependant si le résultat est bon pour les opérations, le terrain et les gens, eh bien il s'agit d'un petit prix à payer. Je peux vous assurer que nous faisons tout notre possible pour apporter les meilleures solutions au peuple du Kosovo.

PRISE DE DECISION OPERATIONNELLE

Je sais que logiquement les autres sections sont intéressées pour s'impliquer plus activement dans cette crise. Je sais que la section hollandaise est très intéressée (nous avons travaillé avec Ellen cet été), la section suisse également, comme l'a écrit Thierry Durand (MSF Grèce propose d'envoyer du matériel logistique au Kosovo, Jean Plettings logisticien à Bruxelles s'en occupe). Les Espagnols également, puisque j'ai reçu plusieurs appels téléphoniques d'eux ces derniers mois, en ce qui concerne la prise de [van Aartsen, MSF Holland] parole. Sans oublier d'autres sections, comme MSF Etats-Unis avec Joëlle qui est venue en visite au Kosovo cet été et a fait un débriefing à Paris, à Bruxelles et à New York. Que signifie « participer activement ? » Si cela signifie être aussi décideur dans ce contexte... ma foi...

Je pense que cela pourrait être une bonne solution pour mieux comprendre la crise, informer nos donateurs respectifs, pour la sensibilisation du public, la communication interne, etc... Mais très inefficace en terme d'opérationnalité et de gestion. C'est déjà assez difficile de travailler à deux sections (mais toujours amusant ...) je pense que ce ne serait pas opportun. Cependant nous n'avons aucun problème pour recevoir des commentaires (« l'effet miroir ») des autres. Comme je l'ai déjà mentionné dans quelques autres courriels, nous pouvons nous ouvrir à d'autres sections :

PARTICIPATION AUX RESSOURCES HUMAINES

Pour renforcer la participation internationale, nous ouvrons la philosophie IT [international team] aux autres sections.

Cela signifie que bien qu'il y ait à ce jour un potentiel de 15 expatriés (en ce moment même seulement 9 à cause des autorisations de visa, un problème majeur) nous n'avons pas de problème à ouvrir ces postes.

[...] EVENEMENTS DE COMMUNICATION

Plusieurs communiqués de presse, conférences de presse, événements particuliers et opérations de *lobbying* ont été organisés par certaines sections et proposés à d'autres, concernant :

- La question de l'immigration en Europe de l'ouest en général et ses conséquences sur la guerre au Kosovo.
- La situation de la population du Kosovo et les exactions auxquelles elle doit faire face.

Il pourrait y avoir un bien meilleur travail de coordination entre les sections pour les événements publics et les opérations de lobby.



On subissait la pression de toutes les sections, des 19 présidents et directeurs généraux, de je ne sais plus combien de directeurs des opérations, des membres des conseils d'administration, du président du Conseil international... Tous ces gens étaient intéressés par l'histoire de la Yougoslavie et du Kosovo et un nombre relativement important d'entre eux voulait venir voir ce qui se passait sur le terrain. Et je ne parle même pas des services de communication, de l'Agence France-press ou des journalistes. C'est là où j'ai découvert ce qu'était le téléphone cellulaire. Tu commences le matin à huit heures avec un briefing pour le Japon, pour l'Australie. Et le soir, tu y es toujours à 22 heures avec les Etats-Unis. Joëlle [Tanguy, directrice générale de MSF Etats-Unis] me dit, « demain j'ai un rendez-vous à CNN, qu'est-ce que je dis ? » Je comprends bien que je dois lui répondre, mais tout le monde me demande la même chose. Alors, au bout d'un certain moment, je commence à fatiguer. Et puis, surtout, je n'ai plus le temps de me concentrer et d'analyser la situation avec mon équipe. On me demande : « Je peux appeler ton coordinateur », au début je dis « oui » après je dis « non ». Et puis ils appellent quand même le coordinateur. Le pire, c'est quand les gens reviennent du terrain. Ils sont tellement choqués par ce qui se passe ! C'est l'Europe, ce n'est plus l'Afrique. Sur le terrain, ils ont vu des Européens avec les mêmes infrastructures que chez eux, des magnétoscopes, des antennes de télévision... Ils se sont identifiés à eux et l'émotion est au centuple. Donc en rentrant, ils disent « il faut faire quelque chose. » Là, on est obligé de faire du débriefing émotionnel. Donc sous la pression, nous avons complètement ouvert nos ressources humaines à l'ensemble de la planète MSF. Sur les 25, 30 ou 50 expatriés, je ne me rappelle plus, il n'y en avait que 10 qui étaient belges. En fait, nous avons senti une telle pression que nous en avons fait une mission internationale. Le meilleur moyen c'était que le volontaire américain qui allait là-bas raconte son expérience à son retour.

Bastien Vigneau, adjoint au responsable de programme MSF Belgique (en français).

Le 25 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 1203 exigeant l'application immédiate des accords signés par le gouvernement de la fédération yougoslave avec l'OTAN et l'OSCE. Le Conseil permanent de l'OSCE autorise le déploiement de 2000 de ses observateurs au Kosovo dans le cadre de sa mission de vérification, prévue par un accord signé avec les autorités serbes le 16 octobre.

Le 27 octobre 1998, après un retrait substantiel des forces serbes, l'OTAN renonce à l'usage immédiat de la force, mais maintient son dispositif militaire prêt à intervenir. Des milliers de Kosovars albanais rentrent chez eux. Les premiers «vérificateurs» de l'OSCE arrivent au Kosovo.



Résolution 1203 du Conseil de sécurité de l'ONU, 25 octobre 1998 (en français).

Extrait :

Exige que la République fédérale de Yougoslavie respecte strictement et rapidement les résolutions 1160 (1998) et 1199 (1998) et coopère pleinement avec la Mission de vérification de l'OSCE au Kosovo et la Mission de vérification aérienne de l'OTAN au Kosovo, conformément aux clauses des accords visés au paragraphe 1 ci-dessus;

4. Exige également que les dirigeants albanais du Kosovo et tous les autres éléments de la communauté albanaise du Kosovo respectent strictement et rapidement les résolutions 1160 (1998) et 1199 (1998), et coopèrent pleinement avec la Mission de vérification de l'OSCE au Kosovo;

5. Souligne qu'il importe au plus haut point que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les dirigeants albanais du Kosovo engagent immédiatement, sans condition et selon un calendrier précis, un dialogue constructif avec une présence internationale, en vue de mettre fin à la crise et de parvenir à un règlement politique négocié de la question du Kosovo;

6. Exige que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie, les dirigeants albanais du Kosovo et toutes les autres parties intéressées respectent la liberté de circulation des membres de la Mission de vérification de l'OSCE et des autres membres du personnel international.



«Le Conseil permanent de l'OSCE autorise le déploiement de sa mission.» **AFP** (France), 25 octobre 1998 (en français).

Extrait :

La décision du Conseil permanent de l'OSCE réuni dimanche prévoit un déploiement de la mission conformément à l'accord signé le 16 octobre à Belgrade par le président en exercice de l'OSCE, Bronislaw Geremek, et le ministre yougoslave des Affaires étrangères, Zivadin Jovanovic, permettant le déploiement par l'OSCE d'une mission de 2000 personnes.

Ces «vérificateurs» devront s'assurer sur le terrain de l'application des exigences présentées à Belgrade par l'ONU et par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie).

[...] Selon la décision de l'OSCE, la mission «*sera établie pour un an*» au Kosovo avec une prolongation possible.

Une récente résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a demandé dans ce contexte que Belgrade instaure un cessez-le-feu immédiat au Kosovo, retire ses forces spéciales de la province, permette le retour des réfugiés et entame un dialogue politique avec les séparatistes albanais.

La décision de l'OSCE est consécutive à l'adoption, samedi par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'une nouvelle résolution exigeant que Belgrade se soumette aux demandes des Nations unies, mais sans menacer explicitement d'un éventuel usage de la force.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a notamment exigé de Belgrade une application rapide et complète des résolutions de l'ONU la concernant, mais sans faire mention explicitement d'un possible retour à la force.

Cette résolution 1203 du Conseil de sécurité adoptée samedi laisse entrevoir cependant une possible action (militaire) Pour garantir la sécurité des membres de la mission de l'OSCE chargés de faire des vérifications sur place.

[...] Cette résolution insiste sur la protection des 2000 vérificateurs de l'OSCE, qui doivent contrôler sur place l'application de l'accord. Elle affirme, qu'en cas d'urgence, des actions peuvent être nécessaires pour assurer la sécurité et la liberté de mouvements de ces missions.



«Satisfaction mais prudence à Washington devant l'attitude serbe.» **AFP** (France), 28 octobre 1998 (en français).

Extrait :

L'OTAN a décidé de maintenir ses militaires prêts à intervenir en Yougoslavie, tout en écartant la perspective de frappes aériennes immédiates en raison du respect par Belgrade des dispositions de l'accord sur le Kosovo conclu avec l'émissaire américain Richard Holbrooke le 12 octobre.

[...] Les réfugiés regagnent aussi en masse leurs foyers, selon ce même responsable. Quelques 20000 personnes sont toujours sans abri dans le centre du Kosovo, a-t-il précisé, une forte réduction par rapport aux 75 000 enregistrés, il y a quelques semaines.

Selon ce responsable, les combats dans la province depuis février ont chassé de chez elles en tout quelques 250000 personnes.

Les retraits militaires serbes du Kosovo «*sont insuffisants*» pour éviter un recours immédiat à la force de la part de l'OTAN, a déclaré de son côté le secrétaire d'Etat américain.

Mais Madeleine Albright a précisé que l'OTAN allait activer très prochainement l'ensemble de ses mesures de surveillance aérienne, les premières opérations de reconnaissance étant déjà en cours.

Par ailleurs, l'OTAN entend accélérer la constitution d'une force d'intervention rapide qui serait stationnée en Macédoine pour parer à toute éventualité. Aucune décision n'a encore été prise sur la taille de cette force que les Etats-Unis sont prêts à soutenir, a-t-elle indiqué. Washington n'entend toutefois affecter aucun soldat combattant à cette force, a insisté Madeleine Albright.



Sitrep quotidien de Katia van Egmond, coordinatrice médicale MSF Pristina aux responsables de programme et au chargé d'information, Bruxelles, 28 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

[...]

Les préparations de la mission de vérification de l'OSCE continuent. De plus en plus d'observateurs arrivent. Ils ne sont pas encore opérationnels. Les missions diplomatiques d'observations (EU, KDOM...) se poursuivent et seront absorbées par la mission de l'OSCE.

[...] Depuis le lundi 26/10, visiblement les troupes serbes se retirent. Les barrages sont abandonnés et brûlés. Hier les équipes de terrain de MSF n'en ont plus rencontré aucun. La police est toujours présente dans les plus grandes villes et contrôle les passeports. Ils harcèlent en particulier les déplacés qui arrivent des villages détruits (tous suspectés d'appartenir à l'UCK) mais laissent la population locale en paix. Dans les petites villes, la présence des policiers est moindre, voire nulle. Selon certaines rumeurs toutes les troupes ne se seraient pas retirées mais quelques tanks se cacheraient dans des zones moins accessibles (la vallée de la Rugova dans la région de Pec).

L'UCK est moins visible qu'auparavant.

A l'hôpital de Pristina, la police est toujours présente et bloque les visites des patients qui doivent être opérés.

Mais en général : évolution positive. Confiance pas encore restaurée. Mais de plus en plus de gens rentrent dans les villages pour évaluer la situation, avec l'intention de retourner si tout semble ok. Très bientôt (si la situation reste stable, bien sûr) on peut s'attendre à un retour « massif » des déplacés vers leurs villages (exception faite de ceux dont les maisons ou les villages sont complètement détruits).

Les réfugiés à l'étranger (Monténégro/Albanie...) devraient rentrer rapidement. (?)

Selon la rumeur, 5000 déplacés au Monténégro se préparent à rentrer au Kosovo (pas encore confirmé). L'équipe de Pec va essayer de suivre la situation.

3. Perspectives pour l'avenir

Nous pensons que la situation va rester stable dans les semaines à venir.

Mais le problème n'est vraiment pas résolu.

Le cessez le feu n'est que temporaire.

Si aucune négociation politique n'est entamée, les hostilités peuvent recommencer. En effet, Milosevic est prêt à donner plus d'autonomie au Kosovo mais toujours dans le cadre de la Serbie. Pour l'UCK/LDK, ceci est complètement

inacceptable. Le seul résultat acceptable reste l'indépendance du Kosovo dans un délai acceptable. Ils ont l'impression que la communauté internationale a fait des concessions à Milosevic, abandonnant lentement et même ignorant leurs demandes.

Donc, sans discussions et changements politiques, la paix relative peut sembler fragile.

Les troupes serbes peuvent revenir en une journée (aussi vite qu'elles se sont retirées). Des tanks ont été laissés en position stratégique.

Côté opérationnel: le retour des déplacés signifiera une augmentation des opérations de secours et d'assistance ! Donc nous avons besoin de toute urgence d'un expatrié spécialistes de l'eau et l'assainissement et d'un coordinateur technique.

MSF devrait se concentrer sur l'identification et la fourniture de secours de 30 petits villages isolés. Les grosses organisations de secours se chargent des centres plus importants.

Nous devons nous organiser clairement avec les autres agences + augmenter la taille du pipeline MSF.

DE LA PUBLICATION DES PREMIERS TÉMOIGNAGES RECUEILLIS PAR MSF

Dans son édition datée du 28 octobre 1998, en kiosque le 27 octobre après-midi, le quotidien français *Le Monde* publie les témoignages recueillis par l'équipe MSF et la rédactrice qui l'accompagnait, sur les exactions commises par l'armée et la police serbes dans le triangle Pristina-Pec-Prizren entre le 23 septembre et le 5 octobre 1998. Cette publication tardive, plusieurs semaines après les événements, dans une période d'accalmie des bombardements, suscite des critiques au sein de MSF. Le rapport est mis en cause par certains organes de la presse serbe.



« Kosovo : nouveaux témoignages sur la barbarie des forces serbes. » **Le Monde** (France), 28 octobre 1998 (en français).

Extraits :

[...] Médecins Sans Frontières (MSF) a constitué un dossier sur les exactions commises au Kosovo par l'armée et la police serbes dans la période du 23 septembre au 5 octobre 1998. Les témoignages ont été recueillis par une équipe de neuf personnes dans le triangle Pristina-Pec-Prizren. [...] Le père de l'enfant, Osman, parle maintenant : « *Le samedi matin, après nous avoir séparés, hommes*

et femmes, les miliciens ont demandé nos papiers. Ils ont pris 70 hommes dans les bois, ou on ne sait où. Après un moment, ils sont revenus avec une partie d'entre eux, seulement huit personnes : des jeunes de 16 à 25 ans. [Le lendemain], seuls les policiers sont revenus. Les tortures ont commencé. A tout le monde, ils ont commencé à prendre l'or, l'argent, et à ceux qui n'en avaient pas, ils disaient : «Mettez-vous là, on va vous fusiller.» Les policiers répétaient : «Si vous donnez l'argent, on vous relâche.» Les gens ont apporté beaucoup d'argent ; un vieil homme a donné 2000 marks pour sauver cinq personnes.» «Les femmes criaient, les gens glissaient dans la boue. Alors ils ont baissé les automatiques et ont dit : «Allez-vous en.» C'est après qu'ils ont tué les trois hommes dans le fossé, ceux qu'ils avaient trouvés dans les montagnes. Ils avaient dix-sept ans, vingt ans, quarante ans. Ils les ont fait mettre à genoux, et il ont tiré dans la tête. A l'un, ils ont brisé les côtes à coups de crosse d'abord ; il était très jeune. A l'autre, le plus âgé, ils ont coupé les deux oreilles, les lui ont mises dans une main, et dans l'autre l'écusson avec l'aigle de l'UCK. Et l'homme devait marcher devant nous comme ça, hagard, alors qu'ils disaient : «Voilà ce qu'on leur fait, aux UCK ! Dis aux gens pourquoi tu fais la guerre, dis-leur ce qui va leur arriver si tu continues la lutte.» Le lendemain, après que les policiers eurent dit : «Si, à midi, on en trouve encore un, on le tue», on est partis vers Nekovc, et arrivés à Obrrije. Là, j'ai enterré treize personnes en un jour. L'un était sans tête, on lui avait écrasé la cervelle... Je ne peux pas imaginer qu'un être humain fasse ça à un autre être humain. J'ai vu un jeune retardé mental, le corps plein de coups de couteau, au milieu d'eux. Ce jour-là, on a vu des choses terribles. On ne laissait pas les enfants s'approcher des cadavres, c'était horrible. J'ai vu une femme de quatre-vingts ans, les oreilles coupées. Une famille de dix-sept membres, tous tués. Il y avait un enfant de deux ans. De deux ans, je l'ai vu ! Le premier jour, on a enterré treize personnes, plus dix-sept. Dans des couvertures, vite. C'est la pire chose que j'aie vue dans ma vie. A chaque offensive, d'abord les militaires passent avec les tanks, et après arrive la police. On dirait qu'elle est programmée pour tuer. Ceux qu'ils ont trouvés dans la maison à Obrrije, ils les ont tous tués. Ensuite, ils ont passé la nuit dans une maison du village, ils ont mangé. Quand ils ont massacré la famille, ils ont pris trois enfants et une femme, et lui ont dit : «Tu dois surveiller ces enfants.» Toute la nuit, elle a entendu les policiers boire, parler, ils prenaient aussi quelque chose à fumer. Ce soir-là, ils ont tué trois hommes au couteau, les oreilles coupées et une balle dans la tête. Très lentement, un par un, ils se sont amusés toute la nuit avec les corps. Une jeune fille de dix-huit ans avait essayé de se sauver : elle a été tuée par balle. Elle avait les yeux arrachés. Je me demanderai toute ma vie comment on peut faire des choses pareilles. Un être humain, à un autre être humain. Le policier nous parlait avec tant de haine. Il ne recevait aucun ordre, il répétait sans cesse : «On va vous tuer, vous allez mourir. Si vous prenez les armes pour défendre le Kosovo, on vous détruira, et ce ne sera plus au fusil, mais à la roquette.» Je crois que, comme juste à côté de la maison [où étaient les policiers] un tank a été détruit, ils se sont défoulés sur la famille.»



«Témoignages Kosovo.» **Courriel** de Bénédicte Jeannerod, chargée de communication MSF France aux chargés de communication des sections MSF, 27 octobre 1998, 20h. (en anglais).

Bonjour,

Comme nous en avons informé hier Bruxelles et les équipes, le quotidien français *Le Monde* a publié cet après-midi des extraits des témoignages collectés par MSF au Kosovo, fin septembre. L'article est très fort et il est désormais cité par d'autres agences de presse et journaux. Vous aurez donc probablement des réactions de la part de votre presse nationale. Vous pouvez les référer à Peter, à Bruxelles et à moi-même à Paris. Dans l'article du *Monde* il est mentionné que ces témoignages font partie d'un rapport publié par MSF : ce n'est pas le cas et nos équipes sur le terrain ne mènent pas d'enquête sur les exactions des forces serbes. Les récits que Myriam (une volontaire MSF) a collectés sont ceux rapportés par les civils durant les consultations médicales.

Vous trouverez ci-joint le petit dossier que nous avons réalisé, il y a deux semaines et dans lequel la position de MSF est résumée. Vous l'avez tous déjà reçu, mais au cas où vous en auriez encore besoin... Désolée, il est en français. Salut à tous, Bises, Bénédicte.



«Ma réponse à Wilna sur l'article dans *Le Monde*.» **Courriel** de Bastien Vigneau, adjoint au responsable de programme MSF Belgique à Wilna van Aartsen, responsable de programme MSF Hollande, 29 octobre 1998 (en anglais).

Cet article sur le Kosovo m'occupe à temps plein depuis hier... et Bas [chargé d'information MSF Hollande au Kosovo] est malade ! En tous cas, pour vous (mais seulement vous) je vais essayer de résumer ce qui se passe. Depuis juillet, MSF souhaite avoir des données sur ce que vivent les gens. Malheureusement le terrain n'a pas été capable ou n'a pas voulu collecter des témoignages des patients ou des gens qu'ils rencontrent à l'occasion des consultations. C'est pourquoi nous avons demandé à Myriam [Gaume] (journaliste - rédactrice qui a déjà travaillé avec MSF) de se rendre là-bas, de circuler avec les équipes mobiles et de rédiger quelques histoires rapportées par les gens. Il y a deux semaines, quelques-uns des témoignages de Myriam ont été choisis pour être rendus publics (donner le choix aux victimes). Guillaume [Le Gallais, responsable de programme MSF France] m'a dit qu'ils les avaient envoyés au *Monde* il y a une semaine. *Le Monde* a choisi de les diffuser hier, probablement à cause de l'ultimatum. Le fait que MSF parle de ce que la population a à dire n'est pas en question ici. Bien que ces histoires soient très fortes, elles vont dans le même sens que ce qu'ont raconté Keith et Vincent il y a deux semaines au sujet des tortures et des exécutions de groupes, en particulier celle du docteur Lec, que nous connaissions.

Ce qui nous a déplu hier et ce matin :

- le timing (le jour d'expiration de l'ultimatum). L'avoir publié hier est un désastre. Est-ce pour manifester clairement son approbation des frappes aériennes que MSF montre ces témoignages le même jour ?

- La conséquence c'est que l'AFP pousse un peu plus loin en disant « à quelques heures de l'ultimatum, MSF blablabla... »

- Le fait qu'il n'y ait PAS DE RAPPORT et pas de recherche systématique sur le massacre, car MSF n'est pas une organisation de défense des droits de l'homme, mais que c'est pourtant de cette façon que le journaliste du *Monde* la présente dans son introduction.

- Le fait que ce journaliste en déduise que les 9 expatriés ne sont actuellement sur le terrain que pour réaliser un travail de repérage des massacres.

- Qu'avec le titre « *La barbarie des forces serbes* » nous renforçons l'idée « *les méchants sont les Serbes et les autres sont des gentils.* »

En tous cas, je dois aussi faire face à toutes les sections qui sont harcelées au téléphone par les appels des journalistes. Hier après avoir appelé le terrain (sécurité etc...) j'ai parlé avec Guillaume [Le Gallais, responsable de programme MSF France] au téléphone et je lui ai dit que j'étais extrêmement inquiet à cause de l'introduction du journaliste [...] et je lui ai envoyé un courriel lui disant ce que je te dis et lui demandant :

- d'envoyer une explication aux 18 sections,
- d'envoyer les documents qui ont été donnés au *Monde*,
- de me rappeler aujourd'hui pour que nous puissions nous expliquer.

Hier, j'ai aussi parlé avec Bénédicte [Jeannerod, chargée de communication MSF France] qui a eu le contact avec le journaliste du *Monde*. Elle m'a dit qu'elle n'était pas responsable du timing, ni de l'introduction et de l'amalgame du journaliste. Hier soir, elle a envoyé un message de rectification et d'explication. J'ai aussi dit à Guillaume qu'ils s'étaient fait avoir par ce type [le journaliste] qu'il est vrai qu'on ne peut certes pas contrôler le contenu d'un papier mais qu'au moins nous étions conscients de l'ultimatum et que nous aurions pu le prévoir.

Ce matin à Belgrade, aucune mention au sujet de cet article. Mais il peut encore y avoir des conséquences, le terrain reste très prudent.

Aujourd'hui nous avons demandé à Graziella [Godain, MSF France] et Guillaume de renvoyer l'information aux autres sections.



Sitrep quotidien de Katia van Egmond, coordinatrice de terrain, MSF Pristina aux responsables de programme et au chargé d'information à Bruxelles, 28 octobre 1998 (en anglais).

Extrait :

4. *Le Monde* :

Beaucoup de choses ont déjà été dites, mais ce qui est fait est fait. Nous ne voulons pas de conversations sans fin ou de récupérations personnelles.

Mais nous (je parle au nom de l'ensemble de l'équipe)

aimerions dire clairement ceci à tous les sièges et départements de la communication de MSF:

Nous ne sommes pas opposés au fait de parler au nom de la population, mais à l'avenir nous aimerions :

- Être informés de ce qui va être transmis à la presse et quand (avant et pas après).

- Un meilleur timing.

- Une meilleure formulation de nos messages, afin d'éviter la récupération par la presse et les autorités (paranoïaques). Le caractère humanitaire et impartial de nos actions devrait clairement se refléter dans nos messages. Aucun de ces trois aspects n'a été correctement géré en ce qui concerne cet article.

- Nous n'avons pas été informés. On nous avait dit que les récits collectés par Myriam seraient utilisés pour un reportage sur le Kosovo dans des magazines, plus tard (ou finalement pour le tribunal de La Haye ?)

- Le mauvais timing, juste avant l'expiration de l'ultimatum de l'OTAN...

Tout cela donne l'impression que rien n'a changé (et peut facilement être interprété comme une manifestation de notre préférence pour une intervention armée). Les troupes serbes ont récemment plus ou moins répondu aux exigences de la résolution de l'ONU. Pour l'instant, il s'agit d'une évolution positive de leur part. Pour le moment, le danger vient plutôt du côté de l'UCK (actions de provocation qui légitiment les représailles des Serbes).

Il vaudrait mieux alerter l'opinion publique quand cela ira de nouveau mal.

- Mauvaise introduction à l'article. Cela ressemble à une confirmation de la rumeur selon laquelle nous sommes des espions : neufs expats [expatriés] impliqués dans la collecte de témoignage des atrocités commises par la police et l'armée serbes.

Pas un mot sur le caractère humanitaire de notre travail, de notre organisation.

Pas d'impartialité. Certaines atrocités se sont aussi déroulées côté UCK, bien que nous n'ayons pas d'informations solides à ce sujet et donc ne le mentionnons pas. Impartialité ?

Deux scénarii sont possibles :

- ou bien [cette publication] est complètement ignorée; personne n'y fait attention.

- ou bien ils décident d'utiliser cet article contre nous. Nous le saurons par la presse nationale. Si dans les jours qui viennent, tous les journaux serbes publient des articles titrant « MSF = espions », nous devons nous attendre à avoir des problèmes :

Nous pourrions être appelés à Belgrade pour expliquer nos activités.

A l'avenir, les demandes de visas pourraient être refusées. Nous pourrions avoir plus de difficultés à obtenir les autorisations d'importations de matériel. Nous ne nous attendons pas à ce qu'ils envisagent d'expulser l'équipe actuelle.

Au cas où on nous convoque pour nous justifier, je ne suis pas d'accord pour que ce soit géré par la seule équipe du Kosovo.

Si cela devait se passer nous espérons un soutien officiel des sièges MSF (une déclaration officielle pour notre défense). Aussi pouvez-vous considérer et réfléchir à des

arguments que nous pourrions envoyer au nom des directeurs de MSF si nous en arrivions à ce stade ? Parce que si les sièges prennent la responsabilité des actions de «témoignage» de MSF, ils devraient aussi prendre leurs responsabilités en ce qui concerne les actions de protection de son opérationnalité, quand cela est nécessaire. Mais bien sûr, nous espérons que les autorités serbes n'y prêteront aucune attention particulière et que tout restera «normal».

4. Info pour Bas [Tielens]:

J'ai été contactée par la chaîne *BRT* aujourd'hui, pour commenter l'article publié dans *le Monde* et la situation en général. Ils ne m'ont pas annoncé qu'il s'agissait d'une interview ou que la conversation était enregistrée. Je n'ai réalisé que cette nuit que cela allait être diffusé au journal d'informations de *BRT*. Cette façon d'agir de *BRT* n'est pas correcte.

Aujourd'hui, j'ai été contactée par un journal norvégien, pour donner des informations générales. Hier, j'ai donné une interview à *Radio 2 Hollande*.

Hier, Keith a donné une interview à *CBS* ainsi qu'au journal américain *Chroniques de philanthropie*.

MSF Hong Kong veut faire une interview avec Keith pour un journal chinois local, sur le sujet de la persécution du personnel médical au Kosovo.

Washington Post est venu aujourd'hui et veut suivre Keith le week-end prochain (ou à la fin de la semaine) Ils savent que *Life magazine* veut faire la même chose et a la priorité s'ils souhaitent tous suivre Keith au même moment.

As-tu des nouvelles sur la date d'arrivée de *Life* à Pristina ? (Keith s'en va le 10 novembre au plus tard et personnes d'autres n'est intéressé à avoir des journalistes qui le suivent pendant trois jours...)

Le vendredi 30 novembre, Alex, un photographe de *Magnum*, arrive à Belgrade. Nous le récupérons et le ramè-nons à Pristina. Après discussion avec l'équipe, nous avons décidé de l'envoyer auprès de l'équipe de Pec pendant une semaine.



Lettre de Myriam Gaume à Anne Guibert (chargée de communication), Guillaume Le Gallais (responsable de programme), Denis Pingaud (directeur de la communication), MSF France, 4 novembre 1998 (en français).

J'ai éprouvé une grande satisfaction à voir enfin diffuser le fruit de mon travail de témoignage au Kosovo. J'avais été surprise de constater, vous vous en souvenez, une certaine indifférence, alors que sur le terrain, je me débattais pour produire des textes régulièrement.

Mon but premier a été atteint, en mettant, même pour quelques heures, la souffrance des Kosovars à la une du *Monde*, ce qui a permis sa diffusion plus large vers d'autres supports, et d'autres pays. En revanche, je n'ai pas compris pourquoi mon nom n'a pu figurer en co-signature auprès du label MSF. Alors que mes photos sont signées d'un copyright. Alors que lorsque vous faites appel à une signature professionnelle, telle que Frédéric Laffont ou Salgado dans d'autres domaines, le contrat s'apparente à

un échange de savoir-faire, qui se valorise par la communion des compétences, au service d'un message.

C'est parce que j'ai su structurer les témoignages, restituer leur force et conduire les entretiens de manière à les rendre lisiblement authentiques, qu'ils ont pu figurer au rang d'information dans les colonnes du *Monde* - ce que nul communiqué n'aurait pu ouvrir: il ne s'agit pas d'un « coup », ni d'un coup de chance, mais de la suite normale de la conjonction entre un événement de première importance, et les moyens appropriés pour en témoigner. De même que MSF n'a pas renoncé, au service du témoignage, à sa signature, mais l'a légitimement revendiquée, je ne désirais pas y renoncer : la première conséquence a été de semer une confusion dangereuse, pour une équipe médicale de 9 personnes (quel hommage à mon rendement) prétendument occupées à témoigner, au lieu de soigner. Je vous rappelle que j'ai dû lutter quotidiennement pour imposer l'espace minimum qui m'était nécessaire pour travailler, face à une équipe de gens en or, auxquels me lie une amitié profonde ; mais pour certains désarmés et maladroits devant le contenu des cœurs.

Comme vous tous, je vis de mon métier. Et plus encore que pour VOUS autres, mon métier est fondé sur la reconnaissance de mon professionnalisme. Ma rigueur d'enquêtrice m'a valu quelques publications au *Monde*, de même qu'au *Diplo [Monde diplomatique]*. C'est parce que Eric Dachy [responsable de programme, MSF Belgique] avait lu mon livre sur le conflit du Karabagh qu'il m'a choisie et engagée pour décrire l'histoire au quotidien des Kosovars. Une alliance à égalité dans deux domaines complémentaires. Ma démarche vis à vis de MSF, depuis 1993, est née d'un constat, et du besoin de me rapprocher d'une frontière où les mots prennent la force de l'action. J'ai reçu beaucoup au cours de cette mission, et en dépit de positionnements qui pourraient être plus clairs, je souhaite continuer. Mais pas si mon travail n'est pas reconnu. Tout ce qui est publié en interne comme en externe à MSF n'est-il pas signé ? La question est: pourquoi cette pudeur de dernière minute qui masque et rend «honteuse» ma collaboration, en tant que professionnelle ? Je suis mal à l'aise, et j'attends une réponse de votre part! Bien amicalement.



«*Contradiction américaine.*» **Vecernje Novosti** (Serbie), 30 octobre 1998 (traduit du serbo-croate vers l'anglais par le personnel local de MSF).

Extrait :

Après le jugement dernier prononcé par *Le Monde* à l'encontre de la Serbie dans son édition de mercredi, utilisant les pires procédés de fabrication, les mensonges et la calomnie concernant la situation au Kosovo, enveloppant son gros éditorial «*Kosovo : l'horreur en Europe* » dans le soi-disant rapport de MSF, un autre quotidien très lu *Le Figaro*, a immédiatement donné un point de vue opposé.

Des extraits de récits sont parus dans *Le Monde* à l'initiative de Guillaume [responsable de programme MSF France] et de Graziella [adjoindte au responsable de programme MSF France] mais Myriam n'était pas citée. Ils ont été présentés comme des témoignages récents alors qu'ils ne l'étaient pas. Ce n'était pas très réglo de la part du Monde de présenter ça comme un témoignage sur des événements qui s'étaient passés la veille alors que cela datait d'il y a six semaines. Cela apparaissait dans le corps du texte, ce qui fait que le lecteur pouvait rectifier, mais l'impact c'était le titre : «Nouvelles atrocités au Kosovo.» Or cela n'avait rien de récent. C'est un peu léger ! C'était juste avant le début des négociations. Il y avait une sorte de vague ultimatum dans l'air, il y avait vraiment une échéance. Nous nous sommes dit : «tiens, Le Monde met la pression...» On est toujours manipulable et récupérable. Je n'ai pas eu de vrai problème avec ça, mais ça n'était pas très délicat.

Dr. Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique (en français).

Avec cette publication, nous essayons de montrer la volonté délibérée de cibler les civils. Dans ce conflit-là, les civils représentent clairement un enjeu, une force passive qui inquiète les autorités serbes. Leur politique d'éradication de la rébellion, passe par une destruction systématique du soutien passif que peut apporter la population. Nous voulons montrer qu'il ne s'agit pas d'une armée d'un Etat qui lutte contre des résistants ou une rébellion ou d'une rébellion qui attaque une armée légitime. Ce sont les populations civiles qui sont un enjeu dans cette guerre, qui en sont la première cible. C'est ce message que nous cherchons à faire passer. Mais il n'est pas bien retranscrit dans le papier du Monde, qui par certains côtés l'édulcore. Le problème, c'est que ce dossier sort en retard, à un moment où il y a une accalmie parce qu'il y a les négociations entre Allbright et Milosevic sur le retrait des forces serbes. Septembre/octobre c'est la phase de cessez-le-feu. Donc ce n'est pas la période où ça tape le plus. La question c'est : fallait-il le sortir ou pas ? Est-ce que nous devions-nous abstenir parce que ça n'était plus d'actualité ? Qu'est-ce que ça veut dire d'actualité ? Effectivement, à l'époque les gens ne se faisaient plus bombarder. Mais ils étaient toujours déplacés, il y avait toujours 100 000 à 150 000 voire 200 000 déplacés à l'intérieur du Kosovo. Nous avons la même information dès mai-juin, et je pense que c'est là qu'il aurait fallu sortir ce rapport, quand personne ne s'occupait de ces populations, quand personne n'y faisait attention. Mais nous avons nos décisions, nos discussions internes entre les sections qui bloquaient. En octobre 1998, l'intérêt des médias commence à se focaliser sur le Kosovo et nous sortons nos récits au moment où beaucoup de journalistes s'y intéressent. Nous bénéficions d'un intérêt accru sur le Kosovo et c'est pour ça que *Le Monde* le publie à la une. En

général nous donnons les récits aux journalistes et ils en prennent ou pas des extraits, ils en font la une ou pas : ce n'est pas nous qui décidons. Il s'avère que *Le Monde* non seulement fait la une mais reprend plus que des extraits. Donc du coup, ça fait boule de neige. Nous avons des interviews dans les autres journaux, sur les radios et c'est parti ! En plus comme des négociations se profilent à l'horizon, c'est du pain béni pour les journalistes. Ça leur permet de rebondir sur l'actualité politique du Kosovo à l'époque. La une du Monde n'entraîne pour nous aucun problème. Bien sûr le coordinateur est appelé à Belgrade, dans les ministères et se prend un soufflon. Mais les Serbes nous ont toujours insulté. Tous les coordinateurs qui sont passés en Bosnie-Herzégovine, chaque fois qu'ils allaient dans les ministères, ils avaient droit au grand sketch. Et alors ? Ça n'a jamais rien changé !

Graziella Godain, adjoindte au responsable de programme MSF France (en français).

Nous avons affaire à une situation dont la dimension violente était de notoriété publique. Elle était même l'enjeu central de tout ce qui s'y passait. Les négociations, les reportages, les critiques adressées à Milosevic, les appels à la mobilisation du TPY, tout cela avait un seul objet : les violences inacceptables infligées à la population albanaise du Kosovo. Nous n'y étions que de façon distante. MSF Belgique avait une présence à Pristina depuis des années, mais une présence assez légère. Disons qu'ils étaient là.. Mais en aucune manière notre implication au Kosovo ne signifiait une implication dans les violences. Je me rappelle que *Le Monde* a fait sa une avec cet article en le reliant directement à ce qui se passait. Or à ce moment - là il se passait toujours quelque chose sur le Kosovo. Donc, MSF en s'exprimant publiquement, croisait nécessairement la route d'un processus diplomatique, d'une préparation militaire.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Les discussions autour du profil de poste international de chargé de l'information sur le Kosovo sont relancées par la diffusion du rapport MSF dans le Monde.



Profil de poste «chargé de relations publiques.» MSF Belgique, Yougoslavie, 23 octobre 1998 (en anglais).

Principales responsabilités :
La promotion des activités de MSF au Kosovo :
- Vis à vis de la presse, organiser des contacts pro-actifs.

- Aider le chef de mission à clarifier la position de MSF et à formuler les déclarations à la presse.
- Liaison avec les départements de la communication.
- Aider les équipes de terrain à gérer les relations avec la presse.
- Informer et tenir au courant les sections MSF.
- Standardiser l'information que MSF envoie aux autres organisations comme le HCR afin de présenter une image professionnelle et cohérente.
- Aider le chef de mission et le coordinateur médical à établir une base de données que les équipes pourront remplir.



«A Bastien, Vincent, Graziella, Tim, Bas et à tous les volontaires MSF au Kosovo.» **Message** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF, 17 novembre 1998 (en anglais).

Extrait :

Après avoir briefé Bas [Thielens, chargé d'information MSF au Kosovo], lors de son passage à Paris, je ressens le besoin de partager avec vous tous quelques impressions et commentaires.

Une des tâches de Bas consistera à reconstruire la confiance de l'équipe en sa capacité à contrôler le processus de témoignage et l'utilisation de notre information par les médias. Il est facile de lire entre les lignes et de comprendre que cette question est directement liée à la «mauvaise expérience» d'octobre dernier.

Je pense que nous devons nous montrer prudents avec cette approche «*plus jamais cela*» parce qu'elle ne nous mènera pas à une réelle amélioration de notre travail si elle est trop orientée vers la fabrication de garde-fou et de garanties.

Donc je pense qu'il est important de se mettre d'accord sur le diagnostic avant de décider du traitement et de définir les principales priorités du travail de Bas.

1- En ce qui concerne la gestion des médias, le mot «*control*» n'est pas adapté. Il donne un faux sentiment de sécurité. Soit on donne une information aux médias, soit on ne la donne pas. Mais personne ne pourra jamais contrôler de A à Z ce qui en sera fait. On peut aussi poser un embargo sur l'information jusqu'à une date spécifique. Mais même comme cela, on se heurte à la question des éditions du soir ou du matin, du décalage horaire entre l'Europe et les Etats-Unis, qui prouve qu'une information ne peut pas être délivrée aux quatre coins du monde en même temps. Si vous regardez ce qui s'est passé à la conférence de presse, vous comprendrez que nous avons été amenés à dire plus que nous le souhaitions et à parler «*au mauvais moment*», un moment que nous n'avions pas choisi (le jour de la fin de l'ultimatum, dans *Le Monde*) parce que nous, MSF, nous étions de toute façon en retard pour dire ce que nous avons à dire sur le Kosovo.

- si nous avons maintenu notre flux d'informations sur le Kosovo depuis février ou juillet.
- si nous avons clarifié notre position sur ce qui nous inquiète et ce qui nous est égal dans cette crise (les frappes aériennes, l'OTAN, les observateurs des droits de

l'homme, l'UCK, les activités de la police et de l'armée serbes, le respect des civils et de leurs biens vitaux, le secours, le respect du secret médical ???) alors nous ne nous serions par retrouvés dans une telle difficulté à la dernière minute.

Règle d'or : Moins vous en donnez aux médias, plus ils vous mettent sous pression et plus ils ont tendance à remplir le vide en extrapolant et en comprenant mal ce que vous dites.

2- Nous n'avons pas à être fiers de cette opération de témoignage mais au moins cela nous a-t-il empêché de rester complètement silencieux sur les crimes de guerre. Maintenant, le défi que nous devons relever consiste à ne plus nous retrouver dans cette situation à l'avenir.

Je pense que nous perdons notre temps à vouloir concentrer le travail de Bas sur le contrôle des médias, l'établissement de procédures de communication qui nous «*protégeraient*» plus, la décision de supprimer *Le Monde* de notre liste, parce qu'il ne serait désormais plus un journal fiable (et pourquoi pas aussi le *Washington Post* ?). Car au niveau des sièges, les chargés de communication ne sont pas des non-professionnels.

Si nous voulons éviter la répétition de ce qui s'est passé, nous devons avoir une attitude proactive en matière d'information plutôt qu'une attitude de contrôle.

Nous devons nous concentrer sur la collecte d'informations liées à nos programmes et au sort des populations. Nous devons identifier les nouveaux problèmes qui vont surgir au cours de la phase de réinstallation et de distribution de l'aide internationale (à qui, à travers quels canaux, sous quelles conditions, et décider si cela entre dans nos standards humanitaires et notre approche éthique...)

Nous devons informer régulièrement les journalistes au sujet de tout cela et pas seulement sur les lieux de la crise.

Nous devons rendre des comptes sur nos activités au public qui nous donne de l'argent et aux victimes que nous espérons protéger.

Nous ne sommes pas une organisation de défense des droits de l'homme, donc nous ne collectons pas toutes sortes d'informations sur ce qui arrive aux gens.

Nous devons seulement rendre des comptes sur :

- la façon dont le droit humanitaire est respecté ou non par les uns et les autres,
- la façon dont les activités humanitaires sont rendues possibles par les uns et les autres.

C'est un travail très lourd. Si nous voulons nous donner les meilleures chances de succès, nous devons nous assurer que Bas pourra se concentrer uniquement sur ces questions.



Ils réfléchissaient à une mission conjointe MSF Belgique /MSF Hollande. J'étais le cadeau de mariage de MSF Hollande. Je devais donner des informations à tout le réseau, servir de soutien à l'équipe en matière de relations avec la presse. A l'époque où je suis

arrivé tout était redevenu calme. L'UCK s'était retirée, les Serbes aussi. Donc j'ai commencé à travailler un peu sur les droits de l'homme.

Bas Tielens, chargé d'information MSF international au Kosovo d'octobre 1998 à mars 1999 (en anglais).

Le projet pour l'avenir du Kosovo proposé par l'émissaire des Etats-Unis et validé par le Groupe de contact, qui prévoit une large autonomie de la province est rejeté par la plupart des partis albanais qui réclament l'indépendance. Le 21 novembre, Belgrade propose son propre texte qui prône un resserrement des liens entre le Kosovo et la Serbie. Courant novembre, les équipes MSF notent que malgré le cessez le feu, le harcèlement et les intimidations de la police serbe à l'encontre des Albanais continuent, en particulier des membres du corps médical avec lesquels elles travaillent.



« Le système de santé du Kosovo est détruit, les civils meurent. » Mike O'Connor, *International Herald Tribune (Europe)*, 4 novembre 1998 (en anglais).

Extraits :

Selon les travailleurs humanitaires et les quelques membres du corps médical local qui sont restés, le climat de peur qui a régné au Kosovo pendant l'offensive du gouvernement yougoslave contre les rebelles d'origine albanaise a entraîné une dégradation du système de santé en zone rurale, et sans doute causé la mort de centaines de milliers de civils. Ils racontent aussi que les médecins qui soignent les victimes albanaises de la guerre ont été arrêtés, battus et qu'au moins deux d'entre eux ont été tués par les forces gouvernementales. [...] Les troupes gouvernementales ont détruit de nombreux villages et des dispensaires. Des centaines de civils sont morts au cours de l'offensive contre la guérilla albanaise. [...] Mais ils rapportent qu'environ 20 médecins ont été arrêtés ou ont fui le pays et que des centaines de civils ont pu mourir à cause de la destruction du système de santé. « Il s'agit d'une politique systématique menée par le gouvernement » a déclaré un responsable d'une organisation médicale internationale, qui s'exprimait anonymement.

[...] Les responsables du gouvernement yougoslave ont déclaré qu'il n'y avait pas de politique d'intimidation des travailleurs médicaux et que les médecins qui avaient été arrêtés étaient coupables d'avoir soutenu l'insurrection armée. [...] Le dispensaire le plus proche a été détruit par les forces gouvernementales. Un centre de santé de Malisevo n'a plus ni personnel ni médicaments, ses portes sont verrouillées et sans doute piégées par la police serbe à l'instar d'autres endroits de la zone.



« Point communication Kosovo 015. » **Document interne** pour les départements de communication de MSF, 26 novembre 1998 (en anglais).

Extrait :

La situation dans les structures de santé reste la même. Les médecins continuent à rentrer dans certaines zones mais ils ont peur de travailler. L'étendue des destructions et dommages dans les dispensaires semble être moins importante que prévue. Selon nos évaluations dans la région de Pec/Decan, où certains des combats les plus violents se sont déroulés, parmi les 28 structures officielles et du réseau *Mère Teresa*, 8 sont endommagées dont 3 sérieusement.

[...] POSITION PRESSE

Le message principal concerne toujours le sort des déplacés/retournés et consiste à attirer l'attention sur leurs besoins. [...] En raison de la situation humanitaire, MSF aimerait voir une solution politique pérenne qui garantisse une stabilité à long terme au Kosovo.

[...] CONFIDENTIEL (voir position presse)

Observations

Le fragile cessez-le-feu tient toujours malgré les continues actions de représailles (attaques et enlèvements) entre les forces serbes et l'UCK, avec de plus en plus d'implication des civils. Les tensions ont augmenté dans les régions de Pec et de Decan. Dans la nuit de vendredi dernier un médecin albanais respecté qui travaille à l'hôpital de Pec a été abattu dans sa maison par 3 hommes masqués qui parlaient en serbe. L'un de ses enfants a été blessé par une balle. Plus de cas de harcèlement/intimidation contre les Albanais par la police et les attaques contre les restaurants et les cafés de Pec. Plus de présence policière à Decan, des civils harcelés et battus. Rapports similaires de Mitrovica et Suva Reka..



Pour les personnes qui avaient été forcées à quitter leurs maisons, il y avait un assez bon système d'hébergement dans les familles, mais il restait des gens qui vivaient dehors au milieu de l'hiver. Donc nous avons trouvé des camions et nous apportions plus de secours pour les abriter : couvertures, bâches en plastique. Nous apportions un peu de nourriture, de kits d'hygiène. Notre activité en matière de soins aux blessés, a augmenté jusqu'en avril 1999. Mais parfois le CICR ou les Albanais eux-mêmes prenaient en charge les blessés. Nous dépendions aussi du bon vouloir des commandants locaux. Ils étaient très paranoïaques et pas toujours prêts à nous donner l'accès. De façon général, l'accès était meilleur mais la situation changeait en fonction d'une variété de facteurs. Par exemple, à un barrage, ils demandaient au chauffeur ou à l'un des médecins locaux de venir avec eux dans la caserne. Je pense qu'ils les insultaient. Une partie de nos problèmes venait du fait que nous n'avions pas de moyens

de communication. Nous n'avions pas de radio. Ils ne voulaient pas nous en louer. Nous avons fini par avoir des téléphones satellites mais nous n'étions pas censés les avoir et s'ils les avaient trouvés, ils nous auraient accusés d'espionnage. L'autre problème, c'était les mines. C'était un problème majeur. Les gens de la sécurité serbes sont assez sophistiqués et s'ils avaient voulu poser une mine dans notre camion, ils auraient aisément pu le faire. Ils ont réellement posé des mines dans les véhicules de deux observateurs diplomatiques de l'OSCE. Donc la tension a augmenté et quotidiennement nous discutons avec les équipes. Que pouvons-nous faire pour limiter les risques que vous encourrez ? Pensez-vous qu'il est possible de continuer ainsi ? Est-ce que nous faisons courir des risques au personnel local ? Tout ce que nous pouvions faire c'était encourager les gens et les équipes à en discuter le plus ouvertement possible et voir si tout le monde souhaitait continuer. S'ils ne voulaient pas, bien sûr nous arrêtons. Nous étions extrêmement prudents, vigilants à propos des mines. Nous avons la règle suivante : si qui que ce soit dans la voiture disait « je ne le sens pas bien » eh bien on ne continuait pas... C'était le mieux que nous puissions faire.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

En novembre, décembre, janvier, au moment où les négociations sont en préparation alors que les médias disent que les troupes serbes se retirent, sur place nos équipes constatent le contraire. Elles assistent encore à des bombardements, à des attaques sur les villages. C'est moins visible, c'est à moins grande échelle, mais ça continue. La présence des troupes, de la milice et de la police serbes reste énorme. Mais à MSF, on ne veut pas en parler, pour cette sacro-sainte raison : « si on parle, on est viré. » Ce n'est pas l'envie qui nous a manqué, à différentes reprises, de quitter le consortium ! Mais disons que nous avons continué à essayer que cela fonctionne. Nous aurions pu le faire mais nous avons été limités par la question des ressources humaines. Nous n'avons même pas été capables de fournir un coordinateur médical !

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Toujours insatisfait du fonctionnement de la mission commune avec la section belge, le responsable de programme Kosovo de la section française décide d'envoyer une mission exploratoire au Monténégro afin de se positionner en cas d'afflux de réfugiés du Kosovo. La mission ne partira que début janvier 1999.

En novembre, vu la situation, nous décidons d'envoyer une équipe en mission exploratoire au Monténégro. Bruxelles n'est pas d'accord, estimant que ça va nous poser des problèmes, que ça ne sert à rien. Moi je pense qu'ils ont peur que nous prenions notre autonomie. Ça les gêne parce qu'ils n'ont pas avalé la pilule de la publication dans Le Monde et ils se rendent compte que s'ils nous lâchent trop, ils ne nous contrôleront plus. Donc au départ ils ne veulent pas de cette exploration puis quand même ils l'acceptent. Mais ça tarde, les visas mettent hyper longtemps et ils veulent que l'équipe exploratoire passe par Pristina pour être briefée. J'accepte tout ça. Cela m'est égal. L'équipe part, mais avec tous ces retards, elle n'arrivera sur le Monténégro que juste après Noël.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Le contexte était tellement volatile qu'il fallait aussi éviter qu'en international, on soit trop éclaté et donc trouver une formule internationale conjointe qui garantissait un consensus et une bonne entente et permettait d'éviter des couacs. Ça pouvait aussi présenter l'avantage d'apporter plus de richesse au débat. Pour nous il s'agissait surtout de trouver comment gérer les communications au nom de MSF dans un contexte explosif et qui évolue très vite. Avec MSF Belgique à Belgrade et à Pristina et MSF France à Pec, côté monténégrin, en cas de prise de parole dénonciatrice de MSF, c'est facile pour l'équipe de MSF France de partir vite au Monténégro, tandis qu'à Belgrade, tu risques de l'apprendre d'abord des autorités serbes, et ça peut être trop tard.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Il y avait beaucoup de tension. Nous demandions souvent à Graziella [Godain] : « Qu'est-ce que tu veux vraiment ? Qu'est-ce que nous ne faisons pas et que nous devrions faire ? » L'histoire du témoignage est arrivée. Nous avons vraiment essayé de préparer un message basé sur les histoires que nous entendions, en soulignant les atteintes aux droits de l'homme. Mon point de vue c'est que du côté français ils voulaient juste leur part du gâteau et que cela avait été décidé au niveau du conseil d'administration. Mon impression c'est que plus le Kosovo apparaissait dans les médias, plus la pression de Paris était grande pour pouvoir dire « Nous sommes MSF France et voici ce que nous sommes en train de faire. » Au Monténégro, il ne se passait encore rien. Mais il semblait qu'il pourrait bien s'y passer quelque chose, comme des problèmes interethniques, à la frontière administrative entre le Kosovo et le Monténégro.

Donc finalement nous nous sommes mis d'accord avec Graziella pour y aller. J'étais réellement satisfait : ils souhaitaient tellement avoir leur propre mission !

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Le 23 décembre 1998, l'organisation *Physicians for Human Rights* publie dans un communiqué de presse des extraits d'un rapport dont la sortie est prévue en février 1999, dénonçant les arrestations, tortures et meurtres du personnel médical kosovar, les destructions d'infrastructures médicales menées par la police serbe. Ces informations ont été recueillies avec l'appui du chargé d'information de MSF au Kosovo qui propose que MSF commente publiquement ce rapport. Ce « partage des tâches » entre organisation des droits de l'homme et organisations humanitaires est considéré par certains comme une fuite de responsabilité de la part de MSF.



« Des médecins dénoncent l'intimidation des médecins et patients albanais. » **AFP** (France), 24 décembre 1998 (en français).

Médecins et patients albanais du Kosovo font l'objet « d'exactions systématiques » de la part des Serbes, a affirmé mercredi une association américaine de médecins pour la défense des droits de l'homme (*Physicians for Human Rights*).

« La campagne d'intimidation » menée contre le personnel médical albanais du Kosovo est « marquée par des cas de meurtres, de torture, détention, d'emprisonnement et de disparitions forcées de médecins albanais du Kosovo » précise dans un communiqué l'organisation à l'issue de deux mois d'une enquête dont les résultats devraient être publiés début 1999.

Le groupe cite par ailleurs des cas de malades ayant été « battus, enchaînés à des lits ou des radiateurs » par « la police serbe ou par des professionnels serbes de la santé. » Ces exactions ont été commises principalement à partir de la fin de l'été et au cours de l'automne 1998 et se sont poursuivies au-delà de l'accord sur le Kosovo conclu entre le président yougoslave Slobodan Milosevic et l'émissaire américain Richard Holbrooke, note le groupe.

« Les attaques contre des établissements de santé, des médecins et leurs patients sont des crimes de guerre » déclare Jennifer Leaning, docteur en médecine membre de l'association.

« Les médecins albanais du Kosovo s'efforçant de venir en aide à des personnes vivant dans des zones de conflit ou des zones actuellement ou précédemment contrôlées par l'armée de libération du Kosovo ont été harcelés et pourchassés dans une campagne qui méprise les règles de neutralité médicale protégées par le droit international humanitaire et relatif aux droits de l'homme » a-t-elle ajouté.



« Point info complémentaire Kosovo. » **Courriel** de Bas Tielens, chargé de relations publiques MSF au réseau MSF, 23 décembre 1998 (en anglais).

Physicians for Human Rights (PHR) publie aujourd'hui un extrait d'un rapport (qu'ils diffuseront en février) sur les violations des droits humains dans le domaine médical, concernant le Kosovo. Y sont documentés des cas de meurtres de membres du corps médical, de détention et d'arrestation pour avoir donné des soins médicaux, de torture et d'exactions physiques, de fouille et destruction de structures médicales, de contrainte à la fuite pour avoir pratiqué la médecine, d'harcèlement policier sur des patients kosovars hospitalisés. Le communiqué de presse (8 pages), est disponible par fax auprès de Kris [Torgeson, chargée de communication MSF Etats-Unis] à New York.

Si vous avez des questions à ce sujet, notre position officielle est la suivante : MSF est très inquiète de ces violations et a également eu connaissance d'un grand nombre d'exactions comme nous l'avons rapporté au cours de la conférence de presse du 9 octobre. MSF soutient à fond les recommandations de PHR à la République fédérale de Yougoslavie et à la communauté internationale, sauf sur le point 7 qui affirme que les organisations internationales devraient « le plus possible » collaborer avec les médecins kosovars et les employer dans les dispensaires mobiles etc... Au Kosovo, MSF prend en charge les soins de santé sans discrimination et travaille avec des professionnels de la santé de tous horizons afin d'être le plus efficace possible.

Au point 3, PHR demande une présence supplémentaire d'observateurs internationaux dans les zones qui étaient tenues par l'UCK. Pour des raisons de neutralité, MSF ne soutient pas cette demande.



« Kosovo (extra com update). » **Courriel** de l'adjoint responsable juridique, MSF au responsable de programme et à la chargée de communication de MSF France (en français).

Extraits :

1) Je suis très heureux que PHR fasse le travail que MSF aurait du faire depuis plusieurs mois et n'a pas fait/mal fait (rayer la mention inutile) malgré la présence successive de deux personnes en charge de ce dossier. Quand même, quand on sait depuis combien de temps, MSF est au Kosovo, par l'intermédiaire de ce réseau de médecins. Franchement, il n'y a pas de quoi être fier...

2) Je suis très heureux de ce bel exemple de complémentarité entre les ONG humanitaires et les ONG droits de l'homme, cher à nos amis de MSF Hollande. Chacun son travail, les humanitaires sont sur le terrain pour faire de l'assistance et les ONG de droits de l'homme pour s'occuper des droits de l'homme, parce que c'est un boulot de spécialistes (il faut savoir récolter des infos, parler à une

victime sans la traumatiser). Comme les ONG humanitaires sont sur le terrain et que les ONG de droits de l'homme n'y sont pas ou débarquent quand les gens sont morts, on a trouvé une superbe solution: les premières vont transmettre leurs infos aux secondes. Et vive la sous-traitance. La boucle est bouclée, chacun son job de spécialiste et en plus, ça ne menacera pas nos opérations. Quelle aubaine ! Sauf que tout ça est très loin de l'identité MSF et de ce qui fait notre différence, que c'est la porte ouverte à des opérations de piètre qualité (qui accompagnent passivement des phénomènes de violence), que c'est l'abandon du pilier protection de l'action humanitaire (on ne fera plus que de l'assistance, ça me fait penser au HCR, pas vous ?), que les ONG de droits de l'homme ne connaissent rien au droit humanitaire (si, si, c'est vrai, c'est pas de la vantardise).

La sous-traitance, c'est toujours le signe de la fuite de responsabilité de celui qui sous-traite. En l'occurrence, c'est MSF.

3) Je suis très heureux que nous ayons des messages forts. Stratégie com : là, Anne, dis-moi, si je me trompe. Voilà MSF qui commente les rapports des ONG de droits de l'homme. Il va falloir être réactif sachant que d'une part, il y en a un paquet qui sort chaque jour, d'autre part que MSF est présent dans 80 pays. Je vais être synthétique, je trouve ça débile.

Ensuite, le message proposé est ridicule. On dirait du commentaire de texte, niveau brevet des collègues. Pour des commentaires de haute volée, en plus, presque métaphysique, puisqu'on invoque rien de moins que la neutralité face à la proposition de déployer davantage d'observateurs.

Vous aurez compris que je ne suis pas favorable à ce que MSF se ridiculise en commentant le rapport de PHR, si des journalistes insistent vraiment (mais alors vraiment), on peut leur dire :

- nous sommes au Kosovo depuis très longtemps (ça fait combien d'années déjà ?).
- nous avons effectivement constaté que le personnel médical kosovar était particulièrement visé au plus fort du conflit interne et nous avons rendu public les violations du droit humanitaire dont nous avons eu connaissance.
- tous ces crimes sont des crimes de guerre (personne ne le dit) et doivent être jugés.
- le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie est compétent pour juger ces crimes, mais les autorités yougo[slaves] empêchent les enquêteurs de se rendre sur place (pour info [rmation], le Conseil de sécurité a pondu une résolution très molle pour exiger de Milosevic qu'il laisse le TPI travailler).

 Je pense que MSF aurait pu s'engager plus loin dans le témoignage sur ce massacre. Nous étions sans doute plus opérationnels que n'importe quelle autre ONG. Nos activités opérationnelles étaient d'une importance significative et à travers notre personnel kosovar nous avions accès à des blessés. Nous étions vraiment largement

présents sur le terrain. Nous avons conservé notre opérationnalité.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en français).

 La partie la plus importante de mon travail a consisté à stimuler les équipes pour qu'elles prêtent attention aux histoires qu'elles pouvaient entendre au cours des consultations médicales. Ensuite je me suis mis en liaison avec les gens de Physicians for human rights qui travaillaient à Pristina. Et ils m'ont conseillé sur le type d'informations qu'il fallait rechercher. Pendant mes vacances, je suis allé au département des affaires humanitaires (HAD) de MSF Hollande pour voir s'ils avaient des outils pour mener ce type d'activité. Puis, j'ai suivi des équipes de dispensaires mobiles pour les aider à remplir des certificats médicaux. J'ai fait une étude sur un massacre qui s'était déroulé pendant l'été 1998. Au début nous avions l'impression d'être les premiers à en avoir entendu parler, mais en parlant avec les gens, il nous est apparu que des diplomates étaient déjà au courant. Nous en avons entendu parler dans un dispensaire mobile et puis, je suis allé interviewer les gens qui avaient été attaqués par les soldats serbes. Certaines personnes avaient fui dans la forêt, entendu beaucoup de cris et de tirs, trouvé des impacts de balle sur les arbres et des gens avaient vu des blessés. Deux ou trois personnes avaient quand même été tuées. J'avais essayé de trouver des preuves... Je suppose que cela aurait pu servir en cas de poursuite judiciaire d'un officier serbe. Ce cas a été archivé à Bruxelles. Je n'ai jamais eu beaucoup de retour de Bruxelles. Je ne sais pas ce qu'ils pensaient de mon travail. C'était quand même une activité mineure. C'était quelque chose que j'avais développé à côté, quand j'avais encore beaucoup de temps, le premier mois. C'était tellement calme que je me suis dit : « que pouvons-nous mettre en place afin d'être prêts à prendre la parole si le conflit éclate ? »

Bas Tielens, chargé d'information MSF international au Kosovo d'octobre 1998 à mars 1999 (en anglais).

Le 24 décembre 1998, sans en informer la mission de vérification de l'OSCE (KVM) qui demeure impuissante, les forces serbes lancent une offensive d'envergure dans le nord du Kosovo sur un bastion de l'UCK. Cette dernière, renforcée et structurée, se pose désormais en interlocuteur politique intransigeant sur l'indépendance du Kosovo et rencontre régulièrement William Walker le responsable américain de la KVM. Le 29 décembre, l'OTAN rappelle qu'elle est prête à intervenir au Kosovo.



«*Situation explosive dans le nord du Kosovo après quatre jours de combats.*» **AFP** (France), 28 décembre 1998 (en français).

[...]

Selon des sources occidentales, l'UCK est aujourd'hui bien mieux structurée et organisée que l'été dernier lorsqu'elle avait subi une série de revers, perdant la plupart de ses bastions dans l'ouest de la province:

Ses effectifs sont estimés par les experts occidentaux à 15 000 hommes armés, tandis que l'UCK en revendique 30 000.

Aujourd'hui, elle contrôle à nouveau environ un tiers du territoire du Kosovo, selon les experts.

Momcilo Trajkovic, un des leaders des Serbes du Kosovo et opposant au président Milosevic, affirme pour sa part qu'elle en contrôle 70%. L'UCK vise de plus en plus à s'ériger en force politique, exigeant non seulement d'être associée aux négociations sur l'avenir de la province mais aspirant à y jouer un «*rôle prépondérant*» selon son représentant politique Adem Demaçi.

Les pourparlers ne doivent plus «*dépendre uniquement*» d'Ibrahim Rugova, le «*président*» des Albanais du Kosovo, qui a formé sa propre équipe chargée des pourparlers avec Belgrade par l'intermédiaire de l'émissaire américain Christopher Hill, a dit la semaine dernière M. Demaçi. La mission de vérification (KVM) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) l'a bien compris. Son chef, l'américain William Walker, est allé sur le terrain ces derniers jours, où il a rencontré à plusieurs reprises non seulement les commandants serbes, mais aussi ceux de l'UCK.

L'UCK n'accepte d'autre solution que l'indépendance du Kosovo, une revendication inacceptable pour les autorités de Belgrade, qui jusqu'à présent ont refusé de négocier avec ceux qu'elles qualifient de «*terroristes*».

Mais la KVM, dont les membres ne sont pas armés, a des moyens fort limités pour faire entendre raison aux belligérants.



«*L'OTAN prête à intervenir «si besoin est» au Kosovo*» **AFP** (France), 29 décembre 1998 (en français).

«*L'OTAN est prête à intervenir à chaque moment si besoin en est*» et «*rappelle que l'act order (ordre d'activation) est toujours en place*» a déclaré l'Alliance dans son communiqué.

Le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana «*a fait de nouveau appel aux autorités de la République fédérale yougoslave (RFY) et aux groupes armés albanais de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) à ne pas mettre en danger la sécurité fragile au Kosovo*» ajoute le communiqué.

«*L'act order*» constitue la dernière étape avant la décision politique d'intervenir. En agitant cette menace, l'OTAN avait obtenu en octobre un accord du président yougos-

lave Slobodan Milosevic sur la cessation des activités militaires au Kosovo.

Depuis la veille de Noël, des combats ont repris dans le Nord de la province serbe, où la police et l'armée yougoslaves ont lancé une opération d'envergure contre un bastion de l'UCK, en représailles à l'assassinat d'un policier serbe.

Quatre jours d'affrontements ont fait 15 morts côté albanais, et un mort et six blessés côté serbe, selon des bilans officiels.



Les UCK devenaient imposants. Ils arrivaient à gagner du territoire et ils étaient assez bien organisés. Ils avaient quand même le soutien de pratiquement toute la population. Face à cela, la police serbe et les paramilitaires, ceux d'Arkan, devenaient de plus en plus durs et de plus en plus vicieux dans leur façon de traquer la population. Donc il y avait un durcissement. Des gens étaient plus particulièrement ciblés. Des médecins sont morts assassinés. La montée en puissance de l'UCK on la sentait, sans trop savoir qui était vraiment derrière, ni comment cela se passait. Ils étaient soutenus, ne serait-ce que pour se procurer leur armement. Il y avait une telle diaspora ! De nombreux Kosovars qui étaient en Allemagne sont revenus pour combattre.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

Le 4 janvier 1999, le docteur Vukasin Andric, responsable serbe des affaires sanitaires pour le Kosovo, déclare à la presse serbe et internationale que les équipes MSF du Kosovo abusent de l'hospitalité accordée par Belgrade et s'adonnent au trafic d'armes au bénéfice des «terroristes albanais». Il remet en cause la demande d'extension de permis de travail posée par MSF. Ces accusations sont reprises par les médias serbes ainsi que la réponse de MSF par voie de communiqué de presse et à travers les interviews de son coordinateur au Kosovo. Les équipes MSF subissent un renforcement des tracasseries administratives et vont s'expliquer avec le docteur Andric. La crise se dénoue courant janvier.



Message de Katia van Egmond, MSF Belgrade, aux responsables de programme de MSF Belgique et MSF France à MSF Pristina, MSF Pec et MSF Prizren, 5 janvier 1999 (en anglais).

Hello,

Je vous fais suivre ci-jointe la déclaration du docteur

Vukasin Andric, rendue publique hier, ainsi que la traduction d'articles à ce sujet, publiés dans les quatre principaux journaux serbes. Il semble que des messages similaires ont été diffusés sur les chaînes de télévisions gouvernementales serbes hier ainsi que sur une radio.

Jusqu'ici, aucune réaction officielle-accusation du gouvernement à l'encontre de MSF, donc les conséquences que cela pourrait avoir sur les activités de MSF ne sont pas claires. Nous avons reçu des questions de toutes part, sur les accusations que je vous fais suivre, (*Echo, Belgian Embassy [ambassade belge], Reuters, AFP, Telegraph...*) et à tous nous avons répondu dans le sens du communiqué de presse préparé par Bas, que je vous joins.

Apparemment, le docteur Vukasin Andric semble être un « gros poisson » au ministère de la Santé. Il est secrétaire à la santé du comité exécutif provisoire du Kosovo-Metohija. Nous avons essayé de joindre notre principal correspondant au ministère de la Santé à Belgrade, le docteur Gajic, pour avoir plus d'informations et un éventuel soutien, mais elle refuse de faire des commentaires, de s'impliquer dans cette affaire (ce qui n'est pas très surprenant, puisqu'elle s'est déjà mise dans une position dangereuse en autorisant MSF à avoir des visas et à importer des médicaments). Le communiqué de presse préparé par Bas sera distribué au centre de presse de Pristina, et diffusé à Belgrade à différents journalistes, dans les ambassades et à ECHO. Nous allons essayer d'avoir un rendez-vous avec le docteur Vukasin cette semaine en lui envoyant un fax. Si nous obtenons une réponse positive (???) Guy et Bas iront probablement lui rendre visite cette semaine puisqu'il est basé à Pristina et que Tim (souffrant en ce moment) et moi-même sommes à Belgrade. Ou bien Tim et moi essaieront de le rencontrer la semaine prochaine. Nous ne croyons pas que ces accusations vont mettre en danger nos missions de terrain pour le moment mais nous allons suivre de près la sécurité et l'accès au terrain, bien sûr. Nous craignons d'avoir des problèmes avec les autorisations pour les visas et les importations de médicaments. Je suppose que nous n'avons pas tellement d'autres choix que d'attendre de voir et espérer que tout se passera au mieux.



Déclaration de Vukasin Andric, secrétaire à la Santé du comité exécutif provisoire, *Politika* (quotidien du régime) de l'agence de presse yougoslave *Tanjug*, Pristina, 4 janvier 1999 (en anglais).

Extrait :

« Médecins sans Frontières » abuse de sa mission.

Le secrétaire à la Santé du TEC du Kosovo et de Metohija, Vukasin Andric, a déclaré aujourd'hui que les représentants de l'organisation humanitaire internationale *Médecins Sans Frontières* abusait de leur présence à Kosmet et que la question se posait de savoir si l'on devait continuer à leur donner l'hospitalité.

Dans la déclaration publique d'Andric, il est souligné

que MSF et d'autres membres des équipes humanitaires internationales « qui abusent et mettent au second plan les raisons de leur présence » n'aident pas à résoudre et à améliorer la situation au Kosovo et Metohija ni à résoudre le problème de manière pacifique et donc « ils s'excluent eux-mêmes de la liste de ceux qui sont les bienvenus » [...] Le secrétaire régional à la Santé a ajouté que les membres de MSF « abusent de leur mission. En effet ils ont été pris en train de trafiquer et de cacher des armes pour les terroristes albanais. » Andric a aussi déclaré qu'on avait découvert qu'une équipe MSF utilisait les fréquences de communication du ministère de l'Intérieur.

Toute la tolérance de l'Etat n'a pas suffi à convaincre les membres de MSF d'entreprendre enfin le travail pour lequel ils ont reçu une autorisation. « Ils continuent, volontairement ou non, à porter assistance exclusivement aux Kosovars, ne distribuant que des petites parcelles d'attention et d'aide aux populations dans le besoin des autres ethnies » a déclaré Andric. A cause de tout cela, Andric considère que leurs tentatives obstinées pour augmenter le nombre de leur permis de travail doivent être discutées et que nous devons nous demander si nous élargissons notre hospitalité à ces « soi-disant humanitaires » car « ils utilisent une idée noble et humaine pour remplir leurs propres objectifs (ou parfois ceux de certains autres) d'apporter une aide directe ou indirecte aux terroristes et au terrorisme. « Est-il moralement correct de demander une extension des permis de travail à un Etat dont on abuse de l'hospitalité pour mener des activités illégales ? » se demande Andric.



« Vukasin Andric au sujet des représentants de l'organisation internationale MSF : des armes sous les blouses blanches. » *Borba* (quotidien du régime), 5 janvier 1999 (traduit du serbo-croate vers l'anglais).



« Les médecins indésirables. » *Glas* (opposition modérée), 5 janvier 1999 (traduit du serbo-croate vers l'anglais).



« Doute sur les humanitaires. » *Blic* (opposition) 5 janvier 1999 (traduit du serbo-croate vers l'anglais).



« Médecins Sans Frontières abuse de sa mission. » *Borba*, 6 janvier 1999 (en anglais).



«La mission de Médecins Sans Frontières (MSF) en Yougoslavie surprise par les accusations des autorités.» **Communiqué de presse** MSF Pristina, 5 janvier 1999 (en anglais).

Hier, le professeur Vukasin Andric, secrétaire à la Santé du comité exécutif provisoire du Kosovo-Metohija a déclaré publiquement que la mission de Médecins Sans Frontières en Yougoslavie est impliquée dans plusieurs activités illégales. Mr Vukasin a accusé, sans les nommer, des membres d'abuser de la neutralité médicale pour trafiquer des armes en faveur de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Une équipe est également accusée d'utiliser la fréquence radio de la police et toute la mission de n'apporter de l'aide qu'aux seuls Kosovars. Pour la mission de MSF en Yougoslavie, ces allégations sont une surprise totale, car notre organisation a toujours entretenu une bonne collaboration avec les autorités yougoslaves, en particulier avec le ministère de la Santé et coopère avec l'Institut de santé publique depuis 1993.

En raison de sa vocation médicale, MSF n'est bien sûr en aucun cas impliquée dans aucune sorte de commerce d'armes et ne prodigue pas non plus son aide sur la base de critères ethniques. La mission en Yougoslavie travaille aussi bien avec des Albanais qu'avec des Serbes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. De plus, MSF (à l'instar de beaucoup d'autres ONG) n'a jamais été autorisée à utiliser des radios, donc toute possibilité d'interférence avec le système de communication de la police est hors de propos.



«Médecins Sans Frontières nie les accusations selon lesquelles son aide favorise les Albanais dans la province yougoslave du Kosovo.» **Reuters**, 5 janvier 1999 (en anglais).

Extrait :

Le chef de mission de l'organisation humanitaire en Yougoslavie, Tim Boucher, déclare que cette accusation portée par un responsable serbe est «clairement fausse». Il répondait ainsi à une déclaration faite lundi par Vukasin Andric, un haut responsable de la santé de l'administration serbe au Kosovo, transmise par l'agence de presse officielle Tanjug.

«Les Médecins sans Frontières ont abusé de leur mission, ils ont été pris à essayer de passer des armes en contrebande pour les terroristes albanais» a déclaré Andric, selon la citation.

MSF et d'autres organisations humanitaires internationales sont arrivées au Kosovo après que les forces de sécurité serbes aient conduit une offensive violente contre les séparatistes albanais l'année dernière.

Andric a également affirmé qu'une équipe MSF avait utilisé les fréquences radio de la police serbe.

Boucher a affirmé à Reuters qu'aucune de ces accusations n'était avérée. «Il va sans dire que nous ne transportons

pas d'armes et que nous n'avons jamais été impliqués dans quelque procédure criminelle que ce soit» a-t-il déclaré «nous ne possédons pas de radio. Nous n'y sommes pas autorisés par le gouvernement.» Boucher a ajouté qu'il avait un rendez-vous avec des responsables yougoslaves à Belgrade plus tard mardi. «Nous allons essayer de déterminer pourquoi ces accusations ont été portées contre nous alors qu'elles sont fausses.»



Sitrep 29/01/99, MSF Yougoslavie à MSF Bruxelles, 29 janvier 1999 (en anglais).

Extrait :

Pas beaucoup de «publicité» dans les médias la semaine dernière. Le vendredi 22/1, Tim et moi sommes allés voir le docteur Andric (secrétaire régional à la santé du comité exécutif provisoire du Kosovo) le type qui nous accuse dans la presse. Il a répété les accusations, mais a déclaré que les informations venaient d'une autre source et seraient vérifiées et si ce que nous disons s'avère correct, nous recevrons des excuses. Il s'est plaint de notre parti pris, mais a dit que nous étions toujours les bienvenus et que notre collaboration devait continuer. Les équipes (Prizren et Pec) ont été soumises à des vérifications plus complètes et plus longues par la police à certains barrages, mais la police reste polie et correcte envers les équipes. Hier, mercredi 28/1, le bureau MSF de Pristina a reçu la visite de deux officiers de police qui ont demandé un rapport détaillé sur nos distributions médicales et non médicales en 1998, en précisant qu'ils demanderaient la même chose à toutes les agences. Ils ont refusé de dire clairement de qui venait l'ordre et n'avaient pas de document officiel. L'incident a été rapporté au HCR. Pour le moment, nous ne répondrons pas à leur demande, en affirmant que nous donnons toutes les informations au ministère de la Santé, qui est notre partenaire.



Nous avons pris une initiative pour mettre en avant le ciblage du personnel médical albanais. Nos équipes mobiles ont commencé à s'en rendre compte très clairement et nous avons ainsi collecté des informations. Et c'est sorti dans certains journaux. Je me souviens d'un article dans The Independent au Royaume-uni. Et cela a eu un impact. Quand je suis allé voir ces types à Belgrade, bien sûr ils n'étaient pas très heureux. Au début ils ont répondu en publiant des articles dans les tabloïds. C'étaient ces journaux que lisaient les types postés aux barrages. Ça a donc commencé à poser des problèmes à nos équipes mobiles parce qu'à l'époque, dès 2 ou 3 heures de l'après-midi les types des barrages buvaient quelques bières et ils avaient entre les mains cette double page en couleur disant que MSF était un nid d'espion. Elle mentionnait le nom de l'ancien coordinateur, il y avait une photo du haut de notre bâtiment et bien sûr on voyait des antennes radios. On nous traitait d'espions et ça nous a créé des problèmes. Ils ont

répondu par une campagne de diffamation à notre diffusion d'informations sur les exactions commises par les forces serbes. Puis nous avons essayé d'en parler au gouvernement et de nous plaindre de ces publications dans les journaux. Je suis allé à Belgrade. Ils n'ont pas spécifié clairement qu'ils étaient au courant de nos déclarations à la presse sur les violations des droits de l'homme en Europe. Mais j'ai rencontré quelques personnes du ministère de la Santé et deux responsables de la sécurité. Je leur ai dit : «pourquoi faites-vous cela, vous savez que nous sommes transparents. Nous n'aidons pas les terroristes. Il vous est très facile de savoir exactement ce que nous faisons. En fait, nous vous tenons quotidiennement informés de tous nos mouvements. Cela faisait partie de l'accord pour avoir accès. Nous informions la police de tous nos déplacements.» Sur son bureau, le type de Belgrade avait une photocopie de cet article de *the Independent* qui disait « MSF accuse les Serbes de faire ceci... » Nous n'en avons pas parlé. Il avait aussi des coupures de presse citant des déclarations de Kouchner sur la Bosnie, dans lesquelles Kouchner appelait directement à l'utilisation de la force, aux bombardements de l'OTAN. Et ils disaient : «C'est vous à MSF qui aviez demandé à l'OTAN de venir nous bombarder en Bosnie. Donc s'il vous plaît, ne nous dites pas que vous êtes impartial.» C'était un argument difficile à contrer ! Nous étions évidemment plutôt du côté de ceux qui poussaient pour que l'OTAN ou les pays occidentaux utilisent la force. Je me souviens avoir dit au responsable de programme : «Vous devez réellement reconnaître que je n'ai pas beaucoup d'arguments pour me défendre à Belgrade si vous faites des déclarations ouvertes contre les Serbes.» C'est certainement quand je suis allé à Belgrade que j'ai réalisé à quel point les Serbes, grâce à leurs services de renseignement et de sécurité savaient exactement tout ce que nous faisons. Je ne pense pas que lorsqu'ils ont commencé à jouer à ce petit jeu diffamatoire dans les journaux, cela ait été dangereux. Bien sûr, il y avait des soldats ivres, aux barrages, qui déclaraient que la voiture qui venait juste de s'arrêter était pleine d'espions et d'armes. Mais d'un autre côté, je pouvais aller à Belgrade et leur dire: «Vous savez pertinemment ce qui s'est passé, ce que nous faisons, donc pourquoi essayez-vous de faire courir le bruit selon lequel nous trafiquons des armes, alors que nous ne le faisons pas, et que si nous voulions essayer, vous ne nous laisseriez pas faire.» Et ils ont accepté cet argument. Jusqu'à un certain point, on pouvait parler assez franchement avec eux. Donc ... peut-être aurions-nous pu pousser un peu plus loin ?

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Pendant toute une période, on nous a traités d'espions de l'UCK. Ils argumentaient qu'on trafiquait des armes. C'est quelque chose de classique, qu'on avait déjà vécu au Congo. Des médicaments oui, on en a fourni. De mémoire, je pense qu'on n'a jamais formellement

répondu à des demandes directes de l'UCK. Je pense que MSF France a eu cette demande aussi à Pec et que là l'équipe a été plus active parce que l'UCK était plus à l'aise à Pec. Quand MSF a dû quitter le Kosovo pour le Monténégro, ils ont donc alimenté un réseau. Ça c'est clair. On avait un réseau de médecins albanais et les médicaments étaient destinés uniquement aux civils. Mais il est probable que des médicaments MSF ont soigné des malades ou des blessés UCK. On a toujours évité de prendre formellement position pour l'un ou pour l'autre. On a toujours travaillé avec un réseau médical. Et le seul contact serbe qu'on avait, c'était par obligation.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Courant janvier 1999, les éditions *Les petits livres* publient en co-édition avec MSF Belgique le livre *Kosovo la guerre cachée* qui rassemble l'ensemble des témoignages recueillis par MSF au Kosovo.



« *Kosovo: la guerre cachée.* » Eric Dachy, responsable médical du programme Kosovo, MSF Belgique, **Contact** (journal interne de MSF Belgique) janvier 1999 (en français).

Extrait :

Le petit livre que voici (10 cm sur 15) représente quelque chose d'important pour tous les MSF qui ont participé à sa réalisation, à commencer par l'équipe de terrain, qui en octobre 1998 était depuis des mois confrontée à une détresse bouleversante. Celle des familles de paysans du Kosovo, dont les villages étaient attaqués par l'armée et les milices et qui se retrouvaient chassées jusque dans les bois, y compris à l'arme lourde.

Il fallait raconter ce que nous avions sous les yeux et que nous étions les seuls à voir. Les caméras, les appareils photo et les enregistreurs étaient interdits. Nous avons contacté Myriam Gaume, que nous connaissions depuis l'Arménie. Elle a accepté avec enthousiasme d'accompagner une équipe mobile pendant trois semaines. Si vous voulez savoir ce que fait une équipe MSF en urgence [...] lisez ce livre. Vous changerez d'avis.

A la sortie, on n'a pas fait de conférence de presse parce qu'il n'y avait pas de message percutant, il n'y avait rien d'urgent. Ce n'était pas une prise de position en tant que telle, dans le sens où il n'y avait pas une analyse, c'était réellement retransmettre un peu ce qui se passait : trois semaines dans la vie des Kosovars. Il s'est bien vendu : 15 000 exemplaires. Et Poivre d'Arvor [présentateur du journal de 20h d'une des principales chaînes de

télévision française] l'a montré au journal. Nous avons reçu des réactions. On l'a envoyé à beaucoup de gens avec une lettre. Mais pour cibler tous les parlementaires européens, il aurait fallu une liste de lobbying, et beaucoup de temps pour la constituer. Et on ne l'a pas faite. On a privilégié l'action publique. Après tout, le Kosovo concernait tout le monde. Ensuite on a organisé des petits débats là-dessus, chaque fois qu'on le pouvait. Ça déclenchait des invitations à d'autres débats et ainsi de suite.

Dr. Eric Dachy, responsable de programme
MSF Belgique (en français).

OÙ LE MASSACRE DE RACAK FAIT MONTER LA TENSION...

Le 15 janvier 1999, 45 personnes sont tuées lors d'une opération des forces serbes dans le village albanais de Racak, dans le Sud du Kosovo, sur la route entre Pristina et Prizren. Le 16 janvier 1999, une équipe MSF se rend à Racak et découvre un corps décapité. Elle ne se rend pas sur le lieu où se trouvent les 45 cadavres. Elle constate que la plupart des villageois sont partis, ainsi que le médecin local qui a emporté avec lui les médicaments. Le 17 janvier, un convoi de deux camions et deux voitures MSF apportant des secours à Racak et aux villages environnants, est bloqué par le représentant de l'UNHCR. L'équipe voit arriver des effectifs de police serbes, entend des bruits de tirs et bombardements et assiste à la fuite de villageois sur la route. Elle tente en vain de porter secours aux déplacés qui ont fui dans les montagnes environnantes.



« Kosovo : massacre de Racak, actions de MSF. »
Courriel de Bas Tielens, chargé d'information
MSF au Kosovo au réseau MSF, 16 janvier 1999,
(en anglais).

Chers tous,
Quand la nouvelle du massacre de Racak est sortie ce matin, nous avons envoyé une équipe pour voir ce que nous pouvions faire.

L'équipe est entrée dans Racak et a vu un homme décapité. Elle n'est pas allée jusqu'au fossé où se trouvaient les corps des personnes qui ont été abattues. Presque tous les villageois (1500) ont quitté Racak, ainsi que le médecin de l'ambulanta [dispensaire], qui a emporté les médicaments avec lui. Les villageois ont signalé 15 blessés qui ont été emmenés dans les montagnes et sont pris en charge par le médecin. Des personnes des villages semblent avoir

fui vers les montagnes et les autres villages. Demain, nous enverrons un camion de 4 tonnes avec des secours (nourriture, BP [biscuits protéinés], bâches en plastique, couvertures et vêtements) pour les déplacés.



« MSF Kosovo, rapport sur les droits de l'homme. »
Interview de l'infirmière MSF par le chargé
d'information MSF, 20 janvier 1999 (en anglais).

Extrait :

8. Date des faits : 16 janvier 1999. 12 heures.

Lieu: municipalité de Stimlje, Village de Racak.

9. Description des faits:

Nous étions sur la route entre Stimlje et Petrovo (samedi 16 janvier), et nous avons été arrêtés par un groupe de femmes et d'enfants qui nous ont dit que la police les avait battus, la veille. Nous sommes arrivés à l'entrée de Petrovo, où nous avons été arrêtés par l'UCK, qui nous a demandé de nous rendre à Racak. Nous y sommes allés et avons vu une maison en face de laquelle gisait l'homme décapité. Il y avait déjà une voiture dans la cour et quelques journalistes. Peu après être entrée dans la cour, j'ai vu le corps. La tête avait été coupée d'un coup et manquait. Le corps n'avait pas d'autre blessure. Il portait des vêtements simples : une chemise et des pantalons verts. C'était un homme gros, entre 50 et 60 ans. Il gisait sur le dos, son bras droit replié sur la poitrine et dans sa main droite il tenait une balle, qui pointait vers le haut. Il gisait en face de sa maison, dans un trou, près de la barrière. Ils l'avaient tué là. Je me suis approché du trou, jusqu'à 1,5 mètre du cadavre. Il y a eu des photos du corps qui sont passées à la télévision par la suite. Il ne restait plus que quelques personnes dans le village. Une femme se roulait sur le sol, complètement hystérique. Une journaliste de l'AFP, très nerveuse, nous a dit que nous devrions aller voir un fossé plus loin, parce qu'il y avait des cadavres là-bas. Nous avons essayé de faire une piqûre à la femme, mais elle était trop agitée, donc nous n'avons pas pu l'aider.

Nous n'avons pas voulu aller au fossé car il n'y avait plus grand chose que nous puissions faire et la vue de l'homme décapité nous suffisait. Nous sommes repartis aux voitures pour aller chercher les blessés. A Petrovo nous avons rencontré le représentant de *Mère Teresa* (une organisation humanitaire kosovare), que nous avons déjà rencontré quand MSF travaillait dans cette zone. Il nous a dit qu'il y avait 15 blessés dans une base UCK plus haut sur la route. Nous avons du matériel pour faire des pansements et nous sommes allés avec le représentant de Petrovo. Dans la voiture, il nous a dit que l'attaque avait commencé à six heures (le vendredi) par des bombardements. Ensuite, les policiers, les soldats et les civils masqués sont entrés dans le village. Il pense que les hommes masqués venaient des environs de Racak. Ils ont enfermé les villageois dans leurs maisons et emmené un groupe sur la colline. L'OSCE a emmené les blessés les plus graves à l'hôpital de Pristina. Sur le chemin de la base de l'UCK, nous avons rencontré le médecin. Il nous a dit: « Les blessés vont bien. Je vais

identifier les corps à Racak. » Il nous a demandé de laisser du matériel médical pour les blessés dans la base. La base UCK semblait très bien organisée. Il y avait deux grands bâtiments et une grande tente toute neuve. Le site était très difficile à atteindre. A l'entrée, le garde a appelé le second officier en charge de la base. Il a dit qu'avant tout les gens avaient besoin de protection. Il nous a aussi parlé de 200 personnes dans un village plus haut sur la colline qui n'avaient pas de nourriture. Il a pris nos passeports. Puis il a dit : « *Les Serbes sont des barbares. Nous n'avons jamais tué des femmes et des enfants.* »

Nous avons commencé à charger notre matériel dans une des voitures de la base, quand le commandant de la base a fait son apparition et a commencé à nous hurler que nous ferions mieux de tout remballer et de le distribuer aux civils : « *Les gens vont dire que nous le gardons pour nous.* » Il s'est emporté après Skender (l'un des médecins kosovars de l'équipe MSF au Kosovo - BT). Il a accusé les médecins de rester en ville pour se faire de l'argent et a affirmé qu'un combattant de l'UCK, blessé par un obus avait dû payer 500 deutschmarks pour pouvoir être traité par un médecin à Urosevac/Ferizaj. Il a ajouté que viendrait un temps où les médecins devraient affronter les conséquences de leur comportement.

Nous avons décidé de nous rendre au village où se cachaient les 200 civils. Il y avait du verglas sur la route et l'une de nos voitures a été bloquée. Nous avons réussi à nous rendre dans le village, et le représentant de *Mère Teresa* qui était toujours avec nous, a raconté aux gens ce qui s'était passé à Racak. Il y avait là une femme de Racak qui s'est mise à pleurer. Nous avons laissé des couvertures dans le village et sommes retournés à Racak avec la femme et sa famille. A 100 mètres de la base de l'UCK nous avons de nouveau été bloqués. De l'autre côté arrivaient trois voitures du CICR, et deux de *International medical corps* (IMC) en route pour le village. Ils n'avaient aucune information sur le massacre et ne semblaient pas avoir de plan d'action. Ils étaient déjà passés par la base. Je leur ai dit que nous allions à Racak. Le type d'IMC m'a demandé ce que je faisais là et ce que je comptais faire. J'ai répondu que je voulais aller à Bellince, qui avait aussi été touché et que je voulais laisser de l'aide à Petrovo. Il était satisfait. Ils n'apportaient pas de secours. [...] La famille que nous transportions dans la voiture nous a demandé qui restait maintenant à Racak. Nous avons répondu que c'était l'UCK, mais quand nous sommes arrivés à Racak, les gens avaient peur de sortir de la voiture. Les femmes que nous avons rencontrées en premier dans le petit village sont finalement sorties jeter un coup d'œil. Ensuite nous avons emmené la famille à Stimlje, auprès de parents. Nous n'avons pas remarqué la présence de la police à Racak. A Stimlje, il y avait un tank, et 5 ou 6 camions civils vides avec des soldats dans la cabine. Il y avait deux policiers au carrefour de Petrovo.

Nous sommes repartis à Pristina. Le plus horrible c'est que nous n'avons pas été les bienvenus : « *vous arrivez trop tard, nous n'avons plus besoin de vous.* »



« *Kosovo: MSF essaie d'entrer à Racak et dans les environs.* » Courriel de Bas Tielens chargé d'information MSF Pristina, 18 janvier 1999 (en anglais).

Un petit convoi MSF composé de deux camions et de deux 4X4 chargés de matériel de secours est parti hier à 9h45 afin d'évaluer la situation et distribuer des secours autour de Racak, le village au sein duquel 45 Albanais ont été massacrés ce vendredi. Le convoi a été arrêté par le HCR dans les faubourgs de la ville de Stimlje où déjà un convoi de secours du *Danish refugee council* était en attente. L'officier de sécurité du HCR a informé l'équipe MSF que la situation était beaucoup trop dangereuse pour continuer, mais que l'OSCE était en négociation afin de calmer la situation.

A partir de 10h30, les véhicules de la police spéciale ont quitté la base de Stimlje en direction de Racak. Des petits groupes de civils ont commencé à arriver de Stimlje, le long de la route et à travers champs en provenance des maisons situées juste en dehors de la ville. A 11h00 les négociations entre le général de l'OSCE et le commandant serbe ont été interrompues et au bout de cinq minutes, des tirs ont commencé à retentir dans la colline. Les policiers devaient être en train de fouiller les maisons et les immeubles. Le chargé de la sécurité du HCR a annoncé à l'équipe MSF qu'il attendrait jusqu'à 13 heures pour voir comment la situation allait évoluer et prendrait une décision au sujet de son propre convoi, qui était dans les alentours.

L'équipe MSF a aussi décidé d'attendre et est entrée en contact avec Pristina via la radio de la voiture du HCR pour appeler une équipe médicale. Pendant ce temps, la police a amené des renforts et on entendait des bombardements de temps en temps. L'équipe médicale a décidé d'inviter une équipe de *International medical corps* à l'accompagner (IMC est l'agence médicale responsable pour la municipalité de Stimlje), et elle est arrivée avec trois véhicules (deux MSF, un IMC) à 14h00 environ. Les camions de secours ont été renvoyés à Prishtina, car il n'y avait aucune possibilité de faire aucune distribution mais les équipes médicales de MSF et IMC sont restées à Stimlje. Par la branche locale de l'organisation humanitaire kosovare *Mère Teresa*, les équipes ont obtenu des informations sur des endroits où les déplacés auraient pu fuir et à environ 15 heures les équipes ont mené une évaluation, avec une voiture du HCR. Près de Dranmjak, les villageois ont signalé aux équipes la présence de plusieurs centaines de personnes dans les collines, en précisant que la route qui y menait était très mauvaise. Les équipes ont décidé que MSF essaierait de continuer tandis que IMC resterait en arrière pour distribuer des secours. Le HCR a fait un appel radio à Pristina et a dû rentrer. Effectivement la route était très mauvaise et juste à l'extérieur de Dranmjak, il est devenu clair qu'il était inutile de continuer. De plus, il était déjà 16 heures.

Aujourd'hui, un camion MSF et une équipe médicale en 4X4 effectuent une évaluation dans la même région. Le

camion ne transporte pas de matériel de secours mais doit se rendre dans la grande ville du coin Urosevac/Ferizaj, pour changer de bâche. IMC essaye d'atteindre les déplacés avec une équipe médicale et le CICR effectue une distribution de secours et envoie une équipe chirurgicale.

Présentés par les Kosovars albanais et par l'OSCE comme un massacre de civils, les événements de Racak suscitent l'indignation de la communauté internationale. De leur côté, les autorités serbes affirment que les victimes sont des membres de l'UCK tués au combat et dénoncent une mise en scène des événements par la guérilla. Elles bloquent toutefois toute velléité d'une enquête internationale. Ce massacre augmente la tension entre la Serbie et la communauté internationale, qui renforce démarches diplomatiques et préparatifs pour une éventuelle intervention armée. L'administration Clinton pousse l'OTAN à poser un ultimatum à Slobodan Milosevic.



«*Massacre de Racak : un rapport de l'OSCE accuse les forces serbes.*» **AFP** (France) (New York - Nations unies), 18 janvier 1999 (en français).

L'OSCE a accusé les forces de sécurité serbes d'avoir massacré 45 civils d'origine albanaise à Racak, dans le Sud du Kosovo, dans un rapport transmis lundi au Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce rapport affirme que les faits vérifiés par la mission de vérification (KVM) de l'OSCE au Kosovo «*comprennent des preuves de détention arbitraire; de meurtres extra-judiciaires et de mutilations de civils non armés par les forces de sécurité de la République fédérale de Yougoslavie.*»

Ce rapport en date de dimanche a été transmis lundi aux quinze membres du Conseil de sécurité réunis en urgence après le massacre.

Belgrade a décidé de déclarer *persona non grata* le chef de l'OSCE au Kosovo, William Walker, qui avait accusé les forces serbes d'avoir commis un «*crime contre l'humanité*» à Racak.

Le rapport de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) indique que des survivants ont rapporté que «*les forces de sécurité serbes sont entrées à Racak à environ 07h00*», vendredi.

«*Certains portaient des uniformes de la police, d'autres des uniformes noirs et des cagoules de ski.*»

Les témoins ont affirmé avoir reconnu certains des policiers comme étant de Stimlje et en avoir reconnu d'autres qui étaient des «*civils serbes de Stimlje revêtus d'uniformes de policiers.*»

Le rapport donne également une description précise de la manière dont les 45 Albanais, dont une femme et un enfant de douze ans, ont été tués à l'extérieur et dans le village.

La plupart ont été tués d'une balle tirée dans la tête et «*d'extrêmement près*», selon le rapport.

Deux hommes ont été décapités et un troisième scalpé.

L'OSCE souligne que ce massacre «*constitue une violation claire du droit international humanitaire et des droits de l'homme.*»

L'organisation estime que Belgrade «*doit permettre immédiatement au Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie de venir immédiatement au Kosovo pour enquêter sur ces faits.*»



«*La communauté internationale face aux nouveaux défis yougoslaves.*» Afsane Bassir Pour et Claire Tréan, **Le Monde** (France), 20 janvier 1999 (en français).

Extraits :

La communauté internationale, qui avait réagi avec un certain attentisme au massacre de Racak, a été de nouveau déçue, lundi 18 janvier, par le président yougoslave, Slobodan Milosevic. Belgrade a coup sur coup refusé l'entrée au Kosovo de Louise Arbour, procureur du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, et décidé d'expulser le chef des observateurs de l'OSCE, William Walker. Les forces de sécurité serbes ont transporté, lundi, les cadavres qui reposaient dans la mosquée de Racak à la morgue de l'hôpital de Pristina ; leur autopsie doit contribuer à l'enquête menée par les Serbes sur les événements de vendredi, qui comportent certaines zones d'ombre.

[...] Après que Slobodan Milosevic eut refusé de recevoir dès lundi les deux plus gradés de l'OTAN, les généraux Klaus Naumann et Wesley Clark, le procureur du Tribunal international sur l'ex-Yougoslave (TPIY), Louise Arbour, se voyait refuser par de simples garde-frontières l'entrée au Kosovo, puis Belgrade déclarait *persona non grata* le chef de la mission des observateurs déployés dans la province, William Walker, en lui donnant quarante-huit heures pour quitter les lieux. Bref, le président yougoslave fait de la surenchère et a décidé de défier la communauté internationale sur tous les fronts.

[...] Depuis des semaines, Paris réclame une réunion du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie), sans obtenir de réponse des Américains qui préfèrent gérer seuls la crise. L'intervention de l'Élysée est aussi une façon de leur faire comprendre que, vu les résultats obtenus, cette exclusivité n'a aucune raison d'être.

La même situation est sensible à New York où les Américains s'efforcent manifestement de garder le dossier du Kosovo à l'écart du Conseil de sécurité de l'ONU, où la présence de la Russie plus que celle de la France complique les choses. Moscou n'envisage pas d'autre politique que la recherche d'une solution négociée au Kosovo. La Russie a néanmoins condamné, lundi, avec ses partenaires du Conseil de sécurité, la décision de Belgrade d'expulser le chef des observateurs William Walker. Réuni d'urgence, lundi, le Conseil a aussi «*vigoureusement condamné*» le massacre de Racak et réclame l'ouverture immédiate

d'une enquête. Cependant le refus yougoslave de coopérer avec le TPIY n'a pas été mentionné dans la déclaration. Interrogé sur l'impossibilité pour Mme Arbour d'entrer au Kosovo, l'ambassadeur russe à l'ONU, Sergueï Lavrov, a répondu : « Elle n'avait qu'à demander l'aide du Conseil de sécurité avant d'entreprendre une telle mission. » Divisé comme il est sur le conflit kosovar, le Conseil ne pouvait guère faire plus. Il devait toutefois examiner mardi un texte plus détaillé.

Par ailleurs, dans un rapport transmis lundi au Conseil de sécurité, l'OSCE réitère les accusations lancées samedi par William Walker, qui avait imputé aux forces de sécurité serbes le massacre de quarante-cinq civils d'origine albanaise à Racak. Ce rapport confirme que les faits vérifiés par les observateurs « comprennent des preuves de détentions arbitraires, de meurtres extrajudiciaires et de mutilations de civils non armés par les forces de sécurité de la République fédérale de Yougoslavie. »



« Les Etats-Unis vont pousser l'OTAN à imposer un ultimatum au leader serbe. » Jane Perlez, **The New York Times** (Etats-Unis) 21 janvier 1999 (en anglais).

Extraits :

« L'administration Clinton prévoit de pousser ses alliés de l'OTAN à lancer un ultimatum au Président de Yougoslavie Slobodan Milosevic lui demandant de lâcher la pression sur le Kosovo, sous peine de faire face à des frappes aériennes dans les jours qui viennent » ont déclaré des responsables aujourd'hui. « L'administration sentait qu'il était urgent de faire quelque chose aujourd'hui » ont déclaré plusieurs responsables, « afin d'empêcher que l'OTAN paraisse irrésolu sur la question du Kosovo, à l'approche du cinquantième anniversaire de l'Alliance. M. Milosevic, qui a repoussé les propositions de deux hauts responsables de l'OTAN au cours d'une rencontre tendancieuse à Belgrade, ce mardi, a acculé l'Alliance à prouver sa valeur » ont déclaré les responsables. Le plus inquiétant de tout, ont-ils ajouté, c'est la capacité de M. Milosevic à déprécier les célébrations qui vont marquer le triomphe de l'Ouest sur le communisme, prévue en avril et à les transformer en « sommet sur le Kosovo » a déclaré un officiel du Pentagone. Le commandant suprême de l'OTAN, le Général Wesley K. Clark, un Américain, a déclaré, de Bruxelles, dans une interview au téléphone, qu'il était ressorti de sept heures d'entretiens avec M. Milosevic mardi, convaincu que le leader yougoslave ne comptait absolument pas coopérer, parce qu'il ne sentait peser aucune réelle menace militaire « La communauté internationale a appris pendant ces longues années face à M. Milosevic que c'est lorsqu'il est confronté à une très forte pression militaire qu'il est le plus docile » a remarqué le général Clark. [...]

Si M. Milosevic ignore l'ultimatum et n'applique pas le cessez le feu sur lequel il s'était mis d'accord avec l'OTAN à l'automne dernier, alors, les 16 membres de l'Alliance voteront l'autorisation de lancer les frappes.



« L'Occident prépare la paix et la guerre au Kosovo - la pression militaire s'accroît. » **Le Monde** (France) AFP/Reuters, 24 janvier 1999 (en français).

Extrait :

Les pays occidentaux ont discuté, vendredi 22 janvier, d'un projet de règlement politique du conflit du Kosovo, tout en accentuant leur pression militaire afin de contraindre Belgrade à retirer ses forces de la province séparatiste. Le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, France, Italie et Allemagne) a entrepris à Londres l'examen d'un plan de paix mis au point par le diplomate américain Christopher Hill. A l'issue de la réunion, les diplomates se sont fixé comme objectif que « des négociations se tiennent au plus vite sur un règlement politique avec un engagement international direct ». Ils ont par ailleurs répété qu'une intervention militaire restait à l'ordre du jour si les deux parties refusaient de discuter.

[...] *Le Washington Post* souligne, samedi, que les alliés européens renâclent à apporter leur soutien à des raids aériens contre la Yougoslavie à moins que les Etats-Unis n'acceptent de participer à une force multinationale de maintien de la paix au Kosovo. Le secrétaire d'Etat à la défense William Cohen est fermement opposé à l'envoi de troupes américaines au Kosovo. Mais, selon un responsable de la sécurité nationale américaine cité par le quotidien, « toute discussion sérieuse sur la manière de régler à long terme la question du Kosovo doit explorer toutes les options, y compris une participation américaine sur le terrain. C'est un fait que nos alliés sont réticents à soutenir des frappes aériennes contre les Serbes en l'absence d'une stratégie claire concernant ce qui va se passer le terrain », a-t-il dit. Par ailleurs, les diplomates du Groupe de contact ont rappelé leur « révolusion » devant le massacre de 45 Albanais du Kosovo à Racak, le 15 janvier dernier. [...]

Enquêtes et analyses des différents organes de presse internationale sur le massacre de Racak soulèvent la question d'une éventuelle manipulation des faits dans des sens favorables à l'une ou l'autre des parties au conflit au Kosovo.



« Neufs questions sur les morts de Racak. » Hélène Despic-Popovic, Pierre Hazan, Jean-Dominique Merchet, **Libération** (France) 21 janvier 1998 (en français).

Extrait :

Retour en neuf questions sur les zones d'ombre d'un massacre aux versions contradictoires.

1. De quoi est-on sûr ?

Vendredi dernier à 7 heures du matin, la police serbe lance une opération contre le village de Racak. Elle affirme qu'elle est à la poursuite d'un groupe de «terroristes» de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) qui, quelques jours auparavant, a tué un policier. Les combats durent toute la journée autour de trois villages, Racak, Belince et Malopljce. La branche politique de l'UCK annonce à 11h30 que des combats ont fait des morts des deux côtés. Ces échanges de tirs font l'objet de nombreuses dépêches d'agences de presse internationales (AFP, Reuter, AP). Les journalistes restent à la périphérie des combats. Ils racontent tous que des observateurs internationaux (certains spécifient qu'il s'agit d'Américains) sont là qui, eux non plus, ne peuvent aller plus loin. Ils observent que des combats à l'arme lourde se déroulent. Chars et canons anti-aériens chez les Serbes, où l'armée appuie la police. Les indépendantistes albanais répliquent avec des armes légères et des mortiers. Seule une équipe de télévision de l'agence américaine APTV est autorisée par les forces serbes à filmer l'opération dans le village. Le centre d'information serbe, citant la police, annonce que quinze «terroristes» ont été tués et de nombreuses armes saisies. A 15h20, le numéro deux de l'OSCE, dont les vérificateurs observent les affrontements depuis 8h45, contact un général serbe et demande l'arrêt des combats. L'OSCE annonce à 16h45 que les combats ont cessé. A 17 heures, les forces serbes se retirent. Dans la soirée, le centre d'information albanais qui, dans un premier bilan, avait fait état d'un mort, mentionne sept tués. Le lendemain matin, des vérificateurs de l'OSCE découvrent des corps, dont une vingtaine dans un ravin en haut du village investi par l'UCK. Le chef de la mission de l'OSCE, l'Américain William Walker, parle de «crime contre l'humanité» qui a fait des victimes civiles, exécutées à bout portant. Le même matin, la police serbe crie victoire et parle de dizaines de «terroristes» tués.

2. Qui sont les morts ?[...] De source albanaise, ils étaient des civils auxquels viennent s'ajouter les corps d'une huitaine de soldats de l'Armée de libération du Kosovo [...]. Le nombre des victimes diffère selon les sources. L'OSCE en donne 37, les Américains 45 et les Albanais 51. Selon l'OSCE, dans le ravin, les deux tiers des victimes avaient plus de 50 ans. Des douilles se trouvaient à proximité et, toujours selon les mêmes sources, elles provenaient uniquement d'armes des forces serbes. Lundi, Racak a été l'objet d'affrontements entre indépendantistes et forces serbes, lesquelles se sont emparées par la force des cadavres qui étaient entreposés à la mosquée. Les corps ont été apportés à la morgue de Pristina. Deux équipes étrangères de médecins légistes sont arrivées en Yougoslavie pour les examiner. Mais, outre les médecins serbes, seuls les vérificateurs de l'OSCE et des médecins biélorusses y ont eu accès. En revanche, l'équipe finlandaise était encore hier soir à Belgrade. Un porte-parole de l'OSCE a déclaré qu'«elle n'avait pas eu l'autorisation de se rendre à Pristina.» A l'automne, déjà, des médecins légistes finlandais n'avaient pu avoir accès aux corps des victimes d'un précédent massacre.

3. Comment l'information est-elle parvenue ?

L'OSCE a expliqué hier qu'après le retrait des forces serbes

intervenu à 17 heures vendredi, des villageois ont rapporté, en un lieu indéterminé (qui n'est pas Racak), à des vérificateurs, que vingt-quatre hommes avaient été arrêtés à Racak. Ces vérificateurs n'ont pas réussi alors à en réunir les preuves et, la nuit tombée, ont dû rentrer. Journalistes et observateurs arrivaient pratiquement simultanément le samedi sur les lieux des affrontements de la veille. Dans le village, ils trouvaient l'UCK qui les menait droit à la petite tranchée où se trouvaient une vingtaine de corps. Ils découvraient d'autres corps dispersés. Un seul a été ramené dans sa maison, celui d'un homme sans tête. Journalistes et observateurs se sont entretenus avec deux ou trois témoins, presque toujours les mêmes. William Walker a rejoint l'équipe d'observateurs et pris immédiatement une position tranchée en accusant les forces serbes d'un «crime contre l'humanité».

4. Quelles sont les versions en présence ?

Samedi, au village, les Albanais présentent l'opération comme une expédition punitive contre un village tranquille, gardé par seulement huit combattants, lesquels ont tous péri. Une fois encerclés, les villageois des maisons du haut ont été mitraillés en tentant de s'enfuir. Vers midi, les forces serbes entrent dans le village, enferment femmes et enfants dans les caves, et emmènent une vingtaine d'hommes, jeunes comme vieux, que l'on retrouve exécutés plus haut, le plus souvent d'une balle dans la tête. Une jeune fille qui s'oppose est tuée d'une balle dans le front. Un homme est décapité. Les autorités serbes disent qu'il n'y a pas eu massacre mais mise en scène. Ils affirment que ces derniers ont ensuite été rassemblés, dépouillés de leurs uniformes et revêtus de vêtements civils. Ils accusent l'Américain William Walker de s'être prêté à la manipulation et le déclarent *persona non grata*.

5. Quels éléments ont jeté le doute ?

Un journaliste de l'AFP a rencontré samedi matin à Racak un observateur étranger qui lui a confié avoir pénétré la veille dans le village. Il était 17 heures. Les combats avaient cessé, les forces serbes s'étaient retirées et les habitants rentraient dans le village, raconte-t-il. L'observateur ne dit pas avoir vu ou entendu quoique ce soit de particulier, mais réclame l'anonymat. Des membres français de la mission, interrogés lundi par téléphone par *Libération*, disent ignorer que des observateurs aient pénétré dans le village le soir même. Ils disent simplement savoir que des équipes avaient tourné dans les environs dans la journée de vendredi mais précisent que les bruits sur l'existence de victimes civiles avaient commencé à circuler dans les couloirs de la mission dès vendredi soir. Un nouveau témoignage, cité mercredi par *Le Figaro* et *Le Monde*, confirme l'existence de ces observateurs fantômes. Il vient d'un autre journaliste français qui, par hasard, a pénétré dans Racak après le combat ce vendredi soir-là. Il a vu trois véhicules oranges de l'OSCE et des observateurs s'entretenir calmement avec des Albanais et leur demander s'il y avait des blessés. Il les a vus un peu plus tard évacuer des blessés légers et se dire «incapables d'évaluer le bilan des combats.»

Un autre fait troublant est la confusion sur le nombre des morts. Un enquêteur de l'OSCE dit en avoir vu 38, tous en vêtements civils. Walker a parlé de 45. L'UCK dit avoir vu

les corps de ces combattants. Le dimanche, ce sont 40 corps qui sont exposés dans la mosquée.

Ces faits inquiètent. Si les habitants étaient dans le village le vendredi soir, pourquoi n'ont-ils pas alerté les observateurs, pourquoi personne n'a-t-il fait état de femmes enfermées dans les caves? Si les villageois ont réellement informé les observateurs que 24 hommes avaient été emmenés, pourquoi l'OSCE ne dit-elle pas où ils ont eu cette information ni qui étaient ces observateurs, et pourquoi insiste-t-elle sur le fait qu'aucune de ses équipes n'a été dans le village cette fameuse soirée. *Le Figaro* et *Le Monde* ont révélé hier - ce que confirme l'OSCE - qu'une équipe de l'agence américaine APTV était entrée vendredi à Racak avec la police serbe qui l'y avait invitée. Les journalistes qui ont vu le film disent qu'il montre un village vide d'habitants et des policiers pris sous les tirs.

6. Une manipulation est-elle possible ?

Plus de douze heures ont séparé la fin des combats et le retour de certains habitants dans le village, de la découverte des corps, le lendemain.

Un temps qui, théoriquement, permet une mise en scène. Le fait qu'elle soit possible n'indique pas qu'elle ait eu lieu. S'il y a manipulation, celle-ci peut être totale (morts tués au combat et disposés en scène macabre par les indépendantistes) ou partielle (les victimes du ravin sont des combattants exécutés par les forces serbes après les combats). «*Il se peut que les Albanais aient bel et bien été abattus et la scène réarrangée*» confiait, perplexe, à Pristina, un diplomate occidental. Car le massacre de civils est plus susceptible d'émouvoir l'opinion que celui de combattants, même si cela aussi est un crime.

9. Saura-t-on la vérité ?

Seule une enquête indépendante internationale permettrait de faire la lumière. Elle serait difficile car les corps ont déjà été au moins deux fois déplacés (pour être rassemblés dans la mosquée puis pour être transférés à la morgue de Pristina). En tout cas, l'autopsie devrait permettre de déterminer si les corps portent des traces de mutilation ou des impacts, faits *post mortem*. Les résultats des autopsies conduites par des médecins serbes assistés de légistes de Biélorussie (un pays à la mauvaise image internationale), concluant qu'il n'y a pas eu massacre, ne sont pas très crédibles. Seuls des experts indépendants pourraient là aussi établir s'il n'y a pas eu de nouvelles manipulations. Le film d'APTV, qui montre un village vide d'habitants investi précautionneusement par la police serbe, tandis que des tirs viennent des tranchées tenues par l'UCK sur les collines, peut être considéré comme sujet à caution puisqu'il a été réalisé par des cameramen serbes invités par la police serbe à suivre l'opération. Les journalistes peuvent avoir fait des cadrages excluant des faits qu'ils jugeaient gênants. Un tel film devrait aussi être expertisé et authentifié pour voir s'il a été coupé, ce qui une fois encore est une bonne raison de faire intervenir la justice internationale.



«*Les Serbes ont tenté de couvrir un massacre.*» Jeffrey Smith, *The Washington Post* (Etats-Unis), 28 janvier 1999 (en anglais).

Extraits :

Selon des conversations téléphoniques interceptées par les gouvernements occidentaux, l'attaque contre un village du Kosovo qui a conduit au massacre de 45 civils d'origine albanaise, il y a 12 jours, a été réalisée sur ordre de hauts responsables du gouvernement qui a ensuite organisé une couverture à la suite de la réaction scandalisée de la communauté internationale. Selon des sources occidentales proches qui ont eu accès aux écoutes, ces responsables, rendus furieux par l'assassinat de trois soldats au Kosovo ont ordonné aux forces gouvernementales «*de mettre le paquet*» lors de l'assaut du 15 janvier à Racak destiné à mettre la main sur les guérilleros kosovars soupçonnés d'en être responsables. Devant l'augmentation du nombre de morts civils et la condamnation internationale, le Premier ministre de Yougoslavie et le général commandant les forces serbes au Kosovo ont cherché à cacher ce qui s'était passé. C'est ce que révèlent les écoutes de leurs conversations. Des détails de ces conversations, mises à disposition par des sources occidentales, jettent une lumière différente sur l'attaque et ses conséquences, qui ont de nouveau amené l'OTAN au bord de la confrontation avec le président yougoslave Slobodan Milosevic au sujet de la répression qu'il mène à l'encontre des séparatistes albanais au Kosovo. Le contenu des appels montre que l'attaque contre Racak a été surveillée de très près au plus haut niveau du gouvernement yougoslave et contrôlée par un haut responsable du commandement militaire serbe au Kosovo - province de Serbie, république dominante de la Yougoslavie. Les corps de 45 civils kosovars ont été découverts sur une colline en dehors du village par des habitants et des observateurs internationaux peu après le retrait des forces gouvernementales. «*Une enquête complète et indépendante doit être menée pour connaître le fond de cette affaire*» a déclaré un responsable de l'administration Clinton à notre correspondante à Washington, Dana Priest. «*Les responsables doivent être menés devant la justice.*» Dans une série de conversations téléphoniques, l'adjoint au Premier ministre Nikola Sainovic et le ministre de l'Intérieur serbe Sreten Lukic, ont exprimé l'inquiétude que leur inspire la réaction internationale face à l'attaque et discuté comment faire en sorte que le massacre apparaisse comme la conséquence d'une bataille entre les forces gouvernementales et des séparatistes de l'armée de libération du Kosovo. L'objectif était de contester les affirmations des survivants - confirmées plus tard par les observateurs internationaux - selon lesquelles les victimes avaient été tuées au cours d'une exécution et de désamorcer les pressions d'une réponse militaire. Sainovic est le plus haut responsable du gouvernement yougoslave en charge des affaires du Kosovo et assiste à la plupart des négociations avec les hauts responsables occidentaux. Plusieurs responsables occidentaux affirment qu'il rapporte directement à

Milosevic sur les questions du Kosovo. «*Nous le voyons souvent comme le lien entre le gouvernement de Belgrade et l'administration ici au Kosovo*» affirme un responsable.[...] Une source qui connaît le contenu des conversations téléphoniques entre les leaders militaires au Kosovo et les responsables de Belgrade, le 15 janvier et les jours suivants a affirmé que ces conversations prouvent «*qu'ils souhaitaient mettre le paquet*» pour trouver trois rebelles que les services de sécurité du gouvernement accusaient d'une embuscade contre le convoi du ministère de l'Intérieur, le 8 janvier au sud-ouest de Racak, au cours de laquelle trois soldats avaient trouvé la mort. Il s'agissait d'une mission de recherche et de destruction. Selon des sources occidentales, tandis que les bruits de tanks, des tirs d'artillerie et le crépitement des mitraillettes résonnaient dans les collines aux alentours de Racak, Sainovic a appelé Lukic de Belgrade. Sainovic était informé du déroulement de l'attaque et il voulait que le général lui dise combien de gens avaient été tués. Selon les sources, Lukic a répondu que pour l'instant le total s'élevait à 22. Au cours d'appels dans les jours qui ont suivi, Sainovic et Lukic ont exprimé leur crainte d'un scandale international et ont discuté de comment faire apparaître le massacre comme le résultat d'une bataille. Selon les sources occidentales, leurs efforts pour couvrir le massacre continue. Une des mesures pour lesquelles Sainovic a plaidé au cours de ses appels téléphoniques, a été de verrouiller la frontière entre le Kosovo et la Macédoine afin d'empêcher l'accès de Louise Arbour, une enquêtrice des Nations unies sur les crimes de guerre. Arbour a été refoulée. Une autre a été de demander que les troupes du ministère de l'Intérieur se battent pour regagner le contrôle des sites de massacres et réclamer les corps. Les forces serbes ont lancé un second assaut sur le village le 17 janvier et le jour suivant, elles se sont emparées des corps, déposés dans une mosquée et les ont transportés à la morgue de Pristina la capitale régionale. Une troisième mesure a été d'essayer de mettre la responsabilité des massacres sur le dos d'un groupe armé indépendant, qui serait venu dans la région attaquer les habitants de Racak après le départ des troupes gouvernementales. Sainovic s'est entendu répondre que cette manœuvre n'était pas possible. Peu après l'attaque, un porte-parole du gouvernement yougoslave avait déclaré que les corps trouvés sur la colline étaient armés et portaient des uniformes de l'Armée de libération du Kosovo. Ce récit a été contesté par des inspecteurs internationaux et des journalistes qui sont arrivés sur les lieux le 16 janvier et ont trouvé des douzaines de cadavres sur le sol, tous en costumes civils. Plus tard les responsables gouvernementaux ont prétendu que certaines des victimes avaient été accidentellement prises dans un échange de feu entre les forces de sécurité et les rebelles ou avaient été délibérément abattus par la guérilla afin de provoquer un scandale international. Mais les survivants, les observateurs internationaux et les rebelles qui se trouvaient dans la zone au moment des massacres, racontent qu'il y a eu peu de tirs dans la ville avant l'assaut et qu'aucune bataille n'était en cours vers 11 heures heure du décès présumé de la plupart des victimes. Ces sources affirment que les forces de l'Armée de libération du Kosovo n'étaient

pas déployées près du ravin où au moins 23 des cadavres ont été trouvés et qu'aucun des arbres des alentours ne porte de trace de balles suggérant une bataille. Selon un responsable occidental, une équipe de médecins légistes qui est arrivée de Finlande au Kosovo, vendredi dernier, soit une semaine après le massacre, n'a rien trouvé qui contredise ces récits. «*Un tableau commence à émerger des autopsies, et c'est un tableau tragique*» a déclaré une autre source, expliquant que les types de blessures sur les victimes indiquent qu'ils ont été «*humiliés*» avant qu'on leur tire dessus, de plusieurs directions. Les dernières de ces 40 autopsies devraient être réalisées aujourd'hui, et les médecins légistes finlandais ont déclaré que leur rapport serait prêt la semaine prochaine. Mais leur conclusion préliminaire est cohérente avec un récit rapporté le 16 janvier par Imri Jakupi, 32 ans, un habitant de Racak, qui a raconté qu'il avait échappé à la mort en s'enfuyant dans les bois. Lui et d'autres hommes ont été encerclés par les forces de sécurité lors d'une fouille maison par maison et ont reçu l'ordre de marcher, le long du ravin devant les soldats «*qui ont commencé à nous tirer dessus, du haut des collines... les tirs venaient de toutes les directions.*» Selon Shukri Buja, 32 ans, le commandant des forces de la guérilla dans la région, Racak était le repaire de nombreux rebelles, comme le suspectait les responsables de la sécurité du gouvernement. Mais il affirme que la plupart d'entre eux étaient repartis dans les collines tôt le 15 janvier après des salves d'artillerie et de tanks. «*Les tirs venaient de trois directions ... et ils ont déplacé leurs troupes pendant la journée donc il était très difficile pour nous de redescendre au village*» a affirmé Buja. Les villageois ont raconté aux inspecteurs et aux reporters présents sur les lieux le 17 janvier que de nombreux morts ont été vus pour la dernière fois vivants entre les mains des forces du ministère de l'Intérieur, qui a déclaré qu'ils étaient en état d'arrestation. Un grand nombre des soldats impliqués dans les opérations portaient des cagoules noires, mais les survivants ont dit qu'ils avaient reconnu des policiers locaux et des civils serbes en uniformes. Jakupi et un autre résident de Racak, Rem Shabani, a raconté aux reporters qu'ils avaient entendu ce que se racontaient certains soldats sur leurs talkies-walkies tandis qu'ils emmenaient deux groupes d'hommes hors du village. «*Combien y en a-t-il ?*» a demandé un soldat. La réponse a été 29 se rappelle Shabani, et l'ordre suivant a été donné «*Okay, montre-les nous.*» Yakupi raconte qu'il a alors entendu lancer un autre ordre «*Maintenant, tenez-vous prêts à tirer.*» Il s'est enfui avant que les tirs ne commencent.

Fin janvier le responsable de programme de MSF France fait de nouveau part de son insatisfaction quant au processus de décision de la mission conjointe MSF au Kosovo et de son désaccord avec la ligne de communication tenue par l'équipe de coordination. A la suite d'une visite sur le terrain de l'adjointe au responsable de programme, la décision est prise de lancer une nouvelle mission exploratoire au Monténégro. Cette

mission explorerait également le Kosovo afin d'y ouvrir un programme autonome de la section française.



Compte-rendu de la réunion des responsables des programmes Kosovo à Bruxelles le 25 février 1999, responsable de programme MSF France (en français).

Extrait :

1. Monténégro

Une mission exploratoire composée d'un médecin (Katrin Frolich) et d'un logisticien (Nicolas Dedieu) a débuté le 1/01/99 avec pour deux objectifs :

- évaluer la situation des IDPs [personnes déplacées] kosovars (pour rappel une mission ET back up hollandaise [mission emergency team coordonnée par la section hollandaise] a été menée de juin 1998 à septembre 1998, cf rapport)
- explorer la nécessité et possibilité de mener un programme médical en lien avec les problématiques de santé de cette République.

L'intérêt de la réalisation de cette mission était renforcé par plusieurs aspects :

- la proximité du Monténégro face au conflit au Kosovo, et le risque de voir arriver un nouvel afflux de déplacés,
- les conséquences sur la prise en charge de la santé dans une république subissant l'effondrement économique de la Yougoslavie ainsi que l'embargo imposé sur toute la République fédérale,
- la présence toujours conséquente (environ 35 000 personnes) de populations serbes réfugiées suite au conflit en Bosnie-Herzégovine et Croatie,
- les tensions politiques entre le Monténégro et la République de Serbie.



«*Point communication Kosovo.*» **Courriel** de Bas Tielens chargé d'information MSF au Kosovo, 28 janvier 1999 (en anglais).

Extraits :

Cher tous,

L'information ci-dessous est en principe interne, mais peut être transmise à des journalistes avec lesquels nous avons de bonnes relations.

Point communication Kosovo 020 (27 janvier 1999).

Document interne pour les départements communication de MSF, ne pas transmettre aux journalistes.

[...] MSF dans les médias yougoslaves:

Bien que la campagne contre MSF (trafic d'armes etc...) soit terminée, nous avons encore été cités dans le cas du meurtre du médecin albanais qui travaillait au service des urgences de l'hôpital de Pec.

Positionnement vis à vis de la presse (remplaçant celui du 23 janvier).

MSF est horrifié par le massacre de Racak et ceux qui ont eu lieu dimanche dernier près de Kramovik et espère que

le tribunal pour les crimes de guerre pour l'ex-Yougoslavie pourra mener sa propre enquête (note: l'équipe légale finlandaise qui examine en ce moment les cadavres ne rendra compte qu'à la cour du district de Pristina et ne rendra pas ses résultats publics). MSF demande aux parties au conflit au Kosovo de commencer des négociations le plus vite possible afin d'empêcher que la reprise des combats n'entraîne des déplacements de population et des morts. La communauté internationale devrait faire tous les efforts possibles pour arriver à une solution négociée qui garantisse une stabilité à long terme au Kosovo. (note: tous les commentaires qui pourraient être interprétés en faveur d'une intervention de l'OTAN rendraient notre position vis à vis du gouvernement intenable).

Pour le moment, la situation humanitaire dans les municipalités où MSF travaille ne se détériore pas, mais la situation étant instable cela peut changer rapidement. Jusqu'ici MSF a encore accès aux endroits où interviennent ses équipes mobiles.

[...] Répartition régionale MSF/MDM/IMC [MSF/Médecins du Monde/International medical corps]

Il faut être informé d'une chose: sur le plan opérationnel, il existe une division géographique entre MSF, MDM et IMC pour des raisons d'efficacité. Cela signifie que nous ne serons pas toujours impliqués dans chaque crise ici, et que dans certains cas nous n'aurons pas grand chose à dire. Racak par exemple est une commune couverte par IMC. En ce qui concerne les réponses aux urgences, MSF jouera un rôle important dans toute la province.



«*Toujours au sujet du positionnement par rapport à la presse.*» **Courriel** de Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France au chargé d'information de MSF au Kosovo, responsable de programme MSF Belgique, au chargé d'information MSF France, aux responsables juridiques de MSF France, 3 février 1999 (en anglais).

Chers Tim et Bas,

Heureusement, nous allons nous rencontrer lundi parce que j'ai vraiment besoin de discuter avec vous de nombreuses questions. Mais je voudrais déjà réagir à votre ligne de positionnement par rapport à la presse.

- Chaque fois, vous sélectionnez des noms dans votre liste de destinataires de vos courriels qui n'ont rien à voir ni avec la communication, ni avec le Kosovo.

- Je ne comprends pas pourquoi ces positionnements par rapport à la presse ne sont pas discutés avec les responsables de programme à Bruxelles (peut-être le sont-ils ?) mais aussi à Paris avant de les envoyer à tout le monde dans le réseau MSF. Vu la couverture médiatique de la crise et l'extrême sensibilité du contexte, tous les positionnements vis à vis de la presse devraient être discutés avant publication.

- Le positionnement du 2 février. Je suis de plus en plus effrayée par ce que vous appelez «positionnement vis à vis de la presse». La dernière fois il s'agissait de «pour

ou contre» l'intervention de l'OTAN. Aujourd'hui, il s'agit de «MSF appelle toutes les parties au conflit au Kosovo à trouver une solution négociée.»

Qu'est-ce que MSF? Le Conseil de sécurité? Le gouvernement des Etats-Unis? Le parlement européen? Quel est son rôle et sa spécificité? Si nous n'avons rien de plus à dire sur la population, sur la situation médicale, sur celle du personnel médical etc. Je me demande bien pourquoi nous sommes là-bas?

Aussi, la prochaine fois, merci de nous envoyer votre positionnement AVANT.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 29 janvier 1999 (en français).

Extraits:

[...] MSF a plusieurs types d'actions au Kosovo : cliniques mobiles et soutien aux hôpitaux (médicaments, matériels). C'est une émission conjointe avec la section belge qui est la «back up section»; dans la pratique, MSF F ne participe pas aux décisions (opération et témoignage) et reçoit les informations concernant les décisions ou modifications apportées aux opérations avec souvent 15 jours de décalage.

Ainsi l'équipe de MSF F de Pec a été déplacée sur un autre lieu dans d'autres types d'activités sans explications. Nous ne communiquons plus en direct avec les équipes car MSF Bruxelles nous avait reproché de le faire. Durant les deux tiers de l'année dernière, il y a eu peu de témoignages pertinents ou alors trop tardifs (offensives en mars ; premiers messages en septembre). Dans le dernier point de presse, MSF se déclare préoccupé par une possible intervention de l'OTAN... Fin 1998/début 1999, on communique sur tout et même sur ce qui n'incombe pas à une prise de parole de MSF. C'est de la com, pas du témoignage.

MSF/F, qui se sent dépossédé, souhaite se réapproprier la mission en développant une activité autonome au Kosovo en travaillant par exemple sur Pec (sans bureau à Pristina).

- **Anamaria Bulatovic** : Sur quelles bases? Les besoins ont-ils été réévalués?

- **Graziella** : les besoins sont très variables d'une zone à l'autre. Il faut remettre en cause nos programmes tels qu'ils sont menés (programme élargi de vaccination et formation durant la grande partie de l'année 1998 passée au cœur du conflit).

Le réseau sur lequel s'appuie MSF semble, selon Graziella, être très superficiel et il faudrait chercher à le renforcer avec par exemple l'association *Mère Teresa*. Cependant, compte tenu de ce qui a été dit plus haut, notre compréhension de la situation est très limitée (présence auprès des populations n'implique pas nécessairement proximité avec elles).

- **Odysseas Boudouris** : MSF/G [MSF section grecque] est très à l'écoute de ce qui se passe dans cette zone pour des raisons de proximité évidente. Athènes a proposé son outil opérationnel à MSF/B [MSF section belge] au cas où des réfugiés afflueraient au nord de la Grèce, proposition restée sans réponse jusqu'à ce jour.

- **Gundula Graack** partage ce sentiment de manque d'informations afin de pouvoir les diffuser en Allemagne; elle recommande qu'en général, l'information soit répercutée aux sections partenaires des sections opérationnelles.

- **Bruno Corbé** demande si en cas de mission conjointe il est possible que l'autre section fasse des visites sur le terrain?

- Oui, quelqu'un de MSF Paris y est allé en avril et septembre 1998.

- **Bruno** est surpris car il pensait que *Mère Teresa* était un contact privilégié de MSF/B.

- **Graziella** précise que ce qui est contesté c'est plutôt la façon de travailler avec ce réseau; les distributions se font en effet sans activité médicale réelle, ni contrôle : trois stocks chirurgicaux ont été donnés à des hôpitaux de campagne sans qu'on ne sache rien sur les actions menées. D'autre part, les interventions menées durant le conflit auraient pu être poussées. Par exemple: on n'a pas poursuivi les contacts avec les hôpitaux de campagne albanais: alors qu'un ou deux avaient été établis (approvisionnement d'un hôpital sur deux), cela n'a jamais été expliqué ni clarifié.

Phillipe Biberson resitue l'action de MSF dans le Kosovo ou des équipes notamment de Bruxelles sont présentes depuis plusieurs années. Mais l'évolution récente dramatique, le déploiement des observateurs de l'OSCE, le positionnement de l'OTAN en Macédoine constituent une évolution radicale qui place MSF dans cet «emballage militaro-humanitaire» souvent décrit. MSF devrait réagir à ce changement de contexte. Philippe a effectué des démarches dans ce sens auprès des autres sections sans entraîner de réactions. Deux solutions : soit nous faisons une croix sur le Kosovo soit nous y retrouvons une véritable implication.

- **Christian Losson** : comment réagit MSF Bruxelles?

- **Graziella** : MSF Bruxelles nous envoie des rapports de situation. C'est notre seul lien avec le terrain et on perçoit que MSF ne se situe plus en tant que tel, nous avons le sentiment que MSF se perd en se mélangeant aux organes de l'OSCE ou autres organisations (par exemple lors des convois d'aide).

- **Bruno** demande si deux sections sur place feraient mieux qu'une? MSF n'en est pas à sa première déclaration d'intention et semble s'isoler.

- **Karim Laouabdia** explique qu'en Sierra Leone, MSF/F s'est retiré de la coordination conjointe avec MSF/H [MSF section hollandaise] car le mode de fonctionnement des Hollandais était trop différent; le chef de mission décidait de tout sans consultation et MSF Paris n'était pas d'accord avec les options prises sur le terrain. En revanche, au Soudan, MSF/F a joué le jeu pour l'intervention au Bar El Ghazal. Au Liberia on conserve pour l'instant une bonne coordination commune. La coordination commune ne doit pas être une fin en soi.

MSF/F se retire des coordinations internationales, s'il y a des difficultés à faire entendre un point de vue, un manque de consultation ou un désaccord sur les choix opérationnels faits.

- **Bruno** est d'accord sur le principe de la séparation s'il y a un dysfonctionnement.

- Au Kosovo, deux équipes de télévision ont tourné des

documentaires diffusés la semaine dernière sur les télévisions belges... MSF Paris n'a pas été consulté !

- Christian demande si l'attitude de MSF/B correspond à une approche diamétralement opposée de l'humanitaire où est-ce qu'elle est explicable par une crainte quelconque ?

- Philippe Biberson recentre le débat en avertissant qu'il faut se méfier des « on-dit », des généralités. Cela nous éloigne des objectifs de MSF et de notre vraie vocation. C'est un système contre productif. MSF/F justifie son attitude quand elle sort des coordinations communes et évite de faire monter la mayonnaise.

- Graziella : MSF mène une mission exploratoire au Monténégro depuis un mois qui devrait se prolonger 15 jours-3 semaines. ET [Emergency team] est intervenu deux mois et demi cet été et s'est retiré car les besoins étaient couverts. La situation est réévaluée car il existe un véritable problème d'accès aux soins pour 3 populations: une partie des Monténégrins eux-mêmes, et des réfugiés serbes de Bosnie et de Croatie.

MSF a des problèmes d'accès (visas, contact avec les autorités).



« Plan Kosovo MSF F. » **Courriel** de Vincent Janssens, responsable de programme MSF Belgique au responsable de programme, directeur des opérations et directeur général de MSF France, 2 février 1999 (en français).

Extrait :

Je sais qu'une réunion est planifiée demain à ta demande à Bruxelles autour des frustrations de MSFF sur l'action au Kosovo et sa formule de gestion.

Je n'entre plus dans les détails sur le constat que ceci est proposé après une longue période de non-communication de votre côté et de désintérêt pour nos invitations de concertation.

Par contre, j'ai des sérieuses questions sur le constat que cette réunion est suggérée au moment où le sujet a déjà été débattu et entériné au CA de MSFF... !

Mes questions portent actuellement sur:

1. Votre décision apparente de vouloir lancer une entité autonome au Kosovo: juste l'idée déjà est irresponsable et dangereuse dans la situation actuelle du Kosovo et les menaces envers MSF; cette option sera [ne] en conséquence pas acceptée par nous.

2. Les arguments, motivations et alternatives opérationnels poursuivis qui sont supposés être à la base de cette orientation; outre une information indirecte sur des frustrations/ être mal à l'aise avec la mission, il n'y a pas eu des suggestions concrètes ni tentatives de les considérer dans la formule actuelle; cela nous donne l'impression qu'il s'agit essentiellement d'une décision sentimentale, à moins qu'elle ne cadre dans une stratégie (non-connue par nous) qui dépasse le contexte du Kosovo.

3. La démarche de présenter le sujet au CA (est-ce que le problème dépasse ou voudrait dépasser l'exécutif ?) et d'organiser en parallèle des rencontres avec des messages au moins discordants.

Tout ce tableau n'impressionne pas très positivement ni constructivement en international ; afin de ne pas/plus se perdre dans des débats inutiles, j'insiste avant toute nouvelle initiative de dialogue, sur une clarification écrite et explicite des questions posées.



Je sens que ça tourne très mal au Kosovo, qu'il y a une espèce d'accélération, que les négociations ne vont rien donner et que du coup nous allons passer à l'étape supérieure. J'ai le sentiment profond que de toute façon, nous allons avoir un afflux massif de réfugiés, qu'ils vont passer par le Monténégro. Et je sais que dans le contexte yougoslave, si nous ne travaillons pas en amont et si nous n'avons pas un pied dedans, ce n'est pas quand ça explosera que nous pourrions rentrer. Je dois aller à Belgrade pour voir la coordination du Kosovo. Je décide donc de passer par le Monténégro avant que la mission exploratoire ne soit finie. J'ai eu l'équipe au téléphone et je sens que ça ne se passe pas bien, qu'ils ne comprennent pas l'intérêt de se pré-positionner au Monténégro. Il y a de plus grands risques que les réfugiés arrivent sur l'Albanie voire la Macédoine. Mais il me paraît important d'avoir un pied dans la fédération yougoslave, ailleurs qu'au Kosovo. Or le Monténégro est dans la fédération yougoslave. A Paris, nous avons des contacts avec les Monténégrins, avec le prince du Monténégro, avec des expatriés d'autres organisations basées au Monténégro qui me disent : « il y a des choses à faire, il y a intérêt à y être. » Donc j'y vais, je passe 48h avec l'équipe, je visite. Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une réponse à une urgence. Mais il ne faut pas se borner à dire qu'il n'y a pas de besoins. Je trouve deux interventions possibles : l'une sur Ulcine, auprès d'une communauté albanaise et l'autre à la frontière avec la Croatie auprès de minorités bosniaques complètement délaissées. Nous allons également à Rozaje voir une communauté albanaise qui vit dans une zone à risques en raison de la forte présence de l'armée fédérale. A Belgrade, j'ai de grosses discussions avec Tim Boucher, le coordinateur des programmes du Kosovo. Nous nous prenons vraiment la tête, sur l'absence de communication, sur le témoignage, sur l'opération même qui est menée au Kosovo. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. A mon retour, Guillaume et moi décidons d'envoyer également l'équipe exploratoire au Kosovo. Nous voulons qu'elle regarde la situation et nous fasse un retour objectif, parce que nous n'avons plus du tout confiance en l'équipe de coordination.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Fin janvier, à la fin de sa mission, la responsable de terrain de MSF à Pec décide de se rendre, à titre individuel, auprès des populations albanaises encerclées par les Serbes dans la vallée de la Rugova, tenue par l'UCK.



J'avais fini ma mission avec MSF. Je ne suis pas rentrée directement en France. Je ne voulais pas quitter le Kosovo. Ces gens, je les connaissais depuis 1996. Je ne me sentais pas à l'aise de les laisser, parce que rien n'avait évolué, et je ne voyais pas comment je pouvais m'arrêter là. J'ai donc organisé mon voyage dans la vallée de la Rugova. Quand je travaillais sur Pec, nous allions faire des consultations dans cette vallée fermée, où il y avait des villages dispersés avec un bastion UCK. Je suis partie pour la vallée, mais je ne pouvais pas y aller par Pec, parce que la route était fermée par le checkpoint des Serbes. Donc j'ai pris un bus pour aller au Monténégro, à Rosaje et j'ai attendu deux semaines dans une famille proche des UCK qui servait de relais, que la neige fonde pour que je puisse repartir dans l'autre sens à pied, à travers les montagnes. Graziella Godain [adjointe au responsable de programme MSF France] était au courant de mon projet. Elle était venue visiter la mission exploratoire de MSF à Ulcine au Monténégro. Elle m'a demandé de faire un détour avant d'aller dans la vallée pour discuter avec elle. Et elle a essayé de me persuader de ne pas y aller. Mais elle n'a pas réussi. Quand je suis partie pour cette vallée, j'ai fait la route à pied avec Selman, un instituteur. Nous avons marché pendant douze ou treize heures, avec de la neige jusqu'au niveau des cuisses. Parfois il se mettait à siffler. Des gens lui répondaient, mais nous ne pouvions pas les voir. Quand nous sommes arrivés tout en haut de la vallée, nous nous sommes arrêtés, il a tiré quelques coups de kalachnikov en l'air pour signifier : «voici mon territoire.» C'était magnifique, au coucher du soleil. Dans la vallée de la Rugova, les gens étaient des paysans, ils avaient une autre mentalité. C'était leur vallée, un sanctuaire qu'ils voulaient défendre. Selman était l'un des chefs de la vallée. Il avait pris les armes pour les défendre. Toute la population était derrière lui, les femmes et les enfants. Ils contrôlaient la vallée. Et les Serbes n'avaient pas accès. Ils étaient en bas de la vallée et le seul accès était un petit sentier qui montait à travers les montagnes. Et les UCK étaient positionnés dans la montagne. Il n'y avait pas d'autre accès. Ils faisaient passer tout un tas de choses de la vallée de la Rugova à la Drenica à travers un couloir. Cela prenait des jours, mais il y avait toute une logistique de ravitaillement. Il y avait aussi des anciens paramilitaires croates. Ils racontaient les atrocités qu'ils avaient commises pendant la guerre en Croatie. C'était des criminels de guerre. C'était hallucinant parce que malgré leur discours, je n'arrivais pas à voir de cruauté sur leurs visages. Là-bas, j'ai connu pratiquement tous les combattants UCK. Je ne m'occupais pas d'eux. Je m'occupais des gens dans les villages éloignés. Je parcourais toute la vallée à pied ou à cheval avec Mustapha, un médecin albanais, nos sacs à dos remplis de médicaments. Nous parcourions des kilomètres dans les montagnes. De temps à autre, MSF venait encore donner des consultations. Un jour l'équipe mobile m'a vu arriver avec une dizaine d'UCK dans une voiture. Le coordinateur était là, un peu gêné. Il m'a dit de faire attention quand même. Ils m'ont donné des médicaments. Je suis restée trois semaines. Au début cela allait parce que nous avions la radio, encore la télévision, puis un

jour tout a été coupé, et c'était juste avant les bombardements. Cela commençait à se préciser et je me demandais : «je reste ? Je ne reste pas ? ...» Je ne savais plus trop.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

Les pays du groupe de contact international sur l'ex-Yougoslavie (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie), membres du Conseil de sécurité des Nations unies s'efforcent d'obtenir le soutien de ce dernier à leur plan de règlement du conflit. Ce plan prévoit des négociations entre des représentants de la République de Serbie et des Albanais du Kosovo qui commenceront le 6 février à Rambouillet (France). Tout en se préparant à une éventuelle intervention, l'OTAN constate la faiblesse de ses moyens de pression sur les maquisards albanais de l'UCK. L'UNHCR annonce que depuis un mois 45 000 personnes ont quitté leur foyer en raison des combats.



«Le Groupe de contact veut une déclaration de soutien du Conseil de sécurité.» **AFP** (France), Londres, 29 janvier 1999 (en français).

Extrait :

Ceux des pays du Groupe de contact qui sont aussi membres permanents du Conseil de sécurité vont demander à cette instance «une déclaration de soutien» au plan de règlement au Kosovo qu'ils ont adopté vendredi, a indiqué le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fisher. Les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la France «veulent encore obtenir une déclaration de soutien» du Conseil de sécurité de l'ONU dont ils font partie, a souligné M. Fischer lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. Ces quatre pays sont également membres du Groupe de contact, qui comprend en outre l'Allemagne et l'Italie. Les «six» ont sommé vendredi Belgrade et les Albanais du Kosovo d'ouvrir des négociations à Rambouillet (près de Paris) le 6 février, et de trouver un accord politique d'ici trois semaines.

La réunion qui sera co-présidée par les ministres des Affaires étrangères de France et de Grande-Bretagne, MM. Hubert Védrine et Robin Cook devra trouver un accord sur les bases d'une proposition «d'autonomie substantielle» pour le Kosovo, indique un communiqué conjoint publié à l'issue de la réunion à Londres.

Le chef de la diplomatie allemande a appelé à «l'arrêt de la violence sous peine d'assister à une véritable catastrophe humanitaire et à s'exposer à un risque réel de guerre» au Kosovo.



« L'OTAN n'a pas de moyen de pression militaire efficace sur l'UCK. » Michel Moutot, **AFP** (France), Pristina, 30 janvier 1999 (en français).

Extrait :

Pour convaincre les Kosovars, et en particulier l'Armée de libération du Kosovo (UCK), de renoncer à leur revendication d'indépendance, l'OTAN menace également de prendre des mesures coercitives à leur encontre.

« Mais de quoi les menacer ? De bombardements ? » s'interroge à Pristina un membre de l'état-major de la Mission de vérification de l'OSCE, officier d'une armée européenne en civil qui demande à rester anonyme.

« Ils vivent au sein de la population, pas question de raids aériens, tout le monde en est conscient. Ce serait un nouveau Vietnam, il faudrait bombarder chaque trou dans le sol. Je ne vois vraiment aucune menace militaire sérieuse que nous pourrions employer contre eux pour l'instant », ajoute-t-il.

L'UCK contrôle, depuis le retrait partiel des troupes serbes en octobre, environ un tiers du territoire de la province. En dehors de quelques enclaves serbes, gardées par des paysans en armes, des principales routes et des grandes villes, les maquisards sont maîtres du terrain. Ils n'ont pas de casernes, pas de bases fixes, de lieux de regroupement, pas d'installations militaires lourdes, et mènent une guerre de harcèlement.

Des diplomates au siège de l'OTAN ont récemment avancé l'idée d'un blocus, par des troupes internationales, des ports et des aéroports en Albanie voisine, qui servent de points de passage pour les armes des UCK.

Cette idée fait sourire le « commandant Rémi », chef de l'une des sept régions militaires de l'UCK au Kosovo, qui comprend notamment Pristina et la ville voisine de Podujevo.

« Personne ne parviendra à bloquer nos voies d'approvisionnement » assure-t-il. « Elles sont nombreuses et diverses, et l'OTAN le sait. L'Albanie est l'une d'elles, mais il y en a d'autres. Nous achetons pas mal d'armes aux Serbes, y compris à des soldats ou des policiers. Nous avons tout l'argent dont nous avons besoin. »

« Les menaces contre nous ne sont pas sérieuses » poursuit-il. « Ils ne peuvent nous bombarder. Je pense que l'OTAN a besoin de montrer qu'elle ne vise pas que les Serbes, c'est tout. »

La prise de contrôle par des soldats occidentaux de la frontière avec le Kosovo, dans le Nord de l'Albanie, a également été évoquée, mais la perspective de déployer des troupes dans ces régions montagneuses et reculées, où règnent des clans armés jusqu'aux dents ne déchaîne pas l'enthousiasme dans les états-majors.

De même, la menace de gel des comptes bancaires utilisés pour collecter les fonds de la diaspora albanaise, qui finance l'UCK, n'impressionne guère les indépendantistes. Selon les services de renseignement occidentaux, les mafias albanaises en Europe et aux Etats-Unis, expertes depuis des années dans le blanchiment et les transferts discrets de l'argent de la drogue et de la prostitution,

participent activement à l'approvisionnement en armes de l'UCK.

« La seule solution serait de placer des troupes au sol dans des endroits-clés au Kosovo même, pour gêner l'UCK dans ses mouvements » conclut le même membre de la KMV. « Mais chacun sait que cela ne pourra intervenir qu'après la signature d'un accord de paix. »



« Kosovo : bras de fer avant négociation. Milosevic fait monter les enchères et l'UCK reste réservée. » Victoria Stegic, **Libération** (France) 1^{er} février 1999 (en français).

Extrait :

Et l'homme fort de Belgrade montre des signes de fléchissement. Tout en faisant part, comme à l'accoutumée, de son « attachement » à une solution pacifique au Kosovo, il n'a pas dit non à une conférence internationale sur le Kosovo. Et s'est donné quelques jours pour répondre à la convocation des six pays du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Russie, Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie), pour entamer, le 6 février à Rambouillet, des négociations avec les représentants des Albanais du Kosovo et trouver, d'ici au 21 février au plus tard, un accord sur une « autonomie substantielle » pour la province. Faute de quoi, le secrétaire général de l'Alliance atlantique pourra engager des frappes aériennes contre des cibles serbes, après une dernière « consultation » des alliés.

[...] L'Armée de libération du Kosovo (UCK) est quant à elle hostile aux négociations. Son représentant politique, Adem Demaqi - le Mandela albanais, qui passa vingt-huit ans dans les geôles serbes - a réservé sa réponse en rencontrant samedi Robin Cook. En fait, l'UCK est convaincue de pouvoir obtenir l'indépendance par les armes, en dépit de la supériorité matérielle des forces serbes beaucoup moins motivées.

[...] Les pressions et les menaces de l'Alliance atlantique ne l'impressionnent guère. Des frappes aériennes impossibles contre une guérilla mêlée à la population civile et menant une guerre de harcèlement. Et nul ne croit vraiment à la possibilité pour les Occidentaux de bloquer les voies d'approvisionnement en armes et en argent des combattants.

[...] L'échec du plan occidental n'est pas pour autant certain. Un éventuel déploiement au sol des soldats de l'OTAN conviendrait finalement aussi bien aux autorités de Belgrade qu'aux Kosovars modérés. Les premières pourraient justifier leur présence comme une garantie de la détermination proclamée de la communauté internationale de ne jamais permettre une sécession du Kosovo. Les seconds pourraient se vanter d'avoir enfin obtenu la solution prônée par Ibrahim Rugova depuis neuf ans; un protectorat international comme solution transitoire vers l'indépendance.

Le 7 février, le chargé d'information de MSF au Kosovo transmet aux responsables juridiques de MSF France, les témoignages recueillis par l'équipe concernant le massacre de Racak et le meurtre d'un médecin albanais qui s'est déroulé le 21 janvier. La police serbe affirme qu'il a été tué par l'UCK parce qu'il avait refusé de travailler avec MSF. D'autres sources rapportent qu'il a été éliminé car témoin du meurtre de six Serbes.



Lettre de Bas Tielens, chargé d'information MSF Kosovo à Françoise Saulnier responsable juridique MSF, 7 février 1999 (en anglais).

Extrait :

Ci-joint les copies des notes que je veux faire sortir du pays. Elles ont été prises par notre médecin à Pec, [...] au sujet d'un médecin qui a été tué près de Pec le 21 janvier. Katia van Egmond et Tim Boucher [coordonateurs MSF Hollande] ont remis à Graziella Godain [adjointe au responsable de programme] à Belgrade le brouillon d'un papier de positionnement politique pour nos actions «droits de l'homme». Il a été discuté avec Tim et les équipes de terrain. Les thèmes listés au point 3 sont ceux qui nous semblent les plus réalisables et les plus sensibles, sur lesquels nous pensons nous concentrer, étant donné le contexte ici. Merci de me faire connaître vos suggestions pour l'améliorer.

Graziella a également deux rapports complets sur les droits de l'homme, l'un sur Racak, un témoignage de Laurence [Thavaux, infirmière MSF France] et un autre concernant un massacre. Durant l'offensive dans la Drenica en septembre dernier. Ce dernier fait partie d'un rapport plus important sur un massacre qui a eu lieu le même jour, que je dois encore finaliser. De plus, j'envisage de compiler des rapports sur les procès auxquels j'ai assisté. De bonnes nouvelles de ce côté : le docteur Bajraktari, l'accusé du deuxième procès auquel j'ai assisté a été relâché, il y a deux semaines. En ce qui concerne les violations des droits de l'homme à l'encontre des médecins, l'information en notre possession ne nous permet pas d'affirmer qu'il existe une campagne organisée en ce sens, mais les médecins sont toujours ciblés. Selon mon impression personnelle, ce sont désormais les personnes modérées qui sont ciblées. Les personnes qui ont été tuées près de Pec récemment étaient bien respectées des deux cotés et n'étaient pas impliquées dans des activités «terroristes». (...) Rapport de MSF sur les droits de l'homme, interviews des témoins par un médecin MSF, 21 janvier 1999 (en anglais).

Extrait :

Lieu de l'interview : Pec.

Nom de l'interviewer : XXX.

Nom du témoin : médecins albanais locaux /Dr XXXXOSCE Pec, témoin indirect.

Nom de la victime : XXXX médecin albanais.

Adresse : Pec.

Type d'évènement : assassinat d'un médecin.

Description détaillée de l'évènement : le 20 janvier 1999

à 17 heures le docteur s'est rendu à l'ambulanta [dispensaire] d'urgence de Pec (à pied) pour prendre son service. A 17h20, il a rencontré quelqu'un sur la route et s'est entretenu avec cette personne. Ensuite, personne ne l'a plus jamais revu vivant. Le lendemain dans la matinée il a été trouvé avec une balle dans la tête et le cerveau explosé à Prekale (qui n'est pas son lieu de résidence).

Par qui : 1. La police a raconté à l'OSCE que ce médecin avait été sollicité par MSF pour travailler et qu'il avait refusé. C'est pour cela que l'UCK l'aurait tué. Ce médecin n'a jamais postulé à MSF. Un autre médecin de l'ambulanta de Pec XXXX (qui porte le même nom) était venu quelques jours plus tôt au bureau de MSF à Pec comme traducteur pour quelqu'un qui voulait postuler comme chauffeur. Il en avait profité pour demander à MSF si nous cherchions un médecin parce qu'il était intéressé. 2. Certaines sources (qui l'ont raconté au Dr XXXXX) racontent que ce médecin avait été témoin du massacre de 6 Serbes au café *Panda* le 14 novembre 1998 et qu'en conséquence il avait été tué par la même bande de jeunes serbes «les tigres noirs».

L'OTAN se déclare prête en cas d'échec des pourparlers de Rambouillet, à opérer des frappes aériennes sur des cibles serbes et en cas d'accord, à déployer une force de maintien de la paix. Le 23 février 1999, les négociations aboutissent à une proposition de cadre pour la mise en place d'une autonomie de la province du Kosovo. Une nouvelle conférence est prévue en France à partir du 15 mars pour étudier les modalités de mise en œuvre de ce plan.

Les autorités serbes continuent à masser des troupes près du Kosovo et les combats avec la rébellion albanaise se multiplient tandis que les divisions s'accroissent au sein de cette dernière.



«Combats entre l'armée serbe et l'UCK, secouée par de fortes divisions internes.» **AFP** (France), Pristina, 25 février 1999 (en français).

Extrait :

Les divisions entre les dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont éclaté au grand jour alors que les rebelles ont à nouveau été engagés jeudi après-midi dans des combats avec les forces serbes dans le Nord de la province. [...] Sur le terrain, la police serbe et l'armée fédérale yougoslave ont tiré jeudi sur des positions tenues par les rebelles de l'UCK dans le Nord de la province, a déclaré Mme Béatrice Lacoste, porte-parole de la Mission de vérification (KVM) de l'OSCE. «A 14h40 locales (13h40 GMT), des policiers ont ouvert le feu à l'arme automatique sur le village de Bukos (nord). Ils ont été rejoints par des chars de l'armée qui ont tiré à une cadence de cinq coups par minute» a-t-elle ajouté. Vers 16h00 locales (15h00 GMT), «les tirs ont cessé.» On ignore si les affrontements ont fait des victimes.

Les rebelles de l'UCK se sont par ailleurs déployés sur des nouvelles positions dans le Sud de la province.

« Mercredi de nombreux membres de l'UCK ont pris position sur la route Orahovac-Suva Reka, dans le Sud, qui est normalement une route ouverte aux patrouilles de la police serbe », a déclaré M. Walter Edenberger, un des porte-parole de la KVM.

« L'OSCE estime qu'il est parfaitement justifié que la police patrouille sur cette route et parfaitement injustifié que l'UCK tente de l'en empêcher » a souligné Mme Lacoste.

A Bruxelles, un responsable de l'OTAN a indiqué que les Serbes continuent à masser des troupes militaires près du Kosovo et que des canons anti-aériens de l'armée régulière ont été transférés à la police spéciale basée au Kosovo. Un officier supérieur serbe qui a requis l'anonymat, a confirmé que des troupes ont été déployées aux abords du Kosovo. « Ces mouvements de troupes ne préparent pas une offensive contre l'UCK mais visent à faire face aux menaces de l'OTAN. De nombreux réservistes, notamment dans les unités anti-aériennes, ont été ces derniers jours mobilisés et déployés dans différentes régions du Kosovo » a précisé l'officier.

Le 25 février 1999, constatant la persistance de désaccords sur la gestion de la mission conjointe au Kosovo, les responsables de programme des sections belge et française décident de mettre fin à cette dernière. Malgré l'opposition de la section belge, qui émet des réserves sur le contenu et la forme d'éventuelles prises de positions non coordonnées, le responsable de programme de la section française prévoit d'ouvrir sa propre mission. Il peine toutefois à obtenir des visas pour ses équipes.



Compte-rendu de la réunion des responsables de programme Kosovo à Bruxelles le 25 février 1999, responsable de programme MSF Belgique (en français).

Extrait :

Conclusion :

Pas d'accord final pris sur le fonctionnement à venir. Nécessité de rediscuter et de définir les modalités pratiques.

Décision de MSFF de retirer sa responsabilité sur la mission actuelle menée au Kosovo à la date du 01/03/99.

Décision de MSFF d'envoyer une mission exploratoire dès l'obtention des visas afin de définir une intervention à venir (sur 2 ou 3 municipalités de l'est du Kosovo ou autre zone si justifié et pertinent). Cette équipe exploratoire se coordonnera avec l'équipe MSFB présente à Pristina. Les termes de références de cette mission exploratoire seront définis lors de la discussion avec MSFB sur les modalités de la séparation.



Compte-rendu de la réunion des responsables de programme Kosovo à Bruxelles, le 25 février 1999, responsable de programme MSF France (en français).

Extrait :

Conclusions

1. La formule de mission conjointe est unilatéralement arrêtée par MSFF à partir d'aujourd'hui, sur argumentation que la formule ne permet pas une appropriation, responsabilisation et mise d'éléments de réflexion adéquate. MSFF reconnaît qu'il s'agit d'un sentiment depuis longtemps et d'une impression de non-récupérabilité de la formule. MSFB reconnaît que le concept n'est pas parfait, mais qu'il y a de la marge pour l'améliorer si l'on veut et qu'il n'y a pas d'exclusion de MSFF.

2. MSFF propose une intervention séparée en formule modulaire. Ceci n'est pas acceptable pour MSFB parce que cela implique (confirmé par MSFF) une réduction de la responsabilité de la coordination à celle d'une représentation administrative, avec perte de pouvoir décisionnel (qui serait partagé entre le projet et le siège). En plus, en cas de différend, des sièges qui ne s'entendent pas ne pourront pas apporter une solution à l'unique représentant.

3. MSFF propose ensuite une mission complètement séparée avec représentation propre. Cette option est refusée par MSFB parce que :

(1.) MSFB considère que l'existence de deux sections séparées constitue actuellement un complément de risque d'insécurité inopportun. Sous les menaces générales et spécifiques actuelles, la possibilité de prendre des mesures cohérentes rapides est cruciale.

(2.) MSFB interprète cette proposition comme une prioritarisation des envies propres d'une section au-dessus des intérêts des populations en danger. L'initiative ne contribue pas à l'amélioration de l'output opérationnel.

(3.) MSFB ne croit pas à la « richesse de la diversité » prétendue ; en effet l'exploitation d'une telle richesse pré-suppose une volonté de mise en commun à la base. Cette volonté est actuellement déclarée nulle.



« **Compte-rendu de la réunion de responsables de programme.** » **Echange de courriel** entre MSF Pristina et les responsables de programme de MSF Belgique et MSF France, 1^{er} mars 1999 (en anglais).

Extrait :

Cela ressemble au travail administratif habituel quand les missions se séparent; l'aspect inhabituel dans ce cas c'est qu'il n'est pas prévu qu'une mission parallèle en sorte; ceci ressemble donc plutôt au processus par lequel une section se retire d'une formule conjointe et quitte un contexte.

C/ En ce qui concerne la demande d'aide pour l'obtention des visas en vue de la mission exploratoire, je dois hélas demander au terrain de ne pas vous répondre positive-

ment. En fait, cette mission exploratoire n'est pas une question à part:

1- Il n'y avait pas de cahier des charges pour la mission actuelle et nous n'avons réussi à trouver aucun argument opérationnel pour cette initiative (ceci est un fait, pas une impression).

2- Nous comprenons (donc ce n'est jusqu'ici qu'une impression) à la suite de notre réunion et d'après les personnes du terrain que nous avons interrogées, que cette initiative répond essentiellement au désir de MSF France de lancer une mission séparée dans la zone de Pec.

En conséquence, nous considérons la demande de visa comme une étape vers la création d'une deuxième mission MSF indépendante dans la région; comme expliqué dans le résumé de notre réunion, non seulement MSF Belgique n'est pas d'accord, mais considère que cette initiative fait courir un risque sérieux à la sécurité sans apporter de valeur ajoutée opérationnelle et, en conséquence s'y opposera.

Si nécessaire nous utiliserons notre droit de veto.

Je ne veux pas dramatiser, mais je veux dire clairement que nous ne sommes pas prêts à nous lancer dans des jeux plus dangereux, dans un contexte tel que celui du Kosovo. J'espère que tu verras où se trouvent les véritables priorités.

Cordialement
Vincent

Cher Tim,

[...] Nous avons eu une réunion de responsable de programme jeudi dernier à Bruxelles. Bien que la discussion ait été longue et intéressante, le résultat n'a pas été différent de ce dont nous avons discuté au téléphone la dernière fois:

- La mission conjointe actuelle (MSFB/F) a pris fin le 1^{er} mars 1999.

- MSF France veut envoyer une mission exploratoire au Kosovo le plus vite possible afin d'évaluer la situation actuelle et définir un futur projet.

Nous n'avons pas encore discuté des modalités de cette séparation entre les deux sections mais comme le processus de visa est très long, j'aimerais lancer tout de suite les demandes. Donc, pourrais-tu demander à Rada à Belgrade de nous envoyer les lettres d'invitation pour l'équipe.

[...] PS: vous devriez recevoir le rapport de la réunion dès qu'il est approuvé par les deux responsables de programme. Cependant, je t'envoierai celui que j'ai rédigé.

J'appellerai Vincent demain pour finaliser le rapport avec lui.

 Je vais à Bruxelles et je leur dis : « tout est fini. On arrête et on sort de votre coordination conjointe.

On envoie des gens, on envoie une équipe exploratoire. » Ils nous interdisent l'obtention des visas. Du coup, je ne peux pas faire rentrer de volontaires par Belgrade, donc je ne peux pas prévoir d'en envoyer sur le Kosovo parce que nous n'aurons pas les visas. Je connais des membres du

personnel local serbe qui travaillent avec nous à Belgrade depuis des années. Il nous manque juste une lettre d'invitation. Mais nous n'avons pas d'autre contact que MSF Belgique et les Serbes que je connais sont des salariés de MSF Belgique. Nous essayons aussi via des hôtels mais ça ne fonctionne pas. [...] Je me dis que de toute façon le Kosovo c'est impossible pour le moment. Si nous n'arrivons pas à avoir une équipe de coordination et un réseau indépendant pour obtenir les visas, notre équipe à Pec ne va pas vivre longtemps.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

 A un moment donné, sur une réunion particulière, ils ont dit qu'ils trouvaient qu'on ne donnait pas assez d'informations, que cela ne permettait pas de se préparer correctement, que nous cachions des informations, que ce n'était pas une mission conjointe sincère qui leur permettait de fonctionner comme partenaire égal. Nous avons été un peu surpris, parce que nous ne trouvions pas que leurs arguments étaient très solides. Nous avons plutôt perçu cette démarche comme un choix de leur part : « cela risque d'être assez chaud, assez politisé, donc nous préférons être isolé et seul. » Or une mission conjointe exige toujours de faire des compromis, et je m'imagine bien que ce n'était pas tout à fait ce qui leur convenait. Ce qui nous a déplu, c'est plus la façon dont cela a été abordé que le fait qu'ils voulaient se retirer. Nous aurions préféré, qu'ils disent : « bon, nous ne sommes pas à l'aise là-dedans, nous aimerions bien continuer tout seuls », plutôt que de dire que nous n'étions pas sérieux dans la mission conjointe. A l'époque, nous avons pris un peu mal ce ton accusateur sur lequel ils disaient les choses. Ce n'était pas très utile à cette époque-là. Nous nous sommes un peu taquinés. Un jour, ils nous disaient que nous n'étions pas sincères et puis le lendemain ils nous appelaient pour voir si nous pouvions arranger les visas... C'est nous qui avons les accords et les enregistrements. Or nous avons une approche un peu différente de MSF France et nous craignons forcément qu'ils aient des choses en tête et sortent un peu de ce cadre. Il est clair que dans un contexte comme la Serbie, cela risquait de nous mettre en péril, parce que nous nous restions. J'ai dit non. Ça a été un peu dramatique, ils étaient très très fâchés. Je pense qu'ils n'ont pas l'habitude que les gens leur disent non. Finalement nous avons quand même essayé d'obtenir des visas mais j'ai d'abord dit non parce que je trouvais que ce n'était pas une façon de se comporter.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

 Cela aurait été à nous de nous occuper de tous les visas. Ces visas, c'était un cauchemar. Cela prenait

des mois pour envoyer des gens là-bas. Et nous essayions de faciliter les visites de tous ces gens qui voulaient venir. Des gens de Grèce, des Etats-Unis. Et c'était difficile à obtenir. Je pense que j'ai dit que je n'essaierai pas d'obtenir des visas pour eux (MSF France). Nous facilitons les visites des responsables de programme et de différentes personnes mais j'ai dit non. Je ne vais pas perdre mon temps pour ces types qui viennent faire une expo [mission exploratoire]. Nous avions déjà nos relations avec les autorités, de Belgrade et de Pristina. Nous avons été flexibles jusqu'ici mais nous ne voyions pas du tout la valeur ajoutée de ce qu'ils proposaient. Le Kosovo est petit et nous disions: «s'il vous plaît, venez, mais sous la structure actuelle.» Mais ils voulaient autre chose. J'avais vraiment le sentiment que le conseil d'administration de MSF France voulait une mission française au Kosovo.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo,
juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Le 10 mars 1999, Milo Djukanovic, le président du Monténégro affirme que des frappes aériennes de l'OTAN renforcerait Slobodan Milosevic, qu'il accuse d'avoir concentré des troupes à la frontière entre le Kosovo et le Monténégro. Le 11 mars, l'émissaire des Etats-Unis à Belgrade, Richard Holbrooke, reconnaît qu'il a échoué à faire accepter le plan de paix issu de Rambouillet au président de la Serbie.



«Des frappes renforcerait Milosevic, selon le président monténégrin.» **AFP** (France), Belgrade, 10 mars 1999 (en français).

Extrait :

«Un éventuel bombardement serait néfaste à double titre. Premièrement, des innocents seraient tués et deuxièmement, il renforcerait la position de Slobodan Milosevic» a déclaré le président réformateur, un farouche adversaire de chef de l'Etat yougoslave.

M. Djukanovic a accusé M. Milosevic d'avoir ordonné une concentration de troupes de l'armée yougoslave au Kosovo, en bordure de la frontière avec la Macédoine, sans l'accord du Conseil suprême de défense (CSD).

«Le CSD ne s'est pas réuni une seule fois cette année» selon M. Djukanovic, qui fait partie de cette instance avec M. Milosevic et le président de la Serbie, Milan Milutinovic.

«Cela fait partie d'un vaste scénario de guerre de Milosevic qui, selon un schéma bien connu, tente d'exacerber une crise avec la communauté internationale» a poursuivi M. Djukanovic, lors d'une conférence de presse à Podgorica, capitale du Monténégro.

Le président monténégrin estime qu'en définitive, «Milosevic fera ce que la communauté internationale lui demande [...] avec un seul objectif: se maintenir au pouvoir.»

Selon lui, la conférence de Rambouillet a abouti à «ce qui est réellement possible: un cadre politique pour une large autonomie du Kosovo au sein de la Serbie et de la Yougoslavie.»



«Holbrooke n'a pas réussi à infléchir la position de Milosevic.» **AFP** (France), Belgrade, 11 mars 1999 (en français).

Extrait :

Selon un communiqué de la présidence, M. Milosevic a rejeté à nouveau l'idée de déployer une force internationale au Kosovo, en déclarant que des troupes étrangères «n'ont rien à chercher» en Yougoslavie.

«Ce sont bien ses propos», a dit M. Holbrooke, interrogé à ce sujet.

M. Holbrooke a précisé qu'il quitterait jeudi Belgrade pour aller rendre compte de sa mission au secrétaire d'Etat, Madeleine Albright.

Mme Albright a «déjà contacté», a-t-il dit, le chef de la diplomatie russe Igor Ivanov «pour l'informer des réunions que nous avons eues ici ; aujourd'hui.» M. Ivanov, qui doit rencontrer M. Milosevic jeudi à Belgrade, «sera porteur d'un message ferme» de Moscou demandant «des progrès» dans le processus de paix, selon M. Holbrooke. «Il existe des divergences entre la Russie et les membres de l'Otan qui font partie du Groupe de contact, mais ces divergences ne nous empêchent pas de collaborer dans la recherche de la paix» a-t-il assuré.

Les discussions avec M. Milosevic ont été «très engagées, très intenses» et ont permis de «passer en revue la conférence de Rambouillet, qui a frôlé l'échec, mais qui a été sauvée» grâce à la présence de Mme Albright, selon l'émissaire américain.

[...] M. Milosevic «comprend que l'ordre d'activation (militaire de l'OTAN) est toujours en place et viable. Le secrétaire général (de l'Alliance) Javier Solana a le pouvoir de confier, au moment approprié, l'action au commandant suprême» des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a rappelé M. Holbrooke.

DES CLIVAGES AU SEIN DU MOUVEMENT MSF AU SUJET DE L'INTERVENTION DE L'OTAN

Le 12 mars, le quotidien français *Libération* publie un appel d'un groupe de personnalités françaises en faveur d'une attitude ferme face à la politique de Milosevic au Kosovo et pour le droit à l'autodétermination du peuple albanais. Rony Brauman, l'ancien

président de la section française de MSF, désormais directeur d'études à la Fondation MSF France signe cet appel.



«*Sauvez le Kosovo*» M-F Allain, Ch. Berling, L. Boltanski, R. et P. Brauman, Peter Brook, P. Bruckner, P. Cabannes, H. Cixous, Y. Cochet, G. Coq, J. d'Ormesson, J-P Elkabbach, A. Escudier, B. Faivre d'Arce, F. Fetjö, A. Finkelkraut, J. Gaillot, A. Garapon, P. Garde, M. Gendreaux-Masalou, R. Goupil, A. Glucksman, M-D Gremek, B-H Lévy, G. Herzog, P. Hassner, F. Jeanson, A. Joxe, Ismaël Kadaré, Y. Labbé, CL. Lanzmann, A. Le Brun, CL. Lefort, JL. Le Corre, A. Lipietz, G. Mink, D. Mitterrand, A. Mnouchkine, Y. Moullier-Boutang, E. Morin, B. Njman, V. Nahum-Grappe, O. Mongin, B. Noël, Met R Ophüls, J. Rancière, M. Revault d'Allonnes, D. Rondeau, R. Rotmann, J. Semelin, P-A Taguieff, F. Tanguy, Y. Ternon, J-P Vernant, E. de Véricourt, H. Vincent, E. Wallon, *Libération* (France), 12 mars 1999 (en français).

Extraits :

La purification ethnique sanglante, entamée à partir de 1991 dans l'espace ex-yougoslave, a repris désormais au Kosovo. Un même projet politique, celui de Milosevic qui a conduit au retour des crimes contre l'humanité en Europe (Vukovar, Srebrenica...), s'accomplit aujourd'hui au Kosovo à Drenica; 30 villages, 50 000 personnes sont entièrement encerclées par les troupes spéciales de police; les milices d'Arkan sont à pied d'œuvre. Des blindés et des hélicoptères de Belgrade incendient et bombardent ces villages coupés du monde, faisant des dizaines de victimes. A nouveau, des familles terrorisées fuient les massacres. La politique de Milosevic n'a pas variée: il «nettoie» de leurs populations non serbes les territoires qu'il convoite. Après avoir ravagé la Slavonie et la Bosnie, il s'attaque aux Albanais du Kosovo dont il a supprimé l'autonomie en 1989. Il risque ainsi d'enflammer toute la région, de l'Albanie à la Macédoine.

La population de langue et de culture albanaise, majoritaire à 90% dans la région, est soumise à une politique d'oppression et d'apartheid. Un Albanais sur deux a connu la prison et la torture. Depuis sept ans, les Kosovars mènent une lutte non-violente sous la direction d'Ibrahim Rugova. Mais qui, en Europe, s'en est soucié? Le Kosovo a été oublié dans les accords de paix de Dayton, il y a trois ans.

Du fait que la province du Kosovo «fait partie de la Serbie», Milosevic a toujours eu les mains libres pour persécuter ce peuple. On prend aujourd'hui prétexte de la résistance populaire pour crier au terrorisme et lancer des opérations meurtrières contre les civils. Or, ce n'est pas de terrorisme qu'il s'agit mais de l'exaspération d'une fraction désespérée de la jeunesse qui ne croit plus à la non-violence.

Va-t-on laisser s'accomplir la purification ethnique des

Kosovars, annoncée par les assassins et prévue par les experts depuis longtemps?

Le peuple albanais du Kosovo est en droit de réclamer son autodétermination. Devant cette situation intolérable, nous appelons les opinions publiques en Europe, à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils obtiennent des diverses instances internationales une attitude ferme, pouvant aller jusqu'au recours à la force, afin d'engager le processus politique devant conduire à un nouveau statut pour le Kosovo. C'est là une condition nécessaire pour l'établissement de la paix dans la région.

Milosevic doit être amené à s'engager à arrêter les agressions contre la population. Le respect de cet engagement doit être contrôlé par des observateurs internationaux.

Nous attendons aussi du gouvernement français qu'il appuie l'action du TPI devant lequel il est urgent de convoquer Milosevic, lui-même auteur de crimes contre l'humanité.

Nous demandons à Jacques Chirac de marquer sa détermination en recevant au plus vite Ibrahim Rugova.



J'étais partisan d'une intervention armée au Kosovo, comme je l'avais été à un moment pour la Bosnie. Et, je défendais l'idée que l'Europe avait une responsabilité plus particulière dans l'organisation de l'ordre politique sur son continent que sur le reste du monde. Les appels à l'intervention au Kosovo étaient donc déjà inscrits dans une attitude que j'avais adoptée depuis plusieurs années, puisque même quand j'étais président de MSF, j'avais déjà parlé dans ce sens. J'avais appelé au bombardement des batteries serbes qui encerclaient Sarajevo en 1992 ou en 1993. D'une façon que je trouve tout à fait regrettable et que je ne cite pas comme un exemple à justifier. Au contraire, avec le recul je pense que j'ai eu complètement tort. Mais je l'ai fait et de façon très embarrassée : c'est moi qui avais provoqué cette interview en tant que président de MSF, pour mieux me défaire ensuite de mon rôle de président d'organisation d'aide humanitaire en disant : « mais ce n'est pas le médecin humanitaire qui vous parle, c'est le citoyen français et européen. » C'était un tour de passe-passe assez grossier, assez lourd ! Donc au moment des événements du Kosovo, j'étais psychologiquement dans une attitude très proche sauf que je n'ai pas impliqué MSF. L'idée d'appeler à une intervention me semblait tout à fait justifiée. D'ailleurs avec le recul, le fait d'avoir appelé à intervenir au Kosovo pour des raisons politiques, ce qui est dans le texte, et d'autres raisons qui ne figurent pas dedans, me va très bien. Je n'ai pas de regret de ce point de vue. Dans la mesure où ce n'est pas lié à MSF, j'assume. On n'était pas non plus des boute-feux prêts à jouir de l'idée de voir décoller des chasseurs bombardiers. Mais ce genre de texte et les positions qu'on pouvait prendre les uns et les autres dans les débats publics étaient destinés à montrer qu'il y avait un soutien d'opinion. On voulait montrer que ce n'était pas de notre côté que surgiraient des problèmes de sursaut pacifiste ou de recherche de négociation in extremis. C'est cela le sens de ce texte. Et la proximité de sa parution avec l'intervention militaire proprement dite est plus un indice de cette volonté

qu'une façon un peu superfétatoire de mettre le couvert alors que la table est déjà servie. Je crois qu'en ce sens, nous représentons l'expression un peu organisée de fragments assez larges de l'opinion publique française. Nous ne cherchions pas à convaincre l'opinion, nous étions dans un mouvement d'opinion et en tant que personnes s'exprimant dans la presse, nous l'avons fait avec nos outils habituels.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

La plupart des sections de MSF sont implantées dans des pays membres de l'OTAN, qui se prépare à une intervention militaire au Kosovo. Au sein de ces sections le débat autour du dilemme posé par cette situation reflète celui qui anime les sociétés civiles des pays concernés.



« L'OTAN, les humanitaires et la mort. » Jean-Christophe Rufin [ancien vice-président MSF France], *Le Monde* (France) 20 mars 1999 (en français).

Extrait :

[...] Le droit d'ingérence, brandi imprudemment, avait donné à beaucoup d'esprits, dans le tiers monde, le sentiment que les humanitaires pouvaient être le cheval de Troie d'un nouvel impérialisme armé. Tout cela était resté finalement assez contrôlable. Les forces de l'ONU (mis à part les dérives somaliennes et la guerre du Golfe, qu'il faut distinguer) se sont montrées prudentes, respectueuses d'un certain équilibre, conformément à la tradition des opérations d'interposition. Elles ont tissé de nombreux liens pacifiques avec les humanitaires, à travers les départements « affaires civiles » notamment. Si les humanitaires parlent et dénoncent, comme ils en ont l'habitude, ils doivent savoir que leur parole peut désormais tuer. Avec l'OTAN, tout change. Il s'agit d'une alliance purement militaire, opérationnelle, destinée à répondre à une menace, c'est-à-dire à un ennemi. Même si ses nouvelles actions (en Bosnie ou au Kosovo) sont placées hors article 5 - qui définissait sa mission de défenseur du monde libre -, la culture de cette organisation reste celle que l'on a connue pendant cinquante ans. L'OTAN définit un ennemi, le menace, puis éventuellement le frappe et le détruit. La mise en branle d'une telle machine nécessite un détonateur. Il n'est plus militaire aujourd'hui (les Soviétiques n'attaqueront plus en centre Europe). Il n'est pas non plus politique. L'évidence est là : la gâchette de l'OTAN, aujourd'hui, est... humanitaire. Il faut du sang, un massacre, quelque chose qui provoque le haut-le-cœur des opinions publiques et leur fasse accepter une riposte violente. Ainsi, le lien tant redouté du temps de l'ONU, entre humanitaire et militaire, est aujourd'hui clairement établi : si les humanitaires parlent et dénoncent, comme ils en ont l'habitude, ils doivent

savoir que leur parole peut désormais tuer. Cinquante morts dénoncés ici et ce pourront être cinq mille victimes là-bas, en représailles, quelque part autour de Belgrade. Que ce soit souhaitable ou pas est une autre question : reconnaissons seulement que, en termes de mandat, la situation est singulière et nouvelle. Les défenseurs de la vie prescrivent désormais la mort. Lourde responsabilité dans un conflit aussi complexe. Elle explique peut-être le silence assourdissant qui monte des organisations non gouvernementales (ONG) depuis le début de cette crise. La conséquence de cet état de fait est que les populations civiles n'ont jamais été aussi menacées potentiellement qu'au Kosovo aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que ces victimes potentielles sont la clef de la réaction internationale. Soyons clairs : l'Occident veut des morts. Nous les avons attendus en Bosnie pour agir : ce fut le marché de Markallé ; nous les avons attendus au Rwanda : il en a fallu un demi-million pour que vienne une réaction ; nous les attendons au Kosovo. Nous les aurons. Qui les tuera ? Mystère. Le sinistre montage de Raçak laisse craindre que la menace vienne de toutes parts. Voilà pourquoi il est essentiel de réfléchir aujourd'hui aux nouvelles conditions de vie créées sur le terrain par l'OTAN. On connaît les qualités de cette organisation ; il faut en voir les effets pervers. On évitera ainsi de disqualifier trop vite les autres cartes dont dispose la communauté internationale. L'ONU, d'abord. On a pu déplorer ses échecs. Il reste qu'en matière de force d'interposition, elle présente certainement de meilleurs atouts que l'OTAN. L'OSCE et l'Union européenne ensuite. Bien sûr, en cas de nécessité offensive, ces organisations sont inadaptées. Reste que la présence de leurs observateurs est un complément indispensable dans les situations à haut risque. Si quelqu'un devait servir de gâchette pour l'OTAN, ce seraient plutôt eux, dont la fonction de témoin objectif et de garant contre d'éventuelles manipulations macabres est essentielle. Délivrés de cette redoutable tâche qui menace leur existence même, les humanitaires pourraient peut-être, alors, aider les populations à vivre et non les envoyer à la mort.

En Espagne, le contexte général explique beaucoup de choses. Tout ce qui concerne l'Otan a toujours été très mal perçu par la population civile à cause de la présence des bases américaines, qui lui sont associées. Il existe aussi tout un mouvement qui, sous le franquisme, s'est confronté à la vision conservatrice de la société, une grande ligne pacifiste qui était considérée comme une sorte de contre-pouvoir face à l'Etat militaire. L'Otan intervenant en tant que force de l'ordre international avec un mandat usurpé aux Nations Unies, sans aucun feu vert du Conseil de sécurité, c'était vraiment un viol du plus élémentaire des processus internationaux, qui nous a scandalisés. A MSF Espagne, on est proche de la société civile et globalement il y a un sentiment un peu pacifiste dans l'organisation.

Eric Stobbaerts, directeur général MSF Espagne (en français).

Aux Etats-Unis, on avait une communauté qui était pro-kosovare. Donc anti-serbe. Aujourd'hui, il y a de nombreuses analyses sur le déclenchement de cette crise au Kosovo qui dénoncent le rôle du financement d'éléments violents de l'UCK par les diasporas albanaises. En fait, je les ai rencontrées ces diasporas. Pas officiellement en tant que MSF, mais parmi les gens que je connaissais, à titre privé, certains collectaient de l'argent et l'envoyaient en Albanie. A cette époque-là à MSF, nous n'étions pas du tout conscients de cette dimension. Nous avons une lecture du type : «le bon et le méchant». Pour nous, les Kosovars étaient les victimes. Donc c'était facile de dénoncer l'agresseur serbe et de dire qu'il y avait besoin d'une intervention pour protéger. Nous avons tenu un discours un peu réflexe : «Voilà ce qui se passe sur le terrain. Les Etats Unis ont une responsabilité pour résoudre cette crise. L'enjeu humanitaire est énorme. La violence exercée est une violence d'Etat, il ne s'agit pas seulement d'une petite révolte mais bien de quelque chose d'organisé. Nous sommes témoins de rafles, nous sommes témoins d'exactions bien particulières.» Nous n'avons pas appelé à l'intervention militaire. Je ne pense pas que nous ayons jamais dit : «il faut qu'il y ait des frappes aériennes.» Mais nous avons probablement dit que le gouvernement américain avait une responsabilité à jouer, et que nous ne le voyions pas la jouer. En fait nous sommes restés avec cette ambiguïté.

[...], directrice générale MSF Etats-Unis
(en français).

Dès le début, il y avait un positionnement clair : «ce n'est pas à MSF de se positionner pour ou contre les bombardements, les initiatives militaires». A la marge, il y a eu des questionnements, des discussions «qu'en pensons-nous si ça se décide ? Est-ce que nous allons le contester ?» Nous ne nous sommes pas demandé : «sommes-nous oui ou non pour le bombardement» mais «quand ça se fait, qu'est-ce que nous en disons ?» Je ne me rappelle pas que la question spécifique, «est-ce qu'il faut que l'OTAN frappe ou pas ?» ait fait réellement l'objet d'un débat. Je pense que notre questionnement était beaucoup plus opérationnel. Nous avons vu venir la difficulté. Je crois que nous avons accompagné vaillamment tout le processus, en essayant d'éviter des positionnements très radicaux en faveur des bombardements. Donc nous avons toujours espéré pouvoir éviter ça et nous nous posions surtout beaucoup de questions du genre : «si réellement ça devient un épanchement militaire total, que va devenir la situation au Kosovo, voire en Serbie ? Qu'est-ce que sera notre marge de manoeuvre ?»

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

J'ai l'impression qu'à MSF Belgique nous nous sommes dit très vite que les frappes de l'OTAN ce n'était pas le moyen de faire arrêter la politique d'épuration ethnique de Milosevic. Au contraire, il en a profité. Et nous avons peut-être été très ambiguë en disant : «quelque chose doit se faire, l'Union européenne, la communauté internationale ne prend pas ses responsabilités.» Mais nous n'avons pas dit ce qui devait être fait et puis l'OTAN a frappé et très vite nous avons dit : «C'est la folie, regardez le flux massif des gens, Milosevic en profite.» J'ai eu ce sentiment que nous ne savions pas très bien quelle était la solution. Très vite, entre nous, nous avons été très critiques : «l'OTAN, ça a desservi les gens, c'était une catastrophe, finalement.» En tout cas, je crois que nous étions moins pro-frappe qu'à Paris.

Anouk Delafortrie, chargée de communication
MSF Belgique (en français).

Dans la société française, Milosevic n'est plus très populaire, ses armées et ses alliés non plus. Nous n'allons pas appeler à l'attaque contre Milosevic et à sa défaite militaire, mais nous n'allons pas non plus nous en plaindre. Nous voyons ce qui se passe au Kosovo, et nous sommes en quelque sorte soulagés que quelqu'un intervienne pour y mettre fin. A MSF, nous sommes assez en résonance avec ce sentiment de la société française. Pour la section française de MSF, il s'agit d'une prolongation de la guerre civile concomitante à la décomposition de l'Etat yougoslave. Et donc l'ambiance entre nous est plutôt liée à nos expériences pendant la guerre civile qui a mis fin à l'existence de l'ex-Yougoslavie. Nous savons bien que toutes les parties du conflit ont commis des crimes, mais en pratique Belgrade en a commis beaucoup et à MSF nous avons été directement touchés par ces atrocités commises contre nos malades, contre des collègues avec qui nous travaillions. Je pense à Srebrenica notamment, on peut aussi citer Vukovar... Nous ne sommes pas du tout étonnés qu'ils s'en prennent massivement à la population civile du Kosovo. Nous savons que cela fait partie de leurs méthodes. Nous sommes très inquiets parce que nous savons que cela a déjà donné lieu à de grands massacres et nous nous disons que cela pourrait se reproduire dans un contexte semblable. D'un autre côté, nous avons bien vu que dans cette histoire de Yougoslavie, à certains moments notre hostilité au pouvoir de Belgrade, met en cause notre neutralité. Notre forme d'opposition au pouvoir de Belgrade est parfois sortie des cadres de l'action humanitaire. On pourrait citer toute une série de dirigeants de MSF qui se sont exprimés sur la guerre en Bosnie. Pour ma part, je ressentais une certaine inquiétude. Je trouvais que pendant toute la guerre en Bosnie on avait glissé vers la rupture de neutralité. Et d'un autre côté, comme acteur humanitaire de terrain qui avait souffert de la politique de Belgrade et en tant que citoyen européen démocrate, je trouvais que cette forme de régime ultra

nationaliste, très belliqueux, auteur de crimes terribles, nous ne pouvions que souhaiter sa défaite.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).

 *Au Pays-Bas, les gens étaient choqués. Ils trouvaient que ce qui se passait au Kosovo était inacceptable. Mais il n'y a pas eu de grandes manifestations contre les frappes. Il n'y a pas eu des centaines de milliers de personnes dans les rues.*

Katrien Coppens, département des affaires
humanitaires de MSF Hollande (en anglais).

 *Il y a beaucoup de personnes originaires d'ex-Yougoslavie qui travaillent en Suisse et parmi eux beaucoup de Kosovars. Donc ils avaient informé la population à leur manière. J'ai le sentiment que les gens considéraient que ces frappes étaient justes. Il y avait quand même un agresseur et ce n'était peut-être pas si mal de lui donner une leçon. Avant les frappes il y avait eu des manifestations de Serbes à Genève, qui arboraient des badges avec une cible sur le coeur. C'était leur façon de dire : « on va nous tirer dessus ». Mais c'était très minoritaire. L'ambiance était tendue.*

Isabelle Seguy-Bitz, membre du conseil
d'administration de MSF Suisse (en français).

 *A MSF France, en tout cas parmi ceux qui s'exprimaient, et avec lequel j'avais des contacts, il y en avait une assez grande partie qui était favorable à une intervention armée comme cela avait été le cas pour la Bosnie. La dénonciation de « l'alibi humanitaire » entre guillemets, c'était bien à cet enjeu qu'elle s'adressait. Une des expressions ou idées favorites était : « pendant que les affaires humanitaires continuent, le business de la purification ethnique aussi. » Cette coexistence que j'appellerai maintenant un peu néo conservatrice entre le rôle de défenseur des droits de l'homme, et celui d'acteur humanitaire, était très profondément imprimée dans l'esprit de pas mal de responsables de MSF en général à différents niveaux.*

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation
MSF France (en français).

Le 19 mars 1999, les pourparlers entre Serbes et Albanais du Kosovo sous l'égide du groupe de contact, qui avaient repris le 15 mars à Rambouillet, sont ajournés, faute d'accord de la partie serbe. Les processus d'évacuation de la mission de vérification de l'OSCE du Kosovo et des personnels des ambassades occidentales à Belgrade sont lancés.



« Ajournement des pourparlers, apparents préparatifs de frappes militaires. » **AFP** (France), Paris 19 mars 1999 (en français).

Extraits :

« Nous considérons qu'il n'y a plus lieu de poursuivre les discussions en cours. Celles-ci sont ajournées. Il n'y aura pas de reprise de ces discussions, sauf si la partie serbe exprime son adhésion aux accords » ont annoncé Hubert Védrine et Robin Cook, ministres français et britannique des affaires étrangères et co-présidents des pourparlers.

Commencées lundi dans le pessimisme, au Centre des conférences Internationales (CCI) de Paris, ces discussions se sont achevées par la mise en cause claire et nette de Slobodan Milosevic, président yougoslave. La partie albanaise avait, quant à elle, signé jeudi soir l'accord de paix proposé par la communauté internationale.

M. Milosevic porte « l'entière responsabilité » de l'échec de la conférence, a accusé le président français Jacques Chirac, tandis que Hubert Védrine soulignait que la menace de frappes de l'OTAN sur des objectifs serbes était « réelle ».

Quelques heures après l'ajournement des discussions, les occidentaux ont donné toutes les apparences de préparatifs de bombardements. Londres, Washington et d'autres capitales ont annoncé l'évacuation des personnels non essentiels de leurs ambassades à Belgrade.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, (OSCE) a décidé le départ des 1 400 hommes de sa Mission de vérification au Kosovo (KVM) qui étaient sur le terrain depuis trois mois et demi pour s'assurer du respect d'un cessez-le-feu constamment violé.

Face aux risques d'intervention militaire de l'OTAN la pression militaire sur les populations kosovares s'accroît. Le 21 mars 1999, le HCR rapporte que plusieurs milliers de Kosovars albanais ont dû fuir leurs villages attaqués et incendiés par la police et les forces serbes ou victimes des combats entre armée serbe et l'UCK. 5 000 à 6 000 personnes fuyant la région de Pec sont arrivées à Rosaje au Monténégro. Le HCR annonce que 400 000 personnes ont quitté leur foyer depuis le début du conflit. Les ONG commencent à réduire leurs effectifs et envisagent l'évacuation du Kosovo.



« Crise au Kosovo : détérioration dramatique sur le terrain selon le HCR. » **AFP** (France), Genève, 21 mars 1999, (en français).

Extrait :

Une mission du HCR qui a pu se rendre dimanche après-midi à Srbica a constaté que les deux tiers de sa population, estimée à quelque 20 000 habitants, ont été contraints de fuir la ville suite aux combats, a indiqué Judith Kumin, une porte-parole du HCR interrogée par l'AFP.

Bien que les routes aient été bloquées et interdites aux journalistes et aux humanitaires, l'équipe a pu pénétrer dans la ville par un chemin secondaire, a expliqué la porte-parole. L'équipe du HCR y a été le témoin d'une situation dramatique: la majorité des civils avaient fui leurs maisons incendiées. L'entrepôt de l'organisation humanitaire *Mère Teresa* avait été pillé. Des femmes se cachant dans la ville ont raconté que la police était venue à l'aube, et avait emmené par la force leurs hommes.

Au retour, l'équipe du HCR a croisé plusieurs centaines de personnes, surtout des femmes, des enfants et des vieillards en fuite vers Kosovska Mitrovica (Nord du Kosovo).

Le scénario est le même à Barilevo et Progovac, deux villages proches de Pristina, le chef-lieu de la province, selon la porte-parole du HCR. Les villages ont été attaqués à l'aube et la population a fui dans les bois. Des soldats masqués sont entrés dans les maisons et y ont mis le feu. Des chars se sont par ailleurs déployés dans le voisinage.

En outre, quelque 200 personnes ont fui au cours du week-end en Macédoine. Il paraît cependant toujours plus difficile de fuir, le HCR ayant vu des soldats yougoslaves poser des mines le long de la frontière.

Le HCR a pu acheminer dimanche encore trois convois, mais ses déplacements sont limités par les combats. Il a par ailleurs réduit de moitié son équipe, d'une trentaine d'expatriés à 15 dimanche, suite à l'ordre donné samedi par l'ONU de retirer le personnel non essentiel.

Samedi, le HCR avait estimé à quelque 20 000 le nombre de déplacés en raison de la nouvelle offensive serbe dans la Drenica, le fief de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les combats de dimanche ont fait pour leur part plusieurs milliers d'autres déplacés.

La porte-parole du HCR a enfin regretté le départ des 1 400 membres de la Mission de vérification (KVM) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), car « cette présence était un facteur de confiance et de sécurité pour les civils. »



Info matin, **bulletin d'information** quotidien de MSF Belgique, 22 mars 1999 (en français).

Extrait :

Offensives importantes de l'armée serbe dans la Drenica ce week-end. 7 000 IDPs [personnes déplacées] en plus à Vushtrín et un total de 15 000 à Glogovac. 4 policiers ont été exécutés à Pristina samedi soir.

La tension monte *crescendo* depuis samedi matin suite au retrait des observateurs de l'OSCE.

Les équipes MSF sont toujours présentes à Pec, Prizren et Pristina. A Pec et Prizren, MSF est la seule ONG internationale présente. A Pristina, il reste des équipes réduites de MDM, IRC, IMC et HCR [Médecins du Monde, Croix-Rouge internationale, *International medical corps*, Haut-Commissariat aux réfugiés]. Dimanche, seule l'équipe de Pristina est sortie.

Aujourd'hui, les trois équipes sortiront, il y a un convoi organisé par HCR en direction de Glogovac.

Le HCR est en phase de sécurité 4 (sur 5 = évacuation). MSF de même. Selon évolution, il est très probable de passer l'équipe à un minimum de 4 personnes (le HOM [head of mission : chef de mission] et trois médicaux).

Le reste sera, comme en décembre, rapatrié à Skopje. Le sitrep hebdomadaire sera disponible aujourd'hui ainsi qu'un sitrep spécial pour ce moment de crise.



J'ai beaucoup hésité. Selmann m'a dit que si les frappes commençaient, il n'était pas sûr de pouvoir me faire sortir. Les Serbes savaient qu'il y avait une étrangère dans la vallée et je ne pourrais pas redescendre. Ils [les Kosovars] pensaient me faire passer par la Drenica. Mais en cas de combat c'était risqué. Et puis il y avait cinq jours de voyage... Je le sentais mal. J'ai décidé de sortir de la Rugova. Ensuite Selmann est parti au combat, je ne l'ai plus revu. Un autre combattant m'a raccompagnée par le même chemin d'où j'étais venue, par le Monténégro. Et là j'ai repris un bus pour retourner à Pristina pour reprendre mon billet d'avion pour rentrer en France. C'était un peu risqué de passer par Belgrade donc on m'a fait sortir par Skopje en Macédoine. Quand je suis rentrée en France, les frappes ont commencé.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996 (MSF Belgique), à Pec d'avril 1998 à février 1999 (MSF Belgique/France), infirmière au Monténégro (MSF France) en avril 1999 (en français).

Le 22 mars 1999, le gouvernement yougoslave demande une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Kosovo et les menaces de frappes de l'OTAN. Mais aucun des 15 membres du Conseil, pas même la Russie, ne pose une demande en ce sens, indispensable pour qu'une telle réunion ait lieu. Le 23 mars 1999, les équipes MSF qui continuaient à travailler autour de Pec et Prizren se replient sur Pristina.



Il y avait eu plusieurs menaces. Une ou deux fois, une décision politique avait été prise à New York ou par le G8 ou autre, pour faire évacuer tout le monde.

Je crois que nous en avons discuté une ou deux fois et nous avons conclut: «rien ne va vraiment se passer.» Bien sûr, finalement, ça s'est passé. C'était clair. Tout le monde a évacué. Nous avons retiré les équipes de Pec et Pristina. Et je suis resté à Pristina avec une infirmière et un médecin. C'était très difficile. Je crois que tout le monde avait évacué deux ou trois jours avant les premiers bombardements. Tout le personnel albanais était trop effrayé pour rester dans les maisons. Ce qu'on pouvait faire, c'était parler aux gens. Les téléphones fonctionnaient encore. On pouvait donc parler aux gens de la vallée de la Drenica. Il était clair qu'il y avait une grande offensive là-bas et nous avons essayé d'obtenir des autorisations pour nous y rendre. Mais à Pristina tout le monde était très tendu et descendre en ville était extrêmement dangereux. Il n'y avait pas d'Albanais dans les rues, mais beaucoup de Serbes. Les civils marchaient dans la rue armés.

Il y avait partout des sortes de barricades. Alors nous nous sommes battus, nous pensions que nous pourrions faire quelque chose. Notre objectif était de nous rendre dans la Drenica et de porter assistance aux populations. Il était clair que les Serbes ne nous autoriseraient pas à le faire. Nous ne voulions pas sortir nos véhicules, alors nous sommes allés en ville à pied et nous avons pris contact avec les autorités pour essayer d'obtenir la permission de sortir. Nous avons pris contact avec la Croix-Rouge yougoslave pour voir si nous pouvions porter assistance par leur intermédiaire. Bien sûr, c'était une démarche, mais ils n'auraient probablement pas accepté de faire quoi que ce soit pour aider les Albanais.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998 à avril 1999 (en anglais).

Le 24 mars 1999, après l'échec de la mission Holbrooke, Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN annonce la décision de lancer des frappes aériennes contre des cibles serbes après le refus du président Milosevic d'accepter l'accord de paix. Le ministre des Affaires étrangères russe affirme son opposition aux frappes. Le président des Etats-Unis obtient le soutien du Congrès pour cette éventuelle action militaire. Le gouvernement du Monténégro refuse d'accepter l'état d'urgence décrété par Belgrade sur le territoire de la République fédérale Yougoslave.



«L'OTAN va lancer des frappes aériennes après l'échec de la mission Holbrooke.» **AFP** (France), Bruxelles, 24 mars 1999 (en français).

Extraits :

Le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana a annoncé mardi soir avoir donné l'ordre de commencer à lancer des bombardements aériens, en accord avec les 19 membres de l'Alliance.

«Je viens de donner instruction au commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, de lancer des opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie», a dit M. Solana.

«Cette action militaire vise à soutenir les objectifs politiques de la communauté internationale. Elle aura pour but d'interrompre les violentes attaques perpétrées» par les forces serbes au Kosovo et «d'affaiblir leurs capacités de prolonger la catastrophe humanitaire» a déclaré M. Solana à l'issue du réunion du conseil de l'OTAN (ambassadeurs). Selon des diplomates, les bombardements aériens, qui seraient massifs, au moyen de missiles de croisière, pourraient débuter dès la nuit de mardi à mercredi ou dans la nuit de mercredi à jeudi.

Les frappes commenceraient mercredi, à moins que le président Milosevic n'accepte le plan de paix sur le Kosovo, a déclaré de son côté à Londres le ministre britannique à la Défense George Robertson.

A Belgrade, le gouvernement yougoslave a proclamé l'état de danger de guerre imminent.

Cette mesure précède, selon la Constitution, l'éventuelle proclamation de l'état d'urgence ou de l'état de guerre.

«Tenant compte du danger (de guerre imminente) les unités de l'armée et de la police ont été déployées sur le terrain afin d'éviter et de diminuer les pertes et les dégâts» a déclaré le Premier ministre Momir Bulatovic à la télévision. «Nous estimons [...] que les citoyens et cibles civiles ne seront pas visées. Il faut pour cela poursuivre normalement les activités.»

L'armée yougoslave «répondra à la force par tous les moyens» a déclaré de son côté le général Nebojsa Pavkovic, le commandant de la troisième armée qui couvre le Sud de la Serbie, dont la province du Kosovo.

[...]

«Nous avons des plans pour une campagne aérienne rapide et sévère que le secrétaire général (de l'OTAN) a le pouvoir de déclencher au moment opportun et nous pensons que cela va faire mal aux Serbes» a affirmé le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon. L'annonce de M. Solana a suivi l'échec de la mission de M. Holbrooke.

Ce dernier avait indiqué mardi soir que ses entretiens avec le président yougoslave avaient abouti. M. Milosevic s'est refusé à tout engagement concernant un cessez-le-feu au Kosovo et un possible déploiement d'une force de l'OTAN dans la province.

Les Etats-Unis n'ont «rien obtenu» au cours des entretiens de Richard Holbrooke, a pour sa part déclaré le président Bill Clinton, dans un discours aux Américains, pour les préparer au recours à des frappes.

«Je n'aime pas utiliser la force militaire, mais si nous avons à le faire, je le ferai» a affirmé le président. Si le président Milosevic «ne veut pas faire la paix, nous sommes prêts à limiter sa capacité à faire la guerre au Kosovo» a-t-il ajouté.

Le Premier ministre russe Evgueni Primakov, en vol vers les Etats-Unis, a fait demi-tour au-dessus de l'Atlantique pour retourner immédiatement à Moscou, en raison de l'imminence des frappes.

Le parlement serbe a voté mardi soir à la quasi-unanimité contre le déploiement d'une force militaire étrangère au Kosovo.

«On nous destine 28 000 soldats armés. Ils règneraient sur le Kosovo et il n'y aurait plus de Serbie dans la province» a déclaré le président serbe Milan Milutinovic, affirmant : «Nous ne pourrions jamais accepter cela.»

Bill Clinton avait reçu en milieu de matinée les dirigeants du Congrès à la Maison Blanche pour leur demander de soutenir toute action militaire éventuelle.

Les républicains du sénat ont annoncé qu'ils allaient soumettre une résolution autorisant le président à décider une action militaire, renonçant in extremis à présenter un amendement hostile à des frappes aériennes.

Avant son demi-tour, Evgueni Primakov avait réaffirmé «la ferme opposition» de la Russie à toute frappe de l'OTAN.

Il a estimé que les menaces de frappes de l'OTAN contre un pays qui n'a pas commis d'agression à l'extérieur de ses frontières «changent la nature de l'ordre international hérité de la seconde guerre mondiale.»



«Le Monténégro se démarque de Belgrade.» **AFP** (France), Podgorica (Yougoslavie) 24 mars 1999 (en français).

Extraits :

Le Monténégro a décidé d'empêcher l'utilisation de son territoire pour une éventuelle confrontation avec des forces internationales et l'utilisation de ses bâtiments civils par l'armée yougoslave, a annoncé mercredi la presse monténégrine.

Selon le journal *Vijesti*, le gouvernement du Monténégro - qui, avec la Serbie, forme la République fédérale de Yougoslavie - a également décidé de ne pas accepter l'éventuelle décision de Belgrade de décréter l'état d'urgence, après la proclamation mardi d'une situation de «danger de guerre imminent».

Le président du Monténégro, Milo Djukanovic, et le Premier ministre, Filip Vujanovic, devaient intervenir mercredi devant le Parlement monténégrin, à Podgorica. Le Monténégro est dirigé par une équipe de réformateurs, opposés politique du président yougoslave Slobodan Milosevic.

Les autorités grecques se préparent à une éventuelle arrivée de réfugiés à leur frontière et affirment

qu'elles ne prendront pas part à une action militaire de l'OTAN. Cette éventualité renforce la volonté d'être opérationnelle de la section grecque, qui se prépare à une éventuelle arrivée massive de réfugiés dans son pays.



«La Grèce a renforcé la surveillance de ses frontières, assure un ministre.» **AFP** (France), Athènes, 24 mars 1999 (en français).

Extraits :

La Grèce «a renforcé la surveillance» de ses frontières dans la crainte de l'arrivée d'une vague de réfugiés après les frappes aériennes contre la Serbie projetées par l'OTAN, a indiqué mercredi le secrétaire d'Etat à la Défense, Dimitris Apostolakis.

«Nous avons pris des mesures policières et des forces armées ont été envoyées aux frontières» a ajouté M. Apostolakis dans un interview à une radio privée athénienne.

Une source autorisée a précisé que les autorités compétentes grecques avaient planifié, en collaboration avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, la mise en place de camps d'accueils de réfugiés dans le Nord-Ouest du pays, à Pella, Florina, Kozani, Ioannina, Kilkis et Larisa.

«La Grèce suit avec attention la situation et est prête à faire face à toute éventualité» a par ailleurs affirmé M. Apostolakis, assurant que «toutes les mesures indispensables ont été prises.»

M. Apostolakis a réaffirmé qu'Athènes «ne prendra pas part aux opérations militaires de l'OTAN» contre la Serbie. Elle décidera «de participer seulement à une force de paix en cas d'accord politique» a ajouté le ministre.

La Grèce a accordé «des facilités» aux forces de l'OTAN «dans le cadre d'accords internationaux», a cependant précisé M. Apostolakis.

Le ministre a souhaité que «la Grèce reste loin de toute cette histoire» et a qualifié d'«exagérées» les affirmations du président Bill Clinton et du ministre allemand des Affaires étrangères Joscha Fischer selon lesquelles la Grèce et la Turquie pourraient être poussées dans le conflit.



«Evolution au Kosovo.» **Courriel** de Tzanetos Antypas responsable de programme à MSF Grèce à Thierry Durand et Christine Chevalier, directeur des opérations MSF Suisse, 26 mars 1999 (en anglais).

Chers Thierry et Christine,

Vu les derniers développements et puisque la situation au Kosovo continue à être «explosive» sans que nous sachions quelles seront les prochaines étapes des raids, la section grecque de MSF étant la plus proche de la situation, je pense que nous devrions nous préparer à faire face à une crise.

En tant que responsable des programmes en Grèce (programmes à l'intérieur de nos frontières), je pense qu'il relève

de ma responsabilité de préparer la section grecque à prendre en charge l'afflux de réfugiés qui peut arriver en Grèce. Une telle préparation signifie que nous allons devoir mettre en œuvre des activités en cas d'afflux de réfugiés afin d'être capables de désamorcer la crise.

 *Le 24 mars j'étais en vacances. Et, j'étais assez inquiet comme tout le monde en Grèce. Qu'allait-il se passer, les bombardements etc. J'ai appelé MSF Athènes et ils m'ont dit qu'ils allaient préparer quelque chose.*

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).

Le HCR annonce l'évacuation de tout le personnel des agences humanitaires des Nations unies. Une partie de l'équipe MSF évacue vers la Macédoine. Les trois volontaires qui restent représentent désormais avec l'équipe du CICR, la seule présence humanitaire au Kosovo.

 «Tous les personnels humanitaires de l'ONU évacués du Kosovo.» **AFP** (France), Genève, 24 mars 1999 (en français).

Extraits :

Tous les délégués des organisations humanitaires des Nations unies ont évacué le Kosovo dans la perspective de frappes aériennes, de l'OTAN, a déclaré mercredi le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

Les membres du HCR, du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Unicef ont quitté la province séparatiste mardi soir à la demande du coordonnateur de l'ONU pour les questions de sécurité, ont dit des porte-parole du HCR. Le HCR avait huit expatriés au Kosovo. Un petit nombre de personnel essentiel est resté à Belgrade.

«On va voir ce qu'il se passe» a déclaré une porte-parole Judith Kumin.

Le HCR n'avait pas d'information mercredi matin sur un possible afflux de réfugiés vers l'Albanie ou la Macédoine, les deux pays les plus accessibles, a dit ce porte-parole.

Des Kosovars avaient tenté de gagner la Macédoine au début de la semaine mais s'étaient heurtés à un refus des autorités macédoniennes qui exigeaient des visas.

Skopje a promis mardi au HCR que les candidats à l'exil pourraient se réfugier en Macédoine à l'avenir, a dit Mme Kumin. L'agence de l'ONU attend de voir si Skopje tient ses engagements. Elle ne disposait pas d'information mercredi matin sur des mouvements de population à la frontière macédonienne.

La frontière avec l'Albanie est difficile à franchir, l'armée yougoslave ayant créé une zone qu'elle contrôle et où seraient posées des mines. Il s'agit en plus d'un terrain montagneux, dit le HCR.



«Nouvelles du Kosovo.» **Courriel** de Bastien Vigneau, responsable de programme MSF Belgique, 25 mars 1999 (en anglais).

Extraits :

- depuis jeudi après-midi, l'équipe de Pristina est réduite à trois personnes (le chef de mission et deux médecins).

- Hier après-midi (mercredi 24/3), Tim (chef de mission) a réussi à trouver un traducteur serbe et s'est rendu à la police pour confirmer que MSF restait à Pristina.

- MSF et le CICR sont les deux seules organisations internationales encore présentes au Kosovo.

- L'équipe a entendu les premiers missiles toucher les faubourgs de Pristina hier vers 20h30, heure locale. Différents endroits ont été ciblés par l'OTAN: Pancevo (près de Belgrade) Kragujevac (Serbie centrale) Pristina (Kosovo) Novi Sad (Vojvodina - au nord de Belgrade) et le Monténégro !

- La plus grande inquiétude de l'équipe était que les premiers combats éclatent dans la ville elle-même, mais il n'y avait pas d'électricité. L'armée yougoslave occupait les rues avec ses chars et tout est resté calme.

- Ce matin, l'équipe essaye de contacter/atteindre l'hôpital pour faire le point sur les urgences. Les kits chirurgicaux sont prêts à l'emploi. Aucun voyage vers la Drenica n'est prévu pour l'instant.

- [...] MSF Hollande nous a informé que MSF France essayait de retourner au Monténégro et qu'après discussion avec MSF France, ils iraient eux-mêmes (MSF H) en Macédoine pour prendre le relais de la mission exploratoire. Aucun problème pour nous et l'équipe avec ce projet.

Comme nous avons déjà commencé l'explo [mission exploratoire], nous apporterons un soutien logistique et humain à MSF Hollande.

[...] Tim a reçu de nombreux appels de journalistes (*CNN, BBC world, etc*). Il va fermer son téléphone parce qu'ils appellent la nuit. La nuit dernière, à 3 heures du matin, *CNN* a appelé Tim. Ils lui ont dit qu'ils avaient perdu la trace de leur correspondant. Ils voulaient savoir s'il avait entendu parler de lui. Certains journalistes ont été arrêtés, questionnés et reconduits à la frontière.



Point Kosovo, 26 mars 1999 (en anglais).

Extrait :

Général

- Bombardements plus intenses sur la Yougoslavie pendant toute la nuit dernière.

- L'OTAN, les Serbes et l'UCK sont fermement déterminés à se battre pour leurs positions.

- Les tensions augmentent sérieusement entre les civils et les militaires, sans parler de la peur des Kosovars.

- Un sentiment «anti-étrangers» croît parmi les Serbes (en particulier à l'encontre des expatriés des pays de l'OTAN).

- Pas de liberté d'expression (une radio d'opposition a été fermée par la force).

- La presse internationale est systématiquement surveillée et contrôlée. Certains journalistes sont reconduits à la frontière après des déclarations.

- Interprétation de notre discussion avec l'officier de l'OTAN ce matin confirme que les frappes aériennes sur Pristina avec une possible intensification dans les jours à venir.

Au Kosovo

- Il semble que les représailles ont commencé sur le terrain à l'encontre des Kosovars. Ce matin, nous avons entendu des bombardements serbes sur des villages kosovars.

- Il paraît qu'à Pec, notre entrepôt a été pillé.

- A Gjakovac, le chirurgien a été tué et des exécutions auraient eu lieu (??)

[...]

(non) actions MSF

- Le CICR et MSF sont complètement isolés, pas de possibilités d'utiliser les voitures à Pristina. Les deux équipes travaillent ensemble à l'échange d'informations et d'analyses etc...

- La nuit dernière les bombardements sur Pristina ont été plus intenses. Tim raconte que la maison tremblait.

- Notre personnel reste à la maison/bureau (même rue), peu de possibilités de communication car nous n'avons pas de traducteurs serbes. Le moral est bon.

- Contact avec l'hôpital hier. Nous avons été arrêtés par la police et avons dû nous rendre au poste. Nous avons été bien traités.

- Evidemment, pas de possibilités de me rendre sur le terrain. Nous avons cependant peu d'informations sur la situation hors de Pristina.

- Tim ne répond plus aux journalistes depuis hier soir. Trop d'appels, plus de journalistes à Pristina, trop de risques d'être expulsé par les autorités.

- Bas va prendre le relais. Il revient de Barcelone à Bruxelles lundi.



L'OTAN était plutôt bizarre. Nous avons reçu un coup de fil avant la grande évacuation. Un type avec un accent américain m'a appelé au bureau : «Je vous appelle de Bruxelles, je suis de l'OTAN, vous les gars, vous allez évacuer avec tous les autres !» Il était à peine prudent avec les mots qu'il utilisait. Il a dit «je veux juste vérifier où vous êtes.» J'ai répondu : «Vous n'allez tout de même pas bombarder Pristina, n'est-ce pas ?» et il y a eu un silence. Et puis les bombardements ont commencé et je pense que les deux premières nuits, ils ont bombardé des positions hors de Pristina. Et puis ils ont balancé des missiles dans le centre, sur le bâtiment de la sécurité près du stade. Nous étions tous les trois barricadés au milieu de la maison, les fenêtres closes. Nous étions en contact avec le personnel local kosovar. Quelques-uns d'entre eux sont venus juste pour échanger des informations sur la situation. Mais tout le monde était enfermé dans les maisons, terrifié. Alors nous sommes allés en ville pour parler aux autorités, pour essayer d'avoir accès. Ça ne nous a mené nulle part. Nous leur avons dit : «hey, nous allons vous porter assistance, nous aimerions aller dans la Drenica, mais nous savons qu'avec les bombardements vous avez vous aussi des blessés et des urgences. Pouvez-vous nous garantir une sortie par la Macédoine ?» C'était la voie de sortie la plus rapide. Je pense qu'en deux heures on y était. Et à ce moment de la conversation ils ont dit «oui, vous pourrez sortir». C'est à ce moment-là que l'OTAN a frappé le centre de Pristina, en particulier le bâtiment de la sécurité. Notre principal contact dans ce bâtiment se trouvait à la cave et il a été blessé au bras. Puis ils nous ont dit qu'on pouvait aller où on voulait. La gravité de la situation avait monté d'un cran. C'est à ce moment que nos logements ainsi que ceux du CICR ont été attaqués et nous nous sommes réfugiés au Grand hôtel, dans le centre de la ville.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998
à avril 1999 (en anglais).



En fait quelqu'un de l'OTAN m'a appelé pour me faire savoir que les bombardements allaient commencer dans quelques jours. Il n'a pas exactement utilisé ces mots mais en gros c'est ce qu'il m'a dit. J'étais informé qu'il serait prudent pour MSF de retirer ses expatriés. C'était vraiment pour assurer la sécurité de l'équipe de MSF. J'en ai évidemment discuté avec les personnes responsables dans les départements des opérations, avec Jean-Marie Kindermans, le secrétaire international et les présidents des sections opérationnelles qui étaient impliqués. «Devons-nous rester ou partir ? Est-ce que certains doivent rester et d'autre partir ? Quelle est la bonne décision opérationnelle dans ce cas ?» Et nous avons réagi d'un commun accord et décidé d'une réponse adéquate.

Dr. James Orbinsky, président MSF International
(en anglais).

OUÛ MSF ENTAME SON DÉPLOIEMENT OPÉRATIONNEL AUTOUR DU KOSOVO

Le 29 mars, l'OTAN, l'OSCE, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro annoncent l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés Kosovars albanais sur les territoires des États voisins du Kosovo. Le 30 mars, le HCR annonce que plus de 90 000 Albanais ont quitté le Kosovo depuis le début des frappes, chassés par une campagne systématique de nettoyage ethnique. Les réfugiés arrivant en Albanie et au Monténégro affirment avoir subi des violences.



« Les bilans sur les raids, selon les parties en conflit. » **AFP** (France), Paris, 29 mars 1999 (en français).

Extraits :

Environ 10 000 Albanais du Kosovo étaient en route lundi après-midi vers la frontière de l'Albanie, où plus de 60 000 réfugiés de la province serbe se trouvent déjà, a affirmé le Premier ministre albanais Pandeli Majko.

« La situation est catastrophique et d'autres réfugiés ne cessent d'arriver » a-t-il déclaré à l'AFP.

La plupart de ces personnes se trouvent dans la région de Kukës (Nord-Est).

Selon l'OSCE, 70 000 Kosovars sont arrivés dans le Nord-Est de l'Albanie depuis samedi et « des fleuves » d'autres réfugiés continuent d'affluer.

Selon le HCR, trente mille Kosovars sont arrivés dans la région de Kukës, en Albanie du Nord, depuis samedi après-midi, selon une estimation, mais l'exode continue.

Quelques 4 000 réfugiés continuent d'arriver chaque heure en Albanie, selon l'OTAN.

Selon le gouvernement du Monténégro, il y aurait déjà 10 000 réfugiés arrivés en fin de semaine de la région de Pec (Ouest du Kosovo), en plus des 25 000 qui s'y trouvaient déjà.

Le Monténégro qui forme, avec la Serbie, la Yougoslavie, comptait déjà 20 000 réfugiés du Kosovo avant le début des frappes aériennes de l'OTAN.

Entre 15 000 et 20 000 réfugiés du Kosovo sont en route vers la Macédoine, a annoncé lundi le ministre macédonien des Affaires étrangères, Aleksander Dimitrov, à Berlin.

Le gouvernement roumain a indiqué avoir pris des mesures pour accueillir entre 3 000 et 4 000 Kosovars. L'Italie et la République tchèque ont fait savoir qu'elles sont également prêtes à en accueillir.

Selon l'OTAN, plus d'un demi-million d'Albanais du Kosovo ont été déplacés à l'intérieur de la province depuis le début des opérations de répression serbes.

[...] Les bombardements de l'OTAN ont fait un millier de morts dans la population civile en Yougoslavie, a affirmé lundi le ministre russe de la Défense Igor Sergueïev cité par l'agence *Itar-Tass*.

Le nombre de morts civils est dix fois supérieur à celui des militaires tués dans les bombardements de l'OTAN, a affirmé le ministre russe.

Le ministre yougoslave de l'Information, Milan Komnenic, a déclaré à Belgrade que les bombardements de ces derniers jours avaient fait « de nombreuses victimes civiles » et d'importants dégâts. L'OTAN n'a fourni aucun bilan ou estimation à ce sujet.



« Des centaines de milliers de personnes pourraient fuir, selon le HCR. » **AFP** (France), Genève, 30 mars 1999 (en français).

Extraits :

Plus de 90 000 Albanais de souche ont déjà quitté la province yougoslave depuis le début des raids aériens de l'OTAN il y a six jours. Cet afflux porte à quelque 550 000, soit plus d'un quart de la population totale du Kosovo, le nombre de personnes chassées de chez elles, réfugiés et déplacés, depuis le début des affrontements entre indépendantistes et forces serbes il y a un an, a dit le porte-parole du HCR Kris Janowski.

« Nous assistons à une très, très sérieuse crise de réfugiés » fuyant vers l'Albanie ou sont arrivées au cours des derniers jours plus de 60 000 personnes, le Monténégro (20 000) et la Macédoine (9 000), a-t-il dit.

« Les gens continuent à fuir vers ces pays d'heure en heure. Nous escomptons un possible afflux allant de dizaines à des centaines de milliers de nouveaux réfugiés, selon l'évolution de la situation au Kosovo » a dit le porte-parole.

Les gens arrivent souvent épuisés, traumatisés et terrifiés, a-t-il ajouté.

« Nous pensons qu'une campagne de nettoyage ethnique est en cours, très bien organisée avec des gens chassés de leur foyer et avec les frontières en même temps ouvertes pour qu'ils puissent partir. Une situation de fait accompli est créée » a dit M. Janowski.

Le HCR qui a évacué le Kosovo la semaine dernière avant l'intervention de l'OTAN ne dispose pas de témoignages de première main des atrocités imputées aux Serbes, a-t-il dit.

« Le schéma qui émerge (des récits des réfugiés) est un schéma d'expulsions, de combats mais aussi de violences qui ne sont pas liés à des combats, de la part de groupes paramilitaires qui parcourent la région et pour l'essentiel mettent les gens dehors » a ajouté Kris Janowski.

Les réfugiés arrivant en Macédoine ne disent pas avoir été témoins d'atrocités et ont souvent pu emporter des affaires personnelles avec eux. Par contre, ceux qui gagnent le Monténégro ou l'Albanie rapportent des scènes d'expulsion et de violence et n'ont pu emporter que très peu d'effets personnels, selon le porte-parole.

« Nous sommes d'accord avec l'OTAN que nous nous trouvons au bord de la pire catastrophe humanitaire (en Europe) depuis la guerre de Bosnie » (1992-95), a dit le représentant du HCR.

Les derniers volontaires MSF quittent Pristina pour Belgrade. Les sections belge et française diffusent un communiqué de presse annonçant le départ de MSF du Kosovo.

La section hollandaise entreprend une mission exploratoire en Macédoine. La section française fait passer au Monténégro une équipe sans visa, et envoie des volon-

taires évaluer la situation en Albanie et en Macédoine. La section belge envoie de Bruxelles une équipe dans la région de Kukës en Albanie, après avoir tenté de repositionner celle déjà présente dans le Sud du pays. Les directeurs des opérations des différentes sections s'efforcent de coordonner les opérations et d'intégrer dans les missions des volontaires de la section grecque qui renouvelle régulièrement ses demandes en ce sens.



« *MSF quitte le Kosovo.* » **Communiqué de presse**, MSF Belgique, 30 mars 1999 (en français).

Extrait :

Hier soir, 3 membres de Médecins Sans Frontières sont arrivés à Belgrade en provenance de Pristina. Le médecin, l'infirmière et le chef de mission qui constituaient cette équipe ont quitté Pristina car l'insécurité qui règne dans et aux alentours de la ville et l'hostilité grandissante à l'encontre des étrangers rendaient leur travail impossible. Des dépôts MSF au nord de Pristina et à Pec auraient été pillés. La semaine passée, 8 membres de MSF avaient déjà quitté Pristina. Ils sont actuellement à Skopje, en Macédoine. Ces derniers mois, l'équipe MSF avait mis sur pied des cliniques mobiles et apportait quotidiennement une aide médicale aux populations déplacées. Depuis dix jours, ses missions avaient été interrompues.

Pour l'instant, il n'y a plus de personnel humanitaire étranger au Kosovo. MSF fera tout pour y revenir le plus vite possible. MSF a des équipes en Albanie et en Macédoine et y intensifie ses activités.



« **Point presse.** Médecins Sans Frontières a évacué hier soir le Kosovo et concentre ses efforts dans les régions frontalières de la province. » MSF France, 30 mars 1999 (en français).

Extrait :

Hier en fin d'après-midi, Médecins Sans Frontières a dû évacuer Pristina, au Kosovo. L'insécurité grandissante a forcé la dernière équipe de Médecins Sans Frontières encore présente dans la province à se retirer à Belgrade. L'hostilité grandissante envers les ressortissants étrangers empêchait tout déplacement et rendait toute activité impossible. Les stocks de Médecins Sans Frontières, installés dans le Nord de Pristina et à Pec (Ouest), auraient par ailleurs été pillés. Plus aucune organisation humanitaire internationale n'est désormais présente au Kosovo.

MSF travaillait depuis 1993 au Kosovo et apportait un appui aux structures médicales officielles ainsi qu'au réseau de santé géré par des associations locales. Depuis le début des offensives militaires en février 1998, des équipes mobiles menaient des consultations dans les villages isolés et dans les sites où se trouvaient les personnes déplacées par les combats (Pec, Prizren et vallée de la Drenica). On estime que plus de 300 000 personnes

avaient été déplacées du fait des hostilités, et vivaient dans une extrême précarité. L'exode de ces derniers jours fragilise encore la situation de ces populations déjà gravement éprouvées par la guerre.



« *Point presse : Médecins Sans Frontières évacue le Kosovo. La dernière équipe médicale s'est retirée à Belgrade.* » **Communiqué de presse**, MSF Belgique, MSF Etats-Unis, 30 mars 1998 (en anglais).

Médecins Sans Frontières (MSF) a pris hier la décision de quitter le Kosovo. La dernière équipe de trois membres s'est retirée à Belgrade en raison de la détérioration de la situation à Pristina, où elle était basée. L'hostilité croissante envers les étrangers empêchait tout travail humanitaire. Les stocks de MSF dans les entrepôts de Pristina et dans la ville de Pec, à l'ouest, auraient été pillés. Il ne reste plus aucune organisation humanitaire au Kosovo.

Bien que l'équipe de Pristina n'ait pas pu voyager à l'extérieur de la ville pour évaluer la situation, il est clair, selon certaines informations, que la violence a augmenté dans la province. MSF est toujours présent en Yougoslavie: les équipes mènent actuellement des missions d'évaluation au Monténégro ainsi qu'en Macédoine. Une équipe de huit secouristes internationaux se prépare à aider les réfugiés en Albanie, et un cargo d'aide a été envoyé. Les besoins en soins de santé déjà identifiés recouvrent le traitement des blessures aux pieds occasionnées par la longue marche en provenance du Kosovo, l'approvisionnement en eau et produits d'hygiène, en couvertures et en suppléments nutritionnels, Médecins Sans Frontières retournera au Kosovo dès que possible.



Compte-rendu de la téléconférence des directeurs des opérations sur la crise du Kosovo, 29 mars 1999 (en anglais).

Extrait :

Kosovo : MSF (3 personnes) a décidé d'évacuer Pristina ce matin en compagnie des 19 volontaires du CICR, escortés par la police dans un convoi de 7 à 9 voitures. Le convoi se dirigeait vers Belgrade et a passé la frontière entre le Kosovo et la Serbie pendant la téléconférence. L'équipe était bloquée au bureau, ne pouvait pas sortir et ne pouvait rien évaluer, le personnel local ne venait plus au bureau, les entrepôts de médicaments et de matériel ont été pillés. Aucun espace pour des évaluations ou des opérations d'assistance, la seule qui a eu une opportunité, c'est la Croix-Rouge yougoslave jusqu'à vendredi/samedi (très politique car Madame Milosevic est impliquée), mais ils ont aussi été pillés pendant le week-end et leurs voitures volées. Quelques brefs coups de téléphone entre l'équipe MSF de Pristina et le personnel local de Pec font état d'une situation désastreuse, de maisons brûlées, de la séparation des hommes et des femmes, d'une possible

liste noire de gens qui sont recherchés. Pas de confirmation directe des rumeurs de Pristina selon lesquelles des milices serbes incendieraient les maisons. Situation très dangereuse, traversée des frontières inenvisageable, pas d'espace humanitaire.

Belgrade-Serbie : Seulement trois membres du personnel local pour le moment à Belgrade, pas d'expats, MSF B va essayer d'envoyer deux expatriés demain (de nationalité d'un Etat non membre de l'OTAN, peut-être des Russes). Peut-être que Tim, de Pristina, va rester à Belgrade, une fois arrivé. Nous avons encore là-bas un stock important de médicaments et de matériel, nous sommes en discussion avec le ministère de la Santé serbe pour leur fournir du matériel après évaluation des besoins. Pour l'instant possibilité d'une évaluation directe et indépendante des sites de bombardements ou autres.

Macédoine : Approximativement jusqu'ici 22 000 réfugiés, qui passent par un centre de réception de la FICR [Fédération internationale de la Croix-Rouge] et sont installés avec famille et amis. Selon le HCR et la FICR si les effectifs vont au-delà de 50 000, une assistance extérieure sera nécessaire, mais pas pour le moment. Le HCR et les autorités macédoniennes semblent avoir identifié des sites pour des camps potentiels si le nombre augmente. Vendredi dernier l'équipe MSF est allée à la frontière mais n'a pas vu de réfugiés. Pour l'instant MSF ne positionne pas de matériel, nous attendons des nouvelles des équipes de terrain. Il semble que les autorités macédoniennes pourraient être prêtes à recevoir jusqu'à 100 000 réfugiés sur leur sol avant d'envisager de les transférer dans les pays voisins.

Monténégro : Paris a envoyé deux personnes samedi sans visas via l'Italie et la Croatie. Ils sont arrivés en Croatie mais à ce jour nous n'avons pas de nouvelles. Deux personnes supplémentaires, avec des visas, vont les rejoindre aujourd'hui. Pas de nouvelles directes de l'intérieur.

Albanie: MSF Belgique a un programme régulier à Fier (Sud de l'Albanie) mais pas de bureau à Tirana. L'équipe est arrivée du sud aujourd'hui à Tirana et se dirigera vers Kukes cet après-midi. Plusieurs personnes vont être envoyées à Tirana via l'Italie pour rouvrir le bureau de Tirana et commencer une véritable évaluation [...]

OTAN : Bruxelles a des contacts réguliers avec eux, ils encouragent plus ou moins MSF à ne pas rester en Serbie-Monténégro. Pour l'instant, pas de positionnement MSF au sujet des opérations de l'OTAN ou la situation en général, puisque l'accès, la surveillance et le témoignage sont possibles.

Athènes : En Grèce, on se prépare à accueillir un flot de réfugiés, en particulier par la Macédoine. Si cela arrive, ils seront directement impliqués. La section grecque exprime une forte volonté d'être plus impliquée dans de potentielles activités dans la région. Chacun comprend ce souci et personne ne s'oppose à l'incorporation des volontaires grecs dans les équipes. Si une activité opérationnelle est lancée dans le Nord de l'Albanie, Thierry demande qu'un module dans cette région soit proposé au groupe Genève/Athènes.

2. Décisions :

1. Pas de partage opérationnel de la région à ce jour. Au cas où des activités opérationnelles seraient lancées dans

une région donnée, des discussions et décisions *ad hoc* auront lieu. Donc pour l'instant Bruxelles pour la Serbie et l'Albanie, Amsterdam pour la Macédoine et Paris pour le Monténégro sont seulement en mission d'exploration, de veille et de rapport d'informations.

2. Partage d'information précis. Jusqu'à ce que des décisions soient prises par les dirops [directeurs des opérations], chaque jour une téléconférence aura lieu entre ces derniers. La prochaine se déroulera demain, mardi 30 mars à 13h30.

3. Pour demain, les dircoms [directeurs de la communication] doivent proposer un système de diffusion de l'information pour le réseau MSF avec deux fonctions : collecter quotidiennement de l'information des différentes régions (directement à travers les équipes de terrain et les responsables de programme) pour la consolidation et la préparation d'un sitrep international quotidien diffusé aux 19 sections assister à la téléconférence des dirops [directeur des opérations] pour faire un compte-rendu aux 19 sections des différentes orientations prises à ce niveau. Thierry Durand [directeur des opérations de MSF Suisse] va demander au dircom de MSF Suisse d'organiser et de proposer à ses collègues un système pour demain.



Compte-rendu de la téléconférence des directeurs des opérations sur la crise du Kosovo, 30 mars 1999 (en anglais).

Extrait :

MSF reste la seule organisation humanitaire présente en Serbie, ce que semble apprécier le ministre serbe de la Santé et nous pourrions avoir accès à certaines structures et les approvisionner en médicaments et matériel. A Belgrade l'ambiance reste tendue pour les étrangers. L'équipe a encore réussi à joindre l'équipe de Pec au téléphone, mais n'a pas pu parler librement.

Monténégro : Hier soir, l'équipe de deux personnes sans visas a eu la confirmation par les douanes et le HCR qu'elle pouvait traverser de Croatie vers le Monténégro. Selon des infos du HCR environ 20 000 personnes sont arrivés de Pec (Kosovo) à Rosaje (Monténégro) à raison de 1000 arrivées par heure, pour la journée d'hier. Certains journalistes basés au Monténégro (BBC) font état d'une très forte tension à Podgoriza (Monténégro). CRS, le HCR sont à Tojave et il semble que le CICR essaye, avec difficultés, de faire entrer des camions de Croatie. Une petite base MSF a été établie à Dubrovnik (Croatie) et du matériel et des médicaments vont y être positionnés. Il semble que la Croix-Rouge monténégrine « contrôle » toute l'aide humanitaire dans la province. Il semble aussi que les réfugiés n'aient plus de place dans les centres d'accueil collectifs. 3 personnes ou plus vont être envoyées dans les deux jours. Pas de nouvelles à la téléconférence d'aujourd'hui.

Macédoine : 3000 réfugiés « seulement » sont arrivés hier. Au sujet des réfugiés en Macédoine, les médias, les télévisions se réfèrent au chiffre de 25 000 personnes, qui est un bilan cumulé des arrivées depuis deux mois. Tous sont hébergés dans des familles, chez des amis, dans des

maisons fournies par des ONG locales, appelées « *el hillal* ». Le HCR a identifié de potentiels centres collectifs d'accueil mais pas de positionnement significatif de matériel. MSF a exprimé sa volonté - son souhait de soutien quand et si besoin et proposera du matériel pour environ 20 000 personnes. Parmi les 6 personnes présentes à Skopje qui ont été évacuées de Pristina, deux vont rester pour éventuellement retourner au Kosovo et 54 retourneront à Bruxelles. 2 personnes d'Amsterdam sont déjà sur place et deux autres personnes vont arriver en renfort. Les ONG sont peu visibles, sans autocollants sur les voitures, le fragile équilibre social se maintient. [...]

Communication avec la presse : une déclaration courte et simple sur l'évacuation de Pristina sera publiée de Bruxelles cet après-midi et pourra être diffusée par ceux qui le souhaitent. Pas de projet de communiqué de presse pour l'instant (avions cargos). Tim a donné quelques interviews hier soir à Belgrade sur l'évacuation de Pristina, mais profil bas, pas de déclaration politique du tout. Pour l'instant on ne donne pas les numéros de téléphone aux médias. Cette décision sera réexaminée chaque jour et le réseau des chargés de communication en sera informé.

Témoignage : pour toutes les équipes en Albanie, au Monténégro et en Macédoine, la préparation des conditions pour collecter des récits, des expériences, des débriefings auprès des réfugiés doit être un souci permanent en particulier auprès des réfugiés qui viennent de la région de Pec, même si pour le moment, nous n'avons pas de projet pour les utiliser, la collecte et les bonnes conditions de collecte sont un must.[...]

Grèce : On se prépare à une arrivée potentielle sur la frontière gréco-macédonienne, on positionnera peut-être du matériel cette semaine. Il est nécessaire que les centres opérationnels fassent des efforts proactifs pour intégrer des volontaires grecs sur les sites d'opérations des trois régions avec l'objectif, afin qu'ils s'approprient les projets. Paris: afin de confirmer « le tableau global » de la région (plans d'urgence, chiffres) Paris a décidé d'envoyer une personne en Macédoine et deux personnes en Albanie, sans objectifs opérationnels.

 *Ils disaient qu'on ne pouvait pas prendre cette route qui descendait vers la Macédoine. Ce qu'on a appris plus tard c'est qu'elle était pleine de gens qui avaient été chassés de leurs maisons. Et il y avait des barages de paramilitaires qui commettaient des exactions, volaient leur argent aux gens etc... Ils auraient pu nous laisser passer, mais bien sûr, ils ne voulaient pas qu'on soit témoin de cette horreur. Nous sommes sortis via Mitrovica, au nord, pour Belgrade. Nous sommes restés quelques jours à Belgrade. Les autres sont partis par la Hongrie. Mais le centre de Belgrade a commencé à être bombardé. Nous avons passé deux jours à l'hôtel et il n'y avait pas grand chose que nous puissions faire. Je suis allé à une réunion de coordination. L'OMS et deux ou trois personnes étaient encore là, mais tout le monde faisait ses bagages. J'ai pris un bus pour la Hongrie et je suis sorti par Budapest. Je crois*

que MSF avait déjà commencé à se déployer en Albanie et en Macédoine. Le reste de l'équipe du Kosovo était déjà descendu vers le sud. Une fois qu'ils sont arrivés en Macédoine, les choses ont commencées à être réparties ente les Belges, les Français et les Hollandais. Il y avait tant à faire. Et les volontaires de l'ancienne équipe au Kosovo restaient là-bas. Je pense que cette tension qui a duré des mois avait épuisé tout le monde. Je suis revenu à Bruxelles et on a commencé à y voir plus clair. J'ai vu ces gens qu'on avait mis de force dans des trains de Pristina jusqu'à Brazda et l'une de nos infirmières était parmi eux. Elle était à la frontière, elle avait traversé la Macédoine et elle donnait une interview à la BBC. Elle semblait tellement différente, tellement détruite, décrivant comment ils avaient été forcés à quitter leurs maisons. Et toute l'ampleur de la situation apparaissait, le caractère systématique de l'opération menée par les Serbes devenait clair. Nous nous sommes tous trompés. Nous avons déjà vu cela se produire au Kosovo. Cette stratégie de déplacement forcé de populations avait déjà été mise en œuvre. Nous aurions du la prévoir. Nous aurions du pré-positionner des gens en Albanie et en Macédoine. IMC [International medical corps] ou IRC [Croix-Rouge internationale] l'avaient fait, ils avaient obtenu leurs accréditations en Macédoine. Je crois que nous n'avions pas imaginé qu'il y aurait une telle violence, des dizaines de milliers de personnes forcées à franchir les frontières. C'est une image tellement horrible ! Ces trains semblaient sortir tout droit de l'époque de Staline ou de la seconde guerre mondiale et peut-être n'arrivions nous pas à croire que les gens pouvaient être aussi méchants.

Tim Boucher, coordinateur MSF au Kosovo, juin 1998
à avril 1999 (en anglais).

 *Nous avons eu du retard parce que les gens n'ont pas cru aux frappes. Pourtant elles ont été annoncées de nombreuses fois. C'est aussi l'argument du HCR : le manque de préparation sur l'instant. Les frappes ont commencé avant un week-end. Et nous avons perdu le week-end. Mais je me demande quand même pourquoi nous n'étions pas prêts et tout de suite sur la frontière. A cette époque nous étions déjà en Albanie, dans le Sud avec une mission long terme. Je me souviens très bien avoir dit : « pourquoi ne pas avoir mis une équipe tout de suite ? Il y aurait eu cinq personnes, cela aurait changé la donne. » Mais ils sont arrivés trop tard. Et le HCR a fait la même chose.*

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général du
Conseil international de MSF (en français).

 *Au départ, on comptait sur l'équipe qui était présente en Albanie. Et puis ça n'a pas vraiment marché. C'étaient des personnes qui n'avaient pas d'expérience de l'urgence : on savait qu'il y avait un problème*

mais on sous-estimait la vitesse à laquelle il allait s'aggraver, et aussi dans le cas spécifique de l'Albanie, on avait un trop grand respect pour les autorités. Nous avons donc envoyé une équipe en mission exploratoire. Ce n'était pas facile. Cela a créé un peu de tension parce le type d'intervention nécessaire était contraire à ce que le gouvernement voulait. C'était un peu risqué pour le projet existant qui était un projet d'appui à l'hôpital de Fier, qui exigeait d'avoir une très bonne relation avec les autorités. Et soudain une autre équipe MSF a débarqué, pour qui l'essentiel c'était d'agir et qui ne se compliquait pas à attendre des accords et des autorisations.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

En fait, je pense que MSF a commis l'erreur opérationnelle, de ne pas proposer d'aller en Albanie aux membres de l'équipe qui sortait du Kosovo. Nous, nous n'avions pas les moyens logistiques, pas de volontaires. Nous sommes arrivés à six avec ce petit hydravion. Il a fallu le temps que ça se construise. En fait si l'équipe était sortie du Kosovo avec des voitures et si nous l'avions fait transiter, nous aurions pu gagner quelques jours pour être dans une position opérationnelle un peu plus facile. Il est possible de passer de la Macédoine à l'Albanie. Il faut passer par le sud. Je l'ai fait. Mais en fait, ils m'ont dit : « Nous pensions que les membres de l'équipe étaient assez marqués par ce qu'ils avaient vécu et nous ne voulions pas les remettre dans ce contexte, nous avons préféré les faire sortir. » Mais j'ai discuté avec les expatriés eux-mêmes. Ils se sentaient terriblement mal à l'aise parce qu'ils étaient sortis du contexte. Ils n'avaient qu'une envie c'était de pouvoir retourner, porter assistance à ces populations qu'ils voyaient à la télévision tous les soirs et auprès desquelles ils avaient vécu.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en
Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

La section belge a sorti toute son équipe du Kosovo. Alors que IMC et MDM ont conservé leurs équipes dans le coin, et sont retournés en Albanie beaucoup plus rapidement. Au cours d'une téléconférence entre sections, il est annoncé que « Gabriel [Salasar] et Stéphan [Oberreit] sont prêts à aller donner un coup de main à l'équipe en Albanie. » En fait, nous arrivons en Albanie quelques heures avant Christopher Stokes [coordinateur de MSF Belgique en Albanie] et les renforts des volontaires du Kosovo qui sont repassé par Bruxelles. Nous rencontrons l'équipe de la section belge qui travaille sur un programme long terme dans un hôpital du Sud de l'Albanie. Cette équipe est vraiment concentrée sur son projet long terme et n'arrive pas à passer en mode urgence. Il n'y a aucun moyen

de transport prévu pour monter à la frontière, là où se trouvent les réfugiés. La plupart des voitures sont déjà prises par les autres ONG ou les journalistes. Nous arrivons très en retard par rapport aux autres ONG. Nous rejoignons l'équipe de Christopher et nous montons petit à petit vers la frontière, en louant des taxis. Tout cela est un peu compliqué. Nous donnons un coup de main aux équipes pour mener les explorations et mettre en place les centres de soins.

Stephan Oberreit, mission exploratoire MSF France
en Albanie (en français).

Nous décidons aussi d'envoyer une mission exploratoire en Albanie et en Macédoine, pour avoir notre propre coup d'œil d'ensemble. Et là je m'accroche légèrement avec mes collègues directeurs des opérations qui me disent : « qu'est-ce tu vas faire avec deux volontaires en Macédoine et en Albanie, surtout en Albanie ? » Je réponds : « J'envoie des gens pour chercher à bien comprendre ce qui se passe. » C'est Stéphan Oberreit et Gabriel Salasar qui vont en Albanie. Ils travaillent avec l'équipe de MSF Belgique et les aident à ouvrir leur intervention d'urgence. Et nous à Paris, nous pouvons avoir un coup d'œil sur l'ensemble de la crise, grâce à des gens dont nous connaissons les capacités, en qui nous avons confiance.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).

Nous prenons la décision politique de ne pas travailler dans les camps, parce que nous ne voulons pas travailler avec les militaires. Nous choisissons d'intervenir au Monténégro, parce que nous savons que l'OTAN n'y est pas et que nous éviterons la confusion, que nous allons nous sentir un petit peu plus à notre place. Nous ne nous lançons pas non plus sur l'Albanie, parce qu'une équipe de MSF Belgique y intervient déjà. Gabriel et Stephan ont commencé à travailler avec cette équipe, donc nous pourrions rester pour renforcer leurs rangs comme la section espagnole le fera par la suite. Mais nous serions placés à côté du camp géré par l'armée saoudienne ou je ne sais plus quelle autre armée. Sur la Macédoine aussi nous prenons clairement l'option de ne pas travailler sur les camps. Je continue mes contacts avec le Monténégro et je décide d'envoyer une nouvelle mission exploratoire. A cette époque la Croatie et le Monténégro signent des accords commerciaux. Des gens que je connais à l'intérieur du Monténégro me disent : « tentez le coup, on peut passer sans visa par la Croatie. » Nous tentons le coup et cette fois-ci au lieu de passer par Belgrade comme la première équipe, nous les faisons tous passer par la Croatie. La première équipe exploratoire rentre en Croatie puis au Monténégro fin mars alors que les frappes ont déjà commencé. Ils hésitent. Ils sont en

Croatie et ils m'appellent parce que le Monténégro est très perturbé, il y a des forces fédérales partout. Leur exploration ne se passe pas bien. Très vite nous envoyons d'autres personnes. A ce moment-là des réfugiés du Kosovo, arrivent de la région de Pec, et nous commençons l'intervention sur Rosaje.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

Malgré les efforts d'intégration de volontaires grecs dans les équipes MSF intervenant sur la crise du Kosovo, les responsables de la section grecque, arguant d'une proximité géographique et de la pression de leur société, continuent à réclamer une implication plus importante dans les opérations concernant les Balkans. Or l'autonomie opérationnelle de cette section n'a jamais été acceptée par le mouvement MSF. Ainsi, après plusieurs essais infructueux avec d'autres sections, son activité opérationnelle se développe depuis un an dans le cadre d'un centre opérationnel commun avec MSF Suisse et sous la responsabilité de son directeur des opérations. Selon le président de la section grecque de l'époque - qui a été interviewé mais a refusé que ses propos soient reproduits in extenso - le mouvement MSF craignait surtout que le fait de laisser la section grecque devenir opérationnelle ne crée un précédent qui amènerait à une multiplication ses sections opérationnelles. Il reconnaît avoir fait 'le forcing' auprès des responsables des différentes sections pour pouvoir envoyer des volontaires en Macédoine et en Albanie.



Enquête sur la mission de MSF Grèce en République fédérale yougoslave et l'éclatement de l'accord du centre opérationnel commun de MSF Grèce et MSF Suisse pour le Conseil International de MSF, par Stephan Oberreit et Morten Rostrup, 3 juin 1999: 1999 Echange de courriels entre Konstantina Nikolopoulou, membre du conseil d'administration de MSF Grèce et James Orbinsky, président du conseil international de MSF, Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF International, et les membres du Conseil international, 1-2 avril 1999 (en anglais).

Chers amis,

La situation récente à Kossifopedio cache une crise importante et complexe qui, malheureusement, ne semble pas devoir se résoudre rapidement.

Pour répondre efficacement à cette tragédie humanitaire MSF doit mener une action immédiate et coordonnée au niveau international. Il serait inacceptable pour l'ensemble de notre organisation que les populations qui

souffrent subissent une fois de plus les effets de nos dysfonctionnements internes.

En conséquence, il est nécessaire de définir sans délai une procédure claire de coordination des différentes sections de MSF dans la zone du Kosovo. Il est aussi nécessaire que la section grecque, qui est *de facto* impliquée dans la crise, ait un rôle actif. En particulier en ce qui concerne la circulation de l'information, les financements et par-dessus tout l'engagement des expatriés.

Konstantina Nikolopoulou, membre du conseil d'administration de MSF Grèce.

Chers membres du conseil d'administration de MSF Grèce, Tout d'abord, merci pour votre lettre du 31 mars, que j'ai reçue ce matin (voir copie ci-dessous). Dans votre lettre vous signalez, à juste titre, que la crise qui se déroule dans les Balkans a une importance politique et humanitaire majeure et qu'une réponse efficace et coordonnée est nécessaire de la part de MSF, au niveau international. Vous dites aussi qu'il est nécessaire de définir sans délai une procédure claire de coordination des différentes sections MSF dans la région du Kosovo.

Enfin, vous dites qu'il est nécessaire que la section grecque, qui est *de facto* impliquée dans la crise, y joue un rôle actif. En particulier en ce qui concerne la circulation de l'information, les financements et par dessus tout l'engagement des expatriés.

Une procédure claire pour la coordination des différentes sections de MSF est en place depuis plus d'une semaine. Aujourd'hui MSF Belgique, Hollande et France sont actives en Albanie, en Macédoine et au Monténégro où elles mènent des missions exploratoires et des activités opérationnelles. Pour le Kosovo même, des efforts sont entrepris pour essayer de ré-entrer via Belgrade ou les régions alentours. MSF Suisse coordonne une téléconférence quotidienne (qui a eu lieu chaque jour depuis une semaine et qui va continuer). MSF Espagne prépare aujourd'hui un cadre d'analyse sur une possible prise de position publique de MSF sur la situation humanitaire actuelle et la crise. Ce papier sera revu par l'ensemble des directeurs des opérations et des directeurs généraux et une décision adéquate sera prise. Enfin les minutes de la téléconférence et un sitrep [rapport de situation] commun sont envoyés à tous les bureaux MSF, dont MSF Grèce. Les équipes sur le terrain partagent aussi l'information les ressources et les expatriés. Donc, en ce qui concerne cette crise, le mouvement possède à ce jour, un système clair, transparent et efficace de coordination. Pour ce qui concerne MSF Grèce et son besoin de jouer : j'ai parlé avec Odysséas Boudouris (président de MSF Grèce) le lundi 28 mars et le mercredi 30 mars au sujet des perceptions de MSF Grèce. J'en ai discuté avec plusieurs présidents, directeurs généraux, et directeurs opérationnels. Aujourd'hui MSF Grèce a un rôle actif avec trois expatriés travaillant pour MSF Belgique en Albanie et deux autres qui mènent aujourd'hui une mission exploratoire à Skopje sous les auspices de MSF Hollande. Toutes les sections de MSF - en tant que mouvement humanitaire - sont *de facto* impliquées dans la crise. Toutes les sections du mouvement cherchent des moyens

de placer les fonds privés et institutionnels qui sont à leur disposition. Toutes les sections sont également profondément conscientes de la nécessité de rester concentré sur nos objectifs humanitaires et d'éviter d'être instrumentalisé par l'une ou l'autre des parties au conflit pour leurs propres objectifs politiques. Il s'agit, comme toujours, d'un défi difficile à relever. [...]

James Orbinski, président du conseil international de MSF.

J'ai connu MSF en 1979, quand j'étais lycéen. J'étais en France, je l'ai vu à la télévision, j'ai pris l'adresse et j'ai commencé à leur écrire. En 1981, je suis rentré à l'université. Je vivais à Athènes et j'allais tous les ans aux assemblées générales de MSF en France. Après j'ai commencé à assister à celles des sections belge et hollandaise. En 1988, j'étais médecin et je suis parti au Salvador, sur une mission extrêmement politique. Je connaissais tous les dirigeants de MSF et je ne cessais pas de leur dire qu'il fallait créer une section MSF en Grèce. Après l'AG de MSF France en 1989, ils m'ont dit : « MSF Grèce ? Toi seulement ? Qu'est ce qu'on va faire en Grèce ? » Et ils m'ont donné quatre ou cinq conseils : « la communauté médicale doit être au courant, il faut trouver des volontaires qui partent sur le terrain, se faire connaître des médias et de la population. Prends cela et débrouille-toi tout seul. » Donc, j'ai passé deux ans à aller dans les universités, parler dans les associations de médecins. J'ai trouvé des volontaires que j'ai fait partir avec MSF France. Peu à peu il y a eu un groupe de quatre ou cinq personnes, formé avec l'expérience MSF. Je parlais dans les médias. Les médecins qui nous rejoignaient aussi. Et en mai 1990, le Conseil international de MSF nous a dit : « allez-y ! » On était cinq. En 1994, après le veto belgo-hollandais [au Conseil international, les sections belge et hollandaise votent contre l'autonomie opérationnelle de la section grecque, dont les opérations passent sous la responsabilité de la section espagnole], je me dis : « Cinq ans de stagnation ! On peut encore en vivre cinq autres, c'est fini, je veux partir. » Et j'ai commencé à organiser mon départ. En 1995, j'ai mis en place un directeur général et j'ai cherché quelqu'un pour être président. Mais la situation était tellement mauvaise à l'époque que personne ne voulait : « On ne peut pas se débrouiller avec les gens de l'extérieur. Ils nous bloquent, ils nous mettent le veto. » Ca ne marchait pas bien avec les Espagnols, ils n'avançaient pas très bien parce qu'ils étaient dans leur crise. Et nous aussi nous voulions avoir des opérations. Donc c'était toujours la bagarre. Nous en avons marre. A la fin j'ai choisi Odysseas comme candidat à la présidence. J'ai dit : « bon, nous avons ici un type qui va leur rentrer dedans, il va aller taper. »

Dr. Sotiris Papaspyropoulos, fondateur de MSF Grèce, président d'honneur de 1996 à 2000 (en français).

MSF Grèce n'est pas une section qui a une dynamique de création exogène comme les sections des Etats-Unis ou du Japon qui ont été créées pour collecter des fonds. MSF Grèce a été créée par d'anciens volontaires dans la cuisine de Sotiris. Historiquement, ils ont une certaine légitimité, ils ont monté leur bureau. Leur volonté d'être opérationnel posait un problème à tout le monde. Les Français avaient essayé de les insérer, les Espagnols aussi. A l'époque ils avaient mis des critères pour leur laisser l'opérationnalité en pensant qu'ils ne les atteindraient jamais. Ils les avaient atteints et pour eux donc, il était légitime de devenir un centre opérationnel. Ils se sont toujours battus pour cela. Cela s'est accentué quand Philippe Biberson [président de MSF France] a déclaré que toutes les sections avaient vocation à être opérationnelles. Je me rappelle qu'Odysseas avait affiché cette déclaration dans son bureau. Donc à cette époque ils avaient monté des opérations qui n'étaient pas sous leur nom. Ils avaient créé une autre ONG factice. Et ils menaient des opérations qu'ils finançaient sous un autre nom, notamment en Palestine et en Georgie. Quand j'ai fait une proposition pour le centre opérationnel commun MSF Suisse - MSF Grèce, je suis allé à une réunion à Bruxelles avec les directeurs généraux qui devaient cautionner la nouvelle tutelle de la section suisse sur la section grecque. Eric Gomaere, le directeur général de MSF Belgique de l'époque m'a dit : « OK pour ce montage. Mais avec les Grecs, c'est une longue histoire. Alors, si tu sens que cela part en vrille surtout dis-le-nous. » J'avais une certaine sympathie pour ces types qui étaient des battants, qui avaient monté leur association. J'y ai cru quelques mois parce qu'ils étaient motivés. Je suis allé à Athènes une semaine par mois pendant huit mois pour essayer de monter l'affaire. J'avais essayé de faire venir des gens de mon réseau, mais cela ne marchait pas. Je n'arrivais pas à trouver des volontaires pour aller travailler à Athènes. J'y croyais de moins en moins. Je voulais leur donner la gestion des programmes en Bulgarie et au Libéria. Mais pour cela il fallait des gens solides. Je ne trouvais pas de responsable de programme. Il y avait des conflits partout en interne. Même à l'intérieur de MSF Suisse, j'avais des problèmes, parce qu'ils ne voulaient pas transférer des programmes à Athènes. Plus le temps passait plus je me disais que ça ne marcherait pas. Quand la crise du Kosovo a éclaté, Odysseas a commencé à me mettre beaucoup de pression : « tu sais c'est juste à côté de chez nous, nous sommes très impliqués ... Il n'y a pas des gens plus coupables que d'autres... il faut que nous soyons visibles pour la société grecque etc. » De mon côté je mettais beaucoup de pression sur les Belges pour qu'ils intègrent des volontaires grecs dans leurs équipes au Kosovo. Puis nous leur avons donné la possibilité de financer les opérations de MSF Belgique dans la région des Balkans. Ensuite j'ai dû détourner sur Thessalonique un avion cargo qui partait de Bruxelles pour Pristina, afin que nous puissions le prendre en photo pour faire de la communication sur MSF en Grèce. C'était à la limite de ce que je pouvais défendre en termes d'efficacité opérationnelle. Et cela ne suffisait jamais à Odysseas. J'avais toujours cette pression, ces demandes, surtout de sa

part, concernant la visibilité de la section grecque sur la crise du Kosovo, pour améliorer leur positionnement en Grèce, avec des arguments du genre : « Médecins du Monde Grèce, eux, ils sont présents ».

Thierry Durand, directeur des opérations du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce (en français).

 On le sentait venir depuis très longtemps. Il y avait eu des discussions sur la Yougoslavie, autour de l'intervention en Albanie, ils voulaient être dans toutes les parties dans les Balkans. Vue de notre côté, la section grecque a toujours eu un positionnement qui paraissait correspondre à l'influence de sa société, qui la poussait à intervenir auprès de gens avec lesquels elle avait une solidarité plus immédiate.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général MSF du Conseil international de MSF (en français).

 Je suis parti pour Skopje avec une voiture MSF et avec une volontaire sage-femme. J'allais prendre contact avec les autres MSF. J'ai trouvé des Hollandais et en particulier des logisticiens que je connaissais déjà du Burundi et j'ai participé aux premières réunions pour savoir ce qu'on pouvait faire. C'était vraiment la catastrophe. Certaines familles avaient perdu deux ou trois bébés pendant la nuit. J'avais un traducteur grec qui habitait Skopje. C'était un ami de ma famille depuis longtemps. Après je suis allé à Tetovo pour évaluer la situation et les besoins. J'ai donné toutes mes informations à MSF Grèce et à MSF Hollande. Après je suis revenu à Athènes. Toute la Grèce était informée des ONG grecques étaient au Kosovo, à Skopje, par-ci par-là. Mais les plus grandes ONG grecques n'y étaient pas. MSF Grèce était à Skopje et aussi en Albanie mais via des volontaires intégré dans les équipes des autres sections.

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).

OÙ MSF LANCE UNE COLLECTE DE RÉCITS AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

La cellule de crise Kosovo de la section française décide de lancer un processus de collecte d'informations auprès des réfugiés afin de comprendre les

raisons de leur fuite et d'adapter les opérations en conséquences. Le 30 mars 1999, le projet est adopté par l'ensemble des directeurs des opérations. La coordination de l'enquête est confiée à la responsable juridique de MSF France qui s'associe avec un représentant d'Epicentre, le satellite d'épidémiologie de MSF pour construire la méthodologie. Au cours de leur téléconférence quotidienne, les directeurs des opérations et les responsables de programme discutent des conditions d'une éventuelle intervention de MSF au Kosovo. Un chargé de communication est envoyé en Macédoine.



Compte-rendu de la téléconférence de jeudi, Ciara Shannon, MSF Bruxelles, 1 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Grèce

Antonis Rigas fait le tour des sites du Nord de la Grèce où l'on suppose que les réfugiés se rendront.

Besoin de confirmer si MSF doit ou pas retourner au Kosovo.

Avis divergents au sein des participants, certains pensent qu'il est important d'établir des relations avec les autorités serbes car cela montrerait notre impartialité. Cependant d'autres pensent que malgré cette intention positive pour le moment, il n'y a aucune raison de prendre un tel risque de sécurité.

Conclusion: nous devons arriver à nous mettre tous d'accord.

Consensus général pour que MSF clarifie son action et sa stratégie.

Vendredi, un chargé de communication sera mis en place pour collecter des récits et la semaine prochaine cette collecte commencera en Macédoine. Françoise Saulnier [responsable juridique MSF France] sera responsable du choix de la méthodologie.



« Recueil infos réfugiés Balkans. » **Courriel** de Françoise Saulnier responsable juridique MSF, 2 avril 1999 (en français).

Merci de transmettre cette fiche de recueil d'information sur les réfugiés kosovars aux équipes de terrain.

L'objectif de ce recueil d'information est de permettre à MSF de disposer d'une meilleure compréhension de la situation de cette population.

Il est important de savoir ce que les gens ont vécu pour comprendre de quoi ils ont besoin.

Les réfugiés ont vécu des conditions d'exode différentes selon les régions, les groupes et les dates de départ.

Il est important de mieux connaître leur histoire pour adapter nos programmes à la précarité et aux traumatismes dont ils souffrent et pour définir.

Ce travail est également essentiel pour permettre à MSF de disposer d'informations indépendantes pour alimenter nos

prises de paroles dans le contexte actuel d'intoxication et de propagande.

Le recueil d'information doit donc se faire de façon transparente sur le terrain tout en protégeant la confidentialité des récits des réfugiés.

L'ensemble des renseignements individuels est d'abord destiné à MSF. Il fera l'objet (au siège) d'une analyse qui permette d'obtenir une vision d'ensemble pour les différents groupes de réfugié quant :

- au sex ratio,
- aux conditions de départ (déportation ou fuite),
- au vécu spécifique de la population dans les différentes régions du Kosovo.

La fiche sert de guide d'entretien. Les entretiens sont réalisés sur papier libre en respectant les numéros des questions. Les noms et prénoms des personnes interrogées sont notées dans un document séparé avec le numéro de l'entretien (ou les initiales) correspondant.

 *Au moment où la crise se déclenche, nous avons une conscience tout à fait précise du fait que nous intervenons dans une situation de propagande pour une guerre dans laquelle nos pays sont impliqués. Graziella [Godain, adjointe au responsable de programme de MSF France] a travaillé en Bosnie, moi j'ai commencé en 1991 avec Vukovar, donc toute cette histoire, nous la connaissons. Nous avons le souvenir que dans cette région-là, les atrocités ne sont pas seulement des fantasmes. Et puis, nous sommes tout à fait conscients de pouvoir faire l'objet de désinformation, de manipulation. Nous avons le souci d'avoir un maximum d'informations qui nous appartiennent, qui nous soient propres et qui nous permettent d'être à peu près sûrs de ce qui se passe. Dès le début des frappes, quand les mouvements de population se déclenchent, MSF a déjà des pré-positionnements opérationnels. Je propose qu'on mette en place un recueil d'informations auprès des personnes qui bougent pour comprendre les raisons de leurs déplacements, savoir quelles violences elles ont vécues à l'intérieur. Nous avons tout à fait conscience que les Serbes vont dire que les déplacements sont dus aux frappes. Mais il existe aussi des phénomènes de panique collective que nous connaissons bien. Donc nous ne voulons avoir aucune idée préconçue ni penser le pire, pour se convaincre ensuite que ce pire est arrivé. Nous ne voulons pas non plus sous-estimer des choses qui pourraient être de grande ampleur, sachant que nous n'aurons pas accès au territoire kosovar pendant un moment. Donc nous décidons de mettre en place immédiatement un système de recueil d'informations pour être le plus réactif possible en termes de secours. Nous ne savons pas de quoi les gens ont besoin, mais nous savons qu'un cirque humanitaire va se mettre en place. Nous nous posons tout de suite des questions de méthodologie : quelles informations récoltons-nous ? Comment ? Auprès de qui ? Qu'est-ce qui est pertinent ? Qu'est-ce qui ne nous intéresse pas ? Comment faisons-nous pour être sûr de la qualité donc pour croiser nos informations, et pour avoir quelque chose qui nous permet d'être complémentaire en matière de quantité et de qualité ? Avec Epicentre, notre satellite épidémiologique, nous avons déjà travaillé un petit*

peu sur Kibeho⁸ en 1994, et sur la traque des réfugiés rwandais au Congo en 1997⁹ pour croiser des méthodes de mortalité rétrospective et de recueils de témoignages, avec des échantillons moins grands. Vincent Brown d'Epicentre et moi décidons de faire une étude épidémiologique, avec des objectifs très peu médicaux. Nous fabriquons le questionnaire épidémiologique. Nous appliquons un système de mapping. Nous posons un certain nombre de questions qui sont toujours les mêmes à un certain nombre de gens. Ensuite une fois toutes les dix personnes interrogées, nous irons plus loin dans l'histoire familiale. L'expérience nous a appris à ne pas retenir les violations racontées spontanément, mais à choisir nous-même les gens que nous interrogeons, à ne pas leur demander de raconter toutes les atrocités qu'ils ont vues mais de nous raconter juste l'histoire de leur famille. Sinon, 100 000 personnes qui voient un cadavre sur le bord de la route, ça fait 100 000 cadavres ! Et puis en même temps cette méthode permet d'avoir une relation moins dramatisante, plus humaine. Elle donne aussi à ces faits plus de crédibilité qu'une histoire individuelle. Car des histoires dramatiques on peut aussi en ramasser la nuit, dans les rues de Paris, de quoi remplir un rapport qui ne représentera pas la réalité de ce qu'a expérimenté une population donnée. Les récits, nous ne pouvons pas les prendre au hasard. Il faut déjà avoir un échantillon représentatif, établi de façon aléatoire etc. Nous entrons dans le centre de transit, nous divisons en carrés de 20 sur 20, nous évaluons combien il y a de personnes dans un carré de 20 sur 20, et puis s'il y en a 30, par exemple, nous décidons d'en prendre une toutes les 5. Et à partir de cette personne sélectionnée au hasard sur les 20 carrés de 20 sur 20 nous obtenons quelque chose de représentatif. Car si nous interrogeons seulement les gens qui sont dans la file d'attente du centre de santé, nous n'aurons que des gens qui sont blessés, et ce n'est pas représentatif. De même si nous ne choisissons que dans le groupe des urgences obstétricales, nous n'aurons que des fausses couches, mais ça ne veut pas dire que toutes la population du Kosovo a fait une fausse-couche ! Je ne réagis pas strictement en juriste et Vincent pas strictement en épidémiologiste. Ce qui nous rassemble, ce n'est pas notre métier, c'est notre pratique à MSF. C'est le fait que nous voyons quels sont les besoins de MSF et que nous pensons que nos deux métiers peuvent y apporter quelque chose, quand ils sont combinés. Le droit sait très bien avoir recours à la médecine pour la médecine légale, pour l'expertise médico-légale. Il a besoin de preuves, et les preuves, elles sont scientifiques. Donc il n'y a pas du tout d'opposition majeure entre les deux éléments. Les épidémiologistes veulent des questions très courtes auxquelles on répond par

8. n avril 1995, au moins 4000 déplacés rwandais ont été massacrés dans le camp de Kibeho, par les troupes de l'Armée patriotique rwandaise (du nouveau régime rwandais) en présence des contingents de maintien de la paix de l'ONU et d'une équipe MSF. Lire Violences du nouveau régime rwandais. Prises de paroles publiques MSF, Laurence Binet, 2004.

9. De novembre 1996 à l'été 1997, au moins 200 000 réfugiés rwandais ont été traqués et massacrés dans les forêts du Zaïre puis du Congo, par les forces rebelles de Laurent-Désiré Kabila, soutenues par l'Armée patriotique rwandaise. Tout au long de cette odyssee, MSF a essayé de porter secours aux déplacés et de faire connaître leur sort, nié par la communauté internationale. Voir Traque et massacre des réfugiés rwandais au Zaïre et au Congo 1996-1997. Prises de Paroles Publiques MSF, Laurence Binet, 2004.

oui ou par non, ce qui limite les risques de l'interprétation et de la lecture des résultats. Ils veulent qu'on puisse traduire ces résultats en tableaux et en courbes. Donc ils n'aiment pas trop les choses qui sont plus narratives. C'est parfaitement légitime, mais dans le cas des réfugiés du Kosovo, ce risque est négligeable. Notre objectif n'est pas de faire des tableaux et des courbes, donc ça marche très bien. C'est ce couplage de techniques qui est le plus adapté aux résultats qu'on veut obtenir.

Puis nous proposons le projet aux autres sections, en leur disant que si l'enquête est faite partout selon les mêmes formats, nous pourrions avoir une vue d'ensemble. Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il y a un problème d'informations opérationnelles, que c'est un phénomène de très grande ampleur et que puisque c'est la même population qui part par trois endroits différents, autant utiliser les mêmes outils pour avoir une vue d'ensemble. Les Belges disent : « Nous, on a Diane qui va partir en Albanie, est-ce qu'elle peut faire le questionnaire avec Françoise ? » Katrien Coppens, du HAD [département des affaires humanitaires] à Amsterdam me dit : « Je suis en Macédoine. D'accord. » Tout le monde part sur le terrain, et puis rendez-vous pour la récolte.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique
MSF (en français).



Quand tu arrives sur une intervention en urgence, tu as des objectifs à remplir. Dans la journée, tu dois avoir accompli ton nombre de vaccinations, monté ton dispensaire. Par ailleurs les malades, les réfugiés, les membres de la population au sein de laquelle tu travailles, te racontent des bouts d'histoires de ce qui leur est arrivé, et toi-même tu cherches à savoir. Au détour d'une consultation, comme ça par hasard, tu te prends un fragment d'histoire en pleine figure et elle est souvent extrêmement marquée par la violence. Tu savais que cela existait. C'est pour cela que tu es venu les aider, mais cela restait assez abstrait dans ta tête. Et tout d'un coup, ce n'est plus une abstraction, c'est un individu qui raconte son histoire et elle s'imprime très fortement dans ton cerveau. Émotionnellement, ça a un énorme impact et c'est sur la base de cette émotion-là qu'on construit beaucoup de choses. Mais quelle est la représentativité de cette émotion ? En effet, on n'est pas à tous les endroits à la fois, on n'a pas tous les points de vue à la fois. Les gens du camp d'en face, ils ont aussi beaucoup souffert, et si on reste simplement dans le registre de l'émotion, on risque de devenir partial. Donc il faut essayer de travailler de manière un peu plus construite sur la représentativité de cette émotion et en faire un tableau combinant différents points de vue. Entre quelques anecdotes sur un phénomène et une proportion de plus de 50%, on ne se construit pas la même représentation. Pour certains événements, il est vraiment essentiel de connaître aussi leur amplitude au sein d'un groupe. Sinon on construit tous les raisonnements sur la base d'une information très fragmentaire et donc biaisée. Et là un peu de méthode pour travail-

ler, c'est important. Il y a des méthodes d'enquête dont on déduit des proportions. Elles renvoient à des règles mathématiques pour que ces proportions soient valides. On doit avoir la décence de respecter les règles de cohérence interne aux mathématiques et ne pas leur faire dire des choses qu'elles-mêmes affirment ne pas pouvoir dire. Après avec l'aide de cette information construite, on franchit une étape supplémentaire. Par exemple, s'il y a 30% du groupe de population avec lequel on travaille qui est privé de secours, on va voir les gens qui distribuent la nourriture, et les abris et on leur dit : « ce sont nos malades, nous essayons de les soigner. S'ils dorment sous la pluie toute la nuit et s'ils ne mangent pas, c'est encore plus difficile. Si nous voulons les assister correctement, il ne faudrait pas seulement qu'ils reçoivent des comprimés mais qu'ils puissent aussi manger, avoir de l'eau potable, avoir un abri etc. » Là on nous demande immédiatement : « où est ce fameux groupe de malades, combien sont-ils ? » Et si nous ne produisons pas une information un peu construite, avec des localisations précises, des dates, des proportions la demande n'est pas prise en compte... Nous essayons de faire en sorte que la qualité des secours s'améliore, donc nous utilisons les outils que nous considérons comme les meilleurs pour l'améliorer. Dans notre culture, dans notre société, c'est comme ça qu'on construit l'information. Sinon, elle n'est pas acceptée, elle n'est pas comprise et elle n'a pas d'impact. C'est une démarche d'enquête statistique appliquée à notre domaine d'activité qui n'a rien d'extraordinaire dans la société moderne. Je pense qu'il était essentiel de comprendre si les gens fuyaient, ce qui se passait précisément pour les civils. Est-ce que ces gens fuyaient finalement les frappes de l'OTAN ou est-ce qu'ils fuyaient autre chose ? D'un côté il y avait la propagande de l'OTAN, de l'autre côté il y avait la propagande serbe. Celle de l'OTAN était beaucoup plus puissante et s'exprimait beaucoup plus en langue occidentale. Et puis il nous restait un vieux fond de méfiance par rapport à la façon dont l'information avait été organisée pendant la guerre du Golfe. Donc avant de nous prononcer, nous voulions nous construire notre propre représentation des événements afin d'éviter de nous laisser embarquer par la propagande. C'était l'objectif de ce travail Brigitte [Vasset, directrice des opérations de MSF France de 1989 à 1997] nous a beaucoup éduqués à nous sentir responsable de A jusqu'à Z de ce que nous faisons. On voit mal comment on peut vraiment assumer cette responsabilité, donc rendre des comptes sur la qualité de ce qu'on fait, si on délègue toute la part de construction de l'information à quelqu'un d'autre, et si l'on se place en simple exécutant de secours matériel. J'ai donc encouragé mes collègues directeurs des opérations à faire la même chose. Au cours de notre réunion un sentiment majoritaire s'est dégagée en faveur de cela. Cela devait forcément déboucher sur un rapport d'enquête, mais il n'y avait rien de décidé sur ce qu'on en ferait après.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations,
MSF France (en français).

 Avec Françoise [Bouchet-Saulnier], la responsable juridique qui coordonnait l'enquête au siège, nous nous sommes demandés en quoi l'épidémiologie pourrait aider à donner plus de force à ces témoignages ouverts et à se rendre compte de la prévalence des phénomènes rapportés dans la population. Nous sommes partis des neuf questions qui forment habituellement le canevas pour les questionnaires «droits de l'homme» et nous les avons ajustées : quel type de violence ? D'où sont-ils partis ? Et ensuite, nous avons conclu qu'il y en avait trois qui étaient quantifiables. Nos enquêtes ont été réalisées sur un échantillon de convenances de deux cent familles. Nous avons utilisé des techniques d'épidémiologie assez représentatives, mais cela reste un échantillon de convenance. Donc on ne pourra jamais dire que cela reflète la situation de l'ensemble de la population. Nous l'avons fait dans l'extrême urgence, et c'était assez limitatif. C'était une première. Et je pense que c'était réussi, puisque nous sommes arrivés à sortir une information. C'était important de savoir dans quel état ils arrivaient, avec ou sans papiers, depuis combien de temps ils étaient là, les causes de leur fuite. C'est vrai que dans notre enquête, il y avait peu de questions sur les besoins. Or les opérations avaient aussi besoin d'avoir quelques réponses à quelques questions. Mais ils me faisaient confiance. J'ai l'habitude et j'ai choisi trois ou quatre questions, concernant les couvertures, l'accès à la nourriture etc... Quand on a fait l'enquête il y avait encore énormément de solidarité de la part de la population qui accueillait les déplacés et cela ne semblait pas devoir être un problème. En revanche, nous nous sommes rendus compte qu'il y avait des ruptures dans la distribution de pain, que dans les structures où ils étaient abrités les gens avaient moins d'un mètre carré par personne. Cela n'allait pas pouvoir durer. Il n'y avait pas non plus besoin de demander s'ils avaient besoin de couches pour les bébés : cela sentait l'urine partout. Des choses comme cela apparaissaient de manière informelle, pendant les visites. Il n'y avait pas besoin de faire d'enquête pour s'en rendre compte.

Dr. Vincent Brown, médecin épidémiologiste,
Epicentre (en français).

 Je crois que c'était surtout lié au fait qu'on n'avait plus d'espace du tout au Kosovo. Faire le bilan de la situation des réfugiés, je pense que c'est venu spontanément parce que les fuites ont commencé. En Albanie, nous avons déjà posté des gens à la frontière qui ont commencé à voir arriver des réfugiés. Donc à partir de là, il fallait peut-être faire quelque chose et pas uniquement les compter et voir où ils allaient, mais aussi savoir un peu ce qu'ils avaient vécu. A quoi s'attendre ? Y a-t-il beaucoup de blessés ? Qu'est-ce qu'ils ont vécu ? Où est-ce qu'il y a eu des dégâts ? Nous espérions quand même pouvoir retourner au Kosovo une fois que la situation se stabiliserait un peu, savoir où est-ce qu'il faudrait explorer. Je pense que cela

s'est fait de façon assez spontanée malgré les tensions que nous avons su dépasser pour dire : «voilà, nous sommes tous intéressés pour avoir des recueils d'informations sur ce qui se passe pour les personnes.» Je ne sais plus très bien qui a pris l'initiative, mais je pense que nous étions tous d'accord. Quand nous l'avons fait, notre souci était surtout de savoir ce que nous pouvions faire sur place ? Si nous ne pouvions plus aider les gens là où ils se trouvaient, là où ils étaient déportés, le minimum était d'essayer de récupérer des informations. A cette époque-là, je crois que nous n'avons pas trop anticipé la démarche témoignage. C'était important de récolter des informations, mais nous ne réfléchissions pas trop sur les possibilités de les exploiter.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

 Il fallait être prudent, sortir de l'attitude du bon samaritain, comprendre là où nous allions, ce qui se passait. Avant même que le rapport ne soit publié, nous savions ce qui allait sortir de tout cela. Au cours des réunions des directeurs des opérations, nous avons eu des discussions assez sérieuses là dessus. Nous avons voté à une majorité de trois sur cinq pour qualifier ce qui se passait de politique délibérée de déportation et donc de crimes contre l'humanité. Les Hollandais et les Espagnols se sont abstenus. Nous n'étions plus à l'intérieur du Kosovo, nous avions accès aux gens à l'extérieur. Nous n'étions même plus à Belgrade. Pour savoir ce qui se passait au Kosovo, alors qu'il n'y avait plus personne là-bas pour donner des informations, il fallait écouter les gens qui en sortaient. En les écoutant, on a acquis la conviction qu'un crime était en train d'être commis.

Thierry Durand, directeur des opérations du centre
opérationnel commun MSF Suisse/MSF Liège (en
français).

 Je n'étais pas fou d'enthousiasme au moment où nous avons envoyé les enquêteurs. C'est une méthode que nous avons expérimentée avec succès à certaines occasions, mais là j'ai trouvé qu'il y avait un peu de systématisation. Je trouvais que c'était trop donner dans l'air du temps «droit de l'homme», qui quelquefois se substituait à l'aspect secouriste. Dans ce cas-là, nous étions dans la frustration, parce qu'en tant que secouriste, nous n'avions pas grand-chose à faire. Je pense que le débat aurait du avoir lieu à ce moment-là.

Dr. Philippe Biberson, président MSF France
(en français).

OÙ MSF RAPPELLE QU'UNE GUERRE N'EST JAMAIS HUMANITAIRE

MSF, en tant qu'institution choisit de ne pas prendre position sur les frappes de l'OTAN, sujet considéré par la majorité de ses dirigeants comme hors de son champ de légitimité. Toutefois, dans les semaines qui suivent, les différentes sections expriment publiquement leur désaccord sur la formule « guerre humanitaire » utilisée par l'OTAN pour qualifier son intervention.



« **Point Kosovo.** » Ciara Shannon, MSF Belgique
31/03/09 (en anglais).

Extraits :

Belgrade, Serbie

Contexte: les équipes de MSF B ont été évacuées de Belgrade, présence locale uniquement, pas d'expatriés. Tim Boucher (chef de mission) en Hongrie, en chemin pour Bruxelles.

Communication: MSF B envisage de faire une déclaration à la presse pour souligner la situation actuelle quand Tim arrivera à Bruxelles. Cette décision a été validée par le personnel local à Belgrade.

Action: nécessité de reconfirmer ce que le personnel local a vu au Kosovo. MSF est en position de force pour faire une déclaration publique.

[...]Question : est-ce que MSF doit prendre une position officielle vis à vis de l'OTAN ? Javier va rédiger un brouillon pour une première proposition... discussion à avoir plus tard dans la semaine.



Nous n'avons pas tenu de réunion pour nous positionner pour ou contre les frappes. Nous avons plutôt eu des conversations téléphoniques entre nous.

Il y a eu de nombreuses discussions informelles entre les directeurs des opérations. J'ai eu des conversations en permanence avec plusieurs personnes. Dans les sièges, soit ils étaient sous la pression des membres de l'association, soit ils étaient réceptifs à ce qui se passait dans leur propre société, leur propre opinion publique. Mais d'une certaine façon, le sentiment général c'était que cette décision ne relevait pas de MSF. Nous n'avons pas la compétence pour nous prononcer sur une politique militaire. Mais nous devons anticiper ses conséquences et notre rôle en matière de protection des civils dans une situation de ce genre.

Voilà le sens des discussions de l'époque. Nous avons le sentiment général d'avoir la bonne approche. En ce qui concerne le positionnement de MSF vis à vis des bombardements, l'avis général était : ce n'est pas de notre ressort,

nous n'avons pas l'expertise et ce n'est pas notre rôle de soutenir l'un des belligérants.

Dr. James Orbinsky, président MSF International
(en anglais).



Nous en avons débattu, parce qu'au sein des sections, certains avaient demandé que MSF se positionne en faveur des frappes. Mais cela n'a pas été un très long débat. Les gens faisaient la différence entre leurs positionnements personnels et ceux de MSF. Il y en avait quand même certains qui étaient un peu contre les frappes, comme les Espagnols, mais c'était par tradition. En tous cas, parmi les sections opérationnelles à ce moment là, les Belges, les Hollandais, les Français, il n'y a pas eu un gros débat pour se positionner là dessus en tant que MSF. Les gens s'accordaient plutôt sur le fait qu'il fallait faire quelque chose contre Milosevic.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général du
Conseil international de MSF (en français).



Quand les bombardements ont commencé, nous étions beaucoup plus soucieux de l'espace réel que nous pourrions obtenir, que de dénoncer des bombardements dont nous savions qu'ils se produiraient et sur lesquels nous trouvions qu'il n'y avait pas beaucoup de marge de manœuvre. Les gens qui étaient sur le terrain se sont rendus compte que la marge pour négocier était quasi nulle. Nous ne voyions pas très bien comment nous pouvions nous en sortir. A chaque fois qu'il y avait des semblants d'accord ou des cessez-le-feu, dans la foulée il y avait des provocations. Fondamentalement il y avait une volonté d'affrontement et pas uniquement côté serbe. Nous avons réalisé que dans ce conflit-là, nous étions peut-être les seuls qui ne voulaient pas de confrontation militaire. Dès le départ, pour les Serbes, il s'agissait d'un jeu de pouvoir évident. Sans le Kosovo, l'intégrité du pays et l'autorité pour le mener disparaissaient donc ils craignaient fort qu'il y ait une décomposition. Il n'était donc pas question de s'en sortir sans démonstration de force. Quant aux Albanais, ils avaient clairement choisi la piste de la violence avec l'UCK en ne comptant pas sur leurs propres forces mais bien sûr sur celles de l'OTAN. Nous nous rendions bien compte que forcément, dans le jeu serbo-albanais ou dans des enjeux plus fins comme la guerre froide latente entre la Russie et l'OTAN, avec l'implication des Américains, nous ne connaissons pas toute l'histoire... Qu'est-ce qui avait réellement été essayé ? Qu'est-ce qui n'avait pas été essayé ? Qu'est-ce qui avait été récupéré par la suite ? Je pense que c'est pour ça que nous n'avons pas voulu nous positionner. Je pense que nous avons toujours été très très clair. Nous sommes allés discuter avec les militaires, à Bruxelles. Nous avons le souci de dire qu'une guerre ne peut jamais être humanitaire

en soi. Est-ce que nous avons été suffisamment public là-dessus ? Peut-être pas. Il y a peut-être eu un manque d'alerte, ou d'intérêt particulier pour refaire des démarches. L'argumentation de l'OTAN en faveur de la guerre est toujours basée sur l'idée que la cause est juste, que c'est une cause humanitaire. Donc peut-être que nous n'avons pas été surpris que cet argument soit utilisé. Nous ne l'avons même pas jugé choquant ou surprenant. Cela s'annonçait depuis très longtemps.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

 Nous n'étions pas d'accord pour qualifier cette guerre d'«humanitaire.» J'ai vu toute notre réserve, comment nous nous y prenions pour éviter de nous faire aspirer par la propagande de l'OTAN. Je ne trouvais pas cette guerre humanitaire donc j'essayais de ne pas faire leur propagande, de ne pas prendre leur argent. J'ai choisi d'aller au Monténégro là où l'OTAN n'était pas présent plutôt qu'en Albanie ou en Macédoine où il y avait tout le monde. Mais nous trouvions cette guerre nécessaire. Nous savons qu'il y a des guerres nécessaires. Il fallait quand même que quelqu'un s'oppose à Milosevic. Nous ne voulions pas le laisser commettre un énième massacre. En tant que citoyens, nous avons tous ce sentiment très fort. Globalement, dans l'ensemble du mouvement MSF comme chez le président du Conseil international de l'époque James Orbinski, c'était un sentiment majoritaire. Il y avait des gens dans la société qui disaient que cette guerre n'était pas humanitaire. En Italie, en Allemagne et en Grèce il y avait des mouvements pacifistes, qui demandaient l'arrêt des frappes, auxquels certaines sections de MSF ou parties de sections s'étaient jointes. Nos collègues espagnols, italiens, grecs et certainement d'autres, étaient aspirés dans un mouvement pacifiste dont nous estimions qu'il profitait à Milosevic. C'était mon reproche à la section grecque. Or nous n'avions pas non plus envie que notre position sur le fait qu'il n'existait pas de guerre humanitaire nous fasse passer dans le camp pacifiste. Tout va très vite dans ces moments-là. Les prises de position sont assez grossières. Il faut être dans un camp, ou dans l'autre. Etre au milieu ce n'est pas très facile. Nous étions pris dans ces dilemmes.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).

 En interne, nous n'étions pas en faveur de l'utilisation de la violence, des bombardements, l'idée qui nous gênait, c'est le fait que MSF demande une intervention militaire... ça ne nous semblait pas être du ressort de MSF. Nous n'étions pas pour que MSF se prononce pour ou contre les frappes. Or ce qui était très irritant c'est que dans les réunions internationales, des directeurs et des

responsables de MSF disaient : «c'est bien, il faut bombarder, il faut liquider ce Milosevic, il faut casser la gueule aux Serbes.» Il y avait ce discours non seulement très violent, mais aussi très occidental avec une vision à mon avis partielle. Nous étions en guerre en Europe et quelque part c'étaient nos soldats qui étaient en guerre. Il y avait ce mélange à la fois de citoyen et de membre d'une organisation humanitaire. Personnellement ça m'a choqué d'entendre certains discours. Mais quand l'OTAN a décidé d'intervenir, nous avons été très très scandalisés par cette idée de guerre humanitaire, tout autant scandalisé que le reste de la société. Nous l'avons communiqué en interne, au niveau de tous nos donateurs. Dès les premiers jours, nous nous sommes rendus compte de la manipulation, et nous avons tout de suite réagi là-dessus avant même qu'il y ait un consensus en international.

Eric Stobbaerts, directeur général, MSF Espagne
(en français).

 Au début des frappes, au cours d'une téléconférence internationale, nous avons proposé de faire une déclaration plus importante. Nous avons dit : «ce n'est pas une guerre humanitaire. L'OTAN est partie au conflit. Nous devrions être indépendants. Nous devrions expliquer ce qu'est le concept de l'humanitaire et nous devrions plus spécifiquement dire que l'OTAN ment quand il dit que la guerre a des objectifs humanitaires.» Mais cela n'a pas été accepté. Seul MSF Espagne est restée sur cette position. La réaction des autres sections a été très forte : «Nous n'avons rien à dire sur l'OTAN. Ce sont leurs affaires.» Donc nous ne l'avons dit qu'à notre propre société.

Nous ne sommes pas une organisation pacifiste mais nous avons été très ferme dans notre déclaration : «A l'OTAN, ils ne veulent pas entendre dire qu'ils n'agissent pas pour des raisons humanitaires. Ils affirment que leurs motivations sont seulement humanitaires. Il n'y a pas de guerre avec des motifs humanitaires parce que l'humanitaire, c'est une conséquence de la guerre. Ce que nous disons au sujet des frappes, c'est qu'elles mettent en péril l'existence d'un espace humanitaire.» Nous étions très agressifs. Les autres sections n'étaient pas opposées à notre position, mais ne se sont pas engagées à aller plus loin. En ce sens, nous étions rebelles.

Rafa Vila San Juan, directeur de la communication,
MSF Espagne (en anglais).

 A l'époque, autant je trouvais qu'individuellement nous ne pouvions pas nous manifester, autant je considérais qu'une organisation humanitaire cohérente n'avait pas le moindre signal à fournir de sa sympathie ou de son antipathie pour un conflit quelconque. Je me

souviens d'être intervenu pour retenir les ardeurs d'expression pro-intervention de MSF. Quelques-uns, peut-être ceux qui avaient un passé politique, qui faisaient le lien entre leur engagement à MSF et leur engagement politique pouvaient éprouver la tentation plus forte que les autres de les exprimer. Mais profondément les gens savaient qu'ils n'avaient pas à s'exprimer là-dessus. Dire tout le mal qu'on pense d'une formule comme « la guerre humanitaire », cela ne fait pas de mal. Peut-être qu'en France, cette formule qui a également circulé a été moins critiquée ou que nous avons été moins actifs dans la critique parce qu'au fond l'adhésion à l'intervention était suffisamment grande pour que cette formule apparaisse comme annexe. Certes elle était un peu propagandiste, mais enfin la propagande quand elle va dans le bon sens, on appelle cela de la communication ! Donc cela fait partie du jeu. La propagande, c'est toujours les autres qui la font ... quand on n'aime pas ce qu'ils disent !

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Avec le recul, je me demande si finalement certains ne se disaient pas : « pas besoin d'en discuter, cela nous convient, donc on ne va pas en parler. » C'était peut-être une période où les choses allaient dans le sens qui nous convenait et franchement MSF était content qu'il y ait cette intervention. Elle ne s'était pas faite de la manière dont nous le souhaitions mais nous n'allions quand même pas monter au créneau contre des bombardements en Serbie. Nous allions peut-être dire deux ou trois choses comme : « attention aux civils. » Mais franchement nous avions ce que nous voulions. Nous étions contents. Nous sortions de la Somalie où ça s'était mal passé, et du Rwanda où ça ne s'était pas passé du tout. Le Rwanda nous avait beaucoup traumatisé. Donc pour nous l'intervention militaire au Kosovo, c'était un plus. Les détails du mode d'intervention, c'était sans importance, comme « la cerise sur le gâteau ».

[...], directrice générale MSF Etats-Unis (en français).

Au Royaume-uni nous avons choisi de dire : « une guerre ne peut pas être humanitaire ». Pendant des jours et des jours, je n'ai pas arrêté de donner des interviews aux radios, aux télévisions. J'ai participé à une émission qui s'appelait « NATO on trial » [l'OTAN sur la sellette] qui était très grand public. Il y avait la défense, l'opposition et les témoins. J'étais un des témoins et je disais : « ce n'est pas une guerre humanitaire. L'humanitaire c'est ceci et cela. Là, c'est la guerre et c'est très important de faire la différence entre les deux. » A cause de cette émission, nous avons été très sollicités pour donner des interviews. Pendant très longtemps notre ligne a été de dire : « il ne faut pas confondre guerre et humanitaire. »

Je pense que le message est très bien passé. Mais il ne faut pas se leurrer, nous avons eu nos moments de gloire pendant le Kosovo parce que nous étions les seuls à dire cela en Angleterre, dans la communauté humanitaire.

Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-uni (en français).

Le 1^{er} avril, MSF Belgique et MSF France diffusent deux communiqués de presse signalant le renforcement de leurs activités auprès des réfugiés kosovars en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Ils sont repris par la section MSF aux Etats-Unis.



« MSF Prépare l'accueil de dizaines de milliers de réfugiés. Deux avions cargos partent pour l'Albanie et la Macédoine. » **Communiqué de presse**, MSF Belgique, 1^{er} avril 1999 (en français).



Point presse MSF Etats-Unis : « Médecins Sans Frontières envoie des volontaires, et de l'aide en Albanie et en Macédoine. Le flux de réfugiés augmente. » Bruxelles-New York, 1^{er} avril 1999 (en anglais).

Ce matin, un DC-8 est parti d'Ostende en direction de Tirana et un autre appareil a quitté Amsterdam pour Skopje, en Macédoine. A bord des deux appareils se trouvent en tout 50 tonnes de matériel médical, de couverture, de tentes et de *plastic-sheeting* [bâches en plastique], de réservoirs d'eau et de pompes. Quatre volontaires se trouvaient dans l'avion allant à Skopje et trois dans celui de Tirana afin de renforcer les équipes déjà sur place.

Il y a peu de temps encore, dans le Nord de l'Albanie et en Macédoine, les réfugiés pouvaient être accueillis par des familles ou des instances locales. Mais les structures d'accueil locales sont déjà saturées dans les deux pays, alors que le nombre de réfugiés augmente d'heure en heure. Les équipes MSF présentes sur place préparent un premier accueil pour les réfugiés. Avant-hier, une autre équipe MSF est arrivée au Monténégro. Cette équipe évalue actuellement la situation dans la région afin d'organiser l'aide.

Plus tard dans la semaine deux autres avions partiront pour la Macédoine et l'Albanie.



«Point presse 2. Médecins Sans Frontières renforce sa présence auprès des réfugiés kosovars.» **Communiqué de presse**, MSF France, 1^{er} avril 1999 (en français).

Extrait :

Par ailleurs, un fret routier part en direction du Monténégro avec 30 tonnes de matériel (abris, médicaments, etc.). Une équipe évalue déjà sur place la situation des personnes déplacées à Ulcinje (sud) et à Rozaje (centre-est).

Le directeur des opérations de MSF France déclare au quotidien français *Libération* que MSF est dans le «wait and see», ne disposant pas de suffisamment d'informations pour donner un avis sur les politiques menées dans la région. Les responsables des sections des Etats-Unis et du Royaume-uni, plus particulièrement soumises aux questions de la presse internationale, s'inquiètent de la faible capacité de MSF à anticiper et à se positionner publiquement sur la crise du Kosovo. Des propositions de positionnement public circulent dans le mouvement.



«La situation est volatile, les réfugiés ne sont pas fixes.» Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations de Médecins Sans Frontières, ***Libération*** (France) 1^{er} avril 1999 (en français).

Sur les frappes aériennes nous n'avons pas d'avis précis. Notre base d'information est très faible, tout le monde travaille dans le virtuel et nous ne voulons pas raisonner à partir des informations initiales diffusées partout : comme dans tous les conflits, la part de manipulation de l'information est très importante. Nous espérons pouvoir nous faire une opinion quand nous aurons un contact solide avec la population concernée, ce qui est notre manière de procéder. Face aux informations alarmantes, on se pose toujours la question de leur aspect systématique: s'agit-il d'actes isolés ? Est-ce qu'ils se multiplient sur l'ensemble du territoire ? Il faut une collecte de données sur plus de quelques jours pour arriver à comprendre ce qui se passe. Etant donné le caractère hautement manipulateur des acteurs du conflit, on se méfie. Notre activité médicale nous donne le privilège d'entrer en contact avec des milliers, des dizaines de milliers de personnes : tant qu'on n'est pas dans ces conditions on est extrêmement méfiant. C'est notre manière de fonctionner depuis vingt-sept ans. Il est difficile et extrêmement prématuré de tirer des conclusions. Notre méthode a fait ses preuves.

Jusqu'à lundi nous avons une équipe sur place, à Pristina, mais elle a dû partir. Nous avons maintenant plusieurs équipes dans toute la périphérie du Kosovo: au Monténégro, en Macédoine, en Albanie. Elles sont en

train d'évaluer les besoins, collecter les informations. On a commencé à envoyer du matériel standard de prise en charge des réfugiés en Albanie - c'est là où il y a le plus de réfugiés - et des équipes ont commencé à travailler. Notre préoccupation essentielle, c'est l'accueil des victimes, des réfugiés. Mais la situation est assez volatile, les réfugiés ne sont pas sur des lieux fixes. Ainsi selon les dernières informations, le gouvernement albanais envisagerait de pousser les réfugiés vers le sud pour des raisons de sécurité évidentes. On ne sait donc pas dans quel type d'opération de secours nous devons nous mettre en place. Il est clair que certains Etats occidentaux ont pris une position forte en s'engageant militairement. Quel en sera le bénéfice pour les populations concernées ? Il est beaucoup trop tôt pour le savoir. D'autant que les plans réels ne sont pas connus. Porter une appréciation sur une politique qui n'est pas encore clairement dévoilée est difficile et serait extrêmement hâtif. On est dans le «wait and see.».



«Déclarations sur le Kosovo, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro.» **Courriel** de la directrice générale de MSF Etats-Unis, et commentaires de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique, 1^{er} avril 1999 (en anglais).

Cher tous,

Nous recevons bien les communiqués de presse et les points presse de MSF, mais en matière de communication interne, nous avons besoin, je crois, de positionnements plus fermes, plus cohérents, plus conceptuels, pour pouvoir aller plus loin. Nous sommes tous sollicités par nos propres médias pour commenter au-delà des faits, et alors que sur certaines autres crises nous pouvons nous contenter de parler des avions cargos, du sort des réfugiés et des plans opérationnels (!), cette fois-ci il y a beaucoup plus à dire. Alors qu'une aide massive des gouvernements aux réfugiés est annoncée et que l'opération est plus en plus et un peu partout étiquetée comme «humanitaire», sans approche cohérente de MSF, nous avons pris la parole pour exprimer notre inquiétude d'être embarqué dans un «band-aid» pour la crise du Kosovo. Alors que de nombreuses agences se réjouissent sans doute de la manne de dollars et d'écus que cette nouvelle phase semble leur apporter, je crois que la voix de MSF doit être différente. Nous pouvons continuer à affirmer notre intention opérationnelle et parler du sort des réfugiés quand nous avons des récits de première main, mais nous devons être prudents et ne pas participer à nourrir les relations publiques des «alliés» et faire croire que nous sommes la solution au problème.

A ce stade...

Ne devrions-nous pas réaffirmer qu'une intervention humanitaire concerne à la fois la protection et l'assistance et pas seulement l'assistance ?

Ne devrions-nous pas recentrer notre attention sur le black-out au Kosovo et l'absence de protection? Faire por-

ter l'attention plus loin que sur les bonnes intentions de l'assistance aux réfugiés ?

Ne devrions-nous pas faire attention à la façon dont nous entrons dans le jeu de la promotion ?

Ne devrions-nous pas souligner le fait que les réfugiés ne sont qu'un élément de l'équation et que la concentration des médias sur les secours internationaux est une feuille de vigne qui cache le manque de protection au Kosovo?

C'est plus ou moins ce que quelques-uns d'entre nous, laissés seuls face à leur système médiatique ont commencé à dire - et parfois sans s'être consulté auparavant - à Londres et à New York. (*)

A chaque stade

Chaque jour va apporter son lot de pièges de communication, donc il faudrait un peu plus de cohésion dans tout cela. J'aimerais recommander que les directeurs généraux et les directeurs des opérations discutent de comment apporter un « appui politique » à l'expression publique du réseau MSF, au-delà des sitreps [rapports de situation] et des communiqués de presse.

Amitiés

Joëlle

(*) *Aujourd'hui, j'ai appelé Anne-Marie [Huby, directrice générale MSF Royaume-uni] à Londres et nous avons pour la première fois comparé nos notes sur les questions médiatiques de la crise du Kosovo. Il est apparu que nous avions les mêmes inquiétudes et les mêmes réflexes. Vous pouvez en discuter avec elle pendant que je dors encore (7 heures de décalage horaire).*

Commentaire de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique

Cher tous,

Une brève réponse aux propos de [la directrice générale de MSF Etats-Unis]

Elle soulève à juste titre un certain nombre de questions auxquelles nombre d'entre nous essayent de répondre individuellement. Les exigences des médias sont sans doute différentes selon les pays et je n'ai pas l'impression que dans les sections opérationnelles on soit exclusivement absorbé par la question de l'assistance aux réfugiés; Mais je dois reconnaître que vis à vis de l'ensemble de la 'famille' MSF nous n'anticipons pas beaucoup en matière de réflexion. Personnellement je pense que cela est dû à la difficulté d'établir des mécanismes de réflexion à large échelle et au risque de mélanger les faits avérés et les interprétations individuelles, les plans opérationnels et les déclarations publiques. L'a mise en oeuvre d'une certaine cohérence entre l'assistance que nous fournissons et notre stratégie de playdoyer (et dans un deuxième temps, à partir de cette stratégie, de communiquer des informations pertinentes et formatées pour les médias) était sur l'agenda des directeurs opérationnels ces derniers jours et des textes seront fournis en début de semaine prochaine. Cela peut sembler un peu tard vue la pression médiatique mais il me semble que dans notre communication avec la presse, il est crucial d'être pertinent avant d'être rapide. N'hésitez pas à poser des questions et faire des suggestions sur les textes qui seront proposés.



« Re : Position de MSF sur la crise du Kosovo. »
Courriel de James Orbinsky, président du Conseil international de MSF au réseau MSF, 2 avril 1999 (en anglais).

Chers tous,

Je pense que [la directrice de MSF Etats-Unis] a raison. Nous avons besoin d'une perspective MSF cohérente sur la crise du Kosovo qui nous évite de tomber dans le « cirque » humanitaire créé autour des objectifs militaires occidentaux. Ses arguments pointent avec justesse le besoin de s'assurer que la concentration sur l'aide humanitaire n'empêche pas celle sur la protection humanitaire. Ceci est vrai pour l'intérieur du Kosovo où se déroule un nettoyage ethnique massif et pour les déplacés et réfugiés qui cherchent à franchir la frontière, en particulier en Macédoine.

Nous devons aussi nous assurer que ce que nous, en tant que MSF, considérons comme des objectifs humanitaires ne soit pas utilisé par aucune des parties au conflit pour leurs propres objectifs politiques. Ceci est particulièrement difficile alors que le nettoyage ethnique sert de plus en plus de justification aux bombardements de l'OTAN, qui eux-mêmes servent de justification à l'accélération du nettoyage ethnique.

Nous savons qu'il existe un nettoyage ethnique massif et que l'accès humanitaire aux populations et leur protection est faible, voire inexistant. De plus, il est clair que des massacres ont lieu au Kosovo, mais sont-ils systématiques et à l'échelle d'un génocide ? Si oui, alors en tant que MSF nous devons le condamner et exiger une action adéquate. Pour l'instant, nous manquons de preuves sur l'échelle et l'ampleur des massacres, mais des efforts sont entrepris pour voir s'il en existe. Aujourd'hui, entre le nettoyage ethnique massif et les bombardements de l'OTAN, il existe une ligne très mince sur laquelle nous devons nous maintenir en matière de prise de position. Cette situation pourrait changer en quelques heures si les événements se développent, au vu de notre analyse de l'information ou si de nouvelles informations nous parviennent.

Nous devons nous concentrer sur la sécurisation de l'accès humanitaire, qui inclut à la fois la capacité d'accéder et d'assister de façon directe et indépendante et la nécessité d'assurer la protection des civils, à l'intérieur comme à l'extérieur du Kosovo. Pour l'instant les directeurs des opérations et les directeurs généraux (DO/DG) ont demandé à Javier Gabaldon (directeur des opérations de MSF Espagne) de préparer une analyse des possibilités de témoignage. Il travaille dessus aujourd'hui et demain et il sera ensuite revu par les DO/DG. Je sais que tout le monde subit une très forte pression, mais comme dans toute crise, il faut quelques jours pour obtenir une vision claire des enjeux. Une fois que nous l'aurons, nous pourrions réagir sur une base plus quotidienne ou plus immédiate, en suivant l'évolution de la situation.

Bien à vous,

James Orbinski



«*Re(2): Déclarations sur le Kosovo, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro.*» **Courriel** de [...], directrice générale de MSF Etats-Unis au réseau MSF, 2 avril 1999 (en anglais).

Chers tous,

Je ne voudrais pas jouer les « casse-pieds » mais, comme je l'ai déjà mentionné dans ma précédente demande d'une perspective plus dynamique, plus politique et plus coordonnée sur cette crise, la situation change CHAQUE JOUR ou presque et les réflexions de MSF doivent évoluer à un rythme adapté sinon notre parole sera noyée dans le brouhaha ambiant émis par la communauté humanitaire. Etant donnée notre expérience dans la région et l'ampleur des compétences mises en œuvre sur le terrain et dans les sièges, je pense que nous devons nous efforcer de faire mieux et de déployer beaucoup plus qu'une simple aide logistique.

Mon avis : ravie que vous soyez d'accord, mais soyons rapides et réactifs et mettons en place des procédures intelligentes et pas trop longues.

Hier, j'ai évoqué la question du cirque médiatique autour des réfugiés qui masquerait l'absence de protection au Kosovo.

La question pour demain sera celle que vous souhaitez. Pour nous : les zones protégées !

Emma Bonino (Source AFP - Relief website du 2 avril), c'est Antoine qui me l'a signalé.

«*Si nous voulons que cette aide soit efficace, si nous voulons restaurer une zone humanitaire protégée au Kosovo, une protection armée est nécessaire*» a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse, ajoutant qu'un tel projet est autorisé par les Conventions de Genève et la déclaration des droits de l'homme. Mais Bonino a esquivé une question concernant son avis sur l'envoi de troupes terrestres internationales au Kosovo : «*A chacun ses devoirs, et je dis que s'il y a des problèmes, des solutions doivent être trouvées. De toute façon, nous aurons besoin de la collaboration de l'armée pour distribuer l'aide humanitaire*» a-t-elle dit. Et puis, qu'est-ce qui se passe vraiment en Macédoine et quelle est la prochaine étape ?



«*Ebauche de communiqué de presse.*» **Courriel** de James Orbinsky, président du Conseil international de MSF au réseau 3 avril 1999 (en anglais).

Après discussion avec nombre d'entre vous aujourd'hui, et étant donné les changements majeurs qui se sont produits dans la crise du Kosovo dans les dernières 24 heures, j'ai préparé une ébauche de communiqué de presse à discuter au cours de la téléconférence.

Merci de lire le fichier ci-joint [...] Je suis conscient que les choses peuvent encore changer pendant la nuit, donc n'hésitez pas à être critiques. Nous pouvons en discuter pendant la téléconférence.

Bien à vous.

James Orbinski

MSF demande une protection et un espace humanitaire au Kosovo et dans la région alentour.

Au vu des récents événements qui se sont déroulés au Kosovo et dans la région, Médecins Sans Frontières appelle à :

- 1) Envisager immédiatement une action directe pour protéger les civils et les déplacés à l'intérieur du Kosovo, incluant si possible l'utilisation de forces terrestres pour assurer la sécurité des civils et la prévention du nettoyage ethnique.
- 2) Isoler immédiatement l'espace humanitaire des objectifs militaires et améliorer l'appui logistique et la coordination de l'assistance humanitaire en Macédoine, au Monténégro en Albanie. L'action humanitaire devrait être coordonnée par des agences reconnues internationalement comme indépendantes et impartiales (comme le HCR et le CICR) pas par l'OTAN.
- 3) Imposer immédiatement et de façon inconditionnelle le respect du droit humanitaire international à l'intérieur et autour du Kosovo.

Les forces serbes ont lancé une campagne de nettoyage ethnique à l'intérieur du Kosovo. Les journalistes ont été expulsés et les travailleurs humanitaires sont virtuellement absents du Kosovo. Ces derniers jours, les bombardements de l'OTAN ont participé à l'accélération du processus de nettoyage ethnique qui se déroule actuellement à une échelle massive et de manière systématique. Plus de 260 000 personnes ont fui le Kosovo la semaine dernière. Des massacres ont lieu à l'intérieur du Kosovo mais leur échelle et leur ampleur ne sont pas encore exactement déterminées. Il est clair que le nettoyage ethnique va continuer. Les populations civiles ne bénéficient d'aucune protection, ce qui est contraire à tous les principes du droit humanitaire international.

Dans les Etats voisins du Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et l'Albanie l'aide humanitaire arrive tard, ce qui est inacceptable, et elle ne répond pas aux besoins vitaux des réfugiés et des déplacés. Les actions et les objectifs militaires de l'OTAN, ainsi que ses effets d'annonce sur la fourniture d'assistance humanitaire gênent la création d'un véritable espace humanitaire, qui inclurait la possibilité pour des acteurs indépendants et impartiaux d'avoir un libre accès, de surveiller et délivrer une assistance humanitaire. En ce moment les civils manquent de nourriture de base, d'eau, d'abris et d'équipements sanitaires et courent un risque croissant d'exposition et de crise épidémique. Des agences reconnues au niveau international comme indépendantes et impartiales (comme le HCR et le CICR) devraient être désignées comme responsables de la coordination des actions humanitaires, ce qui ne relève pas de la responsabilité de l'OTAN. L'action humanitaire au Kosovo et aux alentours est en échec sur deux fronts : l'assistance est inefficace et la protection n'existe pas. Le nombre de morts parmi la population risque d'augmenter dans les jours et semaines qui viennent. En vue de futurs développements dans la région du Kosovo, MSF est prête à s'engager à répondre aux besoins lorsqu'ils surgissent.

Aujourd'hui, il est absolument nécessaire de protéger les populations civiles du nettoyage ethnique et de créer un espace humanitaire impartial.



« Papier général sur la crise du Kosovo. » **Mémo**
Vincent Janssens, directeur des opérations MSF
Belgique 3 avril 1999 (en anglais).

Extraits :

- à adapter progressivement
- référence opérationnelle
- source pour la communication

1. ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

1. L'assistance humanitaire à la population du Kosovo était possible avant les bombardements de l'OTAN ; elle était difficile et ne répondait qu'aux besoins de base des civils.

2. La présence internationale, des humanitaires comme des observateurs (dans la dernière phase) a permis d'obtenir des informations équilibrées sur les incidents et sur les conséquences de l'accroissement de la tension sur les civils. Dans une certaine mesure elle a contribué à la protection des civils en jouant le rôle de témoin dérangeant.

3. Les exactions commises par les Serbes et la répression de la population albanaise sous prétexte de confrontation avec l'UCK se déroulent depuis plusieurs mois malgré les menaces et les actions de l'OTAN.

4. Le bombardement s'est matérialisée comme le début d'une nouvelle phase au cours de laquelle l'action militaire a pris le pas sur l'espace humanitaire : l'initiative en elle-même et en particulier le changement de comportement qu'elle a entraîné chez les belligérants au Kosovo [...] rend aujourd'hui toute assistance humanitaire, toute présence internationale impossible.

5. Sans discuter de savoir si ce changement était juste ou évitable, nous devrions nous concentrer sur la réalité présente qui montre que les humanitaires dans les circonstances actuelles ne peuvent pas répondre aux besoins des civils d'assistance et de protection au Kosovo. Ainsi posée, cette responsabilité revient pour une large part à l'armée.

6. Le mélange des genres s'accroît entre les initiatives internationales militaires et humanitaires et les mandats (HCR) :

- Les initiatives de l'OTAN étaient censées résoudre le problème humanitaire au Kosovo ; une réaction en chaîne imprévue a abouti à l'exportation du problème humanitaire vers les pays voisins.

- En Macédoine, les procédures de réponse humanitaire sont « contrôlées » par des discussions bilatérales exclusives entre l'OTAN et le gouvernement, laissant le HCR et les humanitaires hors de la partie; le personnel de l'OTAN est impliqué dans la construction des camps.

- En Albanie, où en gros seuls les objectifs humanitaires sont un enjeu, l'OTAN a décidé d'envoyer des troupes avec des objectifs clairs.

7. Les réfugiés apportent des preuves importantes et convergentes que les Kosovars sont systématiquement chassés de toutes les villes et villages et doivent quitter

le Kosovo ; des gens sont battus, d'autres sont massacrés, mais il est difficile de dresser un tableau complet de la situation.

8. La réponse humanitaire aux besoins dans les pays voisins a été quelque peu retardée et s'effectue difficilement.

9. L'action de l'OTAN n'est pas comprise par la population serbe, y compris par les non-extrémistes. Les dommages du côté serbe sont probables mais gardés secrets et il sera difficile de les prendre en charge. Il nous est devenu encore plus difficile que dans le passé de montrer notre impartialité bien que nous maintenions encore une relation.



Dès que les frappes ont commencé, les journalistes nous ont appelé pour nous demander ce que nous en pensions. J'ai dit que nous jugerions cette offensive militaire comme nous jugeons toutes les autres et que nous allions prendre le temps de nous faire une opinion en regardant ce qui se passait pour les civils : qui faisait quoi, quelles étaient les possibilités de travail humanitaire. Dans cette interview j'ai mentionné l'intensité de la propagande de l'OTAN qui nous entendait que la guerre est faite pour de bonnes raisons : « Nous sommes dans cet état d'esprit double. A quelques exceptions près, au niveau individuel, nous sommes contents qu'il y ait une réaction internationale contre Milosevic. Mais côté professionnel, dans nos déclarations nous avons le souci de faire attention à ne pas alimenter la propagande de l'OTAN... Qu'on réussisse ou pas, c'est autre chose. » J'ai répondu à la presse dans ce sens parce que je voyais bien qu'il y avait un problème.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).



Nous étions plus rebelles que les autres sections, qui semblaient très coincées dans l'opérationnel. Sur le Kosovo, il n'y a pas eu de blocage qui nous aurait empêché de parler. Mais nous avons toujours la contrainte de l'alignement sur le discours des sections européennes, l'alignement franco-belgo-hollandais. Mais quand je dis qu'il n'y avait pas de désaccord, je ne veux pas dire qu'il y avait une clarté de vision et un discours. Sur cette crise, Anne-Marie (Huby, directrice générale de MSF Royaume-uni) et moi nous nous étions retrouvées à monter au créneau beaucoup plus que les autres. Nous étions les porte-parole. Nous nous sommes rendues compte qu'en fait à l'intérieur de MSF c'était d'un mou pas possible. Sur cette crise, j'ai eu souvent l'impression d'être seule, à la fois pour concevoir les messages, les articuler et après les faire passer par des gens comme James Orbinski [le président du mouvement international de MSF]. À Londres et à New York nous avons même l'impression de sentir les questions avant que MSF ne se les soit posées. Un jour, nous devions aller à Washington, au Press club. Je sentais déjà quelles questions allaient venir

et nous les avons posées aux sections pour nous préparer. Leur réponse a été : « ah très bonne question ! » C'est tout ! Sur cette crise, il n'y avait pas de leadership intellectuel. Nous nous sommes retrouvés dans une situation de frustration en constatant qu'il n'y avait plus de leaders à MSF, même plus de penseurs. En fait, je ne sais pas où ils étaient. James [Orbinsky, président de MSF international] était sollicité médiatiquement, et il avait un rôle un peu d'orchestrateur de la réflexion dans le réseau. Il devait réintégrer les priorités opérationnelles dans les discussions des sections. Donc nous avons fait un travail de forcing pour l'impliquer. Il montait de temps en temps au créneau et à d'autres il était un peu absent. Mais à l'époque, je ne me rappelle pas de quelque dynamique que ce soit au niveau international. Je me rappelle juste d'une réunion où je me suis rebellée un jour, j'ai dit « il manque un petit leadership là dessus ».

[...], directrice générale de MSF Etats-Unis
(en français).

 La directrice générale de MSF Etats-Unis et moi, nous nous téléphonions de temps en temps. Elle me disait : « J'ai envie de dire ça, qu'est-ce que tu sens ? Je lui disais : « ben ouais... » C'était à peu près ça. Je ne sais pas quel bonheur ils ont eu aux Etats-Unis avec cette histoire parce que ça ne devait pas être facile de la vendre. J'étais étonnée que personne d'autre ne le fasse. Il faut dire qu'en France, en privé les gens de MSF étaient très pro-frappes OTAN. En général, les organisations étaient quand même très pro-OTAN.

Anne-Marie Huby, directrice générale
MSF Royaume-uni (en français).

 Le problème avec le Kosovo c'est que c'était la première fois où nous nous retrouvions dans une situation complexe de guerre, où nous avions vraiment besoin d'avoir une vue opérationnelle sur les différents pays. Entre les sections, c'était le moment où les relations internationales étaient au pire. Personne ne se parlait. Personne ne savait qui faisait quoi. A un certain moment, quand j'étais sur le terrain, j'étais la seule à être partie dans les deux pays. Je ne suis pas capable de faire ça toute seule. Je me rappelle avoir appelé Jean-Hervé [Bradol, directeur des opérations de MSF France] pour savoir ce qu'il en pensait et pour une fois, il n'avait pas d'opinion. Il a dit : « Je ne sais pas. Je n'ai pas vu. Je ne suis pas allé en Albanie. Je ne peux pas me prononcer. Je ne peux que parler du Monténégro. » J'ai appelé différentes personnes pour savoir ce qu'elles en pensaient, mais elles ne savaient pas parce qu'il n'y avait personne qui avait vu ce que faisaient les autres et qui avait une opinion. L'organisation était très fragmentée et je pense que nous n'avons rien compris de ce qui se passait. Nous n'avons rien exprimé clairement. Les

directeurs de la communication qui ne s'entendaient pas du tout étaient bien forcés de se parler. Mais il y avait une très mauvaise communication entre les opérations, la communication et le réseau. Au bureau international, il n'y avait rien de cohérent. Ils étaient hors du coup. A l'époque, j'étais à Londres et quand ça a commencé, j'avais offert de partir sur le terrain. Ils ont dit non. Pendant un certain temps, nous n'avions aucun chargé de communication sur place. C'était un peu compliqué d'avoir une idée de ce qui se passait, d'avoir des retours sur ce qu'il fallait communiquer ou pas de notre analyse de la situation.

Samantha Bolton, coordinatrice de la communication,
bureau international MSF (en français).

Le 2 avril 1999, Sadako Ogata, Haut-Commissaire aux réfugiés, demande aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie de mettre fin à l'expulsion des Albanais du Kosovo.



« Alors que la crise humanitaire s'aggrave, Ogata, la responsable du HCR, exige qu'il soit mis fin aux expulsions. » **Communiqué de presse HCR**, 2 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

La Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés Sadako Ogata a demandé fermement vendredi à la République fédérale de Yougoslavie de mettre fin immédiatement à l'expulsion massive des Kosovars d'origine albanaise.

Jeudi a été le plus grand jour d'affluence quand 40 000 personnes sont arrivées par train, voiture ou à pied dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine. La plupart d'entre eux venaient de Pristina, la capitale du Kosovo. Ils ont raconté au personnel du HCR qu'ils avaient été forcés à quitter leur maison, à la pointe des fusils. Nombre d'entre eux se sont vus confisquer leurs papiers d'identités et ont été jetés comme du bétail dans des trains bondés. Les réfugiés arrivant à pied à la frontière albanaise ont raconté des histoires similaires ; encerclés à Pristina et entassés de force dans des bus, ils ont été transportés à quelques kilomètres du poste frontière de la frontière avec l'Albanie, dans la passe de Morini près de Kukes, et forcés à faire le reste du chemin à pied.

« Les violations massives des droits de l'homme par les forces de sécurité yougoslaves doivent cesser immédiatement » a déclaré Ogata. « Les expulsions de masse et la destruction des papiers d'identité sont des violations flagrantes du droit international et sont moralement répugnantes. Les réfugiés souffrent dramatiquement et l'ampleur des expulsions fait peser un poids énorme sur les autres pays de la région et risque d'avoir des effets déstabilisants. »

Mme Ogata a appelé à un soutien international massif pour répondre aux besoins croissants des réfugiés.

«L'opération de secours est sur le point d'être submergée» a-t-elle annoncé. Notre capacité de réponse ne peut tout simplement suivre le rythme des expulsions et des déplacements forcés de population.»

DU LIEN ENTRE RÉALITÉ DES OPÉRATIONS ET VISIBILITÉ MÉDIATIQUE

Dans la nuit du 2 au 3 avril 1999, l'OTAN opère son premier bombardement au cœur de Belgrade. A la frontière macédonienne, des dizaines de milliers de Kosovars albanais fuyant leur pays sont bloqués dans le *no man's land* de Blace auquel les organisations humanitaires ont difficilement accès. Pendant plusieurs jours, les autorités macédoniennes bloquent le transfert de ces réfugiés vers le camp monté par les militaires de l'OTAN pour le HCR à Stenkovec-Brazda. En Macédoine, comme en Albanie, leur matériel bloqué par les autorités et sans enregistrement administratif, les équipes peinent toujours à lancer leurs activités. Médecins du Monde (MDM) qui s'est organisé pour être enregistré dans ce pays plusieurs mois plus tôt peut commencer à se déployer. Les premiers jours, les volontaires de MSF travaillent sous la «bannière» de MDM ce qui leur permet d'entrer en action plus rapidement. Aux yeux de certains, MSF n'est toutefois pas assez visible sur les écrans de télévision du monde entier qui diffusent en boucle les images de la détresse des Kosovars albanais.



«Point Kosovo 03/04/99 ... changements spectaculaires.» **Sitrep**, 3 avril 1999 (en anglais).

Urgence humanitaire majeure. Situation hors de contrôle. Situation générale

1. La nuit dernière des missiles de l'OTAN sont tombés sur le ministère de l'Intérieur, dans le centre de Belgrade. L'OTAN a reçu des instructions pour commencer l'assistance humanitaire dans quatre domaines (source: briefing à la presse OTAN/Bruxelles)

Transport et approvisionnement des réfugiés.

Installation des camps de réfugiés.

Construction.

Assistance dans les ports et aéroports.

(Les équipes de l'OTAN se sont rendues à Genève pour la coordination) 2 40 000 réfugiés sont arrivés en Albanie dans les dernières 24 heures. L'OTAN estime que d'ici dix jours la moitié de la population du Kosovo aura fui vers les pays voisins. Des sources au ministère de la Défense

britannique avancent que Milosevic a planifié l'expulsion de plus de 1,5 million de Kosovars.

3. Les équipes de MSF Hollande en Macédoine confirment que ce pays refuse d'héberger plus de réfugiés, à moins que d'autres pays garantissent qu'ils les relogeront. Les réfugiés sont bloqués dans le *no man's land*.

4. Milosevic renforce sa main mise sur le Monténégro, ce qui provoque la fuite des réfugiés vers l'Albanie.

Albanie

Dans les dernières 24 heures, 40 000 réfugiés sont entrés en Albanie. On pense qu'ils sont désormais 130 000. Beaucoup d'entre eux ont vécu la même histoire : les Serbes les ont chassés de leurs maisons et ont brûlé leurs papiers.

Toute forme d'abri/les capacités d'hébergement sont désormais saturées. Des milliers dorment en plein air.

Activités MSF

Deux équipes sont parties aujourd'hui, l'une vers le nord (Skoder et Kukes) et l'une vers le sud (Fier).

La cargaison des avions a été bloquée par le ministère de la Santé. Le problème semble résider dans le fait que les autorités veulent contrôler les marchandises et ne sont pas habituées à ce que les ONG exigent l'indépendance dans l'utilisation de leur matériel. La deuxième cargaison est arrivée aujourd'hui à 17h20, cet avion transporte du matériel sanitaire et de secours. A son bord, Roger Job, un photographe MSF.

Camps à Tirana

L'équipe MSF a visité un ancien camp militaire à Mullet à 12 kilomètres de Tirana, d'une capacité d'hébergement d'environ 2 000 personnes. 500 personnes sont présentes pour le moment, en majorité des femmes des enfants et des personnes âgées arrivées de Prizren en tracteurs, puis de Kukes en bus.

Les autorités locales en ont la responsabilité.

Besoins :

Monter plus de tentes.

Problèmes majeurs avec les latrines (seulement 20).

De nombreuses ONG visitent le site

Complexe sportif du lac de Tirana

2 200 personnes, camp saturé

Nord Albanie-Kukes

Rumeurs de nouvelle crise

Au cours d'une réunion sur la sécurité, une rumeur a été rapportée selon laquelle 100 000 personnes seraient en chemin vers Kukes.

Activités MSF : Une équipe exploratoire voyage vers le nord mais elle a été retardée.

Contraintes: Problèmes pour trouver des chauffeurs pour aller vers le nord, trop dangereux et cela prend 10 heures.

Communication: Paola Cortese [chargée de communication MSF Italie] se rend vers le nord avec l'équipe d'évaluation.

Frontière Albanie -Monténégro

Selon quelqu'un du HCR, sur deux sites près de Skoder, un total de 57 000 réfugiés attend à la frontière. On confirme une hostilité croissante envers les réfugiés. Crainte que les réfugiés ne retournent vers l'Albanie.

Les réfugiés sont répartis sur trois sites, dont l'un est pris en charge par CRS [Catholic relief service] (300 personnes).

Les besoins : nourriture, matelas et couvertures. Présence

d'un poste médical mais qui manque de médicaments, donc les patients sont référés à l'hôpital.

De nombreux réfugiés sont hébergés par des familles d'accueil.

Transport : problème pour louer des voitures, les nombreux journalistes ont loué tous les véhicules disponibles. Cependant 4 Toyota arriveront de Skopje samedi Les formalités de douanes durent une journée.

Ressources humaines : MSF prévoit de recruter un certain nombre de travailleurs de terrain expérimentés. Est-ce que les autres sections ont du personnel disponible ?

Communications: en Albanie, l'utilisation du téléphone risque d'être difficile puisque l'OTAN brouille les radars serbes. Les téléphones devraient marcher dans les zones côtières.

Macédoine

Situation générale

Il paraît qu'il y a une file de 15 kilomètres à la frontière, près de Blace, où un minimum de 40 000 personnes attendent dans un champ de boue, dans le *no mans land*. Beaucoup plus attendent dans les collines environnantes.

31/03/99 4 trains = 16 000 personnes

01/04/99 2 trains = 8 000 personnes

02/04/99 4 trains = 16 000 personnes

MSF n'a pas accès aux réfugiés dans le *no mans land* et nous pensons qu'ils sont sans abri et ont très peu de nourriture. L'action humanitaire est monopolisée par la Croix-Rouge macédonienne. L'enregistrement est encore très lent et on ne sait pas encore quand les autorités autoriseront les gens à traverser plus rapidement. L'équipe travaille sur un scénario de 250 000 arrivées potentielles.

La procédure d'enregistrement au deuxième point de passage de la frontière semble meilleure, nombre des réfugiés qui sont là, ont traversé les montagnes entre Blace et Jaznice. Pour le moment les effectifs ne sont pas confirmés. 3 sites de transit ont été identifiés: Bojane capacité de 2-3000.

Cegrane capacité de 6-10000.

Neprestema capacité de 2-4000.

Un quatrième camp se développe à Radusa, bien qu'en dessous des standards acceptables (situé sur une ancienne décharge d'ordures ménagères), à juste 2 kilomètres de la frontière. Il est clair que la capacité d'accueil actuellement prévue est en dessous des besoins.

Un grand camp/centre de transit est prévu à Brazda (entre Blace et Skopje) et on y construit des hébergements pour 60 000 personnes.

Plan MSF Hollande

Mettre en place trois postes de santé /OPD de même type de construction que les autres : à la frontière, à l'accueil, et dans le camp permanent.

Contraintes

Le matériel MSF n'est pas encore arrivé en raison d'un blocage aux douanes et malgré toute la pression que nous avons mise, toujours pas « libéré ».

Pas d'accès au *no mans land* à la frontière. Du personnel local de MSF Belgique a été identifié dans la foule et pourrait jouer un rôle pour faire lever les contraintes.

Les autorités macédoniennes n'ont pris aucune décision au sujet d'une accélération des passages de frontière.

Pas de rôle clair pour les ONG. Toute la planification est

réalisée par l'OTAN et les ONG. Un deuxième et un troisième cargo arriveront respectivement samedi et dimanche à Skopje.

Monténégro

Situation générale

Le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana a averti Slobodan Milosevic de ne fomenter aucun coup contre la république serbe sœur du Monténégro, très ouvertement critique à son encontre. (source BBC, service mondial d'information).

La plupart des gens arrivent de Pec et de ses environs, village par village, ce qui souligne le fait que les déplacements sont méticuleusement organisés par les forces serbes. Approximativement, 5 000 personnes se sont installées dans centres (d'anciennes usines). Gros problèmes sanitaires ici. Le CICR et le HCR distribuent de la nourriture.

Une équipe évalue la situation à Ulcinje (Sud) où approximativement 10 000 personnes sont venues s'ajouter aux 10 000 réfugiés déjà présents. Beaucoup d'entre eux sont hébergés dans des familles. Le CICR et le HCR distribuent des couvertures.

Le HCR organise un site de transit pouvant héberger 15 000 personnes

Plan MSF - Activités MSF France :

2 missions exploratoires: au nord de Rozaje et au sud de Ulcinje

Hier l'équipe est allée évaluer la situation à Rozaje dans le Nord où on estime que 10 000 réfugiés viennent d'arriver (s'ajoutant à 30 000 autres déjà présents). Pas de chiffres encore sur le nombre de personnes dans les villages alentours.

MSF va essayer de prendre en charge les besoins médicaux du camp: évaluation des services de santé, dépistage et traitement sanitaire du camp. Problèmes de santé généraux : difficultés respiratoires, diarrhées et choc. Le problème de la nourriture reste à évaluer.



« L'assistance aux réfugiés du Kosovo se met en place en Macédoine. » **AFP** (France), Skopje, 5 avril 1999 (en français).

Extraits :

L'OTAN et le HCR ont annoncé que le nouveau centre d'assistance aux réfugiés, créé dans l'urgence la veille, était maintenant « entièrement opérationnel ».

Ce centre, situé à proximité des localités de Stenkovec et de Brazda, se trouve sur la route qui mène au poste frontière de Blace, dans le Nord de la Macédoine.

Il est destiné à venir en aide aux milliers de réfugiés albanais du Kosovo bloqués depuis des jours à Blace dans des conditions dramatiques, après avoir été pour la plupart chassés du Kosovo par les forces serbes.

Des estimations très diverses circulent sur le nombre des Albanais présents à Blace. Alors que le HCR va jusqu'à 65 000, de nombreux journalistes estiment que le nombre des réfugiés autour de Blace a été au maximum de 20 000, ce qui est déjà énorme.

Le centre de Stenkovec-Brazda comporte trois sections, une pour abriter et nourrir les réfugiés, une pour leur enregistrement et une pour leur transit vers des lieux d'hébergement soit en Macédoine, soit dans des pays tiers.

Lundi après-midi, plus de 5 000 réfugiés, selon le HCR, étaient déjà arrivés au centre d'assistance, à bord d'autobus affrétés par les autorités macédoniennes.

Mais le HCR exprimait une frustration croissante devant les difficultés rencontrées, selon lui, dans sa coopération avec le gouvernement macédonien, déplorant en particulier la lenteur de l'enregistrement et du transport des réfugiés par les autorités locales.

[...] Le gouvernement macédonien a affirmé, lui, que 70 000 réfugiés avaient déjà été enregistrés par ses services et a critiqué les médias qui rapportaient le chiffre fourni par le HCR. Confronté à une crise humanitaire dans laquelle il n'est pour rien, le gouvernement ressent comme une injustice les critiques sur sa gestion du problème.

Skopje qui avait pu jusqu'à présent se tenir à l'écart des convulsions provoquées par l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, s'inquiète des conséquences négatives d'un afflux massif d'Albanais du Kosovo sur la stabilité de la Macédoine, un petit pays à l'équilibre ethnique fragile, avec quelques deux millions d'habitants dont environ 30% sont des Albanais.



« *Le billet : visibilité et lisibilité.* » Denis Pingaud, directeur de la communication de MSF France, éditorial de *Messages*, journal interne de MSF France, avril-mai 1999 (en français).

Visibilité et lisibilité

Beaucoup de MSF ont regretté notre absence de « visibilité » dans la crise du Kosovo, particulièrement à la télévision. Quelques explications s'imposent. Dans toute situation de ce type, la présence à l'antenne est d'abord le fruit d'une part de hasard : être là au bon moment et au bon endroit pour les journaux télévisés. Notre retard à l'allumage nous a été préjudiciable : en termes de perception par le grand public l'effet de la première semaine est fondamental.

Nous avons cependant choisi de communiquer à partir du moment où nos missions étaient réellement installées et où nous pouvions délivrer un message clair.

[...] Sur le moyen terme, ce qui nous importe vis-à-vis de nos donateurs, c'est la « lisibilité » et non la « visibilité » de MSF. Dans la course à l'image, nous risquons non seulement de perdre du temps, mais surtout du sens.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 30 avril 1999 (en français).

Extrait :

E. Luciolli : Quelle analyse porter sur l'incapacité de mise en route du HCR ?

J.-H. Bradol : Le HCR a eu beaucoup de mal à réagir et n

a probablement pas eu la tâche facilitée sur le plan politique. Madame Ogata, Haut-Commissaire aux réfugiés, a même demandé à l'OTAN de prendre tout l'aspect matériel en charge. Ceci dit, le HCR est une lourde machine qui met toujours du temps pour se mettre en place ; il commence maintenant à produire des données et à faire des enregistrements, grâce aussi à l'arrivée sur place de Monsieur Mac Namara (directeur de la protection) qui dirige les opérations sur place.

P. Biberson : Sur la question de la réactivité des humanitaires, lors d'un déplacement aussi massif et brutal, il est difficile d'être opérationnel dans les deux premières semaines. Il me semble que nous n'avons pas tant assisté à une « crise de l'humanitaire » qu'à une carence de la réponse en matière de droits de l'homme et en matière juridique. Ces déportés avaient besoin qu'on les reconnaisse et qu'on les protège en tant qu'individus. Nous avons eu du mal à répertorier les besoins (qui pour l'essentiel ne sont pas médicaux et donc hors des réponses habituelles que l'on peut fournir). C'est un contexte de guerre mais aussi une crise politique, de déstabilisation régionale des fragiles équilibres ethniques des pays frontaliers. Ce n'est pas une crise médico-sanitaire et c'est aussi cela qui nous a un peu désorientés.

[...] Le manque de visibilité de MSF les premières semaines tient d'abord au fait que nous avons été plus lents que d'autres à mettre en place des activités visibles aux caméras et que nous avons été sur la réserve sur le plan politique. Au bout du compte, le fait que MSF n'ait pas été trop visible médiatiquement dans les premiers temps, ne me gêne pas tant que cela. Je pense que l'on peut assumer le fait d'avoir d'abord voulu comprendre pour mieux agir.

[...] Alain [Fredaigue] : Ca me gêne que l'on puisse se satisfaire de ne pas avoir été présent et visible dès le début... Evidemment on témoigne aujourd'hui mais il y a aussi la présence opérationnelle qui compte. Cela me semble pouvoir porter des conséquences lourdes, en matière de collecte de fonds, sur un marché qui est concurrentiel... Les gens vont peut-être préférer donner à MDM [Médecins du Monde] parce qu'ils les auront vu à la télévision.

P. Biberson : Je n'ai pas dit tant mieux... Passée la blessure narcissique, on peut aussi légitimement assumer le fait de ne pas avoir voulu participer au brouhaha pour prendre le temps d'élaborer notre analyse. Je vous rappelle que MDM a très vite demandé une intervention au sol... Nous n'étions pas d'accord et n'avons pas voulu être pris dans la surenchère. Je suis conscient du risque de désaffection du public d'autant que, ce n'est pas un détail, nous avons décidé dès le début (et tous les MSF ont suivi) de ne travailler qu'avec des fonds privés.

J.-H. Bradol : Oui, d'accord, mais je vais redire ce que j'ai déjà dit lors du dernier CA : nous avons aussi un problème d'opérationnalité ; MSF n'est pas dans un état qui lui permette de répondre correctement aux urgences. Par exemple, MDM a sorti son fret « à la débrouille » alors que nous avons voulu faire les choses en bonne et due forme ; on est trop dans la représentation institutionnelle et on a attendu les feux verts des autorités locales. En caricaturant, j'ai l'impression que l'on n'arrive plus à rien faire sans organigramme. On n'est plus dans la débrouillardise et ça

c'est une culture qui ne va pas avec l'urgence... même si, par ailleurs, elle a sa pertinence.

Françoise : Moi, pour le dire simplement, je pense que l'on est guetté par un complexe de supériorité. On veut être là où il n'y a personne, nous ne voulons pas apparaître dans la mêlée des ONG qui se précipitent pour secourir et qui se « compromettent », nous voudrions les populations tout à fait à notre merci. Alors évidemment, on peut toujours dire que ce qui fait la différence c'est la qualité de notre analyse, mais il faut aussi être d'urgence sur le terrain et dans l'engagement!

[...] **Graziella** : S'il y a eu une certaine distance par rapport à la prise de position publique et si nous avons eu une faible visibilité, je veux vous dire qu'il y a plus de 100 MSF au travail dans la zone, que pour le Monténégro nous avons fait rentrer 25 MSF en quelques semaines, sans visas, et 180 tonnes de frêt ! Personne d'autre n'y est parvenu. Cela s'appelle quand même une forte volonté d'aider. La réserve évoquée ne s'est pas appliquée dans la volonté de se porter au secours des déportés.

A l'époque, Médecins du Monde a très bien occupé le champ médiatique. Ils s'étaient installés exactement au poste principal entre l'Albanie et le Kosovo. C'était la guerre médiatique. Les journalistes en avaient marre de montrer les sigles des ONG sur les tee-shirts, les casquettes. Ils faisaient des plans de plus en plus serrés. MDM avait trouvé comme solution de découper l'autocollant et de le mettre sur les stéthoscopes.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

Dans le no man's land de Blace les réfugiés étaient dans la boue. Personne ne les soignait. Le HCR était incapable. MDM était là pour faire un geste symbolique mais aussi très politique : ses médecins ont essayé de traverser la frontière avec leurs valises de médicaments pour être filmés et pouvoir dire que c'était inacceptable de ne pas pouvoir soigner. C'était un peu théâtral ce qu'ils pouvaient faire avec leur valise de médicaments, mais c'était pour mettre la pression. C'est à ce moment-là que tout le monde a dit : « MDM est dans le no man's land auprès des réfugiés. » Ils ont été repris par toutes les télévisions et après ils avaient une crédibilité. Nous, nous n'étions nulle part. Nos équipes n'étaient pas du tout aux frontières pour parler aux journalistes, pour parler aux gens. Je pense qu'en Macédoine, les Hollandais ont fait un peu la même erreur que pour Goma en 1994. C'était une opération logistique. Ils ont déployé des avions avec des tonnes de matériel qui ont été bloqués à l'aéroport. Ils se retrouvaient avec ces énormes équipes avec beaucoup de matériels et pas beaucoup de flexibilité. Le geste qu'on a su faire en 1996 à Goma, c'est-à-dire d'aller à la frontière tous les jours, d'être

présent et visible, de mettre la pression à la frontière, en Albanie et en Macédoine, c'est MDM qui l'a fait.

Nous n'étions pas joueurs dans le jeu médiatique du Kosovo. Il faut l'admettre, nous étions un peu nuls. En Macédoine, MSF n'existait presque pas pour les journalistes. C'était partout MDM. Ils avaient une politique beaucoup plus cohérente. Ils avaient quelqu'un sur place en permanence qui faisait des gestes politiques.

Samantha Bolton, coordinatrice de la communication Bureau international MSF (en français).

La pression, nous nous la mettions nous-même : l'environnement, la presse, les images... Nous avons l'impression de vivre un moment historique avec la guerre à deux pas de chez nous. Nous ne pouvions pas ne rien dire. Nous avons le sentiment d'être responsables, mais aussi d'être poussés par l'environnement médiatique. Et puis nous avons peur, si nous ne disons rien, de passer à côté de quelque chose et qu'ensuite on puisse nous le reprocher. C'était une grosse crise, c'était proche. Pour la première fois, nous vivions l'histoire d'une guerre annoncée et c'étaient nos troupes qui la menaient. C'est vrai que nous aurions pu dire certaines choses autrement. Mais nous essayions surtout de résoudre des problèmes concrets que nous avions sur le terrain, en particulier en Albanie, et finalement nous ne nous donnions pas beaucoup de temps pour nous confronter au problème.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général du Conseil international de MSF (en français).

On voit beaucoup Médecins du Monde. Ils sont les premiers à Blace et ils exploitent le vide. Ils se sont déjà fait enregistrer puisqu'ils avaient déjà des opérations en Macédoine et en Albanie avant les frappes, donc ils ont leur bureau, ils ont leur personnel, ils ont leurs voitures, ils connaissent bien. Des amis nous téléphonent en disant : « mais qu'est-ce que vous faites, vous n'y êtes pas ? il faut que MSF soit plus présent dans les médias. » Mais MSF n'est pas dans les camps. En fait la question de notre présence à la télévision, c'est aussi beaucoup la question de notre présence sur le terrain. Et ça, c'est un débat qui dépasse vraiment la communication. Dans la maison il y a des personnes qui se demandent pourquoi une semaine, après le début de l'arrivée des réfugiés en Macédoine et en Albanie, MSF est toujours si peu opérationnel. Nous entendons dire que des petites équipes ont commencé à travailler au Monténégro, mais ça ne se voit pas du tout. Le département des opérations nous répond qu'en Albanie et en Macédoine ce ne sont pas les Français, ce sont les Belges et les Hollandais, et que les équipes essayent de faire le maximum. MSF France met aussi beaucoup de temps avant d'être réellement opérationnel au Monténégro. Nous nous disons :

« puisque les équipes y sont, il faut qu'on envoie un communiqué : MSF a envoyé une première équipe, un premier avion est parti. » Et là le directeur de la communication dit : « Nous avons une grosse faiblesse opérationnelle. Ça ne me pose aucun problème que nous ne soyons pas présents à l'écran. Il y a un gros tapage médiatique autour de ça, mais MSF n'a pas de positionnement particulier à faire ressortir là-dedans. » Pour lui, la prise de parole d'une infirmière MSF au journal télévisé pour décrire la situation n'a pas d'utilité si nous n'avons pas de position particulière à faire passer. Quant aux Kosovars, selon lui, les médias en parlent, le public est même inondé d'informations sur le Kosovo, donc il ne voit pas du tout où est le problème. Mais la position dominante dans notre département de la communication à ce moment-là, c'est : « Entendre un médecin parler de ce qu'il fait, ce n'est pas racoleur, c'est ce que MSF a toujours fait. C'est ce qui entretient la notoriété, c'est ce qui fait que les donateurs se sentent un peu impliqués et continuent à nous soutenir. »

Bénédicte Jeannerod, chargée de communication,
MSF France (en français).



C'est la surenchère des communiqués de presse. Il en sort un tous les trois jours : « MSF a envoyé un full charter, MSF a envoyé trois expatriés ». Or il faut du temps pour construire un message et s'il n'y a pas d'opération, nous pouvons toujours essayer de construire quelque chose, nous n'y arriverons pas ! J'ai une équipe sur le terrain, qui travaille, remonte des informations. Ces informations il faut les digérer, réfléchir à la stratégie, au message. Or nous avons cette sollicitation médiatique permanente. C'est un cercle vicieux : les médias parlent du Kosovo donc les donateurs se disent : « où est MSF, qu'est-ce que fait MSF, on ne vous voit pas à la télé ! » Le département de la collecte de fonds nous assomme de demandes, parce qu'il reçoit ces appels de donateurs. Qu'est-ce que nous pouvons leur dire ? Nous ne sommes pas dans les camps en Albanie, ni en Macédoine, là où sont les médias. C'est la cacophonie. J'ai le sentiment qu'à chaque fois que MDM prend la parole, il faut que moi aussi je parle ! Je freine des quatre fers là-dessus, je leur dis que je veux bien faire un communiqué par semaine, pour dire un petit peu où nous en sommes, mais pas tous les deux jours.

Graziella Godain, adjointe au responsable
de programme MSF France (en français).

Les directrices générales de MSF Royaume-Uni et MSF Allemagne soulèvent les questions de la coordination de l'information dans le mouvement et du sort du personnel local des anciennes missions de MSF au Kosovo, de la légitimité des opérations d'évacuation des réfugiés de Macédoine et d'Albanie vers d'autres Etats et de la responsabilité des pays d'accueil.

Au cours de leur réunion du 6 avril 1999, les directeurs des opérations décident que seules les sections belge en Albanie, hollandaise en Macédoine et française au Monténégro seront opérationnelles auprès des réfugiés du Kosovo. Les autres sections s'intégreront dans ces programmes. Ils renouvellent également la volonté de MSF d'intervenir de nouveau le plus vite possible au Kosovo. Dans les semaines qui suivent, les responsables du mouvement saisissent chaque occasion de discuter de ce sujet.



« Re(2) sitrep de l'après midi mardi 6/04/99. »
Courriel de Anne-Marie Huby directrice générale de MSF Royaume-Uni au réseau MSF, 6 avril 1999 (en anglais).

Extraits :

Les informations évoluent plus vite que les sitreps MSF (ce qui est compréhensible). En plus des questions habituelles sur les efforts pour porter secours, on nous pose aussi d'autres questions sur, par exemple, la légitimité et l'efficacité des transports aériens planifiés de réfugiés. J'ai demandé à Françoise Saulnier [responsable juridique MSF] à Paris de m'aider à formuler une réponse mais ceci est typiquement le genre d'information que MSF Belgique, en tant que section responsable de l'information, devrait faire circuler sur le terrain - et plus généralement en essayant d'anticiper les questions du jour.

2. Retours d'information :

En parlant avec l'Albanie et la Macédoine [les équipes MSF sur place] ce week-end, j'ai été très étonnée de constater qu'ils n'étaient pas au courant de ce que faisaient les autres équipes (par exemple, l'Albanie n'était pas au courant des problèmes de douane en Macédoine et vice versa). De plus, les équipes n'ont aucun impact sur la façon dont la presse internationale décrit la situation (au moins à ce niveau). Quelqu'un du terrain m'a dit : « J'ai plus d'information sur ce qui se dit aujourd'hui par ma famille que par MSF » Il vaudrait mieux remonter ce type d'information par téléphone plutôt que par courriel afin d'être sûr que les chargés d'information soient au courant des questions dès leur arrivée, le matin.

3. Les chargés d'information

Ce serait vraiment bien que MSF Belgique informe le réseau (pas pour publication, juste pour information) de ce que les différents chargés d'information sur le terrain envisagent de faire. J'ai vu différents noms mentionnés sous le titre de responsable de communication et je demande si ces personnes vont collecter des témoignages de réfugiés, ou quoi ? Ce type de recueil indépendant sur les questions humanitaires/droits de l'homme serait très utile bien sûr, mais il serait bon de savoir ce qui est en cours.

[...] 5. Garder le rythme

Hier j'ai rédigé une ébauche de la version anglaise du communiqué de presse sur Blace. Skopje ne l'avait pas encore reçu hier soir (je dois demander à Malou [chargée d'information MSF Hollande] ce qui s'est passé), mais je suppose que beaucoup d'entre vous dans le réseau ont

déjà utilisé cette déclaration, ou au moins ont tenu des propos similaires au cours d'interviews. Qu'est-ce que vous recommandez pour garder le rythme, pour réclamer plus d'accès, etc ? Je pense qu'à l'avenir il serait bon que les sitreps incluent des conseils à ce sujet. Comme vous le savez, Samantha [coordinatrice de la communication, MSF international] sera à Skopje à partir de ce soir et donnera sans aucun doute un coup de main pour cela. Mais je voulais juste souligner la nécessité de conseiller les gens et pas seulement de leur donner des faits bruts. Merci pour tout le travail réalisé et bien à vous. Anne-Marie



« Sitrep de l'après midi mardi 6/04/99. » **Courriel** de Ulrike Von Pilar, directrice générale de MSF Allemagne au réseau MSF, 6 avril 1999 (en anglais).

Extraits :

Il nous faut des informations sur le sort de notre personnel local au Kosovo. J'ai été ravie d'apprendre que nous en avons déjà retrouvés deux ou trois qui semblent même continuer à travailler avec nous. Je pense que ce sont les nouvelles les plus importantes - en tant que MSF nous sommes particulièrement inquiets pour ces personnes, et en plus je trouve que c'est un bon angle pour parler du Kosovo [...].

Juste une dernière remarque: je ne sais pas comment vous faites (dites-le-moi) - mais nous devons donner un nom aux dons spéciaux qui nous arrivent maintenant. Avec un goût douteux, deux des plus grandes organisations allemandes ont affecté la mention « victimes » à ces dons - je trouve que c'est une erreur de ciblage et en plus je me demande s'ils veulent éviter une affectation particulière (ce qui serait compréhensible mais incorrect). La plupart des autres organisations utilisent le terme « réfugiés », nous avons choisi « Balkans » pour essayer de montrer que nous souhaitons travailler de nouveau au Kosovo et aussi, si possible, pour la population civile serbe. Ce qui nous a valu en retour des appels scandalisés nous demandant pourquoi nous soutenions ces assassins.

C'est tout pour l'instant - au revoir et tâchez de trouver le sommeil.

Ulrike



« Re: réponse : Re: Sitrep de l'après midi mardi 6/04/99. » **Courriel** d'Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique à Ulrike Von Pilar, directrice générale de MSF Allemagne et au réseau MSF, 6 avril 1999 (en anglais).

Ulrike,

Bien sûr, c'est un problème. Merci de trouver ci-dessous (en français) le message envoyé aux équipes de terrain en Macédoine, au Monténégro et en Albanie.

Merci de ton intérêt.

Eric

Chers amis,

Suite aux évènements, le contact entre l'équipe MSF du Kosovo et son personnel local a été brutalement interrompu aux environs du 24 mars 99.

Vous trouverez la liste complète des noms et des fonctions plus bas parce que nous sommes inquiets pour leur sécurité et soucieux de savoir ce qu'ils sont devenus. Nous sommes également très désireux que MSF puisse honorer ses engagements à leur égard. Pouvez-vous faire suivre sur le terrain.

Il est important que vous sachiez que ces collaborateurs ont manifesté pour la plupart un engagement personnel et un courage physique au cours de leur travail avec les équipes mobiles de MSF. Malheureusement les circonstances ont fait qu'il n'y a eu aucune possibilité de mise au point concernant la fin des activités, la manière dont MSF pourrait les aider dans le futur etc. Ils ont été payés jusqu'à fin mars.

Je suis sûr que vous serez sensibles à cette situation. Voici les possibilités que nous envisagions quand nous retrouvons des membres du staff:

1. Continuer leur contrat de travail tout en leur laissant d'abord le temps d'organiser leur vie en exil.
2. Si ce n'est pas possible ou souhaitable, leur délivrer au minimum une indemnité de trois mois de salaire, et envisager ce qui peut être fait pour eux dans la situation actuelle. (recommandation, billet d'avion etc..)

Dans tous les cas pourriez-vous signaler à Bruxelles tout contact avec un membre du staff ? Ont déjà été retrouvés [...], de Pristina. Il semble que la majorité de l'équipe de Pec soit en Albanie.

Merci de votre collaboration.



« Questions sur les réfugiés. » **Courriel** de Anne-Marie Huby directrice générale de MSF Royaume-Uni au réseau MSF, 6 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,

Nombre d'entre nous reçoivent des appels au sujet de l'évacuation planifiée des réfugiés hors de Macédoine et d'Albanie: est-ce légitime ? Les gouvernements ont-ils raison de dire que les réfugiés devraient retourner au Kosovo ou au moins dans la région dès que la crise sera terminée ? etc...

C'est une question qui va au-delà de notre champ de compétence, mais il est difficile de rester complètement silencieux quand on nous pose une question en direct sur les ondes - donc j'ai pensé vous en parler, pour information. Voici les principales questions qui nous sont posées - avec des réponses basées sur les informations fournies par Françoise Saulnier [responsable juridique MSF]:

1. Est-ce que les réfugiés ont le droit au statut de réfugiés (droit d'asile) en Europe ?

Selon la Convention sur les réfugiés de 1951, le droit d'asile s'applique seulement aux gens qui ont souffert de persécutions individuelles (bien que certains théoriciens

du droit avance que les victimes de déportations pourraient se voir attribuer les droits des réfugiés - argument qu'on peut avancer mais qui n'est pas largement admis!). Les réfugiés du Kosovo ont fui la guerre, donc les droits individuels garantis par la Convention ne s'appliquent pas. Ils ne peuvent pas prétendre au droit d'asile ou à choisir un troisième pays pour demander l'asile, mais selon le droit humanitaire ils peuvent prétendre aux avantages suivants (désolée, cela semble évident) :

- ils ont le droit de vivre en sécurité dans le pays d'accueil
- ils ne peuvent pas être renvoyés au Kosovo contre leur gré.

- ils ne peuvent pas être re-localisés dans un autre pays contre leur gré (en d'autres termes, un accord entre la Macédoine et la Turquie, contre la volonté des réfugiés concernés peut être considéré comme une seconde déportation).

Les pays d'accueil sont responsables de :

- s'assurer que les camps ne sont pas utilisés comme des sanctuaires et des bases arrière pour des opérations militaires, même pendant la période « officiellement » couverte par la déclaration de guerre.
- Trouver des endroits adaptés et sûrs pour les réfugiés + des secours adaptés.

2. Est-ce que re-localiser les réfugiés ne renforce pas le processus de nettoyage ethnique voulu par le gouvernement yougoslave ?

La question n'est pas pertinente. La responsabilité immédiate des Nations unies est d'enregistrer correctement les réfugiés, de réunir les familles et de leur fournir un secours efficace. (ma remarque : le gouvernement britannique semble utiliser cet argument du nettoyage ethnique comme une excuse pour éviter un afflux de réfugiés sur son territoire)

3. Le gouvernement britannique (et je suppose, d'autres gouvernements européens également) a prévu d'attribuer aux réfugiés du Kosovo un statut très provisoire et se prépare à les renvoyer chez eux dès que « la crise est terminée ». Les réfugiés ne recevront pas d'argent, juste des coupons d'alimentation, etc... très précaire. Est-ce légal ? (selon le droit humanitaire et le droit des réfugiés ?)

A proprement parlé, malheureusement oui. Comme pendant la crise bosniaque, les pays européens ont mis en place un statut provisoire attribué à tout membre d'une communauté affectée par la guerre, qui leur est retiré dès que les accords de paix sont signés. A titre individuel, les réfugiés peuvent encore demander le statut s'ils ont été gravement persécutés. Les organisations humanitaires vont avoir un rôle à jouer dans la surveillance des conditions de sécurité préalables à tout retour au Kosovo.



« **Compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations sur le Kosovo** » Bruxelles, 6 avril 1999 (en anglais).

Extraits :

Actions

116 MSF Genève préfère ne pas être impliqué dans le grand

cirque de la distribution générale. Les besoins sont plus ou moins créés artificiellement par les politiciens. L'aide humanitaire internationale arrive en masse. MSF n'a pas de valeur ajoutée à apporter. MSF devrait prendre position.

MSF Bruxelles pense que MSF dispose de suffisamment de place pour travailler sur le terrain et que MSF s'est déjà exprimée publiquement, beaucoup plus qu'elle n'a été opérationnelle, au début. Afin de mieux comprendre la situation, il est proposé de demander à Epicentre d'évaluer ce qui se passe réellement. L'objectif est de collecter des informations/données qui seront centralisées par une personne et d'en faire d'abord une synthèse à usage interne. Par la suite on pourra discuter de l'utilisation de ces informations. Au Monténégro, une étude épidémiologique est déjà en cours d'élaboration.

MSF Amsterdam va contacter Epicentre afin de suivre la même méthodologie pour collecter des données épidémiologiques sur la Macédoine.

MSF Bruxelles décidera plus tard si l'évaluation est réalisée par Epicentre ou par le département médical.

Il est décidé que seules les trois sections vraiment opérationnelles interviendront.

MSF Belgique en Albanie, MSF Hollande en Macédoine, et MSF France au Monténégro. D'autres sections seront intégrées dans ces sections opérationnelles. Toutes les sections sont satisfaites de la répartition actuelle.

Retour au Kosovo

Tout d'abord il s'agit de décider quel type d'action MSF souhaite mener au Kosovo, étant donné que :

- les villages sont vides: quelles sont les besoins désormais ?
- Il n'y a pas d'autre autorité que l'armée (insécurité).
- Il existe un véritable risque de récupération de l'aide par les Serbes aussi bien que l'UCK.

L'objectif est l'accès aux victimes. Trois conditions pour travailler avec les autorités :

- liberté de contrôle et de surveillance,
- liberté d'évaluation,
- liberté de s'entretenir avec les populations.

Si nous allons au Kosovo, il faut l'annoncer publiquement afin d'assurer la sécurité de l'équipe.

La majorité des Kosovars qui sont restés au Kosovo se trouvent dans les territoires contrôlés par les Serbes. Un groupe de Kosovars a encore été signalé en territoire UCK. Si nous allons en territoire UCK, les liens avec l'UCK vont devenir évidents et nous empêcher par la suite de porter assistance aux gens qui en ont besoin en territoire serbe. Mais il existe une forte volonté parmi la majorité des directeurs des opérations d'aller au Kosovo et d'y évaluer les besoins.

Conclusion

MSF ira au Kosovo dès qu'une occasion se présentera. Il faudra l'annoncer publiquement pour assurer la sécurité de l'équipe.

Le choix de rester à Belgrade sera étudié auprès d'autres ONG, le CICR etc... et on discutera alors d'envoyer ou non une équipe à Belgrade.

Position

Il faut prendre une position sur :

1. La protection des populations au Kosovo.

2. Le fait que les réfugiés en Macédoine soient envoyés en Albanie.

Protection des populations au Kosovo

Nous avons gagné un espace humanitaire au Kosovo. Maintenant avec l'intervention de l'OTAN, cet espace humanitaire a été perdu. La position de MSF est la suivante : il relève de la responsabilité de l'OTAN d'assurer un espace humanitaire.

Réfugiés en Macédoine

MSF n'est pas d'accord pour qu'on renvoie les réfugiés kosovars en Albanie.

Les Kosovars devraient pouvoir rester dans les pays alentours, jusqu'à leur retour au Kosovo. Comme l'Albanie, quelque part, est considérée comme «leur» pays, leur séjour là-bas peut être considéré comme une situation acceptable et le risque est donc réel que rien ne soit entrepris pour leur permettre de retourner dans leur pays natal.

La priorité de MSF, c'est que les réfugiés se ré-établissent dans leur seul pays.



«Voyage à Pristina.» **Echange de courriels** entre Wilna van Aartsen directrice des opérations MSF Hollande, Javier Gabaldon directeur des opérations de MSF Espagne, Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse, 9-10 avril 1999 (en anglais).

Cher tous,

La situation est la suivante:

En Macédoine, de fortes rumeurs et des discussions circulent au sujet d'un groupe de journalistes et d'humanitaires qui se rendraient de Macédoine vers Pristina (demain ?) L'équipe MSF à Skopje aimerait se joindre à cette mission, bien que les détails pratiques restent encore à régler.

Ce souhait n'est pas en accord avec le débat que nous avons eu et la décision que nous avons prise mardi dernier. Je suis d'avis que comme la situation a de nouveau changé depuis mardi (ce qui arrive en permanence) nous pourrions reconsidérer notre position vis à vis d'un retour au Kosovo et en particulier à Pristina.

Pour le moment je ne suis pas d'accord pour aller à Pristina en convoi «de bonne volonté». Apparemment le CICR essaie d'y aller séparément/indépendamment. Souhaitons-nous nous joindre à cette initiative si MSF peut évaluer la situation à Pristina de façon indépendante ?

Y a t il des développements au Monténégro en relation avec le voyage au Kosovo, qui pourraient influencer aujourd'hui cette discussion ?

J'attends vos réactions.

Bien amicalement

Wilna

OÙ L'ON RÉALISE QUE L'ARGENT PEUT AVOIR UNE ODEUR

Lors de cette même réunion, les directeurs des opérations décident également de ne pas financer les opérations concernant la crise du Kosovo avec des fonds institutionnels, en particulier ceux des Etats membres de l'OTAN, parties au conflit. Cette décision est confirmée par les directeurs généraux et désormais tous les communiqués de presse diffusés par MSF en font mention. Elle fait toutefois l'objet de débats car la section belge ne peut financer l'important volume opérationnel qu'elle a engagé sur cette crise sans financement institutionnel, faute d'un montant suffisant de fonds propres. Le groupe des directeurs généraux décide alors d'initier un système de solidarité et de partage des ressources qui garantit aux sections opérationnelles de pouvoir intervenir sur fonds propres dans les situations d'urgence où les habituels Etats bailleurs de fonds sont parties au conflit. Un débat persiste au sujet d'un financement du gouvernement norvégien aux opérations de la section belge, qui reste engagé.



Compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations sur le Kosovo. Bruxelles, 6 avril 1999 (en anglais).

Financements institutionnels

Considérant la spécificité de cette crise (l'implication de l'OTAN), MSF devrait éviter les financements institutionnels venant des Etats membres de l'OTAN et utiliser le plus possible des fonds propres afin de garantir son indépendance. Des demandes de financements ont été introduites auprès des différents bailleurs de fonds afin de garantir la couverture de nos opérations. Jusqu'ici aucun mécanisme n'existe au sein du mouvement MSF pour garantir le soutien des autres sections aux risques financiers pris par une section dans de telles crises. MSF Belgique a choisi d'être opérationnelle et de ne pas se laisser bloquer pour des raisons de dépendance.

Conclusion : le groupe des directeurs des opérations recommande que toutes les options soient explorées afin de financer ces opérations avec des fonds propres afin d'éviter le risque d'être impliqué dans le débat politique. Jean-Marie Kindermans explorera la possibilité de faire marche arrière avec le contrat ECHO et d'obtenir de la part des sections un engagement à apporter des fonds privés pour ces opérations.



«*Eviter les fonds institutionnels au Kosovo.*»
Courriel de Ruud Keulen, directeur financier de MSF Hollande aux directeurs financiers et aux directeurs des opérations, 7 avril (en anglais).

Chers tous,

Ce matin j'ai appris qu'au cours de la réunion internationale des directeurs des opérations (hier) une décision avait été prise au sujet de l'utilisation des fonds institutionnels au Kosovo: les fonds institutionnels doivent être le plus possible évités (spécialement quand ils viennent d'Etats membres de l'OTAN).

MSF Hollande est entièrement d'accord avec cette décision. Nous l'appliquerons. Nous espérons que vous ferez tous de même. Cela nous ferait franchir une étape importante dans notre chemin vers l'internationalisation.

Cependant, je peux imaginer qu'il n'est pas aisé pour vos sections d'appliquer cette décision à cause du manque de fonds. MSF Hollande a la volonté d'attribuer à vos opérations (directement ou via les sections partenaires) une somme d'argent substantielle, si cela peut nous permettre d'éviter d'utiliser des fonds institutionnels. Merci de m'appeler ou de m'envoyer un message si vous voulez en savoir plus.

Bien amicalement,
Ruud Keulen.



«*Financement des programmes de MSF Belgique auprès des réfugiés du Kosovo.*» **Courriel** de Goran Svedin, directeur financier de MSF Belgique aux directeurs financiers et aux directeurs des opérations, 7 avril 1999 (en anglais).

Chers amis,

Le mouvement MSF a la ferme volonté de financer le plus possible les opérations MSF auprès des réfugiés kosovars avec des fonds privés et d'éviter en particulier les fonds des gouvernements des Etats membres de l'OTAN. Pour que MSF Belgique applique cette stratégie, il va falloir que le mouvement MSF dans son ensemble s'engage.

Le budget des opérations de MSF Belgique auprès des réfugiés Kosovars s'élève à 7 000 000 de dollars pour couvrir six mois d'activité, à partir du 30 mars 1999. Le budget détaillé qui est calculé sur les activités entreprises par phases de deux ou trois mois vous sera envoyé sous peu. Bien sûr, il est difficile d'anticiper les besoins exacts pour une période aussi longue de six mois, dans une situation comme celle d'aujourd'hui au Kosovo et en Albanie. Toutefois j'aimerais souligner que le planning de MSF Belgique est concentré sur la population albanaise du Kosovo et que l'assistance de MSF sera nécessaire pendant ces six mois que la population cherche refuge en Albanie, ou qu'elle retourne au Kosovo.

Jusqu'ici, environ 25% du budget est sécurisé par les contributions et/ou les engagements de MSF Allemagne

(280 000 dollars), MSF Italie (170 000 dollars), le gouvernement norvégien (380 000 dollars), le gouvernement belge (500 000 dollars) et ECHO (570 000 dollars). 150 000 dollars supplémentaires doivent être fournis par les opérations de collecte de fonds de MSF Norvège, MSF Danemark.

Afin que MSF Belgique puisse agir dès maintenant, tout en essayant d'utiliser au maximum les fonds privés et au minimum les fonds institutionnels, nous avons besoin le plus rapidement possible et au plus tard demain matin d'informations de votre part sur le montant que votre section envisage d'investir dans ce budget.

Donc, merci de me contacter le plus rapidement possible, au plus tard jeudi midi 8 avril. Je suis désolé de vous prévenir si tard mais le risque financier encouru par MSF Belgique s'accroît chaque jour qui passe.

Bien cordialement
Göran Svedin



«*Réponse : Financement des programmes de MSF Belgique auprès des réfugiés du Kosovo.*»
Courriel de Ulrike Von Pilar, directrice générale de MSF Allemagne aux directeurs financiers et aux directeurs des opérations de MSF, 8 avril 1999 (en anglais).

Cher Alex et Goran,

Comme je l'ai dit hier à Jean-Marie [Kindermans, secrétaire général Bureau international MSF] nous financions nos activités avec une somme supplémentaire de 500 000 euros soit environ 20 000 000 francs belges, à condition que vous annuliez votre contrat avec les donateurs institutionnels. Nous serons ravis de continuer à soutenir vos programmes, avec des fonds privés, si vous avez besoin de plus.

Mais je voudrais souligner que j'aurais préféré que vous me contactiez AVANT de demander des fonds à des gouvernements des Etats de l'OTAN. Y compris ECHO, bien sûr. Nous sommes très déçus après toutes nos discussions des derniers mois et notre engagement fort à soutenir toutes les sections essayant de réduire les financements institutionnels qu'il n'ait pas été possible d'accepter notre offre. Le ton de votre message est très irritant. «*Pour que MSF Belgique applique cette stratégie, il va falloir que le mouvement MSF dans son ensemble s'engage.*» Cela me met vraiment en colère : comme si nous ne nous étions pas déjà fortement engagés ! C'est MSF Allemagne qui a offert 10 000 000 de francs belges à MSF Belgique il y a dix jours - c'était à notre initiative, personne ne nous a appelé de Bruxelles pour nous demander notre aide. Avant de déclarer «*vous devez*» peut-être serait-il possible de dire «*pourriez-vous, s'il vous plaît.*» Un coup de téléphone aurait suffi pour que vous receviez un ou deux millions d'euros de notre part et je suis sûre que les autres auraient réagi de la même façon. Il y a des fonds privés et des fonds institutionnels, mais il y a surtout des fonds MSF. Merci de mettre de l'ordre dans votre stratégie de collecte de fonds, nous ne sommes pas prêts à solder nos principes. Bonne chance pour votre travail et vos efforts.

Ulrike

«re : Financement des programmes de MSF Belgique auprès des réfugiés du Kosovo.» **Courriel** de Nikos Kemos, directeur général de MSF Grèce à Goran Svedin, directeur financier de MSF Belgique et aux directeurs financiers et directeurs des opérations de MSF, 8 avril 1999 (en anglais).

Cher Goran,

A propos de ton message, je voudrais inclure le point de vue de MSF Grèce sur trois points majeurs :

- 1) Nous sommes convaincus que la crise du Kosovo devrait être financée seulement par des fonds privés et en aucun cas par des fonds institutionnels venant de gouvernements ou d'organisations membres de l'OTAN.
- 2) MSF Grèce va financer un avion cargo pour Tirana - le processus est déjà en cours.
- 3) La contribution en fonds privés de MSF Grèce à la crise du Kosovo sera directement liée à nos activités opérationnelles dans les Balkans.

Cordialement.

Nikos Kemos

«Réponse : financement des programmes de MSF Belgique auprès des réfugiés du Kosovo.» **Courriel** de Anne-Marie Huby, directeur général de MSF Royaume-uni, aux directeurs financiers et directeurs des opérations de MSF, 8 avril 1999 (en anglais).

Cher Alex et Goran ,

Je suis tout à fait d'accord avec les remarques d'Ulrike et de Nikos, recommandant qu'aucun financement des Etats de l'OTAN ou de ECHO ne soit accepté pour cette urgence. La semaine dernière, à Londres, nous avons décidé de refuser une offre de nous joindre à un appel public gratuit commun à plusieurs agences parce que toutes les sections MSF s'attendaient à être totalement financées (ou, dans le cas de MSF France parce qu'il y avait encore trop peu d'informations opérationnelles pour prévoir les besoins de financement). En fait, à MSF Belgique on m'a dit que vous considérez l'utilisation des fonds privés plus gênante et plus difficile à gérer dans les premières étapes d'une urgence. (Bastien et moi nous sommes mis d'accord sur le fait qu'il fallait surtout une meilleure gestion et une meilleure coordination des fonds privés et un système de « freins » efficace pour s'assurer que nous ne collectons pas trop d'argent, comme dans le cas de Mitch. De façon plus positive, je pense que ce serait un pas en avant fantastique pour l'indépendance de MSF (et pour l'internationalisation) si MSF Belgique décidait de rembourser tous les donateurs institutionnels pour cette urgence et demandait aux sections partenaires de combler la différence.

Si vous choisissez de le faire, nous à Londres nous nous joindrons à l'effort de collecte de fonds international dans la mesure du possible (au fait, plus d'information sur ce renversant budget de 7 millions de livres est la bienvenue !) Ceci est crucial si nous souhaitons rester crédibles dans nos critiques vis à vis du cirque humanitaire de l'OTAN.

Bien à vous.

AM



«Financement crise du Kosovo.» **Courriel** de Frances Stevenson, MSF Royaume-uni aux directeurs financiers et directeurs des opérations de MSF, 9 avril 1999 (en anglais).

Salut à tous

Puis-je partager avec vous quelques réflexions sur le financement Kosovo ?

Comme vous le savez, cette semaine les directeurs des opérations chargés de la crise du Kosovo se sont mis d'accord pour minimiser l'utilisation de fonds provenant des pays de l'OTAN. Nous avons été très heureux de l'apprendre, comme évidemment plusieurs d'entre vous. Cependant, nous avons appris hier de MSF Belgique qu'ils avaient décidé de chercher des financements auprès de gouvernements d'Etats membres et non-membres de l'OTAN (dont le Canada, la Norvège, Belgique, etc...). C'est très décevant. Même si l'ampleur de la collecte de fonds de MSF à l'international est insuffisante pour couvrir les besoins énormes des programmes de MSF Belgique en Albanie, il existe quelques pays non-membres de l'OTAN où se trouvent des sections MSF qui pourraient être approchés : l'Australie, l'Autriche, Hong Kong, le Japon, la Suède, la Suisse.

D'après les chiffres que j'ai vus, la plupart de ces gouvernements investissent des fonds importants dans la crise du Kosovo (la Suisse : 35 millions de dollars, le Japon : 15 millions de dollars, la Suède : 12 millions de dollars à ce jour). Les Etats non-membres de l'OTAN, sans section partenaire MSF, pourraient aussi être approchés, telle l'Irlande (je sais que MSF Belgique est déjà en train d'examiner les possibilités d'un financement irlandais). Il doit sûrement être possible pour Bruxelles de mobiliser et de faire plein usage des ressources internationales de MSF et de limiter ses recherches de financements aux Etats non-membres de l'OTAN ? Le mouvement pourrait ainsi éviter de se compromettre et pourrait prendre une position clairement indépendante et crédible au sujet des actions humanitaires de l'OTAN dans les Balkans.

Cordialement,

Frances

«re : Financement crise du Kosovo.» **Courriel** de Frédéric Tremblay, responsable des finances MSF France à Frances Stevenson, MSF UK, 9 avril 1999 (en anglais).

Chère Frances,

Merci de m'avoir mis en copie de ton message.

1/ Nous ne comprenons pas le choix de MSF Belgique de rechercher des fonds institutionnels auprès de gouvernements d'Etats membres de l'OTAN .

2/ Nous sommes prêts à leur donner des fonds privés si ces fonds ne sont pas mélangés avec des fonds de l'OTAN et si nous sommes d'accord avec leur approche opérationnelle.

3/ Je suis aussi très inquiet du fait que toutes les sections collectent de grandes quantités de fonds privés et, pour les sections partenaires, essayent (par tous les moyens) de les placer. J'ai demandé à Karim [directeur général

MSF France] de faire-part de cette inquiétude aux autres sections.

Amicalement,
Frédéric

« Réponse :re : Financement crise du Kosovo. » **Courriel** de Ulrike Von Pilar, directrice générale de MSF Allemagne à Frédéric Tremblay, responsable des finances MSF France, 9 avril 1999 (en anglais).

Cher Frédéric,

Comme je l'ai dit plus tôt, nous partageons votre inquiétude au sujet des « fonds de l'OTAN » mais je ne comprends pas la dernière remarque de Frédéric. Je pensais que nous nous étions tous mis d'accord pour garder un profil bas - donc en Allemagne nous ne menons pas de campagne active de collecte de fonds, mais des dons arrivent spontanément évidemment. Je suppose que c'est la même chose à MSF France. Mais je te l'assure - nous n'essayons pas de les placer par tous les moyens - nous voulons seulement les utiliser de façon intelligente et soutenir les opérations. Si nous en Allemagne avions offerts des fonds à MSF France aujourd'hui, cela aurait été pour les mêmes raisons - et dans ce cas cela aurait été des fonds non affectés.

Apparemment nous avons tout faux - nous ne sommes pas opérationnels mais on nous a demandé de construire un département de collecte de fonds efficace. Maintenant que nous recevons de plus en plus d'argent, connaissant le pourcentage de fonds institutionnels à MSF, nous voyons là une chance, et immédiatement cela crée de l'inquiétude. Il serait temps d'avoir une réelle politique financière.

Amitiés
Ulrike

« Re : Fonds privés Kosovo /MSF Espagne. » **Courriel** de Javier Gabaldon, directeur des opérations de MSF Espagne, au directeur général de MSF Belgique 9 avril 1999 (en anglais).

Cher Alex,

Suite à notre conversation téléphonique de cet après-midi, confirmant ton intention d'annuler une demande de financement auprès d'ECHO pour la crise du Kosovo et d'établir une stratégie de financement basée sur les fonds privés de MSF (quelle que soit la section) en évitant les financements des Etats membres de l'OTAN, nous sommes heureux d'engager 500 000 de dollars de fonds privés de MSF Espagne. Notre département financier se mettra en contact avec vous pour définir les termes de l'accord.

Merci de ton attention.
Javier



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Suisse du 9 avril 1999 (en français).

Extrait :

Soutien de MSF-Suisse

Connaissant toutes les difficultés de Bruxelles en disponi-

bilité de fonds privés, il est proposé ici au CA de soutenir activement cette section en allouant 500 000 francs suisses de fonds privés pour les opérations en Albanie en sachant que l'ensemble du mouvement MSF y contribue aussi.

Il serait aussi très intéressant de mettre en place des mécanismes qui permettent d'éviter, qu'un centre opérationnel, dans le cadre d'une action d'urgence, prenne et assume seul un risque financier qui deviendra un risque de banqueroute. Le CI [Conseil international] a un rôle central à jouer dans la mise au point de ce type de mécanismes de solidarité et c'est très bien que 4 présidents de sections soient présents ce soir.

Vote/décision du CA. Les membres du CA acceptent à l'unanimité l'allocation d'une somme de 500 000 francs suisses pour les opérations en Albanie.



« Engagements financiers. » **Courriel** de Alex Parisel, directeur général de MSF Belgique aux directeurs généraux et directeurs financiers de MSF, 12 avril 1999 (en anglais et en français).

Chers tous,

Merci de trouver ci-dessous l'engagement financier de MSF à Bruxelles. ECHO et AGCD [Administration générale de la coopération au développement : coopération belge] ont été annulés aujourd'hui, comme promis. La plupart des sections ont donné leur accord aux trois premiers points du document ci-joint (désolé, il est en français, j'étais trop pressé). Merci de réfléchir aux points 4 et 5 (rendu de compte et avance).

Vous trouverez également les sommes déjà engagées par chaque section pour le moment. Merci de confirmer s'il y a le moindre doute sur les montants. Un budget révisé et un plan d'action vous sera envoyé demain, nous venons juste de recevoir ce soir un plan daté du terrain ce soir. N'hésitez pas à appeler pour toute question « politique. » Merci à l'avance et encore merci pour votre soutien.

Alex

3. Politique de couverture à venir

Renoncement au budget ECHO engagé, mise en *stand by* de toutes les demandes introduites auprès des bailleurs non-OTAN, pas d'appel à des fonds institutionnels nouveaux. Donc seul budget institutionnel engagé : Norvège pour 370 000 dollars.

Tout besoin de fonds sera d'abord diffusée dans le mouvement.

Si besoins de fonds institutionnels : privilégier le canal du HCR et ensuite des bailleurs non-OTAN.

Les fonds propres du mouvement couvrent verticalement les besoins, soient toutes les lignes budgétaires, au pro-rata de leur engagement financier. Nous proposons des frais de siège peu élevés (5%) mais en incluant 3 personnes de la *task force* dans les frais de l'opération au niveau des expats [expatriés] comme prévu dans la demande auprès des bailleurs de fonds initialement.

4. Reporting

Nous proposons un rapport financier pour l'ensemble du mouvement MSF, avec tous les détails habituels, chaque

section participant au financement au pro-rata de ses engagements. Ceci permet d'éviter la constitution de 20 rapports différents, un par section, ce qui reviendrait à un système de fonds institutionnels.



Echange de courriel entre Alex Parisel directeur général MSF Belgique, Ulrike Van Pilar directrice générale MSF Allemagne, Frances Stevenson MSF Royaume-uni, Eric Stobbaert, directeur général MSF Espagne, Antoine Gérard, responsable du département programmes MSF Etats-Unis, 14-15 avril 1999 (en anglais).

Pour votre info, de la part d'Alex

Je vous donne une brève traduction du document *Politique financière. Urgence Kosovo - MSF Bruxelles*.

Afin de garantir un espace d'action, la politique financière est élaborée dans une perspective de 3 à 4 semaines. Aucune demande de fonds institutionnels ne sera envoyée tant que nos besoins pour 3 à 4 semaines seront couverts. Dans le futur, tous les besoins financiers seront envoyés en premier à toutes les sections. Les demandes seront envoyées aux donateurs institutionnels seulement si les sections n'ont pas la possibilité de s'engager elles-mêmes pour couvrir les besoins en fonds privés. Si des demandes doivent être envoyées à des donateurs institutionnels, la priorité sera donnée au HCR et aux gouvernements d'Etats qui ne sont pas membres de l'OTAN .

Cher tous,

Je crois que la pureté devient une question majeure ici, qui n'a rien à voir avec l'indépendance. MSF est complètement indépendante des Etats de l'OTAN puisque le budget de la Norvège ne représente que 5% du budget de MSF Bruxelles et certainement moins de 2% de celui du mouvement.

Il fut un temps où l'indépendance signifiait 50/50, je crois. Donc s'il vous plait, laissez-nous mettre notre énergie dans d'autres sujets. Nous nous sommes tous très fortement engagés dans ces questions institutionnelles qui peuvent signifier un grand progrès pour le mouvement. Si cela devait se transformer en quête de pureté, nous y perdriions beaucoup d'énergie et de temps. Et peut-être une bonne part de notre dynamisme.

Alex

Cher tous,

Je trouve très intéressant (quoique très décourageant) de découvrir combien peuvent diverger les interprétations d'un même accord. Cela me rappelle Clinton et Monica : cela dépend de ce que vous voulez dire par «est». En anglais on appelle cela «couper les cheveux en quatre». Selon les messages d'Alex Parisel (voir ci-dessous) il est maintenant clair que :

a. MSF Belgique a l'intention de garder les fonds du gouvernement norvégien parce qu'ils ont été acceptés avant la décision des directeurs des opérations concernant les fonds des pays de l'OTAN (là, je coupe les cheveux en quatre).

b. MSF Belgique a l'intention de prendre «en priorité» des fonds de gouvernements d'Etats non-membres de l'OTAN . Quand les directeurs des opérations se sont mis d'accord pour financer la crise du Kosovo en premier lieu avec des fonds privés et sans fonds institutionnels des membres de l'OTAN , il semble que pour MSF Belgique cela ait signifié «nous allons commencer avec des fonds privés, mais nous allons aussi prendre des fonds d'un membre de l'OTAN, et puis nous essaierons de ne plus prendre des fonds institutionnels de membres de l'OTAN, mais si nous avons envie de prendre des fonds de membres de l'OTAN, nous le ferons». Bien qu'Alex ne soit pas d'accord, je pense que le concept de «pureté» a parfois une extrême importance .

Quand par exemple nous voyons DFID utiliser ses financements à la Croix-Rouge comme feuille de vigne pour masquer son rôle scandaleux dans la guerre, même s'il ne s'agit que de 3,5% du budget total de la Croix-Rouge, cela montre combien il est facile pour un gouvernement financeur d'instrumentaliser les ONG. Les gouvernements des Etats membres de l'OTAN ont besoin de donner l'impression qu'ils soutiennent les organisations humanitaires, pour couvrir leur rôle dans la guerre. Nous DEVONS nous dissocier de cela.

Bien sûr, 5% de financement du gouvernement norvégien ne va pas détruire notre indépendance. Mais cela va complètement discréditer le message fort et singulier que nous avons lancé, affirmant que nous ne prenons pas d'argent des Etats membres de l'OTAN. Apparemment, le faible montant des fonds norvégiens est plus important aux yeux de Bruxelles (bien qu'il ne faudrait pas plus d'une demi-heure à nos collecteurs de fonds privés pour leur fournir l'argent en cas de besoin désespéré). Je suis d'accord avec Alex, sur le fait que nous ne devons pas gaspiller d'énergie sur ce sujet. Le meilleur moyen pour aller de l'avant serait sûrement de s'en tenir à la décision internationale des directeurs des opérations. [...]

Cordialement

Frances

• Cher tous,

Juste une brève réponse après discussion avec Alex.

1. Je ne suis pas satisfait des fonds norvégiens.
2. On m'a dit que Vincent, Karim, Eric et Jean-Marie [les directeurs généraux] étaient au courant du contrat norvégien et ont accepté que les Belges honorent ce contrat.
3. Sachant cela les directeurs ont décidé de résister, à l'avenir, aux sirènes des financements des Etats de l'OTAN.
4. MSF Belgique a annulé les contrats avec le gouvernement belge et ECHO (grande première), ils n'avaient pas obtenu de fonds des Néerlandais.
5. En admettant que cela soit vrai, cela ne me satisfait toujours pas, mais je dois vivre avec et j'aimerais mettre fin à ce débat maintenant, au risque de perdre toute pertinence.
6. Nous pouvons probablement encore dire que nous sommes financièrement indépendants de l'OTAN ? Spécialement sur le plan logistique et politique. Mais nous ne pouvons pas dire que nous ne prenons pas un centime des Etats membres de l'OTAN.
7. Questions ouvertes pour l'avenir...

[...] Ulrike

- Bonjour tout le monde,

Je rentre juste de Somalie et je suis assommé par les dernières nouvelles.

Disons-le clairement : personne ne m'a jamais informé que nous accepterions des fonds du gouvernement norvégien. Notre décision de financer les opérations à hauteur de 500 000 dollars était motivée par la décision courageuse de refuser tous les financements institutionnels des États membres de l'OTAN. En conséquence, je demande que cet argent, aimablement donné par le gouvernement norvégien, lui soit immédiatement retourné en expliquant clairement pourquoi. Désolé de perturber l'actuel «Eden» international mais nous devons nous en tenir fermement à nos engagements.

Amicalement,
Eric Stobbaerts.

- Bonjour tout le monde,

MSF Belgique va rendre l'argent à MSF Espagne. Si besoin, nous le remplacerons par de l'argent du HCR, comme prévu. Il avait été dit clairement à Eric et Javier comme à tous les autres que l'argent norvégien serait accepté. Donc pas de problème. Chacun prend ses responsabilités. Nous assumons les nôtres.

Alex



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, avril 1999 (en français).

Extrait :

Au niveau des financements, MSF a décidé de ne pas demander de fonds institutionnels aux pays impliqués dans la crise du Kosovo (OTAN). Cette décision s'est prise au niveau international. Cependant MSF B, qui était la seule section à avoir déjà reçu un engagement de la part d'un bailleur de fonds institutionnel d'un pays membre de l'OTAN (gouvernement norvégien) a décidé de refuser ce financement (6 millions de dollars). L'objectif de cette décision était de ne pas donner l'image d'une ONG liée aux fonds de l'OTAN. Alex souligne cependant que le principe ne nous a rien rapporté en terme d'opérations concrètes et de reconnaissance sur le terrain. Les autorités yougoslaves nous reprochent de mener des enquêtes à la frontière serbe mais ne mettent absolument pas en valeur notre indépendance. Par ailleurs, les bailleurs de fonds comprennent notre attitude, mais cette attitude nous handicape dans le sens où nous ne sommes pas partenaires privilégiés du HCR pour les mêmes raisons de neutralité. L'estime donc que nous avons probablement été trop loin dans le respect de certains principes, ou tout au moins ne sommes-nous pas parvenus à valoriser cette prise de position.

James [Orbinski, président du conseil international] rappelle cependant que MSF n'a jamais accepté l'argent venant de pays prenant part au conflit. De plus nous avons la possibilité, au sein du mouvement de générer des fonds propres nécessaires. Mais il accepte que nous n'avons pas réussi à capitaliser le fait que nous sommes restés indépendants.

Pascal explique à James la réaction de MSFB par rapport à cette décision : l'accès aux bailleurs de fonds institutionnels n'a jamais été un handicap pour nous. Et cette expérience de refus de fonds institutionnels ne semble mettre en évidence que des inconvénients puisque nous n'avons plus accès au soutien de nos partenaires privilégiés. Notre espoir lors de ce choix était vraisemblablement de pouvoir être opérationnels en Serbie, puisque nous sommes indépendants du Kosovo, ce qui n'a pas fonctionné. Selon James, ceci peut encore être utilisé dans les négociations avec la Serbie.



«Urgence Kosovo.» **Typon** presse MSF France, avril 1999 (en français).

URGENCE KOSOVO

85 Médecins Sans Frontières portent secours aux réfugiés. Pour chaque malade, nous faisons un geste médical. Pour chaque réfugié, faites un geste de solidarité.

Depuis le début du mois d'avril, les Médecins Sans Frontières sont présents en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. En urgence, nos équipes ont distribué des tentes, des couvertures, et mis en place des structures médicales afin de venir en aide aux réfugiés. Les actions de Médecins Sans Frontières dans la région ne sont possibles que grâce à votre soutien financier.



La décision de ne pas prendre de l'argent des pays de l'OTAN, était une sorte de préalable demandé par les directeurs des opérations aux directions des sections pour mener cette opération parce qu'il y avait danger de se voir aspirer dans les forces auxiliaires de l'OTAN. Nous avons voté ensemble une demande aux directeurs généraux de ne pas utiliser de l'argent de l'OTAN pour cette opération. La guerre en ex-Yougoslavie nous avait posé chroniquement ce problème. Il était d'autant plus visible qu'il se posait à tous les humanitaires. Nous nous souvenions des campagnes de communication de MDM : «Milosevic égale Hitler.» Ce problème se posait à tous chez nous. En tant que directeur des opérations nous savions que vu notre forte hostilité envers Milosevic, nous nous étions déjà fait aspirer lors d'autres épisodes de la guerre dans des actions de communication publique anti-Belgrade, qu'il y avait un risque. Donc une des mesures qui nous paraissait logique dans ce cadre était de ne pas prendre des fonds de l'OTAN pour travailler, de conserver des mains libres. C'est la première fois que nous partageons autant d'argent privé en international. Cette rupture d'habitudes a eu des conséquences sur l'organisation financière interne. En tant que directeurs des opérations. Il nous a semblé que c'était vraiment important en termes d'indépendance politique. Et puis ça permettait au mouvement d'apporter à partager un peu l'argent sur des bases politiques.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).

En pratique, tout cela n'a pas été beaucoup discuté au préalable. Comme dans toute urgence, quand nous avons commencé à voir les mouvements de population, nous nous sommes dit très vite qu'il fallait envoyer des tentes, du matériel de secours. Donc nous avons commencé à lancer des demandes de financements à Echo¹⁰ et aussi à d'autres bailleurs, qui sont toujours pressés de nous financer sur les urgences. Nous leur avons dit : « Nous envisageons telle opération, quelles sont vos possibilités de financer ? » Nous n'avons donc pas trop anticipé le fait que le Kosovo pourrait bien être quelque chose de nettement différent de tout autre contexte. Je pense que nos fonds institutionnels approchaient les 50 %. C'était assez important. A l'époque, la section partenaire qui nous était attachée était toute petite et ne rapportait pas grand chose. Donc notre message c'était : « Nous n'accepterons plus de fonds institutionnels, si le mouvement international nous garantit le flux financier suffisant pour assurer nos opérations. Ce n'est pas uniquement une question de principe absolu, c'est une question pragmatique. Donnez-nous les conditions pour pouvoir refuser les fonds institutionnels et pas l'inverse. Ne commencez pas à nous restreindre sur la base de ce principe, pour nous laisser ensuite complètement dépendants des sections MSF pour avoir des financements propres. » C'est facile de réviser le financement international si on a suffisamment de fonds propres. Donc pour MSF France, MSF USA c'est facile de plaider une autonomie complète. Cela s'inscrivait dans le cadre d'une discussion beaucoup plus large. MSF Belgique a toujours senti que MSF France voulait qu'elle soit plus indépendante des financements institutionnels, parce que l'élimination de ces financements institutionnels réduirait l'opérationnalité de MSF Belgique. Et puis petit à petit, il s'est avéré qu'il existait beaucoup d'autres possibilités que les fonds institutionnels. En effet, la crise a été très médiatisée donc il y a eu une grande quantité de fonds propres disponibles. Et donc ça renforçait la position : « il y a réellement des moyens au sein de MSF, donc il n'y a plus besoin de demander. » Cela a apuré un peu la question : ceux qui prenaient des fonds institutionnels ne le faisaient pas par besoin, mais parce qu'ils ne voulaient pas céder sur ce point-là. Ils mettaient en question la neutralité. Finalement nous avons fait un tableau global en demandant aux différentes sections : « Qu'est-ce que vous voulez mettre là-dedans ? » Les sections partenaires avaient beaucoup d'argent. Et tant qu'il n'y avait pas un montage international clair, elles continuaient à mettre de l'argent dans les opérations. En plus elles voulaient aussi financer certains projets en particulier. Tout cela allait de pair avec des objectifs de communication. Les Etats-Unis en particulier étaient très présents. C'était à une époque où le cadre global international, en termes de communication, de fundraising ou de répartitions des fonds était inexistant. On devait prendre des fonds des Allemands, on devait prendre des fonds de telle autre section... Je faisais mes calculs, mes tableaux, et je réalisais que je n'arri-

verai pas à les placer. Nous devons donner aux sections la possibilité de dire à leur public comment nous avons utilisé les fonds collectés. Donc il fallait réellement les utiliser. Mais même en refusant des fonds institutionnels, il y avait encore trop d'argent. Donc ça poussait énormément à monter des opérations, ce qui a créé d'autres tensions. En Albanie, nous devons lancer beaucoup d'activités pour pouvoir justifier notre collecte. Et nous ne trouvons pas de place parce que les explorations avaient un peu de mal à démarrer. Et puis il y avait déjà plein d'ONG et les militaires qui occupaient tous les espaces. Christopher, le coordinateur, subissait toutes ces pressions : « dépensez ! Faites quelque chose. » La discussion nous est revenue au moment où nous n'avions plus besoin de fonds institutionnels parce que soudainement il y avait d'autres sections qui avaient de l'argent à nous donner. Il nous a fallu refuser ces financements institutionnels. Donc nous avons demandé de l'argent à certains bailleurs, puis nous avons dû leur dire que finalement nous n'en voulions pas. Ça n'était pas très cohérent. Mais cela nous a obligés à expliquer pourquoi. Et je pense qu'en général ça a été bien compris.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

Aux Etats-Unis, l'administration Clinton met en place une campagne médiatique destinée à collecter et gérer des dons pour les ONG aidant les réfugiés kosovars. Il s'agit d'utiliser les organisations humanitaires privées comme collecteurs de fonds auprès du grand public, afin de financer une aide sur laquelle elles n'auront aucun contrôle car elle sera fédérée par l'administration et l'armée, qui en prime améliorera son image d'acteur humanitaire. La section étasunienne de MSF tente d'empêcher Interaction, le groupement d'ONG dont elle est membre de se laisser aspirer par cette stratégie. Son retrait du comité de réaction aux désastres (DRC) d'Interaction oblige temporairement le président d'Interaction à faire part à l'administration, de l'opposition des membres de son groupe, à ce système. Mais une grande partie des ONG étasuniennes reste convaincue par la thèse de l'administration selon laquelle une coopération étroite entre le gouvernement, l'armée et les ONG est désormais nécessaire dans la réponse aux urgences humanitaires, et ne compromettrait pas l'indépendance des organisations de secours.



« Les secours sont débordés, l'OTAN prend en charge la coordination. » Elisabeth Becker, *The Washington Post* (Etats Unis), 6 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

L'OTAN a annoncé aujourd'hui qu'elle prenait la coordination des transports de nourritures, des secours et des

10. ECHO : Office humanitaire de la Communauté européenne.

soins médicaux aux réfugiés du Kosovo, ainsi que de leur transport vers des camps provisoire, après deux jours de tentatives de ses Etats membres pour leur porter secours individuellement.

Pendant le week-end, la Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata, a envoyé une lettre à titre privé à Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN, lui annonçant que son agence était débordée par la crise et demandant une aide immédiate de l'armée pour apporter de l'ordre alors que la situation se détériore à la frontière du Kosovo. « *Nous étions débordés; il fallait sauver ces vies* » a déclaré Karen Abuzayd, la représentante de l'agence pour les réfugiés aux Etats-Unis. « *Nous ne demandons de l'aide à l'armée que lorsque nous n'avons plus d'autre solution et nous avons atteint ce point avec 350 000 réfugiés.* »

Déjà, les troupes de l'OTAN qui étaient au Kosovo là comme forces de maintien de la paix, se sont transformées en opérateurs de secours, pour fournir des tentes dans six camps en Macédoine et trois en Albanie. « *Les pilotes d'hélicoptères de l'OTAN volent entre Tirana en Albanie et la ville frontière de Kukes pour transporter les secours aux réfugiés et évacuer ceux qui ont besoin de soins médicaux* » a déclaré Jami Shea, le porte-parole de l'OTAN.

« *L'OTAN va maintenant mettre en place un quartier général à Tirana pour organiser le transport terrestre par camions pour approvisionner les réfugiés - en nourriture, médicaments, couvertures, sacs de couchage, et même en sous-vêtements thermiques et établir une opération de pont aérien en dehors de Bruxelles* » a ajouté le lieutenant-colonel Wilhelm Bocklet, un autre porte-parole de l'OTAN.

Auparavant, l'OTAN avait annoncé qu'elle prendrait en charge le transport aérien des réfugiés de Macédoine vers d'autres pays d'accueil temporaire membres de l'OTAN. Mais elle a laissé chaque Etat membre apporter sa contribution à l'effort de secours - que ce soit les Etats-Unis pour le support logistique ou l'Italie, avec son poste de police dans les camps. L'agence des Nations unies pour les réfugiés était la seule à coordonner les opérations de secours au sol, au moins 55 organisations privées.

« *Désormais l'OTAN assumera la coordination militaire des convois de secours terrestre, ainsi que le transport aérien pour les réfugiés, dont le nombre a augmenté aujourd'hui de 55 000 ce qui l'amène au total à 480 000 personnes ayant fui le Kosovo depuis que les bombardements ont commencé le 24 mars* » a déclaré Kris Janowski, un porte-parole du HCR à Genève.

[...] « *Etant donné le rôle clé du gouvernement américain au sein de l'OTAN et du HCR, le président Clinton a mis en place un conseil spécial pour coordonner toutes les contributions civiles et militaires américaines aux efforts de secours pour le Kosovo* » a déclaré Brian Atwood, le président de ce nouveau conseil.



Lettre de la directrice générale de MSF Etats-Unis à Jim Moody, président d'Interaction, 9 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Antoine Gérard, notre directeur des programmes, a assisté hier à une réunion à l'agence fédérale pour la gestion des secours (FEMA) avec James Lee Witt, le directeur, son équipe et les représentants des organisations membres d'Interaction qui portent secours aux réfugiés kosovars dans les Balkans. La réunion portait sur l'effort entrepris par la FEMA pour coordonner les dons des citoyens américains pour secourir les Kosovars.

La FEMA et USAID [agence américaine pour le développement] ont fait part de leur intention de tenir les citoyens américains informés sur le travail des organisations humanitaires dans les Balkans. Je me demande si cette stratégie est dans l'intérêt des organisations non-gouvernementales. Alors qu'il peut être intéressant pour l'administration américaine d'associer son image à celle d'agences privées, bénévoles travaillant dans la région, il me semble que cette voie est dangereuse pour ces agences.

En tant qu'organisations non-gouvernementales, nous devons développer face aux citoyens américains, une parole et une identité qui ne soient pas dépendantes des impératifs de politique étrangère des Etats-Unis. Nous devons aussi réaffirmer notre indépendance afin de soutenir à la fois l'image et la réalité de notre impartialité. Cela sera essentiel dans les mois à venir, alors que nous faisons notre possible pour maintenir un accès dans la région du Kosovo afin d'apporter secours et protection aux victimes du conflit. Il n'est pas dans l'intérêt d'Interaction, ni dans celui de ses membres, que ce soit M. Witt plutôt que vous, qui s'exprime au sujet du travail des organisations de secours dans les Balkans (8 avril). Il n'est pas dans l'intérêt d'Interaction, ni dans celui de ses membres, que la FEMA crée un Fonds pour les réfugiés du Kosovo, comme dépositaire fédéral des dons privés et individuels aux organisations basées sur le volontariat. Ceci devrait continuer à relever du secteur privé et indépendant et devrait être discuté par les membres d'Interaction opérant dans la région.

Nous sommes très inquiets de la confusion potentielle entre USAID et Interaction, et aimerions que vous réfléchissiez à comment Interaction, avec le soutien financier de ses membres, pourrait trouver des arrangements avec des sociétés de télé-marketing pour prendre en charge le numéro 800 [numéro d'appel gratuit] présentant l'action de nos organisations ; et demander que le personnel du télémarketing soit formé à ne pas se référer de façon induite à USAID dans ses réponses.

En tant que membre d'Interaction, et en tant qu'un des membres les plus actifs sur la crise du Kosovo, je vous demande expressément de prendre en considération les implications des initiatives de la FEMA et de USAID à court et à long terme pour notre communauté. J'aimerais aussi vous exprimer mon soutien à toute initiative que vous ou votre équipe pourrait prendre pour restaurer une

image plus proche de la réalité de l'indépendance de nos organisations privées, basées sur le volontariat.



Lettre de la directrice générale de MSF Etats-Unis au Comité de réponse aux désastres d'*Interaction*, 14 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Il est généralement admis que le but de l'action humanitaire est de sauver des vies et d'alléger les souffrances tout en respectant la dignité humaine. Ces buts doivent être atteints en respectant les principes de l'impartialité, de l'indépendance et de la neutralité. En tant qu'agence humanitaire qui adhère strictement à ces principes, Médecins Sans Frontières pense que solliciter de façon proactive une coordination avec l'armée des Etats-Unis a compromis la capacité du Comité de réponse aux désastres d'*Interaction* (DRC) à représenter les organisations humanitaires impartiales.

Notre inquiétude majeure porte sur le fait que l'une des activités centrales de DRC - la coordination militaire - est en contradiction avec nos principes humanitaires. Nous nous opposons fermement à faire le lien entre les organisations humanitaires et l'armée. Nous voulons bien croire que l'intention de DRC est d'améliorer la connaissance qu'ont les militaires des principes des organisations humanitaires, mais nous croyons qu'une institution qui cherche à représenter les organisations humanitaires indépendantes met en jeu sa neutralité et son indépendance lorsque l'une de ses principales activités consiste à participer activement à des briefings de militaires, à des conférences, des jeux de rôles et des exercices financés et organisés par le gouvernement des Etats-Unis [...] Pour insister sur notre inquiétude au sujet de la collaboration entre civils et militaires et ses implications pour les organisations humanitaires, nous nous référons à l'esquisse de doctrine élaborée par l'OTAN au sujet de la coopération civilo-militaire (CIMIC), qui a été distribuée aux membres de DRC à la fin d'une conférence du au Shape [*Supreme headquarter allied power in Europe* : Commandement suprême des forces alliées en Europe] sur le civilo-militaire donnée par un membre du personnel du DRU. La doctrine établit clairement la priorité des objectifs militaires et politiques dans l'agenda du CIMIC: «*Les actions de liaison civilo-militaire fournissent les bases à partir desquelles les autres fonctions du CIMIC sont développées et seront toujours entreprises en appui à la mission militaire.*» Le document affirme aussi que ces activités «*répondront à des objectifs politiques et stratégiques*».

Nous nous demandons comment des organisations humanitaires peuvent maintenir leur impartialité et leur indépendance d'action, une fois qu'elles ont accepté de travailler en coordination ou sous la coordination d'une structure militaire. Nous pensons que le résultat inacceptable d'une telle coordination est que les activités humanitaires sont subordonnées à des agendas qui n'ont rien d'humanitaire. Nous ne sommes pas d'accord pour, comme nous pensons que le fait DRC, conférer une cré-

dibilité humanitaire à des organismes dont l'existence se justifie d'abord pour remplir des objectifs militaires. [...] De plus, dans un souci d'indépendance politique, auquel nous pensons que tous les acteurs humanitaires adhèrent, nous aimerions signifier notre inquiétude concernant le fait que le DRC est financé exclusivement par le gouvernement américain, pour réaliser, parmi d'autres tâches, la liaison avec les militaires américains et autres. Nous pensons qu'un lien aussi clair du gouvernement à travers le DRC - un organisme qui représente une parole collective au sein de la communauté internationale - avec un pouvoir militaire majeur peut mettre notre indépendance collective en danger et compromettre l'image d'impartialité fondamentale et la nature des membres d'*Interaction*. [...] En conclusion, nous pensons que le travail poussé de DRC avec l'armée américaine et son financement majoritaire par le gouvernement américain mettent en danger la neutralité des ONG membres et est en contradiction avec les principes humanitaires de MSF, comme avec ceux d'autres organisations humanitaires. Pour ces raisons, MSF se retire du DRC.



Lettre de Jim Moody, président d'*Interaction* à John Podesta, directeur de cabinet du président des Etats-Unis, Maison-Blanche et Brian Atwood, administrateur, agence américaine pour le développement (USAID) 16 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Je vous écrit en urgence pour vous faire part de l'inquiétude des membres d'*Interaction* qui portent secours aux victimes de la crise du Kosovo au sujet de la remise à l'ordre du jour de l'initiative de l'Administration d'établir un fonds de secours pour le Kosovo géré par le gouvernement des Etats-Unis.

Après avoir exprimé leur totale opposition à cette proposition lorsqu'elle avait été découverte par la communauté des ONG la semaine dernière, les membres d'*Interaction* avaient reçu l'assurance, de la part du directeur de FEMA, James Lee Witt, au cours d'une réunion le 9 avril, que ce fonds n'existerait pas. Nos membres sont inquiets de découvrir que ce n'est pas le cas. Bien qu'il n'y ait pas eu d'autre consultation avec la communauté des ONG, nous avons appris que l'Administration mettra quand même ce fond en place.

Beaucoup de nos membres, qui portent secours aux victimes de la crise du Kosovo, reçoivent un soutien logistique et financier de la part du gouvernement des Etats-Unis et l'apprécient. Lors de notre réunion du 2 avril avec le Président nous avons apprécié son intérêt et son soutien à nos activités dans les Balkans. Cependant les relations financières entre les citoyens américains et leurs organisations non gouvernementales sont de celles auxquelles le gouvernement des Etats-Unis ne doit pas se mêler. Le gouvernement des Etats-Unis ne doit pas jouer le rôle de celui qui répartit l'argent, pour plusieurs raisons évidentes. De plus, il n'y aucun besoin que le

gouvernement servent de receveur et de distributeur des fonds de soutien aux ONG. Seul un infime pourcentage des personnes qui appellent le service téléphonique de collecte de fonds de la FEMA et notre bureau ont éprouvé des difficultés à choisir une agence à laquelle faire un don.



Lettre de Jim Moody, président d'*Interaction* à la directrice générale de MSF Etats-Unis, 19 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Je suis entièrement d'accord avec le contenu de votre lettre. Depuis le début de la crise actuelle, *Interaction* a très énergiquement attiré l'attention du public sur le rôle que ses ONG membres jouent dans les secours aux Kosovars. De façon complètement indépendante de l'aide, nous avons établi une liste de ceux de nos membres qui acceptent les contributions pour leur travail et celle de leurs partenaires sur la crise du Kosovo, ainsi qu'un résumé de leurs activités. Ces deux documents sont postés sur notre site internet et mis à jour quotidiennement. [...] Comme notre site internet est dans le domaine public, nous ne pouvions pas nous opposer au fait que le gouvernement américain utilise ces informations pour répondre aux demandes du public d'informations sur les organisations humanitaires acceptant des dons pour les secours aux Kosovars. Nous ne pouvions pas non plus, évidemment, nous opposer à la démarche des responsables du gouvernement, dont le Président Clinton et James Lee Witt le directeur de la FEMA, d'appeler les citoyens à apporter leur soutien au travail des ONG.

[...] Nous avons établi un service téléphonique séparé pour les citoyens qui appellent *Interaction* pour demander comment ils peuvent contribuer aux actions de secours des ONG pour le Kosovo. On y accède en suivant les indications données au numéro de notre bureau. La liste transmise aux appelants est la liste d'*Interaction* et non pas celle d'USAID. Nous n'avons pas mis en place un numéro 800 [appel gratuit] séparé car cela coûte extrêmement cher. En ce qui concerne notre opposition au fait que le gouvernement gère un fond de secours pour le Kosovo, merci de vous référer à ma lettre ci-jointe à la Maison Blanche et à Brian Atwood. Comme Antoine peut en attester, lorsqu'il a assisté à une réunion au cours de laquelle les membres d'*Interaction* se sont lancés dans un dialogue musclé avec les responsables américains, notre opposition au fonds de secours du gouvernement américain pour le Kosovo est absolue. Comme le prouve l'ampleur des échanges de courriel que vous avez sans doute constaté, notre campagne semble avoir réussi, puisque nous avons été informés vendredi par la NSC [*National safety council* = Conseil national pour la sûreté] la proposition resterait lettre morte.



Lettre de Julia V. Taft, secrétaire adjointe au Bureau pour la population, les réfugiés et les migrations du département d'Etat des Etats Unis, à la directrice générale de MSF Etats-Unis, 16 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Je suis désolée d'apprendre votre décision de vous retirer du Comité pour la réponse aux catastrophes d'*Interaction* (DRC). Je pense que DRC a permis de grandes avancées dans le renforcement de la coordination entre tous les acteurs qui s'impliquent dans les crises humanitaires, y compris l'armée des Etats-Unis. Au cours du forum d'avril, le DRC avait clairement affirmé qu'il ne considérait pas que son travail avait été compromis par le fait de se coordonner avec l'armée. Ils travaillent en partant du principe que l'armée apporte un soutien mais ne se substitue pas au travail des organisations humanitaires et voit les efforts de coordination comme un moyen pour arriver à des fins. Une bonne coordination est aussi le meilleur moyen de garantir que les militaires puissent réellement prévoir de passer en douceur les opérations de secours des organisations civiles pendant une crise humanitaire.

Depuis la première fois où j'ai été impliquée dans la réponse des Etats-Unis à des migrations forcées, il y a 25 ans, nous avons fait d'énormes progrès dans la coordination internationale. Le gouvernement américain est allé au front, avec des bureaux un peu partout dans le monde, affinant sa réponse aux urgences humanitaires. Nous avons formé du personnel, pré-positionné les approvisionnements nécessaires et avons établi des protocoles avec les Nations unies, les ONG et l'OTAN, et nous augmentons nos efforts pour incorporer le niveau adéquat de planification militaire dans cette préparation. Je pense que cela peut être utile.

La plupart des urgences humanitaires n'ont pas besoin de la participation des forces militaires. Le schéma actuel est essentiellement international, neutre et civil. Personne ne veut transférer l'action humanitaire entre les mains des armées - mais nous reconnaissons tous qu'il continuera à y avoir des situations où l'implication des armées sera appropriée et nous devons mieux nous y préparer. C'est seulement en travaillant tous ensemble que nous serons capables de construire une architecture humanitaire qui répondra aux besoins et garantira que l'assistance humanitaire n'est pas politisée et éclatée à cause du manque de coordination.

Les urgences complexes ayant pris le monde d'assaut ces dernières années - en Sierra Leone, au Kosovo, au Timor - l'armée a joué un rôle essentiel pour assister la communauté humanitaire internationale et fournir le niveau de sécurité requis. De telles urgences nécessitent une coordination plus serrée et une meilleure communication entre les différentes parties du gouvernement et avec les ONG - ceci peut être une réponse aux crises, plus globale et plus efficace. Joëlle, je me souviens combien il était utile qu'au sein d'*Interaction* il y ait de véritables ONG, un véritable CICR et des gens des Nations unies pour apporter

leurs points de vue sur les plans militaires et les efforts de formation. Nous avons connu une amélioration spectaculaire par le passé. Aujourd'hui les concepts de la CIMIC sont devenus des classiques des modalités de déploiement militaire dans les crises humanitaires. J'espère que vous reconsidèrerez votre position actuelle et qu'à l'avenir vous rejoindrez le DRC. Si vous choisissez de ne pas le faire, la communauté doit s'interroger sur le fait que vous restiez membre d'Interaction. MSF a toujours été un partenaire constructif et j'espère que vous continuerez à l'être.

 *USAID¹¹, l'agence de coopération internationale des Etats-Unis, la Maison Blanche et FEMA, une organisation de l'Etat fédéral chargée de la réponse aux urgences (cyclones, inondations, tremblements de terre) aux Etats-Unis avaient décidé de mettre en place une grosse machine de collecte de fonds auprès du public américain pour aider les organisations américaines à intervenir dans la crise du Kosovo. Les spots de collecte de fonds à la télévision étaient payés par FEMA et c'était son directeur qui apparaissait à l'écran et disait: « donnez votre argent pour le Kosovo. » Visiblement, il n'avait aucune idée de ce qu'était une intervention humanitaire. Le 8 avril au cours d'une réunion FEMA/Interaction - la coalition des ONG américaines, dont MSF faisait partie - je lui ai fait la remarque: « vous allez parler du Kosovo à la télévision en tant que directeur de FEMA. On pourrait peut-être quand même essayer d'avoir un représentant d'ONG comme le président d'Interaction. » J'ai aussi demandé comment fonctionnait la réception des appels: « qu'est-ce que vous allez leur dire ? » Le directeur de la FEMA a répondu: « je ne sais pas. » Il s'est retourné vers ses collègues et a demandé: « vous pouvez répondre à cette question ? » La responsable des opérateurs a répondu très honnêtement: « c'est très simple, on a repris le script de l'opération de collecte pour les victimes de l'ouragan Mitch¹² et on a mis Kosovo à la place de Mitch. » J'ai demandé: « ce qui se passe au Kosovo aujourd'hui, vous appelez cela une catastrophe naturelle ? » Et puis le 9 avril, ils ont mis Clinton à la télévision. Ils n'ont pas eu besoin de payer un clip. Ils ont simplement dit: « la Maison Blanche a besoin de faire un discours » et toutes les télévisions étaient là. Clinton a dit en substance: « Regardez, Milosevic est en train de tuer. Il faut que l'on donne une assistance aux réfugiés. C'est important. Il faut l'aide du public. Ouvrez vos porte-monnaie. » Et où pouvait-on donner son argent ? C'est là où FEMA est entré en jeu. Ils ont la logistique pour avoir des standards avec suffisamment de personnel pour répondre à des milliers d'appels. Donc, Clinton a dit: « vous appelez tel numéro » - c'était le numéro de USAID ! Pas de complexe ! - « vous allez tomber sur de gentilles standardistes qui*

vont vous dire à qui donner votre argent pour ces pauvres Kosovars. » *Nous nous sommes empressés de téléphoner à ce numéro. Nous tombions sur des gens qui n'avaient aucune idée de ce qu'était cette crise humanitaire. Je disais: « les pauvres Kosovars ! je voudrais donner de l'argent pour les aider. Est-ce que je libelle mon chèque à USAID ? » Certains standardistes nous répondaient « oui » tellement ils étaient mal briefés. D'autres: « non, ce n'est pas USAID, ce sont les ONG » Alors nous demandions: « Qu'est-ce que ça veut dire ONG ? » Ils avaient la liste de toutes les ONG américaines et demandaient: « vous habitez où ? » - « New York. » - « Je peux vous donner la liste des ONG qui sont à New York » - Et MSF était dans cette liste ! Plus tard nous avons rappelé en disant: « Je voudrais plutôt donner à une ONG catholique ou médicale ou musulmane. » Et ils nous ont donné la liste de ces ONG: le numéro de téléphone ou l'adresse du site internet ou le numéro vert ! Ce qui nous déplaisait fortement, c'est que visiblement, Interaction serait directement à l'initiative, avait certainement été approchée pour donner son accord pour cette opération. Le 9 avril, Joëlle [Tanguy, directrice générale] a donc écrit une lettre au directeur d'Interaction: « Je suis désolée, nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette opération. » Nous en avons envoyé une copie à toutes les autres ONG membres d'Interaction, en expliquant qu'il n'y avait aucune raison pour que les ONG soient dépendantes de la stratégie américaine pour leur collecte de fonds. Dans son courrier, le directeur d'Interaction fait référence à une lettre qu'il a envoyé à la Maison Blanche et au directeur d'USAID. Or ce courrier n'a été envoyé que le 16 avril, c'est-à-dire qu'il n'a pas été pro-actif avant notre lettre de retrait du DRC. Et il ne nous en fait part dans sa réponse que le 19 avril - et pendant ce temps, FEMA a continué à collecter de l'argent avec ses spots télévisés. Il a mis du temps à réfléchir à la réponse parce qu'il voulait être sûr de pouvoir dire: « j'ai écrit à la Maison Blanche et à USAID. » Au dernier moment, il a été réveillé par l'annonce de notre retrait. Sinon, il n'aurait pas bougé. A l'époque, ce n'était pas du tout le genre des ONG américaines et surtout d'Interaction d'interpeller comme ça les autorités. Nous avons eu une nouvelle réunion FEMA/Interaction. Juste au début, je suis allé voir les autres représentants d'Interaction et je leur ai dit: « Si vous cautionnez ce genre d'opération, nous sommes décidés à nous exprimer publiquement. En effet, une des choses qu'ils ont en tête, c'est que USAID soit chargé de redistribuer l'argent aux ONG américaines en fonction de leurs opérations ! » On s'est mis d'accord dix minutes avant le début de la réunion. Pendant la réunion nous avons demandé: « pourquoi, nous, Interaction, ne payons-nous pas nous-même des spots télévisés pour collecter des fonds de façon indépendante, en disant: « donnez aux ONG américaines. » Pourquoi n'avez-vous pas choisi cette formule ? » Je me suis consacré à ce dossier parce que cela me permettait de comprendre toute leur logique d'intervention mais aussi de marginalisation du HCR. Leur objectif était aussi de renforcer la capacité des ONG à travailler avec des fonds, non pas du gouvernement américain, mais du public américain ... toutefois collectés et orientés sous le contrôle du gouvernement américain. Finalement, nous avons été complètement dupés. Nous*

11. USAID : United state agency for international development.

12. FEMA : (Federal emergency management agency) intervient aussi sur des contextes internationaux. Par exemple sur l'ouragan Mitch en Amérique centrale, en raison de l'importance de la communauté originaire d'Amérique centrale aux Etats-Unis.

étions très fiers de dire : « nous ne prenons pas d'argent américain. » Mais la stratégie du gouvernement américain ne consistait pas à financer les ONG. Ils se seraient ruinés avec le nombre de millions de dollars à dépenser ! Leur stratégie consistait plutôt à faire financer l'opération par le public américain. Là, nous avons commencé à nous dire : « il faut que nous réagissions. Il faut que nous soyons très vigilants dans le futur parce que ce mécanisme est parfait et extrêmement bien rodé : d'un côté les opérations militaires, de l'autre les opérations humanitaires qui ne coûtent rien et la garantie que les ONG américaines seront obligées d'intervenir puisqu'elles sont noyées sous les fonds de la campagne mise en place. »

Antoine Gérard, directeur des programmes
MSF Etats-Unis (en français)

OÙ MSF ALERTE PUBLIQUEMENT SUR LA CONFUSION MILITARO- HUMANITAIRE ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Le 5 avril 1999, dans un communiqué de presse, MSF demande la levée des blocages administratifs et financiers qui entravent la mise en place des activités humanitaires et rappelle que la coordination des opérations humanitaires en Macédoine doit être menée par l'UNHCR. En effet, les équipes de MSF constatent la marginalisation du HCR et l'omniprésence des contingents des différents Etats membres de l'OTAN.



« Lignes de communication externe Macédoine - Questions/Réponses. » Courriel de Ruud et Marieke, chargés de communication de MSF Hollande aux responsables de programme Kosovo de MSF, 7 avril 1999 (en anglais).

Que s'est-il passé avec les réfugiés sur le site de Blace? Lundi après-midi les autorités macédoniennes ont commencé à déplacer en masse les réfugiés installés sur une bande de terre à Blace. Des douzaines d'autobus ont fait des allées et venues pour transporter les gens. Mercredi matin tôt, le camp était vide.

En plus des réfugiés de Blace, ceux qui étaient bloqués dans le *no man's land* - entre le Kosovo et la Macédoine - ont été emmenés en bus en Macédoine.

Nous pouvons confirmer que le site de Blace et le *no man's land* sont désormais vides. Le site serbe de la frontière avec le Kosovo est fermé. Les gens qui attendaient là pour

entrer en Macédoine ne sont plus sur la route qui va du Kosovo en Macédoine, AUTANT QUE NOUS PUISSIONS LE VOIR. Nous n'avons pas de confirmation pour le reste de cette route. Selon des rumeurs, les Serbes n'autoriseraient plus les réfugiés à franchir la frontière et des Kosovars auraient été renvoyés

Comment s'est passé l'évacuation ?

On nous a dit que des violences auraient été commises contre les réfugiés pendant les évacuations (policiers/soldats battant les réfugiés). En général, l'évacuation n'a pas été violente mais très chaotique.

Toutefois, les réfugiés n'ont pas été informés de leur destination, l'enregistrement n'a été organisé que le deuxième jour, le premier jour a été particulièrement chaotique. Toute cette opération ne s'est vraiment pas déroulée dans le respect des standards internationaux.

MSF s'inquiète que des familles aient perdu trace de certains de leurs membres dans la foule et du fait qu'il sera extrêmement difficile de les retrouver puisqu'il semble qu'il n'y ait pas d'enregistrement adéquat.

Où les réfugiés ont-ils été emmenés ?

Nous savons qu'environ 15 000 réfugiés ont été emmenés au camp de Stencovic camp (voir carte) et 23 000 au camp de Brazda.

Il paraît que 9 avions pleins de réfugiés sont partis pour la Turquie. MSF Albanie rapporte que 10 000 réfugiés ont été transportés en bus en Albanie. 10 000 autres sont attendus.

Est-ce que MSF a des problèmes avec les autorités ?

NOTE : cette question est sensible en ce moment; PAS de communication PROACTIVE !

Réponse : nous sommes en phase d'enregistrement (quelques éclaircissements sont en cours et nous attendons juste la confirmation officielle).

Est-ce que MSF est autorisé à travailler en Macédoine ?

Nous avons déjà commencé à apporter une assistance médicale dans deux camps de réfugiés (Blace et Stencovic), avec un approvisionnement local. Nous évaluons maintenant les besoins dans d'autres camps de réfugiés et nous préparons à installer plus de structures médicales et probablement sanitaires.

Que pensons-nous de la situation dans les camps ?

Les camps ont été montés par l'OTAN et ses soldats y sont toujours présents. MSF est satisfait que l'OTAN ait organisé ces sites aussi rapidement et que les réfugiés aient pu sortir de Blace pour s'y installer. Cependant nous demandons expressément que le HCR prennent la coordination de ces camps, comme l'exige son mandat, afin de garantir aux réfugiés un traitement en accord avec les standards internationaux.



«MSF demande un accès immédiat à la population kosovare dans le no man's land de Blace à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo.»

Communiqué de presse MSF France, MSF Hollande, MSF Royaume-uni, MSF Etats-Unis 4 et 5 avril 1999 (en français).

La situation des réfugiés kosovars amassés entre la frontière macédonienne et le Kosovo depuis plusieurs jours est de plus en plus critique. «*Nous n'avons toujours pas accès à la population*, explique Lex Winkler, directeur de la section hollandaise de Médecins Sans Frontières. *La situation est absolument incroyable : des organisations humanitaires présentes sur place ont la capacité d'intervenir mais elles sont empêchées d'accéder à ce site, faute d'autorisation. La population amassée derrière les barbelés ne peut pas se déplacer et les conditions sanitaires sont effroyables*».

Afin de prévenir une aggravation de la situation, Médecins Sans Frontières demande un accès immédiat et sans conditions à la population installée dans ce *no man's land*. Des soins de santé doivent pouvoir être fournis en urgence aux réfugiés. Ils doivent, d'autre part, être rapidement déplacés dans de nouveaux centres de transit permettant une meilleure prise en charge.

Depuis plusieurs jours, les activités humanitaires en Albanie et Macédoine tardent à se mettre en place du fait des blocages administratifs. MSF lance un appel aux autorités présentes afin qu'elles facilitent la mise en place des activités humanitaires, et autorisent le déplacement des équipes et du matériel.

Afin d'améliorer la coordination entre les différentes agences présentes sur le terrain, MSF demande enfin que les opérations d'aide soit coordonnée par le HCR des Nations unies.

Près de 40 volontaires de MSF sont actuellement présents en Albanie, en Macédoine et au Monténégro.



«Aide humanitaire : blocages administratifs et financiers (MSF Belgique.)» **AFP** (France), Bruxelles, 5 avril 1999 (en français).

Extraits :

La section belge de Médecins Sans Frontières affirme lundi que «*depuis plusieurs jours*» les activités humanitaires en Albanie et en Macédoine «*tardent à se mettre en place du fait des blocages administratifs et financiers.*»

MSF Belgique appelle les autorités présentes à faciliter la mise en place des activités humanitaires et autoriser le déplacement des équipes et du matériel.

L'organisation humanitaire attire tout particulièrement l'attention sur la situation à Blace, à la frontière du Kosovo et de la Macédoine, en réclamant «*un accès immédiat et sans conditions*» à cette zone où les réfugiés ont un besoin urgent de soins de santé.

«*Des organisations humanitaires présentes sur place ont la capacité d'intervenir, mais elles sont empêchées d'accéder à*

ce site, faute d'autorisation» selon Lex Winckler, directeur de la section néerlandaise de MSF.



«**Point info** Kosovo 2.» Anne Guibert, chargée de communication MSF France, 6 avril 1999 (en français).

Extraits :

Monténégro

Equipe de 7 personnes, 3 à venir :

Au total, on estime qu'il y a aujourd'hui environ 50 à 60 000 réfugiés au Monténégro (nouveaux arrivants et anciens réfugiés).

Les jours précédents, l'équipe a fait une évaluation des sites de Rozaje et Ulcinje.

A Rozaje : il y a environ 10 à 15 000 réfugiés dans la ville même et sans doute plus dans les environs. Ils sont arrivés de la région de Pec, par vagues, villages par villages, quartiers par quartiers, ce qui montre bien le caractère organisé des déplacements forcés au Kosovo. Ils ont fui sous la menace. De nombreux réfugiés sont passés de Rozaje vers le sud du pays. La majorité des réfugiés de Rozaje sont accueillis dans des familles albanaises. Environ 5 000 personnes sont installées sur 5 sites (anciennes usines, mosquée). Le CICR, le HCR et *Mère Teresa* travaillent sur ces sites. Dans ces 5 endroits, la sanitation pose problème.

35 médecins monténégrins travaillent dans la clinique de Rozaje. Ces derniers jours, ils ont assuré environ 1 000 consultations quotidiennes. Principaux problèmes: infections respiratoires, diarrhées, chocs.

MSF a proposé de mettre en place des activités médicales et sanitaires sur les 5 sites, et envisage d'organiser un screening médical pour les réfugiés qui arrivent.

A Ulcinje, au sud du pays : au total, il y a environ 12 500 nouveaux arrivants à Ulcinje enregistrés par le HCR (sans doute 10 000 de plus en attente). Beaucoup sont accueillis dans des familles (Ulcinje était le lieu de villégiature de la population de Pec). Le HCR a installé un camp dans un ancien centre de vacances (Centre Neptune). 300 personnes y sont actuellement logées. Avec des aménagements, le camp pourrait avoir une capacité totale de 8 à 10 000 personnes.

MSF a proposé de mettre en place des activités médicales et sanitaires dans ce camp.

L'équipe doit également aller évaluer la situation de PIave, au sud de Rozaje, où 20 000 réfugiés seraient arrivés.

2 camions de MSF avec du matériel d'urgence (couverture, feuilles de plastique...) sont attendus sur place. Un *full charter* est arrivé aujourd'hui à Dubrovnik avec du matériel de sanitation.

Problèmes avec le ministère de la Santé sur la destination du matériel acheminé. Problèmes de coordination avec Médecins du Monde qui envisage de faire les mêmes programmes que nos équipes.

Albanie

Equipe de 22 personnes.

Le HCR estime à 170 000 le nombre de réfugiés en Albanie et le flux d'arrivées se poursuit.

Kukes est actuellement le principal point de passage des réfugiés. A Krume à 5 kilomètres au nord, se trouve également un nombre important de réfugiés qui n'ont pu passer le point frontière de Kukes.

MSF met en place un centre de santé à la frontière pour effectuer un screening médical des réfugiés et apporter des premiers secours. MSF envisage de soutenir l'hôpital de Krume où ont été référés des réfugiés kosovars et d'apporter une aide aux centres de santé alentours.

Problème: l'ensemble du matériel médical et non médical de MSF a été bloqué à la douane albanaise.

Macédoine

Equipe de 15 personnes : selon le gouvernement, 55 000 réfugiés sont passés en Macédoine. Installés dans un *no man's land* à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, des dizaines de milliers de Kosovars attendaient de pouvoir rentrer en Macédoine. Pendant plusieurs jours, la police ne les a pas laissés entrer. Les conditions de prise en charge sur le site sont très mauvaises: pas de sanitation, pas de latrines... De l'autre côté de la frontières, la population qui est amassée n'a pas reçu de *plastic sheeting* [bâches en plastiques] ni de couvertures, reçoit du pain et de l'eau au compte-gouttes.

Aucune ONG n'est autorisée à être présente auprès de cette population. MSF n'est même pas autorisé à travailler dans le *no man's land* (cf communiqué de presse du 5/5) 6 volontaires apportent leur aide, pour l'instant sous l'étiquette Médecins du Monde et IMC [International medical corps].

Pendant le week-end, l'OTAN a construit des sites d'accueil pour ces réfugiés sur le territoire macédonien. Des milliers de réfugiés de Blace sont depuis transportés à Brazda dans un camp mis en place et géré par l'OTAN (capacité 15 000 réfugiés). Une partie du camp est gérée par les militaires français, l'autre par les militaires anglais. Il y avait toujours hier du matériel d'urgence de MSF bloqué à la douane. MSF n'a pas pu commencer de distributions. Le premier camion est parti aujourd'hui. Une fois le matériel disponible, MSF envisage d'ouvrir des postes de santé à proximité dans les camps de transit. MSF rappelle que c'est le HCR (et non l'OTAN) qui doit gérer les camps de réfugiés.

*La difficulté est venue du fait qu'en quelques semaines nous sommes passés d'une très petite mission, à une énorme. Nous occupions des hôtels, nous avions des voitures, nous avions cinquante personnes qui voulaient agir. Au début, il n'y avait pas beaucoup de discussions au sujet de l'OTAN. Quel doit être notre rôle? Devons-nous être là ? Il y avait des journalistes partout, tous les médias importants, CNN, CBC. Donc il fallait qu'on fasse passer le message que les réfugiés devaient être autorisés à entrer. Je pense que le gros problème, pour nous, c'était le fait que les réfugiés n'étaient pas autorisés à entrer. Ils étaient coincés sur le site de Blace. Nous avions d'énormes difficultés à obtenir la permission du gouvernement pour leur porter assistance dans le *no man's land*.*

Alors la discussion était de savoir jusqu'où nous mettions la pression, étant donné que bien qu'il s'agisse d'une crise humanitaire, la plupart des réfugiés qui arrivaient ne souffraient pas pour le moment, de problèmes médicaux majeurs. Donc jusqu'à quel point, en nous battant pour leur porter assistance ici et maintenant, compromettons-nous notre implication future et notre accès aux réfugiés une fois qu'ils seraient admis en Macédoine ? Et puis il y avait le problème posé par le fait que le gouvernement avait négocié qu'une fois autorisés à entrer, les gens seraient immédiatement transférés dans d'autres pays. Les familles étaient séparées etc... La Macédoine était très soucieuse de ne pas devenir albanaise : « Nous sommes un joli petit Etat bien organisé, nous ne voulons pas de ces Kosovars. » Il existait une forte minorité kosovare dans le pays et ils avaient peur qu'une guérilla se forme en Macédoine. C'est pour cela qu'ils étaient très réticents. Mais aucune guérilla albanaise ne s'est organisée en Macédoine. Ce n'était pas dans leurs plans. Les questions des journalistes portaient surtout sur le choléra, ils cherchaient vraiment la catastrophe à Blace. Il y avait de nombreux journalistes, plantés là, un mouchoir sur la bouche. La chose la plus importante pour eux, puisque personne ne pouvait entrer au Kosovo, c'était qu'il se passe quelque chose de désastreux. Une attitude quelque peu cynique. Mais pour nous, en tant qu'organisation médicale, c'était ce qu'il y avait de plus pénible. Bien sûr, des gens sont morts, mais pas beaucoup. Il n'y a pas eu de choléra. Mais c'était une situation scandaleuse et des gens ont été traumatisés.

Katrien Coppens, département des affaires humanitaires MSF Hollande (en anglais).

A Blace, avec le blocage de l'autorité macédonienne, tous les réfugiés étaient restés dehors. Et tout le monde reconnaissait que nous n'aurions jamais pu, nous, organisation humanitaire construire un camp aussi vite que les militaires de l'OTAN l'ont fait. Ça nous aurait pris beaucoup plus de temps et il y aurait eu de la casse humaine. Cet épisode, c'est vraiment celui où il est reconnu qu'il y a eu une vraie valeur ajoutée des militaires.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF (en français).

Cela venait surtout des autorités macédoniennes. Sur l'histoire de Blace, je pense que nous n'avons pas été assez véhéments vis à vis de l'OTAN et du gouvernement macédonien parce qu'ils ont clairement empêché l'accès aux réfugiés, ce qui n'était pas le cas en Albanie ni même au Monténégro. Ce qui se passait dans les camps, je dirais que je trouvais cela secondaire. Ce qui était important c'était ce qui se passait à l'intérieur du Kosovo. Qui aide qui à l'extérieur, on s'en moque. Personnellement,

je n'ai jamais contesté la légitimité des armées ou des gouvernements à porter secours, jusqu'à un certain point .

Thierry Durand, directeur des opérations
du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce
(en français).

J'ai trouvé à Skopje une situation complètement bizarre dans laquelle le HCR avait été volontairement mis à l'écart. Normalement dans une crise avec des réfugiés, le HCR est l'organisme qui coordonne naturellement l'assistance humanitaire. Il ne le faisait pas. Il y avait des réunions de coordination qui étaient présidées par les deux principaux donateurs qui étaient USAID et ODA [overseas development agency] l'agence de développement outre-mer du gouvernement britannique. Et bizarrement par deux personnes dont les cartes de visite mentionnaient « Agence de développement outre-mer du gouvernement britannique, officier de liaison avec l'armée ». Et la même chose pour USAID. C'était bizarre. Alors j'ai demandé : « Pourquoi présidez-vous cette réunion ? » Ils ont répondu : « C'est évident : parce que nous assurons la liaison entre l'armée et les ONG. » Bien, bien. « où est le HCR ? » « Oh, nous les avons aussi invités à la réunion. » D'accord. Les représentants du HCR ont fait leur apparition et ont déclaré : « nous ne pouvons pas coordonner car nous n'avons pas de fonds à engager avec des partenaires exécutifs. » Il ont dit qu'ils tiraient leur légitimité à coordonner les ONG du fait qu'ils étaient les principaux bailleurs de fonds de ces ONG. Alors j'ai demandé : « Pourquoi n'avez-vous pas cet argent ? C'est une importante crise concernant des réfugiés. Normalement vous lancez un appel aux fonds, vous financez votre budget avec l'argent des bailleurs et vous pouvez commencer à passer des contrats avec des partenaires exécutifs. C'est assez logique. Mais je ne pense pas que votre mandat dépende de vos relations avec les bailleurs mais plutôt du fait que vous êtes les titulaires de ce mandat en cas de crise impliquant des réfugiés pour garantir la protection et les secours. » Ils ont répondu « eh bien, de tous les pays habituellement donateurs, sur cette crise particulière, un seul contribue à notre financement. » C'était le Japon, le seul des principaux Etats finançant le HCR qui n'était pas membre de l'OTAN. Donc une décision collective avait été prise par tous les Etats donateurs membres de l'OTAN de ne pas donner leur contribution habituelle au HCR. Depuis le début, il était donc prévu que le HCR ne serait qu'une des agences représentées dans un mécanisme de coordination qui serait présidé par les deux principaux financeurs des ONG présentes autour de la table. Car toutes les ONG, excepté MSF étaient financées par USAID ou ODA. Donc c'étaient les officiers de liaison de ODA et USAID qui coordonnaient ces réunions. Ce qui en conséquence donnait une allure particulière à ce mécanisme de coordination !

Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande
en Macédoine mi avril à mi mai 1999 (en anglais).

Je pense qu'au début le HCR a été complètement débordé. Ils nous ont dit « on ne nous a pas donné les moyens de notre action, ni ceux de nos ambitions. » Après ils se sont ressaisis et ils ont mis une bonne équipe d'urgence sur Kukes, notamment des gens qui avaient travaillé au Congo et avaient tiré quelques enseignements des camps de Goma et de Kisangani¹³. Mais l'OTAN ne leur laissait pas vraiment la place. Nous n'avions pas besoin de l'OTAN pour monter nos opérations. Nous avons agi d'une manière complètement indépendante. Et nous avons les moyens de le faire. Ce qui était plus problématique, c'était que l'effort d'ensemble de l'aide commençait à être coordonné par l'OTAN. Un camp, ça ne se construit pas comme ça. Il faut une discussion avec les autres agences. Et dans les réunions, nous nous trouvions de plus en plus souvent avec des interlocuteurs de l'armée qui disaient : « voilà, nous voulons installer les camps là, nous aimerions que vous le fassiez ici etc. » Nous détestions les réunions de coordinations, mais il fallait quand même que nous soyons avec d'autres acteurs pour savoir qui allait faire quoi, qui allait prendre tel ou tel groupe de population. Et nous avons l'impression que l'OTAN commençait à avoir la main mise complète sur la coordination de l'assistance. Si le HCR n'avait pas les moyens logistiques, que la logistique soit celle de l'OTAN ne nous gênait pas du tout. Mais nous pensions quand même que le HCR était en mesure de prendre des décisions de coordination par rapport aux camps et de discuter avec les ONG, sans que ce soit l'OTAN qui prenne le pas. Or à cette époque-là, on avait l'impression, que l'OTAN prenait le pas. Et l'OTAN disait : « nous le faisons parce que le HCR n'est pas capable. » Off the record les gens de l'OTAN nous disaient « c'est une bande d'incapables et si nous ne le faisons pas, rien ne va se faire. »

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en
Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

Les armées étaient extrêmement présentes, et menaient des activités très différentes. Il y avait des contingents grecs, américains, allemands, autrichiens, qui travaillaient plus ou moins vite et des Albanais qui clairement voulaient discuter avec eux, et qui savaient à peine ce qu'était le HCR. Au lieu de dire « oui les armées peuvent venir mais sous notre coordination », le HCR est resté beaucoup trop effacé.

Stephan Oberreit, chargé de mission exploratoire
MSF France en Albanie, avril 1999 (en français).

13. Voir Camps de réfugiés rwandais Zaire-Tanzanie 1994-1995. Prises de Paroles Publiques MSF. Laurence Binet. 2004.



Au départ les équipes étaient gênées par la présence des militaires dans les camps pour deux raisons : d'abord à cause du ciblage en Albanie et ensuite parce que l'accès aux réfugiés était compliqué, qu'elles étaient obligées de collaborer trop fortement avec les militaires. Nos équipes collaboraient beaucoup avec eux en matière de logistique, parce que nous étions très en retard. Donc le positionnement affirmant que les militaires n'ont pas à prendre en charge les civils lorsqu'ils sont réfugiés en dehors de leur pays était un discours ni très porteur ni très argumenté, y compris dans la communauté internationale. C'était très controversé. Après nous avons retrouvé du souffle quand nous avons pu montrer que l'intervention des militaires était coûteuse et pas si efficace que cela et qu'ils ne connaissaient pas très bien le métier. Les premiers communiqués de presse sont sortis localement. Ils n'ont pas été discutés. Nous en avons eu connaissance après. Je me souviens que celui diffusé de Macédoine par les Hollandais ne nous avait pas vraiment fait plaisir. Puis il y a eu celui diffusé d'Albanie par Christopher Stokes [coordinateur MSF en Albanie] et James Orbinsky [président Conseil international]. Ils ont tenu des conférences de presse qui ne se sont pas toujours bien passées parce que nous avions un côté « défense de notre pré carré. » Leur discours n'était pas très affiné. Avec le recul je ne suis pas sûr que c'était le bon discours.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général du Conseil international de MSF (en français).

Le 6 avril 1999, la Russie et la Chine accusent l'OTAN de cibler des civils et d'être à l'origine de la fuite des Kosovars albanais. Des réfugiés du *no man's land* de Blace sont évacués de force par les autorités macédoniennes vers le camp de Stenkovec-Brazda monté par l'OTAN pour le HCR, ainsi que vers l'Albanie et vers la Turquie. Des représentants de l'Union européenne, du HCR et du CICR émettent des réserves sur les modalités de ces évacuations. Le même jour, une conférence internationale réunissant des représentants des Etats, des agences spécialisées de l'ONU et des ONG, se prononce pour une évacuation en urgence des réfugiés restés bloqués à la frontière macédonienne. Certains Etats membres de l'OTAN acceptent d'accueillir des réfugiés sur leur territoire, d'autres refusent. Le HCR est officiellement chargé de coordonner l'aide humanitaire aux Kosovars albanais, en liaison avec les militaires et les gouvernements locaux, tandis que l'OTAN déclare coordonner les transports des secours aux réfugiés et leur transfert par avion vers des centres d'accueil.



« L'OTAN continue de multiplier ses raids, départ de premiers réfugiés. » **AFP** (France), Bruxelles/Belgrade, 6 avril 1999 (en français).

Extrait :

Les bombardements ont frappé de nombreuses villes serbes faisant cinq morts et vingt blessés à Aleksinac (Sud de Belgrade), et visant des objectifs divers, notamment plusieurs émetteurs de radio-télévision, selon des sources serbes. En raison de ces attaques, les chaînes de la télévision serbe RTS ne sont plus reçues en plusieurs régions de Serbie. L'OTAN n'a pas été en mesure de confirmer ces morts. « Nous n'avons personne au sol pour vérifier cette information » et « faisons tout pour limiter les victimes civiles », a déclaré un responsable de l'Alliance, en minimisant les dommages civils causés depuis le début de la guerre le 24 mars. Selon des sources serbes, deux appareils alliés ont été abattus, ce que l'OTAN a catégoriquement démenti, en ajoutant que les bombardements avaient été « réellement intenses ».

A Aleksinac, ville d'environ 25 000 habitants connue pour ses mines de charbon la télévision serbe RTS a rapporté qu'une dizaine d'immeubles, notamment le centre des urgences et un dispensaire, ont été détruits et a diffusé des images montrant des immeubles et maisons éventrées. Un nouveau pont sur le Danube a été détruit à Sombor, ville située à 200 kilomètres au nord-ouest de Belgrade, toujours selon des sources serbes.

Au Kosovo, un entrepôt de carburant et une partie de la piste de l'aéroport Slatina près de Pristina ont été touchés, selon l'agence officielle Tanjug. Dans le Nord de la Serbie, un pont ferroviaire sur le Danube, reliant la province de Voïvodine à la Croatie, a été détruit. Selon la chaîne de télévision *Politika* (pro-gouvernementale), l'aéroport de Nis, deuxième ville de Serbie, a été touché.

Toujours très discrète sur ses objectifs et les dommages causés, l'OTAN s'est bornée à indiquer mardi que des « relais de transmissions radio militaires » avaient été visés et qu'il était possible que des installations civiles, liées à ces relais militaires, aient subi les conséquences des raids. L'OTAN n'a pas élargi ses cibles, a assuré un responsable de l'Alliance, après que la Chine et la Russie aient vivement accusé l'Organisation d'avoir visé des objectifs civils et d'être à l'origine de l'afflux de réfugiés du Kosovo dans les pays voisins. Le président russe Boris Eltsine s'est notamment dit indigné mardi par les raids de l'OTAN sur Belgrade, les qualifiant d'actes « barbares ». [...]

Le nombre des réfugiés du Kosovo « s'est accru plus rapidement que prévu » et leur total pourrait « atteindre 900 000 » dans le futur, a estimé de son côté la Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Mme Sadako Ogata, interrogée par un quotidien japonais.

L'Albanie s'est déclarée prête mardi à accueillir les milliers de réfugiés albanais qui se trouvent bloqués à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine.

Après le début d'un pont aérien pour acheminer de l'aide humanitaire dans la région, l'évacuation des premiers réfugiés kosovars vers l'étranger a commencé, confor-

mément à l'engagement de certains pays de l'OTAN d'en accueillir temporairement quelques 100 000.[...]

Les réfugiés qui arrivent en Macédoine ou en Albanie continuent à faire état d'atrocités. Quelques 500 Albanais du Kosovo auraient notamment été utilisés comme boucliers humains pour les forces serbes pour se couvrir lors de tirs contre des positions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) près de Krajlane (Ouest de Pristina), selon des témoignages concordants.



«Les évacuations forcées de réfugiés albanais soulèvent des critiques.» Pierre Lhuillery, **AFP** (France), Petrovec (Macédoine), 6 avril 1999 (en français).

Extraits :

[...] Les réfugiés sont conduits à l'aéroport dans des autobus depuis le poste frontière macédonien de Blace, au nord de Skopje, ou des milliers d'Albanais sont bloqués depuis des jours dans des conditions misérables, après avoir été pour la plupart chassés du Kosovo par les forces serbes. Une responsable de l'aéroport a reconnu qu'une grande partie des réfugiés partaient contre leur volonté ou sans savoir où ils allaient.

Interrogée sur la destination des premiers avions de la journée, elle a répondu: «Ils vont en Turquie, mais nous demandons aux journalistes de ne pas communiquer cette information aux réfugiés, parce que nous avons des problèmes avec eux. Quand nous leur disons où ils vont, ils refusent de monter dans les autobus et dans les avions.»

De fait, de nombreux réfugiés, alors qu'ils marchaient des autobus vers les avions sous le contrôle de la police, déclaraient qu'ils ignoraient leur destination. D'autres croyaient aller en Allemagne, ou existe une forte communauté d'Albanais du Kosovo.

Le pont aérien avait démarré de manière dramatique lundi soir, avec des familles séparées, des enfants terrifiés.

Mardi, les conditions étaient à peine meilleures. A leur arrivée à l'aéroport, les réfugiés étaient toujours réceptionnés par des policiers portant des masques chirurgicaux et des gants de latex, apparemment pour se prémunir contre d'éventuelles maladies contagieuses.

Les équipes des organisations humanitaires n'ont pourtant pas signalé d'épidémies à Blace, ou elles travaillent jour et nuit sans protections de ce genre.

Hagards, épuisés, souvent apeurés, les réfugiés, des Albanais de tous âges, parfois avec un simple sac de plastique comme bagage, mais souvent les mains vides, étaient rapidement contrôlés par la police, puis embarqués sans ménagements dans les autobus de l'aéroport pour parcourir les quelques dizaines de mètres menant à l'avion. Les hôtesses de l'air portaient aussi des masques et des gants. Le commissaire européen à l'aide humanitaire, Emma Bonino, s'est dite «très réservée» sur le principe de l'envoi de ces réfugiés dans des pays non limitrophes du Kosovo. «Les gens ne veulent pas s'éloigner (du Kosovo). Ajouter l'exil forcé à la déportation forcée, ça ne va pas résoudre le problème», a-t-elle déclaré.

A Genève, Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a lui aussi exprimé des réserves, mais a quand même justifié l'opération. «Ce n'est pas la solution préférée du HCR, mais nous devons le faire pour calmer la situation en Macédoine. Cela doit être fait pour sauver des vies» a déclaré M. Janowski.

Le HCR était totalement absent à l'aéroport, de même que les autres organisations humanitaires, et les forces de l'OTAN déployées en Macédoine ont déclaré qu'elles n'avaient rien à voir avec l'opération.

Un délégué à Skopje du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), François Zen Ruffinen, s'est déclaré «absolument contre» la manière dont les évacuations sont menées, en particulier «les familles séparées».

Une source diplomatique à Skopje a estimé qu'il s'agissait d'une «défaillance très grave du HCR» et qu'il y avait des «responsabilités partagées» entre cette organisation et les autorités macédoniennes.

De son côté, le premier ministre macédonien Ljubco Georgievski a accusé mardi des médias occidentaux de faire de la désinformation sur le travail des autorités, et l'occident d'avoir attendu trop longtemps avant d'intervenir, laissant la Macédoine seule face aux premiers flots de réfugiés.



«Le HCR chargé de la coordination de l'aide humanitaire au Kosovo.» Bruno Franceschi, **AFP** (France), Genève 6 avril 1999 (en français).

La coordination de l'aide humanitaire aux Kosovars sera assurée par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a décidé mardi à Genève la conférence internationale sur cette question qui a plaidé pour l'urgence d'une évacuation humanitaire temporaire des réfugiés.

Les représentants de 56 pays, des agences spécialisées de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), ont accepté que le HCR coordonne l'ensemble de cette aide en liaison avec les militaires et les gouvernements locaux.

La réunion a accepté le principe d'une évacuation temporaire vers des pays tiers des réfugiés qui le souhaitent et qui s'entassent actuellement aux frontières du Kosovo, y compris au Monténégro, l'une des deux républiques de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

La conférence espère que ces mesures faciliteront l'accord du gouvernement de Macédoine sur l'évacuation vers un camp de transit des quelque 60 000 kosovars actuellement bloqués à la frontière.

Mardi matin, le HCR avait comptabilisé 650 000 réfugiés aux frontières du Kosovo, dont 450 000 ayant fui la province depuis le 24 mars, date du début des bombardements aériens de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Ce mouvement de population a été «forcé, planifié et orchestré», a estimé le Haut-Commissaire aux réfugiés, Mme Sadako Ogata, devant la conférence.

Depuis le début de cette migration, le HCR a recueilli de

nombreux témoignages allant dans le sens de déplacements forcés de l'ensemble de la population, à l'exception des nombreux hommes dont certains sont exécutés.

Les milices paramilitaires du chef de guerre serbe Arkan sont régulièrement désignées par les réfugiés comme étant les auteurs de ces exactions, selon le porte-parole du HCR à Genève, Kris Janowski.

« Les hommes sont manquants et les réfugiés racontent tous qu'ils ont été tués et torturés devant leur familles » a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse.

Devant l'ampleur de la tragédie, mieux contrôlée en Albanie qu'en Macédoine, admet le HCR, le gouvernement de Skopje a décidé de fermer sa frontière devant laquelle s'entassaient quelque 60 000 Kosovars, dont deux mille environ ont déjà été évacués par avion vers la Norvège ou la Turquie.

Ces transferts se sont faits dans des conditions inacceptables pour le HCR. Des familles ont été séparées, ignoraient leur destination et n'avaient pas été enregistrées par l'agence spécialisée de l'ONU.

« Nous voulons éviter des tels embarquements, sans implication du HCR » a expliqué Judith Kumin, porte-parole pour l'ensemble de l'organisation du HCR.

La plupart des pays de l'Alliance atlantique ont d'ores et déjà accepté l'accueil temporaire de réfugiés du Kosovo. La France, réticente sur le principe même d'éloigner ces réfugiés de leur région d'origine, s'y est finalement ralliée, par l'intermédiaire du Premier ministre Lionel Jospin.

Le 7 avril 1999, dans une interview au quotidien belge *Le Soir*, le directeur général de MSF Belgique tout en reconnaissant la responsabilité politique de Milosevic, déclare que l'OTAN a exporté le problème du Kosovo hors de ce territoire. Il critique le fait que les politiques et les militaires se transforment en humanitaires et se prononce en faveur d'une ouverture des frontières des pays occidentaux aux réfugiés kosovars. La section espagnole de MSF diffuse un communiqué de presse réclamant la mise en place d'un espace humanitaire et la protection de la population civile à l'intérieur du Kosovo.

Le quotidien français *Libération*, publie un appel à une action militaire terrestre et à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par l'Europe, lancé par un groupe d'intellectuels français, dont Rony Brauman, ancien président de MSF France désormais directeur d'études à la fondation MSF, qualifié dans l'appel de « président honoraire¹⁴ » de Médecins Sans Frontières. Le texte est repris, sous les seules plumes de Rony Brauman et Alain Finkielkraut, dans l'édition du 9 avril, du quotidien espagnol, *El Mundo*.



« Sur les ambiguïtés occidentales concernant l'accueil des réfugiés du Kosovo. » Interview d'Alex Parisel, directeur général MSF Belgique par Agnès Gorissen, *Le Soir*, 7 avril 1999 (en français).

Extraits :

Quelle est selon vous la responsabilité de l'OTAN dans ce qui se passe ?

- Je ne peux pas me prononcer sur l'opportunité des frappes. Je peux seulement constater qu'avant les frappes, le Kosovo n'avait pas d'avenir politique, mais les humanitaires avaient accès à la population sur place. Depuis, non seulement c'est le black-out total dans la province, où les humanitaires ne peuvent plus travailler, mais en plus nous n'avons pas accès non plus aux réfugiés dans les pays voisins. Clairement, l'intervention de l'OTAN a exporté le problème du Kosovo hors du Kosovo - même si le problème, à la base, est la politique du président yougoslave Milosevic. L'implication de militaires dans les opérations humanitaires est-elle une bonne façon de « se racheter » ?

- Sûrement pas ! L'OTAN est un acteur militaire avec des objectifs militaires et politiques. Quand les politiques et les militaires se transforment en acteurs humanitaires, on assiste à des scènes comme celles de lundi en Macédoine, où des réfugiés sont poussés sans un mot dans des avions, sans même connaître leur destination - en l'occurrence la Turquie. Pour moi, cela ressemble fort à des « déportations » arbitraires. Cela ne se serait pas produit si l'on avait laissé le HCR gérer les choses. Il a une grande expérience de ce genre de situation. Quitte, s'il s'estime nécessaire, à faire appel à la logistique militaire. Mais des politiques parlant au nom de l'humanitaire créent plus de confusion qu'ils n'apportent de solutions - c'est vrai même pour Emma Bonino, la commissaire européenne à l'action humanitaire. Maintenant, il est plus qu'urgent de mettre fin à la manipulation, à la cacophonie, de redéfinir les rôles : que les politiques et les militaires retournent à leurs enjeux - c'est à dire le Kosovo et la Yougoslavie - et qu'ils laissent les humanitaires s'occuper des réfugiés. Nous en avons marre d'être pris dans un cirque, de ne pas pouvoir faire notre boulot. Surtout, il est inacceptable que plusieurs centaines de milliers de personnes restent les otages d'enjeux politiques qui des dépassent.

Faut-il ou non ouvrir les frontières des pays occidentaux à ces réfugiés ?

- D'une certaine manière, l'occident est un peu responsable de ce qui se passe sur place - même si, je le répète, c'est la politique du président Milosevic qui est le fond du problème. L'occident doit maintenant assumer les conséquences de ses actes. Dire qu'accueillir des réfugiés reviendrait à donner la victoire à Milosevic dans sa politique de nettoyage ethnique, c'est de l'hypocrisie. Ces gens sont là, déracinés, ayant tout perdu, sans plus aucune structure sociale à laquelle se raccrocher, on ne peut pas les laisser dans cette situation de détresse. Il faut leur accorder une protection, même si elle est temporaire. C'est la seule position humanitaire - humaniste ? - possible.

14. La fonction de président honoraire n'existe pas à MSF France. En 1999, Rony Brauman n'est plus président de la section depuis cinq ans. Depuis mai 1994, il est directeur de recherche à la Fondation MSF France.



« Médecins Sans Frontières demande la mise en place immédiate d'un espace humanitaire et la protection de la population civile à l'intérieur du Kosovo. » **Communiqué de presse**, MSF Espagne, 7 avril 1999 (en espagnol).

Extrait :

Au Kosovo, l'aide humanitaire n'est pas accessible aux populations, qui ne bénéficient d'aucune protection. Dans ces conditions, il est évident que le risque de voir les souffrances et la mortalité s'accroître au sein de la population dans les prochaines semaines est majeur. Etant donné les possibles développements à venir de la situation au Kosovo, MSF s'est engagé à répondre aux besoins humanitaires dans cette zone. Aujourd'hui dans cette région, les besoins essentiels concernent l'assistance médicale, la protection effective de la population civile face au nettoyage ethnique et la sécurisation d'un espace humanitaire indépendant et impartial. MSF lance un appel demandant qu'une action immédiate soit entreprise pour résoudre les points concrets suivants :

1. MSF demande aux acteurs au conflit qu'ils autorisent l'accès des organisations humanitaires indépendantes afin d'assurer l'assistance humanitaire et la protection de toute la population civile victime du conflit, du nettoyage ethnique et des déplacements forcés à l'intérieur du Kosovo.
2. Les besoins et les priorités humanitaires doivent être coordonnés par une agence de Nations unies impartiale. L'OTAN doit se limiter à apporter un appui logistique quand il lui est demandé.
3. Dans les régions limitrophes, les autorités locales de la zone doivent utiliser tous les moyens pour éliminer les tracasseries administratives dans les zones d'intervention, qui ralentissent la fourniture de l'aide.



« L'Europe devra reconnaître l'indépendance du Kosovo. Pour une action militaire. » Rony Brauman, Alain Finkielkraut, Jean-Claude Guillebaud et Paul Thibaud, **Libération** (France), 7 avril 1999 (en français).



« Pour une action militaire. » Rony Brauman et Alain Finkielkraut, **El Mundo** (Espagne), 9 avril 1999 (en espagnol).

Extrait :

Au Kosovo, devant l'entreprise odieuse et folle d'éliminer un peuple, l'intervention des Etats européens doit être à la hauteur de ce qui est indispensable, matériellement, moralement, politiquement. Cela veut dire maintenant : action militaire, puisque, pour les négociations, il est ou bien trop tard (elles ont échoué) ou bien trop tôt, puisqu'il faut d'abord - avant la souhaitable conférence sur les frontières dans la zone des Slaves du Sud - arrêter

Milosevic, l'empêcher de régler les choses à sa manière. Cette action militaire ne doit pas être une forme de protestation ou d'assistance, mais une politique, un moyen de régler la situation, de créer les bases d'une solution juste. Pour cela, il faut quitter deux ornières :

- D'abord, l'ornière des seules frappes aériennes. Celles-ci, à quoi l'OTAN réduit jusqu'à présent son action, n'ont pas fait céder Milosevic. On les justifie maintenant par la destruction de l'appareil militaire serbe. Mais cet objectif en principe rationnel risque de conduire à quelque chose de moralement détestable: une politique de la terre brûlée en Serbie. Il est clair qu'il faut changer de moyens militaires et que les Européens devraient en prendre l'initiative.

- Ensuite, l'ornière du juridisme international. En Bosnie, on n'est parvenu qu'à un résultat précaire et artificiel en y projetant un multi-ethnisme et un post-nationalisme sans rapport avec l'état des esprits. Au Kosovo, c'est l'obsession morale de punir Milosevic qui aveugle. Les juristes le cherchent, les avions le visent, pour ses crimes passés et présents. Les politiques, eux, devraient s'occuper d'abord de l'avenir en soutenant les victimes du tyran, en contrant ses entreprises, en réglant, contre ses vœux, la situation, en conduisant les Serbes à ne plus s'identifier à leur dirigeant.

Les bombardements dont Milosevic est la cible symbolique ont un triple inconvénient: ne pas arrêter l'épuration ethnique; ne pas empêcher Milosevic d'espérer qu'il conservera une partie de sa proie; resserrer les Serbes autour de lui. Une autre action est possible qui permettrait de délégitimer le chef serbe, d'appuyer les Kosovars, de régler la question du Kosovo; les Européens doivent l'entreprendre.

- L'essentiel est de passer à l'action sur le terrain, celle qui romprait avec le style «archangélique», et indécent, d'une guerre sans morts pour nous, où les Américains s'enferment et nous enferment. Dès maintenant, en attendant la mise en place d'un corps expéditionnaire suffisant pour tenir le Kosovo, on peut aider et armer les Kosovars, créer, défendre, étendre une zone refuge à partir de l'Albanie et de la Macédoine, agissant comme soutien des troupes au sol.

- Mais cette intervention doit clairement avoir pour but la mise en œuvre de l'indépendance du Kosovo; sans perspective de partage ni d'intégration à la Yougoslavie. La reconnaissance par les Européens de cette indépendance est indispensable pour que leur engagement apparaisse définitif, qu'on voie bien que la solution ne passe pas par Milosevic.

Milosevic a deux moyens de couvrir sa brutalité et d'en tirer parti: la souveraineté yougoslave et le besoin de son consentement pour régler les problèmes de frontières. L'usage qu'il fait de la première est tel qu'on ne peut plus s'y arrêter. Il faut aussi le priver du second atout en ne faisant plus de lui l'acteur essentiel sur qui on «fait pression», en créant le fait accompli contraire à ses plans. Pour préserver l'instrument de leur tutelle sur l'Europe, les Américains limitent à ce qu'ils peuvent assumer (et qui est évidemment insuffisant) l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Voilà pour les Européens une occasion de s'émanciper non par ressentiment ou en cultivant l'ingratitude mais par nécessité, par devoir envers eux-mêmes, non

pas en traînant les pieds comme des clients rétifs mais en prenant les choses en main. Sont-ils capables d'un tel geste d'autonomie fondatrice ?

Nous sommes de ceux qui ont critiqué (nous critiquons encore) la manière dont l'Union européenne s'est faite, par contournement et abaissement des nations, par destruction non par création de volonté politique. L'actualité ne nous donne pas tort. Mais si l'Union européenne saisit l'occasion qu'elle a de se légitimer dans l'action, nous l'appuierons sans hésiter, quitte à continuer à discuter son style institutionnel. La volonté d'Europe, la volonté que l'Europe s'affirme, est le critère pour choisir entre les diverses formes d'Europe.



Rony a aussi demandé l'indépendance du Kosovo. Peut-être... pourquoi pas ? Mais si l'OTAN avait réalisé l'intervention au sol, est-ce que ça aurait été dans l'intérêt des Kosovars ? On peut encore se le demander. Peut-être qu'ils en auraient profité pour en massacrer quelques-uns eux-mêmes. Est-ce que Rony a demandé l'intervention au sol pour protéger les Kosovars ?

Dr. Eric Dachy, responsable de programme
MSF Belgique (en français).



Si Rony pensait qu'il fallait utiliser la force, il le pensait en tant que citoyen. Mais ce n'était pas à MSF de dire : « nous trouvons que c'est bien qu'il y ait des frappes. » Je pense qu'il faut distinguer les deux positions.

Eric Stobbaerts, directeur général, MSF Espagne
(en français).



Il faut d'abord voir comment ce genre de texte voit le jour. Généralement, c'est à l'initiative d'une personne ou d'un petit groupe. Soit par affinité personnelle - c'était le cas de ce texte - soit par un « calcul politique » au bon sens du terme : on recherche des artistes, des humanitaires, des intellectuels, des politiques, pour donner une sorte de section d'opinion. On ratisse vraiment dans plusieurs directions. Et moi je suis sans doute contacté pour être l'humanitaire de service. Je ne participe pas à l'écriture de ce texte. Mais au moment où il est publié, je trouve qu'il est utile de soutenir une position comme celle-ci. Je le signe. Ce que je trouve bien, c'est que les Kosovars sont mis au premier plan. C'est surtout un appel à soutenir l'UCK. Alors, par la suite on peut critiquer. Les Kosovars militairement organisés, c'est l'UCK et l'UCK est un groupe éminemment critiquable, parfois islamiste, parfois un peu fascisant. Donc ce ne sont pas des gens très recommandables. Mais à

l'époque nous ne le savons pas vraiment. En plus nous n'avons pas le choix de nos alliés. Nous soutenons Rugova tout en demandant qu'on réponde à l'appel des Kosovars à pouvoir participer au combat, à assurer la partie terrestre des combats. C'est une démarche dans laquelle je me reconnaissais de toute façon : la responsabilité des gens concernés, plutôt que la libération de l'extérieur. C'est une démarche que me semble utile. Et la critique de cette vision qu'on appelait providentielle - la vie et la mort qui tombent de notre ciel, des avions qu'on y place - c'est une position que je continue de défendre. Il n'y a pas un mot sur l'humanitaire dans ce texte. Cette signature ridicule de président honoraire, je ne sais pas d'où elle sort. Je suis obligé de la constater, mais je ne l'assume pas du tout. La publication de l'article dans El Mundo, j'en avais entendu parler, mais je ne l'avais jamais vu. Et je ne savais pas qu'Alain Finkelkraut et moi en étions les seuls signataires. Libération se lit en Belgique, en Suisse. La publication en Espagne renvoie cela aussi dans l'ensemble du mouvement international, donc il y a une forme d'écho. En plus je suis sans doute intervenu sur RFI, à la suite de cela. Je comprends bien que dans un contexte où les autres sections ont l'habitude de voir MSF France partir un peu au vent, sabre au clair... mes déclarations, signées « président honoraire de MSF » ont suscité des interrogations.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation
MSF France (en français).



Les journalistes essayaient toujours de nous faire appeler au déploiement des troupes terrestres, parce que l'opposition et même certains travaillistes le demandaient. Nous ne voulions pas vraiment appeler à l'intervention au sol parce que nous pensions que ce n'était pas exactement notre rôle. Nous répondions : « Nous ne sommes pas des experts militaires mais il est certain que bombarder de 15 000 pieds ... » Nous disions que bombarder à quinze mille pieds, c'était une forme de protection aérienne vis à vis des défenses de Milosevic, mais que ça n'apportait aucune protection humanitaire aux populations puisqu'il n'y avait pas de troupes terrestres. Nous disions que s'il y avait une intention humanitaire dans l'intervention de l'OTAN, seul Tony Blair pouvait le prouver. Sans troupes terrestres, la notion de protection humanitaire n'a aucun sens. Nous l'avons dit depuis le début.

Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF
Royaume-uni (en français).



Après, bien sûr, nous avons participé aux critiques sur la nature de l'intervention, l'augmentation du risque que faisait peser sur les populations locales le choix de ne pas vouloir envisager une intervention terrestre. Mais je ne me souviens pas être montée tellement au cré-

neau pour dire qu'il fallait envoyer les GI en personne. Nous étions plutôt dans le registre « nous approuvons enfin un leadership sur cette question, enfin une intervention. »

[...], directrice générale MSF Etats-Unis
(en français).

 La question se posait ainsi: « Si nous nous prononçons en faveur des bombardements ou de l'intervention de troupes au sol - et c'est ce qui était la question d'actualité - sommes-nous en train de justifier ce qui est inévitable, ce qui est déjà en train de se passer et ajoutons-nous du poids à la propagande de l'OTAN sur cette action particulière ? » Les troupes étaient déjà sur place, ainsi que les hélicoptères d'assaut. Quand devrions-nous ? Quand allons-nous ? Nous ne savons pas ! Nous ne sommes pas sûrs ! Devons-nous utiliser les hélicoptères ? Ils se posaient pas mal de questions. Ils étaient préparés et la seule chose qui les retenait d'envoyer les troupes au sol et les hélicoptères à l'assaut, lesquels auraient été très efficaces dans les montagnes, était de savoir si leur propre société allait accepter les blessés et les pertes humaines. Et si nous avons été aspirés par le débat et fait une déclaration sur le bien fondé ou non, l'efficacité des bombardements, des troupes au sol ou de quoi que ce soit, nous serions devenus un élément de cette stratégie. Ce n'était vraiment pas évident. Personnellement, dans l'excitation du moment, posté à la frontière et regardant tous ces gens qui la traversaient, ces centaines de milliers de gens qui avaient quitté leurs maisons, ces avions qui lançaient des bombes, j'aurais pu prendre position pour chacun des points de vue opposés, honnêtement. Rétrospectivement, je suis content que nous n'ayons pas pris de position sur les troupes au sol.

Dr. James Orbinsky, président MSF International
(en anglais)

Slobodan Milosevic annonce un cessez-le-feu unilatéral au Kosovo. Le 7 avril, l'OTAN déclare que cette mesure est insuffisante et réitère les cinq conditions nécessaires à l'arrêt des frappes.



« L'OTAN rappelle à Belgrade ses cinq demandes. »
AFP (France), Bruxelles, 7 avril 1999 (en français).

L'OTAN a rappelé mercredi au président yougoslave Slobodan Milosevic ses cinq demandes pour un arrêt des bombardements, qui, en l'absence de réponse positive jusqu'à présent, se poursuivent.

Selon Jamie Shea, le porte-parole de l'Alliance, ces cinq demandes sont :

- cessation des hostilités et des meurtres au Kosovo,
- retrait des forces armées et de police de la province,
- acceptation du déploiement au Kosovo d'une force de paix internationale,
- permettre le retour de tous les réfugiés dans la province,
- contribuer à l'établissement d'un accord politique rendant le Kosovo autonome.

Dans l'attente de ces réponses, « les opérations aériennes de l'OTAN en Yougoslavie continuent » a indiqué Jamie Shea, lors de la conférence de presse quotidienne de l'OTAN, en rappelant que les alliés avaient jugé mardi « insuffisante » l'annonce par Slobodan Milosevic d'un cessez-le-feu unilatéral au Kosovo.

Le 8 avril 1999, dans un communiqué de presse, la section étasunienne récapitule les activités de MSF dans la région du Kosovo et s'inquiète du sort des populations albanaises restées au Kosovo. Elle demande à la communauté internationale d'assurer l'application du droit humanitaire concernant l'enregistrement, le transfert et le rapatriement des réfugiés. Le quotidien étasunien *The New York Times* mentionne cette position dans un article sur la mise en cause de la confusion militaro-humanitaire par certaines organisations humanitaires.



« Médecins Sans Frontières (MSF) dans la région du Kosovo. » **Point** sur la situation, MSF Etats-Unis, 8 avril 1999 (en anglais).

« La situation est terrible, très difficile à décrire. On peut le voir dans les yeux des réfugiés... Ils sont extrêmement stressés, fatigués, ils ont peur... Certains ont réussi à emporter quelques biens en quittant Pristina... La plupart n'ont eu le temps de rien prendre. Sur le chemin de la Macédoine, ils ont dû passer des barrages où on les a dépouillés de tous leurs biens, de leurs papiers, de leurs passeports. » Martin Tekulve, Médecins Sans Frontières, Macédoine, 1^{er} avril, 1999.

- 85 volontaires internationaux de Médecins Sans Frontières travaillent auprès des réfugiés. Médecins Sans Frontières a déjà envoyé huit avions-cargos dans la région.

- Médecins Sans Frontières a pu commencer à travailler immédiatement en Albanie, se concentrant sur les réfugiés rassemblés dans les villes de Krume et Lataj dans le Nord et Vier dans le Sud. De nombreux réfugiés traversent les villages du Nord pour se rendre vers d'autres sites : Médecins Sans Frontières leur fournit une aide de première nécessité et des soins de santé mentale. Dans les régions du Sud, où le nombre de réfugiés augmente chaque jour, Médecins Sans Frontières met en place dans l'urgence des structures sanitaires et d'approvisionnement en eau et un système de surveillance des épidémies. Les réfugiés souffrent essentiellement d'épuisement, d'infections respiratoires, de diarrhées et de stress traumatique.

En Macédoine, Médecins Sans Frontières, ainsi que d'autres agences d'aide, rencontre des difficultés pour obtenir l'autorisation de se mettre au travail et de faire entrer matériel médical et médicaments. Le 5 avril 1999, dans un communiqué de presse, Médecins Sans Frontières a demandé le plein accès aux réfugiés et la possibilité de travailler. Nous prodiguons maintenant une assistance dans quelques camps de réfugiés et avons approvisionné d'autres agences dont la Croix-Rouge macédonienne. Au moment où ces lignes sont écrites, de nombreux réfugiés sont re-localisés par le gouvernement macédonien en Macédoine ou dans d'autres pays. La situation change d'heure en heure.

Au Monténégro, Médecins Sans Frontières se prépare à lancer un programme médical à Ulcinje et à Rozaje.

Cinq Médecins Sans Frontières de nationalité américaine travaillent actuellement dans la région : une infirmière, un psychologue, un logisticien, un médecin et spécialiste de santé publique.

Médecins Sans Frontières est extrêmement inquiet quant à la protection des Kosovars restés au Kosovo et de ceux qui ont été re-localisés contre leur volonté. Nous demandons à la communauté internationale de garantir l'application du droit humanitaire international en ce qui concerne leur enregistrement, leur re-localisation et leur éventuel rapatriement.



« Sous la responsabilité de l'OTAN, les secours paraissent moins neutres. » Elisabeth Becker, *The New York Times* (Etats-Unis), 10 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Le nouveau partenariat entre l'OTAN et l'agence des Nations unies pour les réfugiés permet d'abriter et d'approvisionner des centaines de milliers de personnes qui ont fui le Kosovo, mais certains craignent qu'il n'exerce une forte pression sur la traditionnelle neutralité des organismes d'aide.

Les troupes de l'OTAN ont mis en place des camps en Albanie et en Macédoine, les avions de l'OTAN en transportent l'approvisionnement et les techniciens de l'OTAN gèrent la logistique des vols, même au siège des Nations Unies à Genève. Selon certains gouvernements et certaines organisations de secours, en travaillant de façon aussi proche de l'armée d'une des parties au conflit, pendant que celui-ci se déroule, l'agence pour les réfugiés a dépassé la limite qui permet aux organisations de secours à prendre en charge les victimes des deux côtés de ce conflit. « J'ai bien peur que dans l'esprit des Américains et des Européens, ce qui reste c'est que l'armée et les organisations de secours travaillent ensemble, d'un seul côté du conflit » a déclaré Joëlle Tanguy, la directrice générale de Médecins Sans Frontières. « Nous participons à la même opération, mais il ne faut pas nous amalgamer. L'indépendance est notre principal atout, qui nous permet d'entrer en zone de guerre et d'intervenir en tant que travailleurs humanitaires indépendants. » Mardi, Kofi Annan,

le secrétaire général des Nations unies a défendu cette relation au cours de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, en affirmant que lui personnellement approuvait et « *acceptait avec reconnaissance* » l'implication de l'OTAN. A la demande de la délégation russe aux Nations unies, M. Annan a aussi rendu public l'échange de lettres établissant le partenariat entre le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana et Sadako Ogata, la responsable du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Mercredi, les porte-parole de l'OTAN à Bruxelles affirmaient, sur le même sujet: « *L'OTAN ne cherchera pas à se créer un rôle humanitaire indépendant, l'armée est sous la direction du Haut-Commissaire.* » « *Cette position est évidemment très inconfortable* » remarque Kathleen Newland, une experte de la question des réfugiés, à la Fondation Carnegie à propos de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés. « *Ils essaient de souligner le caractère civil de l'opération, mais ça ne tient pas face à la réalité - le HCR est aligné sur une des parties au conflit.* » Renvoyant ces sentiments à d'autres organisations de secours, elle ajoute : « *Quant à la participation de l'OTAN dans les opérations de secours, ils font pour le mieux, ils sauvent des vies.* » Pour de nombreuses organisations s'occupant des réfugiés, la neutralité est une responsabilité imposée par le droit international. Ainsi le Comité international de la Croix-Rouge, a déclaré cette semaine qu'il ne travaillerait pas en partenariat avec l'OTAN de la même façon que le HCR. Interrogés sur les voies alternatives, Mme Tanguy et d'autres responsables d'organisations suggèrent de détacher totalement l'armée des opérations de secours, et de responsabiliser les Nations unies, financées par des Etats au niveau individuel. Se référant aux camps de réfugiés montés par l'OTAN en Macédoine, elle déclare : « *Ces camps auraient dû être pris en charge par le HCR dès le début.* » A l'instar d'autres responsables, elle affirme que le gouvernement macédonien aurait pu être obligé à négocier avec le HCR, et que les responsables de cette agence auraient pu superviser la construction des camps par les soldats. Mais d'autres responsables qui ont géré des crises avec les réfugiés ces dix dernières années affirment que ce n'est pas la peine de tergiverser sur le rôle tenu inévitablement par l'armée, une fois qu'on a légitimement fait appel à elle dans le cadre de ces interventions. « *Au Kosovo, l'armée a pris en charge la majeure partie de l'effort des secours* » a affirmé Morton Abramowitz, un responsable de l'organisme de recherche *Council of foreign relations* [Comité des affaires étrangères] « *L'ampleur des souffrances doit être réduite le plus rapidement possible* » a-t-il poursuivi « *et il faut savoir mettre de côté certaines questions.* » Lorsqu'il était ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, M. Abramowitz a aidé à concevoir et à superviser les préparatifs de coopération menés par les organisations de secours et les armées britanniques et américaines afin d'escorter des dizaines de milliers de Kurdes d'Irak de Turquie vers le nord de l'Irak, à la suite de la guerre du Golfe. Les avions de combats des Etats-unis et de leurs alliés continuent aujourd'hui à patrouiller au-dessus de leurs villages.

Le 9 avril, au cours de la conférence de presse donnée à Skopje par la Haut-Commissaire aux réfugiés, MSF s'inquiète du non-respect des critères minimaux d'assistance et de protection des réfugiés kosovars. Le communiqué de presse appuyant ces déclarations est relayé par les différentes sections. Le président du mouvement international déclare que les réfugiés kosovars qui arrivent en Albanie sont en état de choc. V1



« *Ogata à Skopje.* » **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF International aux chargés de communication du réseau MSF, 8 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,

Je vous informe juste que Sagato Ogata, la chef du HCR vient d'arriver à Skopje pour y séjourner une journée et demi.

Elle vient de donner une conférence de presse à l'aéroport au cours de laquelle elle a annoncé qu'elle aurait une réunion avec le patron de l'OTAN, et insisterait pour que le HCR soit autorisé à complètement coordonner les camps - en Macédoine. Apparemment, Solana est d'accord pour que l'OTAN passe la main (même s'ils font beaucoup de relations publiques en utilisant l'argument « humanitaire » comme raison principale d'intervention au Kosovo et que cela adoucit leur image d'avoir tous ces soldats aidant les réfugiés et faisant des déclarations du genre de celles des ONG : « *comment allons-nous nous en sortir avec tous ces réfugiés ?* »)

De toute façon, pour MSF le plan consiste à rédiger un communiqué de presse ce matin avant qu'Ogata n'en publie un autre, en imposant à l'agenda les problèmes sérieux que nous rencontrons avec les réfugiés.

Ce soir, l'équipe de communication de Skopje va travailler avec les charges des affaires humanitaires et l'équipe opérationnelle sur ce que nous pouvons dire pour soutenir les propos du HCR, mais aussi pour clarifier exactement ce qu'il faudrait qu'il fasse.

MSF France (Monténégro) et MSF Belgique (Albanie) sont prévenues et vont regarder ce qu'elles peuvent ajouter au sujet des problèmes des réfugiés dans ces pays.

D'un point de vue stratégique, il s'agit d'une occasion idéale de mettre sur la table toutes les difficultés que nous rencontrons au sujet des réfugiés, en particulier la question plus sensible du blocage du gouvernement - puisqu'on peut toutes les mettre dans un message de type HCR / droit des réfugiés / droit d'accès des organisations humanitaires, sans parler des gouvernements (Ogata s'en est déjà chargée, laissons-lui cette part du travail - nous mettons la pression sur le HCR).

A Skopje de sérieux problèmes se posent dans les camps - le moindre n'étant pas leur transformation en véritables camps militaires, envahis par des soldats en treillis - ils font de leur mieux pour coordonner - sans beaucoup de succès (ils sont meilleurs pour la logistique, creuser et nettoyer). Du côté du HCR, le niveau d'enregistrement

est très faible, les réfugiés ne savent pas quels membres de leur famille ont été envoyés dans d'autres camps, en Turquie ou en Norvège ou sur d'autres sites. Ils ne sont pas autorisés à entrer et sortir librement et cela crée des difficultés pour les patients transférés dans les hôpitaux hors du camp lorsqu'ils reviennent, etc ...

Nous devons faire vraiment pression à ce sujet - c'est notre chance de réaffirmer ce que le mot humanitaire signifie. En tant qu'organisation humanitaire, nous donnons l'impression d'avoir été embarqué dans les opérations de l'OTAN puisque ce sont les seuls qui aient été visibles à temps sur ce point. Nous devrions aussi penser à publier des tribunes et des éditoriaux, pour suivre cette question et maintenir notre indépendance sur l'agenda et dire clairement que « humanitaire » ne signifie pas « frappes de l'OTAN. » Si nous ne le faisons pas maintenant, c'est peut-être tout ce que les gens retiendront de tout ce cirque politico-médiatique : l'intervention humanitaire, ce sont les frappes militaires.

C'est tout pour l'instant. Plus de nouvelles de l'équipe plus tard.

Samantha.



« *Médecins Sans Frontières demande au HCR d'assurer son mandat auprès des réfugiés.* »

Communiqué de presse, MSF Belgique, MSF Hollande, MSF Etats-Unis, MSF France, Bruxelles-Skopje-New York-Paris, 9 avril 1999 (en anglais, en français).

Le HCR doit assurer pleinement sa responsabilité auprès des réfugiés du Kosovo. Médecins Sans Frontières appelle aujourd'hui Madame Sadako Ogata à prendre sous la responsabilité du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) la protection de l'ensemble des réfugiés du Kosovo. Le Haut-Commissariat aux réfugiés est la seule agence internationale disposant d'un mandat pour la protection de ces populations. Jusqu'à présent, les standards minimums d'assistance et de protection ont été entièrement bafoués vis-à-vis des réfugiés ayant fui le Kosovo.

« *Les populations civiles souffrent terriblement du conflit en Yougoslavie. Le moins que nous puissions faire est de prendre soin des personnes qui ont fui* », dit le docteur Lex Winkler, directeur de Médecins Sans Frontières. « *Cela signifie que le HCR doit prendre sous son entière responsabilité l'assistance et la protection de ces populations.* »

Dans la zone frontière de Blace, les réfugiés ont été privés de secours pendant des jours et ont vécu dans des conditions inhumaines. Leur évacuation s'est faite dans des conditions inacceptables et en l'absence de toute présence du HCR : aucun enregistrement préalable n'a été effectué, les familles ont été dispersées, les lieux de destination imposés.

Dans toute la région, l'enregistrement individuel des réfugiés n'est pas assuré de façon indépendante et coordon-

née. Ceci a de graves conséquences : les réfugiés ne sont pas considérés comme tels, ils ne relèvent pas du droit international et les familles ne peuvent être réunifiées. De plus, dans un pareil contexte, le nombre de réfugiés peut faire l'objet de manipulations et il est difficile d'avoir un contrôle de l'aide qui leur est destinée.

Si sa contribution en termes de sécurité et de logistique est importante, l'OTAN reste une organisation militaire, partie au conflit, et non un acteur humanitaire. Le mandat de protection et d'assistance doit être rendu au HCR. Celui-ci doit prendre en charge la protection et l'assistance de l'ensemble des réfugiés, qu'ils soient installés dans les camps de l'OTAN ou sur les autres sites ou pris en charge dans les familles.

Médecins Sans Frontières lance un appel à Madame Ogata, en visite dans la région, pour que le HCR remplisse d'urgence son mandat :

- en s'assurant que les besoins individuels des réfugiés, et particulièrement ceux issus des groupes les plus vulnérables, sont bien couverts ;
- en mettant en place un système d'enregistrement des réfugiés et de réunification des familles ;
- en s'assurant que les réfugiés ne sont pas rapatriés ou déplacés de force ;
- en s'assurant que les réfugiés sont traités humainement.



« Les réfugiés kosovars : une population en état de choc. » Michael Thurston, **AFP** (France), Kukes (Albanie), 8 avril 1999 (en français).

Extrait :

Selon le Dr James Orbinsky, un des nombreux médecins étrangers présents à Kukes, en Albanie près de la frontière avec le Kosovo, « les effets sont très profonds. Seul le temps peut permettre de cicatiser, mais quelquefois les blessures restent à vie. »

Les médecins qui accueillent les réfugiés kosovars à la frontière albanaise doivent faire face à toute une population - les adultes, mais aussi les enfants - en état de choc psychologique. 300 000 réfugiés sont arrivés en quelques jours à Kukes.

Les témoignages sortent, sans besoin de questions des journalistes ou l'aide des humanitaires. Ils reviennent de l'enfer, et ils ont besoin d'en parler.

« Ils sont dans un état de choc profond - état de stress post-traumatique, en termes médicaux - nous avons connu des situations semblables au Rwanda et en Afghanistan » explique le médecin.

« Le besoin de raconter leur histoire est un symptôme classique. Ils ont été déshumanisés, ils cherchent à rétablir un contact humain » ajoute Orbinsky. [...] Dans les cas les plus difficiles, il faut avoir recours aux médicaments. « S'ils n'arrivent vraiment pas à se maîtriser, la seule solution est de leur prescrire des sédatifs » ajoute Orbinsky. [...] « Les enfants n'ont pas la capacité de s'exprimer qu'ont

les adultes. Ils ont tendance à somatiser. Le traumatisme psychologique se traduit souvent chez eux par des maux d'estomac » explique le Dr Orbinsky.



« L'aide du HCR aux personnes déplacées demeure limitée par les autorités de Skopje. » Henri de Bresson, **Le Monde** (France), 11 avril 1999 (en français).

Extraits :

Profitant de la venue de Mme Ogata, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF), qui dispose de plusieurs équipes sur place, a vivement protesté, vendredi 9 avril à Skopje, contre cette situation, estimant que « les critères minimaux d'assistance et de protection ont été ignorés dans le cas des réfugiés du Kosovo. » Mme Ogata a promis d'y remédier au cours d'une conférence de presse, assurant notamment avoir obtenu la garantie que la frontière ne serait plus fermée aux réfugiés, ce qui était encore le cas jeudi au poste de Jahnice, où quelques centaines de personnes étaient bloquées par les Macédoniens. Le HCR entend, selon Mme Ogata, prendre progressivement en charge l'administration des camps de l'OTAN. Mais, en Macédoine, rien n'indique pour le moment qu'elle en a plus les moyens qu'avant. Elle a estimé qu'en tout état de cause, il serait demandé aux forces alliées de continuer à assurer la sécurité des camps. Le refus des Macédoniens de laisser les réfugiés libres de leurs mouvements pourrait provoquer de nouvelles tensions à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur des camps. La communauté albanophone de Macédoine n'assistera pas sans broncher à une dégradation de la situation. L'OTAN devra-t-elle alors assurer la police ? Le seul recours pourrait bien être, comme n'en dément pas le gouvernement, d'envoyer les réfugiés le plus loin possible dans des pays d'accueil. Pour l'instant, seules l'Albanie - qui s'est fait forcer la main pour accepter dix mille réfugiés supplémentaires - mais aussi l'Allemagne, la Turquie et la Norvège ont accepté d'en accueillir un nombre significatif. Entre mille et mille cinq cents d'entre eux quittent actuellement Skopje chaque jour par avion sous la supervision de l'OSCE.



« Guerre en Europe. Une organisation humanitaire médicale accuse les responsables des Nations unies de faillir à leurs responsabilités vis à vis des réfugiés. » Tracey Lawson (à Blace), **The Scotsman** (Royaume-uni), 10 avril 1999 (en anglais).

Extraits :

Hier, une organisation internationale de secours médical a accusé le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés de faillir à son mandat de protection et d'assistance des 600 000 réfugiés albanais qui ont fui le Kosovo. Médecins Sans Frontières (MSF), qui a envoyé plus de 30 médecins en Macédoine et en Albanie, a également

affirmé que Sagato Ogata ne garantissait pas l'enregistrement des réfugiés, ce qui aggravait les difficultés pour réunir les familles qui avaient été séparées et compromettait les traitements médicaux.

MSF a émis ces critiques mordantes dans une déclaration sans pitié publiée alors que la Japonaise responsable du HCR visitait un camp de réfugiés en Macédoine, mis en place par l'OTAN pour arbitrer quelques 165 000 Kosovars arrivés en masse dans cette république.

Dans l'une des condamnations les plus gênantes jamais reçues par le HCR, l'organisation de secours respectée dans le monde entier, affirme: *«Jusqu'à présent, les standards minimums d'assistance et de protection ont été entièrement bafoués vis-à-vis des réfugiés ayant fui le Kosovo. Le HCR doit assurer pleinement sa responsabilité auprès des réfugiés du Kosovo.»*

Le docteur Lex Winkler, directeur général de MSF [Hollande], a ajouté: *«Les populations civiles souffrent terriblement du conflit en Yougoslavie. Le moins que nous puissions faire est de prendre soin des personnes qui ont fui. Le HCR doit prendre sous son entière responsabilité l'assistance et la protection de ces populations.»*

La condamnation de MSF fait suite à l'expression, en privé à haut niveau, de l'inquiétude des responsables de l'OTAN et d'autres organisations de secours en Macédoine face à l'échec du HCR à garantir le bien-être des réfugiés.

Un peu plus tôt, cette semaine, le gouvernement macédonien, qui a admis qu'il était débordé par le nombre de réfugiés cherchant un abri, a laissé à l'OTAN le contrôle complet sur la crise.

Depuis lundi, les contingents du Royaume-uni, de la France, de l'Italie et de l'Allemagne ont monté six camps de réfugiés qui hébergent maintenant 44 000 Kosovars. Cette opération a fait suite à une vague de critiques internationales après que les responsables macédoniens ont enfermé 5 000 réfugiés dans un petit camp de transit au point frontière de Blace, sans eau, sans nourriture, sans sanitaires.

Plus de 30 000 réfugiés ont été sortis du camp dans la nuit de mardi, sans être enregistrés. L'OTAN attend avec impatience de remettre le contrôle des camps au HCR et de libérer ainsi ses troupes pour les opérations de maintien de la paix.

Cependant certains s'inquiètent de l'inefficacité et de l'impréparation du HCR. Le catalogue de critiques de MSF reflète la frustration de dizaines d'organisations et de commandants militaires de la zone.

L'organisation humanitaire indépendante a affirmé que le HCR avait laissé les réfugiés dans des conditions sordides à Blace pendant plusieurs jours. Elle a aussi accusé la commission de ne pas avoir surveillé correctement le nombre des réfugiés évacués par les Macédoniens de Blace et leur destination et de ne pas avoir enregistré les Kosovars à leur arrivée dans les camps de l'OTAN.

Les responsables de MSF ont déclaré que l'enregistrement était vital pour évaluer les besoins médicaux et isoler les personnes souffrant de maladies contagieuses, qui pourraient se répandre rapidement dans le camp. Les MSF ont ajouté: *«l'OTAN [n'est pas] un acteur humanitaire. Le mandat de protection et d'assistance doit être rendu au HCR.*

Celui-ci doit prendre en charge la protection et l'assistance de l'ensemble des réfugiés.»

L'organisation de secours a également demandé que le HCR empêche le rapatriement forcé ou l'évacuation des Kosovars de Macédoine.

Madame Ogata a répondu en déclarant que le HCR avait pris la direction du montage des camps par l'OTAN et les opérations d'enregistrement, qui vont sérieusement commencer aujourd'hui et a affirmé que le travail du HCR avait été entravé par le refus des autorités macédoniennes d'autoriser l'accès aux réfugiés à Blace.

Dans la capitale macédonienne de Skopje, elle a déclaré: *«Nous n'avons pas des centaines de personnel. Nous travaillons plutôt à planifier et nous prenons la direction en donnant ces consignes et en passant des arrangements.»*

«Je pense que ces critiques sont émises dans tous les sens et par beaucoup de gens en même temps. Si MSF se réfère au montage des camps de transit, c'est le blocage à la frontière et notre impossibilité à avoir accès (aux réfugiés) qui a aggravé la situation.»

Kris Janowski, un porte-parole du HCR, a déclaré que le bien-être des réfugiés avait été considéré comme prioritaire par rapport à leur enregistrement immédiat.

On peut se retrouver à faire face à une épidémie en quelques jours.

Ce sont des gens comme Christa Hook qui payent les frais des faiblesses prêtées au HCR dans la protection et l'assistance des 600 000 réfugiés albanais qui ont fui ou étaient chassés du Kosovo.

Dans les montagnes au nord de Skopje, dans la région de Brazda, en Macédoine, le docteur Hook, qui travaille pour l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières, aide à remettre en ordre les vies déchirées du flot constant des réfugiés arrivant dans un état pathétique. Mais, comme beaucoup d'autres travailleurs humanitaires des quelques 40 organisations non gouvernementales qui ont mis leurs vies en attente pour combattre la souffrance, elle sait que le dévouement seul des individus et des groupes de volontaires ne suffit pas. *«A cette échelle, pour être efficaces, les secours doivent venir d'un niveau supérieur. Les réfugiés sont sous la responsabilité du HCR»* affirme-t-elle.

«Il y a un certain nombre de choses basiques qu'à cette échelle, seul le HCR peut entreprendre, et il ne l'a pas fait.»

Parmi les diverses erreurs du HCR, organisation basée à Genève, le docteur Hook et ses collègues relevant l'absence d'enregistrement des réfugiés relâchés de Blace. Cette Ecossaïse de 56 ans ajoute: *«Avec l'enregistrement, les problèmes de santé peuvent être listés et c'est une façon de protéger toute la population de réfugiés. Il suffit qu'une seule personne soit atteinte d'une maladie contagieuse dans des conditions comme celles-ci et vous pouvez vous retrouver à faire face à une épidémie en quelques jours. Au niveau individuel, nous avons besoin de savoir qui souffre de maladie chronique, comme le diabète, afin de pouvoir adapter nos soins.»*

La mission de MSF de protéger la santé des populations dans les régions frappées par des crises explique peut-être pourquoi sa colère est plus grande que celle des autres organisations de secours face aux lacunes du HCR.

Le docteur Hook, qui travaille comme médecin remplaçant en Ecosse entre deux missions avec l'organisation, a été attiré par MSF en raison de son approche qui consiste à sécuriser l'environnement en fournissant de l'eau propre, des moyens sanitaires et d'autres éléments logistiques vitaux pour un secours médical efficace.

Originaire de Perth, elle travaille avec MSF depuis 1994, au Zaïre, au Rwanda, en Géorgie dans l'ex-Union soviétique, et en Ethiopie, prenant chaque fois congé de son domicile d'Edimburg et des ses trois enfants, désormais adultes, pour aller aider à sauver des vies.

«Je ne sais pas d'où vient ma motivation, mais j'aime mon travail et c'est gratifiant de sentir qu'on peut apporter quelque chose à des gens qui ont tant perdu» dit-elle.

«L'approche élargie de MSF aux soins médicaux et au soutien logistique permet de sauver des vies. Mais nous ne pouvons pas travailler tous seuls. Etre plein de bonnes intentions et travailler dur ne suffit pas. Nous avons besoin de l'aide des gens qui sont officiellement responsables de personnes comme les réfugiés kosovars, c'est à dire du HCR.»



«Suivi des opérations et de la communication à propos du HCR.» **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF international aux responsables de programme et aux départements de la communication, 10 avril 1999 (en anglais).

Il y avait environ 15 chaînes de télévisions à la conférence de presse d'Ogata et une centaine de journalistes. La plupart avaient reçu le communiqué de presse de MSF dans la matinée quand nous sommes allés le distribuer dans les principaux hôtels, à l'heure du petit déjeuner. Il semble que la plupart d'entre eux vont rester dans le coin encore une semaine ou deux - puis se relayer jusqu'à ce que quelque chose d'exceptionnel se passe. Cela signifie que cette semaine, ils vont tourner à la recherche de sujets et à suivre les pistes qu'ils ont levées, en particulier vérifier si le HCR et les ONG font correctement leur travail après avoir fait un tel tapage!

Il est essentiel que nous suivions les questions que nous avons soulevées - aussi bien en terme d'opérations (explos [missions exploratoires] / travail dans des camps non tenus par l'OTAN + suivi d'un message cohérent) plus suivi du HCR afin de s'assurer qu'ils enregistrent bien les réfugiés et s'occupent des réfugiés qui ne sont pas dans les camps de l'OTAN etc..

CONFERENCE DE PRESSE - Ogata [Haut-Commissaire du HCR] est venue à la conférence de presse après une réunion avec le Premier ministre et le Président. Elle a déclaré que «le HCR et le gouvernement macédonien avaient appris certaines leçons.» Plusieurs journalistes ont posé des questions sur les capacités du HCR à prendre en charge vraiment et efficacement la crise des réfugiés - mettant en doute sa compétence. Des questions aussi sur les réfugiés disparus. Le HCR a dit qu'il commencerait l'enregistrement aujourd'hui et qu'ils étaient inquiets pour ceux qu'ils étaient restés au Kosovo. Le principal point de

notre déclaration repris pendant la conférence de presse du HCR, a été posé à Ogata par *Il Giornale*, un journal italien - qui a simplement fait remarquer que MSF était inquiet au sujet des réfugiés qui n'étaient pas hébergés dans les trois camps officiels de l'OTAN et a demandé ce qui allait être fait pour eux. Ogata a répondu qu'ils faisaient de leur mieux, qu'ils négociaient avec le gouvernement macédonien pour mieux assister les réfugiés et que le HCR espérait travailler à les aider avec MSF. MSF a été la seule organisation internationale mentionnée pendant la conférence de presse.

La déclaration de MSF est sortie au bon moment car hier le gouvernement allemand a aussi exprimé son inquiétude sur la façon dont le HCR avait travaillé (en des termes diplomatiques équivalents à une giflette). La plupart des journalistes avaient déjà constaté par eux-mêmes la gabegie qui règne du point de vue humanitaire et sont conscients que sans l'assistance de l'armée, les ONG et le HCR n'auraient jamais pu s'en sortir (cela signifie donc que c'est l'information que reçoit le public !)

SUIVI OPERATIONNEL

Il est essentiel que désormais les opérations de MSF prennent en compte les inquiétudes que nous avons exprimées. Si nous disons que nous avons été bloqués ou que nous n'avons pas eu suffisamment d'accès et que nous sommes inquiets pour le sort des gens vivant hors des camps, alors nous devons nous assurer que nous sommes vraiment en train d'essayer de les atteindre et de les aider (il faut aussi être visible quand nous travaillons hors des camps.) Les équipes de MSF en Macédoine font déjà des projets et des explorations - bonnes nouvelles .

PASSATIONS AVEC L'ARMEE

Certaines passations de l'armée ont déjà lieu. L'hôpital militaire israélien va être transmis à la Croix-Rouge allemande (les Israéliens sont venus aider des musulmans et passent le relais à des Allemands...)

Le poste de santé de l'OTAN dans le camp de Brazda sera repris par MSF dimanche. Celui de Stancovitch sera repris par IMC [International medical corps]. Les soldats de l'OTAN resteront dans les camps mais ne s'occuperont plus de santé et d'hygiène - présence sécuritaire (je ne suis pas sûre du terme exact qualifiant leur activité).

[...]PS - Après la conférence de presse, le porte-parole du HCR Kris Janowski été filmé et interviewé par ZDF [chaîne de télévision allemande] et a fait un numéro en venant claquer la bise et donner l'accolade aux MSF, pour montrer que le HCR et MSF étaient amis. Il a même dit en plaisantant qu'il était agacé que ZDF n'ait pas filmé cette scène !!! Il faudrait peut-être que nous réadaptions nos tactiques de communication...



Nous avons déclaré qu'il n'était pas possible que le HCR ne fasse pas son travail, que les gens n'étaient pas enregistrés, que les camps étaient gérés par les militaires. Nous nous sommes décidés très vite, le soir. Le directeur de la communication de MSF France était arrivé avec des volontaires. Nous les avons appelés: «Nous fai-

sons, un communiqué de presse, venez ce soir.» *Nous nous sommes tous assis au bureau de MSF Hollande. Nous avons rédigé ce communiqué que nous avons distribué le matin de l'arrivée d'Ogata en disant que le HCR ne faisait pas son travail. Je venais d'arriver. Je n'ai pas eu le temps vraiment de sentir les choses sur le terrain. MSF n'avait encore sorti aucun message. Les chefs de missions s'étaient succédé. Ils n'avaient pas réfléchi. J'ai utilisé la menace de faire du scandale parmi les autres sections s'ils ne bougeaient pas. Ils ont bougé et ils ont dit que ça avait été très utile mais qu'il aurait été beaucoup plus utile de tenir ce discours plus tôt. Cette prise de parole avait été un peu discutée avec les sièges. Nous voulions dire quelque chose. J'avais appelé la responsable juridique pour savoir quels étaient les mots qu'il fallait utiliser pour le rapatriement et si cela relevait de la responsabilité du HCR. Notre message était cohérent.*

Samantha Bolton, coordinatrice communication,
bureau international MSF (en français).

 *Nous avons été très choqués par l'attitude du HCR. D'ailleurs il y a eu une polémique publique. Nous avons attaqué le HCR là dessus. Nous avons dit que nous ne comprenions pas qu'en tant qu'humanitaires ils démissionnent face à l'OTAN. Nous l'avons fait publiquement. Cela a même conduit à des opérations de terrain particulières. La volonté du centre opérationnel de Bruxelles d'ouvrir en Albanie un camp de réfugiés qui ne soit pas militarisé par une des parties en conflit, venait de là. Il y avait des fortes tensions sur ce sujet là. Nous trouvions que l'humanitaire était aspiré dans la propagande de l'OTAN.*

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
MSF France (en français).

 *Nous observions tous ces camps militaires qui se montaient à droite et à gauche. J'ai téléphoné à deux ou trois ONG américaines en leur demandant : «ça ne vous pose pas de problème ? Nous voudrions communiquer autour de ça. Quand on laisse toute cette logistique se mettre en place et que s'y ajoute le problème de l'enregistrement, l'identité humanitaire est en jeu. Visiblement, nous avons affaire à des gens qui ne savent absolument pas ce qu'est un réfugié. Ils traitent les réfugiés comme s'ils étaient des immigrants ou des victimes d'une catastrophe naturelle et qu'il faut héberger.» J'ai téléphoné au directeur des opérations d'urgence d'IRC [International rescue committee], une des organisations américaines parmi les plus présentes en Albanie et en Macédoine. Il était très impliqué sur le Kosovo à l'époque. Je lui expose toute cette question. Il me répond : «je ne sais pas du tout de quoi tu parles. C'est un peu difficile pour moi de faire ce genre de constat parce que mon père est militaire, mon frère aussi et j'ai toujours reconnu une*

certaine valeur à l'intervention militaire.» Je téléphone au président du comité des secours d'Interaction, la coalition des ONG américaines, et je lui dis : «à MSF nous avons commencé à développer une certaine réflexion autour de cette intervention militaire. Sais-tu si d'autres ONG à l'intérieur de la coalition ont exprimé le même type de sensibilité ? Ca commence à devenir un problème et nous souhaitons communiquer autour de ça ?» Il me répond : «C'est encore un truc à la MSF. C'est très européen, ta façon de penser.» Le lendemain, je reçois un coup de téléphone de la correspondante du New York Times auprès du Pentagone, la spécialiste des questions militaires. Elle me dit : «C'est le président du comité des secours d'Interaction qui m'a donné vos coordonnées. Il semblerait qu'à MSF vous ayez quelques problèmes avec la confusion militaro-humanitaire. C'est très intéressant. Est-ce que je peux faire des interviews ?» Je lui passe Joëlle Tanguy, notre directrice générale, qui rentrait de Macédoine. Le lendemain, dans le New York Times, dans un article plutôt conséquent, on peut lire : «certaines ONG remettent en cause l'intervention militaire dans sa définition actuelle et justement l'association militaire-humanitaire.» Avec une citation de Joëlle. Par la suite, cette journaliste m'a dit : «une fois de plus, MSF, vous avez touché là où ça fait mal.»

Antoine Gérard, directeur des programmes
MSF Etats-Unis (en français).

 *Quand les frappes ont commencé, nous étions particulièrement conscients qu'il fallait essayer de nous tailler un espace humanitaire et obliger le HCR à jouer son rôle pour que cet espace puisse être protégé. Donc nous étions conscients de cette militarisation de l'humanitaire et j'ai été impliqué dans plusieurs déclarations où nous avons montré du doigt les échecs du HCR, le positionnement des troupes de l'OTAN dans les camps de réfugiés, qui mettaient ces derniers en danger. Nous avons essayé de mettre en lumière la réalité de ce que vivaient vraiment ces gens.*

Dr. James Orbinsky, président MSF International
(en anglais).

Le 11 avril 1999, le Conseil permanent de l'OTAN donne son accord au déploiement en Albanie d'une force de 8000 hommes chargés de sécuriser, transporter et distribuer l'aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo. Déployée à partir du 17 avril, cette opération baptisée «abri allié» est censée améliorer la coordination des actions humanitaires, menées jusqu'ici de façon désordonnée par les contingents militaires des Etats membres de l'OTAN. Ainsi, en Macédoine, les équipes MSF constatent au quotidien que si les chargés de relations publiques de l'OTAN sont très efficaces, son per-

sonnel chargé des opérations d'assistance humanitaire l'est beaucoup moins.



« Les agences des Nations unies doivent diriger les efforts humanitaires. Le soutien militaire à l'aide humanitaire risque d'être perçu comme un soutien à des opérations militaires. » MSF, Tirana (Albanie), **Communiqué de presse**, 11 avril 1999 (en anglais).

L'organisation médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) appelle aujourd'hui l'OTAN et la communauté internationale à respecter le caractère neutre et impartial de l'assistance humanitaire sur le long terme. MSF appelle aussi les agences des Nations unies et particulièrement le HCR à remplir plus activement leur mandat de protection et d'assistance des réfugiés et à se coordonner avec les ONG neutres et indépendantes en Albanie. Aujourd'hui ce sont les Etats membres de l'OTAN avec le soutien de leurs armées qui gèrent les camps de réfugiés en Albanie. Par exemple, la France et l'Allemagne ont annoncé leur intention de monter des camps à quelques kilomètres de la frontière du Kosovo où le HCR et les ONG sont déjà opérationnels. Globalement, l'OTAN cherche à déployer 8000 soldats dans la zone frontalière officielle pour soutenir les opérations humanitaires.

Le docteur James Orbinski, président du Conseil international de MSF a déclaré : « le soutien aux opérations humanitaires ne doit pas être un prétexte pour le développement d'une capacité militaire. Le soutien logistique immédiat de l'OTAN a été vital dans cette crise, mais les armées de l'OTAN et de ses Etats membres ne doivent pas gérer et ne doivent pas être vus en train de gérer les camps de réfugiés. Si cette perception se forme les camps ne peuvent plus être considérés comme des zones humanitaires neutres et peuvent être dangereux à l'avenir. » Le docteur Orbinski a ajouté que dans cette crise on avait besoin du soutien logistique immédiat d'acteurs non humanitaires, mais qu'il devait être organisé à la demande et sous la coordination des agences des Nations unies. Sinon un tel appui risque d'être vu comme un soutien à la préparation d'actions militaires qui peuvent mettre les réfugiés en danger sur le long terme. Tout simplement parce que l'OTAN est un acteur militaire en guerre. L'OTAN n'est pas un acteur humanitaire neutre et impartial.

Selon le docteur Orbinski « les réfugiés ont besoin de vivre aujourd'hui, mais aussi d'exister demain. Nous sommes extrêmement soucieux du fait que les efforts militaires pour fournir une assistance humanitaire puissent compromettre à long terme le caractère neutre de l'assistance humanitaire dans la région. » Il a finalement déclaré « les agences des Nations unies doivent absolument être plus actives pour établir des priorités humanitaires, demander avec prudence le soutien d'acteurs non humanitaires comme l'OTAN et ne se coordonner avec les ONG neutres et indépendantes. »

Selon les chiffres officiels, environ 250 000 officiers se trouvent en Albanie. MSF porte assistance aux réfugiés de Fier et du camp de transit de Korce. MSF est aussi présente

en Macédoine et au Monténégro. Avant la migration forcée des Kosovars, MSF prodiguait une aide médicale aux personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo, à Pristina, Prizren et Pec.



« L'OTAN lance son opération «abri allié» et mène des raids limités. » **AFP** (France), Bruxelles-Belgrade-Washington, 12 avril 1999 (en français).

Extraits :

Le Conseil permanent (ambassadeurs) de l'OTAN a approuvé le plan de l'opération Abri allié (*Allied Harbour*), prévoyant le déploiement de quelque 8000 militaires en Albanie pour « assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution » aux réfugiés.

Sur le plan militaire, l'OTAN a repris ses raids dans la nuit de dimanche à lundi, notamment sur la région de Belgrade et de Pristina.

[...] Pour la première fois, les avions de l'OTAN ont aussi largué 2,5 millions de tracts en Yougoslavie pour expliquer les raisons des raids, a confirmé Jamie Shea, selon qui le dispositif aérien sera renforcé pour passer de quelques 500 avions actuellement à environ 600 appareils avec 82 avions américains et sept britanniques supplémentaires.

Les tracts expliquent que l'Alliance cessera ses bombardements si le président yougoslave Slobodan Milosevic cesse les hostilités, retire ses forces. [...] Sur le plan humanitaire, l'opération *Abri allié* - première mission de ce genre de l'Alliance atlantique depuis sa création en 1949 - doit permettre de regrouper dans une même structure dirigée par l'OTAN les différents efforts entrepris en Albanie par des contingents de troupes alliées déjà sur place. L'OTAN agira « en soutien » des autorités locales et du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), qui a un « rôle pilote » dans l'aide aux réfugiés, ont souligné des diplomates à Bruxelles. Pour faciliter cette opération, Tirana a décidé de « donner à l'OTAN les droits de contrôler tout l'espace aérien, les ports et les infrastructures militaires en Albanie. »

Médecins Sans Frontières (MSF) a cependant émis des réserves quant au plan *Abri allié* en estimant que l'OTAN ne devait pas mélanger ses opérations de guerre et une mission humanitaire, cette dernière pouvant être perçue comme une « préparation d'actions militaires » terrestres visant le Kosovo. [...] A la frontière nord de l'Albanie, l'afflux de réfugiés du Kosovo s'est poursuivi avec l'arrivée dans la nuit de samedi à dimanche par le poste de Morina de quelques 4 200 Kosovars, selon le porte-parole de l'OSCE à Tirana, Andrea Angeli.

En revanche, la frontière entre la Yougoslavie et la Macédoine a été fermée de nouveau côté yougoslave, selon le HCR. L'Armée de libération du Kosovo (UCK) évalue pour sa part à 400 000 le nombre de réfugiés kosovars chassés de chez eux et se cachant actuellement à l'intérieur de la province serbe, a indiqué le secrétaire au *Foreign Office* Robin Cook.

En fait, les camps n'étaient pas vraiment gérés par l'OTAN. Mais c'est cette image qu'ils voulaient renvoyer. Leur système de relations publiques était excellent, au sens où ils obtenaient les images qu'ils voulaient: «En organisant ces camps, l'OTAN aide les pauvres réfugiés du Kosovo.» Comme d'habitude, la réalité sur le terrain était beaucoup plus compliquée que celle d'un camp géré strictement par l'OTAN. Officiellement les camps étaient gérés par le gouvernement macédonien, assisté du HCR. Mais le travail du HCR était réellement marginalisé par les efforts extrêmement agressifs des chargés de relations publiques de l'OTAN pour faire croire que celle-ci était en première ligne dans la gestion des camps. Mais au même moment, l'OTAN était réellement incapable d'organiser un camp, au-delà de la mise à disposition des équipements nécessaires au terrassement du site - c'était tout ce qu'ils arrivaient à faire - et des soldats pour déballer et monter des tentes. C'étaient là les deux seules contributions opérationnelles de l'OTAN. Les bulldozers travaillant les parcelles de terre prêtées par le gouvernement macédonien, ça c'est une action très visible. Et les caméras étaient là dès qu'un soldat se mettait à ce type de travail. Ils avaient toujours dans le champ de leur caméra l'une de ces scènes avec des soldats de l'OTAN souriant, occupés à déballer des tentes. Mais il y a quelque chose dont ces images ne rendaient pas compte : ces tentes n'étaient pas vraiment des tentes fournies par l'OTAN, parce que l'OTAN avait oublié d'apporter des tentes. Elles avaient été apportées par le HCR ou les agences de secours. Et l'OTAN ne s'occupait d'aucun autre aspect de la gestion d'un camp, comme la mise en place de postes de transit pour la distribution, le contrôle des foules ou l'organisation de l'infrastructure des camps. Certains besoins n'étaient pas du tout pris en compte. 50 000 personnes vivaient dans le plus grand de ces camps au nord de Skopje. Ils n'avaient pas prévu que ces 50 000 personnes avaient besoin d'aller aux toilettes. Ils n'avaient pas du tout pensé que pour 50 000 personnes, il faut 5 000 latrines. L'eau et l'hygiène, ces éléments essentiels des infrastructures d'un camp, n'étaient pas traités dans les manuels de l'OTAN. La situation était extrêmement chaotique. Tout le terrain aux alentours était rempli d'excréments parce que les gens ne savaient pas où aller.. Et puis, Il y avait toujours un MSF un peu confus qui, devant les caméras ne savait pas exactement quoi faire et pourquoi. Mais de toute façon nous étions marginalisés par la machine à relations publiques ultra perfectionnée de l'OTAN, qui avait un objectif très clair : faire apparaître l'OTAN sur les écrans de télévision comme un acteur humanitaire.

Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande en Macédoine mi avril à mi mai 1999 (en anglais).

Le 11 avril 1999, de Tirana, la capitale de l'Albanie, MSF diffuse un communiqué de presse demandant que les agences de l'ONU soient chargées de coordonner les

secours. A ce sujet, les avis des autres organisations humanitaires sont nuancés. Les autorités macédoniennes réclament le contrôle des camps de réfugiés situés sur leur territoire, en particulier celui de Stenkovec-Brazda où l'équipe médicale de MSF vient de prendre le relais de celle de l'OTAN. Le 13 avril 1999, le porte-parole du HCR réagit vivement aux reproches de faiblesses portés par les différents communiqués de presse de MSF. Il affirme qu'en Macédoine, les enregistrements des réfugiés sont lancés et que de nouveaux sites sont identifiés pour accueillir les réfugiés dans des camps sous la responsabilité du HCR.



« Le HCR est accusé de manquer à sa mission. » **Le Monde** (France), 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Par ailleurs, selon une information diffusée dimanche 11 avril par la chaîne de télévision britannique BBC, les autorités macédoniennes réclament aux responsables de la force de l'OTAN basée en Macédoine de prendre sous leur contrôle la gestion des camps de réfugiés situés en Macédoine et plus particulièrement celui de Brazda-Stenkovac, où sont concentrés trente-huit mille réfugiés. Ce camp a été édifié et est géré pour le moment par les soldats de l'OTAN et les ONG présentes sur le terrain. La police macédonienne, d'origine slave et notoirement pro-serbe, s'est jusque-là montrée plutôt brutale envers les Albanais déportés. Selon le quotidien espagnol *El País*, le Haut-Commissariat aux réfugiés insiste pour que des soldats de l'Alliance puissent patrouiller à l'intérieur des camps de réfugiés. Les autorités macédoniennes auraient consenti à ce que quelques soldats de l'OTAN, équipés d'armes légères patrouillent à pied et de jour uniquement à l'intérieur du camp, mais insistent pour que leur présence soit contrôlée par la police macédonienne.



« Les ONG sont réservées sur l'initiative humanitaire de l'OTAN. » Paul Benkimoun, **Le Monde** (France), 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Dans un communiqué diffusé dimanche 11 avril à Tirana, Médecins Sans Frontières (MSF) a été la première à se prononcer contre le mélange des genres. « Tandis que l'aide logistique immédiate de l'OTAN a été vitale dans cette crise, les militaires et les Etats membres de l'OTAN ne devraient pas diriger ou être perçus comme dirigeant des camps de réfugiés, estime MSF. Si cette perception existe, les camps ne peuvent pas être considérés comme des zones humanitaires neutres et leur sécurité pourrait être en danger dans l'avenir. » [...] Pour le directeur des opérations de MSF, Jean-Hervé Bradol, « l'OTAN a manipulé l'humanitaire dans sa communication depuis le début des frappes en utilisant des arguments moraux au lieu d'expliquer ses objectifs politiques à l'opinion publique. Les mêmes arguments auraient

dû justifier une action au Kurdistan et cela n'a pas été le cas. Il faut coordonner et organiser dans la durée l'aide aux réfugiés et la protection de leurs droits. Mais les ONG ne doivent pas être réduites au rôle de prestataire de services pour l'une des parties au conflit. Nous avons d'ailleurs décidé de ne pas accepter d'argent public de pays membres de l'OTAN pour nos actions au Kosovo.» Comme MSF, Action contre la faim, par la voix de son directeur général Jean-Luc Bodin, estime que «le Haut-Commissariat aux réfugiés [HCR] doit reprendre son rôle de leader et coordonner l'ensemble des moyens humanitaires.» [...] Interrogé par *Le Monde*, le professeur Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, se déclare pour sa part «perplexe devant la confusion entre humanitaire et militaire. La mobilisation des Français risque d'être cassée par une décision prise sans concertation avec les humanitaires. Le principe capital de la Croix-Rouge est celui de la neutralité et de venir en aide à tous ceux qui en ont besoin. Si le conflit devenait terrestre et durait, la situation de mélange des humanitaires avec le dispositif de l'OTAN ne serait plus compatible avec notre éthique.» [...] Pour sa part, Jacky Mamou, président de Médecins du Monde, est plus nuancé : «Si la mission *Abri allié* peut aider à la stabilisation des camps et éviter que les réfugiés ne soient envoyés aux quatre coins du monde, nous n'y sommes pas hostiles, nous a-t-il déclaré. Il ne faut pas être hypocrite, la sécurisation de l'aide dans le Nord de l'Albanie est une nécessité, car des braquages se sont déjà produits. Il est vraisemblable que l'OTAN fera la même chose qu'en Macédoine, où elle passe rapidement le relais au HCR et aux humanitaires dans les camps.»



«L'OTAN doit-elle participer à l'action humanitaire ?» Interview de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF par Jean-Christophe Ploquin, *La Croix* (France), 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Depuis cinq jours, Médecins Sans Frontières critique la lenteur de l'intervention du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) en Macédoine et en Albanie. Pourquoi ?

Françoise Saulnier : Parce que l'objectif d'une action humanitaire dans une telle situation de crise est de sortir le plus rapidement les réfugiés, et notamment les plus faibles d'entre eux, de la logique de violence dans laquelle ils ont été jetés. Selon les conventions internationales, seul le HCR est habilité à assurer la protection des personnes réfugiées. Ces conventions ont été signées par tous les Etats membres de l'ONU. Le HCR doit négocier avec les gouvernements concernés les conditions lui permettant de vérifier que les procédures d'enregistrement des réfugiés sont en œuvre, que le regroupement familial est en cours, que les camps sont situés dans des endroits sûrs et protégés, qu'un éventuel départ de ces camps se fait de façon volontaire. Ces précautions ne sont que de petits remparts que le droit international a élaboré pour protéger les réfugiés. Sinon, ceux-ci restent totalement pris dans un

rapport de force à la merci des belligérants, qui peuvent les faire disparaître à leur gré, comme on l'a vu à Blace. Or, les négociations entre le HCR, d'une part, l'Albanie et la Macédoine, d'autre part, progressent difficilement. A Tirana comme à Skopje, nous ne savons pas si le HCR rencontre des obstacles dans ses discussions et nous aimerions qu'il s'exprime là dessus. MSF ne cherche pas à polémiquer avec le HCR mais veut aider à forcer le passage pour que les Etats lui donnent toute sa place, contrairement à ce qu'ils font aujourd'hui. L'Albanie, manifestement, préfère négocier avec l'OTAN qu'avec le HCR. La Macédoine n'a aucune envie d'ouvrir des camps de réfugiés au sens strict. Quant à l'OTAN, elle maintient aussi le flou sur ses intentions. L'OTAN a déclenché l'opération *Abri allié* qui permettra d'envoyer jusqu'à 8 000 hommes en Albanie pour venir en appui du HCR et «assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution aux réfugiés.» Plusieurs milliers de ses hommes déployés en Macédoine aident par ailleurs à l'aménagement des camps. Qu'y a t il de condamnable dans ces actions ?

L'action de l'OTAN au nord de l'Albanie est sans doute nécessaire pour sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire. En revanche en Macédoine, elle n'encourage par cet Etat à se positionner clairement. Et l'OTAN n'a pas dit si elle était prête à défendre les camps qui s'y sont créés. La présence d'uniformes dans les camps peut par ailleurs être volontairement trompeuse, à l'intention des opinions occidentales. Le militaire est rassurant à l'image. Il donne une apparence d'ordre là où il n'y a en fait que du désordre. Dans les camps où interviennent les soldats, l'enregistrement des réfugiés commence à peine. Ailleurs, les réfugiés sont à la merci de multiples pressions, dont celle de l'enrôlement forcé, sous quelque bannière que ce soit. Par ailleurs, si les camps ne sont pas considérés comme des zones humanitaires neutres, leur sécurité pourrait être en danger dans l'avenir. L'OTAN n'est pas un acteur humanitaire neutre et elle doit comprendre qu'il y a urgence à distinguer l'humanitaire de l'action politique. Que l'action humanitaire n'est pas une carte dans le conflit, qu'elle ne doit pas être un outil de communication et de propagande.



«Communication Macédoine.» Courriel de MSF Skopje à MSF Amsterdam, 12 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Activités courantes de MSF :

1. Deux services de consultations externes à Brazda - population actuelle de 15 000 pour une capacité de 62 000. (contingent britannique de l'OTAN)
Dimanche matin, l'équipe médicale de l'OTAN a fait sa passation à MSF (voir questions/réponses et petit rapport ci-dessous). MSF est désormais responsable des activités médicales dans le camp.
2. MSF a transmis ses activités dans le camp Stankovic (contingent français de l'OTAN) à IMC (*International medical corps*). MSF n'est plus présente dans le camp de Stankovic.

3. Dimanche MSF a commencé une consultation externe à Radusa - population de 1 300 pour une capacité d'accueil de 1 300 - (non OTAN, contrôlé par le gouvernement macédonien). MSF est l'unique organisation médicale dans le camp (nous avons pris le relais de IMC).

4. Les équipes mobiles évaluent chaque jour la situation à la frontière, dans les autres camps de réfugiés et dans les villages autour, qui ont absorbé des dizaines de milliers de réfugiés (afin de soutenir les structures locales en cas d'afflux de personnes à travers les montagnes ou les autres zones frontalières). [...]

LIGNES DE COMMUNICATION DE BASE :

- Concentration sur nos opérations !
- Les problèmes de douanes sont derrière nous. Depuis jeudi, toutes nos cargaisons ont passé la douane (sauf quelques caisses de matériel médical qui sont dans l'entrepôt du ministère de la Santé). N'en parlez plus de façon pro-active, nous ne voulons pas détruire des relations prudemment construites avec les autorités.

- Vendredi dernier, lors de la conférence de presse de Mme Ogata, le HCR nous a promis «*tout ce que nous voulions*». Pour l'instant, ne critiquez pas le HCR. «*En ce moment, nous n'avons aucune raison de douter de leurs compétences*» (voir aussi les questions/réponses sur les responsabilités du HCR. Bien sûr, nous allons surveiller étroitement les efforts et les développements à ce sujet.

[...] TRANSMISSION DES ACTIVITES MEDICALES PAR L'OTAN dans le camp de Brazda :

A l'occasion d'une cérémonie courte et modeste, dimanche matin à 8 heures, l'équipe médicale de l'OTAN a transmis ses activités à MSF. Imaginez une centaine de militaires en cercle, des réfugiés, et MSF, de bon matin le dimanche de Pâques ici en Macédoine. Une belle lumière, une atmosphère presque sereine dans ce camp abritant des milliers de réfugiés. Et soudain cette prière, suivie d'un chant chrétien. Cela semble aujourd'hui un peu exagéré mais, en situation, c'était très émouvant, en particulier pour l'équipe médicale de l'OTAN qui a travaillé avec les réfugiés depuis le premier jour. (Des soldats pleurant, se serrant dans les bras les uns les autres).

Questions/réponses sur la transmission de l'OTAN :

* L'OTAN sort, le HCR entre, qu'en pense MSF ?

MSF soutient ce processus transitoire de passage de relais entre les agences internationales. L'OTAN a fait du bon travail en construisant le camp et en répondant aux besoins logistiques. La semaine dernière MSF a demandé expressément au HCR de reprendre la coordination à l'OTAN. Les Nations unies ont le mandat d'assister et de protéger les réfugiés et nous sommes heureux que le HCR prenne ses responsabilités.

* Et la coopération avec le HCR ?

Le HCR coordonne les efforts de secours en coopération avec les ONG. Depuis hier dans le camp de Brazda tous les besoins médicaux sont couverts par les ONG. Nous réglerons tout problème ensemble. En ce moment MSF est responsable des activités médicales dans le camp.

* Et la sécurité dans les camps, maintenant que l'OTAN est en passe de se retirer ?

La sécurité est un problème. La responsabilité de protéger et d'assister les réfugiés appartient en principe au pays

d'accueil (ici le gouvernement macédonien). Le HCR a le mandat (et la tâche) de s'assurer que ceci s'organise correctement selon les normes internationales. MSF garde un œil sur la situation.

* Et l'enregistrement et la recherche des familles ?

L'enregistrement des réfugiés est très important. Il y a des histoires tragiques de membres de familles qui se sont perdus dans la foule et ont été éparpillés. L'enregistrement a commencé dans les camps. A la demande du HCR l'enregistrement est coordonné, pour l'instant, par l'OSCE. (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).



«Aide aux réfugiés du Kosovo. Les agences d'aide s'alignent pour faire face à la crise des réfugiés du Kosovo.» AFP (France), Genève 13 avril (en anglais).

Extrait :

Vendredi dernier, l'organisation d'aide internationale Médecins Sans Frontières (MSF) avait accusé le HCR de négliger sa tâche et de ne pas assurer son mandat vis à vis des réfugiés kosovars. «*MSF savait parfaitement bien quelle était la situation en Macédoine*» a déclaré Kris Janowski, le porte-parole du HCR, faisant référence aux critiques selon lesquelles le HCR n'avait pas supervisé l'évacuation, par le gouvernement macédonien de milliers de réfugiés, de leur site d'arrivée à Blace. «*Le HCR n'avait aucun accès au site, sur ordre du gouvernement macédonien. Mais finalement le HCR a travaillé avec les autorités et tous les réfugiés ont été mis en sécurité*» a-t-il ajouté. «*Nous avons fait de notre mieux dans ces circonstances extrêmement difficiles, d'un point de vue politique et logistique.*» Il a souligné le fait que le HCR avait dû s'assurer que la frontière reste ouverte et que le gouvernement macédonien avait coopéré avec l'agence pour aider les réfugiés tout en prenant en compte le poids économique de cet afflux massif de Kosovars. «*C'était une situation très dure. Nous donner des coups, dans de telles circonstances, était peut-être un peu prématuré.*» Jusqu'au 23 mars, la veille du jour où l'OTAN a lancé sa campagne de frappes aériennes contre les cibles yougoslaves le HCR avait mené une grosse opération au Kosovo. «*Et soudain, nous avons été confrontés à trois Kosovo*» raconte Janowski. Si le HCR avait demandé à ses donateurs de financer des opérations similaires en Albanie et en Macédoine, «*cela n'aurait pas fonctionné sur la seule force de l'hypothèse que quelque chose pouvait arriver.*» Janowsky décrit comme «*terrible*» la situation de sans doute des centaines de milliers de Kosovars qui sont restés piégés dans la province en guerre, bien que les informations sur la situation alimentaire ne soient pas très claires. Lorsqu'on lui a demandé si le HCR soutenait l'intervention aérienne, il a répondu que c'était à l'OTAN de prendre ce type de décision, mais que le HCR n'avait pas requis un feu vert. «*Au Kosovo, les autorités yougoslaves continuent leurs "opérations de nettoyage" spécialement autour de Pristina, où les gens sont encerclés et envoyés à*

la frontière» a-t-il raconté. «La frontière est alors ouverte pour pouvoir les pousser dehors, puis elle est refermée.» En Macédoine, le HCR a presque fini l'enregistrement de la population du camp de Brazda, géré par l'OTAN et va commencer le processus dans le camp jumeau du site de Stankovic. Selon le dernier point d'information émis par Genève, le HCR prévoit de terminer l'enregistrement de tous les réfugiés dans les camps dans les deux semaines. Le HCR et les autorités de Skopje se sont mis d'accord pour identifier de nouveaux sites pour installer les camps de réfugiés qui seraient nécessaires. Pendant ce temps les préparations pour la passation des camps gérés par l'OTAN au HCR et à leurs partenaires se déroulent bien et devraient bientôt être terminées, affirme l'agence.

 Je crois que c'était plutôt pour nous-mêmes que nous voulions essayer de préserver une neutralité plus stricte. Or nous étions trop souvent sollicités, voire mis dans le bain. Parfois même, juste le fait d'être présent nous engageait trop. Des pseudos militaires qui s'installaient, nous ont mis aussi des bâtons dans les roues ainsi qu'à toutes les ONG. A Kukec, nous étions présents dans un endroit avec des réfugiés. Nous avons dû céder, abandonner parce l'OTAN avait attribué la responsabilité de ce lieu à une ONG espagnole moins performante. Dans ce sens-là, la question de l'espace humanitaire et des relations avec les forces militaires, a fait l'objet d'une grosse discussion. Nous avons essayé de faire pour le mieux. Les agences des Nations unies sont arrivées après l'OTAN. Donc elles n'avaient pas beaucoup de place. La prise en charge médicale de plusieurs de ces camps a été assurée par les militaires, des Espagnols, des Italiens qui se sont installés et qui ont commencé à gérer. Le HCR avait très peu de marge de manœuvre. Ils auraient pu dénoncer cette situation. Mais alors qui aurait fait le travail ? A ce moment-là nous nous sommes posés la question : «si les militaires assurent la prise en charge médicale, quel est votre rôle ?» Les militaires ont essayé de coordonner, de réattribuer des espaces. A Tirana, tout l'espace aérien avait été récupéré et était organisé par l'OTAN qui gérait aussi les stocks pour les avions, les cargos. Il nous est même arrivé de voyager dans les avions de l'OTAN. Cela nous exposait un peu à nos propres critiques. Mais voyager par la route était risqué. Je pense que c'est un bon cas de figure qui démontre que malgré tout bon principe, il y a parfois des endroits où le seul espace humanitaire existant se situe à l'intérieur de l'espace militaire. Donc soit on le prend avec les effets pervers de récupération, d'exposition à l'amalgame, soit on reste très fort sur le principe. C'était bien de vouloir préserver un espace humanitaire dans cette folie militaire, mais je pense que ce n'était pas vraiment réaliste. Nous-mêmes, nous n'avons pas réussi. Nous avons essayé d'être fidèles au principe, nous avons fait de notre mieux. Le HCR était incapable de gérer correctement toute la folie humanitaire. Il y avait des conteneurs pleins de vêtements de grandes marques, des stocks complètement irrationnels et indéfendables. Mais personne ne triait. Les Albanais ont beaucoup joué là-des-

sus. Ils ont fait beaucoup de profit avec cette invasion militaire internationale mais aussi humanitaire qui a changé radicalement leur économie. C'était vraiment le cirque.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

 Nous avons beaucoup discuté et il y a eu tout un micmac autour de ce communiqué de presse. Nous avons croisé James Orbinsky, le président du Conseil international qui arrivait à Tirana. Nous avons passé des heures à en discuter avec les sièges et cela tournait dans tous les sens. Ce communiqué a fait de nombreux allers et retours. Il contenait une critique de la position du HCR. Nous disions que le HCR devait prendre ses responsabilités par rapport aux réfugiés. Nous disions aussi que ce n'était pas aux armées de prendre en charge les réfugiés. Il est clair que le gouvernement albanais ne comprenait pas ce qu'était le HCR. Nous voulions dire qu'il y avait un problème avec tout ce discours militaro-humanitaire. Peut-être que la façon dont nous l'avons exprimé n'était pas très subtile. Mais il y avait un problème, nous le sentions bien.

Stephan Oberreit, chargé de mission exploratoire
MSF France en Albanie avril 1999 (en français).

 Dès mon arrivée sur le terrain je me suis accroché avec Amsterdam et avec mes homologues de MSF en Macédoine et à Tirana. J'ai dit : «Nous sommes complètement stupides de critiquer le HCR et les Nations unies. En faisant cela nous sommes tellement prévisibles, nous faisons exactement ce que l'OTAN a envie de nous voir faire.» Plus tard ils nous ont sortis toutes leur prétendues preuves selon lesquelles le mécanisme international habituel de réponse aux crises humanitaires ne pouvait pas faire face à une crise de cette amplitude. C'étaient des conneries ! Bien sûr, il y avait des dizaines de milliers de réfugiés. Mais depuis quand est-ce une amplitude à laquelle un mécanisme normal ne peut pas faire face ? Surtout dans ce contexte où, au moins en Albanie et en Macédoine, il n'y avait pas de problème politique particulier. Et une infrastructure en bon état. Ce qui, au contraire, rend les choses plus faciles.

Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande
en Macédoine mi avril à mi mai 1999 (en anglais).

 Nous avons mal calculé... Nous sommes tous arrivés avec un esprit un peu «africain». Nous avons pensé : «ce sont des problèmes de réfugiés, donc le HCR veut dire quelque chose.» Mais là, le HCR ne voulait rien dire. Nous avons mis du temps à nous rendre compte que nous avions vraiment attaqué le HCR et qu'en fait ce

n'était pas le HCR qu'il fallait attaquer. En réalité, le HCR était affaibli par les politiques. Nous aurions dû le soutenir même s'il faisait des bêtises, même s'il n'enregistrait pas les réfugiés. Nous aurions pu peut-être dire que c'était la responsabilité des pays qui accueillaient les réfugiés de soutenir le HCR. Nous avons réagi un peu trop vite. La déclaration contre le HCR a vraiment fâché Ogata. Son porte-parole, Kris Ianovsky, m'a appelée immédiatement : « Mais qu'est-ce que tu fais là ? Tu viens ici encore une fois mettre la pagaille contre le HCR. Chaque fois que tu arrives, c'est pour critiquer le HCR. Tu n'as rien compris des Balkans. Ici nous sommes complètement piégés. Nous n'avons rien à faire avec tout ça. » Vu la suite des événements, je pense que si nous avions fait deux pas en arrière et si quelqu'un avait eu une vision un peu plus globale et politique, nous aurions peut-être passé le même message mais en faisant aussi porter la responsabilité aux Etats. Le HCR ne pouvait rien faire dans ce jeu-là. L'OTAN était trop fort. Je pense que nous avons été un peu naïfs.

Samantha Bolton, coordinatrice communication bureau international MSF (en français).

Là, franchement les services de la communication se sont tous pris les pieds dans le tapis. Ils ont fait à peu près l'inverse de ce que nous avons décidé, c'est-à-dire qu'ils ont attaqué le HCR alors que le but de la manœuvre c'était de le renforcer. Donc ça a donné lieu à une polémique publique avec le HCR, que nous ne souhaitions pas avoir. Nous souhaitions plutôt attaquer l'OTAN et les Etats pour renforcer la place du HCR dans cette affaire. Après ces communiqués de presse de MSF sur le HCR, je me suis retrouvé en face de journalistes qui me disaient : « Tu nous racontes le contraire de ce qu'il y a dans le communiqué de presse, dont la tonalité générale est d'attaquer le HCR ! » C'était mal fait, mais cela montre bien la réalité de notre intention : notre préoccupation était de protester contre le HCR parce qu'il ne faisait pas face à l'OTAN et lui laissait le champ humanitaire complètement ouvert.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations MSF France (en français).

Ce communiqué de presse avait pour objectif de pousser le HCR à faire pression sur l'OTAN à éclaircir ses responsabilités et à empêcher qu'il ne soit marginalisé par cette énorme machine qu'était l'OTAN. Le HCR n'était tout simplement pas assez puissant sur le terrain et Ogata n'avait pas vraiment compris la situation. Les événements allaient très très vite. À ce moment-là nous pensions qu'il serait possible que le HCR fasse le ménage. L'OTAN devait se retirer en partie. Le mieux aurait été de renforcer le HCR et c'est ce que nous avons cherché à faire. Nous avons essayé de dire : « Imposez-vous, prenez vos respon-

sabilités, nous sommes derrière vous pour vous soutenir, nous voulons que vous le fassiez. » Je m'entretenais avec les gens du HCR, et Christopher Stokes le coordinateur de MSF Belgique également. A l'époque, cela faisait partie de notre quotidien et nous n'aurions certainement pas choisi de rédiger un communiqué de presse de ce type sans avoir une bonne raison. Il ne s'agissait pas seulement d'un communiqué de presse, mais aussi d'interviews que nous avons données à la BBC, à CNN et ANC et à toutes sortes de chaînes américaines.

Dr. James Orbinsky, président MSF International (en anglais).

Nous n'étions pas contents du communiqué de presse critiquant le HCR qui est sorti de Macédoine. Nous savions que le HCR n'avait pas l'argent pour pouvoir faire ce qu'il avait à faire et nous trouvions qu'à l'époque, descendre le HCR n'était pas la meilleure solution. Nous avons aussi servi la soupe à l'OTAN en disant publiquement que le HCR était incapable. Par la suite, la responsable des questions de populations et de réfugiés au secrétariat d'Etat - elle rapportait directement à Madeleine Albright - a fait une visite dans la région et MSF lui a resservi la soupe en disant : « le HCR est complètement incompetent, il n'est pas capable de faire quoi que ce soit etc. » A leur retour, j'ai entendu le directeur de USAID avec qui elle avait fait sa visite déclarer : « les ONG ont dit que ça ne servait à rien de donner notre argent au HCR puisqu'ils ne savent pas faire les choses. » Je pense qu'on n'a pas été très clair là-dessus. A MSF Etats-Unis nous nous sommes intéressés au statut du HCR et à ses difficultés à mettre en place ses programmes, en particulier à son faible financement par le gouvernement américain. Régulièrement, j'ai interpellé la responsable des questions de populations et de réfugiés au département d'Etat. Je lui ai souvent posé la question dans des réunions publiques : « je voudrais comprendre ce que fait maintenant le gouvernement américain pour aider le HCR au moment où tous ces gens fuient le Kosovo. » J'ai pris aussi contact avec le représentant du HCR ici au Nations unies : « j'ai besoin de mieux comprendre ce que vous avez comme financement. Nous ne saisissons pas bien la stratégie actuellement. » Le 9 avril, je lui ai demandé de nous dire ce qu'ils avaient reçu. Ils avaient reçu globalement 46 millions de dollars alors qu'ils en avaient demandé 138. Comme je n'arrêtais pas de les solliciter, ils ont refait un nouveau bilan au 26 avril. Des Etats-Unis, ils n'avaient reçu que 8 millions pour le Kosovo. Quand j'appelais le Département d'Etat, on me répondait : « bien sûr, on a donné de l'argent, on a donné 28 millions de dollars. » Mais le représentant du HCR ici me disait : « ils ont donné huit ou neuf millions de dollars mais ce sont des fonds liés à la Bosnie, c'est pour tout le problème bosniaque et ce n'est pas pour la crise actuelle du Kosovo. » Nous nous sommes un peu excités sur cette histoire parce que c'était mentir ouvertement au public sur les fonds que le gouvernement donnait. Nous avons dit assez régulièrement : « si

vous voulez vraiment mettre en place une opération humanitaire indépendante de l'opération militaire, il faut que vous donniez des moyens au HCR pour pouvoir travailler.»

Antoine Gérard, directeur des programmes
MSF Etats-Unis (en français).

 L'un de nos objectifs était de redonner un caractère civil au système de l'aide déployé dans la région. En Albanie, pour des raisons de communication, les premières «actions humanitaires» des militaires ont été réalisées par les contingents nationaux des différents Etats. On aurait vraiment pu faire un bêtisier avec les erreurs des militaires. L'OTAN a commencé à s'en inquiéter. C'est à ce moment-là qu'a été lancée l'opération Abri allié. Et c'était à mon avis une façon pour eux de reprendre la coordination de ce que tout le monde qualifiait de cirque et de chaos. Il y avait peut-être aussi des raisons militaires. Il était très clair que l'OTAN avait décidé de garder la haute main sur l'action humanitaire pour plusieurs raisons. D'abord il s'agissait d'une opération militaire illégale parce qu'elle n'avait pas reçu l'aval du conseil de sécurité. L'OTAN avait donc besoin de l'argument humanitaire pour contrebalancer l'illégalité de l'opération et pour lui redonner une apparence légitime. Je pense aussi que l'OTAN avait besoin de gérer les mouvements de population en cas d'intervention terrestre, dont on ne savait pas à l'époque si elle aurait lieu ou pas. Il y avait eu un débat puisque certaines organisations humanitaires avaient appelé à l'intervention terrestre. A plusieurs reprises MSF a demandé que ce soit l'ONU qui coordonne les opérations de secours dans la région. C'est assez drôle. Par la suite, il n'y a sans doute pas eu beaucoup de prises de parole publique de MSF appelant une coordination des opérations de secours par l'ONU !

[...], adjoint à la responsable juridique MSF
(en français).

Le 12 avril 1999, MSF France diffuse un communiqué de presse, repris par MSF Royaume-uni, signalant un nouvel afflux de populations au Monténégro. Les villages monténégrins sont saturés et les déplacés se retrouvent dans le plus grand dénuement. L'équipe de MSF s'efforce de leur porter secours mais éprouve des difficultés à adapter ses secours à une population en transit, dans un contexte de sécurité fluctuant.



«Nouvel afflux de populations déplacées au Monténégro. Médecins Sans Frontières met en place des structures temporaires pour faire face à l'urgence.» **Communiqué de presse**, MSF France, MSF Royaume-uni, 12 avril 1999 (en français).

Extrait :

Depuis trois jours, une nouvelle vague de déplacés kosovars arrive au Monténégro. «Le flux continu des réfugiés s'est intensifié: depuis quelques jours, 2 000 personnes arrivent quotidiennement à Rozaje dans un état très alarmant» explique François Calas, chef de la mission sur place. Dans le même temps, les conditions d'accueil des déplacés dans la région se dégradent nettement.

Alors que les premiers déplacements s'effectuaient par la route, et souvent, en voiture, tracteurs ou camions, les nouveaux déplacés ont dû fuir à pied, à travers la montagne. Ils arrivent à Rozaje, épuisés, hagards et dans un mauvais état de santé, à l'issue d'une marche de 15 à 20 heures, dans la neige. Ces nouveaux déplacés viennent principalement de la région d'Istok, au nord-est de Pec, qu'ils ont été forcés de quitter sous la menace des forces serbes. Les déplacés interviewés font état d'exactions et de violences commises contre les populations civiles.

A Rozaje, les capacités d'accueil sont aujourd'hui saturées. Ni les autorités monténégrines, ni les réseaux locaux de solidarité ne peuvent plus faire face à la situation. Environ 27 000 personnes vivent maintenant en situation de grande précarité. «Sur les sites où nous intervenons, et qui abritent environ 20 000 personnes, les déplacés ont moins d'un mètre carré chacun. Ils dorment assis à même le sol, ou entassés dans des remorques de tracteurs, ou des camions stationnés. Il n'y a en général qu'une seule latrine pour plusieurs centaines de personnes», raconte François Calas. On estime également qu'environ 7 000 personnes sont actuellement sans abri dans des conditions climatiques très rudes : Rozaje est situé à 1 500 mètres d'altitude et, la nuit, la température peut descendre jusqu'à zéro degré. En outre, depuis plusieurs jours des signes de tension sont apparus qui font craindre pour la sécurité des réfugiés dans l'avenir. Médecins Sans Frontières souhaite qu'un accord intervienne rapidement entre les autorités monténégrines et le Haut-Commissariat aux réfugiés pour renforcer la protection et la sécurité de ces personnes dans de nouveaux sites d'accueil.

Face à cette situation d'urgence, Médecins Sans Frontières met en place des structures médicales temporaires pour apporter un premier secours aux populations qui continuent d'arriver. Les équipes améliorent également les conditions de vie et de prise en charge médicale et sanitaire dans les différents sites.



«Les ressources du Monténégro atteignent leurs limites. Les réfugiés sont au bord de la catastrophe, selon les autorités.» Ray Moseley, **The Chicago Tribune** (Etats-Unis) 12 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

De nouveaux réfugiés arrivent à Rozaje à raison de 1500 par jour.

Le docteur Jacques de Milliano, landais qui dirige la mission de Médecins Sans Frontières à Rozaje, a déclaré qu'au moins 15000 réfugiés supplémentaires devraient arriver dans les jours qui viennent de la région d'Istog au Kosovo, tombée aux mains de l'armée yougoslave vendredi et samedi.

«Pour le moment, je ne sais pas où ils pourront trouver un abri» a-t-il ajouté «Rozaje est plein. Chaque maison abrite 10 à 15 réfugiés, les quatre usines locales sont remplies, ainsi que les églises et les mosquées.» Certains peuvent peut-être se déplacer vers la côte, et d'autres vers l'Albanie, mais il est vital que des Etats européens en hébergent un certain nombre.

De Milliano, un ancien président de MSF international a déclaré samedi soir que son organisation avait apporté six tentes, pouvant abriter chacune 50 personnes, les seules tentes fournies à ce jour. [...] «L'aide commence juste à arriver mais elle n'est pas suffisante» a-t-il affirmé.

Rozaje est l'un des sites monténégrins qui abritent des réfugiés et de Milliano a déclaré qu'il était vital qu'un autre site soit trouvé, de préférence dans une région plus hospitalière.



«Nouvelle vague de réfugiés du Kosovo en Macédoine.» Deborah Pasmantier, **AFP** (France), Blace (Macédoine) 14 avril 1999 (en français).

Extrait :

Au moins 2000 réfugiés du Kosovo sont arrivés mercredi à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine au poste de Blace, a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) Paula Ghedini.

«Il y a approximativement au moins 2000 personnes» du côté macédonien dans le *no man's land* à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine, a ajouté le porte-parole.

«Il semble qu'il y ait un nombre plus important de réfugiés qui voudraient venir, qui attendent toujours un train dans les gares d'Urosevac mais aussi de Kaganic», a indiqué le porte-parole. La majorité de ces réfugiés, selon le HCR, «sont arrivés par trains d'Urosevac mais il y a aussi des véhicules civils venus de Prizren et de Gjilan.»

Le porte-parole a ajouté qu'il «pourrait y avoir d'autres groupes qui tentent de venir depuis Prizren. La majorité des gens avec qui nous avons parlé nous ont dit qu'ils n'avaient pas été poussés dans les trains, on leur a dit de partir dans un minimum de temps», a dit le porte-parole. «La majorité des réfugiés, selon le porte-parole, semble avoir tous

leurs documents, comme les passeports. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas été battus.»

«Nous avons des informations selon lesquelles il y aurait des mouvements d'exode, a souligné le porte-parole, selon qui il semble que la situation empire.»

[...] La plupart des réfugiés d'Urosevac - environ un millier arrivé lundi et mardi - avaient raconté qu'on leur avait donné dix minutes pour quitter leurs maisons et qu'ils s'étaient cachés dans des forêts durant plusieurs jours en attendant le moment opportun pour quitter le Kosovo.

[...] Quelques 125000 Albanais du Kosovo ont traversé jusqu'à présent la frontière pour se réfugier en Macédoine.



Je suis resté trois semaines et il y a eu régulièrement toutes les nuits des grappes de dizaines ou de centaines de réfugiés qui arrivaient à pied de la vallée de la Rugova. Certains arrivaient en voiture. La majorité arrivait par la montagne à pied. Ils n'allaient pas bien, ils étaient fatigués, ils avaient froid. Mais dans l'ensemble, ils étaient en bonne santé. Pendant une semaine, ils avaient subi des violences comme rarement on en subit et avaient vécu dans des conditions très difficiles, sans nourriture. Mais il n'y avait pas de malnutrition. C'était surtout sinistre. Ils n'étaient pas si nombreux que cela : 5000 ou 4000 c'est tout. On a mis en place des activités de secours très rapidement. Les gens étaient installés dans des conditions lamentables dans des usines désaffectées. J'ai un souvenir très parcellaire de la construction du projet. A la lumière de la lampe torche, le soir autour d'une carte, l'équipe de direction discutait de comment retourner au Kosovo. Mais je n'étais pas impliqué. Et cela ne s'est pas fait.

Michaël Neuman, chargé de la collecte de récits auprès des réfugiés au Monténégro (en français).



C'était une urgence qui n'en était pas une. Nous étions en post-urgence en permanence. Il y a eu trois jours de pics d'activité où tout le monde s'est mis à monter des tentes. En fait, on nous annonçait toujours des flux qui n'arrivaient pas, ou quand ils arrivaient nous n'étions pas prêts à ce moment là. C'était très difficile de répondre à la situation en termes de programme, parce qu'elle était fluctuante, parce qu'en termes de sécurité, cela changeait tous les jours : un jour les frontières risquaient d'être fermées et le lendemain non. La moitié des déplacés du Kosovo partaient tout de suite vers l'Albanie ou ils étaient accueillis dans des familles. Il n'y avait pas vraiment de camps. Nous leur proposons des secours qui n'étaient pas du tout adaptés à leurs besoins et à leurs demandes. Il y avait du BP5 (biscuits protéinés) partout par terre mais ils ne le mangeaient pas. A Ultsine, avec l'arrivée des réfugiés, la population s'était multipliée par deux ou trois. Nous avons installé des tentes, que nous avons eu beaucoup de mal à nous procurer sur le marché. Nous avons trouvé

quelques tentes sahariennes qui n'étaient pas du tout adaptées à la météo. Nous étions très lents, très en retard. En plus il n'y avait pas de nourriture... Nous n'étions pas habitués à aider ces populations. Les associations de solidarité albanaises, qui fonctionnaient très bien, venaient nous demander de les aider. Elles avaient organisé des cuisines gratuites qui marchaient très bien. La communauté était organisée.

Virginie Raisson, adjointe au coordinateur MSF France au Monténégro, avril - mai 1999 (en français).

Un chargé de mission recueille les témoignages des réfugiés tandis que le représentant d'Epicentre entame une enquête de mortalité rétrospective.

 En même temps que j'accompagnais l'installation de la mission, en attendant que le vrai logisticien arrive, j'ai recruté un interprète puis un autre. J'ai parcouru la campagne avec mon carnet pour discuter avec les gens et essayer de savoir ce qui s'était passé. J'avais vu les responsables juridiques de MSF France qui m'avaient dit le type de questions que je pouvais poser. C'était assez basique. Cinq ou six questions : « d'où tu viens ? Comment tu es arrivé là ? » Je travaillais au téléphone avec eux, pour modifier les questionnaires en fonction des types de questions qui remontaient. Je leur envoyais tout directement. Ensuite Vincent Brown, d'Epicentre est arrivé pour faire son enquête épidémiologique et nous avons pu travailler ensemble. Nous faisons l'enquête le jour et du secours la nuit. Trois semaines très intenses. J'allais m'asseoir. Nous discussions, nous fumions et quand nous avons fini nous allions voir un autre réfugié un peu plus loin. Je ne sais plus combien j'en ai rencontré. Tout le monde parlait, pleurait, même mes traducteurs ! J'ai travaillé avec trois jeunes traducteurs. Ils avaient mon âge, entre 20 et 25 ans. Ils entendaient ces histoires alors qu'eux-mêmes venaient d'avoir leur maison brûlée à Pec la semaine précédente. J'ai gardé longtemps des contacts avec eux.

Michaël Neuman, chargé de la collecte de récits auprès des réfugiés au Monténégro (en français).

 J'ai attendu six jours pour faire l'enquête parce que l'urgence était d'aider les gens à se mettre à l'abri. Les logisticiens étaient débordés, et donc au milieu de la nuit - parce qu'ils se sentaient plus en sécurité - des gens descendaient par petits groupes des collines. Ils avaient dix huit kilomètres à couvrir, mais à l'arrivée ils avaient quand même très froid. Et il fallait absolument les mettre sous des tentes et leur donner des couvertures. Donc

pendant une semaine, on mangeait la soupe à dix heures. Puis on récupérait les gens jusqu'à deux ou trois heures du matin et ensuite on allait se coucher. Il y avait huit ou neuf centres collectifs, gymnases ou fabriques à l'abandon. Et chaque endroit abritait entre 500 ou 1000 personnes, complètement confinées. Nous avons donc tenu compte de ces chiffres pour faire un échantillon proportionnel du nombre de familles dans chaque site, qui soit assez représentatif. Nous avons laissé de côté une vingtaine de mosquées après avoir vérifié qu'en gros les conditions de vie dans la mosquée correspondaient à celles des centres. Cela a duré quinze jours et demi. On a pris six enquêteurs, on a mis le paquet. C'était très riche parce que Michaël avait déjà fait une trentaine d'entrevues. Du coup, j'ai pu m'asseoir avec lui une heure ou deux pour qu'il me briefe et donc avoir une bien meilleure perception du travail plus quantitatif que je devais faire. En fait, il y avait eu quatre décès, à cause de la violence, pendant l'exode de Pec dans les collines où ils s'étaient réfugiés et ensuite pendant leur trajet à pied sur les crêtes des hautes collines. Un gamin était mort de froid et une vieille morte d'un arrêt cardiaque à cause de l'effort. Deux autres avaient été tués. D'autres avaient disparu.

Dr. Vincent Brown, médecin épidémiologiste, Epicentre (en français).

Le 13 avril 1999, au cours d'une conférence de presse à Tirana, le président du conseil international de MSF s'efforce de recentrer l'attention sur le sort des populations restées au Kosovo. Pressé par les journalistes qui lui demandent de faire des propositions, il suggère que l'OTAN rende publiques des photos satellites afin de localiser les personnes en fuite et pouvoir leur porter secours. Certains journalistes en déduisent que MSF possède des informations sur la présence de troupes de l'OTAN au Kosovo. Le même jour, le quotidien étasunien *The New York Times* publie une « lettre au rédacteur en chef » de la directrice générale de MSF Etats-Unis. Elle y regrette que la coordination des camps de réfugiés du Kosovo soit confiée à l'OTAN plutôt qu'au HCR, l'agence des Nations unies qui a pour mandat d'assurer leur protection.



« Conférence de presse de Tirana du 13 avril. »
Courriel du chargé d'information MSF en Albanie aux chargées de communication du réseau MSF, 13 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

La conférence de presse a eu lieu ce matin à 9 heures et environ 25 journalistes y ont assisté, dont *USA Today*, *La Republica*, *Libération*, *New republic*, *Financial times*, *Stars & Stripes*, *ABC* (magazine espagnol) et *Reuters* (presse et télévision). La présentation a pris environ 20 minutes et a commencé avec Christopher (le coordinateur) qui

a présenté les activités de MSF en Albanie. Puis Diane Plessia (chargée de mission santé mentale) a expliqué les conclusions que nous pouvions tirer des 30 témoignages recueillis au près des réfugiés à Kukes. Finalement James Orbinski (le président du conseil international de MSF) a fait une déclaration sur la situation humanitaire au Kosovo.

Comme attendu, la première question est venue de *USA Today* qui nous a demandé ce que nous proposons pour améliorer la sécurité des gens pris au piège au Kosovo. James a répondu que MSF était une organisation humanitaire et pas un Etat. MSF n'a pas d'informations directes sur ce qui se passe au Kosovo en ce moment. Nos seules informations directes nous parviennent via les réfugiés qui ont fui le Kosovo. La communauté internationale et l'OTAN doivent avoir de l'information sur la situation des gens au sol, à partir de photographies aériennes ou de toute autre source.

L'objectif de l'initiative militaire et diplomatique lancée ces derniers mois était de prévenir une crise humanitaire à l'intérieur du Kosovo et d'assurer leur sécurité. En ce moment, toute l'attention est portée sur les réfugiés hors du Kosovo et sur la campagne de bombardement contre la Serbie. Il n'y a plus d'attention portée à la sécurité des gens à l'intérieur du Kosovo et notre initiative est de réorienter cette attention là dessus et pas seulement sur les réfugiés et les bombardements de l'OTAN.

La communauté internationale et l'OTAN ont lancé cette initiative diplomatique et militaire ostensiblement pour des objectifs humanitaires, ils doivent avoir des informations sur le statut et la sécurité des gens et, en conséquences, sont responsables de vérifier ces informations et d'explorer toutes les options pour garantir la sécurité des gens au Kosovo. Ce n'est pas à MSF de proposer des solutions spécifiques.

Les journalistes ont été très exigeants, en réclamant des propositions spécifiques. James a été cohérent dans ses réponses et a déclaré que si l'OTAN pouvait obtenir des images d'objectifs militaires, ils pouvaient sûrement en avoir des déplacements des populations et de leurs conditions de vie. Nous demandons à être informés de la situation humanitaire des personnes au Kosovo et que la communauté internationale prenne ses responsabilités pour garantir la sécurité des habitants du Kosovo, dont la voix est silencieuse et dont le destin reste inconnu. Finalement, nous pensons que les journalistes ont capté notre message. Au fond, l'OTAN et la communauté internationale font porter toute leur attention sur les réfugiés et sur leurs actions militaires, et font passer au deuxième plan la sécurité des habitants du Kosovo.



« L'alarmant mystère des disparus. MSF s'inquiète pour plus d'un million de Kosovars bloqués dans le pays. » Fabrice Rousselot, **Libération** (France), 14 avril 1999 (en français).

Extrait :

Combien y a t il de Kosovars albanais chassés de chez eux et qui se trouvent encore à l'intérieur du Kosovo ? Sont-ils 260 000 comme l'affirmait jeudi l'OTAN? 400 000, comme l'affirmait le 11 avril le secrétaire au *Foreign office* Robin Cook? Ou encore plus d'un million comme le disait hier Médecins Sans Frontières (MSF)? Et surtout, question lancinante, que sont-ils devenus ? [...] L'OTAN a néanmoins été accusée hier par MSF de ne pas faire assez pour assurer la sécurité de ces Kosovars restés au Kosovo. Pour MSF, l'Alliance atlantique dissimule des informations sur « le million ou plus d'Albanais » toujours dans la province. Selon James Orbinski, le président du comité international de MSF, « les Albanais du Kosovo devraient désormais être la première priorité de la communauté internationale. Mais ils sont réduits au silence, ils sont pris entre le marteau de Milosevic et le clou de l'OTAN, qui les a abandonnés. L'OTAN peut localiser ces gens grâce à ses satellites et les photos prises depuis ses avions, a ajouté James Orbinski. « L'Alliance doit publier ces clichés. Des villes comme Pristina et Pec sont vidées et nous ne savons pas où sont leurs habitants. Ils ont disparu. Si nous pouvions les localiser, ce serait un premier élément d'appréciation. » Se basant sur des témoignages de réfugiés, recueillis dans le Nord de l'Albanie, MSF a en outre affirmé que « des massacres perpétrés par la police et les militaires serbes étaient en cours au Kosovo » avant d'expliquer que de nombreux Albanais ayant passé la frontière disaient avoir vu de « multiples charniers. » Enfin, l'organisation humanitaire a critiqué l'OTAN pour sa participation à l'effort humanitaire: « l'Alliance devrait se dispenser de l'humanitaire. Ce n'est pas une organisation impartiale. Elle est en guerre, et pour cette raison, elle met en danger les réfugiés dont elle s'occupe », a conclu James Orbinski.



« Au Kosovo, il est temps pour tous de sauver la face: les organisations humanitaires font de leur mieux. » Lettre au rédacteur en chef, par la directrice générale MSF Etats-Unis, **The New York Times** (Etats-Unis), 13 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Réponse à l'article du 7 avril. Les secours sont débordés, l'OTAN prend en charge la coordination : la ligne de démarcation entre l'assistance militaire et l'aide humanitaire peut sembler sans importance lorsqu'on est confronté à une telle crise. Mais la communauté internationale, en laissant les réfugiés du Kosovo sous la responsabilité de l'OTAN, plutôt que sous la protection d'une agence neutre les met en danger. Bien que les militaires aient un

avantage supérieur dans le domaine logistique en cas de catastrophes, il relève du mandat du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de leur fournir et de coordonner assistance et protection. Cette agence a été désignée par le droit humanitaire international pour enregistrer, protéger et répondre aux besoins des réfugiés. Ceci inclut la nécessité de respecter leur volonté individuelle, ou leur absence de volonté d'être re-localiser dans un pays tiers.

 Nous voulions aborder cette question : « qu'est-ce qui se passe à l'intérieur du Kosovo ? N'est-il pas possible d'avoir des informations ? » Le nombre d'arrivées de réfugiés était très variable et nous savions très bien que l'OTAN devait avoir de l'information sur ce qui se passait. Donc il y avait ce sentiment qu'ils nous montraient des images de la précision de leurs armements, mais que nous ne voyions rien de ce qui se passait pour la population de l'autre côté. Et puis des gens qui arrivaient racontaient : « mon village a été brûlé, il y a beaucoup plus de réfugiés qui vont arriver, un autre village a été brûlé », etc. Nous avions donc le sentiment que cette information dont nous avions besoin pour nos opérations, l'OTAN la possédait. En fait nous avons demandé des précisions. A un moment, James a dit : « D'ailleurs nous savons qu'il y a des troupes de l'OTAN à l'intérieur du Kosovo. » Et là, les journalistes américains ont bondi : « mais c'est une information militaire ! Est-ce que vous avez confirmation ? » James a répondu : « c'est de notoriété publique. » Et ça s'est très mal passé. On nous a accusés de donner des informations militaires. Je pense qu'effectivement c'était « de notoriété publique. » Il avait dû le lire dans les journaux qui parlaient de troupes de l'OTAN présentes « de l'autre côté. » Nous savions très bien que l'OTAN était au courant de ce qui se passait à l'intérieur du pays. D'ailleurs très peu de temps après, l'OTAN nous a donné une carte avec les estimations, le nombre de personnes, où est-ce qu'ils se trouvaient et s'ils étaient en route vers la frontière ou pas. A l'époque, ils avaient toutes ces images de la situation sur le terrain. Ils ne montraient pas les photos satellites, mais l'Europe redécouvrait ses armes de destruction très précises. C'était un des gros points de cette conférence de presse, celui dont je me souviens le plus parce que quand c'est sorti, nous nous sommes rendus compte que c'était une erreur. Nous n'avions pas la confirmation. C'était de la spéculation.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

 Je ne crois pas que toute la conférence ait porté sur ce sujet. Tout n'a pas tourné autour de mes propos sur les services de renseignements. Et puis j'ai précisé : « non, ce n'est pas ce que j'ai dit, ce que j'ai dit c'est ... Je pense que c'était une façon d'écarter les projecteurs

de ce triomphalisme militaire, pour les braquer sur les gens restés au Kosovo et ce qui leur arrivait réellement, à cause de l'action de Milosevic et des bombes. D'une certaine façon de dégonfler un peu la machine à propagande de l'OTAN qui réduisait l'ensemble de la réalité à la grande campagne de bombardements américains.

Je me souviens avoir fait un tour des journaux européens et des médias internationaux qui parlaient tous de stratégie militaire, de la vitesse des avions, de leur capacité de transport et des cibles qu'ils atteignaient. Mais la réalité de ce que les gens vivaient et souffraient était oubliée, elle n'était même pas sur les agendas. C'était en quelque sorte secondaire et il fallait vraiment faire un effort et dire : « regardez, ces gens sont piégés. » C'est vraiment ce que nous nous efforcions de faire. Nous étions pris entre l'enclume de Milosevic et le marteau de l'OTAN.

Dr. James Orbinsky, président MSF International (en anglais).

 James l'a géré tout seul. Tout cela se faisait sur place. La technique de 'l'électron libre' on l'avait inaugurée avec Jacques de Milliano au Zaïre. Elle a des inconvénients parce qu'elle n'est pas suffisamment épaulée, mais elle a la force de la spontanéité, de la vérité, sans calcul. On en a reparlé par la suite. C'était exactement le même genre de situation qu'avec de Milliano en 1996 quand il était à la frontière du Zaïre et disait qu'à l'intérieur il se passait des tas de choses. Là dessus, il n'y avait pas de discussion internationale. Ils préparaient cela localement. De toute façon la préparation d'une conférence de presse cela se passe toujours au dernier moment à trois ou quatre sur un coin de table... Nous parlions du message en général. Mais nous nous disions qu'à l'intérieur il se passait des choses. Nous pensions n'avoir accès qu'à la pointe de l'iceberg. Là-dessus il n'y avait pas de gros débat. Tout le monde savait que c'était un gros souci commun. Effectivement, cette période a été très décentralisée sur le plan des prises de position. Je suis sûr que nous n'avons pas parlé de ces prises de position au téléphone. Je ne crois pas que James en ai parlé à d'autres, peut-être avec les directeurs généraux ou avec certains présidents. Mais cela m'étonnerait. Nous étions sous pression pour prendre la parole, alors que tout avait été dit. Nous aurions mieux fait de ne rien dire.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général MSF international (en français).

 J'ai trouvé que c'était très maladroite. Le président de notre section britannique était sur le terrain. Il est revenu en disant : « Cette conférence de presse n'était pas intelligente. Ce n'était pas professionnel, pas informé. » Ça s'est très mal passé. Nous avons perdu beaucoup de crédit. Le communiqué de presse était mal fait.

C'était n'importe quoi. Nous nous sommes tirés une balle dans le pied.

Anne-Marie Huby, directrice générale
MSF Royaume-uni (en français).

 *Il y avait beaucoup de gens importants à Tirana à ce moment-là. Les grands chefs étaient là : Orbinski, le président du conseil international, Parisel, le directeur général de MSF Belgique, la salle était pleine de chefs... Samantha [Bolton, coordinatrice de l'information Bureau international MSF] était même là. Elle essayait de faire la synthèse de toutes les directions proposées par ces gens importants qui souhaitaient absolument dire quelque chose. C'est l'impression que j'avais. A MSF, on ne peut pas rester silencieux, il faut qu'on parle. Donc on discutait entre nous des photographies aériennes qu'ils devaient posséder. Est-ce qu'il faut des couloirs humanitaires ? Est-ce qu'on doit dire comment porter assistance à ces personnes ? Et comment se fait-il qu'on n'en sache pas plus ? Bien sûr, il y avait la théorie du complot : « L'OTAN ne veut pas montrer la réalité, ils ont des troupes au sol. C'est évident, ils ont toujours des troupes spéciales au sol. »*

Bas Tielens, chargé d'information MSF international
au Kosovo de novembre 1998 à avril 1999 (en anglais).

DU BON USAGE DES RECUEILS DE RÉCITS

Au cours de la conférence de presse du 13 avril, la personne chargée de la collecte des récits des réfugiés en Albanie s'appuie sur les premiers témoignages recueillis pour déclarer qu'une politique systématique d'expulsion de la population kosovare est en cours. Cette thèse est reprise dans le communiqué de presse publié en appui à la conférence, qui suscite des réserves au sein du mouvement MSF. Les chargés de communication sur le terrain commencent également à diffuser certains récits, accompagnés de photos des personnes interviewées. Le coordinateur de MSF Belgique en Albanie déclare au quotidien britannique *The Independent* que MSF a recueilli des témoignages de réfugiés évoquant l'existence de charniers au Kosovo. Des journalistes néerlandais évoquent des témoignages recueillis par MSF mentionnant l'utilisation de gaz par les forces serbes. Le responsable de programme de MSF Belgique, réagissant à une déclaration de l'OSCE sur l'utilisation de boucliers humains par les forces serbes

s'appuie encore sur les récits collectés auprès des réfugiés pour confirmer l'information.



« *Recueil de données Macédoine.* » **Courriel** de Katrien Coppens, chargée d'information, MSF Hollande en Macédoine, à Françoise Saulnier et [...], responsables juridiques MSF, 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Je suis arrivée en Macédoine le 3 avril. La situation était très chaotique car les réfugiés du Kosovo étaient arrêtés à la frontière et seulement très peu d'entre eux étaient autorisés à entrer. MSF et les autres organisations n'étaient pas autorisés à leur porter assistance et la situation humanitaire était terrible. Au bout de deux jours, les réfugiés ont été transportés dans des camps, en Grèce et en Albanie et par avion jusqu'en Turquie. La situation était de nouveau chaotique, il n'y avait pas d'enregistrement, les familles étaient séparées et les gens re-localisés contre leur gré dans d'autres pays.

Le HCR n'était pas capable de coordonner quelque activité d'assistance / protection que ce soit et chacun courait derrière les événements : pas d'enregistrement etc.

Etant donnée la situation les premiers jours de mon séjour en Macédoine, je me suis concentrée sur la situation des réfugiés en Macédoine, au lieu d'interviewer les réfugiés sur la situation au Kosovo. Donc les premiers jours, peu de témoignages ont été recueillis.

Quand les gens ont été déplacés vers le camp de Brazda j'ai interviewé les réfugiés mais je me suis concentrée sur leurs besoins actuels en matière de protection en tant que réfugiés en Macédoine. Ceci parce que les organisations de défense des droits de l'homme étaient présentes : HRW [*Human rights watch*], AI [*Amnesty international*], les observateurs des droits de l'homme de l'OSCE et plus tard ceux du HCR ont tous collecté des témoignages en se concentrant sur la situation au Kosovo.

Les témoignages que j'ai collectés montrent la situation suivante:

Ils révèlent un mode opératoire d'expulsion forcée de Pristina. Les réfugiés racontent que la police et des militaires cagoulés et armés sont allés de porte en porte et les ont forcés à partir. Une fois dans la rue, les gens étaient dirigés vers la gare centrale de Pristina.

La police et les militaires cagoulés étaient postés sur le bord de la route. Les gens étaient harcelés par la police et les militaires qui leur disaient : « *nous ne voulons pas de vous ici* », « *il n'y a pas de place pour vous ici* », « *Allez en Albanie* », « *allez chercher l'OTAN.* » Certains ont été battus. A la gare, des milliers de gens étaient rassemblés. Ils ont été mis de force dans un train de passagers qui a alors pris la direction de la frontière. Certains des réfugiés ont passé plus de 12 heures dans la gare. A la gare et dans le train, ils ont été harcelés par la police et les militaires qui ont essayé de leur voler leur argent, leurs bijoux et leurs papiers d'identité. Les passeports et les cartes d'identité ont été déchirés et jetés.

Le train était plein à craquer. Au Kosovo, pendant leur fuite, les réfugiés n'ont pas assisté à des viols, des meurtres ou la mise à l'écart des hommes jeunes. Certains ont vu des gens être battus et sur le chemin, ils ont vu des maisons incendiées.

Quand ils sont arrivés à la frontière, après avoir attendu dans le *no man's land*, les gens sont arrivés à Blace, mais n'ont pas été autorisés à entrer plus avant en Macédoine. [...] Presque tous les réfugiés en Macédoine sont originaires de la ville ou de la région de Pristina. Cela a été aussi confirmé par d'autres organisations qui ont recueilli les témoignages des réfugiés. Ils n'ont pas n'ont plus entendu parler de personnes ayant assisté à des séparations forcées, des massacres ou des viols. Ceci laisse penser que la plupart des gens sont victimes d'une expulsion organisée.

Tout cela s'est déroulé ces deux dernières semaines. En ce moment presque aucun réfugié n'arrive (frontières fermées coté serbe).

Avec l'équipe et Sofi nous avons discuté de l'idée de nous concentrer, dans les jours à venir sur la formation du personnel MSF pour collecter des informations, en particulier sur le problème de la protection en Macédoine. Je vous enverrai le cahier des charges. Nous avons adapté le questionnaire à cet objectif. Je vous l'enverrai également.



« Droits de l'homme/recueil de témoignages dans le Nord de l'Albanie. » **Courriel** de Diane Plessia chargée des questions de droits de l'homme, MSF Belgique en Albanie aux chargés de communication de MSF Belgique et MSF Hollande au responsable de programme de MSF Belgique, à la responsable juridique de MSF France, 13 avril 1999 (en anglais).

Voici la courte déclaration que j'ai faite ce matin au cours de la conférence de presse : « Au cours d'entretiens longs et approfondis avec des réfugiés kosovars, le personnel de terrain de MSF en Albanie a recueilli des témoignages cohérents sur les exactions commises par les forces serbes, qui permettent de conclure qu'une politique systématique d'expulsion de la population continue à être menée.

La majorité des réfugiés qui sont arrivés dans le Nord de l'Albanie viennent de villages. Les réfugiés racontent que la police, les militaires et/ou les forces paramilitaires approchaient systématiquement chaque maison et ordonnaient aux habitants de « partir pour l'Albanie/l'OTAN/Clinton » et de ne jamais revenir sous peine d'être tués : « Le Kosovo n'est pas votre pays. » Les forces serbes incendiaient ou détruisaient les maisons abandonnées par les familles en fuite. Les gens dans l'impossibilité de se déplacer assez rapidement, en raison de leur âge ou d'un handicap, sont encore portés disparus. Après avoir été expulsés de leur maison, les gens étaient dépouillés de leur argent (les deutschemarks) et de leurs objets de valeur en échange d'un passage « en sécurité ». Tout au long de la route, ils étaient encadrés par des paramilitaires qui les dirigeaient vers la frontière. Là, des représentants des autorités leur

confisquaient leurs papiers d'identité, passeports et permis de conduire. Les familles étaient souvent séparées pendant le chaos de cette expulsion organisée et il y a de nombreux récits de personnes âgées et d'enfants mourant d'épuisement en chemin. Il y a des cas dispersés de personnes portées disparues et des cas irréguliers mais fréquents de tabassage, d'enlèvements, de poursuite d'individus par une voiture ou un tank et de massacres avec des charniers (à l'échelle de plusieurs dizaines de personnes, voire plus). Les nouveaux réfugiés, qui ont traversé la frontière ces deux derniers jours confirment ces récits et nous craignons le pire pour le million de personnes restées au Kosovo. »



« Un million de personnes passées sous silence. MSF exige une solution immédiate pour assurer la sécurité des civils du Kosovo. » **Communiqué de presse MSF**, 13 avril 1999 (en anglais).

Dans les six derniers jours, les frontières où les réfugiés cherchent refuge ont été effectivement fermées et les gens ont été refoulés. En ce moment, il n'y a aucune sécurité pour les populations civiles qui sont piégées et aucun accès humanitaire impartial et indépendant, présence ou assistance à l'intérieur du Kosovo.

MSF demande que la communauté internationale ne se concentre pas seulement sur la crise des réfugiés, mais aussi sur la sécurité des gens qui restent au Kosovo. MSF a recueilli des récits auprès de réfugiés qui font état de viols, de massacres, de meurtres, de charniers et d'un processus très clair de violence et d'expulsion forcée à l'encontre des civils du Kosovo : « Nous avons été rassemblés sur la place du village et on nous a dit que quiconque essayait de fuir serait abattu. »

« Votre place n'est pas au Kosovo, vous devez partir. »

« Nous n'étions pas autorisés à nous arrêter et pouvions juste nous reposer un peu quand la file était arrêtée par des paramilitaires. Les gens étaient régulièrement emmenés dans des camions militaires. »

« Nous avons été amenés au village voisin et nous avons entendu des coups de feu de l'endroit où les hommes avaient été abandonnés. »

« On nous a tous forcés à partir. L'un des paramilitaires a dit à mon mari de descendre du camion et de lui donner son argent. Mon mari a haussé les épaules, indiquant qu'il n'avait pas d'argent. Le paramilitaire lui a tiré dans le cœur. Nous avons commencé à pleurer. Le soldat est parti puis s'est retourné. Il a coupé la gorge à mon mari, afin de s'assurer qu'il était bien mort. »

« Presque toutes les maisons que nous voyions sur le bord de la route avaient été incendiées et il y avait des soldats partout. »

Des militaires serbes : « Ici c'est la Serbie. »

Ces récits montrent l'existence d'un processus clair et convergent de campagne planifiée et menée par l'Etat, d'expulsion, de migration forcée et de terreur qui relève des plus graves crimes contre l'humanité.

Les gens qui sont encore à l'intérieur du Kosovo sont injoignables et leur situation est critique. Selon les chiffres

officiels, plus de 450 000 personnes ont fui le Kosovo depuis le 24 mars 1999. La crise des réfugiés n'est que le sommet de l'iceberg. En ce moment il est clair qu'une campagne massive et systématique de terreur et de migration forcée se déroule au Kosovo. Cependant, les deux tiers des Albanais du Kosovo sont encore à l'intérieur de la province et leur sort reste inconnu. Au-delà de l'urgence de la crise des réfugiés, il existe une crise primaire qui se développe concernant l'absence de sécurité et d'information sur le statut de centaines de milliers de civils à l'intérieur du Kosovo.

MSF, pose fermement la question :

Est-ce que les parties au conflit et la communauté internationale assument en priorité leur pleine responsabilité politique concernant la sécurité des personnes piégées au Kosovo ?

Est-ce qu'elles mènent toutes les actions nécessaires pour assurer la sécurité des civils et le respect d'une assistance neutre et impartiale à l'intérieur du Kosovo ?



«*Témoignage.*» Echange de **courriels** entre Marie-Christine Ferir, directrice des opérations MSF Belgique, [...], directrice générale MSF Etats-Unis et le réseau MSF, 14 avril 1999 (en anglais).

1. Marie-Christine

Re: Déclaration sur les réfugiés / témoignage:

Sachez que Françoise Saulnier à MSF France centralise tous les témoignages d'Albanie, de Macédoine, et du Monténégro. Diane Plessia collecte tous les témoignages en Albanie puis les transmet à Stefan de Woolf (MSF Belgique) qui les fait suivre à Françoise.

Pour l'instant, les récits sont toujours en cours de collecte en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Donc le message MSF à ce sujet n'est pas encore finalisé et tout ce qui ressemble à une citation d'un réfugié ne doit pas être confondu avec un témoignage.

Hier, MSF Belgique à Tirana a envoyé un communiqué de presse exigeant une solution immédiate pour assurer la sécurité des civils au Kosovo et a utilisé des citations des réfugiés en Albanie pour dresser un tableau clair de leur sort. Il ne s'agissait pas de déclarations sur les TEMOIGNAGES.

Après avoir collecté toutes les données, Françoise Saulnier rédigera une conclusion au sujet des résultats.

2. [...]

Cher tous,

J'aimerais suggérer qu'à l'avenir, quand nous sommes confrontés à de tels témoignages nous soyons plus prudents sur la façon dont nous les utilisons dans nos communiqués de presse. Je pense que nous ne devons pas abandonner notre engagement à «témoigner» mais je me fais beaucoup de soucis au sujet de l'image non professionnelle et politiquement engagée que nous renvoyons à travers ce communiqué de presse sur les Kosovars, alors que le reste des opérations et de la communication (également en Albanie) s'est par ailleurs efforcé de travailler

avec professionnalisme et impartialité.

Il aurait été mieux d'envoyer un communiqué de presse différent des témoignages et de fournir des portraits et des informations de fonds dans une série d'interviews, mieux documentées, rédigées à part et attachées au communiqué. Celui-ci aurait ainsi pu être centré sur un angle plus analytique.

Nous devrions aussi continuer à faire état de notre inquiétude pour les populations du Kosovo, mais rédiger prudemment nos déclarations afin d'éviter de nourrir le débat sur les troupes terrestres. Ou bien, ayons une discussion en interne, pour déterminer si oui ou non nous voulons des troupes terrestres.

Existe-t-il sur place un mécanisme d'appui et de coordination pour aider les équipes de terrain en matière de communication ? Où en est-on avec l'idée que nous avons eu dans le passé, d'un coordinateur comme Samantha, qui animerait une équipe de chargés d'information. Ne serait-ce pas aussi utile d'avoir un coordinateur régional afin que le même sujet soit abordé le même jour, en Albanie, au Monténégro et en Macédoine (si nécessaire) et que nous ayons ainsi plus d'impact ?



Compte-rendu du comité de direction du mardi 13 avril 1999, MSF France, 22 avril 1999 (en français).

Extrait :

Réaction sur le communiqué de presse (MSF B) de Tirana - niveau faible sur la crédibilité de ce qu'on raconte, - ambiguïté du titre : a impliqué des questions claires sur une intervention militaire par des journalistes américains. Philippe : la méthodologie dans la prise des témoignages pose question : où, quand, comment, qui ? La réponse donnée à cette question est possible sans entrer dans le débat sur une intervention ou pas.

Faut-il envoyer un *press officer* au Monténégro ? A discuter avec Virginie Raison ; les problèmes de sécurité au Monténégro ne sont pas en faveur d'une augmentation du nombre de MSF.



«*Rapport communication Kukes 2 - citations des réfugiés.*» **Courriel** de Kris Torgeson, chargée de communication MSF Etats-Unis aux départements de la communication MSF, 14 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Voici le texte brut de quelques interviews que j'ai menées avec des réfugiés à Tirana (dans le camp du centre ville situé dans le stade) et ici à l'hôpital de Kules (avec l'aide de la psychologue Christina Moore). La première est particulièrement embrouillée mais elle est intéressante car elle a eu lieu avec les membres d'une famille de 24 personnes qui ont beaucoup souffert. Les gens sont si traumatisés (et les traducteurs ne sont généralement pas très bons) qu'il

est parfois difficile d'obtenir des détails sans y passer des heures avec chaque famille ce que n'ai pas encore fait. J'en suis désolée. Je vais essayer d'en obtenir plus. Si vous pensez qu'ils sont utiles pour les donateurs ou pour de la matière première dont vous pourriez avoir besoin. J'ai pris des photos de tous les gens interviewés et si elles ne sont pas trop mauvaises, elles seront disponibles dès mon retour. Demain, Roger Job se rendra avec Christina Moore à l'hôpital de Kukes et ailleurs pour prendre des photos qui seront, j'en suis certaine, bien meilleures, du petit garçon cité plus bas et de quelques autres réfugiés qu'elle reçoit en consultations. Diane de MSF international est aussi de retour de la conférence de presse qui a eu lieu à Tirana, ce matin (dont je n'ai appris le déroulement qu'après coup...) et Roger prévoit de l'accompagner lorsqu'elle ira collecter d'autres témoignages afin que nous ayons des photos qui correspondent aux récits. Roger est très déçu par le manque d'action de MSF ici à Kukes (il utilise des mots plus crus pour le dire), mais aujourd'hui nous avons discuté de produire une série de récits de réfugiés avec des photos qui pourraient être utilisées pour toutes sortes de supports (lettres d'information, exposition). J'espère que cela va se faire. L'autre grande nouvelle, que j'ai apprise aujourd'hui de Jonathan à Paris, c'est que Sebastian Salgado arrive. Il arrive à Tirana avec quelqu'un de *Stern* [magazine allemand] puis viendra à Kukes jeudi. Avec Roger, Tom et maintenant Salgado, nous aurons certainement beaucoup de photos. [...] En tous cas, désolée pour la longueur du message. Voilà le travail. Pour des objectifs de com [communication], uniquement.

Kris

Si vous utilisez l'une de ces citations, ne mentionnez que le prénom (c'est tout ce qu'on m'a donné dans plusieurs endroits).

XXX, 42 ans, femme

Du village de Reshtane Suvareka (près de Prizren)

Interviewée dans le camp de réfugiés kosovars du stade du centre-ville.

Tirana, 11 avril 1999.

J'ai traversé la frontière avec mes 9 enfants. Cela nous a pris dix jours : 8 jours pour atteindre la frontière et 2 à attendre pour entrer en Albanie. A Kukes, nous sommes restés dans une salle de billard. Il faisait froid nous n'avions ni nourriture, ni eau. Pour rester là-bas, - ma famille et ma famille élargie - nous avons payé 18 deutschemarks par jour pour 24 personnes. Finalement ce matin nous avons payé 250 deutschemarks un conducteur de minibus pour qu'il nous amène à Tirana. Les familles de mes deux beaux-frères sont avec moi. Mon mari est resté au Kosovo. Il avait peur d'être emprisonné ou tué. La police serbe est venue chez nous. Ils ont pris tout l'argent et les papiers. Cela a commencé 4 jours avant les bombardements de l'OTAN. Les Serbes ont commencé à bombarder quelques villages. Ils ont poussé tout le monde dans un village et l'ont encerclé. Ils ont pris toutes les voitures et tout le reste. Ils ont volé les chaînes en or du cou des femmes. Tout le monde est parti en tracteur. Nous étions si nombreux. Nous avons voyagé pendant 40 heures sans eau, ni nourriture. Maintenant nous allons essayer de trouver un endroit où nous installer à Tirana. Mais ce que je veux, c'est rentrer à la maison.



«Les enquêteurs sont informés de l'existence de 15 charniers. Crimes de guerre.» Steve Boggan / Tirana **The Independent** (Royaume-uni), 16 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

L'organisation médicale Médecins Sans Frontières affirme être en possession de plus de 50 témoignages liés à l'existence de charniers, recueillis auprès de réfugiés qui sont passés dans le Nord de l'Albanie. «Nous avons confié la tâche, à temps complet, à l'une de nos volontaires de recueillir, les déclarations des témoins, qui parlent sans cesse des charniers» a déclaré Christopher Stokes, coordinateur d'urgence MSF à Tirana.

«Nous n'avons interrogé qu'une partie des gens qui voulaient nous parler parce que nous souhaitons toujours la présence d'un psychologue. Le traumatisme qu'entraîne le fait de raconter ces histoires peut être considérable.»

Les gouvernements, les agences d'aide et les enquêteurs ont appris beaucoup des fautes commises en Bosnie, où des témoignages vitaux ont été perdus dans la confusion du conflit. Cette fois-ci, la collecte de preuves s'effectue en même temps que la fourniture d'aide.



«The Independent.» **Courriel** de Bas Tielens, chargé de communication de MSF Belgique aux chargés de communication de MSF, 17 avril 1999 (en anglais).

Au sujet de l'interview de Christopher sur les charniers: Christopher n'a pas dit que tous les témoignages faisaient état de charniers, mais seulement quelques-uns d'entre eux. Toute l'information n'est pas encore confirmée, puisqu'il faut encore en faire l'analyse. La «ligne» c'est que MSF collecte des témoignages afin de pouvoir commencer un programme de santé mentale qui prenne en charge les problèmes spécifiques des réfugiés.



«MSF au sujet des charniers. L'actualité.» **Message** de Samantha Bolton, chargée de communication MSF international à tous les chargés de communication de MSF, 16 avril 1999 (en anglais).

Voici les nouvelles du jour. Voilà ce à quoi nous allons devoir répondre. Il y a deux sujets pour lesquels nous devons vraiment nous organiser (les charniers et les financements OTAN).

Comme vous le savez, les nouvelles vont vite donc nous devons à la fois suivre l'agenda posé par les journalistes et essayer d'imposer nos propres priorités. [...]

3) LES ENQUETEURS ONT PARLE DE CHARNIERS. C'est le sujet qui exige coordination et apport d'information de toutes les sections. Très sensible. Cette histoire va se

répandre et nous avons besoin d'organiser notre collecte d'information et notre ligne de communication. Le suivi sera important sur *Sky Tv*, etc.

Pour votre information - Aujourd'hui, 16 avril, dans *The Independent*, reportage (sans doute bientôt suivi par *Sky Tv* et d'autres agences de presse) [...]

4) INDEPENDANCE DES ORGANISATIONS D'AIDE DANS LE CONFLIT HUMANITAIRE VERSUS MILITAIRE. Ceci concerne la collecte de fonds. MSF a déclaré ne pas accepter de financements des Etats membres de l'OTAN. Un débat se développe actuellement sur le fait de retourner les fonds norvégiens. D'un point de vue stratégique et pour notre crédibilité, c'est ce que nous devons faire.

Les donateurs scandinaves ont tendance à être très compréhensifs et très respectueux des positions éthiques et nous respecterons sans doute plus si nous restons sur nos principes. Il s'agit aussi d'une occasion idéale pour réellement galvaniser les donateurs privés norvégiens (peu nombreux en ce moment car ils comptent sur leur gouvernement pour faire le travail) et les inciter à donner directement à MSF. Faire une déclaration publique en Norvège et rendre l'argent d'une façon éthique permettra d'avoir une bonne couverture de presse en Norvège et d'ouvrir le débat sur le besoin de fonds privés des organisations etc. MSF Belgique ne devrait pas avoir peur de rendre l'argent - cela ne mettra pas en danger les futurs dons et de toute façon nous n'avons pas le choix, vu la position que nous avons prise.



«Mauvaises rumeurs autour de nos déclarations.» **Courriel** de Diane Plessia, chargée de la collecte des récits de réfugiés en Albanie au directeur général de MSF Belgique, au chargé de communication, au responsable de programme, au directeur de la communication de MSF France et à la responsable juridique de MSF, 16 avril 1999 (en français).

Depuis la conférence de presse de James [Orbinski, président du Conseil international] à Tirana mardi dernier il y a des réactions de gens fâchés (comme à propos du "scoop" sur la présence de forces spéciales au Kosovo) ou de gens qui trouvent que notre press release [communiqué de presse] était mauvais et je suis sûre que beaucoup d'entre nous comprennent pourquoi.

Mais plus embêtant que cela sont les soi-disant statements [déclarations] que l'on a fait sur des fosses communes voire l'utilisation par les Serbes de gaz... Ciara a reçu mon *statement* alors vous pouvez être rassurés, mais il n'empêche que ces rumeurs qui circulent maintenant semblent hors de contrôle?

Merci de m'appeler si vous avez des doutes.

Et si possible, pourrait-on faire le point aux différents niveaux concernés (cf les 'porte-parole' de MSF) sur les violations de droit de l'homme dont nous témoignons.

Par exemple, James avant de m'avoir parlé avait déjà préparé son *pre-press release* (distribué dans les hôtels etc., la veille au soir) avec le schéma type : viols, fosses

communes etc. J'ai clairement dit que je n'avais pas eu de témoignages et de preuves formelles de viols, ni de fosses communes et que l'on ne peut pas annoncer des trucs pareils (hyper sensationnels et que les journalistes allaient le manger tout cru). Je n'ai pas pu suivre ce qui a été dit ou déformé après de très mauvais journalistes (voire avant: il y a eu tant d'interviews).

Est-ce que vous pouvez récupérer ces infos à la source et contredire? (Je suis sûre que vous êtes encore plus emmerdés que moi).

On essaie de faire ce recueil de témoignage sérieusement en vérifiant et revérifiant les histoires. Rien de tel que ce genre d'*easy rumours* [rumeurs faciles] pour nous saper toute crédibilité...

Voilou, à part ça je propose bien sûr qu'on y aille mollo sur les *emergency press conferences* [conférences de presse en urgence] sur le thème «*Nous on sait ce qui se passe au Kosovo*» - ça me paraît important de garder du recul et de prendre le temps de récolter plus de témoignages concordants avant de lâcher les infos aux médias.

Amitiés de toute l'équipe de Kukes et Krume.



«Ligne de communication d'une prétendue déclaration de MSF en Albanie sur l'utilisation de gaz BZ.» **Courriel** de Bas Tielens, chargé de communication de MSF Belgique à tous les chargés de communication, 17 avril 1999 (en anglais).

Chers tous,

Hier soir, un reportage a été diffusé par des journalistes d'une chaîne de télévision néerlandaise, rapportant des propos qu'aurait tenu MSF sur l'utilisation par les Serbes du gaz hallucinatoire BZ sur la frontière entre le Kosovo et l'Albanie près de Kukes. Il s'agit du même gaz que celui dont *Human rights watch* avait dénoncé l'utilisation près de Srebrenica. Selon les journalistes néerlandais, leur source est la Fédération des scientifiques américains, qui leur a raconté qu'un médecin MSF aurait fait une telle déclaration. La source initiale de cette information est difficile à retrouver. Il s'agit clairement d'une erreur, qui ne peut pas être attribuée à MSF. Merci de me tenir au courant, si vous voyez l'information apparaître ailleurs.



«Boucliers humains.» **Courriel** de Ciara Shannon, chargée de communication MSF Belgique et Alex Parisel directeur général MSF Belgique au réseau MSF, 20 avril 1999 (en anglais).

Boucliers humains :

Sachez qu'Eric Dachy (directeur de la *task force* Kosovo), à l'occasion d'une interview avec une chaîne de télévision belge s'est vu posé une question au sujet de l'utilisation de boucliers humains, à la suite d'un communiqué de presse de l'OSCE à ce sujet.

La décision avait été prise par Alex Parisel et Eric de dire ce que MSF savait et Eric a parlé moins d'une minute. Eric a mentionné le fait que MSF collectait des récits de réfugiés et que certaines personnes interrogées confirmaient les déplacements forcés de population avec ou sans convoi militaire.

Eric a aussi mentionné que les Kosovars étaient obligés de porter des uniformes de l'armée yougoslave pour travailler dans les installations militaires yougoslaves à la frontière. Il a aussi signalé que des gens avaient été bombardés par des avions yougoslaves alors qu'ils marchaient vers la frontière et il a conclu que pour MSF l'utilisation de boucliers humains était évidente. Plan d'action en cas d'intérêt des médias.

Si ceci est repris par d'autres agences/journalistes, Diane enverra les récits qu'elle a collecté demain matin à MSF Belgique et nous distribuerons l'information adéquate pour appuyer le «MSF dénonce l'utilisation de boucliers humains.»

Merci

Ciara

Cher tous,

Après discussion avec Tirana, nous recommandons une approche «profil bas» de cette question.

Dans sa très courte interview (le sujet c'était l'OSCE), Eric n'a pas mentionné l'existence de rapports écrits, il a dit «des réfugiés nous ont rapportés.» Ceci est extrêmement important, car à ce stade, nous ne souhaitons pas rendre public le travail réalisé par Diane. Ce travail a besoin d'être analysé et utilisé d'une manière totalement coordonnée, comme cela a été discuté avec Françoise Saulnier.

Vous pouvez référer à Bruxelles toutes les questions qu'on vous pose. Si on insiste, vous pouvez dire que toutes ces déclarations sont basées sur les observations d'Eric et ses conversations (même si certains témoins racontent la même chose dans les récits collectés par Diane) ce qui rejoint les observations de l'OSCE (telles que formulées dans leur communiqué de presse d'aujourd'hui).

La façon dont les choses se déroule est malheureuse et ne doit pas être renforcée à ce stade par d'autres déclarations, même si celles d'Eric, basées sur son séjour en Albanie, sont probablement proches de la réalité. Eric a réagi au rapport de l'OSCE, alors que nous n'avions pas encore tous les éléments en main. Mais les questions qu'il a soulevées devront être posées très bientôt. On en saura plus demain.

Alex

Sur le terrain, l'enquêtrice de MSF Belgique a immédiatement donné des interviews pendant qu'elle continuait l'enquête. Je l'ai vue à la télévision alors que je n'avais pas encore les résultats de son travail. Ce n'était sans doute pas très évident pour elle d'avoir des caméras qui la filmaient pendant qu'elle enquêtait. On ne peut pas dire qu'elle s'est désolidarisée car il n'y avait rien de secret : ce n'est pas parce qu'il y a eu un article dans un

journal qu'on ne peut pas faire un livre. MSF Belgique était plus en faveur de faire de la communication, sans doute parce qu'ils avaient moins d'aisance financière. Il s'agissait de montrer MSF dans une position qui ne «pose pas de problèmes» : une jeune femme au secours des femmes réfugiées.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français).

Je ne m'en souviens plus du tout. Il faut savoir qu'on n'a pas du tout participé sur le terrain à toutes ces discussions sur la collecte de témoignages. Ça s'est passé complètement en dehors de nous. Nous avons été très peu consulté. On nous a dit «voilà, il y a des gens qui vont venir collecter des récits auprès des réfugiés dans trois pays.» Cela a été décidé en international. Nous avons tellement d'autres préoccupations purement opérationnelles ! C'était un environnement opérationnel extrêmement difficile. Cette espèce de cirque humanitaire avec l'OTAN qui arrivait à la dernière minute, qui reprenait tout le terrain ! Enfin, un peu n'importe quoi.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

A Bruxelles, la section belge annonce publiquement que MSF ne participe pas à la construction des camps «de l'OTAN».

Les directeurs de la communication, soucieux de limiter les dérives et de coordonner la communication de l'ensemble du mouvement, demandent à la chargée de communication du bureau international d'aider les sections dans le processus d'élaboration d'un positionnement commun sur la crise du Kosovo.

De leur côté, les coordinateurs de l'enquête, rappellent que l'utilisation des récits de réfugiés à des fins de communication pose le problème de la confidentialité, donc de la sécurité des personnes interrogées. Ils précisent à nouveau la méthodologie à employer soulignant en particulier l'impact psychologique de ces entretiens. Leur message est relayé au sein des départements de la communication du mouvement. Il est également évoqué quelques semaines plus tard, dans un article de la revue médicale internationale *The Lancet* sur l'expérience de MSF en soins de santé mentale aux Kosovo, qui alerte sur la possible confusion entre les différents objectifs des recueils de récits auprès des réfugiés. V2



« *Sitrep [rapport de situation] Crise des Balkans (Kosovo).* » **Courriel** de Ciara Shannon, chargée de communication MSF Belgique, 13 avril 1999 (en anglais).

Déclarations MSF :

MSF Belgique a diffusé aujourd'hui de Tirana un communiqué de presse, exigeant une solution immédiate pour garantir la sécurité des civils à l'intérieur du Kosovo. MSF a appelé à une assistance neutre et impartiale à l'intérieur du Kosovo.

Egalement aujourd'hui, à Bruxelles, MSF a demandé de toute urgence l'accès aux civils à l'intérieur du Kosovo afin de pouvoir apporter une assistance humanitaire. MSF a souligné que l'intérêt humanitaire des troupes militaires n'est pas le même que celui de la population, et a demandé à l'OTAN d'honorer son « intérêt humanitaire » en fournissant des moyens logistiques sous le parapluie neutre et impartial du HCR. Pour rester logique, nous avons annoncé que nous ne participerions pas à la construction des camps de l'OTAN. Toutes les radios et télévisions nationales ont repris ce message.



« *Communications sur le Kosovo.* » **Courriel** de Ruud Hurman, chargé de communication de MSF Hollande au réseau MSF, 15 avril 1999 (en anglais).

Chers tous,

A la suite des discussions poussées au sujet de nos déclarations publiques sur le Kosovo, les dircoms [directeurs de la communication] ont demandé à Samantha Bolton d'aider les sections dans le processus de positionnement. Samantha va travailler sur un meilleur retour d'informations et une analyse de la couverture média et du débat public, afin d'identifier des thèmes de positionnement pour MSF. Samantha va conseiller les sections et sera disponible en soutien pour nos activités plus importantes de prise de parole publique.

Comme les opérations en Macédoine, en Albanie et au Monténégro ne sont pas coordonnées au niveau international par un centre opérationnel, nous devons nous assurer que chaque section est impliquée dans le débat sur les questions importantes.

De la part des dircoms,
Ruud Hurman



« *Retour média pour la stratégie opération/communication.* » **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication, MSF international au réseau MSF, 15 avril 1999 (en anglais).

Comme vous l'avez lu dans la note de Ruud, nous avons un besoin urgent, pour nos opérations, d'un retour sur ce

que disent vos médias des messages que nous diffusons. Comme l'a illustré le message confus récemment diffusé de Tirana, nous avons besoin de garder une trace de ce que dit tel ou tel média et de ce que nos gouvernements-sociétés en disent afin de ne plus publier des déclarations du genre « *Un million de Kosovars passés sous silence* » alors que le monde entier, *CNN* et son frère en dit plus sur le sort du peuple kosovar que MSF, même si la couverture presse est faible dans la presse suédoise ou autre.

Les opérations de MSF doivent identifier le problème de fond, ce qu'elles veulent accomplir (entrer au Kosovo, pousser Belgrade pour avoir accès, etc.) puis nous, les communicants nous travaillerons sur la stratégie et les moyens de communication.

Pour cela, il nous faut prendre en considération la réalité des médias internationaux et locaux dans nos pays. Il s'agit beaucoup plus d'une guerre de propagande que d'une guerre avec des réfugiés et des fusils et nous avons besoin d'être stratégiques en matière d'opérations et de communication afin de maintenir au moins un espace et une voix humanitaire.

C'est pour vous l'occasion d'insuffler une stratégie, de soutenir les opérations et le terrain. Merci de m'envoyer tous aujourd'hui, le plus vite possible un résumé puis, en goutte à goutte quotidien les titres / positionnements de vos gouvernements - cela n'a pas besoin d'être long - afin que je puisse les rassembler et les envoyer aux opés [opérations]. Merci aussi de mentionner quel MSF est cité et dans quel média et toute autre information pertinente, d'une autre organisation ou bien quand vous pensez qu'une information manque, par exemple sur ce qui se passe au Kosovo.

Exemple :

Au Royaume-uni hier soir et aujourd'hui les principaux sujets d'actualité évoqués:

- Viols dans les camps. Viol comme arme de guerre, solides reportages des journalistes. Un médecin de MSF Belgique, interviewé sur *ITN* dans le Nord de l'Albanie raconte qu'il a examiné des femmes et leurs filles, qui ont été violées.
- Les bombardements de l'OTAN sur un convoi de réfugiés.
- Le ministre du Développement du gouvernement britannique a utilisé l'histoire du viol pour contrebalancer de façon émotionnelle le bombardement des réfugiés par l'OTAN.

- Le pape aurait condamné les agences des Nations unies pour avoir donné la pilule du lendemain à des victimes de viols (est-ce vrai sur le terrain ? Quelles agences ?)

- Arkan et Mladic, inculpés de crimes de guerre pour Srebrenica etc. Ils montent une milice serbe recrutant en prison.

Autres infos intéressantes:

- *Physicians for human rights* et la Fondation médicale pour les victimes de la torture étudient la question des viols pour amener certains cas considérés comme des crimes de guerre devant la justice mais ils n'ont ni dispensaires, ni postes de santé pour collecter des informations et des preuves médicales.

- Kas De Jong, psychologue MSF Hollande, se rend en Macédoine pour voir ce qui peut être fait exactement sur le terrain sur cette question des viols d'un point de vue de

santé. Le problème est-il aussi grave qu'on le dit ou y-a-t-il des questions plus urgentes à traiter ? Merci d'envoyer vos notes sur les positionnements de vos gouvernements, les infos dont vous pensez manquer, ASAP [*as soon as possible* : aussi vite que possible].



« *Message aux chargés de communication.* »
Courriel de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF aux chargés de communication MSF en Albanie et Macédoine, 14 avril 1999 (en anglais).

A TOUS LES CHARGES DE COMMUNICATION EN ALBANIE ET EN MACEDOINE

- 1) Nous aimerions vous rappeler que sous aucune circonstance les identités des réfugiés, vivants ou morts ne doivent être diffusées en interne, comme en externe.
- 2) Nous vous supplions de penser d'abord aux victimes, après la communication de MSF et de ne pas utiliser de méthodes agressives dans votre travail.
- 3) Si vous souhaitez collecter des témoignages, merci d'utiliser le formulaire international de recueil de données envoyé en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Merci beaucoup.



« *Point sur témoignages Balkans.* » **Courriel** de la responsable juridique de MSF aux responsables de programme, directeurs généraux, chefs de mission des sections MSF opérationnelles au Kosovo, 16 avril 1999 (en français).

Extrait :

Point en terme de communication et de témoignage. Il a été décidé au début de la fuite des réfugiés du Kosovo d'entreprendre un recueil de témoignages auprès des réfugiés.

L'objectif de ce recueil a pour but de rassembler en Macédoine, au Monténégro et en Albanie les témoignages sur les conditions de déportation des réfugiés. Au-delà des histoires individuelles nous voulons reconstituer une histoire collective, village par village, vallée par vallée, ville par ville.

L'objectif n'est donc pas de collectionner les anecdotes individuelles sur les atrocités mais de dégager des tendances sur la politique de purification ethnique, ses différentes formes et ses différents moyens selon les régions. L'objectif est le témoignage et l'adaptation des opérations à ce contexte spécifique.

Un questionnaire a été élaboré pour standardiser le recueil d'information entre les différentes sections de MSF. Il fallait s'assurer que les informations recueillies de part et d'autre permettraient de répondre aux questions que nous nous posons sur les schémas de violence utilisés contre la population civile: séparation homme/femme, assassinat, déportation. Le questionnaire reste indicatif. Il s'agit d'un guide d'entretien mentionnant les éléments d'informa-

tions qui nous semblent utiles et pertinents. Ce n'est pas un formulaire à remplir en cochant des cases.

Le témoignage de MSF peut se décliner de plusieurs façons différentes à partir de ce système de recueil d'information :

- un document de synthèse de MSF sur les schémas de violence subies par les populations. Ce document de synthèse devrait être rédigé la semaine prochaine en fonction des retours d'information du terrain.

Il ne s'agit pas de présenter une liste d'anecdotes horribles mais de dégager des tendances en fonction des régions, des dates... et d'illustrer ces tendances par des exemples. Ce document nous permettra de répondre précisément et avec pertinence aux questions des médias sur le sort des réfugiés sans être obligé de réagir seulement sur des actes isolés (viols, génocide...).

Ce document pourra être transmis au Tribunal de La Haye à titre d'information générale pour leur permettre de recouper leurs propres sources.

Les témoignages individuels pourront être utilisés pour le témoignage et la communication mais :

1. Sans mentionner l'identité réelle des réfugiés ou des victimes.
2. En précisant chaque fois s'il s'agit d'un témoignage isolé ou bien si ce témoignage est représentatif d'une tendance générale que l'on a retrouvé dans de nombreux autres cas (voir le document de synthèse) .

Si certains réfugiés interrogés ont été victimes ou témoins de crimes spécifiques. Leur témoignage nominatif pourrait être transmis au Tribunal international. J'ai fait parvenir des formulaires spéciaux écrit par le tribunal aux équipes de terrain. Le réfugié qui veut témoigner devant le tribunal pourrait alors remplir lui-même et signer ce formulaire que nous transmettrons ensuite.

Voilà ou en est le projet au 16 avril :

Les personnes chargées de collecter ces informations sont :

- Michael au Monténégro,
- Sofi en Macédoine,
- Diane, Lisa et Johanna en Albanie.

Mais je n'ai reçu pour l'instant que les témoignages de Michael au Monténégro et les témoignages recueillis par Stéphane Oberreit durant sa mission en Albanie. Ces témoignages concernent le sort de 200 personnes environ des régions de Pec, Istok, Klinja et de Dakovica. Nous avons déjà épluché ces témoignages et souhaitons les croiser et ajouter ceux des réfugiés arrivés en Albanie et en Macédoine.

J'attends toujours les témoignages recueillis par Katrin Coppens et Sofi en Macédoine et par trois personnes (Diane, Lisa...) en Albanie.

J'ai rédigé avec une psychiatre (Marie-Rose Moro) à la demande des équipes une fiche sur les aspects psychologiques du recueil d'information.

J'ai également envoyé la semaine dernière à ces équipes une note de précision méthodologique.



«Aspects psychologiques du recueil de témoignage.» **Courriel** de Françoise Saulnier, responsable juridique MSF, 16 avril 1999 (en français).

Extrait :

Les équipes qui font du recueil de témoignages auprès des réfugiés du Kosovo ont soulevé des questions par rapport aux conséquences psychologiques de l'écoute passive qu'ils font auprès de ces réfugiés.

QUESTIONS :

1. Les MSF qui font du recueil de témoignage craignent d'augmenter le traumatisme de ces personnes en leur faisant raconter ce qu'ils ont vécu.
2. Ils s'inquiètent de ne pas être eux-mêmes des médecins capables d'apporter le secours médical et psychologique spécialisé dont les réfugiés traumatisés auraient besoin. J'ai posé ces questions à Marie-Rose Moro, psychiatre, responsable des programmes psy à MSF Paris.

REPONSES :

La prise en charge du traumatisme psychologique se fait toujours en deux temps.

- Le premier temps est celui de la reconnaissance objective et collective du traumatisme subi. C'est le temps de la parole, du témoignage
- Le deuxième temps est celui de la reconnaissance des souffrances individuelles spécifiques. C'est le temps de la psy.

Il y a une souffrance qui appartient à tout le monde. Cette souffrance ne doit pas être psychiatisée. Les réfugiés ont vécu quelque chose d'inhumain, ils veulent qu'on le sache que l'on le reconnaisse pour pouvoir passer à autre chose. Cela ne doit pas faire l'objet d'une reconnaissance dans un rapport professionnel et individuel mais d'une reconnaissance publique par la parole et le témoignage.

[...] Le recueil d'information a but de témoignage n'est pas une écoute passive puisque ce recueil a un but : le témoignage.

Le fait de recueillir des récits et de les recouper avec d'autres pour obtenir des informations représentatives d'une réalité dans l'intention d'en témoigner publiquement est au contraire une démarche essentielle en termes psychologiques.

Elle constitue le premier temps de la prise en charge du traumatisme. Il s'agit du temps de la reconnaissance objective d'une réalité et de la reconnaissance collective du traumatisme subi.

Ceux qui sont passifs se sont ceux qui recueillent le témoignage. Ceux qui racontent sont actifs. Ils parlent pour que l'ont reconnaisse ce qui leur est arrivé. C'est déjà pour eux une façon de se défendre et de continuer à exister.

On est dans un contexte de drame collectif. Il faut le reconnaître et participer à cette reconnaissance.[...] Il est important de se présenter clairement. Dire qui on est et ce qu'on va faire avec ce récit. Dire ce qu'est MSF ce que fait MSF et pourquoi.

MSF est une association médicale qui témoigne sur le sort des populations. Donc, on recueille le récit des réfugiés on les rassemblera dans une synthèse par village et par

région du Kosovo... Et on la rendra publique pour aider à la reconnaissance de ce qui s'est passé et pour mieux comprendre les besoins des gens que l'on va soigner. La reconnaissance collective du traumatisme des réfugiés est assurée par le témoignage que MSF va faire.



«Revue d'actualité. Kosovo.» **Courriel** de Samantha Bolton aux chargés de communication MSF, 16 avril 1999 (en anglais). «Complément à la revue d'actualité.» **Courriel** de Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-Uni aux directeurs exécutifs, présidents, directeurs des opérations, responsables de programme, 16 avril 1999 (en anglais).

C) MSF A BESOIN DE COMMUNIQUER / REFLEXIONS SUR LA STRATEGIE EN COURS:

[...]

Selon moi, deux questions se posent en ce moment sur lesquelles nous (le mouvement MSF) devons nous concentrer et pour lesquelles nous devons développer des stratégies de communication :

- les risques d'épidémies - réels ou imaginaires - et lesquels ? (Italie)
- informer les journalistes des principes humanitaires de fond, ils ne savent pas comment se gère un camp de réfugiés (Italie).

1. ACCES AU KOSOVO

Par tous les moyens, par toutes les voies d'accès possibles. Légal/illégal, autorisé/interdit.

Pourquoi : le sort de X dizaines de milliers de personnes errant autour du Kosovo est sujet à propagande de tous les cotés. Les récits de témoins crédibles et indépendants sont donc cruciaux.

Les organisations d'aide seront interrogées à l'heure venue sur leurs efforts pour remplir ce manqué d'information.

2. LE ROLE HUMANITAIRE DE L'OTAN versus CELUI DU HCR ET DES ONG

Nous avons été pris au piège entre les tactiques politiques brutales de l'OTAN et du gouvernement macédonien.

Le HCR et les ONG ont perdu du terrain. Beaucoup de terrain.

Une attitude impartiale et indépendante des acteurs humanitaires comparée à celle des acteurs politiques et militaires est cruciale pour garantir la crédibilité future du monde humanitaire. Ces deux points doivent être mis en tête de la liste des priorités pour les stratégies de communication.

Cher tous,

En l'absence de Samantha, j'aimerais ajouter un angle important à sa liste d'objectifs de communication.

RAPPORT SUR LES ATROCITES

Nous avons eu beaucoup de demandes des médias sur les informations que nous pourrions avoir au sujet des charniers, des exécutions et des viols systématiques à l'intérieur du Kosovo. Je suppose que ces questions peuvent aussi vous être adressées donc je vous en fait copie.

Comme vous le savez, Christopher Stokes été cité dans le journal *The Independent* déclarant que MSF était en possession d'au moins 50 témoignages mentionnant l'existence de charniers. J'ai vérifié aujourd'hui avec Françoise Saulnier [chargée de la coordination et de l'analyse de la collecte de récits] si nous pouvions tirer les premières conclusions de ces témoignages que les équipes MSF ont collecté jusqu'ici au Monténégro, en Albanie et en Macédoine.

POUR LE MOMENT NOUS NE POUVONS PAS FAIRE DE COMMENTAIRES GENERAUX. Françoise attend encore de recevoir toute l'information d'Albanie et de Macédoine. Il serait donc irresponsable de tirer des conclusions générales sur les circonstances des expulsions ou la nature systématique des viols avant d'avoir recueilli l'information et croisé nos sources. MSF rendra bien sûr publics ces témoignages et ses conclusions (peut-être en début de semaine prochaine) mais à ce stade, la valeur des témoignages que vous avez vus dans les médias et dans les rapports MSF doit être considérée comme complètement ANECDOTIQUE - quel que soit le caractère horrible des témoignages individuels.

LA LIGNE QUE NOUS SUIVONS ICI (pour info).

Aujourd'hui et pendant ce week-end, nous dirons : bien que des choses terribles se soient de toute évidence déroulées (voilà pour l'euphémisme du jour) il est très important de rappeler que TOUTE l'information sur les viols, les charniers etc. n'est composée que de bribes/d'anecdotes.

(Le proverbial «*y-a-t-il quelqu'un dans la salle qui ait été violé et qui parle l'anglais ?*» de la tradition journalistique est toujours d'actualité comme le confirme Christina Moore, la psychologue MSF en Albanie).

Les gouvernements britannique et américain utilisent clairement les allégations sur l'existence de camps de viols etc. (sur lesquels il n'existe toujours pas de preuves) pour renforcer l'image du «*boucher de Belgrade*» et détourner l'attention des dommages collatéraux des bombardements de l'OTAN (effectivement, c'est Robin Cook [ministre des Affaires étrangères britannique] qui a annoncé l'histoire du viol le jour du premier incident dû aux dommages collatéraux.) La seule réponse honnête aux questions pressantes est qu'un tableau réaliste finira bien par émerger, mais qu'il y a encore du travail à faire. A ce stade, nous n'avons enregistré qu'un seul cas (mais cela n'est peut-être que le sommet émergé de l'iceberg.)

Sur la question de l'absence de la plupart des hommes en âge de combattre dans les camps, il est bon de répéter qu'en l'absence d'un enregistrement correct, il est très difficile d'avoir une idée claire d'où se trouve tel ou tel membre de la famille, ce qui ne nous permet pas de dire avec certitude à ce stade que les hommes ont été systématiquement séparés et abattus.

Donc, en d'autres termes, ce que nous essayons de faire c'est séparer les faits de la propagande.

Il est plus utile d'essayer de détourner l'attention des médias de ce sujet pour la concentrer sur la question du Monténégro, où la présence/l'intérêt des médias est plus faible et où les réfugiés/déplacés se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable.



«*Santé et droits de l'homme. Soins de santé mentale pour les réfugiés du Kosovo : l'expérience de Médecins Sans Frontières.*» Kaz de Jong, Nathan Ford, Rolf Kleber, Médecins Sans Frontières et l'Institut de psycho-traumatologie de l'université d'Utrecht, Pays-Bas, *The Lancet*, vendredi 7 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Soucis à propos du témoignage:

De nombreuses organisations s'activent à recueillir des témoignages auprès des réfugiés du Kosovo. Le but de ces activités, à ce stade, est de s'exprimer sur les besoins de base et aussi le niveau de protection et d'assistance donné aux réfugiés ou aux déportés par le HCR. A un stade plus élevé, la description précise des violations des droits de l'homme peut servir pour enregistrer l'histoire des événements et soutenir les efforts internationaux pour mener les auteurs devant la justice. Le travail immédiat permet une reconnaissance objective d'un trauma collectif et aidera aussi l'individu à venir à bout de son propre trauma. Cependant, le témoignage public ne doit pas être confondu avec le *counselling* [aide psychologique] : l'information spécifique obtenue au cours des sessions de *counselling* n'est pas utilisée pour prendre la parole. Quand la pression est mise sur une personne pour en obtenir des informations, cela peut avoir un effet dommageable.

Conclusions :

Parmi les agences d'aide médicale travaillant sur la crise des réfugiés sévissant actuellement dans les Balkans, nombreuses sont celles, mais pas toutes, qui considèrent que la santé mentale est importante: Unicef, Save the children, et Oxfam ont toutes actuellement des programmes de santé mentale qui se concentrent sur le *counselling* en situation de crise avec des perspectives à long terme. Cependant, des divisions persistent parmi les agences de secours sur la question de savoir si la santé mentale est une priorité, en phase d'urgence ou si elle devrait être prise en compte à un stade ultérieur. MSF croit qu'il est important de commencer des programmes de santé mentale pendant la phase d'urgence des crises de réfugiés: le personnel local doit être identifié et formé, du temps est nécessaire pour comprendre le contexte culturel local et les gens ont besoin de réaliser que de telles aides existent. D'autres programmes médicaux sont surchargés pendant les phases d'urgence et les programmes de santé mentale peuvent aider à soulager ce fardeau. Aider les gens traumatisés consiste à restaurer le lien entre l'individu et la société qui l'entoure. Les programmes MSF sont menés en coopération et avec l'apport actif du personnel national formé. Le personnel national est vital pour surmonter les barrières culturelles et linguistiques et représente la voie ultime et unique pour garantir l'acceptation et la pérennité des programmes.

En Albanie des équipes de communication ont commencé à vouloir utiliser tout de suite les recueils de récits individuels. Nous avons dit clairement qu'il n'était pas question d'utiliser les récits individuels de façon isolée à des fins de communication. Nous voulions faire un travail rigoureux, c'est à dire sortir de tout ce qui avait déjà été rapporté soit par l'OTAN, soit par les médias. A l'époque nous étions très critiques à l'égard des médias parce qu'ils ne publiaient que des histoires individuelles assez délibérément glauques. Donc nous avons vraiment insisté sur la nécessité de faire un travail rigoureux de reconstitution de l'ensemble de l'histoire des réfugiés, afin de sortir du témoignage individuel racoleur.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF France (en français).

Au début, j'ai mes interlocuteurs à MSF Belgique au moins trois fois au téléphone. Ils calent : « On ne peut pas. Ça pose des problèmes éthiques, ça fait pleurer les gens. Il faudrait que de vrais psychologues viennent poser les questions. » Donc avec l'aide de Marie-Rose [Moro, psychiatre, coordinatrice des activités de soin psychologique de MSF France] nous rédigeons une petite note sur les éléments psychologiques des recueils de témoignages que nous envoyons à MSF Belgique. Nous devons aussi réajuster sur des éléments plus opérationnels. Par exemple qu'est-ce qu'on fait du récit d'une victime directe ou un témoin direct d'un massacre ? C'est l'enquêteur du Monténégro qui nous avertit à ce sujet. Il y a 3 ou 4 cas de réfugiés qui avaient été témoins de massacres de 8 à 10 personnes dont ils connaissent les noms. Ceux-là nous ne pouvons pas les laisser. Nous appelons donc le tribunal pénal qui est compétent là-dessus, et nous mettons au point un système pour transmettre ces récits et demander qu'une protection soit accordée à ces témoins. Donc il faut impliquer le HCR et le tribunal pour ne pas « marquer » ces gens et surtout organiser leur mise en protection. De toute façon, les interprètes sont recrutés avec les mêmes précautions qui sont celles prises habituellement par MSF. Nous ne demandons pas d'informations qui pourraient mettre les gens en danger. La consigne c'est que lorsque nous sentons que cela va trop loin, nous levons le pied. Nous n'abandonnons pas les gens, mais à ce moment-là ils rentrent dans une autre catégorie, celle des victimes directes ou des témoins, donc déjà potentiellement en danger. Ces personnes-là, nous ne leur parlons pas devant tout le monde. Les équipes remplissent les cases des formulaires et les envoient par courriel avec les récits. Nous les réutilisons et nous faisons les statistiques au siège. Rien ne se fait sur le terrain. Tout circule par e-mail parce que nous ne voulons pas avoir de documents sur place.

Francoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français).

Les gens n'avaient pas systématiquement subi des violences physiques, mais on avait brûlé leur maison. On leur avait dit de partir sinon ils étaient morts. La responsable juridique de MSF m'avait envoyé un document sur l'aspect psychologique des entretiens, qu'elle avait travaillé avec la psychologue. J'étais donc encouragé par MSF à impulser un premier travail de débriefing des victimes. Cela ne m'avait pas été formulé ainsi : on parlait plutôt des bienfaits que la victime pourrait retirer du fait de discuter avec quelqu'un. Exceptionnellement, des réfugiés m'ont raconté des histoires du genre : on a aligné leurs neuf frères et soeurs contre un mur et on les avait tous tués. Ces familles, nous avons dû les mettre en relation avec le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

Michaël Neuman, chargé de la collecte de récits auprès des réfugiés au Monténégro (en français).

Mi-avril 1999, une enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), un rapport « confidentiel » américain publié dans le journal espagnol *El País* et des témoignages de réfugiés en Macédoine, en Albanie et au Monténégro font état de massacres, de viols commis par l'armée serbe à l'encontre des Albanais du Kosovo. Le rapport de la FIDH conclut que des crimes contre l'humanité sont commis au Kosovo.



« Des crimes contre l'humanité à grande échelle au Kosovo » selon la FIDH. **AFP** (France), Paris, 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Des « crimes contre l'humanité sont commis sur une grande échelle » au Kosovo, et « continuent de se commettre, sans préjudice d'une éventuelle qualification de génocide », a indiqué mardi à Paris la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

La FIDH, qui a mené une enquête auprès des réfugiés kosovars arrivés au Monténégro, dénonce l'absence des grandes institutions internationales d'aide humanitaire dans cette république yougoslave, dont le gouvernement s'oppose au régime de Belgrade.

« Si ce n'est la solidarité très forte des institutions monténégrines et l'action de quelques organisations humanitaires, l'absence des grandes institutions et organisations internationales est criante, et sauf mobilisation rapide de l'aide internationale, la tragédie que vivent les réfugiés pourrait se transformer en chaos absolu » a averti la FIDH dans un communiqué.

Des responsables de l'organisation se sont rendus dans les localités d'Ulcinj et Rozaje, près de la frontière avec le Kosovo, entre les 8 et 11 avril. La FIDH estime entre

1 000 et 1 500 le nombre de nouveaux réfugiés qui arrivent chaque jour au Monténégro.

Les témoignages recueillis auprès des réfugiés indiquent que « *des centaines de milliers de personnes dans la région (au Kosovo) sont actuellement encerclées sans possibilité de fuite.* » Ces récits confirment que les réfugiés ont été « *la plupart du temps, témoins du pillage et de l'incendie de leur habitation* » ou encore de la « *liquidation des vieillards et invalides restés sur place* » selon la FIDH.

Les responsables de crimes contre l'humanité « *devront répondre devant le tribunal pénal international (TPI)* » ajoute la FIDH.

La FIDH est une organisation internationale non gouvernementale qui a statut consultatif après des Nations unies, de l'Unesco et du Conseil de l'Europe.



« *Les accusations de viols se multiplient au Kosovo.* » Michel Moutot, **AFP**, Kukes (Albanie), 13 avril 1999 (en français).

Extrait :

Depuis le début de l'exode des Albanais de la province, fuyant la terreur serbe, en Albanie ou en Macédoine, de nombreux récits ont rapporté des disparitions de jeunes femmes et jeunes filles, enlevées dans leurs villages ou sur les routes par des Serbes en armes.

Le 9 avril, le porte-parole du Pentagone, Kenneth Beacon, déclarait: « *Nous recevons des informations très dérangeantes selon lesquelles des jeunes femmes kosovars ont été rassemblées dans un camp d'entraînement de l'armée serbe près de la ville de Djakovica ou elles ont été violées par les soldats, et jusqu'à vingt d'entre elles auraient été tuées.* »

Dans la nuit de lundi à mardi, la famille Halime, originaire de Slatina (près de l'aéroport de Pristina) a pénétré en Albanie par le poste frontière de Morina (nord) et immédiatement raconté le meurtre d'une jeune femme de 22 ans. Selon eux, Shpresa Halime, née Krasniqi, a été tuée pour avoir tenté d'échapper à des miliciens serbes qui voulaient la faire descendre de la remorque d'un tracteur précisément à l'entrée de Djakovica (Sud-Ouest du Kosovo). Leur récit, confirmé par celui de témoins extérieurs à la famille, interrogés par l'AFP en des lieux et moments différents, a été jugé crédible par le porte-parole à Kukes du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), Jacques Franquin, qui a assuré avoir « *toutes les raisons de croire qu'il est vrai.* »



« *Plus de 3 200 civils assassinés depuis fin mars au Kosovo, selon un rapport américain.* » **AFP** (France), 14 avril 1999 (en français).

Extrait :

Plus de 3 200 civils auraient été assassinés au Kosovo depuis fin mars par les forces serbes (militaires, paramilitaires et policiers), indique mercredi le quotidien espagnol *El Pais* en citant un « *rapport confidentiel* » américain. Ce

rapport, auquel a eu accès le correspondant à Bruxelles du journal madrilène, a été réalisé à partir des témoignages de réfugiés kosovars se trouvant en Albanie et en Macédoine, affirme *El Pais* sans préciser quel organisme américain l'a rédigé.

Selon le rapport, élaboré le 10 avril, au moins 3 200 personnes auraient été assassinées au Kosovo depuis fin mars et quelque 200 villages auraient été incendiés, partiellement ou totalement.

« *Les réfugiés continuent de faire état d'exécutions sommaires dans la province, ainsi que de l'existence de fosses communes à Drenica, Malisevo et dans la vallée de Pagarusa* » souligne le rapport cité par *El Pais*.

Le rapport détaille, village par village, les crimes commis par les forces serbes. 270 personnes auraient ainsi été tuées à Izbica, 200 à Oriate, 112 à Malakrussa, 100 à Ljubenica, 100 à Dakovica, 100 à Bruznic...

[...] Beaucoup des localités attaquées par les Serbes n'ont jamais été le théâtre d'activités de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), note le rapport qui donne également des chiffres, par villages, des personnes déplacées ou ayant été utilisées comme « *boucliers humains* ».

Le rapport s'inquiète également du sort des disparus à l'intérieur du Kosovo dont le nombre varierait entre des « *dizaines de milliers* » et « *plusieurs centaines de milliers* ». Certains seraient dans des centres spéciaux de détention comme ceux de général Jankovic et Pec, précise-t-il.

Le 15 avril 1999, un représentant de MSF intervient devant le Conseil de l'Europe sur la situation humanitaire dans les Balkans. Il concentre son propos sur le Monténégro et les relations de MSF avec le HCR et l'OTAN.



« **Intervention** de MSF devant le Conseil de l'Europe. » par l'adjoint à la responsable juridique MSF au nom de Philippe Biberson, président MSF France, 15 avril 1999 (en français).

Extrait :

Jusqu'au 9 avril, pour nous, il n'y a pas eu véritablement de drame humanitaire, et il y a plusieurs facteurs qui peuvent expliquer ce que certains ont appelé le « *retard à l'allumage humanitaire* » :

- la situation médicale des réfugiés n'était pas catastrophique, mis à part le traumatisme psychologique dont nous évaluons l'étendue à l'heure actuelle pour proposer éventuellement une réponse appropriée.
- l'ampleur des déportations, dont je rappelle qu'elles constituent en tant que telles des crimes contre l'humanité tombant sous la compétence du Tribunal pénal international de La Haye, excluait une prise en charge par les seules organisations humanitaires.
- une immense majorité des réfugiés et déplacés a été accueillie dans des familles, que ce soit en Albanie, en Macédoine ou au Monténégro. Ces capacités d'accueil commencent aujourd'hui à saturer.
- des problèmes logistiques et douaniers posés par les États récipiendaires de l'aide humanitaire ont ralenti la distribution des secours.

Depuis le 9 avril, la situation humanitaire s'est grandement détériorée, en particulier au Monténégro, que les intervenants de ce matin ont un peu oublié. MSF voudrait insister sur les points suivants :

- l'état de santé des déplacés qui arrivent au Monténégro aujourd'hui est plus inquiétant (infections respiratoires, déficit alimentaire, nombre croissant des blessés par armes à feu...). Cette situation est liée aux conditions de la déportation et de voyage, de 10 à 20 heures de marche dans les montagnes où la neige atteint 1,20 mètre.

- les capacités d'accueil sont aujourd'hui saturées au Monténégro. Il nous faut aujourd'hui trouver des abris, monter provisoirement des tentes car des femmes, des enfants et des vieillards dorment dans la rue ou dans des abris bus.

- l'action humanitaire se déploie dans un contexte d'insécurité croissante: rumeurs de coup d'état, arrivée de paramilitaires et de forces spéciales serbes dont les réfugiés ont peur et qui lancent des signes de défiance aux acteurs humanitaires. C'est pourquoi, MSF a choisi de ne pas stabiliser les déplacés car leur sécurité physique n'est pas garantie.

Je voudrais terminer cette présentation de la situation humanitaire en insistant sur la préoccupation de MSF pour les Kosovars déplacés à l'intérieur du Kosovo. Comme vous le savez, il n'y a plus aucune organisation humanitaire au Kosovo, alors que plusieurs centaines de milliers de personnes sont privées d'eau, d'alimentation et d'abris. Je me réjouis que le CICR cherche actuellement à négocier avec Belgrade son retour au Kosovo, ainsi que celui des autres ONG humanitaires et impartiales.

2) Relations entre MSF/HCR/OTAN

Vous savez que MSF a l'habitude de défendre son indépendance et celle de l'action humanitaire à l'égard du système des Nations unies et des acteurs militaires et politiques. MSF est cependant satisfait du «*coup de main*» de l'OTAN après l'épisode de Blace pour la construction des camps en Macédoine en 48 heures. Il nous aurait fallu environ trois semaines.

Nous souhaitons toutefois que les opérations humanitaires retrouvent très rapidement un caractère civil et qu'elles soient menées et coordonnées par des organisations humanitaires, neutres et impartiales comme l'exige le droit international humanitaire.

C'est-à-dire qu'il est nécessaire d'éviter la confusion des mandats dans les prochains jours.

Nous nous sommes inquiétés de la mise sur la touche du HCR, parce qu'elle a signifié une carence d'assistance et de protection des réfugiés : séparation des familles, déplacements forcés vers des pays tiers, absence d'enregistrement des réfugiés, c'est à dire absence pour eux d'identité et de protection, tandis que chacun s'indignait du fait que tout papier d'identité était détruit par les forces serbes.

Je voudrais conclure en rappelant dans cette enceinte dont la vocation première est la défense des droits de l'homme, que face à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, la logique militaire et la logique humanitaire ne sont pas suffisantes.

Le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie est trop absent de cette crise et il n'est pour l'instant pas opérationnel dans

la région. Il faut que les États membres du Conseil de l'Europe soutiennent davantage le TPI qui est compétent pour enquêter et juger les crimes commis au Kosovo.



J'ai fait un discours au Conseil de l'Europe à la place de Philippe Biberson. L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avait pris énormément de retard.

Philippe a dû partir parce qu'il avait un rendez-vous avec des médias et du coup, j'ai fait le discours à sa place. En substance nous avons expliqué qu'au fond les besoins humanitaires, en particulier au niveau médical, n'étaient pas immenses, contrairement à l'idée largement répandue dans l'opinion, dans les médias. Nous avons dû aussi probablement insister sur le fait que les réfugiés et les déplacés étaient extrêmement choqués justement parce qu'ils avaient été déportés, c'est-à-dire déplacés de façon forcée, de façon très organisée, avec un franchissement de frontière internationale. Nous avons bien sûr dénoncé la confusion militaro-humanitaire et appelé le HCR à reprendre sa place dans l'organisation des secours.

[...], adjoint à la responsable juridique de MSF
(en français).

En Grèce, certains journalistes et organes de presse s'expriment à contre-courant des positions nationalistes et pro-serbes qui dominent dans l'ensemble de la société. Le quotidien grec *Eleftherotypia* publie une tribune du président d'honneur de MSF Grèce qui renvoie dos à dos le nationalisme yougoslave et l'«*hypocrisie*» de l'OTAN.



«*A propos de l'espace humanitaire au Kosovo.*»
Courriel de Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations de MSF France à Thierry Durand, directeur des opérations de MSF Suisse et MSF Grèce et à Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce 23 avril 1999 (en français).

Extrait :

Le témoignage d'un journaliste grec (datant du 13 avril)
Sujet : Kosovo : lettre d'un journaliste grec (*Greek Helsinki Monitor*), 13 avril 1999.
(traduit par Emmanuelle Rivière)

Lettre de Christos Telidis à la Fédération panhellénique des syndicats de journalistes, 13 avril 1999

[...] J'ai pensé qu'il serait utile de vous informer sur certains faits concernant le rôle des journalistes qui couvrent les événements cruciaux de la guerre en Yougoslavie. Mon témoignage sera d'un intérêt tout particulier pour les organisations représentant les journalistes grecs. Le rôle

des journalistes, surtout dans le cadre de la situation actuelle dans la région, est extrêmement important - il y a des moments où nous n'avons plus que notre conscience et notre sens de la responsabilité pour évaluer les situations avec le plus de vigilance possible. L'importance « portée » par chaque information implique que les journalistes la transmettent précisément et sans parti pris personnel, politique, social, racial, religieux ou culturel, et qu'ils soient conscients des conséquences de l'information elle-même. J'ai effectué des reportages pendant plus de dix ans sur les événements majeurs qui ont secoué les Balkans, et en conséquence, j'ai acquis une bonne connaissance des acteurs de la situation locale. Le mercredi 25 mars, ce n'était donc pas la première fois que je me rendais à Pristina, au Kosovo. [...] Nous ne pûmes pas nous installer dans la maison albanaise que notre ami nous avait réservée. Celui-ci nous a fait d'ailleurs savoir qu'il était terrifié, et qu'il préférait éviter de nous rencontrer. Nous dûmes donc subir l'« enfermement » du *Grand Hôtel*. Les informations concernant les mesures des autorités locales contre les médias, plus particulièrement les grandes chaînes de télévision nationales, avaient déjà créé une ambiance « lourde » parmi la centaine de journalistes étrangers présents. Des officiels serbes avaient également déclaré que si l'OTAN mettait en œuvre sa menace de bombardement de la Yougoslavie, ils se vengeraient, vidant le Kosovo de sa population albanaise. Il est évident, à la lumière des événements qui suivirent, que les officiels serbes n'attendaient que le début des bombardements de l'OTAN pour commencer leur « torrent » d'attaques contre les Kosovars. Lorsque nous apprîmes, à 9 heures, que les missiles de l'OTAN avaient commencé à frapper des cibles yougoslaves, des explosions et des tirs avaient déjà retenti à Pristina, même si aucun missile n'avait été envoyé par l'OTAN sur le sol de Pristina. Des flammes s'élevaient sur l'horizon, dans les faubourgs de la ville qu'une épaisse fumée enveloppait. Durant la nuit, nous imaginions bien l'ampleur des combats, pourtant, c'est le lever du jour qui fut révélateur pour ceux qui tentèrent de sortir du *Grand Hôtel* et d'enquêter sur ce qui s'était réellement passé. Les médias grecs présentèrent une soi-disant base serbe qui aurait été frappée par un missile de l'OTAN, et qui couvrait tout Pristina de fumée. En réalité, il s'agissait d'un gros entrepôt désaffecté, qui servait de garage, et qui abritait aussi une petite imprimerie, travaillant avant son interdiction pour le journal albanaise *Kosovo Today*. Bien sûr, le tout appartenait à des Albanais. Il n'était pas difficile de voir que l'explosion ne pouvait provenir que du sol ; [...] Par ailleurs, un plan avait déjà été dessiné, et même entrepris, durant la nuit, pour terrifier les journalistes étrangers, y compris grecs, à l'intérieur du *Grand Hôtel*. Certains journalistes qui se trouvaient dans leurs chambres avaient essayé de prendre des photographies de l'entrepôt (puisqu'il s'agissait bien d'un entrepôt) en flammes. Mais au même moment, un coup de feu était parti du commissariat de police qui se trouvait juste en face de l'hôtel. Mais n'avait heureusement atteint qu'un mur de l'hôtel. Plusieurs hors-la-loi étaient alors arrivés pour terroriser, de mèche avec les policiers, les résidents de l'hôtel. Les journalistes durent s'en retourner

à leurs chambres situées au dernier étage, même si celles-ci n'offraient aucune protection réelle. Les Serbes, armés, forcèrent de nombreux journalistes à se tenir debout contre un mur, les mains en l'air et dans le noir, et les fouillèrent de force. Au même moment, d'autres personnes forçaient les portes des chambres des journalistes qui avaient refusé de leur ouvrir. Un journaliste bulgare travaillant pour *Associated press* fut attaqué devant nous, et jeté dans le couloir après avoir été battu. Le cameraman de la chaîne de télévision grecque 5, qui était seul dans sa chambre, fut également violemment agressé. Les Serbes le battirent et détruisirent son matériel de travail, cassettes et caméras. Ces actions contre les journalistes furent révélées au grand public le lendemain. Le représentant de Belgrade, et soi-disant président du Kosovo, invita les journalistes à son quartier général pour le petit déjeuner. Plus de 80 journalistes s'y rassemblèrent et après une longue attente, le représentant apparut, pour leur dire tout bonnement qu'ils étaient indésirables et qu'ils devaient partir immédiatement. Et alors que les journalistes étrangers s'en retournaient à l'hôtel pour faire leurs valises, plusieurs employés de la télévision grecque se « bousculaient » autour du « président » pour s'assurer de ses bons sentiments envers eux, et essayer de lui soutirer un « scoop ». Néanmoins, les autorités serbes furent très sélectives, même pour les journalistes grecs souhaitant contrôler et punir les indésirables. [...] La décision de départ des journalistes étrangers s'accompagna de l'explosion d'un cocktail Molotov lancé sur une voiture de *CNN*, qui mit de nombreuses personnes en danger et fit quelques dégâts matériels. Les journalistes durent donc fuir sur-le-champ. [...] Un journaliste serbe travaillant pour le journal serbe anti-gouvernement *Blits*, [...] savait que nous étions journalistes, nous ayant vus dans le *Grand Hôtel*, et nous prévint que nous devrions partir, parce que nous étions suivis - nos vies étaient en danger. [...] Un autre journaliste de la télévision grecque m'approcha, et sans savoir ce qui s'était passé, nous prévint également que nous étions suivis par les forces de sécurité, qui savaient alors ce que nous faisons et quelles photographies nous avions prises. [...] Le journaliste évoqué plus haut nous dit aussi que nous devions fuir Pristina et ne pas essayer de revenir avant deux ou trois semaines. Il nous suggéra également de cacher nos pellicules photographiques et tout notre matériel, de crainte de nous faire confisquer toutes nos affaires lors de notre trajet. Il nous prévint aussi de faire très attention durant notre voyage, parce que tout était possible. [...] Durant notre voyage, on nous força, aux barrages successifs que nous dûmes de temps en temps traverser, à prouver aux forces armées que nous étions orthodoxes. [...] Nous fûmes fouillés avec minutie par 10 policiers, et dans l'impossibilité de trouver ce que nous avions déjà caché, ils finirent par nous confisquer quelques bobines de pellicules sans conséquence, des disquettes d'ordinateur, des cassettes, etc. [...] Nous attendîmes au moins deux heures avant d'être libérés. Les douaniers ne tamponnèrent pas nos passeports, alors que la loi les y obligeait, mais ils évitaient ainsi de confirmer par écrit que nous avions passé la frontière à ce poste de Yeneral Yankovits. Tandis qu'on nous soumettait à ce trai-

tement, des journalistes des chaînes de télévision grecques allaient et venaient sans problème entre les deux pays - et seules ces chaînes de télévision purent diffuser des « exclusivités », puisqu'aucun journaliste étranger n'avait pu rester à Pristina. Un Italien qui avait refusé de partir reçut de multiples menaces et dut par la suite fuir avec les réfugiés. La nuit de notre évasion, on nous avait informés que les attaques terroristes recommençaient, même si nous n'avions vu aucun bombardement de l'OTAN, ni hommes de l'UCK dans la ville de Pristina. Le lendemain, une des chaînes de télévision grecques rapportait qu'un missile destiné au bâtiment d'une chaîne de radiotélévision était tombé à 150 ou 200 mètres de la cible, provoquant d'importants dommages, dont elle montrait des images. Or, une analyse un peu plus détaillée des images aurait permis de voir que l'explosion en question avait détruit le rez-de-chaussée d'une maison albanaise d'un quartier kosovar. Le journaliste témoignait debout devant le bâtiment, et attribuait ces dommages à... un missile de l'Alliance atlantique. On le voyait essayer d'interroger un passant albanaise, qui répliquait avec mépris ne pas faire confiance à une chaîne de télévision grecque... On pourrait épiloguer longuement sur ces événements. Considérant qu'en ces temps de crise, les journalistes doivent faire preuve d'un sens important de leur responsabilité et ne pas se laisser porter par des motifs partisans, quels qu'ils soient, j'ai souhaité, M. le président, vous faire parvenir ce témoignage sur la situation.



« La faute nationaliste du bouc émissaire. »
Sotyris Papaspyropoulos, vice-président de MSF Grèce, *Eleftherotypia* (Grèce) avril 1999 (traduit du grec en français par Sotiris et édité).

Extrait :

La crise en Yougoslavie

En examinant, sous ce prisme, la crise de notre région nous sommes amenés aux constatations suivantes :

- La faute nationaliste a été commise à chaque phase de la crise, de façon répétée, par les dirigeants yougoslaves. Dans la première phase de la crise, les dirigeants de ce qui était alors la Yougoslavie unie ont cultivé chez les Serbes un sentiment de haine nationaliste envers les autres populations et chez les autres populations un sentiment de peur nationaliste vis à vis des Serbes. Ils l'ont fait en mettant la main sur les médias (la déclaration de Milosevic en 1989 aux Serbes du Kosovo : « *jamais plus ils ne vous frapperont* »), en manipulant des données historiques (rapport du passé oustachi de certains Croates) ou religieuses (mise en avant d'un « danger islamique ») mais également en prenant des mesures délibérées comme la suppression de l'autonomie de Kosovo à la fin des années 1980.

Très rapidement des leaders nationalistes d'autres populations ont utilisé la même logique pour leur propre cause. Tous ensemble ils ont fini par détruire brutalement, le cadre de la coexistence, la rendant désormais impossible (sinon artificielle, alors comment expliquer que ces populations coexistaient depuis tant d'années ?) Les résultats

de cette fabrication d'un sentiment de haine sont connus : hécatombes, massacres entre voisins ou même entre familles mixtes, déracinements des populations...

La deuxième phase de la crise (Kosovo) est le prolongement naturel de la première. La suppression délibérée de la part du gouvernement yougoslave de l'autonomie du Kosovo et les mesures de répression qui ont suivi (limitation de l'utilisation de la langue albanaise, fermeture de l'Université, discrimination dans les embauches, non-reconnaissance des élections locales et des leaders modérés locaux etc.) ont conduit les Albanais vers la radicalisation, puis vers la création d'un appareil militaire. Encore une fois, sur le terrain de cette radicalisation, des forces tiers ont trouvé l'occasion de poursuivre leurs propres buts. Il était évident qu'elles ne rateraient pas cette occasion. L'hypocrisie des grandes puissances les conduit à utiliser le prétexte humanitaire.

L'utilisation du prétexte humanitaire pour justifier des choix politiques (qui en l'occurrence sont simplement servis par des moyens militaires) montre à quel point de discrédit se trouve aujourd'hui l'argumentation politique dans la conscience de l'opinion publique. Ainsi quand la cause réelle des choix politiques risque d'être rejetée par l'opinion publique, alors il faut inventer une autre « cause » pour soutenir les choix catastrophiques des gouvernements. La méthode, jusqu'aujourd'hui infail- lible, consiste à choisir des causes soi-disant humanitaires (depuis le Kurdistan en 1991 jusqu'en Somalie et depuis le Zaïre jusqu'à la guerre du Golfe, et bien sur en Yougoslavie, depuis déjà des années).

En annulant la politique et en la transformant en humanitaire, les gouvernements des pays impliqués visent le soutien perdu de leurs peuples, puisqu'ils ne recherchent, soi-disant plus à atteindre des buts politiques mais à servir des nobles valeurs humanitaires. Ainsi aujourd'hui la machinerie criminelle de l'OTAN se transforme pratiquement en acte de bienfaisance.

Et maintenant, que faire?

- 1) En premier lieu, l'armée yougoslave doit se retirer du Kosovo et accepter l'existence provisoire d'une force internationale, laquelle devra comprendre une composante russe. Celui qui a commis la faute nationaliste doit accepter le fait qu'il y a un prix à payer. Plus vite ce prix sera payé et moindre seront le coût et le nombre de personnes qui auront à l'assumer.
- 2) Par la suite l'OTAN doit arrêter les bombardements. Le prétexte humanitaire aura disparu et ne pourra plus tromper l'opinion publique. Il ne restera alors rien d'autre sur scène que cette violation flagrante du droit international contre un Etat souverain.
- 3) Entamer des négociations pour la garantie de l'autonomie du Kosovo.



« Couverture médiatique en Grèce. » Courriel de Sophia Ioannou, chargée de communication MSF Grèce press officer, 20 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Ces derniers jours ont été plus qu'un enfer pour tous les chargés de communication. Je n'ai pas eu l'occasion de vous informer de la couverture médiatique et de la façon dont les médias grecs présentent la situation. Je dois dire que nous avons presque - en particulier les premiers jours - eu une « crise médiatique » en raison de notre absence dans les médias. On voyait des images de MDM partout dans mes médias et tous nos donateurs mais aussi les journalistes étaient vraiment inquiets et nous posaient des questions difficiles sur ce que faisait MSF.

Heureusement, nous nous sommes arrangés pour surmonter ces difficultés. Voici quelques titres de journaux qui vous montrent une idée du tableau :

* « L'Europe a peur des réfugiés. » Pas de stratégie commune de l'UE en ce qui concerne les réfugiés. » (Kathimerini)

* « Le gouvernement grec a envoyé de l'aide et construit des camps pour les réfugiés kosovars. » (Kathimerini)

* « Feu vert des Etats-Unis en soutien à l'intervention grecque en Serbie et au Kosovo. » Le gouvernement grec avance dans sa volonté d'ouvrir un « corridor d'aide humanitaire » et est le seul membre de l'OTAN qui continue à dialoguer ouvertement avec la Yougoslavie. L'OTAN voit cela positivement (Eksousia)

* « A Belgrade, mandat spécial au ministre grec des Affaires étrangères pour une mission explo avant de fournir l'aide. » (Eksousia)

* « Victimes des bombardements humanitaires. L'aide humanitaire à l'égard des Kosovars a trouvé un sponsor : les Etats-Unis. » Au même moment les forces de l'OTAN frappent la Serbie avec des Tomahawks. Les Balkans ont aussi un nouveau sponsor: les Etats-Unis. (Eleftherotypia)

* « Un nouveau Tchernobyl dans les Balkans. » Une approche écologique des bombardements. (Apogevamini)

* « De l'action humanitaire et des médicaments contre les bombes. Alors que les bombardements irrationnels de l'OTAN continuent la population grecque donne un coup de main utile aux populations en souffrance au Kosovo et en Serbie. » (Thessaloniki)

* « UCK: politiciens ou rebelles? » Analyse politique sur le mouvement armé de l'UCK (Ta Nea).

Je dois noter que bien que l'opinion publique soutienne clairement la Serbie (pas Milosevic) les médias présentent la situation du point de vue des deux parties. Le drame des réfugiés du Kosovo - causé par les menaces et les atrocités serbes - occupe également une grande partie des programmes. [...] Nous parlons essentiellement des activités de MSF en Albanie, à Skopje et au Monténégro, nous donnons des interviews et faisons valoir fermement notre position sur le fait que le HCR doit avoir le rôle principal. Chaque semaine nous organisons un point presse au bureau de MSF à Athènes et les journalistes semblent apprécier toutes ces informations que nous leur donnons.



Il y avait un délire pro-Milosevic en Grèce : « pour nos frères serbes orthodoxes » et toutes ces histoires. J'ai écrit cet article pour montrer que Milosevic, c'est une chose, et que les Serbes, c'est autre chose. Il ne faut pas culpabiliser le peuple serbe à cause d'un mécanisme mis en place par Milosevic et son appareil militaire. Les Serbes ont vécu avec les Croates, les Albanais kosovars pendant des dizaines d'années sans problème. Milosevic est un nationaliste qui ne vient pas du peuple mais qui a manipulé le parti communiste pour arriver au pouvoir et qui joue maintenant ce jeu pour s'y installer encore mieux. Je l'ai écrit parce que je sentais qu'il fallait le faire. Bien sûr j'ai discuté avec les membres du conseil d'administration parce que j'allais signer « président d'honneur de MSF ». Nous avons conclu que c'était bien de faire paraître cet article. MSF ne peut pas avoir une position politique, mais, en tant que président d'honneur, je peux donner mon opinion. Cela peut faire réfléchir la population grecque : est-ce qu'on a raison d'avoir cette mentalité et quelle est la valeur de ces opinions au sein de MSF Grèce ? Nous informons la population grecque qu'à MSF Grèce, nous ne prenons pas de position politique, mais que nous réfléchissons à différentes choses. Mais nous n'avons pas de position unilatérale, comme en avaient en Grèce à l'époque les journaux, la population, toutes les télévisions. (...) Eleftherotypia est un journal exceptionnel, neutre, de centre gauche. Il prenait le risque de faire connaître des opinions. Mais le reste de la presse ne voulait pas en entendre parler. Il y a eu des réactions négatives des donateurs. Ceux qui réfléchissaient et qui peut-être nous approuvaient, ceux-là ne téléphonaient pas.

Dr. Sotiris Papaspyropoulos, président d'honneur de MSF Grèce (en français).

A la mi-avril, le gouvernement grec négocie avec celui de la Fédération de Yougoslavie et l'OTAN l'autorisation pour des ONG grecques d'entrer en République fédérale de Yougoslavie afin d'apporter une assistance humanitaire. Selon le président de MSF Grèce à l'époque la section grecque dès ce moment dépose des demandes de visas pour la République Fédérale de Yougoslavie. Elle en informe les autres sections, proposant qu'une mission MSF soit menée sous cette initiative, à laquelle participerait la section grecque, sans nécessairement la coordonner.



«*Enquête sur la mission de MSF Grèce en ex-Yougoslavie et la rupture de l'accord du centre opérationnel commun de MSF Grèce et MSF Suisse pour le Conseil international de MSF, par Stephan Oberreit et Morten Rostrup, 3 juin 1999.*»

Rapport présenté au conseil international de MSF, le 11 et 13 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

15/4: MDM-G [Médecins du Monde Grèce] lance une mission au Kosovo. Les médias grecs s'intéressent beaucoup à eux.

Entre le 15 et le 19/4 : annonce officielle d'un accord entre le ministre grec des affaires étrangères, l'OTAN et le gouvernement de l'ex-Fédération yougoslave autorisant des ONG grecques à entrer sur le territoire de cette dernière pour apporter de l'aide humanitaire. Selon certains membres du conseil d'administration grec, le bureau de MSF Grèce a alors «*de nouveau déposé des demandes de visa.*»



«*La Grèce travaille à une opération humanitaire d'urgence au Kosovo*», **cnn.com**, Washington (Etats-Unis), 15 avril 1999 (en anglais).

Un diplomate grec est venu à Belgrade pour travailler sur les détails d'une opération de fourniture d'assistance médicale et nutritionnelle pour les personnes déplacées au Kosovo, ont déclaré certaines sources à **CNN**, jeudi.

Ces sources proches de la mission ont déclaré à **CNN** que les autorités yougoslaves avaient permis à plusieurs camions grecs transportant de l'aide médicale d'entrer au Kosovo à partir de Skopje, la capitale de la Macédoine. L'opération commencera peut-être dans les prochains jours.

Si cela marche bien, ont affirmé ces sources, le convoi de camions sera étendu.

Les alliés de l'OTAN sont au courant de la mission grecque et ne s'y opposent pas. Mais ils la décrivent comme une stricte initiative du gouvernement grec. La Grèce est membre de l'OTAN.

Mercredi, le Département d'Etat et la Maison Blanche ont exprimé l'espoir qu'un parti tiers, peut-être la Grèce soit capable d'apporter de l'aide aux centaines de milliers de déplacés kosovars à l'intérieur du Kosovo.

Les responsables de l'OTAN ont rejeté l'idée de parachuter l'aide, opération trop dangereuse. Ils ont aussi rejeté l'introduction de forces terrestres qui se frayeraient un chemin en combattant à travers le Kosovo pour apporter nourriture et matériel médical pour se frayer un chemin en combattant.

Des sources proches de la nouvelle mission ont affirmé qu'Alex Rondos, un conseiller du ministre grec des Affaires étrangères George Papandréou, est arrivé à Belgrade mercredi et rencontre des responsables yougoslaves de haut rang.

Sur l'agenda: permettre à la branche grecque de l'orga-

nisation Médecins du Monde d'étendre ses opérations à l'intérieur du Kosovo.

Le groupe a pu garder trois responsables à Pristina depuis le début des frappes de l'OTAN - c'est la seule organisation d'aide internationale qui opère à l'intérieur du Kosovo. Elle fournit une assistance médicale aux déplacés kosovars et serbes.



Dans le mouvement MSF, c'était vécu comme une histoire grecque, négociée avec Milosevic pour faire entrer des Grecs en Yougoslavie et faire de la propagande. Or si la presse et la population avaient des sympathies pour Milosevic, ce n'était pas du tout le cas du gouvernement grec. A l'époque le chef du gouvernement était Sinipis, un pro-européen. Il a toujours été dans la ligne de l'Europe, il a initié les premières discussions sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. Il a accepté que la Grèce, pour la première fois, prenne des positions pas très populaires auprès de ses citoyens, mais qui avaient un sens international. En plus, je crois qu'à cette période, la Grèce était à la présidence de l'Union européenne. Quelques jours plus tôt, il y avait eu une grande célébration des nouveaux pays qui entraient dans l'Union qui avait réuni tous les grands chefs de l'Europe, sur l'Acropole à Athènes. Sinipis avait beaucoup de poids comme président de l'Europe. C'était un type ouvert à l'international. Donc le jugement politique du mouvement MSF n'était pas correct. Ils n'ont même pas voulu regarder de plus près.

Dr. Sotiris Papaspyropoulos, président d'honneur de MSF Grèce (en français).

Le départ des derniers soldats de l'OTAN des camps de Macédoine inquiète les réfugiés qui craignent les méthodes brutales de la police macédonienne, désormais chargée de la sécurité, par le HCR.



«*Les soldats de l'OTAN quittent les camps au désarroi des réfugiés.*» Deborah Pasmantier, **AFP** (France), complexe de Stentovec-Brazda, 16 avril 1999 (en français).

Extrait :

COMPLEXE DE STENKOVEC-BRAZDA. Le gros des contingents de l'OTAN qui ont installé le plus grand camp de réfugiés en Macédoine avait achevé de partir vendredi, au désarroi des Albanais du Kosovo qui craignent d'être maltraités par la police macédonienne.

La majorité des soldats de l'OTAN, qui étaient plus de 650 dans le complexe de Stenkovec-Brazda (près de Skopje) au plus fort de la crise, sont partis, a indiqué le porte-parole de l'OTAN à Skopje, le commandant Eric Mongnot.

Les troupes de l'OTAN en Macédoine avaient installé ce vaste complexe sur demande du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), après le premier afflux massif de Kosovars début avril. Vendredi, il ne devait plus rester que 30 Français au camp de Stenkovec (sur 220) et 30 Britanniques à Brazda (sur environ 450). Les départs, effectués progressivement depuis le 10 avril, devaient être achevés dimanche, après quoi il ne restera plus que de petites équipes de liaison, aidées par une centaine de personnes de la sécurité civile attendue samedi, a précisé M. Mongnot.

Le camp sera ensuite entièrement géré par le HCR et la sécurité sera assurée uniquement par la police macédonienne, ce qui effraye la plupart des réfugiés de Stenkovec-Brazda qui comptait plus de 40 000 âmes jeudi. Les Albanais du Kosovo gardent en tête l'image des policiers macédoniens battant et séparant les familles lors de l'évacuation du campement sauvage de Blace (Nord de Skopje) il y a une dizaine de jours. Et à l'opposé, celle des soldats de l'OTAN installant les tentes et distribuant la nourriture.

[...] « Avec l'OTAN, je me sentais en sécurité. Maintenant, comme toujours, la police macédonienne va essayer de créer des incidents, de la panique pour qu'on ait peur, que nous quittions le camp et la Macédoine » estime un autre réfugié, âgé d'une quarantaine d'années, qui a préféré taire son nom.

[...] Conscient des problèmes qui pourraient survenir, le HCR a proposé au gouvernement macédonien un programme de sensibilisation aux populations vulnérables pour les policiers, plus habitués à surveiller des camps de prisonniers.

OÙ MSF INSISTE SUR LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Au Monténégro les autorités résistent à la tutelle de Belgrade et les tensions se multiplient entre les forces fédérales serbes et les forces monténégrines. Les déplacés kosovars vivent dans un climat de peur et d'insécurité, que la faible présence du HCR ne contribue pas à atténuer. Le 16 avril 1999, MSF France diffuse un communiqué de presse, repris par MSF Royaume-uni, demandant une protection pour les Kosovars albanais réfugiés au Monténégro. MSF fait pression sur le HCR pour organiser le transfert des déplacés vers l'Albanie et les soustraire ainsi aux violences commises par les forces fédérales yougoslaves et les paramilitaires serbes. Soumise à une insécurité croissante, l'équipe entreprend également une campagne de communication locale pour faire connaître son action et limiter ainsi les tensions avec la communauté pro-serbe qui

l'accuse d'aider les réfugiés kosovars au détriment de la population locale.



« MSF demande que soit assurée la protection des Kosovars réfugiés dans le Nord-Est du Monténégro. » **Communiqué de presse**, MSF France, 16 avril 1999 (en français).

Médecins Sans Frontières (MSF) témoigne d'une aggravation dramatique du sort des Kosovars qui cherchent refuge au Monténégro et appelle instamment les autorités monténégrines et le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à prendre en charge la protection de ces populations. MSF demande notamment que les personnes déplacées puissent s'installer dans des zones où leur sécurité sera assurée.

Depuis près d'une semaine, MSF, présent à Rozaje, à l'est du Monténégro, assiste à l'arrivée d'un nombre croissant de personnes fuyant la zone d'Istok (Nord-Est de Pec), au Kosovo. Au cours de la seule journée de mercredi, 4 300 nouvelles personnes ont été enregistrées à la frontière. Après plusieurs jours de marche dans la montagne, ces populations arrivent exténuées et traumatisées. Une fois à Rozaje, elles doivent faire face à une très grande précarité : insuffisance des capacités d'accueil ; sécurité menacée par la présence de groupes militaires ou para militaires dans la zone.

« Alors que Madame Ogata, Haut-Commissaire, vient d'annoncer que la situation des réfugiés kosovars était sous contrôle, nous pouvons témoigner de la détérioration de la situation des Kosovars qui arrivent dans la région de Rozaje, souligne François Calas, coordinateur de la mission. Dans un tel contexte, la présence renforcée du HCR est à la fois urgente et indispensable. »

L'évacuation de ces personnes vers des zones plus sûres et équipées pour les recevoir dans des conditions inacceptables est devenue une priorité absolue. Compte tenu des tensions croissantes dans la zone et afin que cette évacuation soit menée sur la stricte base du volontariat, elle devra être réalisée sous la protection conjointe des autorités monténégrines et du HCR.

A cette fin, il est urgent que les Nations unies étendent le mandat de protection du HCR à ces personnes, bien qu'elles soient considérées comme des déplacés et non comme des réfugiés à part entière.



« Point info du 19/4/1999. Monténégro. » MSF France 19 avril 1999 (en français).

Extrait :

Général :

Durant les deux derniers jours, 200 personnes déplacées ont franchi la frontière avec le Monténégro. Les jours précédents le nombre des arrivées quotidiennes s'élevaient à plus de 3000.

Les tensions s'accroissent sérieusement à Rozaje, dans le Nord du Monténégro entre les troupes fédérales (serbes)

et les forces monténégrines. Belgrade a annoncé publiquement que le vice Premier ministre monténégrin devrait être arrêté. A Rozaje, la police a conseillé à la population de ne pas se déplacer le soir. Le nombre de soldats réservistes fédéraux et de miliciens a été multiplié dans la zone et des checks-points ont été installés tout autour de la ville, sur les routes menant à Bac, Bolotic, et Berane. Ces check-points empêchent les personnes déplacées de se rendre plus au sud du pays.

Les déplacés font état d'exactions de la part des militaires: bus arrêtés, hommes séparés des femmes, arrestations, disparitions, tabassages...

Interne: les militaires se sont notamment rendus ce week-end dans un village situé au sud de Rozaje et ont envahi les maisons. Ils ont poussé violemment les déplacés et même des résidents à fuir le village qui est un point d'entrée avec le Kosovo.

Les équipes apportent un climat général de peur à Rozaje. Suite à cette nouvelle détérioration de la sécurité, un nombre important de déplacés veulent quitter la ville, et se rendre plus au sud ou vers l'Albanie. Mais les trajets sont toujours chers et dangereux. Les autorités d'Ulcinj, au sud, semblent d'autre part peu désireuses de voir plus de déplacés s'installer dans leur ville. Aujourd'hui, ni la sécurité ni la protection des réfugiés ne peuvent être assurées à Rozaje. L'équipe est particulièrement soucieuse du sort des personnes déplacées dont les papiers d'identité ont été détruits par les militaires serbes au Kosovo. Il est urgent de permettre à ceux qui le souhaitent de se réinstaller dans des zones plus sûres.

La présence du HCR à Rozaje est toujours largement insuffisante. Il n'y a qu'une seule personne chargée de la protection, elle n'est pas basée sur place. Son travail se limite pour l'instant à documenter certains témoignages de réfugiés et à en référer à la police monténégrine.



«Le Monténégro s'oppose farouchement à la tutelle de Belgrade.» Bozo Milicic, **AFP** (France), 22 avril 1999 (en français).

Extrait :

Le ministre de l'Intérieur du Monténégro, Vukasin Maras, a refusé de placer sa police sous le commandement de la deuxième armée yougoslave comme l'exige Belgrade, selon le quotidien *Vijesti* qui cite des sources proches du gouvernement monténégrin.

[...] La police monténégrine, appuyée par des unités spéciales, avait pris position en début de semaine à Debeli Brijeg, autorisant les étrangers à entrer dans le pays, conformément à la décision prise à la mi-mars par le gouvernement monténégrin de supprimer les visas jusqu'en octobre.

Mardi, l'armée a dressé un poste de contrôle à Sutorina, à 2 kilomètres de Debeli Brijeg, refoulant en Croatie les étrangers sans visa et empêchant le passage de camions chargés d'aide humanitaire.

Jeudi, les voyageurs étrangers étaient à nouveau autorisés à entrer au Monténégro sans que l'armée s'y oppose, selon des témoins.

[...] Belgrade maintient une pression constante sur le Monténégro. Le ministère yougoslave du travail et de la santé, cité par l'agence *Tanjug*, a annoncé jeudi qu'en raison du refus de la direction monténégrine d'appliquer les lois fédérales, le port monténégrin de Bar ne pouvait plus être utilisé pour l'acheminement d'aide humanitaire. Selon le ministère, les responsables monténégrins lui refusent le droit d'inspecter le contenu des cargaisons. Il a par conséquent «recommandé» aux «organes compétents» de détruire l'aide humanitaire arrivant par le port de Bar. Cette «recommandation» risque toutefois de rester lettre morte, les douanes fédérales n'étant pas présentes au Monténégro.

Quand les frappes ont commencé, j'ai demandé à repartir avec MSF au Monténégro, à Rozaje. Les responsables de programme se sont posés de grosses questions, à cause de mon engagement. Mais j'étais aussi un atout pour MSF parce que je connaissais très bien les Kosovars. J'étais responsable de terrain, mais mon seul souhait était de retourner au Kosovo. Très vite, je me suis mise en retrait des activités de MSF. Les membres de l'équipe ne savaient pas du tout ce que je faisais. J'ai été happée par tout ce qu'il y avait autour de moi. Je ne me sentais plus du tout MSF. J'étais devenue Kosovare. Quand les Kosovars me voyaient dans une voiture MSF, ils me faisaient des petits signes, je sortais de la voiture, je prenais la malle d'urgence et je partais avec des voitures civiles pour aller soigner des blessés à droite et à gauche dans la périphérie de Rozaje. Assez vite, tous mes amis de la vallée de la Rugova ont débarqué. Parmi les déplacés qui se faisaient enregistrer par la Croix-Rouge locale, il y avait une dizaine de personnes au moins que je connaissais, avec qui j'avais travaillé. Peu à peu j'ai appris la mort des uns et des autres, dont celle de toute la famille qui m'avait accueillie au Monténégro, avant mon passage dans la Rugova. Ils avaient été lapidés par des paramilitaires. Les Serbes étaient finalement rentrés dans la Rugova. Ils avaient tué Selman, l'instituteur. Les gens de la vallée avaient pris la fuite vers le Monténégro. Mustapha, le médecin, ne trouvait plus sa femme et ses deux gosses. Il n'avait aucune nouvelle et il avait peur car il était recherché par les paramilitaires. Il se cachait à droite et à gauche. J'essayais de voir ce que le HCR pouvait faire. Il ne pouvait rien faire. Entre temps, les UCK de la Drenica sont arrivés. Ils se sont retrouvés dans un grand hall à la sortie de Rozaje. Le HCR était très embêté parce qu'il ne savait pas quoi faire avec ces gens. Mais s'il les laissait là, ils étaient en danger. Je suis allée faire un tour là bas à la recherche de la femme de Mustapha. En fait, les UCK de la Drenica m'ont reconnue et m'ont demandé de les aider. J'ai affrété un bus et ils sont tous repassés en Albanie. Je leur avais dit : « quand vous passez la frontière, vous laissez un message au poste d'accueil des réfugiés de MSF Belgique pour que je sache si vous êtes bien passés ou pas. » Dans la Rugova, nous avons pris beaucoup de photos. Les paramilitaires étaient tombés dessus et cherchaient à identifier les gens. J'étais

donc fichée. A ce moment-là MSF a dit qu'il valait mieux que je rentre en France. Je suis partie en Albanie.

Laurence Thavaux, responsable de terrain MSF à Pristina en 1996, à Pec d'avril 1998 à février 1999, infirmière au Monténégro en avril 1999 (en français).

Quelques semaines après son arrivée, l'équipe du Monténégro nous a expliqué que des paramilitaires serbes commençaient à entrer dans le pays. Grâce aux relations individuelles d'une de nos volontaires avec les déplacés, nous avons eu confirmation de la présence des troupes d'Arkan, le chef paramilitaire serbe qui s'était illustré par sa cruauté pendant la guerre en Bosnie. Des problèmes de sécurité commençaient à se poser à la fois pour l'équipe MSF elle-même et pour les déplacés. J'insiste sur le terme de déplacés parce que c'est plus compliqué pour le HCR et pour les agences onusiennes d'intervenir sur les situations de déplacés. Donc, nous avons des craintes en matière d'assistance ou de protection et de sécurité pour ces personnes-là. En plus, les capacités de l'accueil de déplacés au Monténégro, étaient assez chaotiques. Des gens couchaient dehors. Dans le cadre de son travail de collecte d'informations, Michaël était tombé sur des personnes qui avaient été des témoins clés de massacres. Et face justement à l'arrivée de paramilitaires serbes au Monténégro, nous avons demandé au HCR d'évacuer ces personnes vers l'Albanie. Nous avons eu une discussion extrêmement compliquée avec le siège du HCR à Genève. Leur argument c'était : « Nous, HCR, nous ne pouvons pas évacuer des déplacés vers l'Albanie parce que cela revient à transformer des déplacés en réfugiés. Le HCR ne peut pas créer une situation de réfugiés ». C'était vraiment une discussion très compliquée. Ils ont fini par accepter d'évacuer ces personnes.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF (en français).

A l'époque on se confrontait au HCR, qui n'avait pas de mandat au Monténégro. La chargée de protection [protection officer] du HCR me voyait un peu comme une menace. Nous leur avons donné des informations. Par la suite les responsables juridiques se sont mis en relation avec le HCR pour organiser des déplacements de familles qui étaient en danger. A partir du moment où ma présence est devenue visible, je suis devenu une espèce de chargé de protection MSF, quasiment identifié comme tel par le HCR. Tout cela se déroulait dans un contexte d'extrême tension: les milices serbes - assez semblables aux milices russes en Tchétchénie - avaient un comportement très violent et faisaient régner la peur. Les responsables de l'équipe MSF ont fini par se dire : « ok il faut le faire rentrer. »

Michaël Neuman, chargé de la collecte de récits auprès des réfugiés au Monténégro (en français).

Je suis allée au Monténégro pour aider le coordinateur sur la partie communication-relations extérieures de la mission, parce qu'il n'avait pas le temps de s'en occuper et que c'était un volet important vis à vis de la communauté pro-serbe du pays. A ce moment là au Monténégro, une minorité de la population était très en faveur de la politique serbe au Kosovo. Mais la majorité des Monténégrins, représentés par le Premier ministre étaient plus neutres par rapport aux Albanais et par rapport au conflit. Il existait une tension très forte entre l'armée fédérale, qui essayait de reprendre le contrôle des frontières, et l'armée nationale qui au contraire cherchait à les ouvrir. Nous n'avons jamais eu de visa parce qu'ils ne voulaient pas nous en donner. Donc nous entrions illégalement par la Croatie. Si les autorités fédérales l'avaient décidé, elles auraient pu nous expulser du jour au lendemain. Il fallait donc être assez vigilant sur la perception qu'on pouvait avoir de nous dans la communauté serbe. L'équipe de coordination était installée à Bar, près de la mer, et près de la frontière avec la Croatie pour pouvoir évacuer facilement. Nos équipes recevaient parfois des insultes, des cailloux sur les voitures. Mais les cars de réfugiés qui partaient de Rozaje, prenaient la route traversaient le Monténégro et rentraient en Albanie en recevaient beaucoup plus. Des bus étaient arrêtés et des passagers ont disparu. C'était un terrain assez impalpable. Nous savions que les autorités nous étaient plutôt favorables parce que ce qu'elles cherchaient c'était clairement le soutien de l'Union européenne. Elles voulaient que celle-ci reconnaisse les efforts du Monténégro pour se démarquer de Belgrade dans cette histoire. Elles ont été extrêmement correctes vis à vis de la population albanaise. Mais nous étions quand même dans la Fédération yougoslave et en l'occurrence le ministre de la Santé n'était politiquement pas aussi ouvert que certains de ses collègues. Il se sentait dessaisi de son autorité et de sa légitimité par les organisations humanitaires qui, à son goût, ne le consultaient pas suffisamment avant d'intervenir. En plus plusieurs missions exploratoires de MSF étaient reparties en faisant des promesses et quand l'équipe est revenue pour s'installer fin mars, elle est revenue les mains vides. Et quand les médicaments et le matériel sont enfin arrivés, ils étaient destinés à la communauté albanaise. Ils l'ont très mal vécu. D'où une tension... le ministre de la Santé s'est vexé parce que le coordinateur et le coordinateur médical de MSF sont arrivés à un rendez-vous sans cravate. Il a exigé que MSF appelle tous les jours au ministère pour obtenir l'autorisation de travailler. Ce ministre voulait un interlocuteur. Il avait besoin qu'on reconnaisse que c'était lui le patron. Pour déminer l'affaire je lui ai dit : « oui vous avez raison » j'ai présenté nos excuses trois fois et j'ai fait venir le directeur des opérations... avec une cravate. Cela s'est un petit peu amélioré par la suite. En revanche nous avons refusé de rentrer dans le jeu de fournir un rapport quotidien. Ensuite les pro-serbes ont lancé une contre-propagande. Ils disaient que les Albanais qui arrivaient étaient très sales, qu'ils se reproduisaient comme des lapins et qu'ils avaient la fièvre jaune. En fait c'était l'hépatite virale. Mais avec une mauvaise traduction, cela donnait « yellow fever » qui

du coup est devenu fièvre jaune. La tension montait dans la population monténégrine, «Vous aidez toujours les Albanais, mais vous ne nous aidez jamais...» Pour désamorcer cela, j'ai monté une conférence avec toute la presse monténégrine, fédérale et nationale, le coordinateur et le coordinateur médical de MSF. Nous voulions aussi désamorcer les possibilités de propagande et de désinformation lancées par les Serbes. Nous avons décrit et expliqué les objectifs de nos programmes. Nous avons souligné que nous étions politiquement indépendants, que nous ne recevions pas d'argent des pays de l'OTAN, et que nous nous démarquions complètement de l'Union européenne. Le but était de mettre en avant notre indépendance. Mais cela n'intéressait pas tellement les journalistes. En revanche ils nous demandaient : «Est-ce que c'est vrai que les Kosovars vont amener une épidémie de fièvre jaune ?» En fait, ils confondaient beaucoup de choses. C'est vrai qu'il y avait des problèmes de gale. Mais on a du leur expliquer que c'était un problème lié aux conditions de vie précaires des déplacés. [...] Nous avons nous-mêmes décidé de monter cette conférence de presse, sur les conseils d'un journaliste monténégrin. Nous n'avons pas demandé l'autorisation de le faire au siège à Paris. Nous les avons seulement informé. Notre démarche procédait du bon sens et de la transparence, pas de la communication.

Virginie Raisson, adjointe au coordinateur MSF France au Monténégro, avril - mai 1999 (en français).

Le 18 avril 1999, le secrétaire général de l'OTAN s'exprime sur la possibilité d'une intervention terrestre au Kosovo. Un journal britannique fait état de préparatifs en ce sens. Les frappes continuent et causent des victimes parmi les civils, selon les sources serbes. De leur côté, les forces serbes harcèlent les Kosovars albanais qui continuent à fuir par milliers vers les républiques voisines qui sont débordées.



«L'OTAN n'exclut plus une opération terrestre au Kosovo.» **AFP** (France), Bruxelles/Belgrade, 18 avril 1999 (en français).

Extrait :

«A l'heure actuelle, nous pensons que l'intervention aérienne est suffisante, les autorités militaires qui organisent l'intervention estiment qu'elle est suffisante. C'est pourquoi nous n'allons pas changer de stratégie maintenant» a déclaré M. Solana à la BBC télévision. «Mais si nous arrivons à un moment où (une invasion terrestre) s'avère nécessaire, je suis persuadé que les pays appartenant à l'OTAN seront prêts à la mettre en œuvre», a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de l'OTAN a également implicitement repris à son compte le souhait du président américain Bill Clinton de voir Slobodan Milosevic quitter le pouvoir à Belgrade. «Je pense qu'il sera très difficile de parvenir à la

paix dans les Balkans, et en particulier en Yougoslavie, si nous n'avons pas une Yougoslavie démocratique», a-t-il dit. [...] Selon le journal britannique *The Sunday Observer*, l'OTAN se prépare à déclencher, dans six à huit semaines, une opération terrestre au Kosovo et le reste de la Yougoslavie, au cours de laquelle 280 000 soldats seraient déployés. Toujours d'après *The Observer*, malgré les démentis répétés de Londres et de Washington, de tels projets sont étudiés pour que la campagne militaire soit terminée au plus tard le 24 juin.

L'OTAN s'est refusée dimanche à tout commentaire sur ces informations. Les avions alliés ont poursuivi dans la nuit de samedi à dimanche leurs frappes aériennes contre des cibles en Serbie qui ont fait une victime, une fillette de trois ans, dans une banlieue nord-ouest de Belgrade, et cinq blessés, selon des sources serbes.

[...] Par ailleurs, cinq personnes ont été blessées samedi soir lors de frappes de l'OTAN à Batajnica, qui abrite un aéroport militaire, selon la même source. De leur côté, l'agence *Tanjug* et la télévision serbe *RTS* ont rapporté que les frappes contre Batajnica avaient fait «plusieurs blessés parmi la population civile, dont une fillette de trois ans», sans autre détail.

[...] Pendant ce temps, les réfugiés fuyaient toujours le Kosovo. Harassées de fatigue, 15 000 personnes ont été enregistrées samedi au poste frontière de Morina, principal point de passage entre la Yougoslavie et l'Albanie. Selon les réfugiés, des «milliers» de personnes sont encore en route vers la zone frontalière.

Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), les forces serbes ont tiré dans la nuit de samedi à dimanche un obus de mortier sur la file de réfugiés qui attendaient de passer au poste frontière albanais de Morina, (Nord), faisant un mort et au moins 22 blessés.

Cinq réfugiés kosovars ont aussi été tués lorsque leur voiture a sauté sur une mine dans la nuit de samedi à dimanche près de Morina, a annoncé le porte-parole de l'OSCE à Tirana, Andrea Angeli.

La Grèce a obtenu des «garanties officielles» de Belgrade pour entamer la distribution d'une aide humanitaire internationale à l'intérieur du Kosovo, destinée tant aux Serbes qu'aux Albanais, a indiqué dimanche à l'AFP une source grecque autorisée.

L'Albanie comptait samedi quelque 340 000 réfugiés du Kosovo, l'équivalent d'un dixième de la population de l'Albanie, selon le HCR qui estime à plus de 545 000 personnes le nombre de réfugiés depuis le début de l'intervention alliée, et 775 000 arrivés au total ces derniers mois en Albanie, en Macédoine, et au Monténégro.

La petite république yougoslave du Monténégro, qui avec 640 000 habitants, abrite déjà 70 000 réfugiés de la province serbe, est débordée par l'afflux chaque jour de 1 500 kosovars, selon les autorités de Rozaje, ville proche de la frontière avec le Kosovo.

Le 20 avril 1999, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, MSF Belgique lance auprès de la population belge une opération de collecte de colis alimentaires destinés aux réfugiés kosovars et aux familles albanaises qui les accueillent.



« Médecins Sans Frontières et Balkanactie lancent un appel de famille à famille. » **Invitation conférence de presse**, 20 avril 1999 (en français).

En Albanie, MSF et *Balkanactie* travaillent côte à côte pour venir en aide aux réfugiés kosovars. La population albanaise fait elle aussi preuve d'une grande solidarité envers les réfugiés. Nombreuses sont les familles qui les accueillent, malgré la pauvreté qui règne en Albanie. Comme les besoins sont importants, Médecins Sans Frontières et *Balkanactie* font appel à la population belge pour récolter des colis alimentaires. En limitant la récolte à de la nourriture, cette action se veut complémentaire d'autres opérations, menées par d'autres associations. L'action de récolte aura lieu ce samedi 24 avril 1999 dans divers endroits en Belgique.

Médecins Sans Frontières et *Balkanactie* profiteront du lancement de cette action pour faire un point sur la situation et sur les activités menées par les deux associations en Albanie.



« Plus de 20 000 colis alimentaires pour les familles kosovars et leurs familles d'accueil albanaises. » **Communiqué de presse** MSF Belgique, Bruxelles, 26 avril 1999 (en français).

Extrait :

Samedi passé, MSF et *Balkanactie* ont organisé dans plus de 20 villes en Belgique une action de récolte de colis alimentaires pour l'Albanie. Le résultat a dépassé les espérances : les deux organisations ont pu rassembler plus de 20 000 colis, alors que l'objectif initial était de 10 000. [...] Les paquets partiront cette semaine de Bruxelles pour l'Albanie. Ils seront alors distribués à 5 000 familles par des équipes de MSF et *Balkanactie*, dans deux districts, à Lushnje et Lezhë.



Dès qu'il y a eu les frappes de l'OTAN et puis l'exode massif, Alex Parisel, le directeur général nous a dit : « Nous devons mener une action avec le public belge. » Comme tout le monde il estimait qu'il était très important d'impliquer la population belge. Pendant trois ou quatre semaines, nous avons travaillé comme des fous. Cette action impliquait beaucoup les médias régionaux. Nous avons organisé des collectes dans les principales villes de Belgique le même jour, en précisant : « Nous voulons que

vous apportiez un kilo de sucre, un kilo de farine etc. » Il y avait une liste de produits pré-établie. C'était une grosse opération et les gens sont vraiment arrivés avec des colis. Nous avons estimé qu'il nous en fallait 10 000 et puis finalement nous en avons eu le double. J'ai accompagné en Albanie l'équipe qui apportait les colis. Sur place, les réfugiés kosovars étaient accueillis soit dans des familles, soit dans les centres collectifs. Ils arrivaient au bout de leurs moyens. Certaines familles albanaises avaient accueilli complètement d'autres familles chez elles. Nous pensions qu'elles ne resteraient pas longtemps, mais cela a duré. Et l'atmosphère devenait un peu tendue parce qu'il n'y avait pas d'aide. Les gens étaient donc assez contents de cette aide que nous leur apportions. J'y suis allée avec une équipe télé de MSF pour faire un film montrant aux donateurs : « voilà, ce à quoi votre solidarité a servi. » Alex voulait quelque chose qui soit symbolique de la solidarité des Belges avec les Albanais et puis cette démarche répondait aussi à un besoin. Mais maintenant en y réfléchissant, je trouve que c'était une drôle d'action. En fait, je ne crois pas que MSF le referait aujourd'hui.

Anouk Delafortrie, chargée de communication
MSF Belgique (en français).

Les chargées du recueil de récits auprès des réfugiés kosovars de MSF Hollande s'interrogent sur la pertinence pour MSF de mener ce type d'enquête dans les pays d'accueil des réfugiés, alors qu'il est déjà réalisé par des organisations de défense des droits de l'homme. Selon elles, il est plus urgent de se concentrer sur la question de la protection des réfugiés. De son côté, l'enquêteur du Monténégro signale ses difficultés à faire accepter son activité par l'équipe médicale.



Courriel de Sofi Elg, chargée d'information MSF pour la collecte des récits de réfugiés en Macédoine à Françoise Saulnier, responsable juridique MSF, 19 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

En général, on peut dire, au sujet de ces entretiens que les plus récents ne font pas état d'incidents aussi horribles que ceux relatés dans les interviews d'il y a deux semaines à un mois. Cela n'est probablement pas dû à une attitude plus douce de la part des Serbes mais à la façon dont l'esprit humain et la mémoire travaillent. Donc les entretiens dans les camps donnent plus d'information générale sur les encerclements et les déportations alors que les interviews dans les villages, parmi les gens qui ont eu le temps d'assimiler un peu ce qui s'est passé, parlent de grenades jetées dans des puits où 20 personnes avaient été entassées de force, et d'exactions de ce genre. Ce qui suit est extrait des entretiens avec des réfugiés en Macédoine. Gnjilane et Uroševac sont deux villes utilisées comme

point de rassemblement par les Serbes, ou les gens des villages environnant ont été forcés à se rendre. Quand les Serbes entrent dans un village, ils bombardent d'abord pour anéantir toute résistance de l'UCK. Les maisons sont incendiées. La plupart du temps les hommes et les femmes sont séparés, les hommes sont mis en prison et les femmes déplacées vers les « points de rassemblement ». Les hommes sont interrogés sur les activités de l'UCK et relâchés si considérés comme innocents.

La zone d'Urosevac semble avoir été vidée à la suite des bombardements de l'OTAN mais à Gnjilane le nettoyage a commencé avant cela.

Les quartiers albanais de Pristina sont régulièrement vidés. La police et les paramilitaires passent rue après rue et donnent aux gens 2 heures pour quitter leur maison. Des étudiants de l'université de Pristina ont été obligés à partir, sans avoir pu prendre contact avec leurs familles. Mardi et mercredi de la semaine dernière (14-15/4). L'hôpital principal de Pristina était vide de patients albanais. Trois patients dialysés pris en charge par MSF ont été chassés de leurs lits. Deux patients ont été séparés de leurs familles.

La population réfugiée en Macédoine vient en grande partie des centres urbains et bien que la séparation des familles n'est pas un si gros problème, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés.

Nous n'avons pas encore d'informations certaines sur le niveau de violences sexuelles. Quand les équipes mobiles de MSF commenceront à travailler dans la zone nous serons sans doute capables de donner plus d'informations sur leur occurrence ou au moins sur celle des problèmes gynécologiques. De ce que nous avons entendu dire du comportement des soldats serbes et des paramilitaires il n'y a aucune raison de croire que des viols n'ont pas lieu. L'équipe de MSF en Macédoine travaille en étroite coopération et coordination avec les autres agences de défense des droits de l'homme à Skopje et les rencontre deux fois par semaine. Nos propres impressions peuvent ainsi être vérifiées. J'ai rassemblé un formulaire de recueil de statistiques médicales que j'ai joint, qui nous permet d'appuyer nos conclusions lors des interviews. Je ne fais que de brèves interviews et j'assure le suivi des incidents en Macédoine dont j'entends parler par les médecins. Si des patients ont beaucoup de choses à dire au sujet des événements au Kosovo nous les référons à l'équipe d'interviewers de l'OSCE qui recueille les témoignages pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.



Message de Diane Plessia, chargée de la collecte des récits de réfugiés en Albanie à Françoise Saulnier, responsable juridique de MSF, 20 avril 1999 (en français).

Voici enfin les témoignages que vous réclamez à corps et à cri, ai-je entendu dire; c'est pas rigolo à lire... Désolée. Il y en a 52, récoltés dans le Nord de l'Albanie (Kruma, Kukes, Morin) entre le 7 et le 16 avril. 29 femmes interviewées, 23 hommes.

Âges : de 15 à 90 ans

Réfugiés venant des régions de Mitrovitca, Drenitca, Pristina, Prizren Et Djacov

Aucune histoire n'est similaire; néanmoins, il ressort que les Kosovars d'origine ethnique albanaise ont été systématiquement :

- expulsés de chez eux par les forces de police, militaires ou paramilitaires,
- chassés de chez eux juste avant que les Serbes ne mettent le feu à leurs maisons ou les occupent.
- forcés de partir immédiatement vers l'Albanie, quel que soit leur âge, état de santé, moyen (ou absence de moyens) de transport.
- rackettés avant leur départ (lorsque les Serbes font irruption dans leur maison pour les chasser), sur la route, à la frontière.
- interdits de prendre des biens personnels avec eux (même des vêtements),
- harcelés en route,
- dans l'impossibilité de boire ou de se nourrir pendant leur exode.
- dépossédés de leurs papiers d'identité à la frontière ou avant (cartes d'identité, permis de conduire, passeports, plaques d'immatriculation des voitures).

Pas systématiquement, mais fréquemment :

Battus, tués, terrorisés par les forces serbes ;

Exceptionnellement accompagnés à la frontière par des policiers serbes.

Difficile de dégager la (ou les) logique(s) d'expulsion; pourtant il est clair que certaines villes et villages ont été vidés avec une planification certaine. De même que la rétention des réfugiés un jour et l'afflux massif aux frontières un autre jour semblent résulter d'une volonté machiavélique de semer le désordre et tenir le reste du monde sur les dents. A ce jour 355 000 réfugiés seraient passés en Albanie; avec ceux qui ont aussi pu trouver un asile précaire en Macédoine et au Monténégro, cela fait environ 30% des Kosovars.

Et les 70% encore piégés au Kosovo ? Le sentiment ici est qu'ils vont petit à petit parvenir à sortir, mais combien ? Dans quelles conditions ? Dans combien de jours, semaines ? Peut-être arriverez-vous, avec le recul nécessaire que nous n'avons pas ici, à décrypter des éléments de réponse dans les témoignages suivants.



« *Témoignages et rôle des conseillers aux affaires humanitaires en Macédoine.* » **Courriel** de Katrien Coppens, département des affaires humanitaires de MSF Hollande à l'équipe de Macédoine, au responsable de programme Kosovo de MSF Hollande, à la responsable juridique de MSF, 20 avril 1999 (en anglais).

J'ai discuté ce matin avec Françoise Saulnier [responsable juridique de MSF] des questions suivantes :

[...] Objectifs des témoignages:

L'objectif est d'être capable, sur la base de ces témoignages, d'établir un schéma-type du processus de départ-

tion et de nettoyage ethnique au Kosovo. Françoise écrira un rapport sur ce processus au Kosovo. (Les identités ne seront pas mentionnées).

- Françoise analysera les informations qu'elle reçoit des chargés de la collecte en Albanie, au Monténégro et en Macédoine.

- L'objectif n'est pas d'utiliser ces témoignages de manière anecdotique, comme le fait actuellement le bureau de MSF en Albanie. Françoise est en contact avec MSF Belgique à ce sujet.

J'ai expliqué que le but des chargés du d'affaires humanitaires en Macédoine n'est PAS d'interviewer les réfugiés sur la situation au Kosovo. En effet de nombreuses organisations (*Amnesty international*, *Human rights watch*, OSCE, HCR, le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie) sont présentes sur le terrain pour interviewer les réfugiés sur leur expérience au Kosovo, essayent de mettre à jour un mode opératoire, de collecter des témoignages et d'identifier des témoins pour le tribunal. Aucune valeur ajoutée pour MSF. Il est cependant nécessaire de surveiller et suivre la situation et les besoins de protection des réfugiés en Macédoine ou à la frontière. C'est le principal objectif mentionné dans le cahier des charges du chargé d'affaires humanitaires en Macédoine. Notre personnel médical dans les projets (camps et villages) posera des questions sur les traumas, l'origine géographique, la séparation des familles. Pour d'autres témoignages les gens seront référés à d'autres organisations, si disponible. Sinon MSF pourrait être en mesure de le faire faire. Si possible par le chargé d'affaires humanitaires.

Les données sur l'origine géographique des réfugiés, etc. seront envoyées à Françoise. Si elle a des questions additionnelles, elle entrera en contact avec Sofia pour voir quelles données sont disponibles.



« Le rôle du chargé d'affaires humanitaires dans une situation d'urgence en Macédoine. » 6 avril-4 mai 1999. **Mémoire** de Sofi Elg, département des affaires humanitaires MSF Hollande, 11 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Cahier des charges du chargé d'affaires humanitaires .
Katrien Coppens du département des affaires humanitaires à Amsterdam était déjà à Skopje quand je suis arrivée et nous avons rédigé le cahier des charges ensemble. Nous avons découvert que l'objectif original du témoignage : attirer l'attention de l'opinion publique sur les violations des droits de l'homme au Kosovo et encourager les organisations de défense des droits de l'homme à agir était déjà rempli. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme étaient déjà présentes, comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Amnesty international*, *Human rights watch* (HRW). Le travail du chargé d'affaires humanitaires (HAO) devait se concentrer plutôt sur la situation des réfugiés en Macédoine que sur les événements qui les avaient amenés à fuir le Kosovo. Le HAO devait aussi briefer le personnel

international sur le droit international et le rôle de MSF identifier des questions sur lesquelles il était nécessaire de témoigner et d'être le porte-parole localement pour les questions humanitaires.

Une journée de travail pouvait se composer de courts entretiens avec des réfugiés nouvellement arrivés à la frontière et dans les camps , le recueil de données des dispensaires MSF sur les preuves de violations des droits de l'homme, le suivi des informations des médecins sur les violences subies par les réfugiés en Macédoine, les réunions avec les organisations de défense des droits de l'homme sur les événements au Kosovo et sur les inquiétudes quant à la protection des réfugiés en Macédoine, la rédaction de rapports.

Contraintes

Les attentes de MSF international, de l'équipe de direction et du bureau d'Amsterdam sur le contenu du travail du HAO étaient contradictoires.

MSF demandait des témoignages, le chef de mission insistait plus sur le titre formel du poste « chargé d'information » et le bureau d'Amsterdam soutenait le cahier des charges fraîchement rédigé. Le temps m'a obligé à poser des priorités qui inévitablement ont déplu à certains.

La structure hiérarchique de l'équipe était peu claire et de fait la place du poste de HAO non plus. Des soucis pratiques de logistique dus à la situation d'urgence ont dominé le travail quotidien et réduit l'attention portée et l'importance donnée aux questions de ressources humaines par l'équipe de direction.

Parfois mon travail de recherche d'information auprès de sources extérieures à MSF s'avérait n'être qu'une duplication d'une information déjà disponible au sein de MSF. Je n'avais pas accès aux réunions où les informations importantes étaient échangées comme celles des coordinateurs médicaux, celles avec le HCR. Evidemment toute l'information échangée au cours de ces réunions n'était pas pertinente pour mon travail de HAO mais il était difficile pour une personne y assistant de savoir laquelle m'intéressait et pouvait m'être restituée .

Effets positifs.

Le fait d'être sur place m'a permis de former le personnel international directement en situation. Certains sujets pouvaient être expliqués avec plus de détails qui pourraient faciliter leur travail ou au moins leur compréhension de l'environnement. Le poste de HAO a aussi servi de « défouloir » pour le reste du personnel sur le terrain. En particulier le personnel médical qui entendait tellement d'histoires de patients pouvait me les transmettre pour poursuivre l'action. La présence de MSF aux réunions avec les organisations de défense des droits de l'homme leur a, avec un peu de chance, laissé l'impression que MSF attache de l'importance au lien entre l'assistance humanitaire et les droits de l'homme.

Conclusion et recommandations

La présence d'un HAO dans une situation d'urgence est nécessaire afin d'évaluer les questions humanitaires/droits de l'homme en jeu et décider quel travail de témoignage est nécessaire. Je suggère que si l'évaluation révèle dans cette situation d'urgence la nécessité de collecter les récits d'une population pour des objectifs de témoignage, une équipe d'interviewers soit envoyée pour garantir la

production d'un matériel quantitativement et qualitativement fiable le plus rapidement possible.



«MSF France, Mission Montenegro, Rapport de témoignages.» Rozaje, avril 1999, Michaël Neuman, 25 avril 1999 (en français).

Extraits :

En ce qui concerne les témoignages, l'accent a été mis, de fait, sur les expulsions et les attaques contre des villages albanais après le 24 mars 1999. Environ 25 témoignages ont été recueillis, sur une base individuelle. Un nombre important de renseignements est issu de discussions plus informelles avec de nombreux interlocuteurs kosovars (civils et UCK). La plupart des noms des témoins ont été transmis, même si pour des raisons de sécurité, je me suis débarrassé des derniers en ma possession. Obtenir des gens qu'ils donnent leur nom a posé peu de problèmes, en tout cas tant qu'ils s'estimaient en sécurité et en confiance. Je ne crois pas qu'il faille sous-estimer la capacité de réflexion des témoins. Souvent fatigués, choqués, ils m'ont néanmoins semblé capables de peser leurs mots en conscience. Un témoignage TPI a été transmis, (à Paris et au HCR), un autre n'a pas pu l'être, faute de temps. Un tableau ainsi qu'une carte décrivant (au mieux, mais sans une certitude absolue) les dates des expulsions et des attaques, ont été dressés à partir de l'enquête Epicentre de Vincent Brown et des mes propres infos.

Méthode du témoignage.

- Dans la mesure du possible, j'ai essayé de limiter la durée des entretiens, sans pour autant oublier la dimension affective que peut porter le témoignage. Il m'est toutefois arrivé, en le regrettant, de devoir rencontrer plus longuement un témoin ou une famille et parfois également de devoir les revoir.

- J'ai également limité autant que possible la présence d'autres personnes. Mais je note que la prise de témoignage n'attirait pas la foule, du moins, en général. C'est aussi pour cette raison que je suis beaucoup allé dans les montagnes pour faire ce recueil : les gens sont moins nombreux, viennent d'arriver, et sont encadrés par l'UCK.

- Le rôle indispensable de l'interprète est à souligner : c'est lui qui davantage que moi a été en mesure de faire passer mes messages, de temporiser s'il l'estimait nécessaire, de refuser pour une raison ou une autre de poser une question, à partir de leur vécu commun, de se mettre à la place du témoin, de jauger la sécurité des personnes, de me guider dans les endroits riches d'informations. Merci Artan, 23 ans, de Peja, et toujours à Rozaje.

- Les témoignages étaient consignés dans un cahier (les noms, mis à part) et jetés au fur et à mesure de leur communication à Paris.

- Je regrette de ne pas avoir pu prendre contact avec le TPI (malgré tout, indirectement fort implanté sur place), la FIDH, ou les autres associations qui portent ces activités de témoignages (ex : ACF).

[...] Au-delà du simple témoignage, donc de ma fonction dans l'équipe, la mission a été ressentie comme trop poli-

tique par une partie importante de l'équipe. De fait, elle l'était, comme l'ont vite montré les *hidden agenda* (agenda caché) de certains membres de la mission.[...] Du coup, «affrontement» entre les «politiques» et les médicaux et logisticiens dits «de terrain». Les médicaux, Francis Huot-Marchand en tête, jugèrent les programmes médicaux insuffisants, regrettant notamment l'absence d'une évaluation médicale dans les camps, le manque de médecins dans ces mêmes camps. Forcément, je me suis retrouvé dans le camp des empêcheurs de travailler en rond.

L'absence d'équipes médicales sur le terrain a pourtant également constitué un gros problème pour moi, qui pensait m'appuyer sur ces structures afin de travailler plus discrètement.

[...] Je dois relever un malaise incompréhensible : il apparaît que la plupart des membres de l'équipe (tous sauf les têtes et Laurence) ignoraient 1) ma présence sur le terrain, 2) mes fonctions (alors que certains attendaient un log/admin [logisticien-administrateur]). [...] Finalement, dès que la situation générale à Rozaje est devenue un peu chaude, j'ai eu droit à un florilège de petites phrases. «Le témoignage, c'est pendant», c'est à dire des récits de gens mis en confiance par le travail logistique et médical rapportés par le terrain. Donc, certains «m'excluent» du terrain. Variante, les témoignages sont essentiellement émotionnels, à but médical et pas juridique. Ou alors c'est «MSF-droits de l'homme» D'autre part, la valeur ajoutée de «mes» témoignages n'est pas toujours reconnue. Comme le «politique» le plus prenable, c'est moi, on a commencé à me dire que si la mission MSF à Rozaje était perçue comme avant tout politique, c'était avant tout de ma faute.

[...] 3) Conclusion et bilan personnel

Le témoignage a été perçu par certains membres de l'équipe comme une composante essentielle de l'aspect politique de la mission Monténégro, donc mal. Au-delà de ça, c'est le ressort essentiel de la mission qui est en cause: «On s'est servi de nous», «le Monténégro n'a jamais constitué que la partie visible de l'iceberg kosovar.» Regret voire colère exprimée par certains de ne pas avoir réellement été mis au courant des «vrais» objectifs de la mission. De fait, ce n'est pas l'intégralité de la mission qui participait au meeting Kosovo, mais tous savaient qu'ils existaient. Et bien sûr, tous ces éléments sont à replacer dans le contexte MSF de débat entre les politiques et les non politiques, entre les irréductibles de l'anti-témoignages (Francis Huot-Marchand, Marie-Noëlle Rodrigue, les logs [logisticiens] en général), et d'autres plus favorables (François Calas, Patrice Piolat). Il sera toujours possible de rappeler les épisodes douloureux des Grands Lacs dès qu'on parle du témoignage. Sur Rozaje, un de nos logs, un Belge n'a pas gardé un bon souvenir de cet épisode, j'ai l'impression, aujourd'hui quasi mythologique. Pourtant, il a apporté un éclairage essentiel sur les événements au Kosovo de ces dernières semaines : il a également permis aux nouvelles équipes MSF de comprendre plus facilement la situation. La valeur ajoutée du témoignage n'est certes pas toujours reconnue. Pourtant, sans en avoir conscience, les MSF en ont déjà, inconsciemment, avoué l'utilité. Reste à en persuader quelques-uns,

consciemment, cette fois-ci, de l'œuvre nécessaire que cela représente. Je crois que si j'ai eu quelques problèmes, ils tiennent plus à ce que tout le monde, en tout cas certains, s'est mis à faire que témoignage, qu'à mon activité propre.

Les difficultés décrites ci-dessus n'ont été réellement perceptibles que dans les derniers jours de ma présence à Rozaje, c'est à dire quand la présence des paramilitaires, des soldats dans les villages alentours est devenue visible. Cela veut dire que dans l'ensemble, j'ai pu travailler dans de bonnes conditions; que jamais, ni même sur la fin, mes relations personnelles avec les autres membres de l'équipe n'ont été remises en cause.



Mon souci c'est de trouver comment on rédige le travail. Il faut donc que l'info revienne vite pour pouvoir s'y mettre. Elle revient vite du Monténégro.

On a très vite une vue très précise de la population. Elle revient assez vite aussi d'Albanie, c'est très intéressant. Pour la Macédoine, je passe trois semaines à pleurer pour qu'on m'envoie des témoignages. Je n'en reçois même pas une quinzaine, totalement incomplets, établis avec une méthodologie différente donc inutilisables. Comme je n'aime pas que les rapports arrivent quand les gens sont morts, j'ai « tanné » les enquêteurs pour qu'ils me retournent les informations au fur et à mesure qu'ils les recueillaient. Il ne faut pas que les informations traînent sur le terrain. On ne sait pas ce qu'il y a dedans donc les gens sont potentiellement en danger. Et puis il faut les exploiter le plus vite possible pour se faire une idée opérationnelle. Si on avait eu la preuve qu'il y avait un génocide en cours, on n'aurait pas attendu trois semaines pour embaucher un expert à dépouiller les documents. On était dans une situation de conscience professionnelle qui nous a fait travailler « en charrette » jour et nuit, pendant 3 jours. C'était très lourd, mais il fallait le faire. On était dans ce bureau avec mon adjoint et la chargée de communication avec les piles de témoignages, les dates, les chronologies classés région par région. De toute façon, il fallait le temps d'écrire ce rapport, c'est à dire trois jours. On avait les grandes cartes avec les sentiers, les chemins, les collines, les vallons, les noms des villes. On a surligné les parcours, les durées, et puis les dates parce que ça nous permettait aussi de positionner le moment des attaques, comment ils avaient été attaqués, encerclés. Leurs parcours de sortie étaient souvent très bizarres parce qu'ils avaient été utilisés pour pousser d'autres groupes de réfugiés. Quand un témoignage ne raconte que des horreurs mais sans aucune précision, ni date ni quoi que ce soit, il n'est pas exploitable. Mais il n'y en a pas tant que ça. C'est toujours utilisable pour quelque chose. D'abord pour reconstituer les parcours, les timing. On voit à quels moments les attaques ont lieu. Si elles ont lieu d'abord dans cette région et puis le lendemain dans une autre. Si les forces se déplacent ou si elles attaquent simultanément aux mêmes endroits. Tout est très riche, simplement il faut que ça soit traité. Cette situation était particulière. Il est rare qu'on ait une population, un territoire

totallement vidé de sa population en même pas une semaine. Mais bien sûr les parcours des gens, dans quel état ils arrivent, depuis combien de temps ils sont en route, ce sont des choses qu'on vérifie toujours dans ce type de reconstruction.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français).

Le même jour les directeurs généraux des sections opérationnelles décident d'entreprendre un processus de documentation sur l'absence de protection des réfugiés dans les pays d'accueil et de préparer une prise de position plus articulée sur le contrôle des militaires sur les camps. Le projet d'une mission exploratoire au Kosovo sous la direction de la section suisse, incluant des volontaires grecs est lancé.



Compte-rendu de la réunion du comité exécutif [directeurs généraux], Bruxelles, 20 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Nous allons commencer un travail de documentation sur le manque de protection des réfugiés dans les pays hôtes de la région et en particulier en Albanie : absence de statut des réfugiés, d'enregistrement, risques de viols, trafic d'êtres humains, recrutements forcés pour l'UCK etc. En même temps, MSF va fournir localement des informations sur ces problèmes aux réfugiés.

Ces preuves concrètes de manque de protection seront mises en avant, au lieu des dénonciations habituelles contre le HCR.

Une déclaration plus articulée sur le caractère inacceptable du contrôle et de la gestion des camps de réfugiés par les militaires devra être développée (au moins en interne) exprimant les différences entre la sécurité et la protection ; il est aussi nécessaire de rappeler que les raisons du conflit ne sont pas humanitaires.

Le 21 avril 1999, Vincent Faber, le directeur général de la section suisse propose à ses homologues des autres sections le lancement d'une mission exploratoire internationale en Serbie et au Kosovo. Il suggère qu'elle soit réalisée par une équipe de la section suisse, incluant des volontaires grecs.

Selon Thierry Durand, le directeur des opérations du centre opérationnel commun gréco-suisse, c'est le 19 ou le 20 avril 1999, qu'au cours d'un entretien téléphonique, le président de MSF Grèce lui annonce la décision de sa section de lancer une mission exploratoire au Kosovo et en Serbie. Thierry refuse d'assumer cette

responsabilité opérationnelle. Le président de la section grecque lui propose alors d'en faire une « mission d'observation » des membres du conseil d'administration de MSF Grèce. Le lendemain, Thierry lui annonce sa décision de démissionner de ses responsabilités de directeur des opérations de la section grecque.

De son côté le président de la section grecque affirmera plus tard que, c'est seulement le 22 avril qu'il a appris la nouvelle de cette démission. Il organise alors avec sa section un comité d'urgence qui nomme un nouveau directeur des opérations, de demande des visas pour mener une mission exploratoire au Kosovo et en Serbie.

Le 22 avril 1999, les directeurs généraux des sections opérationnelles décident du lancement d'une mission exploratoire internationale au Kosovo et en Serbie.¹⁵ MSF Belgique ayant reçu une invitation à Belgrade pour cinq personnes, les directeurs des opérations des sections belge et suisse décident de suivre cette piste pour obtenir des visas.

Le directeur général de MSF Suisse affirme avoir annoncé la décision de lancer la mission exploratoire internationale le jour même (22 avril), par téléphone, au président de MSF Grèce. Ce dernier affirme ne l'avoir appris qu'à son retour du Kosovo, le 7 mai.



« *Explo CH-GR en yougo [Mission exploratoire des sections suisse et grecque en Yougoslavie] ?* »

Courriel de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse aux directeurs généraux de MSF Belgique, MSF Espagne, MSF France, MSF Hollande, 21 avril 1999 (en français).

Extrait :

Pourtant, une région entière, au cœur même de la crise, reste encore dans un black-out total: la Serbie, et surtout le Kosovo lui-même.

Certes, les raisons pour cela sont multiples, et nous les connaissons bien :

* L'inaccessibilité tout d'abord, et l'impossibilité très prosaïque pour faire partir des expats [expatriés] dont l'immense majorité provient des pays membres - ou sympathisants - de l'OTAN ;

* D'autre part, l'avis assez unanimement partagé par le mouvement que l'espace humanitaire est inexistant - en particulier au Kosovo - et que le risque d'instrumentalisation par le régime Milosevic reste tel qu'on ne peut pas accepter de le prendre.

Je suis pour ma part d'avis que nous ne pouvons pas faire l'impasse sur notre devoir humanitaire primordial « *d'aller voir* » ; je suis bien évidemment conscient des risques mentionnés plus haut, mais je reste néanmoins convaincu que nous ne pouvons pas préjuger de l'inexistence d'un espace humanitaire, fut-il des plus limités. Notre posi-

tionnement se doit d'être basé sur une réalité analysée sur des bases concrètes, vues de *visu*, vécues *in vivo*, et non pas exclusivement selon des perspectives perçues, voire des idées reçues... Nous avons mille fois plus de force et de crédibilité lorsque nous choisissons de nous retirer d'un champ humanitaire parce que nous avons véritablement été confrontés à l'impossibilité de disposer d'un réel espace humanitaire, plutôt que de décréter délibérément notre absence parce que nous pensons *a priori* et virtuellement qu'il est impossible d'y opérer selon nos principes, pour autant que quelques critères simples soient garantis : libre accès aux populations, indépendance d'action & de supervision, capacité de témoignage (*même a minima*).

Je voudrais donc ici clairement proposer l'envoi d'une mission exploratoire sur la zone, sous l'égide du centre opérationnel commun de Genève, pour analyser l'existence et l'acceptabilité d'un espace humanitaire dans lequel nous pourrions évoluer. Peut-être que le résultat sera qu'il n'y pas de tel espace. Auquel cas, dont acte: je n'ai pas de problèmes dans un tel cas de ne pas nous opérationnaliser, et nous pourrions aisément le justifier. Mais s'il y en a un, nous ne pouvons pas ne pas tenter de l'investir. Je ne vous cache pas que si je parle de centre opérationnel commun, c'est également parce que - comme vous le savez - la pression grecque est aujourd'hui extrêmement forte pour que MSF soit opérationnel en Serbie et au Kosovo. Le risque est aujourd'hui réel que les Grecs choisissent d'intervenir malgré l'opinion de tous, fût-ce au prix de l'anéantissement du partenariat que nous essayons de bâtir entre Athènes et Genève (au mieux) ou d'une crise internationale au sein du mouvement (au pire). Pour ma part, je ne souhaite pas que MSF Grèce parte « seul » sur ce terrain: leur lecture politique de la situation est par trop biaisée (et je suis personnellement en désaccord total avec Odysséas sur l'analyse de cette crise), et le danger de voir MSF dans son ensemble entraîné dans des positions contestables et non souhaitables n'est pas négligeable. Je voudrais donc qu'une éventuelle explo [mission exploratoire] soit pilotée par Genève, avec bien évidemment la participation d'Athènes, afin de se prémunir de tels risques.

Par ailleurs, sur un plan purement tactique, les seules nationalités qui peuvent aujourd'hui se rendre en Serbie sont les Grecs et les Suisses : les premiers pour les raisons que l'on connaît, les seconds en raison du statut particulier de la Suisse et parce qu'une mission de la coopération suisse revient tout juste de Belgrade, avec semble-t-il quelques « garanties » d'accès au Kosovo. MSF Suisse serait aujourd'hui en mesure de lancer rapidement une telle mission d'évaluation, de sa propre initiative. Je pense néanmoins préférable - compte tenu des enjeux politiques - d'en discuter avec vous d'abord et, si possible, de recueillir votre assentiment préalable. Non pas tant pour obtenir de vous quelque « autorisation » que ce soit, mais davantage pour affirmer l'intégration d'un tel projet dans un ensemble MSF cohérent.

15. Dans le même entretien, il a déclaré avoir demandé les visas dès que l'accord entre le gouvernement grec, la république de Yougoslavie et l'OTAN a été passé, soit à la mi-avril.



«*Explo Kosovo.*» **Courriel** de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse aux membres du CA de MSF Suisse, 23 avril 1999 (en français).

Chers tous et toutes,
MSF Belgique a reçu ce jour une invitation formelle du ministère serbe de la Santé pour se rendre à Belgrade. Cette invitation concerne nominativement 5 personnes : 1 Russe, 1 Ukrainien, 2 Suédois (dont le président de MSF Suède) et - de façon assez surprenante - Alex Parisel lui-même. Cette invitation fait suite à une demande qu'avait introduite Bruxelles il y a déjà plusieurs semaines. MSF-B va donc essayer d'obtenir - grâce à cette invitation - les visas nécessaires pour ces personnes pour pouvoir se rendre à Belgrade, ce qui en principe (mais on ne sait jamais...) ne devrait pas poser trop de problèmes. Il est donc évident que les données de la situation telle que je vous l'ai présentée ce matin sont maintenant complètement bouleversées. Nous allons donc surseoir dans l'immédiat à toute initiative de Genève pour une explo en Serbie et au Kosovo. Nous reprendrions éventuellement le flambeau dans l'hypothèse où les demandes de visa faites par Bruxelles n'aboutiraient pas. Compte tenu de la passion dans les débats qui a pu s'exprimer ce matin, il me paraît important de vous informer de tout cela. Plus d'infos probablement en début de semaine prochaine. Bon week-end à toutes et tous
Amicalement,
Vincent



«*Enquête sur la mission de MSF Grèce en ex-Yougoslavie et la rupture de l'accord du centre opérationnel commun de MSF Grèce et MSF Suisse pour le Conseil international de MSF, par Stephan Oberreit et Morten Rostrup, 3 juin 1999*»
Rapport présenté au conseil international de MSF, le 11 et 13 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

18-19/4 (?) : après le retour d'O. Boudouris [le président de la section grecque] d'Albanie, T. Durand se souvient d'une conversation téléphonique avec O. Boudouris qui lui parle de la décision du conseil d'administration de la section grecque de se rendre au Kosovo. Comme T. Durand refuse cette option, O. Boudouris propose alors qu'une «mission d'observation» soit réalisée par les membres du conseil d'administration grec.

20-21/4 : T. Durand se souvient avoir annoncé à O. Boudouris sa décision de démissionner de son poste de directeur des opérations de la section grecque. [...]

21/4 : T. Durand annonce au comité de direction de MSF Suisse qu'il n'est plus directeur des opérations de la section grecque.

22/4 : Réunion du comité exécutif (exe com) (directeurs généraux des 5 centres opérationnels) [...]

Extraits du compte-rendu :

«*Une mission exploratoire essaiera d'entrer au Kosovo sous la responsabilité du centre opérationnel de Genève. Cette mission inclura des volontaires suisses et grecs et ne sera pas l'ébauche d'une mission de distribution (pas de matériel pour la mission exploratoire). MSF sera prête à expliquer qu'il n'existe pas d'espace humanitaire, au cas, probable, où la mission aboutirait à cette conclusion. Le centre opérationnel de Bruxelles essaiera de retourner à Belgrade avec l'objectif de : renouveler les contacts avec la société serbe, afin de ne pas isoler la population serbe ce qui accentuerait le nationalisme et la radicalisation; avoir une meilleure compréhension de la situation; si possible mener des opérations pour aider la population serbe (pas d'une grande ampleur) en Serbie : surveiller le déroulement des événements au Kosovo.*» Le partenariat Genève/Grèce est sur une mauvaise voie, car T. Durand a démissionné de son poste de directeur des opérations à Athènes. Ceci fera l'objet d'une discussion particulière et sera transmis au Conseil international.

22/4 18h30 : V. Faber (de l'aéroport de Bruxelles) appelle le président de la section grecque pour l'informer de la décision du comité exécutif au sujet de la mission exploratoire au Kosovo.

22/4 Dans la soirée : O. Boudouris se souvient avoir appelé T. Durand au sujet du poste de responsable de programmes à Athènes. Il se souvient que c'est au cours de cette discussion que T. Durand lui a annoncé sa démission.



«*Renoncement à mes fonctions de directeur de opérations pour Athènes.*» **Lettre** de Thierry Durand, directeur des opérations de MSF Suisse aux présidents des sections suisse et grecque, 23 avril 1999 (en français).

Extrait :

Après une longue et difficile réflexion, menée à la lumière d'une année de travail, quant à la faisabilité de localiser à Athènes une partie des opérations dont je dois assumer la responsabilité, je me dois, envers Médecins Sans Frontières ainsi qu'envers moi-même, me résoudre au constat d'une mission impossible et de renoncer immédiatement aux responsabilités qui m'ont été confiées. Les diverses raisons qui m'ont mené à ce constat sont les suivantes:

- Le rôle et les responsabilités d'un directeur des opérations dans l'orientation et le pilotage des missions de MSF nécessitent un travail et une présence quotidienne forte au sein d'une équipe de responsables qui mettent en œuvre les programmes. Je suis convaincu aujourd'hui que confiance, connivence, partage et décisions, qui sont indispensables à la conduite des opérations, ne peuvent se développer que dans cet ancrage du quotidien. Il m'est impossible d'assurer cet ancrage à distance avec Athènes.

- La fonction de responsable de programmes est pour moi absolument essentielle à la conduite des opérations, c'est un poste difficile à tenir et peu nombreuses sont les personnes susceptibles de se voir confier les responsabilités qui en découlent. Il s'est avéré extrêmement difficile de

« greffer » au sein de la structure d'Athènes des personnes non grecophones pouvant potentiellement tenir les fonctions de responsable de programmes. Il ne me semble pas y avoir, après de multiples recherches et consultations, de personnes issues de MSF Grèce remplissant les conditions requises pour occuper ce poste clé et à laquelle je puisse déléguer mes responsabilités, délégitimation nécessairement accrue par la localisation de ce poste. Je ne peux pas et ne veux pas être obligé de faire des choix par défaut pour ce poste ce ne serait pas responsable de ma part.

- D'une manière plus générale, j'ai acquis la conviction au cours de cette année que le maintien voire le développement, d'une manière structurelle, d'opérations à l'étranger depuis Athènes ne représente pas en soit un plus ou une valeur ajoutée pour l'ensemble des opérations de Médecins Sans Frontières, au mieux cet aspect peut répondre à un besoin ou à une logique institutionnelle interne de l'organisation, néanmoins les contraintes et difficultés ajoutées rencontrées pour mener à bien cet exercice me semble clairement disproportionnées en rapport au bénéfice réel à attendre pour les opérations de l'association.



Lettre d'Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce à Thierry Durand, directeur des opérations de MSF Suisse, 26 avril 1999 (en français).

Extrait :

Bonjour Thierry,
J'ai bien reçu ta lettre de démission de tes fonctions concernant la section grecque et j'en prends acte.
J'ai lu attentivement les trois raisons que tu invoques pour ta démission. Cependant je ne trouve pas dans ta lettre les raisons qui expliquent :

- 1) le moment choisi (les raisons que tu invoques sont chroniques),
- 2) le caractère immédiat de ta démission, notamment dans un contexte de crise humanitaire (Kosovo) et de transition interne (démission de Panos suite à ta lettre, sans réponse de ta part). Pourrais-tu préciser si les trois raisons que tu invoques justifient à tes yeux le moment choisi et le caractère immédiat de ta démission ou bien s'il y a d'autres raisons.



« Téléconférence des directeurs généraux. »
Courriel de Vincent Faber, directeur général MSF Suisse, aux directeurs généraux MSF, 26 avril 1999 (en anglais).

Cher tous,
J'aimerais suggérer la tenue d'une téléconférence le plus rapidement possible (ce soir ou demain matin, cela dépend de votre disponibilité) pour discuter de deux sujets :

- 1) comme conclu pendant notre réunion de jeudi dernier, pour discuter de notre stratégie de communication avec les témoignages qui sont désormais rassemblés et formalisés.

2) MSF Grèce : vous savez tous maintenant que Thierry a formellement démissionné, avec effet immédiat, de ses fonctions de directeur des opérations pour Athènes. Ce changement pose de lourdes contraintes au centre opérationnel commun (je pense personnellement que la fin de notre partenariat est proche) et le fait est qu'il n'y a plus de cadre « légal » (au sens interne du mot) à l'opérationnalité d'Athènes, à moins qu'une solution alternative ne soit définie. En raison de la période sensible de la crise au Kosovo, il est inutile de dire que nous courrons le risque que les Grecs prennent une initiative que nous n'aurons pas souhaité.

3) Je crois donc que nous avons vraiment besoin de discuter ensemble, de toute urgence, de ces sujets.

En attendant votre réponse.

Amicalement

Vincent



Odysseas Boudouris me téléphone un soir. Il me dit « nous avons discuté au conseil d'administration et nous avons décidé d'aller à Pristina. Afin que tu n'aies pas de problème, pour contourner les critères, nous allons organiser cette opération comme une mission du conseil d'administration, et non une mission du département des opérations. » Il me dit qu'ils ont des contacts via l'église orthodoxe de Grèce, et avec la Croix-Rouge serbe - à l'époque c'était la femme de Milosevic qui était la présidente de la Croix-Rouge serbe - via le gouvernement grec. Je lui demande s'ils ont des contacts avec l'ambassade de Yougoslavie, et il me répond qu'ils les ont rencontrés. Ce soir là, il me raconte une quantité de démarches qu'ils avaient effectuées en cachette depuis huit ou dix jours. C'était complètement fou. Ils m'avaient menti et finalement ils me demandaient mon aval ! Je lui ai répondu que ce n'était pas possible que je devais réfléchir. Et le lendemain, j'ai démissionné avec regret en invoquant d'autres raisons que celles-ci, parce que je ne pouvais pas prouver ce qu'il m'avait dit : Odysseas est un type très malin ! En fait, avec cette démission j'essayais de ralentir ce processus autonome qu'ils avaient lancé, et de le mettre à découvert. Au moins s'ils l'enclenchaient, il ne fallait pas qu'ils soient couverts par qui que ce soit. Ma démission a permis de les ralentir un peu mais ils l'ont fait quand même. Odysseas choisit des stratégies en fonction des gens qu'il a en face de lui. En démissionnant, je lui enlevais cette possibilité de m'utiliser pour calculer, fabriquer un positionnement en fonction de mes arguments. Il était obligé de sortir du bois, d'apparaître sous son vrai visage. Depuis des mois nous essayions de demander des visas dans les ambassades de la Fédération de Serbie Monténégro, à Paris, Bruxelles, Genève etc. Nous nous surveillions tous les uns et les autres. Il y avait probablement le contentieux belgo-français, mais il y avait aussi beaucoup de méfiances réciproques : « attention vous allez collaborer avec les salauds ! Est-ce que vraiment vous avez fait attention à ceci, à cela ? Quelles sont les garanties que vous avez ? » Quand on questionne en permanence les

gens comme cela, on finit par ne rien monter du tout. De toute façon, nous n'étions pas très chaud pour y aller. Si nous avions eu les visas, nous aurions peut-être essayé. Et puis sans doute qu'à Pristina, en supposant que nous ayons pu nous y rendre, nous nous serions rendus compte que nous nous faisons manipuler. Nous n'étions pas dupes. Nous vivions l'expérience du Monténégro. Ce n'était pas simple. L'équipe avait juste la chance que la police monténégrine, les douaniers monténégrins la laissent faire.

Thierry Durand, directeur des opérations
du centre opérationnel commun
MSF Suisse/MSF Grèce (en français).

 *Je n'ai pas suivi en détail ce qui se passait avec Thierry Durand mais il était déjà complètement déprimé et peu après il a donné sa démission. Il a jeté l'éponge. Il a abandonné sans avoir décidé comment les Grecs allaient trouver leur place. Pour les Grecs, ça a été le message de refus. Donc à partir de là, ils ont décidé de faire cavaliers seuls et ils ont monté leur mission à eux.*

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

 *La décision de démissionner de Thierry a été fortement inopportune. Il n'a pas du tout pris en considération l'ensemble du tableau. Il a seulement pris en considération le fait qu'il en avait marre. Il n'avait pas besoin de démissionner pour éviter de cautionner le président de la section grecque. Il lui a ouvert la voie.*

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général
de MSF international (en français).

Le 22 avril 1999 le directeur général de MSF Norvège annonce à ses collègues que sa section a retourné au gouvernement norvégien le financement accordé pour les opérations sur la crise du Kosovo. Le 26 avril, il rend publique cette décision. La coordination de l'information sur l'ensemble des financements des différentes sections concernant la crise du Kosovo se met en place. Il s'agit d'une nouvelle étape d'un processus qui aboutira quelques années plus tard à la présentation consolidée des comptes du mouvement MSF. Les sections continuent à signaler publiquement qu'elles renoncent à utiliser des fonds institutionnels pour financer les opérations dans les Balkans.



« *L'argent norvégien.* » **Courriel** de Kurt Peleman, directeur général de MSF Norvège aux directeurs généraux, 22 avril 1999 (en anglais).

Cher tous,
MSF Norvège a eu une réunion hier avec le ministre des Affaires étrangères de Norvège au cours de laquelle nous l'avons informé - bon, officiellement nous devions plutôt leur demander leur avis - que nous allions leur retourner les fonds pour le Kosovo. Ils ont été complètement surpris, car le modèle « unique » norvégien est celui d'une coopération étroite entre le gouvernement et les ONG, dans lequel le gouvernement donne de l'argent, les ONG exécutent et les objectifs sont élaborés au cours de discussions communes. Personne n'a jamais rendu d'argent, tout le monde en demande seulement toujours plus. Nous avons alors entamé une discussion sur les raisons qui amenaient MSF à rendre l'argent et la manière dont nous finançons nos opérations. Ce qu'ils ont eu des difficultés à comprendre, c'est en quoi notre position n'implique pas que nous considérons l'OTAN comme l'agresseur et les Serbes comme les victimes (ils considèrent le retour de l'argent comme un acte non neutre - un point de vue intéressant). Ils pensent aussi qu'accepter l'argent du HCR - qui est presque entièrement financé par des gouvernements de l'OTAN - est une forme de duplicité. Tout cela a donné une discussion fort intéressante, qui s'est tenue dans une atmosphère très tolérante. A la fin, je crois que nous nous sommes relativement bien fait comprendre, ils ont respecté notre position, mais ils l'ont regrettée car ils considèrent MSF comme un partenaire privilégié et qu'ils respectent beaucoup. La réunion a pris une autre allure - inattendue - quand nous les avons informés que nous voulions rendre notre position publique, en signe de transparence envers des donateurs potentiels et pour ouvrir un débat intéressant - qui est totalement absent dans le « système norvégien unique » - et parce que nous avons maintenant besoin de plus de fonds privés (en Norvège, nous sommes marginalisés par les grandes organisations norvégiennes). Ici, les gens du ministère n'ont clairement pas apprécié une telle initiative, car ils pensent que le débat qui en résulterait serait trop compliqué pour le public. Ils étaient particulièrement sensibles au fait que nous rendions public la restitution des financements norvégiens. Cela serait perçu comme une critique de la politique du gouvernement norvégien. Ils ont dit qu'un tel geste pouvait les conduire à considérer que MSF était devenu un partenaire moins fiable pour le gouvernement et que cela pourrait alors - peut-être, qui sait ? - conduire à une réévaluation de l'attitude du ministère envers MSF. Avec 9 millions de dollars en 1998, cette réévaluation peut être coûteuse. En disant cela, ils ont élargi la conversation à une discussion sur le niveau à partir duquel MSF adapte sa politique de communication à la sensibilité d'un donateur. Comme vous le voyez : même une petite section partenaire peut être impliquée dans d'intéressantes décisions politiques de MSF !!!
Après cela, nous avons continué la discussion et nous

sommes arrivés à la conclusion que nous allions communiquer notre position, en essayant de trouver une formulation qui ne provoquera pas plus le ministère que cela nous est nécessaire pour faire valoir notre point de vue.

Vous aurez une copie de cette déclaration à la presse plus tard cette semaine.

Amicalement.



« Dans les Balkans, MSF reste indépendant des fonds de l'OTAN - et ne souhaite pas le soutien des parties en guerre. » **Communiqué de presse** MSF Norvège, Oslo, 26 avril 1999 (en norvégien, en anglais).

Extrait :

MSF a décidé de travailler sans soutien des pays de l'OTAN tant que durera la guerre dans les Balkans. Cette décision est motivée par le fait que l'organisation ne veut pas être financièrement dépendante des parties en guerre. Elle implique le retrait des demandes de financement et que le retour des fonds déjà reçus.

« Pour MSF, l'impartialité est la base de l'action humanitaire » affirme le docteur Morten Rostrup le président de MSF Norvège. « Dans l'état actuel de la situation dans les Balkans, nous considérons qu'il est de la plus haute importance d'opérer de façon totalement indépendante de l'OTAN. Ceci ne signifie pas que nous prenions partie pour ou contre les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, mais simplement que nous ne souhaitons pas utiliser les fonds que nous avons reçu d'une des parties au conflit » a-t-il expliqué.

« En tant qu'organisation humanitaire, MSF a pour mandat d'assister toutes les parties au conflit, quelles que soient leurs affiliations politiques religieuses ou ethniques. Pratiquement cela signifie assister sur les seules bases des besoins sans aucune considération politique, militaire et religieuse. En plus des opérations menées en Albanie, Macédoine et Monténégro, MSF essaye de revenir au Kosovo et en Serbie pour aider les personnes qui y vivent. Pour cette raison, il est extrêmement important de pouvoir dire que nous travaillons de façon indépendante de l'OTAN » a-t-il ajouté.

« Le travail effectué auprès des réfugiés ne sera pas pénalisé par la décision de ne pas dépenser des fonds de l'OTAN. MSF va continuer à travailler en Albanie, au Monténégro et en Albanie avec des fonds privés venus du monde entier » a-t-il expliqué. « Ceci montre l'importance des dons privés pour financer le travail humanitaire. »



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, avril 1999 (en français).

Extrait :

Au niveau des financements, MSF a décidé de ne pas demander de fonds institutionnels aux pays impliqués dans la crise du Kosovo (OTAN). Cette décision s'est prise

au niveau international. Cependant, MSF-B qui était la seule section à avoir déjà reçu un engagement de la part d'un bailleur de fonds institutionnel d'un pays membre de l'OTAN (gouvernement norvégien) a décidé de refuser ce financement (6 millions de dollars).

L'objectif de cette décision était de ne pas donner l'image d'une ONG liée aux fonds de l'OTAN.

Alex [Parisel, directeur général de MSF Belgique] souligne cependant que ce principe ne nous a rien rapporté en terme d'opérations concrètes et de reconnaissance sur le terrain. Les autorités yougoslaves nous reprochent de mener des enquêtes à la frontière serbe mais ne mettent absolument pas en valeur notre indépendance. Par ailleurs, les bailleurs de fonds comprennent notre attitude, mais cette attitude nous handicape dans le sens où nous ne sommes pas partenaires privilégiés du HCR pour les mêmes raisons de neutralité. Il estime donc que nous avons probablement été trop loin dans le respect de certains principes, ou tout au moins ne sommes-nous pas parvenus à valoriser cette prise de position.

James [Orbinski, président du Conseil international] rappelle cependant que MSF n'a jamais accepté l'argent venant de pays prenant part à un conflit. De plus, nous avons la possibilité, au sein du mouvement de générer les fonds propres nécessaires. Mais il accepte que nous n'avons pas réussi à capitaliser le fait que nous sommes restés indépendants.

Pascal explique à James la réaction de MSF-B par rapport à cette décision : l'accès aux bailleurs de fonds institutionnels n'a jamais été un handicap pour nous. Et cette expérience de refus de fonds institutionnels ne semble mettre en évidence que des inconvénients puisque nous n'avons plus accès au soutien de nos partenaires privilégiés. Notre espoir lors de ce choix était vraisemblablement de pouvoir être opérationnels en Serbie, puisque nous sommes indépendants du Kosovo, ce qui n'a pas fonctionné. Selon James, ceci peut encore être utilisé dans les négociations avec la Serbie.



« Finances Kosovo. » **Courriel** de Bruce Mahin, directeur financier MSF France, 27 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,

Comme nous en avons discuté lors de la réunion du comité exécutif de la semaine dernière, nous sommes tous d'accord pour dire qu'il règne encore une grande incertitude au sujet de la durée de la guerre et sur ce que MSF va faire sur le terrain. Malgré ces inconnues, nous aimerions suggérer d'essayer de se donner une large vue d'ensemble financière de cette crise au niveau du mouvement.

En accord avec le bureau international, nous nous portons volontaires, à Paris, pour rassembler et faire circuler l'information adéquate.

L'objectif est de nous donner une idée de ce que nous pourrions faire en matière de collecte de fonds privés et institutionnels (pour éviter de répéter les erreurs de

Mitch). Nous allons essayer de garder les choses simples : Pour chacune des sections, nous aimerions savoir, en millions d'euros :

- A. à la fin avril,
 - B. à la fin juin,
 - C. à la fin décembre,
 - D. tout après le 1^{er} janvier 2000.
1. Les dépenses opérationnelles pour la crise du Kosovo (Centre opérationnel seulement).
 2. Le montant des dons privés affectés au Kosovo.
 3. Le montant des dons privés non affectés alloués volontairement au Kosovo.
 4. Les fonds institutionnels.

Ce ne seront que des chiffres approximatifs mais qui seront néanmoins nécessaires.



« Médecins Sans Frontières renonce aux financements institutionnels pour la crise des Balkans. L'organisation souhaite préserver son indépendance à l'égard de tous les gouvernements impliqués dans la crise. » **Communiqué de presse**, MSF Espagne, Barcelone, 14 mai 1999 (en espagnol).

L'organisation internationale d'aide humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) a décidé de renoncer à toute aide institutionnelle destinée à la crise des Balkans qui proviendrait des gouvernements impliqués dans la crise. Ce renoncement restera en vigueur tant qu'un cessez le feu n'aura pas été signé. MSF financera tous ses programmes en Albanie, Macédoine et Monténégro avec des fonds privés provenant de donateurs ou de partenaires, tels que des institutions qui ne sont pas impliquées dans les conflits des Balkans.

« Cette décision vise à défendre les principes d'impartialité et de neutralité de l'action humanitaire en particulier aujourd'hui lorsqu'une réelle ambiguïté règne entre ce qui relève de l'aide humanitaire et de l'aide militaire. » a expliqué Eric Stobbaerts, directeur général de MSF. « Notre objectif est de rendre l'assistance humanitaire indépendante de toute armée et de la placer sous la coordination d'organisations légitimes comme le HCR. »

Le coût des opérations d'assistance aux réfugiés que MSF développées en Albanie, Macédoine et Monténégro jusqu'à la fin avril s'élève) 750 millions de pesetas. D'ici à la fin de l'année, ce chiffre pourrait être multiplié par quatre ou cinq, suivant les possibilités d'accès à l'intérieur du Kosovo. Jusqu'ici en Espagne, MSF a reçu 150 millions de pesetas de dons privés, en plus des apports réguliers des plus de 100 000 donateurs de l'association. Plus de cent volontaires étrangers et deux cent membres de professions médicales locaux travaillent pour MSF dans la zone des Balkans pour porter assistance aux Kosovars dans les camps de réfugiés et les centres collectifs.

L'action médicale est constituée d'activités de prévention comme les campagnes de vaccination, des activités curatives et de santé mentale à travers le soutien psychologique.

L'organisation a envoyé plus de 342 tonnes de médicaments, matériel médical, biscuits hyperprotéinés (BP5).

Par exemple, à Fier, une ville de 140 kilomètres au sud de Tieana, MSF est en train de construire un camp de réfugiés d'une capacité de 3 200 personnes dont le coût d'élève à 40 millions de pesetas. Cette quantité contraste avec les coûts du camp de réfugiés pour 5 000 personnes que l'armée espagnole est en train de construire à Ramallja, dont le coût s'élève à 1,2 million de pesetas.



« *Humanitaire-militaire : liaison dangereuse ?* » Geneviève Delaunoy, **La Libre Belgique** (Belgique), 1^{er} juin 1999 (en français).

Extrait :

Priorités divergentes

A épinglez parmi les organisations humanitaires, le refus de Médecins Sans Frontières de financer ses opérations sur les 100 millions versés par le gouvernement fédéral au compte 12-12 du consortium des ONG travaillant en faveur du Kosovo. Alex Parisel, directeur général de MSF s'en explique : « Notre agenda humanitaire diffère de celui des gouvernements membres de l'OTAN qui ont besoin de légitimer, au nom de leurs priorités politiques, la présence de troupes dans cette région. De plus, aurons-nous une totale liberté pour user de ces fonds dans la mesure où le gouvernement belge s'occupe de la partie la plus médiatique de l'humanitaire... »



Je suis convaincu que cet épisode a été une charnière surtout en ce qui concerne l'approche et la gestion internationale d'une urgence. J'en tire une conclusion relativement positive dans la mesure où apparemment ça a quand même servi par la suite. Finalement nous avons compris que sur certaines urgences, il y avait suffisamment de financements. C'est à partir de ce moment que nous avons commencé à construire des comptes consolidés, et à mettre en place la politique de gestion des fonds en urgence. C'était bien, mais cela ne répondait toujours pas à nos problèmes de fond. En effet, en cas d'urgence, nous ne sommes plus obligés de prendre des financements institutionnels, parce que désormais nous avons suffisamment de fonds propres. Mais en dehors des urgences, même s'il y a suffisamment d'argent dans le mouvement nous n'avons aucune garantie que cet argent soit disponible pour nous.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique.

En Albanie, dans l'attente de la remise des camps gérés par l'OTAN au HCR, l'équipe MSF s'efforce de se positionner au milieu de la confusion des opérateurs humanitaires. Le 24 avril 1999, elle diffuse un communiqué de presse annonçant qu'elle lance une campagne de vaccination de 50 000 enfants dans le Nord du pays.



« Neufs points que vous devez connaître sur la crise humanitaire en Albanie. » **Message** de Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie, 24 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

4) L'état de santé des réfugiés n'est pas catastrophique. Nous n'avons pas constaté de malnutrition et la mortalité n'est pas préoccupante (toujours en dessous de 5/10000/jour même dans les pires sites). Les besoins médicaux les plus urgents concernent l'assistance psychologique et MSF a commencé un programme de soutien psychologique à Kukës. MSF a déjà commencé à distribuer une partie des 18 000 kits familiaux d'hygiène pour les réfugiés qui sont dans les entrepôts et ceux qui sont dans des familles. [...] 8) L'ALBANIE ENTRE DANS LA DEUXIEME PHASE DE LA CRISE DES REFUGIES.

La capacité d'accueil locale atteint la saturation (les centres collectifs deviennent rares, les familles sont entassées.) Théoriquement les soldats de l'OTAN arrivent pour « soutenir/assister » le HCR (présentation de façade ?) L'OTAN va effectivement mettre en place une capacité d'accueil de 50 000 à 60 000 nouvelles tentes dans le Sud du pays, afin de soulager le Nord (et faciliter les opérations militaires au Kosovo ?) NOUS ENTRONS DESORMAIS DANS LA PHASE LARGEMENT MILITARISEE DES CAMPS; l'OSCE + l'aide bilatérale sont très actifs bien que non coordonnés (la plupart des armées ne sont pas encore sous le commandement de l'OTAN). Le HCR reste désorganisé, débordé par les événements. Il y a au moins une centaine d'ONG (dernière estimation et comptage). C'est une pagaille inouïe. Il faut le voir pour le croire.

9) Le mouvement MSF dans son ensemble doit reconnaître que l'avenir de l'aide non gouvernementale indépendante est un enjeu de cette crise. Nous allons devoir rester fidèles à nos valeurs en ne laissant pas les réfugiés entre les mains de l'OTAN qui les a si faiblement respectés jusqu'ici.



« 50 000 enfants vont être vaccinés dans le Nord de l'Albanie. » **Communiqué de presse** MSF Belgique, Tirana, 24 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Le vendredi 23 avril 1999, une campagne de vaccination a été lancée qui doit atteindre tous les enfants de la région de Kukës et de Krume dans le Nord de l'Albanie. L'objectif est de vacciner 50 000 enfants de 6 à 12 mois en cinq jours. Hier, 740 enfants ont été vaccinés par l'équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) à Kukës. MSF est l'une des trois organisations qui prennent part à la campagne.

La campagne de vaccination approuvée par les autorités de santé albanaises a été préparée en collaboration étroite avec le ministère de la santé albanais. Les vaccinations seront effectuées par le personnel local supervisé par MSF et deux autres organisations.



« Albanie : crise humanitaire ou crise de l'humanitaire. » **Message** de Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie, 28 avril 1999 (en français).

Extrait :

PERSPECTIVES:

Invasion terrestre en préparation.

Afflux massif de réfugiés du Monténégro et du Kosovo, effectif possible > 1 million.

Les camps/sites collectifs pour accueillir cette nouvelle vague n'existent pas encore, mais sont planifiés.

SITUATION ACTUELLE

Les principaux acteurs:

1. Le gouvernement. Objectif: afin d'éviter la déstabilisation socio-économique de l'Albanie, mettre les réfugiés à charge de la communauté internationale. Leur idéal: des camps faits par les gouvernements membres de l'OTAN - présence étrangère sécurisante - des camps « one-stop » d'après l'adjoint du Premier ministre (tous les services fournis par l'Etat en charge). Le gouvernement voit donc d'un mauvais œil la remise du camp italien de Kukës par HCR/ONG, mais ne peut pas renverser la tendance.

Objectif politique: sécurité de sa frontière nord par une intégration militaire et éventuellement politique à l'Europe.

2. OTAN, le nouveau venu sur la « scène humanitaire » albanaise. Mise en place d'une structure humanitaire en parallèle à la structure militaire, mais avec les mêmes objectifs.

Objectif militaire : préparation d'une offensive terrestre ?? (unités d'élite et véhicules offensifs lourds). L'OTAN dispose d'un front peu profond et étroit d'une soixantaine de kilomètres de large, d'où deux objectifs « humanitaires » liés : a) décongestionner le Nord afin de sortir les réfugiés d'un potentiel théâtre d'opérations militaires et b) augmenter le *shelter* capacité [abris] au sud du pays.

3. Les gouvernements ou bilatéraux, subordonnent peu à peu leur action humanitaire-médiatique aux objectifs plus vitaux de l'OTAN. En théorie, ils doivent passer sous commandement OTAN.

4. Le HCR fantomatique, se cherche. Ils visent à se mettre au centre des opérations humanitaires ou au moins à faire illusion qu'ils le sont. Des bilatéraux, dont les plus grands bailleurs du HCR encouragent le gouvernement albanais à marginaliser le HCR (*dixit off-the-record*, Mc Namara en visite à Tirana). Objectifs déclarés du HCR : l'enregistrement, établir une présence efficace sur le terrain, augmenter le *shelter capacity* et descendre les réfugiés de Kukës vers le sud.

5. Le CICR est extrêmement *low-profile* [profil bas] en Albanie. Ont-ils fait le choix de se tenir à distance de l'opération humanitaire-militaire, de se répartir les tâches IFRC [Fédération des Croix-Rouge et Croissant-Rouge] en Albanie - en paix - le CICR au Kosovo?

Les objectifs opérationnels du HCR et de l'OTAN convergent pour l'instant mais la distribution des rôles pose problème. Le HCR doit développer une vision d'ensemble, un *game-plan* [stratégie], pour effectivement avoir une chance de

reprenre le leadership humanitaire et démilitariser la direction de l'opération humanitaire.

[...] Les éléments qui freinent la construction de grands camps sont le vide d'Etat en Albanie, le problème de la propriété du terrain dans cet Etat post-communiste et ce qui n'arrange rien, le fait que les Albanais soient TOUS armés. L'OSCE a demandé à l'Albanie *off-the-record*, de déclarer un état d'urgence lui permettant d'attribuer les terres pour les camps pour la durée de l'urgence. Le Premier ministre lui a répondu qu'il n'en avait pas le pouvoir.

MSF :

Contexte opérationnel corrosif, parfum de décomposition humanitaire. Le symbolique va être important pour l'avenir. Profusion d'ONGs qui occupent le terrain sans nécessairement avoir une intervention appropriée, menace qui plane d'un *take-over* [prise de contrôle] de l'OTAN et/ou à terme, de contacteurs privés si le cafoillage se prolonge?

Il faut se frayer un chemin dans cette faune humanitaire si bien intentionnée. Nous avons dû en conséquence avoir une attitude agressive et opportuniste (dans la forme mais pas sur le fond). On ne fait pas dans l'esthétisme. En conséquence les projets varient de site en site (poste médical à la frontière à Skodra, camps à Kukes, centre de transit à Korcé, centres collectifs dans l'arrière pays) au gré des espaces identifiés par les équipes, avec toutefois deux fils conducteurs :

- renforcer la capacité d'accueil sur les trois points d'entrée des réfugiés,
- améliorer les conditions de vie (psy inclus) des réfugiés accueillis dans le centre/sud du pays.

Le 23 avril 1999, l'OSCE publie un rapport révélant l'ampleur des atrocités commises par les forces armées et milices para-militaires serbes au Kosovo. A l'heure de la célébration du 50^e anniversaire de l'OTAN, les bombardements n'ont pas réussi à faire fléchir le régime de Milosevic. Les Etats membres renouvellent leur détermination en intensifiant les frappes, mais restent divisés sur une éventuelle intervention terrestre.



« L'OSCE fait état d'atrocités au Kosovo d'une ampleur inimaginable. » Sean Smith **AFP** (France), Skopje, 23 avril 1999 (en français).

Extrait :

« Personne n'avait imaginé quelque chose de cette ampleur » a expliqué à l'AFP Joergen Grunnet, porte-parole de la Mission de vérification de l'OSCE sur le Kosovo (KVM). « Tout le monde est très surpris par l'ampleur des opérations » commises par les Serbes au Kosovo, a-t-il ajouté. Dans un rapport établi sur la base d'interviews menées auprès de 250 réfugiés albanais du Kosovo, l'OSCE fait état d'une « augmentation du nombre de déclarations sur des sévices sexuels, y compris des viols de groupes de femmes. » Les réfugiés interrogés par l'OSCE ont rapporté des cas de mutilations sur des cadavres. « Souvent, des exécutions

seraient perpétrées devant des membres de famille ou des villageois » poursuit ce document. [...] Les réfugiés qui souhaitent témoigner se présentent de façon volontaire devant les tentes de la Mission de vérification installées dans plusieurs camps de réfugiés et dans plusieurs villes de Macédoine, pays qui accueille actuellement plus de 140 000 réfugiés du Kosovo.

La Mission de vérification est prête à transmettre les informations recueillies auprès des réfugiés au Tribunal international de La Haye, a précisé M. Grunnet.

« Ces témoignages donnent l'image d'une absence totale de lois et de presque toute forme de protection des Albanais » du Kosovo, indique encore ce rapport. [...] Les réfugiés interrogés par la Mission sont pour la plupart originaires des régions de Mitrovica, Pristina, Gnjilane et Urosevac.



« L'OTAN veut faire capituler Milosevic sans savoir quand et comment. » Philippe Rater, **AFP** (France), Washington, 25 avril 1999 (en français).

Extraits :

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 19 pays membres de l'OTAN ont affiché pendant trois jours leur détermination à faire capituler Slobodan Milosevic, sans savoir quand cet objectif pourrait être atteint et s'ils éviteront une invasion du Kosovo.

Après plus d'un mois de bombardements, le président yougoslave n'a rien cédé face aux exigences internationales: arrêt des violences au Kosovo, retrait des troupes serbes, retour des réfugiés, déploiement d'une force de paix étrangère, participation à un règlement politique.

Si officiellement l'unité a été de mise pendant le sommet de Washington, la réalité de la guerre au jour le jour, l'afflux de réfugiés dans les pays voisins et la nature différente des démocraties composant l'OTAN provoquent des divergences. L'idée d'un blocus maritime, poussée par Washington, s'est ainsi heurtée à des réserves de la France, qui juge indispensable un aval de l'ONU.

Pour ses 50 ans, l'Alliance militaire, qui a adopté samedi un nouveau concept stratégique l'autorisant formellement à « gérer des crises » est en position difficile. Elle navigue à vue dans sa première guerre contre un pays souverain, dont elle a sous-estimé la résistance.

[...] Les alliés qui ont commencé à évoquer l'après-guerre avec un plan d'assistance aux pays des Balkans d'initiative allemande, ont évité de parler publiquement d'une éventuelle invasion terrestre.

Celle-ci est pourtant jugée indispensable par de nombreux experts occidentaux même si elle serait difficile à mettre en œuvre et très risquée. Jusqu'à 200 000 hommes équipés de chars et d'artillerie seraient nécessaires, selon l'OTAN, pour défaire les 40 000 militaires serbes dotés de 300 chars déployés au Kosovo ou dans ses alentours.

L'idée d'une invasion est dans toutes les têtes, mais les alliés ne sont pas sur la même longueur d'onde. Les Américains semblent s'y résigner de plus en plus, les Européens n'en sont pas à ce stade. [...] Faute de mieux, les alliés ont décidé une nouvelle fois d'intensifier leur

campagne aérienne. Toujours sous la réserve de limiter les pertes civiles dans la population et dans les rangs des pilotes alliés, les militaires ont toute «flexibilité» pour les raids aériens, selon l'OTAN.

DE LA PUBLICATION DU RAPPORT MSF « KOSOVO, HISTOIRES D'UNE DÉPORTATION »

Le 27 avril 1999, la première version du document « Kosovo, histoires d'une déportation » basé sur l'étude épidémiologique d'Epicentre et les récits recueillis auprès des réfugiés kosovars en Albanie, Macédoine et Monténégro est mise en circulation pour validation au sein du mouvement MSF. Les directeurs généraux décident de sa diffusion à la presse afin d'appuyer une qualification de crime contre l'humanité et de souligner que les réfugiés kosovars requièrent en priorité protection et reconnaissance de leur statut. Aucune demande d'arrêt des bombardements de l'OTAN ou d'intervention de ses troupes au sol n'est prévue.



«*Témoignage Balkans.*» **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique, au directeur général, directeur des opérations, responsable de programme et chargées de communication de MSF France, 27 avril 1999 (en français).

Un petit mot pour faire le point sur le document produit, pour nous tous en interne d'abord, puis pour JHB [Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations], avant la téléconf [téléconférence].

1) Pour la première fois depuis le début de la crise, MSF dispose d'informations propres et indépendantes sur les exactions commises au Kosovo.

Ce que nous disons dans le document n'est pas nouveau, mais c'est MSF, organisation humanitaire et indépendante qui le dit. Vous savez tous qu'en période de conflit, la source de l'information est aussi, sinon plus importante, que l'information elle-même.

2) Aucune ONG n'a pour l'instant sorti publiquement un document exhaustif et un peu sérieux sur les exactions au Kosovo. Nous n'avons vu que des anecdotes avec un esprit hémoglobine, du style : «*Nous avons rencontré une femme violée par 15 hommes et qui a ensuite eu la gorge tranchée.*» Ces anecdotes ne couvraient pas l'ensemble du territoire du Kosovo et ne dégagent pas les patterns des crimes commis.

3) MSF a la responsabilité, d'une façon ou d'une autre

(presse écrite, radio, internet...) de rendre compte publiquement du sort des déportés du Kosovo. C'est l'identité de MSF, c'est le témoignage. C'est aussi une façon pour nous de dire que l'humanitaire a ses limites. Face à des déportations, la réponse humanitaire est insuffisante et représente un non-sens.

4) Sur les délais de production du document. Je rappelle que nous avons attendu pendant plus de 10 jours les témoignages d'Albanie et de Macédoine, qui avaient déjà été récoltés. Nous avons eu ces documents avec beaucoup de difficultés jeudi dernier seulement. Les six ou sept témoignages de Macédoine étaient de piètre qualité.

Nous avons pris à peine un jour et demi pour reconstituer un puzzle de 640 pièces. Nous avons terminé tant bien que mal ce document vendredi soir vers 23 heures. Nous avons pris la décision de ne pas l'envoyer en l'état pour le relire à froid le week-end, avec la certitude que «*rien valait mieux que n'importe quoi*» (pêché d'orgueil peut-être...).



«*Rapport Kosovo.*» **Courriel** de James Ross, département des affaires humanitaires MSF Hollande, 27 avril 1999 (en anglais).

Ci-dessous les commentaires envoyés par Katrien [Coppens, département des affaires humanitaires MSF Hollande] et James [Orbinski, président du conseil international MSF] à Françoise [Saulnier, responsable juridique MSF] sur les recommandations posées dans le draft du 27 avril du rapport Kosovo (dernière version). Bien amicalement, à jeudi 12h00, Wilna,

1. Notre souci concerne la relation entre le texte et les recommandations. Le texte se concentre sur les atrocités commises contre les Kosovars - c'est à dire la situation à l'intérieur de la Serbie. Mais les recommandations concernent les questions de protection des réfugiés. La seule recommandation qui semble découler du texte concerne la confiscation des papiers et les problèmes que cela pose aux déportés. Nous aimerions avoir des recommandations qui découlent du texte.

Nous sommes d'accord avec certaines de ces recommandations concernant la protection, mais nous sommes extrêmement réticents à les mettre en avant sans présenter de faits concrets pour les appuyer. Par exemple, nous ne devrions pas faire de recommandations sur l'enregistrement sans tout d'abord décrire la procédure, ce qui s'est passé, et les différences entre la Macédoine, l'Albanie et le Monténégro. La séparation de l'assistance des humanitaires de celle des militaires est bien sûr une préoccupation très importante mais, de nouveau sans une discussion complète sur ce qui se déroule sur le terrain notre recommandation reste faible. De plus, ce que vous entendez dans la phrase commençant par «*limiter l'instrumentalisation des secours...*» nous semble peu clair.

2. Dans le premier paragraphe des recommandations, vous semblez dire que les Kosovars dans les camps ont été déportés et peuvent donc obtenir le statut de réfugiés prima facie. Nous sommes d'accord mais nous sentons que

ce point doit être mis en avant clairement et directement. Dans la lecture du texte en français, ce point n'apparaît pas de manière très marquée. (Il faudrait aussi discuter de ceux qui ont fui au Monténégro, qui sont bien sûr des déplacés et pas des réfugiés.) Peut-être n'est-ce qu'une question de traduction, mais nous aurions dit « déportation illégale » au lieu de « déportation criminelle. »

3. Nous ne comprenons pas pourquoi vous voulez mentionner la cour internationale de justice dans ce contexte. Personne ne conteste le fait que la qualification de violation des droits de l'homme a des conséquences pour l'assistance humanitaire et la protection. Citer la cour ne fait qu'ajouter de la confusion.



Courriel de Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international, aux directeurs généraux et présidents de MSF Belgique, MSF Espagne, MSF France, MSF Hollande et MSF Suisse. 28 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Voici un rapide résumé de notre téléconférence des directeurs généraux.

Nous sommes tous d'accord pour rendre public très rapidement (à la fin de la semaine) avec le message suivant : Les populations du Kosovo subissent un processus systématique, planifié et organisé de déportation, qui peut être qualifié de crime contre l'humanité.

Cette dénégation de l'identité et de la dignité de ces populations impliquent que ce dont ils ont besoin en priorité aujourd'hui et dans le future, c'est de protection et de reconnaissance de leur statut afin de retrouver identité et dignité.

C'est le résultat d'une évaluation indépendante réalisée par MSF, grâce à des interviews de gens qui étaient en Albanie, au Monténégro et en Macédoine. Comme la méthodologie des deux rapports déjà transmis est mixte une version finale révisée avec les corrections nécessaires et la méthodologie explicative sera transmise cette nuit ou demain matin au plus tard par Paris. Nous nous sommes également mis d'accord pour ne pas, au cours des éventuelles interviews de ne pas demander l'envoi de troupes terrestres ou l'arrêt des bombardements de l'OTAN. Les directeurs de la Communication ont demandé à prendre rapidement contact afin de définir une stratégie coordonnée.

Cordialement.

Jean-Marie



A partir de ce moment-là, il me semblait évident que ce document était public parce qu'il contenait un certain nombre d'informations qui étaient essentielles par rapport aux violences, par rapport à la déportation. En particulier au sujet de la nécessité que les réfugiés soient immédiatement enregistrés par le HCR afin d'éviter

une éventuelle grande pagaille : les enrôlements forcés, la ré-invasion du Kosovo par les Albanais. Si on n'enregistrait pas les gens, comme ils n'avaient plus de papiers d'identité, leur avenir était potentiellement terrifiant. Donc nous voulions dire tout cela le plus vite possible et à tout le monde.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français).



Le draft a d'abord été soumis à Paris, aux responsables de programme et au directeur des opérations puis aux directeurs des opérations et aux directeurs généraux des autres sections de MSF. Globalement, la validation du document a été assez simple. Très sincèrement, je ne m'attendais pas du tout à cela parce que mes premières expériences à MSF avaient été des expériences internationales sur des questions comme celles-là et à chaque fois cela avait été un cauchemar. Le souvenir que je garde c'est que ce document a été plutôt bien reçu. Je n'ai pas souvenir de coups de gueule ou de désaccords majeurs. Même le qualificatif de déportation qui a été remis en cause et critiqué a posteriori, à l'époque, je n'ai pas souvenir qu'il ait posé un problème.

[...], adjoint à la responsable juridique, MSF
(en français).



Je n'ai pas le souvenir de grosses bagarres. Il y avait des réticences en Belgique pour faire le document sur la déportation, pour le publier... Nous en discutons au téléphone avec Philippe Biberson [président MSF France]. Alex Parisel [directeur général MSF Belgique] trouvait que nous n'étions pas assez critique vis à vis de l'OTAN. C'était curieux, parce que ce n'est pas le clivage auquel on aurait pu s'attendre en terme de positionnement. MSF Belgique se méfiait d'un trop gros rapprochement avec l'OTAN à travers ce témoignage. Là dessus je me souviens d'une discussion qui a pris quand même un peu de temps.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général
de MSF international (en français).



Il y a eu des discussions et des interprétations de l'étude épidémiologique. Je sentais que certaines conclusions n'étaient pas nécessairement basées sur les résultats de l'enquête, qui parlaient plus de mortalité et de choses comme cela, une discussion un peu technique. Mais nous étions engagés dans l'affaire, nous avons collecté l'information. Il ne s'agissait pas de faire des révélations ou d'annoncer quelque chose de choquant. Déjà pen-

dant le processus, nous pensions que c'était une bonne initiative. D'après ce dont je me souviens, le rapport lui-même n'a pas été tellement discuté et il ne semblait pas contenir d'information nouvelle et controversée. Il ne semblait pas soulever des questions importantes, qui changeraient le débat sur l'action humanitaire. Il s'agissait plus d'une description des faits.

Katrien Coppens, département des affaires humanitaires MSF Hollande (en anglais).

Le 29 avril 1999, le département de la communication de MSF France distribue le rapport à l'ensemble du réseau MSF. Le 30 avril, il est diffusé à la presse, accompagné d'un communiqué, par toutes les sections MSF. Ce document détaille la politique de terreur mise en place par les autorités serbes pour déporter les Kosovars et demande que l'enregistrement des déportés soit effectué en priorité par le HCR. Il fait la une du quotidien français *Libération*, qui le présente comme « le rapport des humanitaires ». Cette publication fait l'objet de reprises dans d'autres médias et suscite des interviews. V3



« Urgent version en anglais. » Courriel de Denis Pingaud, directeur de la communication de MSF France au réseau de communication de MSF, 29 avril 1999 6h31 (en anglais).

Extrait :

Cher tous,
Désolé pour le retard, nous avons eu des problèmes techniques.

Merci de trouver ci-joint FINALEMENT la version en anglais du rapport intitulé *Histoires d'une déportation*, qui sera rendu public aujourd'hui, avec l'accord des directeurs généraux et des directeurs de la communication.

Comme cela a été décidé pendant la téléconférence des dircoms [directeurs de la communication], le document sera utilisé de la façon suivante :

1°) Les témoignages individuels concernant les exactions commises contre les réfugiés kosovars ne sont pas vraiment nouvelles, mais elles représentent la première synthèse qui documente correctement la politique de déportation entreprise au Kosovo. Le rapport est basé sur une approche qualitative et quantitative : l'organisation et la classification des témoignages collectés au Monténégro, en Macédoine et en Albanie (qualitative) et l'étude épidémiologique entreprise par Epicentre au Monténégro (quantitative).

2°) Les informations principales sont continues dans l'étude d'Epicentre, qui conclut notamment que 46% des réfugiés du Monténégro n'ont plus de papiers d'identité, 91% ont fui sous la contrainte de menaces ou d'attaques directes, 13% des hommes entre 15 et 55 ans sont portés

disparus, 28% des familles ont laissé au moins un de leurs membres derrière elles au Kosovo.

3°) Au cours de la distribution de ce rapport à la presse, il est important de briefer les journalistes sur les trois points suivants :

- le rapport représente le premier travail systématique et synthétique entrepris sur la politique de déportation. Le rapport qualifie cette politique de « crime contre l'humanité ».

- MSF ne veut pas prendre position - car ce n'est pas le rôle de l'association - sur la stratégie de l'OTAN.

- Notre mission humanitaire continue parmi les populations en danger, y compris celles situées en République fédérale de Yougoslavie.

4°) Nous attendons les résultats des enquêtes scientifiques menées en Albanie et en Macédoine afin de prendre éventuellement une initiative publique la semaine prochaine. (communiqué de presse).

5°) En France nous répondons aux sollicitations de la presse en remettant le rapport à *Libération* (publication vendredi matin), *Le Monde* (vendredi soir) et *Le Figaro*.



« Kosovo. Histoires d'une déportation. » Rapport réalisé par Médecins Sans Frontières à partir de témoignages recueillis en Albanie, en Macédoine et au Monténégro auprès des déportés kosovars et d'une enquête épidémiologique effectuée au sein de la population kosovare réfugiée à Rozaje (Monténégro), avril 1999 (en français).

Extraits :

Présentation

Afin d'évaluer la situation et les besoins de la population kosovare déportée massivement dans les pays limitrophes que sont l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro, MSF a pris deux initiatives :

1- Une étude épidémiologique (lire annexes) a été menée à la mi-avril auprès de la population déplacée arrivée à Rozaje au Monténégro.

2- Un recueil de récits individuels a également été mis en place auprès des déportés présents en Albanie, en Macédoine et au Monténégro pour compléter, par une approche qualitative, les données chiffrées de l'enquête épidémiologique.

Méthode :

1/ L'étude épidémiologique a été menée auprès d'un échantillon de 1 537 personnes (201 familles) considérées comme représentatives des 25 000 réfugiés arrivés à Rozaje au Monténégro. Elle couvre les événements qui se sont déroulés dans plus de 50 villages et dans les villes de Pec et Istok, du 24 mars au 15 avril 1999. Elle permet de décrire les caractéristiques démographiques de cette population, l'impact des exactions commises à son encontre et d'évaluer les besoins vitaux les plus urgents.

2/ Les récits individuels recueillis par MSF en Albanie, en Macédoine et au Monténégro, retracent l'histoire récente de 639 personnes, dans 43 villes ou villages du Kosovo, entre le 25 mars et le 16 avril 1999. Les personnes inter-

rogées ont répondu à un questionnaire standardisé de MSF portant sur les conditions de leur propre fuite et le sort des membres de leur famille. En recoupant les témoignages et les dates mentionnées, cette méthode a permis de reconstituer les événements par villes et villages. En ne prenant en compte que des informations directes, elle limite également la part des rumeurs qui entourent de telles situations.

Les récits individuels obtenus concernent huit régions du Kosovo : Dakovica, Drenica, Mitrovica, Orahovac, Klina et Nord de Klina, Prizren et sud de Prizren, Istok et Pec, Pristina.

Pour des raisons éthiques, le questionnaire utilisé ne traitait pas de la question des viols. Les violences sexuelles ont été abordées dans un cadre médical.

Principales conclusions

La similitude et la cohérence des récits individuels permettent de situer les déportations du Kosovo dans le cadre d'une politique systématique dont les modalités (*modus operandi*), les acteurs et les objectifs relèvent nécessairement d'un plan préétabli. Les crimes commis relèvent de la qualification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

L'étude épidémiologique et les récits individuels mettent en évidence les éléments suivants :

1. La cause essentielle des mouvements de population est la déportation. Les personnes ne fuient pas des affrontements armés mais sont mises dans l'obligation de quitter leur ville ou leur village, sous peine de mort. L'enquête épidémiologique montre que 91% des familles déplacées, à Rozaje au Monténégro, ont fui sous la contrainte (menaces directes, ou attaques). Dans l'immense majorité des cas, l'objectif militaire est de déporter l'ensemble de la population d'une zone. Les villages sont vidés de toute leur population par la terreur et par la force. De l'autre côté de la frontière, on retrouve des familles, des quartiers, des villages entiers. [...]

2. La déportation s'accompagne de la spoliation et de la destruction des biens des personnes : Les personnes interrogées rapportent que les habitations sont systématiquement brûlées, le bétail tué. [...]

3. La méthode appliquée pour procéder à la déportation est le plus souvent la même. La violence et les meurtres sélectifs font partie intégrante de cette méthode pour répandre la terreur ou pour punir ceux qui refusent de se soumettre aux ordres de déportation. Plus le temps passe plus cette violence se renforce à l'encontre de la population. [...]

4. Les acteurs de la déportation sont toujours les mêmes. La police, les groupes paramilitaires et l'armée fédérale sont omniprésents dans tous les récits. L'action de ces différentes forces se fait de façon concertée et organisée, sans que l'on relève de conflit entre ces troupes. Dans presque tous les cas, les témoignages mentionnent la présence et les violences commises par des policiers et des paramilitaires masqués. Les témoins disent avoir reconnu parmi eux des voisins serbes ou des policiers locaux. Ces policiers ou ces paramilitaires porteraient donc un masque pour ne pas être identifiés quand ils sont originaires de la région. La présence des troupes d'Arkan est signalée par certains témoignages dans la région de Pec et Istok, notamment dans le village de Vrela, le 27 mars.

5. La confiscation et la destruction des papiers d'identité est une pratique systématique de la part de la police et de l'armée : [...]

6. Les blessés, disparus, morts :

Même s'il n'existe pas de chiffres fiables sur le nombre de morts, de blessés et de disparus au sein de chaque famille, l'enquête épidémiologique réalisée au Monténégro fait apparaître que le ratio homme/femme est déséquilibré. Il manque 13% d'hommes dans la tranche d'âge comprise entre 15-55 ans. La même enquête montre que 28% des familles ont laissé au moins une personne au Kosovo.

Plus de la moitié des récits individuels recueillis font état d'assassinats, survenus dans des conditions diverses. Compte tenu de la méthode adoptée, cela représente un niveau de violence extrêmement élevé.

Les témoignages illustrent de façon substantielle les éléments suivants :

- des femmes, des enfants et des hommes ont été tués et blessés lors de l'attaque à la grenade de leur maison.

- des personnes ont été tuées et blessées dans le cadre du vol et de la spoliation de leurs biens. Ceux qui ne donnaient pas assez vite l'argent qu'on leur demandait ou ceux qui n'avaient plus d'argent à donner ont été exécutés devant les autres.

- des femmes, des enfants et des hommes ont été tués ou blessés lorsque la police a tiré, la foule, n'obéissant pas assez vite ou résistant à l'ordre d'expulsion.

- des familles entières ont été assassinées, de façon ciblée, dans certains villages (par exemple à Padalista et Sapi).

- tout le long du chemin, des hommes ont été placés à l'écart des colonnes de déportés et exécutés. Des témoignages mentionnent la présence de miliciens ne parlant pas serbo-croate.

- des personnes qui ralentissaient les déportations (handicapés, personnes âgées invalides) ont été exécutées ou sont restées au Kosovo.

7. Séparation hommes/femmes :

La séparation hommes/femmes est fréquemment mentionnée par les témoins. Elle intervient souvent au tout début des attaques. Dans la plupart des cas, elle vise à faire parler les hommes, à les dépouiller de leur argent et de leurs papiers d'identité. On relève des assassinats, qui s'inscrivent dans le cadre d'une politique de terreur généralisée. [...]



«*Expulsions de masse du Kosovo. Une évaluation de la situation des réfugiés kosovars à Rosaye, Monténégro.*» Vincent Brown, MSF Epicentre, Rosaye, 27 avril 1999, (en anglais).

A la demande de Médecins Sans Frontières nous avons réalisé une enquête au sein de la population des réfugiés kosovars à Rosaye, au Monténégro. L'objectif est de décrire la situation des réfugiés et d'évaluer leurs besoins urgents.

La population réfugiée vivant avec les résidents à Rosaye est estimée à plus de 15000 personnes. Cette population

et celle d'autres réfugiés hébergés dans les mosquées n'est pas prise en compte dans cette étude.

OBJECTIFS DE L'ENQUETE

1. Etablir des données démographiques sur la population réfugiée (et l'histoire de l'exode).
2. Evaluer l'impact des exactions sur la population civile.
3. Evaluer les besoins les plus urgents des réfugiés.
4. Imaginer des plans pour l'avenir.

METHODE

Nous avons établi un échantillon en choisissant au hasard dans les trois fabriques, Kristal, Liego-Biele, et Dekor. Ces sites se trouvent dans la partie la plus orientale de Rosaye. Nous les avons choisis avec l'intention d'évaluer la situation de la population considérée comme la plus dans le besoin. Dès le début nous avons décidé que l'enquête se concentrerait sur un échantillon tirée au hasard de 150 à 200 familles. La répartition proportionnelle des réfugiés entre les trois usines a été prise en compte en établissant l'échantillon. Afin que l'échantillon soit aussi représentatif que possible, chacune des trois fabriques a été divisée en dix sections (ou pièces). La population de chacune de ces 10 pièces a été estimée avant le triage au sort.

Une fois les familles sélectionnées au hasard dans chaque pièce, les quatre équipes qui conduisaient l'enquête (chacune compose d'un membre de MSF et d'un traducteur parlant l'albanais) ont suivi la même procédure. L'équipe se mettait au milieu de la pièce, puis choisissait une famille au hasard et faisait l'entretien avec la deuxième famille à partir de ce choix initial.

Une famille était définie par «*tous les membres d'un groupe vivant ensemble sous le même toit au Kosovo*» (dans un appartement ou dans une maison.)

RESULTATS

Sur un total de 201 familles, en tout 1537 personnes ont été choisies pour participer à l'enquête. Toutes les enquêtes ont répondu aux questions sur un questionnaire individuel.

Nombre de personnes par famille : 7,6

[...]

CONCLUSION

L'enquête a permis de décrire le drame subit par les réfugiés kosovars depuis le 24 mars. Elle met aussi en lumière les difficultés particulières rencontrées par les réfugiés au Monténégro

En particulier dans la zone de la municipalité de Rozaje. Quand on demande aux réfugiés quels sont leurs projets immédiats (voir l'enquête) seul un petit pourcentage de familles imaginent de quitter Rosaye pour une autre ville du Monténégro (Ulcini) ou de se déplacer vers un autre pays (Albanie).

L'une des principales raisons à cela est que la population réfugiée vivant dans les usines (et également dans les mosquées et sous les tentes) a des finances très limitées voire nulles. La situation actuelle est caractérisée par des questions de sécurité et des priorités d'hygiène. Les ONG ne sont pas capables de faire face seules à ces problèmes. Cette situation étant partie pour durer, la communauté internationale en accord avec le gouvernement devrait rechercher des solutions à moyen terme pour les réfugiés kosovars.



«*Médecins Sans Frontières publie un rapport sur la déportation de la population albanaise du Kosovo.*» **Communiqué de presse** MSF Etats-Unis, New-York/Paris - 30 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Selon un rapport publié aujourd'hui par l'organisation de secours médical international Médecins Sans Frontières (MSF), la déportation forcée de la population albanaise du Kosovo est planifiée, systématique et constitue un crime contre l'humanité. Ce rapport est basé sur des témoignages collectés auprès de 639 déportés kosovars en Albanie, en Macédoine et au Monténégro et sur une enquête épidémiologique menée auprès de 1 537 Kosovars (201 familles) qui sont arrivées à Rozaje, au Monténégro, jusqu'au 15 avril 1999. Les équipes d'experts en épidémiologie et en droit de MSF ont enquêté sur les caractéristiques des familles de réfugiés, les conditions entourant leur départ et le sort des différents membres de ces familles afin d'évaluer les besoins les plus urgents de ces déportés kosovars. L'évaluation épidémiologique montre que 91% des réfugiés de Rozaje, au Montenegro, ont été forcés à quitter leur domicile après les menaces ou les attaques directes par la police serbe, l'armée ou les forces paramilitaires. Dans la majorité des cas, les menaces et la violence physique ont été utilisées pour vider les villages et les villes, détruire ou piller les maisons et les biens des déportés et confisquer les papiers d'identité. L'enquête épidémiologique a aussi démontré que le *ratio* homme/femme parmi les réfugiés est déséquilibré, 13% des hommes manquant dans le groupe des 15-55 ans et que 28% des familles ont laissé au moins un de leurs membres au Kosovo. «*Ces témoignages révèlent un haut niveau de menaces et de violence physique contre les hommes, les femmes et les enfants au Kosovo. Les réfugiés que nous avons interviewés sont clairement victimes d'une déportation forcée bien organisée et méticuleusement orchestrée*» a déclaré Joelle Tanguy, la directrice générale de MSF. S'appuyant sur les données de ce rapport, MSF recommande fermement que les secours prennent en compte la violence déjà infligée à la population déportée kosovare. Dans le contexte de la déportation criminelle de la population du Kosovo, la communauté internationale doit s'efforcer d'atténuer les conséquences les plus graves des crimes déjà perpétrés à l'encontre des déportés en enregistrant correctement et systématiquement tous les déportés sous l'autorité internationale du HCR, et ne les relocalisant qu'avec leur accord.



«*MSF souligne le caractère «systématique» des déportations au Kosovo.*» **AFP** France, (Paris), 30 avril 1999 (en français).

Ces déportations se situent «*dans le cadre d'une politique systématique dont les modalités, les acteurs et les objectifs relèvent d'un plan préétabli*», affirme ce texte d'une soixantaine de pages.

Le rapport présente des témoignages recueillis en Albanie, en Macédoine et au Monténégro, permettant de retracer des parcours individuels particulièrement chaotiques et révélateurs des pratiques des forces armées yougoslaves. MSF fournit aussi une enquête épidémiologique, effectuée au sein de la population kosovar réfugiée à Rozaje (Monténégro), auprès d'un échantillon de 1 537 personnes (201 familles).

Mêlant ainsi le témoignage individuel et l'analyse systématique, l'organisation est en mesure d'établir que la cause essentielle des mouvements de population est l'obligation faite aux civils de «*quitter leur ville ou leur village, sous peine de mort*». Cette déportation, poursuit le rapport, s'accompagne de la spoliation et de la destruction des biens et des personnes. Selon MSF, il manque dans les camps 13% des hommes de la tranche d'âge 15-55 ans et plus d'un quart des familles ont perdu au moins une personne au Kosovo.

MSF détaille les méthodes d'utilisation de la terreur, mises en place par la police, les groupes paramilitaires et l'armée fédérale yougoslave, «*omniprésents dans tous les récits*» et s'attarde sur «*la confiscation et la destruction des papiers d'identité*», qui participe de la volonté de détruire l'identité individuelle elle-même et de perturber la possible réunion des familles séparées.

45,8% des réfugiés de Rozaje ont ainsi perdu leurs papiers d'identité.

L'organisation estime prioritaire le travail d'enregistrement individuel et systématique des déportés sous l'égide du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elle demande aussi, dans un but d'efficacité, «*la séparation la plus nette entre les opérations militaires et humanitaires*».



«*Médecins Sans Frontières rend public vendredi son rapport sur l'audition des centaines de réfugiés - Enquête sur la déportation des Albanais du Kosovo.*» Marc Sémo, **Libération** (France), 30 avril, 1^{er} et 2 mai 1999 (en français).



«*Histoires d'une déportation - un rapport de Médecins Sans Frontières montre que l'exode des Kosovars correspond à un plan prémédité.*» Marc Semo, **El Periodico** (Barcelone), 30 avril 1999 (en espagnol).

Extrait :

[A la une de *Libération*] : MSF a recueilli des centaines de témoignages de réfugiés - Kosovo l'enquête des humanitaires «*c'est un processus planifié d'effacement d'un peuple. Les Albanais du Kosovo sont non seulement déportés mais aussi systématiquement dépouillés de leurs papiers d'identité, de leur état civil, de leurs titres de propriété...*» Philippe Biberson, président de Médecins Sans Frontières. L'expulsion massive des Albanais du Kosovo par la terreur, préparée depuis des semaines sinon des mois par les

autorités de Belgrade et mise en œuvre dès les premières frappes de l'OTAN, a déjà été illustrée par de nombreux témoignages, repris notamment dans les colonnes de *Libération*. Au-delà des tragiques récits individuels, *Histoires d'une déportation*, le rapport rendu public vendredi par Médecins Sans Frontières (MSF), représente un événement : c'est la première étude d'ensemble qui permet de démontrer la cohérence et le caractère systématique de la politique menée par les autorités serbes.

«*C'est un processus planifié d'effacement d'un peuple. Les Albanais du Kosovo sont non seulement déportés mais aussi systématiquement dépouillés de leurs papiers d'identité, de leur état civil, de leurs titres de propriété. En les expulsant, les forces serbes leur montrent clairement qu'ils ne sont plus du Kosovo, qu'ils ne l'ont jamais été et qu'ils ne doivent jamais plus y revenir*», affirme Philippe Biberson, président de MSF, qui souligne que cette situation inédite oblige les organisations humanitaires qui accueillent les réfugiés à «*un effort particulier d'enregistrement qui a pris énormément de retard.*» Certes, MSF s'occupe d'abord de médecine, mais il est impossible de soigner cette population «*sans une compréhension et une reconnaissance du traumatisme subi collectivement.*» D'où ce travail.

L'ampleur des exactions. «*Histoires d'une déportation*» est le résultat d'une double enquête. D'une part, il s'agit d'une étude épidémiologique menée sur un échantillon de 1 537 personnes (201 familles) arrivés à Rozaje (Monténégro). Ces derniers ont été expulsés, entre le 24 mars et le 15 avril, d'une cinquantaine de villages et des villes de Pec et d'Istok. [...]

Crimes de guerre. Le rapport de MSF montre, en se fondant notamment sur la «*similitude et la cohérence des récits individuels*», le caractère général et planifié d'une politique d'expulsion «*dont les modalités, les acteurs et les objectifs relèvent nécessairement d'un plan préétabli*». «*Les crimes commis relèvent de la qualification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité*», précise MSF, qui se refuse à employer les termes de nettoyage ou de purification ethnique, juridiquement flous, ou à parler déjà de génocide. «*Les personnes ne fuient pas des affrontements armés mais sont mises dans l'obligation de quitter leur ville ou leur village sous peine de mort. L'enquête épidémiologique montre que 91% des personnes déplacées à Rozaje ont fui sous la contrainte (menaces directes ou attaques)*», souligne le document, montrant que, dans l'immense majorité des cas, le seul objectif militaire poursuivi par les forces serbes dans telle ou telle zone «*est de déporter l'ensemble de la population.*»

Les hommes absents. Les conditions même de l'expulsion vers les frontières illustrent son caractère forcé. «*Des militaires, des policiers, des paramilitaires armés encadrent tout au long de la route les colonnes de personnes. Celles-ci suivent un itinéraire imposé et ne peuvent sans risque tenter de s'en éloigner.*» Le temps de l'exode est variable. Il a duré moins de cinq jours pour 53,2% des familles interrogées à Rozaje, et entre onze et vingt-trois jours pour 34,3% d'entre elles. Les conditions sont souvent chaotiques. Des familles expulsées soumises à des ordres contradictoires doivent «*retourner chez elles, où elles sont à nouveau attaquées ou chassées.*»

Partout, la mécanique de la déportation est plus ou moins la même. « *La violence et les meurtres sélectifs font partie intégrante de cette méthode pour répandre la terreur ou pour punir ceux qui refusent de se soumettre aux ordres de déportation* », souligne le rapport. Le village est attaqué, ou les forces serbes passent maison par maison, « *tuant le bétail, lançant des grenades et incendiant les demeures.* » Au moment du départ, la population est regroupée et les hommes souvent séparés des femmes. « *Ils subissent des interrogatoires, des fouilles ; l'argent et les papiers d'identité sont pris. Certains hommes peuvent rejoindre le groupe par la suite.* » Il est difficile d'en évaluer la proportion, faute de « *chiffres fiables sur le nombre de morts, de blessés, de disparus au sein de chaque famille.* » L'étude systématique menée parmi les réfugiés de Rozaje montre qu'« *il manque 13 % d'hommes dans la tranche d'âge comprise entre 15 et 55 ans* », c'est à dire les hommes en âge de combattre. Certains ont rejoint les maquis ou fui dans la montagne. D'autres sont vraisemblablement prisonniers, ou ont été tués.

« *Plus de la moitié des récits individuels recueillis font état d'assassinats survenus dans des conditions diverses, ce qui représente un niveau de violence extrêmement élevé* » souligne le rapport. Des personnes ont été tuées au moment de l'expulsion des villages, d'autres alors que les Serbes tiraient sur des colonnes de réfugiés qui n'obéissaient pas assez vite aux ordres. Tout au long de l'exode, des hommes ont été mis à l'écart du flot des réfugiés et exécutés. Les personnes qui ralentissaient les déportations, personnes âgées ou handicapées, sont exécutées ou abandonnées dans les villages en feu. Un seul des témoignages « *fait explicitement mention de l'enlèvement de deux jeunes filles par des paramilitaires.* » Dans une société traditionaliste, on ne parle pas facilement de ces choses-là. Les derniers témoignages recueillis remontent à quinze jours. Depuis, la situation à l'intérieur du Kosovo a beaucoup empiré.



« *Le rapport d'une organisation humanitaire sur les atrocités* » Paul Webster, *The Guardian* (Royaume-uni) 1^{er} mai 1999 (en anglais).

Extraits :

L'organisation humanitaire des « *French doctors, Médecins sans frontières*, a publié hier un rapport indépendant sur les atrocités commises au Kosovo, qui affirme que celles-ci relèvent du crime de guerre et du crime contre l'humanité ». L'organisation humanitaire a interrogé plus de 2 200 réfugiés dans les camps du Monténégro, d'Albanie et de Macédoine. Selon son président, Philippe Biberson, ses volontaires sont convaincus que les réfugiés sont les victimes d'un plan « *bien préparé et de longue date, pour effacer un peuple entier.* »

Mis à part les récits des journalistes, le rapport de l'organisation humanitaire est le premier document publié qui répond à la question de savoir si les fuites massives du Kosovo sont dues à la police serbe ou aux bombardements de l'OTAN.

« *Les gens ne fuient pas les conséquences du conflit armé*

mais sont forcés à quitter leurs villages sous peine de mort » a déclaré Mr Biberson.

« *Notre enquête dans le camp de Rozaje au Monténégro montre que 91 % des 1 537 personnes interrogées ont quitté le pays uniquement parce qu'ils étaient menacés ou attaqués. Il ont été expulsés d'une cinquantaine de villages autour de Pec et d'Istok.* »

Le rapport montre que la population d'origine albanaise du Kosovo a été soumise à des fouilles au corps par la police serbe et systématiquement dépouillée de tous ses papiers d'identité, incluant les certificats de mariage et les titres de propriété - une indication que les forces serbes faisaient tout pour qu'ils ne reviennent jamais. L'organisation a publié plusieurs récits prouvant que la violence et les meurtres sont partie intégrante d'un plan destiné à répandre la terreur et punir les gens qui refusent d'obéir aux ordres de déportation. Les forces serbes y sont décrites se déplaçant de maison en maison, tuant le bétail, lançant des grenades et incendiant les maisons.

Estimant qu'environ 13 % de tous les hommes entre 15 et 55 ans sont portés disparus, Médecins Sans Frontières affirme que la moitié des récits recueillis auprès des réfugiés dans les camps font référence à des meurtres, dont des mitraillages de colonnes de réfugiés et des exécutions de déportés âgés et handicapés qui ne pouvaient plus marcher. Parmi ces nombreux témoignages on trouve le récit de l'attaque par les Serbes du village de Kladernica qui a commencé avec des troupes lançant des grenades. Un millier de personnes ont trouvé refuge dans l'école où les hommes et les femmes ont été séparés.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 30 avril 1999 (en français).

Extrait :

KOSOVO (Graziella Godain, Stéphan Oberreit, Jean-Hervé Bradol)

Ph. Biberson introduit la présentation en rappelant que, le jour de la précédente réunion du CA, les premiers bombardements de l'OTAN venaient à peine de débuter. Tout ce qui s'est produit depuis cinq semaines est considérable, dramatique et difficile à résumer. La déportation de centaines de milliers d'habitants du Kosovo est sans doute ce qui domine, sur le plan humain, et aujourd'hui même MSF a publié un rapport de témoignages individuels recueillis auprès des réfugiés kosovars et une enquête de type épidémiologique, décrivant le processus de déportation. Jeroen, absent à la réunion de ce soir, a fait passer un message qui insiste pour que le terme « déporté » soit utilisé exclusivement (document en annexe).

[...] P. Biberson : « *Je suis sensible à cette dénonciation de ce qui serait un complexe de supériorité, j'en redoute également l'apparition. Mais aujourd'hui nous avons sorti un gros dossier qui fait la une de Libération et qui a été bien relayé par les médias ; on y relate à travers des témoignages recueillis, l'histoire d'une déportation qui dit bien l'implication des équipes.* »

C. Voltaire : « *C'est du travail impeccable, on est loin de*

l'émotionnel et on peut faire autre chose que de s'indigner. L'accent est porté sur ce que représente la perte de l'identité des gens et d'un peuple, ça me semble le message essentiel.»



Lettre de Jeroen Jansen, membre du conseil d'administration de MSF France au conseil d'administration de MSF France, 20 avril 1999 (en anglais).

Déportés du Kosovo

Depuis plusieurs semaines, nous assistons à l'expulsion du Kosovo d'une population entière d'1, 8 million de personnes. Les Kosovars albanais sont systématiquement déportés. Les soldats serbes et les policiers frappent aux portes et ordonnent aux gens de quitter leurs maisons et leurs fermes. Les papiers d'identité et les autres documents sont systématiquement pris aux gens. Les jeunes hommes sont séparés des femmes et des enfants auxquels on ordonne de partir immédiatement. Les maisons sont incendiées. Le sort des hommes reste inconnu mais il est à craindre qu'ils soient assassinés. Cette tactique est appliquée maison après maison, vallée après vallée, région après région. Par milliers les expulsés traversent les frontières vers la Macédoine, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. Certains ont marché pendant des semaines et sont complètement épuisés. Ils rapportent des atrocités comme les massacres de masse, des viols, des mutilations physiques et d'autres crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ce processus s'appelle «épuration ethnique».

Les plus chanceux trouvent refuge dans les pays voisins où les déportés sont accueillis comme réfugiés. Dans le contexte du Kosovo les mots «nettoyage ethnique» et «réfugiés» sont trompeurs. Ils déguisent la nature réelle et l'ampleur des événements. Le nettoyage ethnique est juste un mot pour parler de crime de masse et déportation. Et un réfugié n'est pas un député. Le terme de réfugié implique quel personne garde encore plus ou moins une liberté individuelle de choix, alors que les déportés sont chassés sans ménagements. C'est précisément cette notion de choix, actuellement absente du Kosovo, qui donne à cette affaire un caractère émotionnel et rationnel différent. Nous et (nos) politiciens ressentons, pensons et agissons différemment lorsque nous sommes confrontés aux crimes de masse ou à la déportation de 90 % de la population du Kosovo plutôt qu'à une autre crise avec des réfugiés. La déportation fait référence à l'obligation morale et légale de la communauté internationale d'intervenir. Refuser de parler de déportés, revient à justifier, à un certain degré, l'actuelle politique d'inertie. Cela revient également à couvrir les violations des droits de l'homme les plus méprisables et les plus infâmes. Bernard Kouchner et Emma Bonino, entre autres, ont déjà pris une position plus honnête en instituant le statut de déporté. Au delà de son action humanitaire MSF devrait aussi se préoccuper du contexte. MSF doit cesser d'alimenter la confusion qui anime la rhétorique politique et comme «témoin» s'en tenir aux faits.

Les personnes expulsées du Kosovo sont des déportés. D'un point de vue moral, les déportés ont besoin d'une assistance et d'une protection plus étroites et plus importantes que des réfugiés «ordinaires».



Nous suivons de près les informations qui remontent du terrain, nous commençons à appeler quelques journalistes pour leur dire qu'un travail est en cours.

En fait les liens se font plus naturellement avec Libération parce que Marc Sémo, le chef du service de politique étrangère est très intéressé par les sources indépendantes. Il a déjà appelé Graziela [Godain, adjointe au responsable de programme MSF France] et demandé : «quelles sont les informations qui vous remontent du terrain ? Nous, nous n'arrivons pas à y voir clair.» Graziela m'a demandé de le tenir au courant. Quand j'ai le rapport finalisé en main je le rappelle : «Maintenant, nous pouvons parler de la publication de ce rapport.» Il n'y a pas beaucoup de choix dans la presse quotidienne en France. Nous travaillions essentiellement avec le Monde et avec Libération. Libération s'était dit très intéressé. Nous avons des liens assez forts avec eux qui dataient de la Bosnie, et nous les sentions bien sur le Kosovo. Donc nous avons travaillé avec eux. Mais ça aurait très bien pu se faire avec le Monde. En fait à chaque grosse étape de prise de parole de MSF, nous choisissons si nous allions nous exprimer dans le Monde ou dans Libération. Ce n'est pas de la très grande stratégie. Là, c'était un peu : «Nous l'avons fait avec le Monde en 1998, donc nous allons le faire avec Libération en 1999 !» C'est aussi parce que Marc Sémo dit qu'il accordera une place très importante à ce rapport. Or nous n'avons pas du tout perçu cette intention du côté du Monde. Le jeudi matin, je le rencontre avec le président et le directeur des opérations. Et là nous discutons vraiment de choses très pratiques. Il nous dit que depuis un moment, il est à la recherche d'informations venant d'ailleurs que du quartier général de l'OTAN, et qu'il n'a pas les équipes sur le terrain pour faire un travail d'enquête aussi complet. Il nous dit très vite qu'il lui accordera une place privilégiée. C'est vraiment un des spécialistes des Balkans et de l'Europe orientale à Libération. Au journal, c'est lui qui a de l'influence sur le sujet du Kosovo. Et quand il rentre l'après-midi à la rédaction en disant : «MSF vient de sortir un rapport qui est vraiment bien», sa rédaction en chef le suit et le lendemain le rapport est à la une. C'est toujours mieux de faire sortir une information dans une semaine d'activité médiatique, car pendant un week-end, les gens sont partis. Sémo est sûr de pouvoir convaincre sa rédaction le jour-même, mais plus sûr du tout de ce qui va se passer dans le week-end. Il ne peut donc pas garantir une parution d'importance pour la semaine suivante. Donc ça sort le vendredi, juste avant le long week-end du 1^{er} mai. Pour lui, le nombre d'histoires individuelles est significatif. Il est très intéressé par l'aspect quantitatif de toute l'étude épidémiologique. Comme la plus grande partie du public, il considère l'épidémiologie comme irréfutable. Elle est réalisée par des scientifiques donc c'est sérieux. Ce n'est pas toujours le cas des organisations humanitaires, qui font

beaucoup de témoignages un peu à tous vents. Mais dès qu'il y a un peu de garantie médicale et scientifique derrière, tout de suite ça donne de l'importance. Sémo peut pratiquement reprendre les trois pages d'introduction du rapport. J'ai travaillé sur plusieurs autres rapports de MSF. A chaque fois ce qui est vraiment pensé, c'est l'analyse. En général ça peut presque être repris comme un éditorial. Celui-là est beaucoup travaillé par l'équipe, qui réalise un véritable effort de concision, d'écriture. Sémo s'intéresse aux conclusions et aux recommandations. En fait, il construit un peu son dossier comme le rapport MSF : dans son papier d'ouverture, il reprend beaucoup des termes de l'analyse produite par MSF, et ensuite il illustre par une dizaine de témoignages qu'il choisit dans le rapport. Libération met l'accent sur la source, donc sur MSF qui pour eux est une source en général plutôt solide. Ce n'est ni une source militaire ni une source journalistique, ni une source kosovare ou serbe, c'est une organisation humanitaire qui a fait ce travail-là. Ça s'appelle «le rapport des humanitaires».

Bénédicte Jeannerod, chargée de communication
MSF France (en français).

 A l'époque, je pense qu'il s'agit de la première confirmation un peu construite de toute une série d'hypothèses sur cette guerre-là, sur ses conséquences pour les civils. C'est tout son intérêt. Auparavant, je n'ai vu passer que des bouts de récits fragmentaires, des interviews réalisées ici et là par des journalistes. Je ne regrette pas du tout qu'on ait fait ce travail parce que je trouve que cette information-là est mieux construite avec plus de rigueur. Donc je suis convaincu de la valeur de l'information, de sa solidité et de la façon dont elle est construite en comparaison avec ce qui se produit ailleurs. Je suis aussi convaincu que ces conclusions sont tellement peu originales qu'elles ne vont pas intéresser grand monde. En effet, à ce moment-là, tout le monde disait que les gens avaient été déportés. Finalement on dit ce que les journalistes n'arrêtaient pas de dire depuis déjà plusieurs semaines. Mais Bénédicte nous affirme : «Si, si ! ça intéresse énormément Libération, justement parce que tout le monde a dit tout un tas de choses sans qu'on sache sur quelles bases elles reposaient, et le journaliste de Libération est très content de voir une information un peu confirmée. Il est intéressé pour la publier.» A ce moment-là, je trouve que c'est une bonne opportunité et je pousse à ce qu'elle soit publiée le plus vite possible dans Libération. Libération s'en est emparé pour meubler son propre vide. Ils cherchaient quelque chose à dire. Donc le rapport tombait à point.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations,
MSF France (en français).

Le jour-même, lors de sa conférence de presse quotidienne, le porte-parole de l'OTAN attire l'attention des journalistes sur le rapport de MSF, qui selon lui prouve le caractère organisé de la déportation des Kosovars. Au sein de MSF, des critiques commencent alors à être émises sur la pertinence de la publication du rapport : il n'apporterait aucune information nouvelle, en particulier sur les faits de «déportation», qui seraient déjà connus de tous. En outre, il participerait à justifier l'intervention de l'OTAN.

L'équipe de MSF au Monténégro invoque également des problèmes de sécurité. Pour leur part, les chargés de communication de MSF Etats-Unis et MSF Royaume-uni émettent des réserves sur les modalités de diffusion des rapports.



«Le rôle de l'OTAN au Kosovo.» **Conférence de presse** Dr Jamie Shea et brigadier général Giuseppe Marani, 30 avril 1999 (en anglais).

Extrait :

Aujourd'hui un rapport important a été publié à Paris par Médecins Sans Frontières, et j'aimerais attirer votre attention sur ce rapport parce qu'il s'agit probablement de l'analyse la plus systématique de ce que vivent les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo. Il n'est pas seulement basé sur un certain nombre de récits et de témoignages de réfugiés, mais représente la première analyse systématique d'une seule communauté kosovare du village de Rosaje qui est maintenant au Monténégro et Médecins Sans Frontières les a interviewés, 1537 d'entre eux, ce qui représente 201 familles. Et d'après le rapport publié aujourd'hui à Paris, il apparaît que 13 % des hommes entre 15 et 55 ans sont portés disparus. Tous les réfugiés, pratiquement sans exception, rapportent avoir éprouvé terreur et intimidation aux mains des forces serbes. 45,8 % de ces réfugiés du même village ont eu leurs papiers d'identité confisqués, ce qui non seulement détruit leur identité individuelle mais aussi rend la tâche des organisations de secours internationales beaucoup plus compliquée pour essayer de réunir les familles.

Ce rapport montre également, à nouveau sous forme d'un mélange de témoignages de première main et d'analyse systématique qu'une grande partie de ces exactions fait partie d'un plan préparé à l'avance, que le processus d'intimidation, de pillage des maisons, d'expulsion des gens à la pointe du fusil est la première cause directe de la fuite.



«Publication du rapport de témoignages.» **Courriel** de Kris Torgeson, chargée de communication MSF Etats-Unis, 3 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Je félicite vraiment MSF-France pour avoir rassemblé et publié *Histoires d'une déportation* et pour avoir produit une

version en anglais aussi rapidement. Mais j'ai quelques suggestions à faire sur la façon dont un rapport de cette valeur devrait être diffusé à l'international pour être plus efficace la prochaine fois :

1. Inclure un délai d'embargo pour la presse (heure GMT) qui soit d'au moins un ou deux jours après que le rapport soit effectivement disponible en français et en anglais. Pour un rapport de cette longueur, cela donnerait aux 19 bureaux MSF le temps de le traduire (ou au moins certains extraits) dans la langue et le style local, d'avertir les journalistes et de le leur distribuer. Cela donne aussi aux journalistes et aux éditorialistes le temps de le lire, de faire des interviews et de le couvrir de façon plus détaillée. Je ne pense pas qu'un délai supplémentaire de un ou deux jours aurait été très grave et la capacité d'utiliser le document pour témoigner plus largement aurait été plus importante. Comme il a été diffusé de Paris et donné aux journalistes français le jour même où il a été disponible en anglais, il n'y avait pas moyen pour notre bureau de prendre le temps de le diffuser largement ici le jour de sa publication. Un document de 40 pages ne peut pas être faxé à des journalistes. Aux Etats-Unis beaucoup de nos journalistes-clés sont basés dans des villes différentes et il faut pouvoir leur garantir une livraison postale de nuit. Nous n'avons pas été capables de le peaufiner, de l'imprimer, d'en faire des copies et de le distribuer à tous les journalistes intéressés avant lundi.
2. Joindre un communiqué de presse international qui peut servir de papier d'introduction au rapport. Il doit donner rapidement aux journalistes (et à nous) les points-clés, les statistiques, les conclusions, et les recommandations. Tous les journalistes n'ont pas le temps de lire l'entièreté du rapport et ce moyen permet également d'aider à les guider dans le sens du message que le rapport cherche à faire passer. Des rapports de cette importance ne sont pas publiés par MSF tous les jours. Nous devons donc obtenir le maximum d'impact médiatique et politique en formulant une stratégie de publication prudente. Ceci dit, nous apprécions vraiment tout le dur travail qui a permis de produire ce rapport. Je pense que nous serons en mesure de l'utiliser pour travailler avec la presse pendant un certain temps.

«*Re : Publication du rapport de témoignages*» **Courriel** de Nathan Ford, Polly Markandia chargés de communication de MSF Royaume-uni, 3 mai 1999 (en anglais).

Nous sommes d'accord avec Kris sur tous les points. Il s'agit d'un bon document qui aurait pu avoir un impact plus important. Ici il a été repris par un journaliste du *Guardian* qui avait assisté à la conférence de presse à Paris, vendredi. Il lui ont accordé presque une demi-page ce qui révèle l'importance du rapport, mais de sucroit :

- 1) nous avons été cités comme «l'organisation humanitaire des *French doctors*, Médecins Sans Frontières»
- 2) hier, c'était la nouvelle du jour pour tous les journalistes.

Bien sûr, nous sommes aussi d'accord avec l'appréciation de Kris au sujet de l'énorme travail fourni pour produire ce rapport utile.

Polly et Nathan.



Vincent Brown, d'Epicentre, avait fait une enquête épidémiologique au Monténégro et je trouvais cela intéressant. Je me souviens en avoir discuté avec lui. Je lui avais signalé des lacunes dans cette enquête. Puis Graziella nous a annoncé que le rapport serait publié. François [Calas], le coordinateur et moi-même nous étions plutôt contre. Nous n'avions aucune idée de l'ambiance en France autour de cette histoire, de ce que disaient les journaux. Notre horizon c'était le Monténégro. Nous ne savions rien de ce qui se passait en Albanie avec les autres sections. Nous n'avions donc pas du tout de vision globale de la crise. Nous étions branchés Monténégro avec les problèmes du Monténégro. Et surtout nous étions dans le pays de l'ennemi, mais chez les alliés, donc avec de gros problèmes d'insécurité. Une étincelle et tout pouvait s'embraser. Les communautés pouvaient très bien se monter les unes contre les autres. Les pros-serbes qui étaient dans tout le Nord du pays pouvaient très bien débarquer et décider de tuer des Albanais et ceux qui les aidaient aussi. L'ambiance était électrique. Nous traversions des zones où c'était hyper tendu. Nous avons l'impression de vivre sous une chape de plomb. Mais nous n'avons aucun indice sur ce que ressentaient vraiment les gens vis à vis de MSF puisque les autorités nationales monténégrines nous soutenaient. Donc nous ne savions pas ce que nous risquions vraiment. Nous avons une appréhension assez faible du contexte. Nous lisions ce que publiait la presse proserbe. J'allais rencontrer des politiques, des responsables de partis des intellectuels, des universitaires pour essayer un peu de sentir le climat. En fait, il existait un ressentiment assez grand de la part des Monténégrins, qui disaient qu'ils prenaient des risques pour les Kosovars et que personne ne les aidait : «c'est injuste. Nous avons le courage de nous opposer aux autorités fédérales alors que l'armée est chez nous, nous prenons réellement des risques et ce qui vous intéresse c'est d'aider les Albanais ! Vous ne voulez pas fournir de médicaments ou de matériel à nos hôpitaux...»

De plus, en tant que membre de la Fédération yougoslave, le Monténégro était aussi soumis au boycott international. Les autorités monténégrines assumaient de nous tolérer, prenant ainsi des risques, en particulier celui que l'armée fédérale décide de prendre les rênes au Monténégro. Et nous, non seulement nous n'aidions pas leur population mais en plus avec ce rapport nous nous servions de leur territoire pour faire de la propagande anti Milosevic, alors qu'eux mêmes étaient déjà dans une position délicate dans cette histoire. Il y avait un risque qu'ils ne le prennent pas très bien. De plus, nous avons l'impression que ce qui se passait au Kosovo était connu en Europe et aux Etats Unis, que le rapport donnait des chiffres, mais qu'il n'apportait rien, que nous ne faisons que « hurler avec les loups ». Nous ne comprenions pas bien la logique de MSF de vouloir témoigner sur ce qui se passait au Kosovo, dans la mesure où la réaction internationale était déjà enclenchée. Donc, nous avons envoyé des courriels pour dire que nous ne comprenions pas la plus-value de ce rapport mais qu'en revanche nous en voyions bien les inconvénients. Nous ne nous sommes pas trompé sur la plus-value, nous

nous sommes trompé sur les inconvénients. En effet, bizarrement, la publication de ce rapport nous a plutôt conforté vis à vis des autorités. Les autorités monténégrines ne se sont pas offusquées du fait que nous ne les avions pas prévenues de la publication. Le jour où il est sorti, dans les rues les Albanais nous applaudissaient et nous n'avons pas eu de problème particulier. Et lors de sa visite, le directeur des opérations a rencontré le premier ministre, et le ministre de la santé qui lui ont dit : « bravo ! nous aimerions bien faire ce genre de rapport. »

Virginie Raisson, adjointe au coordinateur MSF France au Monténégro, avril - mai 1999 (en français).

Quand le rapport est sorti avec comme principal argument, « ce sont des déportés » je me suis dit : « ça, je pouvais le dire dès le premier jour. Je crois qu'on commence à jouer avec les mots. » Je veux bien faire une revue de la presse avant la sortie du rapport. Les gens parlaient déjà de déportés, ça se disait. Un prêtre italien, au sud de l'Albanie m'avait dit : « ces gens-là ne sont pas des réfugiés, ce sont des déportés. » De toute façon, même cette rectification sémiologique n'avait pas d'intérêt. Franchement, que croyait-on ? Que les Kosovars fuyaient les frappes ? Nous avons plutôt fait la propagande de l'OTAN que celle de Milosevic !

Dr. Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique (en français).

Nous avons été pris au piège avec nos enquêtes, tout notre discours qui en fait apportait de l'eau au moulin à ceux qui voulaient dire qu'il y avait des exactions et les multiplier par cent. Après la sortie du rapport, j'entendais à la radio ou je lisais dans les journaux français : « MSF parle de plusieurs centaines de milliers de morts ». Or ce n'était pas cela que nous disions. Mais c'est cela qui est resté. Finalement, il n'y a pas eu un nombre de morts très important contrairement à ce que certains craignaient. Le mot déportation n'a pas fait tant de débat que cela alors qu'il est connoté. Nous n'avons pas parlé d'évacuation ou d'expulsion ou d'épuration, mais de déportation. Nous ne nous attendions pas à ce que cela fasse la première page des journaux le lendemain et renforce le discours des politiques sur la guerre humanitaire. On peut dire rétrospectivement que nous ne nous sommes pas assez distancié de l'OTAN. Est ce que nous nous y sommes mal pris ? Est ce que nous avons mal fait ? De toute façon il n'y avait pas d'espace. Avec notre fameuse volonté d'indépendance, qui a été encore renforcée par la suite, comment se fait-il que nous n'ayons pas réussi à suffisamment nous distancier ? Cette question nous nous la sommes posée en temps réel, au moment où nous avons publié le document sur la déportation, et finalement nous n'y avons pas répondu dans le sens

que nous souhaitions : montrer que nous étions neutres parmi les parties au conflit.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).

A quoi jouons-nous et qui renforçons-nous lorsque nous parlons ? Il y avait, à juste titre, une telle dynamique de recherche de preuves de l'agression yougoslave que ces preuves ne manquaient pas. Ça n'entame pas la valeur du travail mais ça pose des questions : sur quoi devrions-nous nous concentrer ? Est-ce que c'était bien utile de faire ce travail ? Qu'est-ce qu'il a ajouté au tableau général ? Je ne suis pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle il n'y avait pas de qualification des déportations. Il y avait forcément énormément de couverture de presse. Pendant cette période-là, un de mes amis était responsable pour une chaîne de télévision britannique de tous les films sur le Kosovo et il était tout le temps sur les frontières. Ils ont fait deux films qui ont été primés. Ce qu'ils prouvaient, c'était exactement ça : le caractère systématique des déportations. Ils ont mis en avant les crimes et les assassinats, en montrant qu'il s'agissait d'une politique de terreur pour pousser les gens à l'exode. Ce que je dis est extrêmement subjectif parce que mes amis n'arrêtaient pas de parler de ça. Il a fallu à peu près un mois avant que ces deux films sortent. Ils ont eu beaucoup d'impact en Angleterre. La question de la nature de la répression n'était même pas à soulever. Les va-t-en guerre disaient qu'on tuait beaucoup de gens mais au Parlement, il y avait beaucoup de voix qui s'élevaient pour injecter un peu de raison là-dedans en disant : « nous n'avons pas les preuves... » Vu du Royaume-uni, je ne trouvais pas que tenir cette position était d'une importance capitale. Je suis sûre que nous avons publié ce communiqué de presse mais je ne crois pas que ça ait eu un impact très grand.

Anne-Marie Huby, directrice générale MSF Royaume-uni (en français).

Peut-être avons-nous encore une fois sous-estimé les possibles abus dans l'utilisation du mot déportation. On peut être conscient de ce qui se passe, mais ce n'est pas une raison pour utiliser le terme déportation. Quand j'ai interviewé les gens, ils voulaient me parler, pour que le monde entier soit informé. A partir du moment où on se lance dans ces entretiens, on a l'obligation de les utiliser, vis-à-vis des réfugiés ou des victimes. Et ne pas parler de déportation parce que cela pourrait être utilisé par l'OTAN... De toute façon cela pouvait être utilisé aussi par l'autre partie pour dire « vous voyez, il ne s'agit pas d'une déportation. »

Katrien Coppens, département des affaires humanitaires de MSF Hollande (en anglais).

Je parlais en vacances. Et dans l'avion, on nous distribue Libération et je vois MSF à la une. Je me souviens que la première chose que j'ai ressentie c'est de l'incompréhension. Qu'est ce que ce rapport fait dans le public ? Mais cette incompréhension était mêlée à la satisfaction de voir MSF sous les feux médiatiques. C'était une espèce de mélange entre la satisfaction de la publicité et puis autre chose. Je n'y voyais pas de danger particulier, immédiat. Je ne crois pas avoir jamais considéré les problèmes d'expression, de positionnement de MSF sous l'angle du risque, de la sécurité. Sous celui d'une possible instrumentalisation politique, oui, mais sans danger immédiat - l'éventuel marquage ultérieur de la position de MSF par rapport à l'OTAN, aux Etats-Unis ça c'est autre chose - donc d'une certaine manière, cela peut aussi expliquer que je n'ai pas vu la moindre urgence. J'étais en vacances, loin. Les choses étaient faites. Je ne voyais pas de scandale. J'étais simplement en désaccord. Quand je suis rentré c'était déjà passé. Je me souviens que Jamie Shea a ou aurait utilisé le rapport de MSF. Cela fait partie du jeu. Si on s'exprime, on court toujours le risque d'être repris. Il faut l'accepter. C'est le risque de l'action publique. La question qui me posait problème c'était : « pourquoi en parlions-nous publiquement ? » Ma critique c'était qu'il faut ménager sa parole pour lui donner sa valeur, et à trop parler on dévalue la force de son expression publique. C'était le seul problème. Pour le reste, qu'on fasse le jeu de l'OTAN ou de Milosevic, contrairement à d'autres, cela n'avait pour moi aucune importance. La publication de ce rapport, je trouvais simplement que c'était de la parole inutile pas de la parole scandaleuse. Les engueulades ont eu lieu bien après. C'est devenu très chaud parce que j'ai entendu dans une réunion présenter ce rapport comme un exemple positif, quelque chose qu'il fallait savoir reproduire. Là, du coup j'ai critiqué.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français)

A l'époque, il n'y a aucun article dans la presse qui parle de la déportation des gens. On parle de nettoyage ethnique. Or ce n'est pas un nettoyage ethnique. Le nombre de cadavres trouvés par le Tribunal pénal pour l'Ex-Yougoslavie par la suite le prouve : il n'y a pas tant de morts que cela, comparé à certains villages en Bosnie-Herzégovine. Le taux de mortalité rétrospective qui apparaît n'est pas énorme : 1.2 c'est un taux de mortalité de début d'urgence (l'urgence c'est 2). Il s'agit d'une déportation émaillée de massacres, de violences. Dans le document nous réussissons bien à le montrer. La violence a lieu quand les gens refusent de partir au premier ordre ou quand ils s'éloignent de leur maison parce qu'on leur a donné l'ordre de partir et qu'ils vont se cacher dans les forêts. Lorsqu'ils reviennent, ils sont surpris par les milices, c'est fini. Ou alors pour forcer les gens à partir, on arrive dans le village, on les rassemble, on leur dit : « vous avez une heure pour partir

sinon on en tue trois. » La méthode est la même que celle que j'ai connue en Bosnie et en Tchétchénie. Ils ont reçu la même formation. Après la sortie du rapport, nous donnons énormément d'interviews. La plupart du temps, les journalistes ne retiennent pas notre analyse. Ils veulent juste que nous racontions l'histoire de la petite mémé chassée de sa maison. Pourtant ils peuvent tous obtenir facilement des témoignages individuels de ce genre, ils en récoltent dix fois plus que nous. Il nous paraît donc important à Françoise [Saulnier, responsable juridique de MSF] et à moi, de mettre un mot sur la réalité de ce qui se passe au-delà des délires des journalistes. Et puis, je crois que c'est le lendemain ou le surlendemain, au cours de sa conférence de presse quotidienne, Jamie Shea dit que l'OTAN est satisfait par le rapport de MSF qui montre enfin la vérité. C'est l'année des 50 ans de l'OTAN, ils mènent une propagande monstrueuse. Donc bien évidemment leur armada d'attachés de presse s'est saisie du rapport et va en faire sa propre sauce.

Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France (en français).

En fait, c'est assez courant qu'une publication qui a un gros poids médiatique déclenche ensuite un débat en interne. Le directeur de la communication [de MSF France] de l'époque dit que ce rapport n'apporte rien, qu'il enfonce le clou sur quelque chose qu'on voit à longueur de journée à la télévision : des centaines de milliers de gens qui arrivent du Kosovo. Pour moi, le rapport apporte juste la qualification. C'est à partir d'une description méticuleuse de ce qui se passe sur le terrain que nous pouvons produire cette analyse, montrer que les gens ne sont pas partis de leur propre fait mais à cause de la politique de déplacements forcés. Jusqu'à la publication de ce rapport, il est dit qu'il y a des déplacements massifs de population. Mais on n'a pas encore parlé du fait que les gens ont été poussés en dehors de chez eux et qu'il y a une volonté de vider le Kosovo de sa population albanaise en détruisant les papiers d'identité, en séparant les hommes et les femmes, en détruisant les maisons. Donc, les journalistes qui travaillent sur la région ont la très forte intuition de ce qu'est ce processus et notre rapport vient renforcer des convictions qu'ils ont déjà. Mais jusqu'ici, il n'y a pas de sources d'information qui se soit penché sur la description méticuleuse des faits. Moi je pense que c'est ça la valeur ajoutée du rapport.

Bénédicte Jeannerod, chargée de communication MSF France (en français).

Avec ce rapport nous sommes tombés dans l'erreur dont nous souhaitons nous prémunir. Nous avons une autre préoccupation : le rôle de l'OTAN dans les secours et le concept de guerre humanitaire. Et au lieu de

faire correctement notre communication sur la place du HCR et de contrer la propagande sur la guerre humanitaire, nous avons forcé ce rapport qui grosso modo entrainait en résonance avec la propagande de l'OTAN. Toutefois, quand on analyse toutes les polémiques de l'après guerre sur le nombre de morts, on s'aperçoit que notre rapport indiquait déjà une évaluation très proche de la réalité confirmée. Sur le nombre de viols nous avons été extrêmement prudents. Nous avons écrit que dans les circonstances où nous avons mené l'enquête, nous ne pouvions pas tirer cette affaire-là au clair. Donc moi rétrospectivement, je trouve que sa valeur informative est encore plus nette. Mais par rapport aux questions que nous avons à traiter en termes de prise de position, nous avons privilégié celle-là à ce moment-là et je pense que c'est un mauvais choix. Il aurait mieux valu traiter les deux autres correctement, et se dire que celle-là [la déportation], à partir du moment où elle ne modifiait pas grand-chose à la perception que les gens avaient de l'événement, il n'était pas du tout essentiel qu'elle ait autant de retentissement public. Et là je suis autocritique : j'ai mal apprécié les priorités en termes de prise de position. Je pense qu'on n'aurait peut-être pas réussi mais on aurait pu essayer de dire les choses autrement, de mieux prendre en compte la dimension politique. Mais ce n'est pas facile, cela reste la part difficile de notre travail. Sur le Kosovo, la communication publique je l'ai vécue globalement comme un échec. Mais j'en ai tiré des leçons. Après 1999, cela a beaucoup joué dans mon hostilité à l'approche « droits de l'homme » pour ce type de crises. Je l'ai certainement exprimé de manière maladroite, je veux bien le reconnaître, mais cette hostilité était fondée sur une expérience comme celle là. C'est un des éléments qui nous faisait glisser. L'année suivant la crise du Kosovo, nous avons eu un débat à l'assemblée générale au cours duquel j'ai défendu le maintien du principe de neutralité. Mais j'ai aussi appris à ne plus utiliser la neutralité comme point de repère pour raisonner.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations,
MSF France (en français).

 C'était la première fois qu'un travail rigoureux de documentation des violences émanait d'une organisation civile et indépendante. A l'époque nous étions tous complètement prisonniers des informations qui venaient de l'OTAN. Il n'y avait plus aucune organisation présente à l'intérieur du Kosovo et les médias étaient peu rigoureux. Je n'ai pas souvenir d'avoir lu des informations vraiment précises de grands reporters ou de correspondants de guerre qui étaient à l'intérieur du Kosovo au moment des bombardements. En fait, les médias relayaient les informations sur les violence diffusées par l'OTAN, parfois d'ailleurs avec distance et en critiquant. A l'époque, on était dans le tout militaire et dans une ambiance de propagande totale, et ce rapport a été un premier espace, une première brèche vers une information plus juste sur ce qui se passait. L'impact médiatique du document nous fait aussi un peu oublier que malgré tout, ce qu'il décrit est bien en-deçà de

ce qui était décrit jusque-là par l'OTAN. Bien sûr, c'est grave. Nous parlons d'une déportation, nous expliquons que certaines personnes ont été exécutées. Mais globalement, ce que décrit le document MSF est bien en deçà des violences rapportées par l'OTAN. La possibilité d'une utilisation publique du document a été très clairement annoncée. Tout le monde était au courant et personne ne s'est élevé contre. Nous n'avons pas du tout imaginé que le document que nous allions rendre public aurait cet impact dans les médias. Il a fait l'ouverture des journaux télévisés de 13h et de 20h sur une chaîne nationale. Je crois que le lendemain ou le surlendemain, dans son briefing quotidien, le porte-parole de l'OTAN a cité explicitement le rapport de MSF. Pour une organisation qui est extrêmement soucieuse de son indépendance, quasi obsessionnelle dans sa volonté de limiter au maximum son instrumentalisation, cet événement a probablement contribué à faire prendre conscience que toute prise de parole publique peut être récupérée par un des belligérants. Je ne me souviens pas précisément quand ont commencé les critiques mais je me souviens qu'elles ont porté sur deux choses. Elles ont porté d'une part sur la qualification et le qualificatif de déportation qui n'avait pas du tout été questionné ou critiqué ou mis en débat au moment de la présentation du draft aux responsables des opérations, aux directeurs des opérations et aux directeurs généraux. Et puis, le deuxième élément de critique portait sur l'instrumentalisation du document par l'OTAN. Sur l'instrumentalisation, mon sentiment personnel, c'est qu'à partir du moment où on prend la parole, on peut se faire récupérer. Ça fait partie des risques inhérents à la communication publique de MSF. Zéro instrumentalisation, c'est complètement impossible ou alors il faut que nous nous arrêtons de parler. Nous nous condamnons au silence total. Le débat sur les qualifications est un débat beaucoup plus pertinent. Est-ce que MSF doit qualifier juridiquement des situations de violences ? Sur le cas du Kosovo, si c'était à refaire, je réutiliserais le qualificatif de déportation. En effet je trouve que la qualification juridique a permis de clarifier et d'éclairer la situation politique. Et puis nous avons dit clairement que ces mouvements de population n'étaient pas le résultat de combats mais bien l'objectif militaire même des forces armées serbes, donc de l'armée yougoslave, la police et les troupes paramilitaires. C'est vraiment un exemple où la qualification juridique a permis d'éclairer la nature du conflit et des violences. Le terme « déportation » porte une charge symbolique liée au génocide des Juifs d'Europe. Mais la définition juridique internationale de la déportation est postérieure à ce génocide, puisque elle est définie en 1949 dans les conventions de Genève, donc, dans le droit humanitaire et ensuite, dans le statut de Rome de la convention internationale. Il n'y a pas de raison que le droit international reste prisonnier du génocide des Juifs d'Europe. A mon avis il fallait qu'on accepte de dépasser cette charge symbolique. Mais je suis beaucoup plus nuancé ou mesuré sur la pertinence et la nécessité de qualifier juridiquement les situations de violence. Dans certains cas c'est nécessaire. Ça permet de secouer un peu les responsables politiques aux niveaux national et international. Et puis, dans d'autres cas, c'est probablement beaucoup plus pertinent d'utiliser des mots

simples, du langage courant qui permettent de décrire précisément des violences, des villages brûlés, des viols.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF
(en français).

 Je ne me souviens pas de critiques sur le moment. Pas du tout. Elles sont venues deux ans après. Je suis très satisfait de la manière dont on s'est positionné, sur la base d'un rapport comme cela. Je suis même assez fier de cela. Nous étions à une époque à MSF où nous voulions beaucoup qualifier. Il y avait eu le génocide au Rwanda. Il y avait les activités des centres de recherche, de la fondation. Toutefois MSF est une association, pas un tribunal, ni une institution judiciaire. J'ai été impressionné par les interviews de Kosovars arrivant dans les trains de Pristina à Skopje, qui racontaient les rafles dans les trains, la destruction des papiers d'identité, ce processus de négation de l'identité des gens. Cela m'a beaucoup influencé sur l'histoire de la déportation, l'utilisation du qualificatif. Ce ne sont plus des allégations de journalistes, c'est un rapport fait sérieusement, le plus scientifiquement possible, qui regroupe une enquête épidémiologique d'Epicentre sur le type de violences que les gens ont connu lorsqu'ils ont fui, plus des regroupements de témoignages et en grand nombre, dans trois pays. Des gens qui sont réfugiés dans des pays différents et qui racontent la même histoire, le même jour, au même endroit... On ne peut pas dire qu'on a été manipulé. C'est tout cela mis ensemble qui nous amène à utiliser ce qualificatif de déportation. J'étais très content qu'on qualifie cela de déportation et donc de crime contre l'humanité. Cela change beaucoup de choses pour nous et notre manière d'évoluer dans cet endroit avec un régime en train de commettre ces exactions à ce moment là. Sans mettre les choses sur le même plan, c'est comme si nous allions négocier et accepter de travailler avec le régime dirigé par l'homme qui commet un génocide. Quand quelque chose comme cela est en train de se produire, il faut être prudent sur la manière d'aller travailler ou pas et d'évoluer dans cet endroit avec ces gens. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas un simple conflit.

Thierry Durand, directeur des opérations du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce
(en français).

 Nous avons réalisé un très bon travail de synthèse des informations que nous avons collectées. A cette époque-là nous savions que cela ferait le jeu de l'OTAN, nous avons eu le courage de le sortir, nous avons quand même dépassé cette réserve-là. Nous avons dit : « Tant pis, nous avons ces informations, nous n'en sommes pas propriétaires, c'est quand même la réalité historique, c'est une synthèse qui n'a pas encore été faite. » Tous ces

arguments-là, je les partageais complètement. Au bout du compte c'était un travail de qualité parce que c'est vrai qu'auparavant il n'y avait que des anecdotes et que nous, nous avons écrit une histoire, l'histoire d'une déportation. Ces données étaient entre nos mains, elles étaient cohérentes et racontaient une vraie déportation. Nous avons apporté quelque chose de nouveau et dans ce cas, il fallait le faire.

Dr. Philippe Biberson, président MSF France
(en français).

 Il est tout à fait légitime de mettre ce débat sur la table. Mais à mon avis il y a débat après la publication de ce rapport parce qu'à ce moment - là cela fait deux ans qu'il n'y a pas eu de prise de parole publique de MSF sur un certain nombre de situations. Depuis la crise des Grands Lacs, c'est vraiment « encéphalogramme plat » dans la maison. Donc, enfin, il s'est passé quelque chose ! A ce moment-là, je défends l'idée suivante : « qu'on soit récupéré ou pas récupéré, ce qu'on doit dire c'est ce dont on est sûrs, même si ça sert l'OTAN. » Nous ne devons pas nous empêcher de parler parce que nous allons dire quelque chose qui pour une partie, va dans le sens de l'OTAN. Je n'ai aucun état d'âme par rapport à ces questions-là, même par rapport à l'opinion publique, parce que vu l'usine à propagande que l'OTAN a mise en route, le fait que nous sortions un rapport en disant que les gens sont vraiment déportés, ne va pas renforcer ou affaiblir l'OTAN. L'OTAN n'a pas besoin de nous pour être fort ! Notre règle, la seule que nous nous imposons, c'est que quand nous avons une vérité nous ne la cachons pas.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français).

A posteriori, certains se demandent même s'il n'aurait pas fallu diffuser un communiqué pour démarquer la position de MSF de celle de l'OTAN.

 Simplement notre responsabilité était de regarder ce que cela avait donné. Comme toujours quand on parle, c'est utilisé par les uns et par les autres. La seule question que je me suis toujours posé dans ces cas-là, c'est : est-ce qu'on ne devrait pas envoyer des démentis ? Mais les démentis ne sont jamais repris. Nous nous disons que nous ne contrôlons pas la communication une fois qu'elle est lancée, mais avant de la lancer nous nous posons toujours la question : comment le message va-t-il être interprété ? Donc ce n'est pas vrai que nous ne faisons pas attention à la façon dont le message va être interprété au

moment nous le lançons. Nous en parlons à ce moment là. Donc nous sommes en droit après de regarder. Nous pouvons dire que les gens en faveur de la guerre et en plus pour des raisons humanitaires ont certainement utilisé une partie de ce que nous avons dit. Est ce que cela a été déterminant ou pas ? Personne ne peut le savoir. Mais nous y avons participé.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF (en français).

 Faire un démenti, cela aurait voulu dire que le contenu du rapport était faux. Ca n'aurait eu aucun sens. C'est une conception totalitaire de la prise de parole : non seulement nous fournissons des phrases, mais il faudrait aussi fournir le sens qui va avec ces phrases... A partir du moment où c'est dans l'espace public, nous pouvons tout au plus participer à des débats dans lesquels se trouvent repris ces rapports et ces positions. A ce moment-là, nous pouvons peut-être mettre au point. C'est d'ailleurs souhaitable, c'est aussi dans ce sens que nous nous exprimons publiquement. Mais de toute façon que l'OTAN reprenne à son compte ou à son usage nos rapports - exactement comme n'importe qui peut le faire, exactement comme des alter mondialistes d'extrême gauche peuvent reprendre aujourd'hui nos déclarations sur les médicaments ou sur les multinationales de la chimie - Cela n'a aucune importance. Cela peut nous ennuyer par certains aspects, mais cela ne doit jamais être pris en compte. L'exactitude et la rigueur de ce que nous disons, la raison pour laquelle nous le disons sur la place publique, sont les seules choses à prendre en compte. Ensuite, soit nous décidons définitivement de ne parler que par communiqué de dix lignes purement opérationnelles et nous ne serons effectivement jamais repris, donc jamais instrumentalisé, soit nous faisons le choix de nous exprimer de temps en temps sur la place publique. Et c'est non seulement inévitable mais souhaitable.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Les directeurs des opérations et responsables des programmes Kosovo des différentes sections MSF décident de continuer à collecter des récits auprès des réfugiés. Ils souhaitent pouvoir s'appuyer sur ces témoignages pour alerter le HCR et l'OTAN sur le manque de protection de ces derniers en Albanie, Macédoine et Monténégro. Il s'agit de compléter les données du rapport Kosovo : Histoires d'une déportation dont les conclusions/recommandations soulignaient déjà les dangers encourus par les réfugiés du fait de la mainmise de l'OTAN sur l'assistance humanitaire.



Compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations sur le Kosovo - 5 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

• Monténégro

Principaux problèmes :

La frontière est désormais fermée et seuls 20 à 25 réfugiés arrivent chaque jour.

Protection

Les réfugiés n'ont pas été enregistrés et n'ont donc pas de statut. La seule protection pour les réfugiés vient de la police monténégrine qui a posté du personnel à l'extérieur de chaque centre collectif et du dispensaire de MSF.

Il n'y a pas de chargé de protection officiel du HCR sur le terrain. Pas d'enregistrement par le HCR. Il n'y a pas de concentration sur la protection individuelle - seulement une surveillance générale de la situation.

Le CICR ne garantit pas la protection des patients blessés de guerre qu'ils soient référés à l'hôpital ou hébergés dans des locaux privés. Certains patients qui avaient été référés à l'hôpital (des hommes blessés par balle) ont été interrogés, d'autres ont disparu.

Le CICR dit ne pas vouloir prendre la responsabilité de la protection parce qu'il mène des négociations délicates pour rencontrer et que cela pourrait avoir un effet négatif sur le résultat.[...]

• Albanie

Principaux problèmes:

Protection : la protection des réfugiés est un problème depuis le début (pas d'enregistrement = pas de droits) et n'a jusqu'ici connu aucune amélioration. Le Nord (Kukes) avec moins de sécurité et la volonté des différentes parties (gouvernement, Nations unies, OTAN) pour déplacer les réfugiés.

Assistance : les réfugiés vivent dans des familles (voir le rapport de William Perea).

De plus en plus d'assistance délivrée directement par le gouvernement : agenda politique, limitation des compétences (petites ONG) sous couvert de l'aide humanitaire. Ceci est à ajouter à l'implication de l'OTAN .

Le rapport de William Perea :

William a donné brièvement ses impressions après avoir mené cette enquête sur les réfugiés hébergés dans des familles à Kukes.

En général les secours sont extrêmement désorganisés. Les réfugiés dans des familles d'accueil ne reçoivent pratiquement aucune aide et n'ont aucune information sur l'assistance qui pourrait leur être disponible. Ils n'ont toujours pas été enregistrés - chacun a une vague raison pour expliquer cette lacune : William trouve cela scandaleux, car il s'agit de la démarche préliminaire à toute assistance et les conditions pour la réaliser ne sont pas très difficiles.

D'importants volumes d'aide sont déversés sur Kukes, pourquoi ces réfugiés-là n'en bénéficient-ils pas ? Il est important d'analyser pourquoi l'aide ne leur parvient pas, qui est responsable ; mais en attendant, rien n'est entre-

pris. Il est temps d'agir et de ne plus attendre que l'analyse soit faite ou que les gens n'aient plus rien et soient forcés de partir vers le sud, par désespoir. [...]

Décisions

1. MSF Barcelone va lancer une mission en Albanie pour suivre l'affaire. Elle aura son propre chef de mission à Tirana.
2. MSF va demander à rencontrer régulièrement le HCR au sujet de l'assistance et de la protection pour les réfugiés du Monténégro, de Macédoine et d'Albanie. Chaque chef de mission doit documenter les améliorations des différentes recommandations faites par MSF ainsi que les lacunes persistantes ou nouvelles en matière d'assistance. Ces informations seront rassemblées et serviront de base de discussion avec le HCR.
3. MSF doit contacter le représentant de l'OTAN pour l'informer sur l'assistance aux réfugiés et les limites que nous nous donnons à nous-même dans la collaboration avec eux. Les contacts seront pris soit au niveau des terrains, soit au niveau des sièges.
4. MSF n'interviendra en Serbie que s'il est possible de le faire en accord avec ses principes.
5. Continuer à enregistrer des entretiens avec es réfugiés - mais pas nécessairement avec quelqu'un à plein temps. Deux objectifs principaux : 1- continuer à décrire la situation au Kosovo. 2 - décrire les conditions de vie et les droits dans les pays d'accueil.
6. A travers les différentes sections, documenter les situations des réfugiés kosovars dans d'autres pays européens. Fournir quelques recommandations partir des expériences passées de MSF (réfugiés de Kalovac, Srebrenica...).
7. Vincent [Janssens] a proposé un nouveau cadre pour diffuser l'information au sein de MSF (voir les remarques de Samantha [Bolton]). Il semble que tout le monde soit d'accord.
8. A discuter lors de la prochaine réunion des directeurs des opérations (14 mai) : position et prévision opérationnelle en cas de retour des réfugiés au Kosovo.



Recueil d'informations sur l'action humanitaire de l'OTAN/des contingents nationaux (assistance et protection) mai 1999 (en français).

L'objectif de ce recueil d'information est de documenter l'action de l'OTAN et des différents contingents militaires nationaux sur le plan humanitaire auprès des réfugiés du Kosovo.

Quel impact positif en terme d'efficacité et de rapidité ou de sécurité ?

Quel impact négatif en terme de coût, de marginalisation du HCR et de protection des réfugiés ?

1) Informations générales

Il serait important de pouvoir disposer des informations suivantes :

- Nombre de camps sous administration OTAN/ contingents nationaux : listing des camps gérés par l'OTAN ou par les contingents nationaux (nombre de réfugiés concernés)

- L'OTAN et les contingents nationaux apportent-ils une aide uniquement dans les camps ou également pour les réfugiés hébergés en famille d'accueil ?

- Proportion de réfugiés :

- * dans des camps,

- * dans des les familles,

- * dans des centres collectifs.

- Volume général de l'aide donnée par les militaires pour l'action humanitaire.

- Existe-t-il un budget séparé pour les actions militaires et les actions humanitaires réalisées par l'OTAN et les contingents nationaux ou cela est il confondu dans les budget ?

- Nature des financements des ONG travaillant dans les camps de réfugiés.

- Existe-t-il des structures de coordination de l'aide humanitaire ? Qui en assure le leadership ?

2) Les standards habituels de protection sont-ils respectés dans les camps de l'OTAN et des contingents nationaux.

Par exemple :

- Dans ces camps, les enregistrements ont-ils été fait ? Par qui ?

- Quels sont les critères sur lesquels se fondent les déplacements des réfugiés du nord vers le sud de l'Albanie/les évacuations des réfugiés de Macédoine vers des pays tiers (consentement, maintien de l'unité familial...)?

- Qui supervise ces déplacements et ces évacuations ?

- Existe-t-il des programmes de réunification familiale ?

- Constate-t-on une présence de l'UCK sur les camps ?

- Y-a-t-il des pressions de l'UCK pour l'enrôlement de jeunes hommes dans l'UCK (nombres, circonstances) ?

- Y-a-t-il des pressions de l'UCK pour prélever de l'argents ou des biens matériels auprès des réfugiés ?

- Y-a-t-il des groupes de réfugiés qui subissent des pressions particulières ou qui sont laissés à l'écart de l'aide humanitaire dans les camps ?

- Y-a-t-il des pressions sur des jeunes femmes par rapport à la prostitution ?

3) Les standards habituels d'assistance sont-ils respectés dans ces camps ?

- Sur quelle liste de bénéficiaire l'aide est elle distribuée aux réfugiés ?

- Qui établit cette liste et qui la contrôle ?

- S'il n'existe pas de liste de bénéficiaires comment l'aide est elle distribuée ?

a) Conditions de vie

- Peut-on parler de surpopulation (y-a-t-il au moins 3 mètres carrés disponibles par personne ?

- Les besoins en eau sont-ils couverts (un robinet pour 250 personnes) ?

- Les besoins alimentaires sont-ils couverts (ration d'au moins 2 300 kcal par personne) ?

- Les besoins sanitaires sont-ils couverts (une latrine pour 20 personnes, savon...) ?

- Les besoins en non food items sont-ils couverts (couverture, vêtements, chauffage...) ?

b) Accès aux soins

- Les soins de base sont-ils couverts ?

- Les maladies chroniques sont-elles traitées (maladies cardiaques, diabète...) ?

- Les vaccinations contre les 5 principales maladies infantiles pour les enfants de moins de 5 ans ont-elles été faites ?
- Des dispositions pour couvrir les risques d'épidémies ont-elles été prises ?
- Des mesures médicales particulières sont-elles prises pour répondre aux besoins gynécologiques, et materno-infantiles liés à des violences sexuelles au Kosovo ?
- Des mesures médicales particulières sont-elles prises pour répondre aux besoins liés aux traumatismes psychologiques subis ?

 Ce n'est pas parce que dans ce rapport nous disons «oui il y a eu déportation» et que ce que nous disons peut servir l'OTAN que nous ne pouvons pas, 15 jours plus tard dire : «voilà ce qui se passe dans les camps gérés par l'OTAN.» Et MSF a encore des choses à dire sur les conditions de prises en charge des réfugiés par les soldats de l'OTAN. L'un des objectifs de cette prise de parole avec le rapport - ça fait d'ailleurs partie de ses conclusions - c'est bien de montrer le niveau de vulnérabilité des réfugiés, leur absence de papiers, la nécessité de les enregistrer pour garantir leur protection à l'intérieur des camps. Ces camps sont tenus par des militaires, et le risque d'enrôlement forcé, les pressions pour aller faire la cinquième colonne sont patents. Nous savons bien que si offensive terrestre il y a, elle ne sera pas menée par les soldats occidentaux mais en poussant les réfugiés. Or il n'y a pas plus vulnérables que ces réfugiés dans l'état où ils sont arrivés et tous, nous les laissons dans cette situation-là. Il ne faut quand même pas être grand clerc pour deviner ce qui risque de se passer quand on confie des réfugiés à une partie belligérante, sachant que celle-ci ne veut pas avoir de morts au moment de l'offensive terrestre ! En Albanie notamment, les enrôlements forcés par l'UCK, tout comme la prostitution et tous ces trafics sont des problèmes majeurs. Or la gestion humanitaire de ces camps n'est pas assurée, la protection des réfugiés non plus et dans les situations comme celle-ci, ce n'est pas acceptable. Dans les semaines qui suivent, nous décidons de mettre en place ce type de recueil. Samantha Bolton, et Anne-Marie Huby, du bureau de Londres en font la proposition. Nous trouvons les personnes pour faire l'enquête. Mais le projet est finalement torpillé par les gens qui sont sur le terrain. L'explication qui est avancée c'est qu'ils sont trop pris par les opérations et qu'ils n'ont pas le temps de faire le recueil. Donc, pendant le reste de la guerre, notre communication portera effectivement sur le fait que nous ne voulons pas travailler dans les camps gérés par les militaires. Mais cela apparaîtra comme une position de principe, qui ne sera pas étayée par des éléments factuels. Car malheureusement nous n'arriverons pas à le documenter. Même si tout ce qu'on dit risque d'être instrumentalisé, ce qui est important c'est de parler régulièrement et dire ce qu'on a à dire au fur et à mesure. Pour moi le drame de ce rapport, c'est que nous n'avons parlé qu'une fois. S'il y avait eu offensive terrestre, nous aurions eu affaire à une situation très dangereuse. Cela aurait été

très grave de la part d'une organisation humanitaire, de la part de MSF, de ne pas avoir parlé pour participer à la protection d'une population très en danger. Je pense que j'aurais démissionné.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF
(en français).

 Nous avons préparé un deuxième questionnaire qui avait pour but de montrer les conséquences concrètes de la militarisation des secours et de la mainmise des contingents nationaux militaires et de l'OTAN sur le système de l'aide. Nous voulions donner au grand public des exemples concrets, une sorte de grand bêtisier de l'action de l'OTAN dans les camps. En effet à ce moment - là, l'idée se répandait dans le public que les ONG étaient absolument incapables de gérer les secours, et qu'heureusement les militaires étaient là. Or en réalité sur le terrain, la situation était très différente. Selon nos informations la militarisation des secours s'était traduite par la mise en place de camps et d'une assistance qui n'étaient absolument pas conformes aux standards minimaux de l'assistance et de la protection des réfugiés : le maintien du caractère civil et humanitaire des camps, l'enregistrement des réfugiés, le regroupement familial. Au cours de tous ces mouvements de population, de nombreuses familles avaient été séparées. Certains hommes avaient même été exécutés. Notre dénonciation de la confusion militaire - humanitaire n'était pas du tout une position idéologique. A l'époque, il était question d'une éventuelle intervention terrestre de l'OTAN. Certaines ONG avaient été littéralement chassées des camps qu'elles géraient au nord de l'Albanie, par l'OTAN, pour y installer des moyens militaires, voire des moyens de renseignements. Un certain nombre d'informations circulaient sur l'utilisation au sol des forces de l'UCK, qui se servait des camps comme base arrière en Albanie pour pouvoir appuyer l'opération aérienne de l'OTAN. Or la sécurisation des réfugiés et l'assistance à la population impliquaient un retour au caractère civil des camps et des secours. Nous avons insisté sur la nécessité d'enregistrer les réfugiés en expliquant que cela servait d'abord à les compter et à veiller à ce que l'assistance soit conforme aux besoins et que le principe de l'impartialité soit respecté. Et puis, il y avait aussi des besoins de protection par rapport à d'éventuelles violences ou abus sexuels. Il y avait des rumeurs de prostitution dans les camps en Albanie. Globalement, les Etats membres de l'OTAN avaient court-circuité tout le système onusien et privilégié une action bilatérale qui leur permettait de faire de la communication à grande échelle à destination des opinions publiques. Cette approche avait pulvérisé les deux principes de base de l'action humanitaire : le principe d'impartialité - les secours doivent être organisés en fonction des besoins des réfugiés et pas en fonction du journal de 20 heures, de la communication publique des armées ou de leurs opérations psychologiques - et le principe d'humanité - l'action humanitaire n'a pas d'autre objectif que d'alléger la souffrance humaine et ne répond pas à des objectifs politiques ou militaires. Le questionnaire que nous avons construit avait été discuté et envoyé à l'ensemble des opérations des différentes

sections. Mais nous n'avons jamais vraiment eu de retour, si ce n'est quelques informations de la part de Samantha Bolton [coordinatrice de la communication pour le mouvement international]. Elle était dans la région et elle partageait vraiment l'objectif d'avoir une communication substantielle et concrète, au-delà des interviews, et du discours, certes bien ficelé, mais un peu théorique et désincarné de MSF sur l'importance de l'humanitaire civil et indépendant. Ce discours ne fonctionnait pas. Il y avait un tel niveau de propagande, une telle mobilisation autour des armées que les médias ne faisaient que les suivre. Les quelques informations que Samantha avait envoyées étaient extrêmement concrètes et montraient bien à quel point l'idée selon laquelle l'action humanitaire des militaires était plus efficace que celle des ONG, était complètement erronée, en tout cas sur cette crise. Mais nous n'avons jamais réussi, à tordre le cou à cette idée qui s'était installée dans l'opinion.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF
(en français).

Je trouvais que ces prises de parole étaient une position de rattrapage psychologique, comme une façon de redresser une barre que nous avions tordue un peu dans le sens de l'OTAN et qui nous poussait à aller dans l'autre sens. Et sur le plan pratique, je trouvais que c'était à la fois sans importance et injustifié. De toute façon, toute cette région était sous la domination de l'OTAN, des Américains, des alliés, donc HCR, pas HCR, c'était vraiment des querelles d'apothicaire sans portée. Sur le fond, je trouvais que MSF faisait preuve d'un a-pragmatisme total. Nous passions notre temps à ferrailler sur des histoires totalement subalternes. Mais sur le plan pratique il était évident que n'importe lequel des MSF qui demandait que l'OTAN soit expulsé des camps au profit du HCR, s'il avait été lui-même réfugié, aurait préféré que l'OTAN reste dans les camps. L'OTAN faisait cette guerre, ces réfugiés étaient en situation de personnes déplacées par la guerre et appelées à rester quelques semaines. Il n'y avait pas besoin d'un stratège professionnel pour le comprendre : il était évident que les milices de Milosevic n'allaient pas tenir longtemps devant l'OTAN. Les 900 000 réfugiés n'allaient pas s'installer durablement en Albanie. Ils étaient là pour quelques semaines, le temps que les frappes se terminent, que la guerre soit gagnée et hop ! Ils allaient rentrer. Et dans cet intervalle de temps, savoir si c'est le HCR ou l'OTAN qui allait les protéger et les assister, n'avait pas d'importance. L'important c'était qu'ils soient mis à l'abri de la guerre, c'est tout. Je trouvais qu'il y avait là une querelle mal fondée. En général, si les différentes parties aux conflits mettaient les populations civiles à l'abri du conflit, nous n'aurions qu'une seule chose à faire, c'est aller les féliciter. Une partie des réfugiés avait fui les bombardements de l'OTAN. Et alors ? Ils ne protestaient pas contre ces bombardements. Combien de milliers ou de dizaines de milliers de morts ont été causés par les bombardements américains en Normandie ? Cela n'empêchait pas que les gens étaient pro-américains, même s'ils prenaient des bombes sur la

gueule. Il ne faut pas avoir une vision purement technique de la bombe sur la gueule. Il y a aussi un sens accordé à cette violence. Le sens d'une libération un peu aveugle n'est pas celui d'une oppression et d'une conquête. Des réfugiés fuient les bombardements qui sont destinés à leur apporter la liberté. Des gens deviennent des réfugiés à cause de leur libérateur, parce que pendant une période brève, ces libérateurs font usage de la violence et cette violence ne peut pas être totalement discriminative. Elle est nécessairement au-delà du périmètre où elle doit s'exercer. Pendant ce temps, les gens fuient, mais n'en veulent pas aux bombardiers et au contraire ils leur sont reconnaissants. D'ailleurs nous avons bien vu ensuite, quand l'OTAN s'est installée au Kosovo, que les Kosovars lui étaient reconnaissants. Ils ont soutenu son installation, ils ont soutenu le processus. Certes ils l'ont aménagé à leur façon, ils ont l'UCK, les différentes forces politiques, mais quoi de plus naturel. N'empêche qu'il n'y avait pas d'hostilité loin de là, il y avait au contraire plutôt de la gratitude vis à vis de ceux qui avaient exercé la violence. Qu'est ce que MSF a à dire là dedans ? Rien du tout.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation
MSF France (en français).

C'est une idée qui n'est pas théoriquement fausse. Bien sûr que les Etats ont le droit de faire de l'humanitaire et d'accueillir des réfugiés. C'est aussi bien qu'ils le fassent et d'ailleurs on le demande souvent. Mais est-ce que c'est par le biais de leurs militaires, en mélangeant leurs militaires aux populations civiles au moment de l'offensive militaire ? Il me semble que dans le contexte de l'Albanie et de la Macédoine, cette idée ne fonctionnait pas. Les camps étaient collés à la frontière. En gros, les bases militaires et les camps de réfugiés étaient complètement intriqués, et ce sont les militaires qui apportaient l'aide aux réfugiés. Là je crois qu'il fallait se faire l'avocat d'un peu de distinction entre les deux, au nom de la sécurité des réfugiés et de la possibilité de la sécurité des opérations humanitaires. Il fallait bien essayer de distinguer, parce que si jamais les Serbes s'étaient mis à bombarder les camps de réfugiés, ils auraient pu, et de manière étayée, dire qu'en réalité ils attaquaient des militaires. Car la distinction entre réfugiés et militaires était difficile à faire dans les espaces géographiques où les problèmes se posaient.

Dr. Jean-Hervé Bradol, directeur des opérations
de MSF France (en français).

OÙ LA SECTION GRECQUE FAIT CAVALIER SEUL...

Le 25 avril 1999, un convoi d'aide humanitaire organisé sous la houlette du gouvernement grec est entré en Serbie. Le Premier ministre grec a mentionné MSF, à tort, parmi les ONG grecques présentes dans les régions touchées par les frappes de l'OTAN. Le 26 avril, le président de MSF Grèce a entamé des discussions au téléphone avec le directeur de l'hôpital de Pristina au sujet de l'aide médicale que pourrait lui apporter la section.



« Un convoi d'aide grecque entre en Serbie via la Macédoine. » **Radio Montenegro** via le service de veille de la **BBC**, 25 avril 1999 (en anglais).

Selon la radio monténégrine, un convoi humanitaire grec transportant 74 tonnes de nourriture et de médicaments pour le Kosovo a pénétré en Serbie à partir de la Macédoine dimanche.

Six camions sont arrivés sur la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie samedi, mais n'ont pas été autorisés à traverser avant dimanche matin. Des reponsables grecs sont arrivés de Belgrade pour accompagner le convoi.



« La Grèce ne participera pas à des opérations terrestres, souligne M. Simitis. » **AFP** (France), Athènes, 25 avril 1999 (en français).

Extraits :

La Grèce a fait « clairement savoir à tout le monde » qu'il n'était « pas question » de participer à des opérations militaires terrestres « au Kosovo et en Yougoslavie », a souligné le Premier ministre grec Costas Simitis dans des encarts publicitaires publiés dimanche dans la presse grecque.

« La Grèce ne fait pas partie des problèmes actuels et de la crise actuelle dans les Balkans, et elle ne doit d'aucune manière le devenir », ajoute M. Simitis dans une lettre ouverte du PASOK, le parti socialiste au pouvoir, dont il est le président.

« Notre pays, au contraire, doit constituer une force positive dans chaque effort en vue d'une solution politique et pacifique des problèmes de la région », déclare le chef du gouvernement.

Le pays, poursuit-il, a pris des initiatives pour la paix et l'aide humanitaire aux réfugiés et aux peuples de la région, et s'emploie à organiser une conférence au sommet des pays balkaniques à Athènes.

L'aide grecque, précise M. Simitis, comprend une aide économique et humanitaire à l'Albanie et à Skopje, des aides au Kosovo, au Monténégro et à la Serbie, la présence d'ONG grecques (Eglise, Croix-Rouge, Médecins du Monde,

Médecins Sans Frontières) dans les régions touchées, l'action des forces armées grecques pour l'établissement de camps de réfugiés.



Sitrep 21/5/99 Kosovo mission exploratoire de MSF Grèce au Kosovo et en Serbie, 21 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Hôpital central de Pristina : l'équipe est arrivée à l'hôpital central de Pristina et a parlé au directeur qui avait accepté notre aide 13 jours auparavant. Il était très satisfait du contenu de l'aide, puisqu'il comprenait exactement ce qu'il nous avait demandé au cours de nos conversations téléphoniques. (à partir du 26/4/99).



Fin avril, ils avaient décidé de faire la mission exploratoire. Je faisais depuis un mois la navette entre Skopje et Athènes. MSF Grèce avait un entrepôt de pharmacie à Athènes. Ils ont décidé de trouver un camion, et de le remplir avec tous les médicaments ou presque tout. Il fallait trouver des visas pour aller au Kosovo. Ils avaient essayé à Athènes. C'était impossible. Je suis allé prendre des visas au consulat yougoslave de Salonique. Je les ai obtenus mais ensuite les Yougoslaves m'ont téléphoné pour me dire qu'ils étaient expirés et qu'il ne fallait pas essayer d'aller à la frontière parce que cela n'allait pas marcher. Les visas avaient été annulés pour Athènes, pour Salonique et dans les discussions avec Odysseas et les autres, je disais : « il faut faire un scandale dans les télévisions grecques en disant que ce n'est pas possible, que les petites ONG des petits villages par-ci par-là ont des visas et pas les MSF grecs. Et pourquoi ? » Ils avaient déchargé le camion deux fois à cause de l'histoire de visas. C'était prêt, on partait le lendemain et le coup de téléphone d'Athènes arrivait : « non vous n'avez pas de visa ». Je vais à Salonique, on recharge une autre fois : « non ! » Encore une fois ! J'avais envie de laisser tomber. Finalement, nous sommes retournés à l'ambassade à Athènes et on nous a dit « demain vous pouvez partir. »

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).

Dans la revue interne de MSF Suisse, le président de MSF Grèce renvoie dos à dos ce qu'il nomme « les crimes » du régime serbe et « les crimes » de l'OTAN. Il se prononce pour que MSF condamne publiquement les bombardements de l'OTAN au même titre que les exactions des forces serbes. Le directeur général de la section questionne cette approche ainsi que le manque de clarté de la position du mouvement MSF.



«*Non à tous les apprentis sorciers.*» Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce, **Moustiques** (revue interne MSF Suisse), 26 avril 1999 (en français).

Extrait :

Le but de ces bombardements n'était pas de protéger la population kosovare. Et ils ne l'ont pas protégée ! Pour protéger les Albanais du Kosovo, il y avait des moyens plus efficaces que de faire sauter les ponts à Belgrade. Il y a d'autres moyens que de rayer Pristina de la carte pour protéger ses habitants. Ces bombardements visent à affaiblir un pays en le dévastant, au mépris de ses habitants; et ceci est un crime très peu différent de celui que commentent les autorités serbes en déplaçant une population. Dans les deux cas des objectifs de guerre sont poursuivis en faisant payer le prix aux populations civiles. C'est un crime. Et ce crime n'est pas une réponse au crime de l'épuration ethnique. Il est au contraire son plus efficace allié. Car il lui laisse le champ libre, il diminue toute possibilité future de cohabitation, il renforce les processus de haine réciproque, il compromet toute chance de paix durable. Et le résultat concret de cette escalade c'est aujourd'hui entre 600 000 et un million de Kosovars sur les routes, dans les conditions horribles que révèlent nos recueils de témoignages.[...] Une «question MSF» qui se pose maintenant est de savoir si nous devons prendre position et si oui, laquelle. Il est bien entendu que notre démarche est «humanitaire» et non «politique». Mais nous savons tous que si ces deux démarches sont différentes, les «terrains» humanitaire et politique sont de moins en moins étanches. S'appuyant sur sa démarche humanitaire, MSF n'a pas hésité à prendre des positions «politiques». Ainsi nous avons condamnée tout acte frappant massivement et gravement toute population et nous sommes tous d'accord pour condamner les déplacements violents et massifs que mènent le gouvernement serbe au Kosovo : priver une population de son pays est un acte criminel grave qu'aucun impératif de guerre ne peut justifier, même si de tout temps les déplacements violents de populations ont fait partie des tactiques de guerre. Dans la même démarche nous devons clairement condamner le bombardement massif de tout un pays : dévaster un pays (ce qui revient également à priver une population de son pays), détruire ses moyens de subsistance et terroriser sa population est également un acte criminel grave qu'aucun impératif de guerre ne peut justifier, même si de tout temps les coups portés à la population et l'économie de tout un pays ont fait partie des tactiques de guerres. J'ai entendu certains affirmer qu'il faut se limiter à condamner le régime serbe car c'est lui qui porte la responsabilité « principale ». Peut-être (bien qu'il ne me semble pas évident de définir la responsabilité « principale » dans un processus d'escalade et d'extension d'un conflit). Mais ne s'agit-il pas là d'une analyse et d'une démarche typiquement politiques ? Il y a-t-il des morts d'innocents « légitimées » par quelque « responsabilité principale » alors que d'autres morts sont à dénoncer du fait d'une « responsabilité annexe » ?

Laissons les analyses politiques de côté. Soyons au côté des victimes. De toutes les victimes.

Si une organisation humanitaire comme MSF, provenant des pays d'une partie en conflit (presque toutes les sections MSF proviennent des pays belligérants de l'OTAN) « oublie » les victimes d'une partie du conflit car elles ont la malchance d'être du « mauvais côté », nous aurons donné au monde entier un message désastreux sur la nature de l'action humanitaire que nous entendons mener.



«*Noire humanité face à la crise des Balkans.*» Vincent Faber, directeur général MSF Suisse, **Moustiques** (revue interne MSF Suisse), 26 avril 1999 (en français).

Extrait :

Mais douter du bien-fondé de la stratégie militaire de l'OTAN est une chose, et condamner son action pour ce qu'elle est intrinsèquement en est une autre, surtout lorsque d'aucuns lui attribue une dimension criminelle. La question du caractère juste d'une guerre reste fondamentalement un dilemme sans réponse universelle, qui renvoie à la conscience personnelle de tout un chacun. Mais on ne peut contester la légitimité de l'action de la communauté internationale - pour autant qu'on la confine à sa dimension politique et militaire -, tout simplement parce qu'on ne peut pas nier la sanglante barbarie qui tient aujourd'hui lieu de projet politique à Belgrade. N'oublions pas que l'action de l'OTAN fait suite à plusieurs années pendant lesquelles la diplomatie a essayé, sans succès, d'aboutir à un compromis.

N'oublions pas non plus que nous avons été les premiers à réclamer une action ferme et forte de la communauté internationale lors de la crise bosniaque, et à dénoncer sa passivité. Que réclamions-nous d'autre alors, fût-ce implicitement, qu'une intervention pour arrêter le génocide bosniaque ? N'oublions pas enfin qu'il n'y a guère d'alternative que la force lorsque dialogue et diplomatie ne peuvent plus mener nulle part. [...] A titre purement personnel, je pense qu'il n'y a plus d'autre alternative qu'une intervention directe au Kosovo pour arrêter le massacre. Je suis aussi de ceux qui pensent que malheureusement, il n'y a plus d'espoir pour un Kosovo multiethnique pacifié, ayant encore sa place dans la Fédération de Yougoslavie. Mais je fais clairement porter la responsabilité de cette situation à celui qui a délibérément choisi la politique du pire pour étayer son nationalisme exacerbé : Milosevic. Et si je condamne l'OTAN à quelque chose, c'est uniquement au fait qu'elle n'a pas su anticiper sur les conséquences aussi bien humanitaires que politiques de son action d'un côté, et qu'elle a insidieusement entretenu une confusion sur la soi-disant dimension humanitaire de son intervention d'un autre côté. Mais encore une fois, il s'agit là d'une objection sur la stratégie suivie, et non d'une condamnation des aspects principiels et fondamentaux de l'intervention de l'OTAN. [...]

Soyons du côté des victimes, de toutes les victimes, certes, mais que la conscience de nos devoirs humanitaires

ne vienne pas obscurcir le regard que nous portons sur la barbarie sanguinaire aujourd'hui au pouvoir en Serbie. Au-delà de nos seuls idéaux humanitaires, il y va de la simple humanité de chacun et chacune d'entre nous.

Fin avril 1999, les tentatives du mouvement international MSF pour obtenir des visas d'entrée en république fédérale de Yougoslavie sont toujours sans résultat. Elles le resteront jusqu'à la fin de la crise.



« Aller à Belgrade. » **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs des opérations des autres sections MSF, 28 avril 1999 (en anglais).

26/4/99

Document de discussion interne; devrait aboutir à une référence internationale sur les opérations à Belgrade.

Nous en discutons, ou vous me donnez votre réaction ?

Vincent

Introduction

En préparant la mission pour Irena, je ressens le besoin de formaliser un peu plus quelles sont les grandes lignes (le cahier des charges) sur les bases desquelles nous allons travailler à Belgrade.

La ligne principale bien sûr consiste à travailler pour obtenir un espace humanitaire réel et utile en évitant tout risque important de récupération politique ou tout simplement de sécurité, à la fois pour les individus MSF et pour l'institution.

Les raisons pour aller à Belgrade :

- Nous avons quitté Belgrade parce que le mouvement annonçait des prises de parole fortes contre les Serbes et nous sentions que cela exposerait les volontaires de l'équipe originaires de pays membres de l'OTAN à de gros risques ; finalement nous n'avons pas pris la parole publiquement, donc revenir n'est qu'une démarche qui compense un départ prématuré.

- Nous continuons à déclarer que le drame humanitaire le plus grave se déroule au Kosovo: donc toutes les options nous permettant de regagner un espace humanitaire au Kosovo doivent être envisagées. A Bruxelles, nous pensons que l'approche la plus concrète consiste à passer par les autorités serbes; ce n'est pas que nous soyons sûrs du résultat, mais les choix (actuellement) qui excluent les autorités serbes nous semblent avoir peu de chance (passage régulier de la frontière encore moins faisable qu'avant ?)

- Nous imaginons que la guerre totale a dû aussi provoquer des déplacements et des besoins du côté serbe; si nous envisageons d'y répondre, ce n'est pas sur un mode politique (à la CICR) pour montrer notre impartialité en équilibrant notre aide des deux côtés de la ligne de front, sans tenir compte des besoins. C'est en vertu de principes humanitaires que nous voulons répondre aux véritables

besoins, sans tenir compte de la politique. Nous travaillons aussi sur le message affirmant qu'il existe aussi des Serbes modérés qui pensent de façon plus nuancée que Milosevic et ses milices.

- Il existe une certaine pression à l'intérieur de MSF pour se ruer au Kosovo, pour compenser la frustration causée par les scoops de MDM ou de quelques journalistes grecs; soyons clairs, nous sommes tous intéressés à travailler dans un espace humanitaire adéquat au Kosovo le plus vite possible ; jeter un coup d'œil rapide et partial à Pristina ne va pas nous aider beaucoup et peut même nous créer certains risques. Actuellement le CICR négocie apparemment un retour opérationnel au Kosovo avec les autorités, donc vérifions déjà les résultats de cette mission du CICR.

Les options de retour :

- depuis la dernière réunion des directeurs des opérations une majorité de directeurs ont étudié les possibilités de mener des activités en passant régulièrement la frontière à partir des régions et pays voisins. J'ai cru comprendre qu'à ce jour la faisabilité de ce genre d'exercice est nulle?

- la dernière réunion des directeurs généraux a donné son feu vert pour une mission exploratoire autonome au Kosovo, via Belgrade, managée par MSF Suisse (à négocier avec l'ambassade de Serbie à Genève - équipe incluant des expatriés suisses et grecs); cette option pourrait devenir moins pertinente à la lumière de la troisième.

- Bruxelles, en contact étroit avec l'équipe nationale de Belgrade travaille à un accord transparent et officiel pour MSF (international) en Serbie; ce que nous avons actuellement c'est une invitation officielle de MSF Belgrade, formellement validée par le ministère de la Santé serbe, à faire venir officiellement des expatriés pour discuter et planifier des opérations de MSF en Serbie. Johan Von Schreeb, Eric Stobbaert, Sergei Korniyak et Alex Parisel ont une invitation personnelle avec laquelle ils devraient pouvoir bientôt obtenir des visas (quelles sont les ambassades serbes encore ouvertes en Europe ?); Irena Johanson (ancienne de l'équipe du Kosovo) a déjà un visa valide et prévoit de partir mercredi ; d'autres peuvent la rejoindre dès que les visas sont disponibles.

Nous préparons une nouvelle liste de personnes pour remplacer ou compléter l'équipe selon les besoins: nous cherchons des candidats grecs et nous avons déjà Lex Winkler et Geoff Prescott.

Objectifs :

1. être là:

- évaluer l'atmosphère (sans espionner !) : sécurité des expatriés, sentiments/opinion de la population, tendances des médias, évolution du contexte...

- renforcer l'équipe nationale MSF : deuxième opinion sur certains sujets, choix, pression.

- vérifier les besoins, les choix opérationnels et les accords avec les autres intervenants humanitaires (UNHCR, ICRC, SDR,..)

- mettre en place un plan de sécurité formelle et des règles internes pour les nouveaux expatriés qui travaillent sur ce contexte et préparer les prochaines procédures de visas (nationalités neutres).

2. discuter avec le ministère des Affaires étrangères :

- assister aux réunions officielles,
- vérifier quel type de relations peuvent être construites, quel type de besoins ils ont jusqu'à présent.
- évaluer la marge de manœuvre (et négocier une marge plus grande) pour évaluer les besoins de façon indépendante et correcte; voir quels accords et conditions peuvent être négociés ; établir des critères pour une intervention opérationnelle.

3. ré-établir une impartialité transparente pour MSF :

- MSF a été impartiale jusqu'ici mais dans les circonstances actuelles, en raison de la nationalité de nos expatriés et de notre départ il est probable que nous ne soyons pas considérés comme impartiaux ; j'ai l'impression que peu à peu nous allons devoir nous préoccuper de ce problème d'image (pas seulement au niveau du ministère des Affaires étrangères).

- MSF ne souhaite pas « acheter son impartialité » ; restaurer son image doit se faire en discutant et en apportant des réponses conséquentes à de réels besoins.

4. évaluation des besoins :

- en Serbie, en commençant par la région de Belgrade
 - au Kosovo, à la condition que nous puissions mener une évaluation sérieuse et que nous ayons une marge opérationnelle suffisante pour répondre à ce que nous trouverons... Personnellement j'ai l'impression qu'avec cette mission nous préparons notre capacité d'intervention au Kosovo en cas de « fenêtre d'opportunité » qui pourrait résulter des négociations avec les Russes : entre le moment où un tel accord serait signé et celui où les troupes internationales pourraient réellement assurer la sécurité, je pense qu'il y aurait une opportunité d'enrayer si nous sommes prêts ; J'ai de sérieux doutes sur la possibilité d'ouvrir un espace humanitaire si la guerre continue comme aujourd'hui; donc, encore une fois, je ne pense pas que l'OTAN puisse continuer comme cela : le prix de la guerre va devenir trop élevé, l'unité va disparaître ; donc l'OTAN devra changer rapidement ; soit en envoyant des troupes terrestres, soit en arrivant à un accord.

Risques :

- les expatriés, à titre individuels, courent actuellement un plus grand risque (réactions émotionnelles de la population) s'ils sont de la nationalité d'un Etat de l'OTAN; difficile de savoir si ce risque est moindre pour des expatriés non-ressortissants d'un pays de l'OTAN autres que les Grecs¹⁶;

Pour l'instant le risque est considéré comme raisonnable

- MSF veut être accepté comme une organisation internationale par les autorités ; en eux-même, les scénarios qui utilisent le favoritisme individuel ou national (ou même des facilités accordées par un gouvernement) sont considérés comme « délicats » et donc comme porteur d'un risque de récupération politique que nous essayons d'éviter en n'acceptant pas de fonds gouvernementaux).

- MSF en tant qu'organisation devrait clairement prendre garde à la récupération serbe (voir les médias) : aussi nous analysons et discutons avec prudence les différentes actions. Attentes:

- nous devrions également être capables de résister aux pressions internationales pour par que nous menions des actions rapides et médiatiques que nous ne pourrions plus gérer par la suite: n'allez pas public à la première information que vous recevez.

- Il est très difficile de prévoir le résultat opérationnel pour le moment; nous n'avons pas établi de calendrier; peut-être plus tard.

PS 1 :

Irena a été refoulée à la frontière: les anciens visas multi entrée ne sont plus valables désormais; elle essaie d'en obtenir un autre à Budapest et nous essaierons de nouveau (en attendant, dans vos déclarations publiques n'en rajoutez pas sur les obstacles que nous rencontrons).

PS 2 :

Puis-je réinsister sur le fait que les gens doivent cesser d'appeler notre équipe locale à Belgrade, en particulier maintenant :

- Bruxelles ne demande pas aux gens de contacter Belgrade pour obtenir des visas, nous organisons des invitations nominales pour vous - cela crée de la confusion (triangle).

- cela peut vraiment exposer notre équipe locale - merci.



«*Re(2) : les histoires de visa pour Belgrade.*»
Courriel d'Alex Parisel, directeur général de MSF Belgique, 27 mai 1999 (en français).
 «Mission exploratoire MSF Grèce»

Extrait :

Pour votre info. Alex

Salut Vincent,

Les nouvelles concernant les visas en Yougo sont franchement mauvaises.

Knezevic prend prétexte qu'il ne reçoit pas les lettres des ambassades mais on ne voit pas du tout pourquoi il aurait besoin de ces lettres. Il nous évite régulièrement. L'équipe locale est d'avis qu'il joue et qu'il n'a pas l'intention de donner ces visas.

Je propose qu'on dégage Irène de Budapest et qu'on l'envoie coordonner un camp en Albanie. Je vais encore recevoir un f-b de Belgrade ce matin et Irène pourrait prendre son avion demain vendredi. Peut-on statuer là-dessus ce matin?

Eric DACHY

POUR RESUMER :

Demandes de visa pour :

- XXXX nationalité ukrainienne : lettre d'invitation introduite à l'ambassade de Budapest le 13/4.

- XXXX nationalité suédoise : lettre d'invitation introduite à Stockholm le 23/4.

- XXXX nationalité suédoise : visa pour Belgrade sur son passeport refusé à la frontière hongro-yougo fin avril. Irène est en stand by depuis à Budapest. Lettre d'invitation introduite à Budapest fin avril.

- XXXX nationalité belge : lettre d'invitation reçue le 22/4, jamais introduite à l'ambassade.

- XXXX nationalité lituanienne : lettre d'invitation reçue le

22/4, apparemment jamais introduite car Andreiia n'était plus disponible.

- XXXXX nationalité suisse : lettre d'invitation reçue le 22/4. Lettre introduite à Madrid, réponse négative communiquée à MSF Espagne le 5/5 sans avoir donné la raison du refus.

Lettre d'invitation réintroduite à Madrid le 11/5.

- XXXXX nationalité hollandaise : lettre d'invitation reçue le 6/5, transmise à Amsterdam le 7/5.

Lettre introduite à l'ambassade à Amsterdam ????

- XXXXX nationalité suisse : lettre d'invitation reçue le 6/5, transmise à Barcelone le 7/5, introduite à l'ambassade le 11/5.

- XXXXX nationalité argentine : lettre d'invitation reçue le 6/5, transmise à Barcelone le 7/5, introduite à l'ambassade le 11/5.

4/05 : VISITE MSF SP A L'AMBASSADE YOUGO DE MADRID POUR NEGOCIER LES VISAS. LISTE FAXEE A XAVIER (personnes ci-dessus sauf XXX).

6/05 : MEME LISTE ENVOYEE A CATHERINE HARPER MSF USA + fax fait par Eric pour expliquer le départ de MSF du Kosovo.

17/05 : MESSAGE DE L'EQUIPE DE BELGRADE : le ministère des Affaires étrangères + le chargé des organisations humanitaires seraient disposés à délivrer un visa de courte durée à MSF pour négocier présence, expliquer le type d'activités.

Ils demandent une lettre de MSF faite par Eric le 18/5 pour expliquer ce que demande Belgrade.

Il a été décidé que Johan von Schreeb et Irene Johansson pourraient se rendre à Belgrade pour cette mission.

Cette lettre a été signée par Alex, envoyée à MSF Stockholm (demande pour Johan) et à Budapest pour Irene.

DEPUIS PAS PLUS D'INFOS POSITIVES OU NEGATIVES.

Le 5 mai 1999, le président de MSF Grèce demande par courriel au président du mouvement international son soutien pour faire accepter son projet de mission exploratoire au Kosovo. Celui-ci lui rappelle les accords internationaux et lui propose soit de maintenir la section grecque sous la responsabilité opérationnelle de MSF Suisse, soit de re-discuter de ses possibilités opérationnelles au sein du mouvement. Il le prévient qu'en maintenant le projet de mission exploratoire au Kosovo, la section grecque s'expose aux sanctions les plus sévères, voire à l'exclusion du mouvement.



Echange de courriels entre Odysséas Boudouris, président de MSF Grèce et James Orbinsky, président de MSF international, 5-6 mai 1999 (en anglais).

Cher James,

Par sa position particulière et par les accords que le ministère grec des Affaires étrangères a conclu avec l'OTAN et

les Serbes, MSF Grèce se trouve en première ligne de la crise du Kosovo.

Cependant, la démission brutale et incompréhensible de Thierry [Durand, directeur des opérations] et l'attitude intransigeante de Vincent [Faber, directeur général de MSF Suisse], nous plongent dans une situation difficile.

Nous pensons, en accord avec le comité exécutif, qu'il faut évaluer la situation du Kosovo et du reste de la Serbie.

Nous sommes les seuls actuellement à pouvoir assurer cet accès. Mais nous voulons le faire en coordination avec les autres sections, comme je l'avais dit à plusieurs reprises à Thierry et à Vincent.

La «fenêtre» d'intervention est étroite et la situation est pressante. J'ai demandé à notre nouveau DirOp [directeur des opérations], Dimitris Richter, de se mettre en contact avec les autres sections opérationnelles.

Peux-tu nous aider à dépasser les querelles procédurières et partisans pour nous consacrer entièrement à l'urgence de notre devoir humanitaire ?

Merci et a bientôt. Amitiés. Odysséas

Cher Odysséas,

Je n'accepte pas les commentaires que tu fais dans ta lettre. Je t'ai parlé la semaine dernière de ma position : MSF Grèce doit maintenir son intégration via MSF Suisse.

La démission de Thierry Durand signifie simplement que le directeur général de MSF Suisse doit assumer la responsabilité des opérations de MSF Grèce jusqu'à ce qu'un remplaçant à Thierry soit trouvé.

Votre démarche de lancer une mission exploratoire au Kosovo et de nommer un directeur des opérations à MSF Grèce est inacceptable et outrepassé les résolutions prises par le Conseil international à ce sujet.

Je ne faciliterai aucune procédure ou voie de communication pour vos actions unilatérales. Celles-ci font fausse route et sont inacceptables.

Merci de m'appeler le plus vite possible [...]

Bien amicalement, James Orbinsky

Le directeur général de la section suisse refuse la nomination unilatérale par la section grecque d'un nouveau directeur des opérations ainsi que la proposition de ce dernier de lancer une mission exploratoire au Kosovo. Différents responsables de MSF tentent, en vain, de contacter le président de MSF Grèce.



«L'opérationnalité de MSF Grèce» **Courriel** de Nikos Kemos, directeur général de MSF Grèce aux directeurs généraux de MSF, 6 mai 1999, «MSF Grèce.» **Courriel** de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse aux directeurs généraux de MSF, 6 mai 1999 (en anglais).

Cher tous,

Je voudrais vous informer qu'après la démission de Thierry

Durand, le docteur Dimitris Richter (membre de notre Conseil d'administration) sera notre nouveau directeur des opérations.

C'est la seconde fois que le docteur Richter prend la responsabilité de diriger le département des opérations de MSF Grèce (période 1994-1995) et il est déjà allé plusieurs fois sur le terrain.

Vous pouvez le contacter à MSF Grèce, sur son mobile [...] ou sur son adresse électronique. [...]

Bien amicalement,
Nikos Kemos.

Cher tous,

Pour être clair, Genève s'oppose clairement et explicitement à la nomination autoproclamée d'un directeur des opérations à Athènes, car il s'agit *de facto* d'une rupture unilatérale des accords entérinés en 1998 par le Conseil international pour définir le centre opérationnel commun. Il n'est un secret pour personne que le centre opérationnel commun [COC] traverse une crise grave. Genève a fait clairement une proposition à MSF Grèce pour essayer de résoudre la crise et de maintenir l'existence du COC. C'est maintenant à MSF Grèce d'accepter ou de refuser cette proposition. Dans ce dernier cas, l'institution internationale de MSF devra prendre une décision. En attendant, à MSF Suisse nous ne pouvons pas accepter les décisions unilatérales de MSF Grèce et nous nions toute légitimité au rôle donné à Dimitris Richter. Nous espérons que l'ensemble du mouvement ne validera pas cette nomination jusqu'à ce que la situation soit clarifiée.

Inutile de dire que tout cela n'a rien à voir avec les qualités personnelles de Dimitris,

Bien amicalement,
Vincent



Courriel de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse à Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce, 5 mai 1999. Courriel de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse aux directeurs généraux de MSF Belgique, MSF Espagne, MSF France, MSF Hollande et au président de MSF Suisse, 5 mai 1999 (en français).

Extrait :

Ci-dessous un message que je viens d'envoyer à Odysseas, suite à la décision unilatérale prise par Athènes de nommer un Dirop [directeur des opérations]. J'avais pour ma part fait une proposition transitoire de me poser personnellement comme garant de l'opérationnalité grecque (ce qui présupposait une responsabilité claire en termes de choix opérationnels), mais cette proposition a été récusée par Athènes. D'où le message ci-dessous.

Il est clair pour moi que je ne peux plus assumer les décisions opérationnelles qu'Athènes ne manquera certainement pas de faire rapidement, sur le Kosovo notamment. Le conseil d'administration suisse prendra formellement position dans les 48 heures, et très probablement, appel-

lera à une réunion ou une téléconférence d'urgence du Conseil international restreint à ce sujet.

Je demanderai à JMK [Jean-Marie Kindermans, secrétaire général du Conseil international] d'organiser une téléconf [téléconférence] des DG à ce sujet.

Amicalement, Vincent

Copie message à Odysseas

Cher Odysseas,

[...] Je t'alerte toutefois sur le fait que la légitimité de l'opérationnalité grecque n'est pas aussi acquise - et sûrement pas aussi unanimement - que tu veux bien le croire (je parle là d'expérience, à la lumière des différentes instances ou réunions internationales auxquelles j'ai participé jusqu'à présent). Nier en bloc ce problème ne peut certainement pas contribuer à le clarifier. Bien au contraire, ça ne peut qu'amener à terme à un réveil douloureux, le jour où il vous faudra bien prendre conscience de la réalité telle qu'elle est, et non pas telle que vous la percevez. La seule légitimité opérationnelle dont vous disposez, c'est celle qui s'inscrit dans le cadre du centre commun.

Maintenant que le CA grec a récusé la proposition - transitoire - que j'ai formulée, ce jour me semble très proche. Il est clair que je ne peux souscrire aux raisons fortement biaisées que tu avances pour récuser cette proposition. Pour ma part, je résumerai le besoin immédiat, si l'on veut que le centre opérationnel commun soit autre chose qu'une simple vue (virtuelle) de l'esprit, à la nécessité d'avoir quelqu'un qui se porte garant - vis-à-vis du CI [Conseil international] et du mouvement dans son ensemble - que l'opérationnalité grecque s'inscrit effectivement dans ce qui a été défini au niveau international. Sans prétention aucune, je ne vois à ce jour personne d'autre que moi capable et légitime (aux yeux du mouvement) pour assurer ce rôle, bien évidemment en lien avec un excellent relais à Athènes pour la gestion courante des programmes existants. C'était là le sens de ma proposition.

Je prends acte - je ne peux rien faire d'autre, de toutes façons - de votre décision d'appointer Dimitris comme Dirop [directeur des opérations]. Mais ceci signifie pour moi (le CA suisse aura de toutes façons à se prononcer là-dessus) qu'il n'y a plus aucun espoir d'un partenariat opérationnel, fût-ce sous une forme révisée, et qu'Athènes a explicitement et délibérément choisi de se mettre hors-cadre défini par le CI et accepté par Genève. C'est donc ni plus ni moins un *casus belli*.

Pour ce qui concerne Genève, je me considère aujourd'hui dans l'incapacité d'assumer vos choix, et je ferai part explicitement au comité exécutif de l'impossibilité pour moi d'endosser quelque responsabilité que ce soit vis-à-vis de vos décisions opérationnelles. Il va par ailleurs de soi que je ne peux répondre positivement à ta proposition de faire de moi le «représentant» de MSF - Grèce au sein du comité exécutif. Quel sens cela aurait-il pour moi - à part celui de vous offrir un alibi - d'être le porte-parole de choix et d'une opérationnalité que je ne peux assumer ou auxquels je ne peux souscrire ? Je suis même étonné de cette proposition dont je suis sûr que tu mesures toi-même l'inanité.

En tout état de cause, et parce qu'il y a à mes yeux un véritable *casus belli* dans votre décision, j'ai demandé ici le gel - jusqu'à ce que le CA statue formellement sur la situation - de tout support péri opérationnel (RH, médical & logistique) à vos programmes.[...]

En conclusion, je tiens à te mettre en garde sur tout choix opérationnel - je pense évidemment au Kosovo - que vous décideriez unilatéralement. Je m'y opposerais avec force, et je pense pouvoir croire que les autres sections opérationnelles également. Je te rappelle également qu'il y a aujourd'hui un grand nombre d'expatriés grecs présents au sein des sections opérant dans la zone, et qu'il y a donc une présence importante de MSF Grèce sur le terrain, sur laquelle vous pouvez certainement capitaliser en termes de communication, de témoignage et d'ancrage dans la société hellène. Une opérationnalité *stricto sensu* de MSF Grèce n'est donc pas nécessairement la bonne réponse aux problèmes que tu soulèves quant à votre absence du terrain ou quant à la réponse globale du mouvement sur cette crise.

 *Nous savions qu'il se passait des choses. Je voulais parler avec Odysséas. Je téléphone à Athènes à son cabinet pour lui parler. Il n'est pas disponible. Je réagis comme un docteur : j'imagine qu'il est en salle d'opération. Puis, un peu plus tard, je téléphone de nouveau et la secrétaire me dit qu'il est en route pour l'aéroport pour entrer en Serbie. Le matin, je n'avais pas posé la question, mais je crois qu'à Vincent ou à Thierry, il a dit clairement qu'il n'y avait pas de problème, qu'il était à Athènes, alors qu'il était visiblement déjà en route.*

Dr. Olivier Dechevrens, président MSF Suisse
(en français).

Le 6 mai 1999, le coordinateur de MSF Hollande en Macédoine avertit son responsable de programme qu'une équipe de MSF Grèce est prête à partir de Skopje, avec un convoi de matériel chirurgical et médical, pour une mission exploratoire à Pristina et à Belgrade. L'équipe de MSF Hollande a signifié son désaccord avec cette démarche. L'ensemble des chargés de communication du mouvement MSF est prévenu.



«Point Mission MSF Grèce - Kosovo Serbie.»
Courriel de Wouter Kok, responsable de programme Kosovo MSF Hollande au chargé de communication de MSF Hollande, courriel du chargé de communication de MSF Hollande aux chargés de communication des autres sections, 6 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

**POUR DIFFUSION INTERNE UNIQUEMENT
POINT SUR LA MISSION DE MSF GRECE AU KOSOVO ET EN SERBIE**

Cette information a été recueillie par Michaël Hofman, le chef de mission de MSF Hollande dans l'après-midi du 6 mai 1999 auprès de l'équipe de MSF Grèce.

Objectif de la mission

Explo [mission exploratoire] humanitaire/médicale à Pristina/Belgrade et évaluation de l'espace humanitaire. Evaluation des besoins des autorités sanitaires.

Composition du convoi

1 camion contenant 18 tonnes de matériel chirurgical pour l'hôpital de Pristina et du matériel dentaire pour Belgrade.
2 véhicules Niva blancs.
Le tout clairement identifié.

Equipe

Antonis Rigas (log/sécurité) [logisticien sécurité]
Odysséas (médical/explo) [médecin]
Antonis Moras (médical chirurgie) [chirurgien]
Aristides (traducteur)
1 chauffeur de camion grec.

Itinéraire

Depart vendredi 7 mai à 8 heures.

2 nuits à Pristina

4 nuits à Belgrade

Sortie via Sofia

Numéros de téléphones satellites [...]

Responsable du desk à Athènes

Tzanetos Antypas, département des opérations [...]

Sofia Ioannou, chargée de communication [...]

Autre information

Mission apparemment organisée par le ministre grec des Affaires étrangères.

Sécurité

MSF Hollande a clairement annoncé qu'aucune tentative de secours de sa part ne doit être espérée, mais que l'équipe se tenait prête pour toute évacuation médicale à partir de la Macédoine.

En outre, MSF Hollande a clairement fait part de son désaccord total avec l'approche choisie par MSF Grèce. Ils sont les seuls responsables des conséquences. Pendant ce temps, l'unique priorité de MSF Hollande est la sécurité des gens qui participent à la mission exploratoire. Donc toute discussion sur cette action est repoussée jusqu'au retour de la mission, saine et sauve.

RELATIONS PUBLIQUES

MSF Hollande dira clairement qu'il s'agit d'une mission

MSF dont l'objectif est une exploration humanitaire et médicale, avec aucune intention immédiate de monter une opération. Le numéro de téléphone du desk d'Athènes sera donné aux médias, mais pas le numéro du téléphone satellite [de l'équipe exploratoire].

Merci de diffuser ce message à travers le réseau afin que les réponses aux médias soient cohérentes.

Cordialement,

Equipe de terrain et desk MSF Hollande.



Je suis parti avec Odysseas, un autre Antonis, un chirurgien, vice-président de MSF Grèce, et avec un docteur grec volontaire qui avait eu son diplôme à Pristina. Plus un traducteur. Nous sommes arrivés à Skopje. Odysseas était toujours au téléphone avec les coordinateurs. Nous avons essayé de contacter les autres MSF. Ce n'est pas moi qui était en contact avec le ministre de la Défense grec qui lui-même demandait la permission de l'OTAN. Mais je crois que l'accord avec l'OTAN, c'était seulement pour le Kosovo. Nous avions un papier qui disait : à telle heure on passe dans tel village, à telle heure dans tel autre etc. Nous avions les horaires de passage pour ne pas subir les bombardements et pour arriver à Pristina. Avant de partir pour le Kosovo, Odysseas m'a dit que les militaires de l'OTAN avaient changé d'idée. Ils avaient dit qu'il fallait peindre des drapeaux grecs sur les toits des deux 4x4 et du camion. Sinon nous ne passerions pas. Nous avons repeint les logos MSF en drapeaux grecs. Nous sommes restés une nuit à Skopje et à 6 heures du matin nous sommes partis pour la frontière. Quand nous sommes arrivés à Skopje, nous savions que ce que nous allions faire n'était pas accepté par les autres sections. Odysseas me disait qu'il parlait avec le président de MSF Suisse, avec Thierry Durand, que je ne connaissais pas. C'était ma première mission avec MSF Grèce. J'avais fait toutes mes précédentes missions avec MSF France. Je ne connaissais non plus personne de MSF Grèce sauf les plus anciens, Sotiris [Papaspypoulos] et Odysseas. Mais j'ai toujours dit ouvertement : «il ne faut pas toujours rester sans rien faire parce que les Suisses ou je ne sais qui disent qu'il ne faut pas faire ceci ou cela... Ici c'est MSF Grèce, il faut le dire. Il faut s'émanciper, sinon nous resterons toujours le petit frère ou le petit gamin des autres sections et je ne suis pas d'accord.» J'étais persuadé qu'il fallait absolument faire cette mission exploratoire. Nous savions bien qu'au Kosovo, c'était vide. Vide des ONG étrangères.

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).



Nous n'avons pas reçu de financement et nous n'avons pas collaboré avec le gouvernement grec, nous étions seulement en communication avec les forces de l'OTAN pour garantir la sécurité de notre équipe. Nous n'avions pas le logo MSF parce que nos voitures

n'étaient pas des voitures MSF. Nous avions deux jeeps, qui n'avaient aucune marque d'identification MSF. En conséquence au début nous avons dit : «D'accord, mettons une croix rouge sur le toit de la voiture.» Mais cette marque n'était pas identifiable par les avions. Puis nous avons reçu un fax du CICR disant que nous devons cesser d'utiliser la croix rouge, que nous devons trouver une autre identification. Et plus tard, nous avons reçu une autre instruction des forces de l'OTAN nous demandant de peindre notre drapeau national sinon notre sécurité ne serait pas garantie. Donc ou bien nous étions identifiés par le drapeau grec ou bien nous n'avions pas le feu vert de l'OTAN pour entrer.

Harékléa Kaltezioti, chargée de ressources humaines MSF Grèce (en anglais).

Le 6 mai, le président du Conseil international de MSF rappelle, par téléphone, au président de MSF Grèce qu'une mission exploratoire en dehors des cadres opérationnels établis par MSF dans les Balkans est inacceptable, d'un point de vue opérationnel comme d'un point de vue politique. Il le prévient que tout pas dans cette direction entraînera des sanctions. Il confirme ces propos par courrier, le jour même. Son interlocuteur accepte oralement de suspendre la mission, en attendant que des volontaires de l'ensemble du mouvement obtiennent des visas pour s'y joindre. Dans la soirée et la nuit du 6 au 7 mai 1999, les discussions par téléphone et les échanges de courriel se poursuivent. Finalement le président de MSF Grèce déclare que la responsabilité d'arrêter la mission exploratoire ne lui appartient pas. Le directeur général de MSF Suisse demande alors au nouveau directeur des opérations de MSF Grèce de suspendre la mission. Ce dernier répond qu'il ne peut plus l'arrêter. Il propose d'envisager, au retour de l'équipe de MSF Grèce, une mission exploratoire internationale, sur les bases des informations qui seront collectées par la mission en cours. Dans la matinée du 7 mai 1999, l'équipe exploratoire de MSF Grèce entre sur le territoire du Kosovo. Le secrétaire général de MSF international demande aux responsables de la communication de maintenir un «profil bas» sur cette question.



Lettre de James Orbinsky, président MSF international à Odysseas Boudouris et Nikos Kemos, président et directeur général de MSF Grèce, 6 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Au téléphone cet après-midi j'ai discuté des sujets mis en avant dans cette lettre avec Odysseas, qui est à Skopje, en Macédoine. J'ai été informé hier qu'à la suite de la démission de Thierry Durand et malgré le fait que Vincent Faber a pris le relais de ses responsabilités, MSF Grèce a

nommé un nouveau directeur des opérations. J'ai aussi été informé par un courriel d'Odysseas aujourd'hui que MSF Grèce a entrepris de lancer unilatéralement une mission exploratoire (au Kosovo). Cette action se déroule sans l'accord de Vincent Faber, le directeur général de MSF Suisse. Ces deux actions sont inacceptables, pour cinq raisons :

1) Globalement, les actions de MSF Grèce contreviennent à l'esprit et au caractère du mouvement MSF qui sont des éléments centraux de sa cohésion et de sa cohérence.

2) Les actions de MSF Grèce contreviennent aux résolutions de l'actuel Conseil international qui organisent le cadre des activités opérationnelles de MSF Grèce. Essentiellement, celles-ci affirment que toutes les activités opérationnelles de MSF Grèce doivent se dérouler sous la responsabilité du directeur des opérations d'un centre opérationnel commun. Dans le cas présent, étant donné que Thierry Durand a démissionné, cela signifie que cette responsabilité revient à son supérieur hiérarchique immédiat, le directeur général de MSF Suisse. Toute opération menée en dehors de sa supervision n'est pas acceptable.

3) Les actions de MSF Grèce entraînent *de facto* la création d'un sixième centre opérationnel à l'intérieur du mouvement. Ceci n'est pas acceptable car le nombre de centres opérationnels au sein du mouvement MSF est strictement limité à cinq.

4) MSF Grèce, en cherchant à lancer unilatéralement une mission exploratoire, quelle qu'elle soit, sans l'accord du directeur des opérations, ou dans ce cas, de son supérieur, contrevient au cadre actuel de gestion de l'opérationnalité de la section grecque.

5) Les efforts de MSF Grèce pour essayer de lancer unilatéralement une mission exploratoire au Kosovo ou dans la région ont brisé le système transparent, collectif et de coopération mis en place pour organiser la gestion des opérations entre les cinq centres opérationnels. Ce système a été mis en place pour le Kosovo et la région alentour - une région où les questions humanitaires sont complexes et requièrent une collaboration opérationnelle claire. En particulier, pour le Kosovo, le comité exécutif a décidé le 20 avril 1999 de lancer une mission exploratoire qui tentera d'accéder au Kosovo sous la responsabilité du centre opérationnel de Genève et que cette mission inclurait des volontaires grecs et suisses et ne serait pas le début d'une mission de distribution d'aide humanitaire (donc pas de matériel et d'approvisionnement pour cette mission). La mission doit explorer la viabilité d'un espace humanitaire au Kosovo, et se préparer à faire une déclaration publique à ce sujet après consultation avec le comité exécutif. Une mission unilatérale hors de ce cadre d'accord est inacceptable pour le mouvement MSF. Ce cadre garantit une cohérence aux approches opérationnelles et de communication du mouvement MSF sur la crise des Balkans.

En suivant cette voie, MSF Grèce mène des actions qui ne sont pas transparentes et sont directement en opposition avec l'esprit du mouvement MSF et des résolutions émises par le Conseil international pour intégrer les opérations de MSF Grèce. Puis-je vous rappeler que le mouvement MSF a fait des efforts sérieux pour régler la question de l'opérationnalité de MSF Grèce et que ceux-ci se sont déroulés

jusqu'ici dans l'ouverture et la transparence. Les actions récentes de MSF Grèce brisent les règles existantes, auxquelles MSF Grèce avait adhéré et ramène à des actions qui sont à la fois structurellement et politiquement inacceptables pour le mouvement MSF.

En poursuivant ces actions, MSF Grèce s'éloigne elle-même du mouvement MSF. Je vous demande urgemment de revenir.

Pour cela, MSF Grèce doit cesser immédiatement toute mission exploratoire unilatérale. C'est à dire au Kosovo et dans tout autre lieu sans l'accord express du directeur général de MSF Suisse.

De surcroît, MSF Grèce a deux choix. Elle peut accepter la proposition de gestion opérationnelle que MSF Suisse a préparée ou demander que le conseil international revisite la façon dont les intérêts opérationnels de MSF Grèce sont intégrés dans le mouvement MSF.

Si MSF Grèce ne cesse pas immédiatement cette mission exploratoire unilatérale et ne choisit pas l'une des deux options ci-dessus, cela voudra dire qu'elle s'éloigne plus loin du mouvement MSF et que ce dernier devra envisager les sanctions les plus sévères.

J'ai discuté de cette question avec tous les membres du comité restreint, dont Odysseas. Tous, sauf Odysseas sont totalement d'accord avec la position et les conclusions soulignées plus haut.

Merci de m'informer immédiatement de votre décision.

[...]

J'espère que MSF Grèce choisira de rester dans le mouvement MSF, car elle a apporté et peut encore apporter une contribution de valeur. La valeur de ses idées et de sa participation aux questions opérationnelles est vraiment reconnue. En particulier pour les questions humanitaires de la crise actuelle des Balkans. Toutes les idées, sur toute question opérationnelle ou autre sont toujours les bienvenues et il existe de nombreux forums où les exprimer (le Conseil international, le conseil exécutif et les conseils d'administration des différentes sections où vous avez des représentants, à travers les actions communes de MSF Suisse et MSF Grèce). Mais cette participation doit s'exprimer dans le cadre et l'esprit de transparence du mouvement MSF.

Sincèrement,

Docteur James Orbinski, président du Conseil international de MSF.

PS : merci de diffuser cette lettre au personnel du siège, aux volontaires, aux membres de l'association et aux membres du conseil d'administration de MSF Grèce.



«*Explo [mission exploratoire] au Kosovo.*» **Courriel** de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse à Dimitris Richter, directeur des opérations de MSF Grèce, 6 mai 1999, 20h07 (en anglais).

Extrait :

Cher Dimitris,

Comme convenu au téléphone, je te confirme par écrit la position adoptée à l'unanimité par le comité exécutif aujourd'hui. Un courriel de James Orbinsky, plus détaillé et circonstancié te parviendra aussi très rapidement.

1) Nous demandons que la mission actuellement en attente à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine et censée entrer au Kosovo demain matin soit immédiatement suspendue.

2) Une mission exploratoire internationale, incluant des expatriés grecs, va être lancée dès que possible. Cette mission sera sous la responsabilité du centre opérationnel commun, c'est à dire sous ma responsabilité personnelle, en tant que directeur général de MSF suisse.

3) La mission exploratoire projetée se réfèrera au cahier des charges produit par comité exécutif il y a deux semaines :

- profil bas,
- pas de distribution d'équipement ou de matériel,
- pas de communication au sujet de la mission,
- pas de médias/journalistes présents.

4) L'objectif de la mission est d'évaluer l'existence et l'acceptabilité d'un espace humanitaire à l'intérieur du Kosovo et de la Serbie.

En attendant un accord clair de ta part sur ces pré-requis

Bien amicalement,

Vincent

PS. Au cas où il y aurait une contradiction entre ce message et celui de James, c'est le sien, bien sûr, qui doit être considéré comme valide.



«*re-Explo au Kosovo.*» **Courriel** de Dimitris Richter, directeur opérationnel de MSF Grèce à Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse, 7 mai 1999 - 2H17 (en anglais).

Extraits :

Cher Vincent,

Comme convenu au téléphone, j'aurais aimé discuter de la décision du comité exécutif avec le conseil d'administration de MSF Grèce. Malheureusement cela n'a pas été possible. La mission en cours sera au Kosovo demain matin à 8 heures. Je ne peux pas l'annuler 12 heures avant son arrivée au Kosovo. Cela ne serait pas correct vis à vis des membres de notre association. Le but principal de notre mission est d'obtenir le plus d'informations possibles concernant les besoins humanitaires au Kosovo et en Serbie pour le bénéfice de tout le mouvement et elle

ne durera que quelques jours. Je crois qu'il serait plus sage pour le moment de laisser la mission s'accomplir et au retour de l'équipe, nous pourrions mettre en œuvre l'idée d'une nouvelle mission internationale. Comme déjà mentionné, MSF Grèce souhaite faire tous ses efforts pour qu'une mission internationale de MSF entre au Kosovo. Je suis désolé de ne pas être en mesure de respecter ta demande. Je crois que des décisions rapides conduisant MSF au point mort doivent être évitées pour le moment et j'espère qu'elles le seront.

Bien amicalement

Dimitris Richter



Lettre de Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce à Olivier Dechevrens, président de MSF Suisse, 7 mai 1999 (en français).

Mon cher Olivier,

L'urgence des événements fait que je ne pourrai pas assister à la réunion du CA. Je suis actuellement en stand-by à la frontière entre Macédoine et Kosovo.

En effet, comme tu le sais, par la médiation du ministère grec des Affaires étrangères, il existe un accord entre OTAN et les Serbes pour un accès humanitaire à des ONG grecques. Mais les «fenêtres» d'accès seront étroites.

En accord avec les orientations du CE [comité exécutif], nous souhaitons mettre à profit cette possibilité et ouvrir cet éventuel couloir humanitaire aux autres sections.

Par ailleurs, nous souhaitons éviter toutes querelles procédurières pour agir selon nos objectifs principaux : toutes les populations en danger à l'intérieur du Kosovo et du reste de la Serbie.

Transmets s'il te plaît mon message au CA et ainsi qu'au bureau MSF Suisse.

Amitiés, a bientôt, Odysseas.



«*Explo MSF Grèce.*» **Courriel** de Vincent Faber, directeur général de MSF Suisse aux directeurs exécutifs du mouvement MSF, 7 mai 1999, 10H40 (en anglais).

Chers tous,

En appelant Dimitris Richter à Athènes ce matin (vendredi) à 10 heures, j'ai eu la confirmation que l'explo grecque au Kosovo est mise en œuvre comme prévu, bien que leur entrée au Kosovo ne soit pas encore confirmée. La décision d'aller de l'avant a été prise malgré le message envoyé hier par James et après que j'ai appelé moi-même Demetri hier (jeudi) soir à 20h00, demandant explicitement à Athènes de suspendre la mission afin de sauvegarder toutes les possibilités de préparer une mission internationale sur le Kosovo et la Serbie et de discuter du statut futur de MSF Grèce au sein du mouvement.

Je crois que c'est maintenant au Conseil international de décider des actions appropriées qui doivent être prises. Je crois aussi que les membres du comité exécutif ont pris

des positions très claires pendant la téléconférence d'hier soir. Amicalement,
Vincent



« *Mission d'observation au Kosovo.* » **Courriel** de Dimitris Richter, directeur opérationnel de MSF Grèce aux directeurs des opérations et aux responsables de programme, 7 mai 1999, 14H16 (en anglais).

Cher tous,

Je vous informe qu'après une nuit de négociations avec les autorités et le feu vert final de l'OTAN tard ce matin, notre équipe a pénétré au Kosovo à 11H25 (heure locale) à destination de Pristina, pour une mission d'observation. L'équipe est composée des volontaires expérimentés suivants : Odysséas Boudouris (chirurgien), Antonis Rigas (logisticien), Antonis Michas (chirurgien), Aristedes Mavrikakis (interprète).

A partir de maintenant nous vous tiendrons informés par un sitrep [rapport de situation] quotidien.

Merci de me contacter pour toute demande d'information.

Cordialement

Demetri Richter



Courriel de Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international aux chargés de communication de MSF, 7 mai 1999, 16H09 (en anglais).

Extraits :

Cher tous,

Vous devez déjà savoir que MSF Grèce a décidé de lancer une mission exploratoire unilatérale au Kosovo et qu'ils ont passé la frontière macédonienne ce matin, pour entrer au Kosovo. Ceci s'est déroulé sans l'accord des responsables opérationnels de MSF : le partenaire MSF Suisse, les directeurs des opérations et le comité exécutif.

Ce dernier a décidé le 20 avril 1999 que « *une mission exploratoire essaiera d'entrer au Kosovo sous la responsabilité du centre opérationnel de Genève. Cette mission inclura des volontaires suisses et grecs et ne sera pas l'ébauche d'une mission de distribution (pas de matériel pour la mission exploratoire). MSF sera prête à expliquer qu'il n'existe pas d'espace humanitaire, au cas, probable, où la mission aboutirait à cette conclusion.* »

Ce cadre garantit une cohérence à l'approche du mouvement MSF des opérations et des communications dans la crise des Balkans. MSF Grèce a été capable, en raison de la position particulière de la Grèce et dans un cadre négocié avec le ministère grec des Affaires étrangères d'obtenir des autorités serbes un visa pour le Kosovo. La mission part avec du matériel (18 tonnes), et 5 volontaires grecs dont deux chirurgiens. Nous ne savons pas quels contacts ont été pris, ni le genre de positions qu'ils sont prêts à prendre.

A côté du rejet de nos règles opérationnelles communes, vous pouvez comprendre la différence d'approche que cette action révèle et les dangers potentiels qu'elle fait courir à la cohérence de nos opérations et à notre positionnement dans la région. Nous avons décidé de ne pas nous exprimer publiquement sur ces différences et de les garder le plus possible en interne : sinon nous serions obligés de nous livrer à l'exercice complexe, d'expliquer à un public externe que cela ne signifie pas que nous ne voulons pas aider les populations du Kosovo.

Malgré notre souhait de garder un profil bas et de ne pas entrer dans une dispute publique avec MSF Grèce, nous pourrions être obligés de réagir à des déclarations fortes de la mission et que nous considérerions comme prenant partie dans le conflit au lieu de rester neutre ou impartial. Nous vous informerons si nécessaire de la position adoptée, mais s'il vous plaît prenez note que pour l'instant, nous ne faisons aucun commentaire public sur ce sujet

Bien amicalement,

Jean-Marie.



« *De MSF Grèce à tous les membres du Conseil international.* » **Courriel** de James Orbinsky, président du Conseil international de MSF aux présidents des sections, 7 mai 1999, 5H46 (en anglais).

Extraits :

Cette lettre pour vous informer des développements de ces derniers jours impliquant MSF Grèce.

Hier, MSF Grèce a annoncé et lancé unilatéralement une mission à Pristina et Belgrade. Ils sont entrés ce matin par la Macédoine avec deux camions, 18 tonnes de matériel et une équipe de cinq expatriés grecs dont deux chirurgiens et un médecin. Ils l'ont fait sans l'accord du Comité exécutif des directeurs généraux. Cela va à l'encontre de la politique selon laquelle les actions de MSF au Kosovo et en Yougoslavie doivent être menées en vertu des principes humanitaires transparents qui ne prêtent pas le flanc à la manipulation de la part de l'une ou l'autre partie au conflit.

MSF Grèce a organisé cette action grâce à ses liens avec le gouvernement grec qui a passé un accord avec le gouvernement yougoslave pour autoriser l'accès des ONG grecques à la Yougoslavie. MDM [Médecins du Monde] Grèce mène des opérations à Pristina dans le cadre de cet accord. Pour MSF il ne s'agit pas d'un moyen acceptable d'obtenir un accès humanitaire dans cette situation, car l'indépendance et la liberté d'évaluer, de contrôler et de délivrer l'assistance humanitaire ne sont pas garanties. MSF fait actuellement des efforts pour entrer en Yougoslavie par des canaux officiels à Belgrade. Ces efforts se sont jusqu'ici heurtés aux atermoiements des autorités de Belgrade.

De plus, Thierry Durand, le directeur des opérations du centre opérationnel gréco-suisse a démissionné de ses responsabilités de gestion des opérations grecques parce qu'il sentait qu'il ne pouvait pas les tenir plus longtemps. Ceci s'est déroulé malgré de longues discussions, au

niveau des conseils d'administration de MSF Suisse et MSF Grèce - des discussions dont j'ai été tenu informé - le mercredi 6 mai, MSF Grèce a annoncé avoir nommé son propre directeur des opérations. Puis elle a lancé unilatéralement cette mission exploratoire.

J'ai discuté de la situation avec les membres du comité restreint [du Conseil international].

J'en ai aussi discuté avec Odysséas Boudouris, le président de MSF Grèce, la semaine dernière et au cours de deux longues conversations hier après-midi, alors qu'il était à Skopje, en Macédoine. Les résultats de ces discussions sont dans la lettre ci-jointe que j'ai envoyée à Odysséas et aux directeurs généraux de MSF Grèce hier.

Hier également, au cours de notre conversation, Odysséas était d'accord pour suspendre la mission exploratoire unilatérale jusqu'à ce que d'autres expatriés de MSF international puissent se joindre à l'équipe. Il était aussi d'accord pour que MSF Grèce demande des visas pour ces expatriés à l'ambassade de Yougoslavie en Grèce et que le cahier des charges de la mission soit en accord avec celui décrit par le Comité exécutif le 20 avril 1999 (c'est à dire une mission qui explore la viabilité d'un espace humanitaire et le fait qu'aucune assistante humanitaire ne serait délivrée, qu'aucune attention des médias ne serait recherchée et que les résultats de la mission seraient examinés par le Comité exécutif avant de décider de la suite des actions au Kosovo). J'ai parlé de nouveau avec Odysséas qui m'a alors dit que bien qu'il soit d'accord avec moi, la décision n'était pas de son ressort mais de celui de l'exécutif de MSF Grèce, qu'il avait la responsabilité globale pour MSF Grèce, pas la responsabilité exécutive et qu'il ne pouvait pas garantir que notre accord serait respecté. Avec le lancement, ce matin, de la mission unilatérale, l'accord n'a clairement pas été respecté.

Pour l'instant, deux questions émergent de ces événements.

La première est une question de gouvernance et devra être traitée dans les jours et les semaines à venir et à la réunion du Conseil international de juin 1999. La seconde est plus immédiate et concerne les implications politiques potentielles pour les actions humanitaires de MSF au Kosovo et dans la région. Nous ne réagirons pas publiquement à cette action pour le moment. Toutefois, nous pourrions être confrontés à des déclarations de la mission unilatérale qui ne soient pas en accord avec nos principes et nos stratégies dans la région. Si cela arrive, nous réagirons publiquement, comme requis.



Sitrep 7 mai 1999, Kosovo. Antypas Tzanetos, responsable de programme MSF Grèce, 7 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Information générale

Le 6 avril 1999 [erreur, il s'agit de mai] jusqu'à 13 heures nous avons négocié avec les autorités la permission pour notre équipe présente à Presevo, d'entrer dans la zone du Kosovo, afin que notre planning d'origine ne soit pas changé, pour des raisons de sécurité.

Enfin et après discussion avec le ministère yougoslave de la Santé et la Croix-Rouge yougoslave nous avons obtenu cette permission.

Donc à 12H25 heure grecque (11H25 heure locale) et après avoir rempli toutes les procédures de douane nous avons reçu le feu vert de l'OTAN pour commencer la mission.

Bref rapport sur la route Presevo-Pristina

- Durée totale du voyage : 2 heures et demi
- Ils ont rencontré 4, 5 barrages de police sur leur route, qu'ils ont franchis sans problème.
- Selon les observations de nos volontaires, il n'y a pas de dommages visibles dans la zone et pas le sentiment d'une zone désertée.
- Ils n'ont pas vu de villages détruits, mais ont remarqué des maisons incendiées.
- La route était praticable.
- Ils n'ont vu ni entendu aucun avion durant leur trajet.

1. INFORMATION GENERALE

- Pour l'instant aucun bombardement sur la ville n'a été mentionné, même si tard dans l'après-midi notre équipe a entendu des avions.
- Des rumeurs circulent sur la présence de francs-tireurs dans la ville.
- Une ambiance générale de guerre règne dans la ville. Les deux communautés sont profondément séparées en raison de la situation de guerre.
- Selon la population locale la situation des deux derniers jours n'est pas si dramatique.



Les Grecs avaient décidé d'avancer alors que nous essayions de faire cette mission conjointe internationale pour sortir de cette pagaille et donner une image la plus dégagée possible de l'OTAN et aussi faire en sorte de leur sauver la face. Nous avons dit aux Grecs que s'ils y allaient, c'était le point de non-retour. J'ai appelé Odysséas et je lui ai dit que j'avais entendu dire qu'ils voulaient aller au Kosovo. Je lui ai dit : « non ». Nous essayions quand même de trouver un montage international où ils pourraient éventuellement mettre un Grec. Il y avait un peu d'ouverture de notre côté. Il m'a dit de ne pas m'en faire, qu'il n'y avait aucun problème. En fait, il était déjà dans le camion à la frontière quand il m'a dit cela. Ce n'est pas une façon de travailler ! On dit la vérité. On ne dit pas « je n'y vais pas », alors qu'on est en train de partir ! Ce climat existait depuis des mois. Nous avons l'impression que tout était caché. Ça ne donnait pas une envie très forte de travailler ensemble.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).

A Pristina, l'équipe exploratoire de MSF Grèce au Kosovo note une situation « compliquée avec des signes

de violence mais aussi de coexistence» et constate que les besoins de l'hôpital sont couverts, malgré le départ de tous les médecins albanais. A Belgrade, elle rencontre les autorités sanitaires yougoslaves, puis se scinde en deux : les deux chirurgiens, dont le président de MSF Grèce repartent vers la Grèce, via la Bulgarie ; le logisticien, et le traducteur reviennent à Pristina pour continuer la mission exploratoire au Kosovo jusqu'à la fin du mois de mai. En Grèce, la mission fait l'objet d'une attention particulière des médias.



Sitrep [mission expo MSF Grèce. Kosovo, 8 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

2. SITUATION POLITIQUE - INFORMATION GENERALE

Sur la route suivie par l'équipe entre Presevo et Pristina (110 Kilomètres) ils ont vus quelques maisons brûlées (environ 20).

Les villages ne sont pas désertés. Il règne une activité au ralenti, mais normale.

L'équipe ne peut pas dire exactement combien il y a d'Albanais et de Serbes dans ces zones, mais il est certain que le pourcentage d'Albanais est important (on le voit à leurs costumes, etc.)

Une image caractéristique est celle d'un coté de policiers armés serbes et de l'autre de travailleurs agricoles albanais allant aux champs. La situation est compliquée. Il y a des signes de violence mais aussi des signes de coexistence. Il n'y a pas non plus de traces de bombardements massifs. A Pristina, la vie ordinaire s'écoule normalement et il n'y a pas de pénurie de produits de base. Il y a une séparation complète entre les Albanais et les Serbes (il n'existe pas de groupes mixtes). Même s'il règne en ville une impression de coexistence des deux parties. L'équipe a rencontré Régis Debray [écrivain philosophe français] qui rentrait juste de Prizren et Pec et Víctor Loupan, qui est journaliste au quotidien français *le Figaro*. Ils ont raconté que l'accès à Pec et Prizren est totalement différent. Les villages ont été incendiés, les réfugiés prennent la fuite, mais aucun des convois de réfugiés n'est escorté par la police ou l'armée. Selon eux, rien n'indique l'existence d'exterminations de masse.

3. SITUATION MEDICALE

L'hôpital de Pristina est un hôpital périphérique qui couvre pratiquement les besoins de tout le Kosovo jusqu'à la frontière avec l'Albanie. Odysséas a indiqué que lors de leur visite à l'hôpital, des blessés lourds ont été admis, qui arrivaient de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie. Dans cet hôpital des cas urgents et relevant de la chirurgie de guerre sont traités. Le niveau technique chirurgical est très élevé (chirurgie vasculaire et orthopédique).

Presque tout le personnel albanais a quitté l'hôpital, mais selon les Serbes ils reviennent toujours chercher leurs salaires. Les admissions sont irrégulières. Depuis le début des bombardements, 800 opérations ont eu lieu, soit 20 opérations par jour. L'hôpital a préparé un plan en cas d'afflux massif de blessés. On rapporte que dans les

premiers jours du bombardement, ils ont réalisé jusqu'à 80 opérations chirurgicales (mineurs, intermédiaires et sévères) en 24 jours. L'unité de chirurgie de l'hôpital était organisée de manière à pouvoir garantir le fonctionnement de 16 blocs opératoires en même temps. Les unités de chirurgie, de gynécologie obstétrique et de pédiatrie fonctionnent à plein.

Dans ces unités, le taux d'occupation des lits est estimé à 30-40. Officiellement 40% des patients sont albanais (cela a été confirmé par notre équipe). Ce sont en majorité des femmes et des enfants, mais il y a aussi des hommes. De nombreux médecins restent pendant 24 heures de suite à l'hôpital. En général, les médecins et le personnel infirmier ne manquent pas. L'hôpital ne souffre d'aucune pénurie fondamentale et malgré les coupures d'électricité et d'eau, les besoins de base sont couverts (il y a des générateurs). Le problème essentiel concerne les médicaments et l'approvisionnement médical. Ce problème se pose en raison des difficultés de transport (ponts détruits, convois attaqués) et aussi des dommages causés aux usines chimiques et pharmaceutiques. La seule cargaison d'aide humanitaire qui ait atteint Pristina a été délivrée par la Grèce (le gouvernement et les ONG comme perspectives européennes et MDM Grèce, qui sont financées par le gouvernement grec). La Croix-Rouge yougoslave essaye de monopoliser la distribution des médicaments, mais une enquête plus approfondie à ce sujet est nécessaire, car tout cela n'est ni rigoureux ni clair. [...]

Notre position par rapport à la presse reste stable: évaluation des besoins médicaux à Pristina et Belgrade et efforts pour stabiliser un accès libre et sûr à ces zones pour fournir une aide humanitaire aux populations affectées.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans les sitreps précédents, si vous avez besoin d'informations complémentaires, merci de contacter le bureau de MSF à Athènes. Nous enverrons un deuxième sitrep demain après-midi.



«Kosovo 2 update.» **Courriel** de Sophia Ioannou, chargée de communication de MSF Grèce aux chargés de communication de MSF, 9 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Intérêt des médias :

- Les médias locaux ont montré un intérêt spécial au tout début de cette mission expo. Ici la presse a publié de longs articles, en majorité sur les objectifs de la mission exploratoire. [...]
- 12 interviews radio données par Tzanetos Antypas, responsable de programme,
- Toutes les chaînes de télévision grecques ont filmé la mission à l'hôpital de Pristina. Pas de couverture importante à cause du bombardement de l'ambassade de Chine. Nous attendons de voir ce qui se passera quand ils seront à Belgrade. Nous essayons d'être très prudents avec les médias, de ne pas être cités de façon incorrecte et de ne pas nous emballer. Nous ne sommes pas proactifs sur ce sujet, nous répondons seulement aux questions des

médias. N'oubliez pas que ce n'est pas facile quand il s'agit de médias grecs et d'une équipe de volontaires grecs visitant Belgrade. Comme vous pouvez l'imaginer l'intérêt est très grand. Nous gardons un profil bas.

- Les correspondants à Belgrade de *CNN* et de la *BBC* manifestent de l'intérêt sur la question de la présence de MSF dans la ville. Je leur ai parlé et leur ai expliqué les bases de notre expo [mission exploratoire]. Je filtre les appels téléphoniques. J'attends de voir ce qui va se passer.

C'est tout. J'aimerais savoir si vous avez des appels de vos médias. Qu'est-ce qu'ils demandent, qu'est-ce qu'ils veulent savoir ? Qu'est-ce que vous leur dites ?

Bien amicalement à vous tous.



« *Point Kosovo 3.* » **Courriel** de Sophia Ioannou, chargée de communication MSF Grèce aux chargés de communication MSF, 11 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Grâce aux sitreps quotidiens vous êtes tous informés que l'équipe est déjà à Belgrade depuis dimanche après-midi. Pendant ces deux jours, ils ont eu des réunions avec les autorités locales responsables de la santé afin d'évaluer la situation médicale.

Leur réunion avec le personnel local de MSF Belgique au bureau était importante car l'équipe exploratoire a pu être briefée sur la situation générale à Belgrade depuis le départ de la dernière équipe MSF (il y a un mois).

J'ai eu une conversation détaillée avec Anne-Marie [Huby, directrice générale de MSF Royaume-uni] qui est à Skopje et semblait très préoccupée de ce que MSF Grèce disait aux médias et comment cela pouvait être « interprété » ou « mal compris » par les journalistes.

J'ai de nouveau assuré à Anne-Marie que notre position vis à vis de la presse n'avait pas changé, les sitreps que vous recevez sont à usage interne uniquement.

D'un autre côté, l'équipe est bien briefée sur ce que nous disons afin d'éviter d'être hors contexte ou cité de manière incorrecte.

Jusqu'ici nous n'avons jamais dit que nous avons obtenu le libre accès. Nous mettons en avant nos efforts pour stabiliser un accès libre et sécurisé pour fournir de l'aide humanitaire aux populations affectées.

Couverture média

Nous continuons à répondre aux demandes des médias locaux qui suivent cette histoire. Les principaux titres de la presse grecque après le départ de l'équipe exploratoire sont les suivants (9-10 mai 1999)

- « *Mission de MSF pour sauver des vies à Pristina et Belgrade. Evaluation médicale dans la zone.* » (*Eleftherotypia*)
- « *MSF sur la ligne de front.* » Présentation des activités de MSF en Albanie, à Skopje, à Monténégro et expo en ex-république yougoslave. (*Ethnos*)
- « *MSF : appel pour un couloir humanitaire sécurisé au Kosovo.* » Après la détérioration des bombardements MSF lance un appel ouvert pour le libre accès de toutes les victimes de la guerre. (*Thessaloniki*)

- « *MSF s'inquiète de l'accès humanitaire au Kosovo.* » Appel à une évaluation libre et indépendante. (*Ta Nea*),

- Le correspondant de *l'AFP* en Grèce (M. Gounds) a repris le sujet, et m'a contacté pour me demander plus de détails.

- Aujourd'hui l'équipe visite le centre d'urgence de Belgrade et des réunions avec le personnel médical ont été programmées pour évaluer et collecter des données médicales. Là-bas ils ont été contactés par tous les correspondants des médias grecs. (*Mega Channel, Sky Tv, Antenna Tn, Net Tv, Star Tn*) pour donner des interviews expliquant l'objectif de leur visite à Belgrade. Leurs déclarations sont restées dans le cadre de la ligne commune.

- Le correspondant de *CNN* à Belgrade (Tanya...) a enregistré une déclaration d'Odysseas à l'extérieur de l'hôpital. Il a souligné deux points fondamentaux:

- évaluation des besoins médicaux,

- efforts pour explorer la viabilité de l'espace humanitaire dans le pays pour une action humanitaire indépendante future de tous les MSF.

- Le correspondant de la *BBC* à Belgrade (John Simpson) a pris contact avec Odysseas Boudouris (coordinateur de la mission exploratoire). Ils ont discuté de la présence de MSF en Albanie, au Monténégro et à Skopje. Il voulait en particulier en savoir plus sur les objectifs de l'explo. Rien n'a encore été filmé, mais il fera sans doute une déclaration devant la caméra.



Sitrep 16, 18 mai 1999. Kosovo-Belgrade, mission exploratoire MSF Grèce, 18 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

UNIQUEMENT A USAGE INTERNE MSF

(16-17 mai 1999)

SECURITE

A minuit le 15 mai, l'aéroport militaire (situé à 15 kilomètres de Belgrade) a été bombardé.

Le 17/5/99 il n'y a pas eu de bombardements sur Belgrade, mais l'OTAN - selon ce que *CNN* nous a transmis - a retiré toute garantie concernant les organisations humanitaires.

PLANNING

L'équipe a prévu des réunions avec le ministère yougoslave de la Santé, le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade de Grèce en Yougoslavie.

La tournée prévue des ONG en compagnie de représentants du ministère de la Santé dans plusieurs villes de Serbie, afin d'évaluer les structures de santé a été reportée.

Jeudi 18 mai, l'équipe suivra son propre emploi du temps.

REUNIONS (18 mai 1999)

Nous avons rencontré le représentant du ministre des Affaires étrangères de la Fédération yougoslave, M. Dragomir Lavovic. L'objectif de cette réunion était d'informer le représentant de « qui nous sommes » (la charte MSF, notre action en Grèce et à l'étranger, nos financements et nos donateurs). Nous avons souligné que MSF a l'intention de ne pas distribuer l'aide unilatéralement, mais au contraire de telle façon que les civils affectés au Kosovo et en Serbie soient couverts.

Nous avons souligné les difficultés bureaucratiques que nous avons rencontrées pour l'obtention des visas et au contrôle douanier des médicaments. Nous nous sommes aussi concentrés sur les particularités de notre organisation, qui exige de ses volontaires qu'ils distribuent l'aide humanitaire eux-mêmes, de façon indiscriminée et indépendante, et qu'ils soient présents à toutes les étapes du transport, du stockage et de la distribution.

Finalement, l'équipe a suggéré un plan de visites dans les hôpitaux des différentes zones (semblable à celui mené par l'OMS en coopération avec le ministère de la Santé) mais qui a été reporté pour des raisons de sécurité. Notre équipe avait été invitée en compagnie de CICR et de l'OMS dans le cadre de ce plan d'exploration des besoins.

Sur la route de Pristina nous sommes passés le lendemain d'un bombardement de l'OTAN qui avait tué 52 personnes sur un pont. Il y avait des vêtements éparpillés, le pont bien sûr était détruit. Nous avons retrouvé deux ou trois personnes rescapées à l'hôpital, des gamins avec tout le visage brûlé. A Pristina, nous avons trouvé les groupes de journalistes grecs et Paul Watson un journaliste canadien qui s'était caché. Il était avec un traducteur serbe. Nous avons rencontré Régis Debray [écrivain-philosophe français]. Nous avons discuté de beaucoup de choses pendant la nuit. Après 6 heures, nous ne pouvions plus partir. Nous logions au Grand-Hôtel de Pristina, le seul qui n'avait pas encore été bombardé. Nous avons rendez-vous avec le directeur de l'hôpital et nous avons déchargé tous les médicaments dans la pharmacie centrale de l'hôpital. Nous avons discuté avec les médecins. [Le président de MSF Grèce] avec les chirurgiens. Nous avons passé deux ou trois jours à Pristina. Après nous avons pris la route pour aller à Belgrade par Nis. Nous avons vu des ponts, des maisons, toutes les infrastructures, des usines de tabac détruits, c'était vraiment la catastrophe. Nous avons vu des maisons détruites et la famille à côté. Mais si je me souviens bien, c'était aussi les avions de l'OTAN qui lâchaient les bombes. Nous avons vu les bombardements en plein champ. Nous avons ramassé une petite pièce de fer du pont et à Athènes, nous l'avons faite examiner pour voir si les bombes avaient de l'uranium. Ce n'était pas le cas. A l'extérieur de Nis nous avons rencontré un Brésilien qui était en mission pour l'ONU. Nous sommes arrivés à Belgrade. La même histoire qu'au Kosovo : nous avons rencontré le vice-ministre de la Santé. Nous avons déchargé dans l'entrepôt de la pharmacie centrale de l'hôpital de Belgrade. Nous avons discuté avec les médecins et nous sommes repartis. Nous n'étions plus que deux. Le plan était de retourner voir ce qui se passait à Pristina et de commander d'autres médicaments d'Athènes etc... Quand nous sommes arrivés à la frontière kosovo-yougoslave, les soldats yougoslaves nous ont arrêtés et nous ont demandé où nous voulions aller. Ils nous ont dit que c'était très dangereux, qu'il y avait beaucoup de snipers. Sur cette route, il y avait beaucoup de maisons brûlées. J'ai une photo de toute une famille, autour d'une charrette, des gens qui fuyaient. Je ne sais

pas si c'était des Serbes ou des Albanais. Nous sommes arrivés à Pristina et nous y sommes restés une semaine. Nous étions à l'hôpital. Nous avons un téléphone satellite. Chaque jour, je prenais des nouvelles. Stephan Oberreit m'a appelé au téléphone. Nous étions amis, nous avons travaillé ensemble au Burundi. Il m'a demandé comment cela se passait. Je n'étais pas très heureux d'être à Pristina sous les bombardements, et en plus quelqu'un me demandait pourquoi nous avons agit comme ça ! (Rire) A l'hôtel j'ai rencontré Bernard Guetta, un journaliste français qui travaillait pour la Republica et qui avait une autorisation pour circuler au Kosovo. Avec lui, nous voulions nous approcher des autres villes du Kosovo, Prizren, Pec, etc. pour voir ce qui se passait et prendre contact avec les médecins. Nous n'avions aucun contact avec l'OTAN. Toute la région était sous occupation serbe totale. Les soldats serbes se cachaient dans les arbres pour ne pas être repérés par les satellites de l'OTAN. Quand ils voyaient le drapeau MSF, ils nous arrêtaient. Ils étaient agressifs envers nous. Jusqu'au moment où nous disions que nous étions grecs. S'ils voyaient les passeports grecs, ils commençaient à dire « oui mais vous connaissez les MSF etc. » Nous répondions que nous avions la permission et que nous voulions aller à Pec, Dagovica, etc. Les UCK étaient entre les villes. Comme la guérilla, avec des snipers. Ils ne nous ont jamais arrêtés. Avec Bernard Guetta, nous sommes allés à Dagovica. A l'hôpital, nous avons discuté avec les autorités. Après nous sommes passés à Pec. Tout le marché albanais était totalement brûlé et rasé. Régis Debray nous avait prévenu qu'il avait vu beaucoup de maisons brûlées. A l'hôpital, nous avons discuté avec les médecins, qui étaient tous contre les MSF, en général. Ils nous ont raconté comment cela se passait avant, avec les MSF belges ou français : ils donnaient seulement des médicaments aux Albanais, à l'UCK. Après nous sommes revenus à Pristina. Puis je suis rentré à Skopje, tout seul sans le traducteur. C'était très dangereux. J'ai vu un village totalement brûlé, pas loin de Blace. Et j'avais peur des snipers, des Yougoslaves, des Albanais, de l'UCK.

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).

La plupart des responsables du mouvement international estiment ne plus pouvoir faire confiance aux responsables de la section grecque. Certains s'interrogent sur la responsabilité personnelle de son président et demandent qu'il soit suspendu de ses fonctions de vice-président du conseil international.



Echange de courriels entre Miguel Angel Perez, président de MSF Espagne, Tine Dusauchoit, présidente de MSF Belgique et Olivier Dechevrens, président de MSF Suisse, 6-7 mai 1999 (en français).

- A mon avis, il faudrait clarifier la responsabilité personnelle de Odysseas dans toute cette affaire. Si nous décidons l'expulsion de la section grecque, peut-être nous sommes en train de condamner toute une section par l'action d'une seule personne, laquelle va continuer dans le mouvement international en qualité de membre d'une autre section et même de vice-président du CI [Conseil international]. C'est une manière de laisser une porte ouverte.

En tout cas, je suis d'accord avec la lettre telle qu'elle est. Amitiés. MIGUEL

- Je suis tout à fait d'accord avec ce commentaire de Miguel et je le remercie d'avoir attiré notre attention là dessus.

Tine

- J'ai téléphoné hier soir (6 mai) à Sotiris, pour lui donner cette information.

Je lui ai dit que, comme président d'honneur de MSF Grèce et vu l'absence d'Odysseas, il devait communiquer clairement au CA grec la gravité de la situation actuelle.

Je lui ai clairement dit qu'une exclusion du mouvement MSF était possible dans les jours ou les heures prochaines, et que l'ensemble des sections était opposé à leurs initiatives actuelles.

Je lui ai dit que si la CA grec voulait éviter cette exclusion, une des possibilités était de se désolidariser d'Odysseas, si ce dernier persistait à entraîner MSF Grèce dans une voie sans issue, contre la volonté de l'association et du CA grecs.

Je lui ai aussi dit que j'imaginai que le CA était suffisamment responsable pour savoir ce qu'il faisait, et en juger les conséquences négatives éventuelles. Sotiris m'a ensuite dit qu'une exclusion ou toute décision importante prise par le CR [comité restreint] contre MSF Grèce devrait au moins se faire en écoutant leur avis. Il pense que s'il y a une téléconférence entre les présidents, Odysseas devrait pouvoir y participer. (Je lui ai rappelé que James et Odysseas avaient longuement parlé dans la journée, mais il pense que ce n'est pas suffisant). Personnellement je suis d'accord avec cette remarque.

Ensuite il m'a dit que la mission « d'observation et d'évaluation, mais pas d'exploration pour une future action de MSF Grèce au Kosovo » était trop avancée pour pouvoir l'arrêter (ce que confirme Dimitris Richter ce matin). Il dit aussi qu'il y a une énorme pression, en Grèce, de la part de l'association et de l'opinion publique, pour voir MSF Grèce s'engager concrètement.

Les gens ne comprennent pas pourquoi des ONG grecques moins connues comme MDM Grèce y sont et pas MSF.

Il pense que pour diminuer cette pression et contenter

l'association grecque, il n'y a pas d'autre choix pour eux, que d'aller de l'avant dans la mission d'« observation » au Kosovo.

Olivier



« MSF Grèce. » **Echange de courriels** entre Pierre Salignon, membre de MSF France et James Orbinsky, président de MSF international, 7-10 mai 1999 (en anglais).

J'espère que tu vas bien. Je ne suis pas chargé de la crise du Kosovo à Paris. Je veux simplement réagir ici en tant que membre de MSF (j'espère que tu comprendras).

Hello James,

J'ai appris il y a quelques heures qu'un convoi de MSF Grèce était en route pour Pristina. J'aimerais connaître ta position à ce sujet. Je ne comprends pas où va le mouvement international si dans ce type de contexte MSF Grèce lance ses propres opérations sur le terrain sans une claire réaction du Conseil international. La position d'Odysseas sur ce conflit est « dangereuse » (de mon point de vue) et va mettre l'ensemble du mouvement MSF dans une situation délicate. Cela pourrait aussi avoir des conséquences sur nos opérations dans les pays voisins où MSF prodigue une assistance à tous les « déportés » suite à la politique de nettoyage ethnique de S. Milosevic. Je comprends la volonté d'évaluer la situation à Pristina et en Yougoslavie. Mais cela doit se dérouler sous des conditions spécifiques (liberté d'évaluation, accès à la population albanaise déplacée au Kosovo) et sous une responsabilité commune internationale. Tu as dit hier que MSF Grèce serait exclue du mouvement si leur convoi passait la frontière. As-tu la même position aujourd'hui ? Il est évident que si MSF ne manifeste aucune réaction claire, à mes yeux le mouvement international n'existe plus. Mais il s'agit d'une position personnelle d'un membre de MSF. Et Odysseas est toujours vice-président du Conseil international...

Pierre Salignon, MSF

Merci pour ton message. J'ai transmis aux sections MSF une copie de la lettre que j'ai envoyée à MSF Grèce. Comme tu peux l'imaginer - et comme c'est le cas - cette affaire occupe tout mon temps, entre les coups de téléphone, les téléconférences et la mise au point d'une position cohérente du mouvement. Je pense que les lettres parlent d'elles-mêmes. Je suis également COMPLETEMENT conscient de l'implication politique de nos actions humanitaires dans les Balkans (comme tu le soulignes et je suis ENTIEREMENT d'accord avec toi). Stratégiquement, nous devons essayer de minimiser cet impact potentiel. Avec d'autres, dont les directeurs généraux du comité exécutif, je fais tout mon possible pour mieux pour y arriver.

James



Courriel de Stephan Oberreit, MSF France à James Orbinsky, président de MSF international, 9 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Je pense qu'il nous faut traiter deux questions majeures :
1- La rupture avec le cadre opérationnel général de MSF et la décision unilatérale de MSF Grèce de devenir opérationnelle (mais pas en Zambie !)

2- La rupture avec le cadre opérationnel dans les Balkans
Ces deux questions doivent être traitées séparément. Aussi longtemps que MSF Grèce fait encore partie du mouvement, le point 2 doit être traité en fonction de ce que son équipe FAIT ET DIT en ex-Yougoslavie et du moment où elle en partira. Cela déterminera, dans une certaine mesure l'attitude que nous devons avoir: très ferme ou prête à parler et négocier. Le problème est d'arriver à être informé de façon indépendante de ce qu'ils ont fait et dit aux médias grecs...

Dans une certaine mesure, je regrette que jusqu'ici personne ne soit allé à Athènes parler avec MSF, montrer à quel point le mouvement prend cette affaire au sérieux et vérifier quelle est l'ampleur du soutien reçu par Odyssea . Il est encore temps de le faire.

Et puis, il y a l'aspect juridique de l'expulsion de MSF Grèce. Nous avons peu d'atouts et je crains que nous n'ayons pas le droit d'ouvrir un autre bureau MSF en Grèce (le gouvernement et le système judiciaire LES soutiendront et pas nous.) En matière de presse, personne ne comprendra rien à cette histoire, et donc ça ne vaut pas le coup. Nous allons devoir nous limiter à contrôler les dégâts.

Je crois que nous allons devoir « donner leur congé » aux Grecs, cela se terminera sans doute par une expulsion, essentiellement en coupant les ponts, mais ils resteront MSF en Grèce et nous ne pouvons pas faire grand chose, tant qu'Odysseas et Sotiris contrôlent l'association. Nous devons soutenir la dissidence et essayer de reprendre le contrôle du conseil d'administration, mais cela peut prendre du temps et ne jamais réussir.



« *Vice-présidence du Conseil international.* »
Courriel de Tine Dusauchoit, présidente de MSF Belgique aux membres du comité restreint du Conseil international de MSF, 9 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Considérant les événements de ces derniers jours.

Considérant en particulier le manque d'ouverture, de transparence d'Odysseas et de la section grecque (bien qu'à l'heure actuelle, on ne sache pas clairement s'il s'agit d'une approche personnelle ou d'une approche de la section).

Considérant l'absence évidente de respect de « l'esprit » du mouvement international (j'utilise ce mot parce que

« esprit » va bien au-delà des accords, des procédures et des structures et je considère que ce qui se passe va plus loin que le non-respect des accords et des structures). Considérant les conséquences graves pour le mouvement international.

Après en avoir discuté avec le conseil d'administration de MSF Belgique vendredi dernier et reçu leur soutien total pour cette proposition, j'appelle à suspendre immédiatement Odysseas de sa fonction de vice-président du Conseil international.

Lors de sa réunion de juin, le Conseil international devrait travailler sur la suite à donner à cette affaire.

Je vous demanderais d'envoyer à James, votre approbation ou votre rejet de cette proposition et si celle-ci est acceptée, je suggère à James d'en informer tous les présidents membres du Conseil international, cette proposition étant désormais celle du comité restreint.



Lettre ouverte à Tine Dusauchoit et à tous mes amis du Conseil international, Odysseas Boudouris, président MSF Grèce, 17 mai 1999 (en français).

Extrait :

J'ai appris par un message que m'a retransmis Sotiris (lui-même l'avait reçu par retransmission par Olivier) la proposition de Tine de me limoger de ma fonction de vice-président du CI [Conseil international] avec effet immédiat.

J'avoue que cette lettre m'a blessé et m'a choqué.

Elle m'a blessé pour une raison: la date de la lettre, le 9 mai, c'est à dire au moment où notre équipe se trouvait entre Pristina et Belgrade, dans une zone dangereuse, pour une mission difficile. Celle précisément que la section de Tine essaye d'entreprendre depuis des semaines, sans y parvenir. Notre grande organisation internationale s'est-elle déshumanisée à ce point ? N'aurait-on pu attendre mon retour ou du moins l'information que notre équipe est en sécurité ? Sommes-nous devenus des adversaires au point d'oublier une certaine fraternité qui fait précisément cet « esprit » MSF auquel Tine se réfère ?

Merci en tout cas à Éric Dachy (responsable de programme à Bruxelles) qui nous a téléphoné en nous posant une seule question: est-ce que tout va bien ? Est-ce que je peux vous aider ? Éric, nous avons beaucoup de divergences sur l'analyse de la crise du Kosovo. Mais avec toi je sens que nous faisons partie de la même organisation ! Cette lettre m'a choqué aussi. Nous avons une responsabilité avant tout morale vis à vis du mouvement. Nous sommes sensés représenter une vaste structure qui ne peut fonctionner que sur des règles démocratiques. Chers amis du CI, avez-vous conscience que nous devons respecter les règles élémentaires du fonctionnement démocratique ? Tine se fait procureur et m'accuse de manquer à l'esprit MSF. Mais l'esprit MSF n'est-il pas d'agir d'abord et avant tout pour les populations en danger ? Ce que, en notre âme et conscience, nous faisons. Ne fallait-il pas explorer les besoins humanitaires à l'intérieur du Kosovo et de la Serbie ? Ne fallait-il pas tenter d'évaluer l'espace huma-

nitaire que nous pouvons trouver ? Si Tine pense que non, elle est en contradiction avec sa propre section et le comité exécutif. Elle est en contradiction avec ce que peut penser tout humanitaire sincère et en définitive avec l'esprit MSF. Si elle pense que oui, alors elle doit nous féliciter d'avoir incarné « l'esprit MSF ».

Tine accuse la section grecque de manque de transparence et d'avoir enfreint les procédures. Mais sur quels faits? Depuis le début de la crise nous avons clairement exprimé nos préoccupations à Thierry Durand, notre DirOp [directeur des opérations], jusqu'à ce qu'il démissionne. Par la suite nous nous sommes adressés à James Orbinski et à Jean-Marie Kindermans pour rétablir un contact opérationnel avec les autres sections. Nous avons continué à informer au jour le jour toutes les parties concernées. Fallait-il, en pleine crise, geler notre activité parce que Thierry Durand avait, sans crier gare, abandonné son poste? Nous avons pensé que non.

Au risque de heurter ceux qui aimeraient que l'opérationnalité soit le monopole des grosses sections, nous avons mis au cœur de nos préoccupations la situation des populations en danger.



Il y a un point noir sur la transparence. Je ne suis pas du tout sûr qu'Odysseas alors président, a joué le jeu ouvertement. J'ai appris des choses qui montrent qu'il a voulu obscurcir la situation. Il n'avait pas dit aux autres sections que nous avions demandé des visas, et que nous allions entrer au Kosovo alors qu'il leur avait parlé au téléphone quelques heures avant. Nous les avons mis devant le fait accompli, une fois que nous étions entrés au Kosovo. Quand nous avons commencé à envoyer des sitrep, nous étions déjà à l'intérieur. En tant que président, Odysseas avait pris tout sur lui. Dans les périodes de crise, les pays et les associations se rassemblent toujours autour de leur dirigeant. Mais en plus, je crois qu'Odysseas tenait un double langage. Comme il était le seul point de référence, il ne disait pas la même chose en interne et à l'extérieur. Nous lui faisons confiance. Nous pensions que toutes les choses allaient bien. Et nous étions persuadés que les autres MSF savaient mais ne voulaient pas. Nous étions persuadés de cela.

Dr. Sotiris Papaspyropoulos, président d'honneur de MSF Grèce (en français).

Les directeurs des opérations et les responsables de programme Kosovo des différentes sections MSF s'accordent pour poursuivre les efforts afin d'obtenir des visas pour la Fédération de Yougoslavie. Il réaffirment également que toute intervention de MSF en Serbie et au Kosovo ne pourra se réaliser que si les critères de libre évaluation des besoins et de liberté d'action sont remplis.



Annexe au compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations sur le Kosovo du 5 mai 1999, 7 mai 1999 (en français).

Extraits :

Annexe - Intervention MSF en Serbie et au Kosovo.

Les critères qui définissent un espace humanitaire suffisant pour que MSF assure sa mission de secours au Kosovo n'ont rien d'exceptionnels. Ils sont identiques pour chacune des missions.

Il est cependant évident que nous devons être d'autant plus méfiants, voir suspicieux sur le respect de ces critères du fait que nous allons travailler en contexte de conflit, avec les dirigeants de Yougoslavie et l'armée serbe dont les crimes contre l'humanité sur la population kosovare sont connus et documentés.

1) Chacun peut se référer au document *Principes de référence du mouvement Médecins Sans Frontières* édité par le BI [bureau international] en février 1997.

2) Les directeurs généraux se sont exprimés en avril 1999 sur les conditions minimales pour une mission explo[ratoire] à travers Belgrade : circulation libre (pas d'escorte armée), pas de dons préalables (l'équipe arrive les mains vides), engagement à diffuser au retour ce que nous avons vu à l'intérieur (inversement pas de communication média quand nous sommes à l'intérieur).

3) L'objectif de l'aide est la délivrance impartiale de l'aide aux populations affectées. Cette garantie n'est assurée que par les acteurs de l'aide (ici on parle de MSF).

Les moyens nécessaires pour arriver à cet objectif sont :

- La libre évaluation des besoins ;

* accès aux zones affectées = circulation libre sans harcèlement administratif, conditions de sécurité acceptables.

* accès aux populations sans discrimination ; zone urbaine et rurale, droit de rencontrer, parler avec, examiner toute personne susceptible d'avoir des besoins, de représenter les besoins de sa communauté ou d'orienter MSF vers des populations dans le besoin

* l'évaluation se fait communauté par communauté, en fonction de leur propre histoire. Il n'est pas question en RFY d'uniformiser les victimes. En RFY aujourd'hui il y a principalement :

. La population albanaise restée dans les villes et villages sous restriction de mouvement et de liberté, ayant vu partie de sa communauté se faire expulser +/- maltraité.

. La population albanaise déplacée et « bloquée » dans différentes poches (Klina par exemple).

. La composante dite « serbe » de la population antérieure du Kosovo vivant sous les attaques aériennes de l'OTAN.

L'évaluation de MSF doit tenir compte de ces différentes répartition, histoire, besoins, souffrances.

Les conseils d'administration des sections belge et suisse s'interrogent sur les politiques d'accueil des réfugiés kosovars dans leurs pays.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF Belgique, avril 1999 (en français).

Extrait :

Pascal [Méus] demande ensuite quelle est la prise en charge des réfugiés kosovars en Belgique ? Vincent [Janssens] souligne que ce travail est entièrement géré par les projets belges et la cellule concernée. Les points communs sont le statut et la protection (enregistrement, statut, information). Notre action ne vise pas à les aider à obtenir ces documents car d'autres ONG ont cette mission et sont mieux équipées. Par contre, nous orientons les personnes qui ne disposent pas des informations nécessaires. Par ailleurs, nous monitorons [surveillons] le niveau de protection des réfugiés à la frontière albanaise (Stef De Wolf). L'utilisation de cette étude dépendra de l'évolution de la situation.

Le suivi des Kosovars dans leur pays d'accueil est pris en charge par la cellule responsable du pays d'accueil.

Nous devons nous positionner sur la situation des réfugiés en Albanie et si nous acceptons que l'Albanie serve de salle d'attente pour ces réfugiés et donc aussi si nous acceptons la politique d'accueil de l'Europe. Pour le reste, les situations au Kosovo et dans les pays d'accueil autres que l'Albanie sont très différentes.



Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF Suisse, 7 mai 1999 (en français).

Extrait :

IV. Politique d'asile de la Suisse. Kosovars.

La politique d'asile en Suisse envers les Kosovars paraît « anti-humaine », « des parents sont séparés des enfants... » On dirait que tout est fait pour que les réfugiés ne retrouvent pas leur dignité. De plus, la politique suisse actuelle pousse aussi les réfugiés à rentrer dans l'illégalité en établissant des quotas stricts.

Ainsi, il est proposé que MSF n'attende pas d'être la « cinquième roue du carrosse » pour agir. Au contraire, le CA demande à ce que l'association soit proactive sur le sujet. On aimerait que MSF prenne contact et tisse des liens avec les différentes associations actives en Suisse dans la coordination d'aide aux réfugiés. On souhaite aussi que MSF-Suisse puisse se positionner avec d'autres associations quant à la politique d'asile en Suisse si nécessaire.

Selon des témoignages recueillis par la presse et par le HCR, les habitants de Prizren, dans un premier temps obligés par les forces serbes à quitter la ville, sont désormais forcés à rester au moment des bombardements. Le camp de Kukes en Albanie commence à être saturé et le HCR envisage de transférer les réfugiés. Le gouvernement grec s'oppose à l'arrivée de réfugiés

kosovars dans le Sud de l'Albanie où vit une forte minorité grecque.



« La police serbe empêche les habitants de Prizren de fuir (témoignages). » Sélim Yassine, **AFP** (France), Morina, (Albanie), 2 mai 1999 (en français).

Extrait :

La police serbe sélectionnait dimanche les réfugiés autorisés à quitter le Kosovo, empêchant les habitants originaires de Prizren de fuir, après avoir facilité dans un premier temps leur départ en mettant des bus à leur disposition, selon des témoignages concordants recueillis par l'AFP au poste frontière albanaise de Morina (Nord).

Les représentants sur place du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) ont confirmé avoir recueilli des témoignages allant dans le même sens.[...]

Selon les témoignages d'arrivants, la sélection se fait d'abord à la gare routière de Prizren ville de 50 000 habitants dans le Sud du Kosovo, ou la police aurait attaqué à coups de crosse des habitants qui se précipitaient sur un bus pour partir.

Ensuite, à un barrage à Zhur, localité située à 6 kilomètres de la frontière albanaise, la police dépouille les réfugiés de leurs pièces d'identité. Ceux qui ne sont pas autorisés à passer le barrage, doivent faire à pied les 20 kilomètres pour retourner à Prizren, les autres devant poursuivre également à pied la route vers la frontière albanaise. [...] Les habitants de Prizren, deuxième ville du Kosovo, avaient commencé à fuir jeudi lorsque des militaires serbes se furent répandus dans la ville après le bombardement par l'OTAN d'une de leurs casernes.

Les Kosovars arrivés depuis jeudi, pour la plupart des citadins, ont rendu encore plus difficile la situation dans la ville et la région de Kukes (25 000 habitants) qui ploient déjà sous le fardeau de plus de 100 000 réfugiés.

Seuls 25 000 d'entre eux ont été accueillis dans des camps, selon le HCR, les autres campent sous des bâches dans des carioles, sont logés dans des bâtiments publics ou chez l'habitant, pas toujours gratuitement.[...]

A cause de l'insuffisance des infrastructures dans cette région frontalière et pour des raisons de sécurité, le HCR souhaite évacuer les réfugiés de cette zone.



« Athènes hostile à l'accueil d'Albanais du Kosovo dans le Sud de l'Albanie. » **AFP** (France), Athènes, 6 mai 1999 (en français).

Extrait :

La Grèce a affirmé jeudi avoir fait avorter les projets du gouvernement albanaise d'établir des réfugiés du Kosovo dans le Sud de l'Albanie où réside une importante minorité d'origine grecque.

Le porte-parole du gouvernement, Dimitris Reppas, a indiqué jeudi à Athènes qu'une démarche avait été faite en ce

sens auprès du représentant de l'OSCE à Tirana il y a près de dix jours

«*Le gouvernement grec, grâce à l'intervention de l'OSCE, a réussi à ce que le projet albanais ne soit pas mis en place*», a souligné M. Reppas.

Cette mise au point a été faite après que Dennis McNamara, émissaire du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie, eut déclaré mercredi à Skopje que plusieurs milliers de réfugiés du Kosovo installés en Macédoine pourraient partir dans les jours à venir pour la région de Korça (Sud-Est de l'Albanie) après l'ouverture d'un couloir humanitaire destiné à désengorger la Macédoine face à l'afflux de réfugiés.

Le Premier ministre grec Costas Simitis avait déclaré le 31 mars au parlement que les dirigeants albanais l'avaient rassuré quant au sort de la minorité grecque du sud de l'Albanie où affluent des réfugiés albanais du Kosovo. [...]

Le 6 mai 1999, les membres du G8 réunis à Bonn adoptent sept principes pour la résolution du conflit, dont l'évacuation du Kosovo par les forces serbes, le déploiement d'une force internationale et le retour des réfugiés. Le gouvernement yougoslave accepte qu'une mission d'évaluation humanitaire des Nations unies se déroule sur son territoire. Le 10 mai 1999, il annonce le début du retrait de ses troupes du Kosovo. L'OTAN continue néanmoins ses frappes. Le HCR déclare que depuis le 25 mars 1999, la moitié de la population kosovare a été chassée de sa province et lance un appel au financement.



«*Esquisse d'un accord de paix au Kosovo - L'implication du Conseil de sécurité de l'ONU apporte un cadre juridique pour négocier*» Joseph Fitchett, **The International Herald Tribune**, Paris, 7 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

«*Considérez l'accord du G8 comme une répétition avant celui du Conseil de sécurité*» a déclaré jeudi un responsable de l'OTAN, décrivant l'accord signé à Bonn comme une étape qui pourrait préparer le chemin pour mettre fin à la guerre au Kosovo. Implicitement, l'accord, annoncé par les ministres des Affaires étrangères des huit gouvernements - de six Etats-membres de l'OTAN plus le Japon et la Russie - soutient la guerre aérienne de l'Alliance jusqu'à ce que Belgrade se soumette aux demandes internationales. De façon significative, le plan ne fait aucune référence à l'accord ou au consentement de Slobodan Milosevic, le président yougoslave.

A la place, il appelle à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant des concessions serbes sur le Kosovo qui correspondent aux objectifs déclarés de l'OTAN dans le conflit. Si la proposition est finalement adoptée par le conseil, elle donnera une légitimité internationale à une administration post-guerre du Kosovo

conforme aux lignes définies par les Etats-Unis et leurs alliés européens. [...]

La fin de partie diplomatique qui se profile dans le communiqué, en plus de fournir un plan de paix qui pourrait être imposé contre la volonté d'un Etat souverain, garantirait aussi - comme les Russes le souhaitent - qu'aucune frontière ne soit changée.

La Serbie ne perdrait officiellement aucune souveraineté sur le Kosovo, et une autonomie provisoire - et non pas l'indépendance - serait accordée à la province rebelle. Dans ce sens, l'accord de Bonn ne contient aucune concession nouvelle susceptible de décider M. Milosevic à s'engager vers un geste politique substantiel. [...]

Mais, une concession potentiellement perturbante, apparemment accordée pour des raisons d'opportunité dans la négociation, mentionne explicitement que l'OTAN ne fournira pas le noyau de ce qu'on a appelé une présence internationale pour garantir la sécurité dans le Kosovo d'après-guerre.

En réponse aux questions, le ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer a affirmé que cette force devrait être «militaire» - un autre mot qui n'est pas utilisé dans la déclaration. Et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères britannique, Robin Cook et la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright ont pris le micro, sans y être invités, pour préciser que, en termes pratiques, seule une force de l'OTAN, incluant des troupes américaines, pouvait garantir suffisamment de sécurité pour que les réfugiés kosovars prennent le risque de rentrer chez eux. [...]

Sur un point majeur, cela renforce les conditions occidentales d'une «administration provisoire pour le Kosovo, à définir par le Conseil de sécurité» - impliquant une réduction, peut-être seulement provisoire mais sévère de la souveraineté serbe.



«*Belgrade accepte une mission humanitaire de l'ONU.*» **AFP** (France), New York, (Nations unies) 7 mai 1999 (en français).

Extrait :

Le coordinateur de l'ONU pour les questions humanitaires, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, qui compte conduire la mission comprenant des représentants d'une douzaine d'agences spécialisées des Nations unies, a rencontré dans la journée au siège de l'organisation le chargé d'affaires yougoslave Vladislav Jovanovic qui l'a informé de l'accord donné par son gouvernement. [...]

Selon des responsables à New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a écrit jeudi à l'OTAN pour l'informer de la décision de Belgrade.

Les mêmes responsables ont ajouté que M. Annan n'avait pas demandé à l'OTAN de pause dans les bombardements de la Yougoslavie. [...]

Selon des diplomates occidentaux, l'acceptation par Belgrade de l'envoi de la mission ne signifiait pas nécessairement une nouvelle ouverture des autorités yougoslaves à la suite de l'accord de jeudi du G8 sur les grandes lignes d'une solution politique du conflit du Kosovo.

Les mêmes sources ont estimé que Belgrade serait intéressé d'avoir une mission de l'ONU qui au cours de sa tournée, pourrait voir les destructions causées par les bombardements de l'OTAN depuis le 24 mars.



«Le Kosovo vidé de la moitié de sa population.»
Le Monde (France), 12 mai 1999 (en français).

Extrait :

Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, 900 000 Albanais du Kosovo - soit la moitié de la population kosovare - ont été déportés vers les pays voisins, depuis le 25 mars. Les Occidentaux ont accueilli avec scepticisme l'annonce par Belgrade d'un début de retrait de ses troupes du Kosovo. Le commandement en chef de l'armée yougoslave avait indiqué, dans un communiqué, avoir commencé un désengagement «d'une partie des unités de l'armée et de la police». Il a justifié cette mesure en avançant que «les opérations contre la soi-disant UCK [Armée de libération du Kosovo] sont terminées.» Sans dire s'ils étaient déjà en mesure de vérifier la réalité de ce retrait, les alliés ont rappelé qu'un tel geste serait insuffisant. Ils réclament un retrait complet des forces serbes de la province.

OÙ MSF ALERTE ENCORE SUR LA MÉDIOCRITÉ DE L'ASSISTANCE ET LA FAIBLESSE DE LA PROTECTION

Comme les autres organisations humanitaires, MSF fait part à la presse de son inquiétude quant à la situation sanitaire désastreuse qui règne dans les camps de réfugiés du Nord de l'Albanie. Le HCR commence les transferts de ces camps et de ceux de Macédoine vers le sud de l'Albanie.

Le coordinateur de MSF en Macédoine insiste pour renforcer l'alerte sur les dangers encourus par les réfugiés kosovars dans les camps contrôlés par l'OTAN. De son côté, le directeur des programmes de MSF Etats-Unis questionne la décision de MSF de ne pas utiliser les fonds du HCR pour financer les opérations auprès des réfugiés du Kosovo



«Les moyens manquent toujours face aux 910 000 réfugiés du Kosovo.» **Le Monde** (France), 12 mai 1999 (en français).

Extrait :

Rejetant la demande chinoise, soutenue par les Russes,

d'un arrêt des bombardements, refusant d'accorder le moindre crédit à Belgrade qui a annoncé un retrait partiel de ses troupes du Kosovo, l'Alliance atlantique a poursuivi, mercredi 12 mai, ses frappes aériennes contre la Yougoslavie. [...] Un retrait partiel des forces serbes «n'est pas suffisant», il faut un «début de retrait total» a affirmé le porte-parole de l'OTAN. L'OTAN a indiqué qu'il n'y avait pas de preuve pour l'instant d'un quelconque retrait des forces serbes du Kosovo. Selon l'OTAN, il n'y a pas de preuve non plus que l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ait été vaincue, comme l'a annoncé Belgrade pour expliquer son «retrait partiel». Trente combattants de l'UCK ont été blessés à la frontière entre l'Albanie et le Kosovo durant une attaque par un chasseur yougoslave, a déclaré l'OSCE. Plus de trois mille réfugiés du Kosovo, dont plusieurs étaient blessés par balles, sont arrivés lundi au poste-frontière de Morina, dans le Nord de l'Albanie. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a lancé mardi à Genève un appel afin de palier le manque de financement de son action destinée aux 750 000 Kosovars réfugiés dans des pays limitrophes. Le HCR estimait mardi à plus de 910 000 le nombre total de réfugiés du Kosovo depuis le début du conflit, en mars 1998, dont environ 740 000 depuis le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars.



«Inquiétude grandissante sur la situation sanitaire des camps de réfugiés.» Stuart Wallace, **AFP** (France), Tirana, 11 mai 1999 (en français).

Extraits :

«Le problème sanitaire constitue l'une de nos principales inquiétudes du moment, nous sommes débordés» déclare à Tirana Melita Sunjic, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

«Nous nous attendons à un accroissement des cas de maladie pendant les mois d'été, certains camps sont bondés et nombre d'entre eux ne disposent que d'équipements sanitaires de base», ajoute-t-elle.

La situation est particulièrement difficile dans des camps de réfugiés du Nord de l'Albanie, où quelque 15 000 nouveaux réfugiés du Kosovo ont afflué le week-end dernier. Bien que des efforts soient fait pour reloger les réfugiés dans le Sud du pays, où les conditions d'accueil sont meilleures - le HCR a commencé mardi près de Kukes une campagne en ce sens - les progrès ont jusqu'à présent été lents. La pression sur les camps de réfugiés du Sud de l'Albanie va également s'accroître si y sont transférés, comme prévu, près de 60 000 réfugiés se trouvant actuellement en Macédoine voisine.

423 000 réfugiés se trouvent actuellement en Albanie, 241 000 en Macédoine, 63 000 au Monténégro et 18 000 en Bosnie-Herzégovine.

«L'eau n'est disponible que quelques heures par jour, et dans certains camps il n'y a pas d'eau du tout ou bien elle est polluée. Nous nous attendons à un accroissement des maladies de la peau et des yeux, du typhus, des maladies respiratoires et même du choléra», déclare Nadine de Lamotte, coordinatrice médicale de Médecins Sans Frontières.

Des mesures de prévention ont déjà été prises : des antibiotiques et des médicaments contre le choléra ont été acheminés vers les camps, ou une campagne de vaccination a été lancée à l'initiative du Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ces précautions ne pourront cependant pas enrayer totalement les cas de maladies et leurs conséquences mortelles, selon des travailleurs humanitaires. [...] Selon les représentants d'organismes humanitaires, la chaleur de l'été, pouvant atteindre les 40 degrés, ajoutée aux problèmes sanitaires graves actuels (pénurie d'eau, latrines insuffisantes), va sérieusement aggraver la situation.



« *Les réfugiés bougent ?* » **Courriel** de Samantha Bolton coordinatrice de la communication MSF international en Albanie, 11 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Je veux juste vous informer qu'aujourd'hui le HCR a commencé sa campagne d'information afin de déplacer les réfugiés vers le sud : la salle n'était pas pleine - probablement parce qu'il n'y a pas la capacité de réellement tous les déplacer même s'ils sont d'accord - les routes sont terribles - pas assez de bus - pas d'information claire sur leur destination etc.

La position de MSF est de soutenir la décision du HCR et du gouvernement albanais de relocaliser les réfugiés vers le centre et le sud de l'Albanie sur la base du volontariat, mais nous sommes préoccupés car il n'y a pas d'information claire (elle n'est simplement pas disponible - même pas pour les ONG) sur ce qui va se passer pour les réfugiés - type d'hébergement - disponibilité - lieu - heures de départ des bus - y aura-t-il un toit sur leur tête correspondant aux standards des camps - seront-ils dans des camps, des centres collectifs ou des familles - etc, etc - des questions très simples.

La question de la coordination n'est pas aussi simple qu'elle devrait l'être car il y a des accords bilatéraux entre les armées gouvernementales et les autorités locales en plus de toute l'activité des ONG. Plutôt que le HCR, ce sont plutôt les gouvernements, à travers le gouvernement albanais et les ONG à travers les autorités locales qui prennent le leadership sur les camps.

[...] La plupart des médias italiens, français, étasuniens et britanniques sont dans le coin - je n'ai pas vu les Allemands - il semble aussi qu'il y ait une radio reporter belge de la RTBF bien qu'aucun journaliste ne connaisse son nom ni ce qu'elle raconte - l'équipe dit pourtant qu'elle est venue au bureau - donc nous ouvrons l'œil. Chaque matin, le HCR fait un briefing mais tous les journalistes n'y assistent pas. Beaucoup d'entre eux, qui sont là depuis trois semaines essayent de partir. Mais la BBC, les Italiens et les Français prévoient de rester encore plusieurs semaines. [...] Nous vous enverrons des textes, des interviews de l'ancienne fabrique de tabac à Schrode. C'est tout pour l'instant.

Vincent Janssen, Alex Parisel et Christopher, le chef de

mission en Albanie sont sur place, donc l'équipe va se réunir demain pour clarifier les principales sources de préoccupation.

SB



« *Proposition de stratégie. Crise des réfugiés du Kosovo.* » **Courriel** de Michiel Hofman, coordinateur MSF Hollande à tous les directeurs des opérations, de toutes les sections, 14 mai 1999 (en anglais).

Sujet : Kosovo lobbying/témoignage

Cher tous

Ces dernières semaines, nous avons tous été trop occupés à répondre aux besoins immédiats causés par la crise des réfugiés du Kosovo pour consacrer du temps à réfléchir sur ce qui se déroulait et ce qui pouvait se profiler pour les réfugiés dans les mois à venir. MSF Tirana et nous-même à Skopje pensons qu'il est vraiment important pour MSF de clarifier nos esprits sur les questions suivantes, parmi d'autres :

- Que signifie réellement travailler dans l'ombre de l'OTAN et quel impact cela peut-il avoir sur l'avenir d'une aide humanitaire indépendante ?
- Quelles sont les menaces les plus immédiates qui pèsent sur les réfugiés et qu'est-ce qu'il faut faire ?
- Qu'est-ce qui est acceptable et qu'est-ce qui ne l'est pas dans le futur programme de rapatriement « *sous la pression* » au Kosovo ?

Si nous pouvions nous mettre d'accord sur le fait que nous partageons ces préoccupations majeures, nous pourrions essayer de travailler ensemble pour changer les termes actuels de l'agenda humanitaire (ou au moins ne pas laisser le champ ouvert à l'OTAN uniquement).

Bien qu'il y ait quelques différences entre l'Albanie et la Macédoine, nos préoccupations principales sont les suivantes :

- Il existe des différences considérables dans l'accès à l'assistance et à la protection entre les différents groupes de réfugiés à l'intérieur de chaque pays et dans la région. La plupart des réfugiés hébergés dans des communautés ne sont pas enregistrés et sont donc vulnérables. MSF possède des preuves directes que l'aide n'atteint pas une proportion importante des réfugiés en Albanie (voir le rapport d'Épicentre).
- Des promesses politiques ont été faites aux réfugiés, sur le fait que l'OTAN leur garantirait bientôt un retour en sécurité. L'acceptation croissante, au niveau international, d'un retour « *sous la pression* » est extrêmement inquiétante et nous devons y résister. Même le HCR semble croire que cela est inévitable.
- Dans tous les programmes actuels de transfert et de relocalisation des réfugiés (de Macédoine en Albanie et à l'intérieur même de l'Albanie, les réfugiés ne reçoivent pas une information complète et précise sur leurs conditions de vie futures et leurs statut et droits à long terme. Ce que personne n'a encore dit, c'est que les réfugiés qui choisissent de ne pas bouger ont le droit aux standards adé-

quats d'assistance et de protection. Il existe des preuves (au moins en Macédoine) que la négation de ces droits (ou simplement de très mauvaises conditions de vie, combinées à une désinformation sur ce qui est disponible en Albanie) sera utilisée comme argument pour les pousser à accepter la relocalisation.

- Les forces de l'OTAN ont été largement décrites comme dirigeant les efforts humanitaires dans la région. Non seulement le rôle humanitaire joué par une partie au conflit présente une menace sérieuse pour l'impartialité et la neutralité nécessaires aux secours humanitaires ici comme ailleurs, mais l'OTAN a également montré qu'elle était moins qu'efficace pour remplir ses objectifs humanitaires quand elle n'était pas sous la coordination d'une agence humanitaire dotée du mandat et de l'expertise telle que le HCR. (Nous avons des preuves, en Macédoine, que les contingents de l'OTAN fournissent une aide inadéquate - avez-vous des cas semblables en Albanie ?) Il est crucial pour l'efficacité et l'impartialité des secours humanitaires que les gouvernements bailleurs de fonds financent les besoins urgents du HCR et l'autorisent ainsi à remplir son rôle de protection en toute indépendance.

Note : Pour votre information, une task force est actuellement mise en place par le HCR, l'Union européenne et OFDA pour préparer un plan de mise à l'abri des réfugiés pour l'hiver et leur retour au Kosovo (l'initiative McNamara's). Dans ce plan, le rôle attribué à l'OTAN est de garantir la sécurité et de fournir un soutien logistique. Retour glorieux aux opérations ? (là-dessus voir la note de Joëlle Tanguy sur sa réunion avec le département d'Etat américain)

- L'accent politique pose sur le retour imminent des réfugiés au Kosovo peut entraver les programmes clés de préparation dans les pays hôtes, tel que la mise à l'abri pour l'hiver.

Prochaines étapes

1. Pour les directeurs MSF, discuter et assumer les pré-occupations ci-dessus et briefer clairement l'ensemble du réseau MSF.
2. Documenter les preuves pratiques des questions listées ci-dessus pour soutenir des activités de témoignage (ces preuves existent, il faut juste les mettre par écrit et les publier sous une forme adéquate).
3. Prendre contact au plus haut niveau avec le HCR pour les assurer du soutien de MSF. Faire campagne pour le soutien au rôle de protection et de coordination du HCR.
4. Mettre la pression sur les autres ONG et les principaux bailleurs de fonds pour discuter des menaces réelles que fait peser sur les principes humanitaires l'implication croissante des militaires. Nous devons casser le mythe (largement répandu parmi les ONG) que l'OTAN est la meilleure, parce qu'elle a les plus gros camions. Nous devons expliquer pourquoi l'aide humanitaire est sans valeur si elle n'est pas indépendante
5. Mener une campagne de presse sur le même sujet.
6. Soulever l'attention, en permanence et de manière systématique, sur le fait que MSF n'est pas financée par l'OTAN et pourquoi (ce n'est pas encore largement connu - donc nous sommes juste une ONG comme les autres pour la plupart des gouvernements et des médias).

Questions à examiner :

1. Comme le souligne avec raison MSF Tirana, tous les réfugiés avec lesquels nous parlons disent que la seule chose qu'ils souhaitent c'est rentrer le plus vite possible, donc notre inquiétude au sujet d'un retour « sous la pression » peut sembler inutilement paranoïaque. Cependant le pays dans lequel ils veulent rentrer sera méconnaissable et il n'existe encore aucune garantie que tous ces réfugiés seront capables de regagner leur domicile ou même leur région d'origine, en toute sécurité. Il y a bien une raison au principe de protection des réfugiés.

2. MSF Tirana souligne également un point tactique important : lorsque nous nous battons pour que les secours humanitaires soient sous la responsabilité de civils, nous devons être conscients des résultats, loin d'être parfaits, des quelques 125 ONG qui traînent en Albanie et ne font pas grand chose.

J'attends vos commentaires avec impatience.

Bien à vous,

Michiel Hofman.



« Le HCR et le congrès. » **Echange de courriels** entre Alex Parisel, directeur exécutif de MSF Belgique et Antoine Gérard, responsable du département des programmes MSF Etats-Unis, 15 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Je reconferme qu'aucun fonds du HCR n'est engagé dans les opérations impliquant les réfugiés du Kosovo. Le HCR a bien transmis la responsabilité d'un camp à MSF (il existe un document signé d'une page entre MSF et le HCR pour le confirmer, rien de plus).

Le camp voisin de Fier est pour le moment un camp MSF finance sur fonds privés, sans implication du HCR, en vertu d'un accord direct entre MSF et les autorités locales.

J'ai compris au cours de mes réunions en Albanie qu'il n'est pas vraiment recommandé d'accepter l'argent du HCR mais d'un autre côté, il est très difficile pour nos équipes de se battre pour un espace opérationnel puisque le HCR gère les questions principales à haut niveau avec le gouvernement albanais et l'OTAN. Donc la seule solution pour MSF, sans argent du HCR (et sans un réel contrat) est d'être largement opérationnel et d'occuper le plus de terrain possible, en fonction de l'état de ses propres forces. Ce besoin d'opérationnalité est renforcé par le fait que Mushu, le représentant du HCR en Albanie, s'il en trouve l'occasion, n'hésitera pas à nous poignarder dans le dos, en particulier s'il nous croit faible. Je retire cette impression d'une longue réunion que Christopher, Vincent et moi-même avons eu avec lui en Albanie. Il semble que le ressentiment vis à vis de nos premières déclarations en Macédoine soit toujours très présent, même au niveau de Mc Namara. Au niveau plus local, comme à Kukes, les relations sont bonnes, et à la suite d'une réunion avec leurs représentants, MSF a pu développer un partenariat plutôt cohérent avec leurs représentants... mais la stratégie globale est construite à Tirana.

Alex

[Réponse d'Antoine] :

- Nous avons pris la parole publiquement pour renforcer le rôle du HCR dans la gestion de cette crise (coordination et opérations).
- Nous aimerions voir moins de leadership des gouvernements, en particulier celui des agences gouvernementales (par exemple OFDA).
- En ne prenant pas l'argent du HCR nous affaiblissons les agences des Nations unies et développons un esprit de compétition en prenant des camps comme le font les agences humanitaires gouvernementales.
- Des nations comme le Japon ont contribué généreusement au financement du HCR pour l'urgence du Kosovo, le gouvernement suisse également (associez-vous le Japon à la stratégie de l'OTAN ?).
- Je ne comprends toujours pas la logique qui consiste à ignorer les fonds du HCR et au même moment à plaider pour plus de cohérence et pour que le HCR ait un rôle directeur. Nous envoyons ainsi le signe que le HCR est instrumentalisé par les pays financeurs (l'OTAN et les autres) comme outil politique dans cette crise. Malheureusement je n'ai pas de point de vue du terrain sur cette crise et je dois sans doute passer à côté de certaines réalités. C'est sans doute la raison pour laquelle j'ai des problèmes à soutenir ton deuxième point : *« Donc la seule solution pour MSF, sans argent du HCR (et sans un réel contrat) est d'être largement opérationnel et d'occuper le plus de terrain possible, en fonction de l'état de ses propres forces. »*

Merci de développer.

Antoine.

Aux Etats-Unis, MSF est impliqué dans le débat sur les rôles respectifs du politique, du militaire et de l'humanitaire dans la crise du Kosovo. Sont successivement publiés : un article de l'hebdomadaire *Newsweek*, affirmant que seule l'OTAN est en mesure de répondre aux besoins des réfugiés, les organisations humanitaires, dont MSF, n'agissant qu'en qualité de sous-traitants ; un appel à l'intervention de troupes au sol signé par un groupe de personnalités du monde politique et des médias.

Trois groupes internationaux d'ONG, dont *Interaction* le réseau étasunien dont fait partie MSF Etats-Unis publient un communiqué de presse demandant aux Nations unies de négocier un accès immédiat au Kosovo.



« Quelques sujets de débat sur la crise des Balkans. » **Courriel** d'Antoine Gérard, directeur des programmes MSF Etats-Unis aux directeurs généraux de MSF Etats-Unis et MSF France, aux directeurs des opérations, aux responsables de programme et à l'équipe MSF en Macédoine, 7 mai 1999 (en anglais).

Quelques points de préoccupation ici aux Etats-Unis et concernant particulièrement le comportement de mes collègues des ONG américaines.

Brian Atwood, l'administrateur de USAID se rend la semaine prochaine en Macédoine, on dit aussi que la première dame (Hillary) s'y rendra aussi. Pour se faire une idée et donner l'impression aux ONG étasuniennes qu'elles sont entendues et que leur rôle dans la crise est important, il a décidé de rencontrer les responsables d'un certain nombre d'entre elles. (Joëlle assistera à cette réunion ce jeudi).

Quelques questions seront débattues par les ONG étasuniennes. L'une d'entre elles me préoccupe plus particulièrement, qui est véhiculée « naïvement » avec beaucoup de conviction et de bonne volonté par la communauté des ONG : il s'agit de celui du rapatriement des Kosovars au Kosovo.

Mes collègues étasuniens, le cerveau bien lavé par la lecture quotidienne du *New York Times* et du *Washington Post* sont convaincus que les négociations sont pour demain et qu'après-demain les Kosovars seront de retour dans leur joli Kosovo en paix. Pensant être très puissants et pas du tout instrumentalisés par l'agenda spécifique du département d'Etat et du département de la défense étasuniens, mes collègues aimeraient faire connaître à Brian Atwood leurs critères pour un rapatriement correct et en disant cela, l'idée est de mettre à l'écart les ONG qui pourraient avoir reçu des dollars pour faire ce qu'elles veulent (voir la Bosnie et la reconstruction). A cela j'ai quelques commentaires et remarques à faire :

1/ Ne devrions-nous pas, au contraire, transmettre à l'administrateur de USAID le message que la situation dans les camps est encore terrible, et que pour l'instant nous sommes préoccupés par ce qui se passe aujourd'hui et dans les mois à venir pour cette population de réfugiés et que nous ne devrions pas nécessairement penser autant au rapatriement aujourd'hui, que nous ne devrions pas mentir aux réfugiés (déportés de force). Nous avons suffisamment d'expériences et d'exemples dans le passé pour pouvoir dire qu'une situation aussi dramatique ne se résout pas en quelques mois.

2/ Si un plan de rapatriement est sur la table, pouvons-nous être sûrs qu'aujourd'hui tout est fait, par le HCR, afin de donner une chance et des outils juridiques à la population réfugiée pour retraverser la frontière avec des papiers corrects du HCR... J'ai bien peur que les autorités serbes, qui seront certainement impliquées dans le processus de rapatriement, ne contrôlent qui entre au Kosovo et qu'en conséquence cela ne renforce ce que nous disions auparavant, c'est à dire que l'enregistrement est essentiel.

Je crois qu'une carte estampillée OTAN ne sera d'aucune utilité pour rentrer au Kosovo à un (ou une) réfugié(e) qui a été déporté(e) et dépouillé(e) de ses papiers d'identité.

3/ DERNIER effet secondaire MAIS PAS LE MOINDRE
En disséminant les nouvelles d'un possible retour des réfugiés au Kosovo dans les semaines (mois) à venir et en établissant des plans de réinstallation, nous participerons (encore et toujours cette crise montre à quel point nous sommes utilisés et réduits à un rôle de marionnette) à ce processus insidieux de diffusion de faux messages aux réfugiés. Nous pouvons nous demander si ce procédé, lancé par le département d'Etat (organiser des réunions avec des ONG avec cet ordre du jour spécifique) et dont les ONG et les médias américains se font l'écho aura un effet secondaire sur les « négociations de paix ».

La population des réfugiés, émotionnellement vulnérable, sous l'influence de l'OTAN et le cerveau lavé par le personnel des ONG étasuniennes sera ravie d'apprendre que « nous » (les ONG étasuniennes) avons préparé son retour et établi une liste de critères pour sa réinstallation au Kosovo. Cela va créer une pression massive sur la négociation, réduire le rôle et les revendications de tout parti politique représentant les intérêts des Kosovars et faciliter le travail des négociateurs occidentaux pour trouver une plate-forme minimum d'entente avec les dirigeants serbes. Nous devons donc être extrêmement vigilants à toute requête et idée de tout gouvernement soutenant l'OTAN, les Etats-Unis en premier mais pas seulement.



« *La mort d'une bonne idée. Le Kosovo donne une leçon amère aux travailleurs humanitaires : il n'y a pas de solution humanitaire à des problèmes humanitaires.* » David Rieff, **Newsweek** (Etats-Unis), 10 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

La crise du Kosovo démontre que nous nous faisons des illusions. C'est une chose d'insister sur le fait que les humanitaires veulent faire le bien. C'en est une autre de croire qu'ils ont les ressources ou le pouvoir de le faire. Comme me le disait un travailleur humanitaire américain en Albanie récemment : « *On ne peut pas terrasser le fascisme ethnique de Milosevic avec de l'aide humanitaire. Il faut le faire avec la force militaire.* » Et le problème va bien au-delà du fait que des groupes comme Médecins Sans Frontières ou le Comité international des secours (IRC) ne sont pas composés de soldats. Quand les coups de feu ont commencé à résonner en Yougoslavie et que l'exode des réfugiés a commencé, les agences de secours ont découvert que toutes leurs règles traditionnelles de neutralité et d'impartialité, tout comme leur désir de pouvoir passer les lignes de front, avaient été mises en pièces.

C'est l'OTAN qui a pris en charge les réfugiés en Albanie et en Macédoine. Seule une organisation militaire avait les moyens financiers, la capacité logistique et la force politique de construire des camps pour des centaines de milliers de personnes. Si l'OTAN devait se retirer des camps de Macédoine, où les réfugiés kosovars sont détes-

tés par la majorité ethnique macédonienne, une nouvelle catastrophe se déroulerait sans aucun doute. Dans cette crise, les agences de secours, qui semblaient si essentielles il y a à peine dix ans, ont fonctionné comme des sous-traitants - une tendance qui ne fera que s'accélérer puisque des entreprises privées comme *Brown & Root* et *Bouygues* font des offres de contrats pour construire et entretenir les camps comme ils le font pour tout autre projet de construction. Seule l'OTAN et certainement pas les agences de secours, peut résoudre la dégradation de cette crise de réfugiés - qui se dégradera tant que le Kosovo restera entre les griffes de Milosevic. Les agences de secours auraient à négocier l'accès avec les mêmes assassins qui ont causé le désastre. L'amère leçon du Kosovo c'est qu'il n'existe pas de solutions humanitaires à un problème humanitaire. Dans les catastrophes à venir, le rôle principal sera joué par les entreprises privées, qui ont l'expertise et les gouvernements, qui ont le pouvoir.



Lettre au rédacteur en chef de *Newsweek*, par MSF Etats-Unis, mai 1999 (en anglais).

Dans son article « *La mort d'une bonne idée* » (10 mai 1999) le publiciste David Rieff écrit « *L'amère leçon du Kosovo c'est qu'il n'existe pas de solutions humanitaires à un problème humanitaire.* » Contrairement à l'assertion de Rieff selon laquelle le Kosovo apprend aux agences de secours les limites de l'humanitaire, Médecins Sans Frontières a toujours su que la présence de l'aide médicale ne suffit pas à arrêter les forces de l'oppression. Les solutions aux crises humanitaires fabriquées par les hommes sont toujours politiques, jamais humanitaires. En réalisant cela, il y a 30 ans, Médecins Sans Frontières a ouvert la porte à une nouvelle ère de témoignage et de plaidoyer, associée à l'apport de secours. Pendant la guerre de Bosnie, par exemple, nos médecins ont prodigué toute l'assistance qu'ils ont pu aux victimes du conflit, tout en dénonçant le manque de protection internationale pour ceux qui étaient soumis aux massacres.

Rieff a tort de conclure que seuls les pouvoirs militaires comme l'OTAN peuvent désormais fournir une aide humanitaire efficace. Les objectifs « humanitaires » de la guerre de l'OTAN en Yougoslavie et l'assistance qu'en conséquence, elle fournit aux réfugiés ne doivent pas être confondus avec l'aide indépendante, d'être humain à être humain apportée par des organisations comme Médecins Sans Frontières. L'impatience manifestée par l'OTAN à porter secours au réfugiés du Kosovo, souvent au point d'écarter sans ménagement les agences de secours indépendantes, doit être examinée comme la manifestation d'une tendance insidieuse à l'implication des contingents militaires dans le travail humanitaire. En prenant à bras le corps la cause des réfugiés, l'OTAN outrepassa son mandat militaire et trahit le manque de solutions politiques de ses leaders face aux problèmes originaux de la population kosovare.

Contrairement à ce que dit Rieff, des organisations de secours sont chaque jour efficaces partout sur la planète,

mais cela se déroule généralement loin des caméras de télévision. Même aujourd'hui, plus de la moitié des réfugiés kosovars ont trouvé refuge chez l'habitant où seules les agences privées les aident. La plupart des victimes de guerre actuelles - du Soudan au Sri Lanka - dépendent de l'aide humanitaire impartiale pour leur survie.



« Seules les troupes terrestres peuvent mettre fin au nettoyage ethnique au Kosovo. » **Pétition**, Comité action Balkans (Etats-Unis), 13 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Cher président Clinton,

Monsieur le président, les bombes seules n'arrêteront pas la campagne de massacre, de viols, de pillage et de déportation forcée entreprise par Slobodan Milosevic. Milosevic ne doit pas être autorisé à négocier un « compromis » qui récompense sa campagne de terreur. L'intervention des troupes terrestres de l'OTAN, combinés aux frappes aériennes, est nécessaire pour mettre fin aux massacres des Kosovars, arrêter les destructions systématiques de leurs foyers et de leurs villes et faire revenir la paix dans le Sud-Est de l'Europe.

Votre leadership est crucial pour aboutir à la victoire de l'OTAN. Nous pensons que les objectifs suivants sont essentiels :

- Sauver les vies d'environ un million de Kosovars qui risquent de mourir de faim ou massacrés à l'intérieur du Kosovo.
- S'assurer du retrait de toutes les forces serbes du Kosovo.
- S'assurer du retour de tous les réfugiés dans leurs foyers pour commencer le processus de reconstruction.
- Etablir un protectorat international sécurisé par l'OTAN sur le Kosovo.
- Mettre en accusation Milosevic et tous les autres officiels serbes responsables de crimes de guerre au Kosovo.



Je me souviens très bien avoir discuté avec David Rieff à son retour de la frontière macédonienne où il avait rencontré James Orbinsky. Il lui avait dit :

« tu ne vas pas assez loin dans les déclarations, tu dois être plus prescripteur etc. » Le reproche que certains comme nous faisaient c'était : « MSF fait du témoignage sur la violence imposée dans les villages du Kosovo, mais ne fait aucune recommandation ». Dans la culture anglo-saxonne, c'est difficile à comprendre : « tu viens m'apporter ton témoignage, et alors ? Ta recommandation c'est quoi ? » Et la recommandation de MSF à chaque fois c'est « nous ne sommes pas prescripteurs. C'est votre responsabilité, pas la nôtre. » Et après s'ils ne font rien, nous leur disons « vous ne faites rien. » L'ambiguïté de cette démarche, c'est qu'en témoignant nous sommes en train de parler de protection, d'intervention, donc quelque part nous sommes en train d'appeler à une intervention militaire. Le

discours est ambigu : nous ne retrouverons sans doute pas trace d'une conférence de presse dans laquelle MSF dit clairement cela. Mais la pression que nous exerçons sur les gouvernements est une pression vers l'intervention. Dire « il se passe cela et Clinton ne fait rien », c'est la même chose que dire « Clinton doit envoyer les troupes. » Depuis la Somalie, le Kurdistan, il nous reste cette hésitation à porter le discours de l'intervention, mais en réalité je trouve que nous sommes très ambigus. Quelque part, même si nous ne le disons pas de manière spécifique, c'est entendu comme tel. Je dis que nous les humanitaires, en exigeant une intervention des gouvernements sur la crise du Kosovo, mais en ne disant pas clairement que les paramètres d'une intervention sont aussi importants que le fait qu'il y ait une intervention, nous avons provoqué une crise humanitaire plus aiguë. De facto à travers une intervention qui a choisi de limiter le risque pour les intervenants, nous avons finalement mis en route un processus accéléré de déportation du Kosovo. C'est aujourd'hui mon analyse de l'intervention. Mais sur le moment nous n'étions pas très conscients d'avoir participé à cela. Ce n'est pas si clair le jour où cela se passe.

[...], directrice générale MSF Etats-Unis
(en français).

Dans son édition datée du 12 mai 1999, le quotidien français *Le Monde* publie un long article sur le processus d'exode massif des Kosovars, basé sur les témoignages recueillis par le Haut Commissariat aux Réfugiés, la Fédération internationale des droits de l'homme, *Human Rights Watch* et MSF. Le lendemain il publie une lettre ouverte de l'écrivain-philosophe Régis Debray, de retour du Kosovo, au président de la République française. L'écrivain y met en question le choix de la France de soutenir les bombardements de l'OTAN et émet des doutes sur l'ampleur des exactions attribuées aux forces serbes. Il suggère d'aller vérifier ses dires auprès des médecins grecs de MSF.

Dans l'édition datée du 15 mai 1999 du quotidien français *Libération*, Rony Brauman, directeur d'études à la Fondation MSF France lui répond qu'il inverse bourreau et victime et affirme que les médecins de MSF Grèce sont pro-serbes.

Le secrétaire général du bureau international rappelle aux responsables du mouvement que, malgré les doutes émis par la mission exploratoire de la section grecque au Kosovo sur la réalité du nettoyage ethnique, MSF maintient les conclusions de son rapport qualifiant les violences commises contre les Kosovars de crime contre l'humanité.



«L'épuration ethnique au Kosovo. Sept semaines d'exode massif au Kosovo.» Marie Jégo, *Le Monde* (France), 12 mai 1999 (en français).

Extrait :

900 000 Albanais ont fui le Kosovo depuis le début de l'épuration ethnique déclenchée par les Serbes, et plusieurs centaines de milliers errent encore à l'intérieur des frontières. Leurs témoignages, recoupés par le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies, la Fédération internationale des droits de l'homme et les organisations humanitaires, confirment la volonté de déporter les populations avec destruction des états civils, des cadastres, des biens. Ils attestent des exécutions, viols et pratiques qui relèvent des « crimes contre l'humanité. » [...] L'exode massif des Albanais du Kosovo commença les 27 et 28 mars, quatre jours après les premiers raids de l'aviation de l'OTAN sur la Serbie. Dès le 25 mars, des villes avaient été vidées - Prizren et Djakova au sud-ouest, Pec et Istok à l'ouest - à l'issue d'une méticuleuse campagne d'expulsions forcées, perpétrée par les policiers, les paramilitaires et l'armée yougoslave. « Le samedi 27 mars, la police a débarqué chez nous, nous ordonnant de quitter les lieux : si vous ne voulez pas être tués il faut partir ! Je me suis rendue au centre-ville [il s'agit d'Istok, une ville de l'Ouest du Kosovo]. Les maisons ont été pillées par les Gitans, puis incendiées par la police. La maison de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui avait déployé 1 400 vérificateurs sur le terrain à l'automne 1998] a été brûlée », confie à Médecins Sans Frontières (MSF) une femme de quarante-quatre ans originaire d'Istok, réfugiée avec ses cinq enfants et son père à Rozaje, au Monténégro. [...] En fait, les seules informations sur la situation qui prévaut à l'intérieur de la province et sur l'échelle des exactions commises par la soldatesque de Milosevic viennent des personnes réfugiées en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Leurs témoignages ont été abondamment diffusés par la presse mondiale. Plusieurs ONG se sont récemment attachées à recueillir minutieusement et à croiser les récits de réfugiés. De quoi faire taire ceux qui nient, à Belgrade ou ailleurs, qu'un nettoyage ethnique ait jamais eu lieu. « On ne peut pas parler d'épuration ethnique au Kosovo », avait affirmé Igor Ivanov, le ministre russe des Affaires étrangères, lors d'un séjour à Madrid le 15 avril. C'est « toute la population du Kosovo qui souffre. (...) Ce ne sont pas seulement les Albanais qui fuient, mais aussi les Serbes », avait-il confié à une radio espagnole. Médecins Sans Frontières, Human rights watch, mais aussi l'OSCE ou la FIDH - en partenariat avec Médecins du Monde -, ont établi des rapports. Ceux-ci, et plus particulièrement celui de la FIDH, qui s'attache à donner une qualification juridique à ces crimes, seront en partie transmis au Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie. Selon la FIDH, ces assassinats, déportations, persécutions, « préparés, réfléchis et conduits de façon méthodique et systématique », recouvrent « la qualification de crimes contre l'humanité, tels que prévus par l'article 5 des statuts du TPI. » [...] Les équipes de MSF opérant dans

les trois pays limitrophes (Monténégro, Albanie, Kosovo) ont ainsi recueilli et recoupé les récits de 639 personnes chassées de quarante-trois villes du Kosovo (soit huit régions : Djakova, Drenica, Mitrovica, Orahovac, Klina, Prizren, Istok et Pec, Pristina) entre le 25 mars et le 16 avril. « La cause essentielle des mouvements de population est la déportation », indique la première conclusion du rapport, qui poursuit : « Dans l'immense majorité des cas, l'objectif militaire est de déporter l'ensemble de la population d'une zone. Les villages sont vidés de toute leur population par la terreur et par la force. De l'autre côté de la frontière, on retrouve des familles, des quartiers, des villages entiers. » Preuve du caractère forcé des déportations ? « Des militaires, des policiers ou des paramilitaires armés encadrent tout le long de la route les colonnes de personnes. Celles-ci suivent un itinéraire imposé jusqu'à la frontière et ne peuvent, sans risque, tenter de s'en écarter. » Certaines colonnes d'expulsés, selon MSF, ont parfois été « contraintes de faire de très grands détours par rapport à l'itinéraire le plus court. » Soumises à « plusieurs ordres contradictoires », elles ont dû, après avoir été chassées une première fois, « revenir sur leurs pas puis retourner chez elles, où elles ont de nouveau été attaquées. » [...] Souvent, au moment des expulsions, « les hommes sont séparés des femmes. » Un homme âgé de vingt-huit ans, originaire de la région de Klina (vidée de ses résidents entre le 25 mars et le 12 avril), raconte : « La police est entrée dans notre maison le 28 mars et nous a demandé de partir pour l'Albanie. Il y avait environ 3 000 personnes rassemblées dans la rue. Sur la route, nous avons été arrêtés par la police et avons dû garder les mains en l'air très longtemps. La police a ensuite séparé les hommes de plus de seize ans du reste du groupe. Ils nous ont amenés à un endroit et nous ont demandé de nous déshabiller et de nous mettre vers des mitrailleuses qui étaient en action. Nous sommes restés là, sous la pluie, pendant deux heures. Des snipers ont visé plusieurs hommes du groupe. » [...] Une enquête épidémiologique réalisée par MSF à la mi-avril auprès de Kosovars réfugiés à Rozaje, au Monténégro, afin d'évaluer l'impact des exactions envers la population civile, fait apparaître « une répartition globale par personnes et par sexes normale. » Toutefois, « dans la classe d'âge des 15- 55 ans, les hommes sont sous-représentés, ce qui laisserait supposer qu'une proportion [13%, précise le rapport] des hommes serait restée se battre ou serait décédée », conclut l'enquête. [...] Si les massacres ne semblent pas pouvoir être qualifiés de systématiques, « des femmes, des hommes et des enfants ont été tués ou blessés lors de l'attaque à la grenade de leur maison, d'autres sont tués lors du vol des biens, d'autres encore sont victimes de tirs des policiers car ils n'obéissent pas assez vite ou résistent à l'ordre d'expulsion. » Enfin, les personnes susceptibles de « ralentir les déportations (handicapés, personnes âgées, invalides) ont été exécutées ou sont restées au Kosovo. » Dans presque tous les cas, les témoignages mentionnent que les violences sont commises par des policiers et des paramilitaires masqués, parmi lesquels de nombreux témoins disent avoir reconnu « des voisins serbes ou des policiers locaux. »



«Lettre d'un voyageur au président de la république.» Régis Debray, **Le Monde** (France), 13 mai 1999 (en français).

Extrait :

Retour de Macédoine, de Serbie et du Kosovo, je me dois de vous livrer une impression : j'ai peur, monsieur le président, que nous ne fassions fausse route. [...] Ne me croyez pas partial. J'ai passé la semaine précédente en Macédoine, assisté à l'arrivée des réfugiés, écouté leurs témoignages. Ils m'ont bouleversé, comme beaucoup d'autres. J'ai voulu à tout prix aller voir «*de l'autre côté*» comment un tel forfait était possible. Me méfiant des voyages façon *Intourist* ou des déplacements journalistiques en car, j'ai demandé aux autorités serbes à avoir mon propre traducteur, mon propre véhicule et la possibilité d'aller et de parler à qui bon me semblait. Contrat respecté. Important, l'interprète ? Oui. Car j'ai constaté à mon grand dam - mais comment faire autrement ? - qu'on peut, en Macédoine et en Albanie, s'en remettre imprudemment à des truchements locaux qui, sympathisants ou militants de l'UCK pour la plupart, prêtent leur regard et leur réseau à l'étranger fraîchement débarqué. Les récits d'exactions sont trop nombreux pour qu'on mette en doute un fond indéniabie de réalité. Certains témoignages que j'ai recueillis, vérification faite ensuite sur les lieux d'origine, se sont révélés cependant outranciers, voire inexacts. Ce qui ne change rien, bien sûr, au scandale ignominieux de cet exode. [...] «*Ils continuent le nettoyage ethnique...*» Les plaques d'immatriculation accumulées au poste-frontière face à l'Albanie et les documents d'identité des partants m'ont indigné. C'est de crainte, m'a-t-on répliqué, que les «*terroristes*» ne s'infiltrent à nouveau, en les subtilisant pour maquiller voitures et papiers. Beaucoup a pu échapper à mes modestes observations, mais le ministre allemand de la Défense a menti, le 6 mai, lorsqu'il a déclaré qu'«*entre 600 000 et 900 000 personnes déplacées ont été localisées à l'intérieur du Kosovo.*» Sur un territoire de 10 000 kilomètres carrés, cela ne passerait pas inaperçu aux yeux d'un observateur en déplacement, le même jour, d'est en ouest et du nord au sud. A Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'Albanais. Nos ministres ne pourraient-ils interroger là-bas des témoins à la tête froide - médecins grecs de Médecins Sans Frontières, ecclésiastiques, popes ?



«Debray voit ce qu'il croit.» Rony Brauman, médecin, ancien président de MSF France **Libération** (France), 15-16 mai 1999 (en français).

Extrait :

Régis Debray met l'exode des Kosovars sur le compte de l'UCK, de la violence, de la peur diffuse et - sur le même plan - des frappes de l'OTAN et des milices serbes.

Or, nous savons que chaque fois qu'il a été difficile ou impossible, d'aller sur les terrains d'exactions, comme au Cambodge des Khmers rouges ou en Ethiopie, ce sont les récits recoupés de réfugiés qui ont permis de dresser un tableau précis de la situation. A partir de ces récits, les rapports de Médecins Sans Frontières, de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) et de Médecins du Monde ont clairement établi l'existence et l'exécution systématique d'un plan préparé, d'un programme de terreur et d'expulsions au Kosovo. On est en mesure de démontrer que cet exode est le produit d'une stratégie délibérée. Debray ignore le programme de reconquête du Kosovo par les nationalistes serbes et fait mine d'ignorer qu'un programme, justement, cela ne se voit pas. Il «*oublie*» le poids de la frénésie de mémoire chez les Serbes, il oublie Vukovar, Srebrenica et les épisodes sanglants de ces dernières années. Commis par des militaires et des paramilitaires serbes qui sont maintenant à l'œuvre au Kosovo.

Il n'est pas étonnant que Debray s'appuie, pour sa démonstration, sur les médecins grecs de MSF, qui sont proserbes, comme la majorité des Grecs d'ailleurs : la priorité, pour eux, c'est de porter secours aux Serbes, par le même renversement que fait aujourd'hui Debray en transformant l'agresseur en victime.

Ainsi Régis Debray passe d'une critique stimulante du «*droit-de-l'hommeisme*» comme il rappelle, à une sorte d'apologie oblique de la dictature de Milosevic. Ce passage se fait notamment en se servant des outrances propagandistes de l'OTAN, en utilisant les impasses de cette demi-guerre et les énormes ratages de l'intervention des alliés. Debray a dit lui-même, dans un de ses livres, que nous étions la première civilisation à «*croire en nos yeux*», il écrivait cela pour justement critiquer une sorte de candeur face à l'information. Eh bien, au cours de ce voyage en Yougoslavie, il tombe précisément sous la critique qu'il avait formulée. Il ne croit pas ce qu'il voit mais «*voit ce qu'il croit*» : que l'OTAN, donc les Etats-Unis, est la véritable menace qui pèse sur le monde.

On a l'impression qu'il met la politique d'Etat sur des hauteurs telles qu'il nie toutes les réalités humaines, il rejette radicalement tout ce qui vient d'Amérique, au profit d'une révérence pour tout ce qui résiste à l'Amérique.

Le seul point d'accord, c'est la non-pertinence de l'utilisation du terme de génocide. La comparaison avec l'hitlérisme est stupide - on ne peut pas comparer les souffrances - parce que les programmes politiques sont différents. Milosevic n'est pas Hitler. En revanche, puisque Debray suggère qu'il faut comparer la situation avec celle de l'Algérie, alors qu'il aille jusqu'au bout et qu'il reconnaisse que les Kosovars ont, comme les Algériens à leur époque, raison de revendiquer leur indépendance.



Le médecin grec de Pristina, c'est Odysseas. Debray m'a dit que ce dernier lui avait fait un numéro qui l'avait totalement séduit. Ce n'est pas le fait qu'il mentionne dans son article les médecins grecs de MSF qui

m'a motivé pour lui répondre, c'est la thématique de la guerre humanitaire. Je réfutais l'idée qu'il s'agisse d'une guerre humanitaire parce qu'il n'y a pas de guerre humanitaire. Une guerre c'est la politique par excellence, la politique paroxystique. Et je soutenais cette politique. En réagissant à la position très critiquable, parfois même mensongère, « progagandiste » de Régis Debray, je voyais l'occasion de réintroduire la politique en disant : « c'est précisément parce que c'est un conflit politique - et pas un conflit métaphysique du bien et du mal dans lequel nous tire l'humanitaire - que c'est ouvert au débat. » Par définition, la politique suppose la pluralité, suppose les choix. Donc diaboliser Debray pour son refus de la guerre, c'est scandaleux, irrecevable. En revanche, le critiquer pour les conneries qu'il dit, les erreurs qu'il fait, c'est normal. Je lui reproche de s'être laissé intoxiquer et embarquer par des impressions fugitives qui ne correspondent pas à la réalité. Donc je ne suis pas d'accord avec lui, mais je suis d'accord sur le fait qu'il doit pouvoir s'exprimer dans un périmètre de légitimité. Ce n'est pas comme si c'était d'un seul coup Le Pen [leader d'extrême-droite français] ou Ben Laden qui parlait ! Les Grecs et les Serbes de Paris l'ont encensé. Mais je crois que j'étais le seul parmi les gens qui étaient en désaccord avec lui, à lui apporter un soutien mesuré, parce que je critiquais ceux qui le diabolisaient.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Le 14 mai 1999, au cours d'une conférence de presse donnée à son retour à Athènes, le président de la section grecque affirme que le parcours de la voiture de MSF Grèce a été bombardé par l'OTAN, qu'il accuse de ne pas respecter les « couloirs humanitaires. » Une semaine plus tôt, Médecins du Monde s'était déjà déclarée victime d'un bombardement de l'OTAN sur une route de Serbie.



« MSF Grèce doute de la volonté de l'OTAN de respect des couloirs humanitaires. » **AFP** (France), Athènes, 14 mai 1999 (en français).

Extrait :

Le président de Médecins Sans Frontières-Grèce, Odysseas Bou-douris, a exprimé vendredi « des doutes sur la volonté de l'OTAN de respecter des couloirs humanitaires » après un incident survenu mercredi dernier près de Nis, en Yougoslavie.

Une partie du parcours, à 5 km de Nis, où devait passer une voiture transportant une équipe de MSF Grèce de retour vers la Grèce a été bombardée par les forces de l'OTAN, a affirmé M. Boudouris dans une conférence de presse.

Le trajet du voyage avait été signalé à l'OTAN par l'intermédiaire du ministère grec des Affaires étrangères, la

voiture portait un drapeau de MSF et le drapeau grec avait été peint sur le toit du véhicule comme convenu, a précisé à l'AFP le chirurgien.

« Nous avons eu une panne à 10-15 kilomètres de Nis et avons dû nous arrêter vers 14h00 dans un garage, nous avons entendu une heure plus tard cinq à six vagues d'avions qui ont bombardé massivement Nis. Quand nous avons poursuivi notre route vers Nis, nous avons vu à 50 mètres de la route des traces des bombardements dans les terrains bordant la chaussée », a ajouté M. Boudouris qui a montré à la presse un fragment de bombe.

Le 5 mai dernier, les responsables grecs de Médecins du Monde-Grèce avaient affirmé qu'un convoi de l'organisation avait été pris pour cible par des bombardements sur la route menant de la frontière macédonienne à Pristina. Le gouvernement grec a demandé des éclaircissements sur cette affaire qui n'a toujours pas été élucidée.



« Mission exploratoire de MSF Grèce. » **Message** de Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international aux directeurs généraux des sections MSF, 14 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Vous devez être au courant que l'une des conséquences de la mission grecque en Yougoslavie, au moins en France, est un questionnement sur la réalité du nettoyage ethnique au Kosovo. A notre connaissance, la mission n'a pas fait de déclaration publique à ce sujet, mais des journalistes font des interprétations en ce sens. Au cas où vous seriez interrogés à ce sujet par des journalistes (mais pas de démarche pro active) nous proposons de suivre la position suivante :

- MSF maintient les conclusions de son rapport *Histoires d'une déportation*, qui qualifie ce qui se déroule de crime contre l'humanité.

- Si des journalistes nous disent que ces conclusions sont contradictoires avec la mission de MSF Grèce, nous pouvons répondre que nous n'assumons pas leurs conclusions ; leur mission a été lancée à leur propre initiative et nous ne sommes pas d'accord avec la façon dont elle est menée : l'implication du gouvernement grec, la distribution de matériel, l'escorte etc...

Il est bon que vous sachiez aussi que l'AFP a diffusé une déclaration de MSF Grèce dans laquelle Odysseas émet des doutes sur la volonté de l'OTAN de respecter des corridors humanitaires par l'OTAN (?) en Yougoslavie. Dans sa déclaration, il dit que la mission pourrait bien avoir été la cible d'avions de l'OTAN lors de son retour en Grèce (en attendant il n'y aucune preuve dans son rapport mais nous ne faisons pas de commentaires). Il pourrait aussi y avoir une continuation à cette mission explo.

Plus de nouvelles la semaine prochaine.

Cordialement. Jean-Marie.

 Nous nous sommes séparés à Belgrade. J'ai pris la route pour aller à Pristina, Odysséas et Antonis, le chirurgien, ont pris la route pour aller à Nis, puis Sofia. Ils sont passés à côté d'un bombardement très fort à Nis. Leur voiture était cassée, ils ont eu des problèmes. Ils sont arrivés à Sofia juste pour prendre l'avion. Je ne sais pas pourquoi ils n'ont pas voulu prendre la route de Skopje à Athènes et sont passés par la Bulgarie. [...] Une semaine plus tôt, Médecins du Monde Grèce avait fait un scandale parce qu'une de leurs voitures était passée à côté d'un bombardement en dehors de Pristina en allant à Blace. Il faut dire qu'ils avaient pris cette route sans demander la permission à l'OTAN. Et après ils ont fait un scandale ! Toute la Grèce a vu à la télévision que MDM avait été bombardé.

Antonis Rigas, logisticien MSF Grèce (en français).

 Odysséas est revenu à Athènes avant les autres. Il a pris publiquement position contre l'OTAN l'accusant d'avoir bombardé la voiture de MSF Grèce. Il a d'abord déclaré «on s'est fait bombardé» puis il a délivré un deuxième message assez neutre, du genre : «ils n'ont pas besoin de vêtements, mais de médicaments et de matériel sanitaire». Entre ces deux messages «les bombes» et «il ne faut pas donner de vêtements mais des médicaments», ce qui fait les titres des journaux, ce sont les bombes. Tous les journaux, et toutes les télévisions en ont parlé. Odysséas était le héros du moment, celui qui était passé à travers les bombes... Il a utilisé un prétexte humanitaire, «il y a des besoins de médicaments» pour valoriser un message politique : «l'OTAN ne joue pas son rôle, il bombarde les humanitaires etc.» En plus je ne suis pas du tout sûr qu'ils aient été bombardés. L'OTAN a nié. A mon avis, si l'OTAN les avait bombardé, ses responsables l'auraient reconnu. Ils ont bien bombardé la télévision serbe, l'ambassade chinoise, puis ils ont dit : «pardon d'avoir fait ça.» MDM avait dit la même chose et avait aussi fait la une des journaux. Si tu dis que tu reçois des bombes en Yougoslavie, tu as des donateurs, la presse, les journaux. Donc, je crois que l'histoire a été manipulée. A partir de là, pour moi c'était clair : Odysséas mène de manière cachée une démarche personnelle dans le cadre d'un parcours politique. A mon avis, il avait un agenda caché, ce qui explique tous les différents rôles qu'il a joué à l'époque.

Dr. Sotiris Papaspyropoulos, président d'honneur de MSF Grèce.

Le 18 mai 1999, la section suisse annonce à la section grecque qu'elle met fin à leur collaboration pour deux raisons : son absence de réponse à sa proposition de recrutement d'un responsable de programme commun et le maintien de la mission exploratoire au Kosovo et

en Serbie. Elle s'en remet au Conseil international pour décider de la suite à donner aux activités de MSF Grèce.



« Proposition de collaboration entre MSF Suisse et MSF Grèce, dans le cadre du centre opérationnel commun, faite par le CA suisse, le 9 mai 1999, à l'intention du CA grec » **Lettre** d'Olivier Dechevrens, président de MSF Suisse, 9 mai 1999 (en français).

Extraits :

La collaboration entre nos deux sections, au sein du Centre opérationnel commun (COC), s'est dégradée depuis quelques jours, et il me semble qu'une rupture est possible à très court terme.

Tout comme vous, le Conseil d'administration de MSF-Suisse désire poursuivre notre collaboration. Vous trouverez ci-dessus une ultime proposition, non négociable, pour essayer de trouver des conditions qui permettent de poursuivre notre travail en commun.[...]

- Le COC s'inscrit dans un cadre, défini par le CI [conseil international] lors de la réunion de mars 1998 à Amsterdam. La décision unilatérale de MSF-Grèce de nommer un directeur des opérations à Athènes et d'effectuer une mission exploratoire au Kosovo est clairement une violation de ce cadre.

Par conséquent notre proposition sera annulée si vous maintenez Dimitris Richter comme directeur des opérations, ou si une activité de MSF-Grèce au Kosovo est poursuivie, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord formel des autres sections opérationnelles, après la fin de la mission exploratoire (cette mission exploratoire sera considérée comme terminée dès le retour d'un de ses participants).

- MSF-Suisse n'envisage pas du tout, comme vous semblez le craindre, de retirer au desk d'Athènes ses missions dans des pays étrangers.[...]

- La situation actuelle reflète une crise grave, pour notre collaboration tout comme pour le mouvement MSF en général. Dans une telle situation, nous pensons que les solutions adoptées doivent permettre de résoudre rapidement les problèmes les plus pressants.

Par conséquent nous vous faisons la proposition suivante :
1) Nomination pour le desk d'Athènes d'un responsable de programme [RP] dont les compétences soient supérieures à la moyenne, de façon à pouvoir garantir non seulement la qualité de travail habituellement attendue dans les missions MSF, mais aussi de façon à assurer l'excellence du relais dans la gestion courante des opérations, rendue nécessaire par l'absence d'une relation au quotidien avec Genève. La nécessité d'un tel RP s'explique par les difficultés supplémentaires, secondaires à l'éloignement géographique et à l'implication forcément moins importante du directeur des opérations depuis Genève.

Les conditions structurelles offertes au bureau d'Athènes devront être adaptées pour permettre à une telle personne de travailler dans des conditions conformes à ce qui est offert par les autres centres opérationnels. Afin

de se donner toutes les chances d'un recrutement enfin réussi, celui-ci sera effectué en parallèle par MSF-Grèce et MSF-Suisse ; toutefois, l'avis final de Genève restera l'avis décisif. [...]

6) MSF-Suisse cessera immédiatement la collaboration au sein du COC et transmettra le dossier au CI:

- en cas de refus de cette proposition par le CA de MSF-Grèce,

- en cas de maintien de la nomination unilatérale d'un directeur des opérations à Athènes ou de poursuite d'une activité de MSF-Grèce au Kosovo, selon les termes définis ci-dessus.



Lettre d'Olivier Dechevrens, président de MSF Suisse à Odysseas Boudouris, président de MSF Grèce, 18 mai 1999 (en français).

Extrait :

Chers amis grecs,

A la suite du message d'Odysseas que nous avons reçu ce matin, le comité de direction de MSF Suisse considère qu'il s'agit là d'un refus catégorique de l'ultime proposition qui vous avait été adressée le 9 mai pour essayer de sauver notre collaboration au sein du centre opérationnel commun gréco-suisse.

Nous considérons donc que cette collaboration a pris fin, d'autant plus que :

- Nous n'avons reçu aucune réponse de votre part à cette proposition, pas même un accusé de réception malgré mes coups de téléphone à Odysseas et à Sotiris.

- La section grecque a décidé de continuer son action au Kosovo sans le consentement de MSF Suisse et d'aller au-delà du cadre défini par le conseil international.

Afin de déterminer les répercussions de ces décisions sur les activités de MSF Grèce au sein de MSF, nous avons demandé au conseil international de prendre position sur ce sujet au cours de sa réunion du 11 juin à Amsterdam.

Jusque là nous soutenons la proposition de James Orbinsky [président de MSF international] d'une délégation d'information neutre.

Nous rencontrerons les membres de cette délégation à Genève aujourd'hui et nous demanderons à MSF Grèce de faire de même le plus rapidement possible.

Enfin, je pense que certains termes employés par Odysseas sont faux et je m'oppose formellement à la présentation qui accuse MSF Suisse de retrait unilatéral.

La démission de Thierry Durand, le directeur des opérations, n'est absolument pas la manifestation de notre souhait d'abandonner le centre opérationnel commun, mais montre les difficultés pratiques, qui auraient probablement pu être surmontées après correction.

De plus, la proposition qui a été rapidement faite par le directeur général de MSF Suisse de prendre provisoirement le relais à la tête des opérations a été rejetée par la section grecque. Enfin, la proposition du comité de direction n'a évidemment pas été prise en compte. Je regrette la tournure qu'ont pris les événements et je ne suis pas opposé au dialogue mais nous sommes désormais dans une impasse et je dois noter

que la confiance n'existe plus entre nos deux sections.

Je suis impatient de vous rencontrer à Athènes.

Sincèrement,

De la part de MSF Suisse

Olivier Dechevrens, président.

Au Monténégro, les réfugiés font état d'offensives des forces serbes dans le Nord-Ouest du Kosovo qui contredisent l'annonce officielle du retrait. Le président du Monténégro, opposant au régime de Milosevic, soutient les décisions du G8 mais demande l'arrêt des frappes de l'OTAN. La police monténégrine, prise en tenaille entre les forces armées serbes et l'UCK qui noyautent les groupes de réfugiés a du mal à assurer la sécurité. Le 21 mai 1999, Médecins du Monde dénonce les entraves à l'action humanitaire au Monténégro. Dans le Sud de la Serbie des manifestations de familles de soldats serbes sont sévèrement réprimées. En réaction des soldats de la région, en poste au Kosovo, désertent.



« Au Monténégro, à Rozaje, militaires et irréguliers serbes appliquent les mêmes méthodes qu'au Kosovo. » Sophie Shihab, **Le Monde** (France), 16 mai 1999 (en français).

Extrait :

Ce sont de récentes offensives serbes dans le Nord-Ouest du Kosovo qui ont chassé vers Rozaje un nouveau flux de familles et de combattants kosovars. Les Serbes, loin de commencer à se retirer du Kosovo, relancent des opérations visant à vider, après la montagne Rugova, les montagnes Mokra et, à leurs pieds, la Drenica, ancien bastion de l'UCK devenue une région martyre au centre du Kosovo, affirme un journaliste kosovar, réfugié à Rozaje. L'annonce du « retrait », faite à Belgrade le 10 mai, a aussi coïncidé avec la montée vers le Kosovo de matériels et de convois militaires au Monténégro. Un des objectifs est de filtrer les colonnes de réfugiés. Les Musulmans vivant encore dans les hameaux frontaliers les aident à éviter les patrouilles - surtout, disent-ils, celles des « paramilitaires », venus du Kosovo, appelés ici les « Frankic » (mercenaires serbes de divers pays). Mais leur aide n'est pas toujours efficace. Un des scénarios rodés au Kosovo se répète alors en territoire monténégrin : les réfugiés sont dépouillés de leurs biens et de leurs papiers (pour ceux qui en avaient encore). Les hommes sont séparés des femmes, battus et emmenés. C'est arrivé jeudi à cinquante-quatre d'entre eux, que femmes et enfants attendaient toujours, vendredi, sans être sûrs de les revoir un jour.[...] Les Kosovars tentent cependant de profiter de la situation de trouble pour voir qui règne au Monténégro. L'armée de Belgrade accuse la police monténégrine de « trahison » pro-occidentale. Des affrontements entre eux ont été évités de justesse, à coups de compromis politiques. Ainsi, la police, moins nombreuse, n'avait pas son mot à dire quand l'armée

cherchait des membres de l'UCK en faisant des barrages routiers. Or, depuis toujours, confirment les organisations humanitaires, aucun bus n'a été arrêté le long de la route menant à la seule frontière ouverte entre le Monténégro et l'Albanie. S'agit-il d'un accord tacite entre policiers et militaires pour débarrasser le Monténégro des «terroristes» albanais ? C'est vraisemblable. La police, quant à elle, s'est révélée impuissante dans un autre cas, mineur : le braquage d'une jeep de Médecins Sans Frontières par des militaires, venus à bord de quatre véhicules devant le camp de Kristal. A l'endroit même d'où partent les bus à l'aube. [...] Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), qui ne dispose ici que d'une poignée de délégués, a demandé vigoureusement, vendredi, au gouvernement de transférer les réfugiés vers le sud du Monténégro. Mais les obstacles restent nombreux. Les réfugiés eux-mêmes ne sont pas tous convaincus et l'UCK est soupçonnée de vouloir établir «une tête de pont» à Rozaje, d'où les accès au Kosovo seraient moins minés que du côté albanais.



«L'armée yougoslave renforce sa pression au Monténégro.» Sophie Shihab, **Le Monde** (France) 18 mai 1999 (en français).

Extraits :

Arrestations de dizaines de réfugiés du Kosovo, fermeture de postes-frontières et mouvements de troupes divers : l'armée yougoslave a renforcé, dimanche 16 mai, la pression qu'elle exerce sporadiquement, depuis le 24 mars, contre le gouvernement pro-occidental du Monténégro. La protection qu'il accorde aux opposants belgradois, de même que les visites en Europe, la semaine dernière, de Milo Djukanovic, président de ce petit Etat, membre rétif de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), ont suscité la colère de Belgrade et de l'opposition monténégrine, qui réclame la destitution du chef de l'Etat. Accusé de trahison pour ses rencontres «avec l'ennemi» en Allemagne, en Autriche et en France, M. Djukanovic est néanmoins décidé, selon ses proches, à se rendre lundi à Bruxelles où il est invité à rencontrer les ministres des Affaires étrangères européens. [...] Mais c'est à l'unique poste-frontière vers l'Albanie que ce durcissement a eu, dès samedi, les conséquences les plus sérieuses. L'armée y a non seulement empêché le passage de cars transportant des réfugiés du Kosovo en transit au Monténégro, mais en a fait descendre au moins vingt-cinq hommes, qui ont été arrêtés. «Il y a des rumeurs selon lesquelles certains ont été relâchés, mais, à en croire des réfugiés interrogés, le nombre des arrestations pourrait être d'une centaine», a déclaré au Monde le représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Robert Breen. Femmes et enfants en pleurs ont été recueillis à Tuzi, bourgade à population albanaise proche de la frontière, où la police monténégrine a stoppé les cars suivants pour leur éviter de tomber entre les mains de l'armée. Depuis dix jours, pourtant, l'armée avait cessé de harceler les cars qui venaient de Rozaje, ville d'entrée des déportés du Kosovo. Elles les laissait partir

sans problèmes vers l'Albanie, alors même que certains véhicules ne transportaient que des hommes, probablement encadrés par l'UCK. Il était de l'intérêt des militaires de voir des «terroristes» quitter la RFY, sans avoir à s'en «occuper». [...] Un groupe de «paramilitaires» serbes a fait, en outre, une incursion musclée, dimanche, dans le bourg de montagne de Rozaje, peuplé de Slaves musulmans. Des dizaines d'entre eux se sont rassemblés devant le poste de police, demandant à être armés pour se protéger. Au même moment, selon des témoins, des camions de soldats montaient vers la région. Le même jour, un millier de soldats ont aussi traversé le gros village montagnard de Cetinje, ancienne capitale du Monténégro et fief de ses indépendantistes. Aussitôt, un millier de policiers armés et casqués se sont déployés sur leurs talons... Ce face-à-face police-armée, comme les rumeurs de putsch, sont permanents au Monténégro depuis l'élection de Milo Djukanovic, en 1997, contre le protégé de Slobodan Milosevic. L'armée serait-elle cette fois-ci plus menaçante ? «Rien n'est plus dangereux qu'un tigre blessé», disent des Monténégrins qui, comme leur président, vivent dans l'attente de la chute du dictateur de Belgrade.



«MDM dénonce les entraves au travail humanitaire au Monténégro» Paris, **AFP** (France), 21 mai 1999 (en français).

Extrait :

Dans un communiqué, MDM souligne que les autorités de Belgrade ont désigné le 5 mai «six postes frontières pour la réception de l'aide humanitaire, dont aucun n'est à destination du Monténégro. En conséquence, le fret humanitaire de Médecins du Monde est toujours bloqué à Dubrovnik, en Croatie», poursuit l'organisation.

«Il est désormais impossible de rentrer ou de circuler au Monténégro sans visa fédéral délivré par Belgrade» et un volontaire de MDM «en possession d'un visa délivré en Croatie» a été refoulé cette semaine par l'armée fédérale yougoslave près de la frontière entre la Croatie et le Monténégro, poursuit MDM, qui souligne que le remplacement des équipes sur le terrain ne peut s'effectuer.

MDM «se préoccupe du manque à très court terme de produits de première nécessité (...) mais aussi du vide de protection que pourrait créer une absence de présence humanitaire au Monténégro» et demande «aux autorités yougoslaves et monténégrines de tout mettre en œuvre sans délai pour permettre aux organisations humanitaires d'accéder aux populations civiles selon les principes humanitaires fondamentaux.»



«Des familles de soldats serbes protestent contre la guerre au Kosovo.» Jean-Baptiste Naudet, **Le Monde** (France) 21 mai 1999 (en français).

Extraits :

«Les morts n'ont pas besoin du Kosovo ! Nous voulons que nos fils rentrent, mais pas dans des cercueils !» A ces cris,

des habitants de la région de Krusevac, au sud de la Serbie, manifestent sans interruption depuis quatre jours contre la guerre au Kosovo. Pour la première fois, la population serbe, que l'on disait soudée derrière son président, défie Slobodan Milosevic. Et, plus dangereux peut-être pour le président yougoslave, pour la première fois, des soldats serbes ont déserté en masse, mercredi 19 mai, le Kosovo. Apprenant que les manifestations anti-guerre de leurs familles à Krusevac avaient été réprimées, près de 1000 soldats de la région envoyés au Kosovo sont retournés mercredi en camion et avec leurs armes, contre les ordres de leurs chefs, dans leur ville natale. La presse de Belgrade reste bien entendu muette. Mais, au Monténégro, la petite république partenaire de la Serbie au sein de la Fédération yougoslave - qui prend de plus en plus ses distances avec Belgrade -, les médias suivent de près ce mouvement pour la paix.

Le 18 mai 1999, alors que le Premier ministre britannique est en Albanie, l'organisation humanitaire OXFAM critique l'OTAN et réclame le renforcement du HCR dans son rôle de coordinateur des secours. Son message est largement relayé par les médias du Royaume-uni, où se trouve son siège.



« *Re : Albanie : Communiqué de presse et rapport de Perea.* » **Courriel** de Anne-Marie Huby, directrice générale de MSF Royaume-uni, 18 mai 1999 (en anglais).

Chers Bas et Samantha,
Merci pour le communiqué.

Pour votre information, Oxfam est sur tous les médias britanniques ce matin et a fait un excellent travail. Voici des extraits d'une interview donnée ce matin par Marcus Thompson, leur coordinateur d'urgence dans les Balkans : « *De nombreux acteurs, dont l'OTAN, sont engagés dans toutes sortes d'activité pleine de sens, mais la plupart ne sont pas du tout coordonnés et ont des standards de qualité différentes. Nous avons besoin que le HCR reprenne la direction. Le HCR a été critiqué, au début de la crise parce qu'il ne prenait pas la tête. En fait les pays de l'OTAN ne pensaient qu'à le doubler pour passer leurs propres accords avec les gouvernements albanais et macédonien. Nous aimerions que lors de sa visite (aujourd'hui) Tony Blair prenne fait et cause pour le HCR et son rôle indépendant et emmène d'autres nations derrière lui. L'OTAN ne doit pas diriger ces secours. Le HCR a besoin de financements et de personnel de haut niveau pour remplir son rôle de façon indépendante. Les gouvernements doivent accepter la discipline de la coordination humanitaire (elle est bonne, celle-là - remarque personnelle.)* »

En apparence cela semble assez technique, mais personne n'a raté les sous-titres et la couverture de leur déclaration est très politique - doutes sur l'OTAN etc. Bien joué. Voila. Dommage que nous n'ayons pas réussi à produire un

message plus consistant malgré les heures de discussions de ces dix derniers jours.

Plus ça change ... eh !

Bien à vous, AM.

Le 20 mai, le HCR rend public son plan de retour des réfugiés au Kosovo. MSF diffuse une étude épidémiologique réalisée par Epicentre auprès des réfugiés kosovars accueillis dans des familles en Albanie. Un communiqué de presse souligne l'abandon dans lequel sont laissés les réfugiés.



« *Le HCR rend public son plan de retour des réfugiés au Kosovo.* » **AFP** (France), Genève, 20 mai 1999 (en français).

Extraits :

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rendu public jeudi à Genève son plan de retour au Kosovo d'environ 1,5 million de réfugiés et de personnes déplacées en raison du conflit.

Ce plan, en 19 pages, comprend quatre étapes, de la phase préparatoire avant la réinstallation massive en passant par une réhabilitation et une réintégration totale des Kosovars d'origine albanaise, majoritaires, et serbe, minoritaires.

Le HCR évalue à environ 600 000 personnes le nombre de déplacés à l'intérieur du Kosovo et à plus de 900 000 ceux ayant trouvé refuge à l'étranger, tant dans les pays voisins qu'ailleurs dans le monde, principalement en Europe.

[...] La première phase de ce plan commencera par des visites d'évaluation au Kosovo, la deuxième consistera en la reprise des activités au Kosovo du HCR et des agences associées pour fournir l'ensemble des produits de base aux personnes déplacées et aux civils traumatisés par la guerre.

Parallèlement routes, ponts et aéroports devront commencer à être réparés pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Le déploiement d'une force militaire internationale devra débiter dès le lancement de cette deuxième phase, estime le HCR.

La troisième phase verra le commencement du retour des premiers réfugiés dans des conditions de « *dignité et de sécurité* », souligne le HCR.



« *Evaluation rapide des besoins des réfugiés kosovars hébergés par des familles albanaises - Une évaluation des violations des droits de l'homme commises au Kosovo. Ville de Kukes, Albanie, 29/04/1999* » William Peréa, Epicentre, 10 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Recommandations

Les éléments suivants devraient être pris en compte rapidement afin de garantir que les besoins fondamentaux des réfugiés, anciens comme nouveaux arrivants, soient correctement couverts.

- Mettre en œuvre le plus rapidement possible un système d'enregistrement simple afin de garantir l'accès aux secours. C'est à dire donner une carte à chaque famille arrivée ou qui arrive à Kukes.
- Garantir des distributions hebdomadaires de colis de nourriture contenant les quantités énergétiques et caloriques recommandées par temps froid (2300 calories/personne/jour).
- Distribuer au minimum une couverture par personne.
- Distribuer si possible à chaque famille deux matelas ainsi que des vêtements pour adultes et enfants.
- Garantir une distribution de produits d'hygiène (savons, dentifrice et brosses à dent, serviettes hygiéniques, couches pour bébés).
- Améliorer l'accès des réfugiés à l'information en distribuant des tracts et en passant des messages à la radio et à la télévision. L'identification d'un lieu ou d'un bureau où les gens pourraient être conseillés et orientés selon leurs besoins pourraient aider à améliorer l'accès aux informations clés et faire participer les réfugiés plus activement à la recherche de solutions à leurs problèmes.
- Elaborer une stratégie bien définie et «transparente» pour le re-déploiement futur des réfugiés installés à Kukes vers le sud. Eviter l'usage de la force, la coercition ou l'intimidation avant ou pendant le processus de re-déploiement.
- Documenter et rendre immédiatement publique toute mesure qui violerait les droits humains de base des réfugiés. Des événements tels que le déplacement forcé du camp «tracteur» de Kukes ne devrait pas être autorisé et ne devrait plus se produire à l'avenir.
- Encourager le dialogue avec les réfugiés, comme celui initié par le HCR avec sa «Stratégie de la rivière bleue¹⁷». Ces initiatives devraient être multipliées et poursuivies jusqu'à ce que des solutions consensuelles soient trouvées.
- Améliorer la visibilité et la force du programme existant pour la recherche des portés disparus par les familles.

Les recommandations ci-dessus s'appliquent également à toutes les autres catégories de réfugiés et en particulier à ceux qui sont encore dans le camp «tracteur».

2. Une solution définitive à la crise actuelle prendra encore plusieurs mois. Au fur et à mesure que le temps passe les besoins des réfugiés vont évoluer et les agences responsables vont devoir adapter leurs activités pour répondre à de nouvelles priorités. Voici quelques éléments à considérer à court et moyen terme :

- Continuer la mise en œuvre et le renforcement du système de surveillance épidémiologique proposé par le ministère de la Santé, l'OMS et l'Institut français de santé publique. Cela devrait constituer une priorité car le risque potentiel d'apparition et de rapide extension de maladies infectieuses à Kukes est très élevé.

- Considérer attentivement la prévalence des maladies chroniques et en particulier des diabètes, dans la planification de l'approvisionnement en médicaments.
- Mettre en place un système de surveillance de la mortalité basé sur le comptage des tombes et des décès à l'hôpital. Le HCR a lancé une initiative de décompte des tombes il y a quelques semaines. Elle doit être maintenue et une collecte systématique de données doit être rapidement réalisée.
- Vacciner tout nouvel arrivant contre la rougeole et la polio et continuer à renforcer les outils de surveillance épidémiologique dans les structures locales de santé.
- Étendre le programme de santé mentale initié dans quelques camps de tentes pour couvrir la population logeant en ville.



«Albanie-réfugiés. Les réfugiés installés dans les familles albanaises sont les laissés pour compte de l'aide internationale, selon une enquête de Médecins Sans Frontières.» **Communiqué de presse**, MSF France, 20 mai 1999 (en français).



«Une enquête de MSF conclut que les réfugiés hébergés dans les familles albanaises demeurent très vulnérables. Ils paient de loyers élevés, ont des besoins particuliers et doivent être enregistrés et protégés.» **Communiqué de presse**, MSF Kukes, 18 mai 1999 (en anglais).



«L'aide humanitaire n'arrive pas à tous les Albanais du Kosovo réfugiés à Kukes.» **Communiqué de presse**, MSF Espagne, 20 mai 1999 (en espagnol).

L'aide internationale n'atteint qu'en partie les réfugiés installés dans les familles albanaises, telle est la principale conclusion d'une enquête épidémiologique menée par Médecins Sans Frontières à Kukes, au nord de l'Albanie.

L'enquête, réalisée à la fin du mois d'avril, montre qu'en dépit d'une mobilisation sans précédent des armées, de l'assistance bilatérale, des organisations humanitaires, des agences des Nations unies, une partie importante des réfugiés logés chez l'habitant ne peut compter que sur ses maigres économies pour assurer sa survie (nourriture, loyer, etc.).

En Albanie, on estime que seuls 10 à 15 % des réfugiés sont installés dans des camps, sous tentes, la grande majorité étant répartie dans les familles, les centres collectifs, ou les «tractor-camps». «A Kukes, plus de 50 % des réfugiés sont logés chez l'habitant», explique William Perea, l'épidémiologiste de Médecins Sans Frontières qui a réalisé l'enquête. «Ces personnes sont beaucoup plus difficiles à atteindre que celles installées dans les camps. De ce fait, elles ne bénéficient ni de la protection, ni de l'assis-

17. Cette stratégie consiste à emmener quelques chefs de communautés kosovares visiter les camps dans le Sud et les laisser transmettre leurs impressions à la communauté réfugiée.

tance que leur statut de réfugiés devrait leur garantir.»

Au moment où l'enquête a été réalisée, aucun membre des familles interviewées n'avait de carte d'enregistrement ni de document attestant d'un statut de réfugiés. Or, en l'absence d'un système d'enregistrement efficient, les réfugiés ne peuvent être identifiés comme tels. Il est par conséquent impossible de veiller à ce que chaque famille reçoive le minimum nécessaire à sa subsistance : des rations alimentaires complètes, des couvertures, des vêtements, etc.

Ainsi, 57 % des familles interrogées n'avaient reçu qu'une seule ration alimentaire complète depuis leur arrivée dans le pays. Tandis que 20 % n'y avait pas eu accès du tout. Depuis, des distributions ont eu lieu, mais la situation de ces personnes restent extrêmement précaire. Par ailleurs, seules 24 % des familles avaient reçu au moins une couverture.

«Alors que l'Albanie bénéficie d'un élan de solidarité sans précédent ainsi que de l'attention de l'ensemble des politiques et des médias, il n'est pas acceptable qu'un si grand nombre de réfugiés passent à travers les mailles du filet de l'aide internationale», ajoute William Perea.

La situation de ces réfugiés est aggravée par le fait qu'ils doivent s'acquitter de fortes sommes pour leur logement. L'enquête montre que 61 % des appartements ou des maisons de Kukes accueillent des réfugiés kosovars. Le nombre moyen de personnes accueillies par foyer est de treize. Plus de 60 % des familles accueillies doivent payer un loyer à leurs hôtes. La somme moyenne versée par famille est de 137 dollars par mois. De nombreux réfugiés sont aujourd'hui à cours d'argent.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête confirment que de graves violations des droits de l'homme ont été commises à l'intérieur de la province du Kosovo. Plus de deux tiers (70 %) des familles kosovars interviewées ont été forcées de partir parce qu'elles étaient physiquement ou verbalement menacées par les milices armées ou les militaires, ou parce qu'elles avaient subi des actes de vandalisme comme la destruction de leurs biens ou de leur village.

Par ailleurs, 43 % des décès rapportés depuis fin février 1998, se sont produits après le 24 mars, pendant la phase de déportation. 56 % de ces décès sont dus aux actes de violences commis par la police ou les militaires serbes.

L'enquête montre que plus de la moitié (55 %) des réfugiés accueillis dans la région sont des femmes, mais que leur proportion est nettement plus forte dans la tranche d'âge 15-54 ans (62 %). Une famille sur trois (34 %) rapporte qu'au moins un de ses membres est absent (de Kukes). Plus de 60 % des «absents» sont des hommes, entre 15 et 54 ans ; 32 % ont rejoint l'UCK ; 22 % ont disparu pendant la déportation.



«MSF : les réfugiés accueillis dans les familles albanaises sont laissés pour compte.» **AFP** (France), Paris, 20 mai 1999 (en français).

Les réfugiés du Kosovo accueillis dans les familles albanaises «sont les laissés-pour-compte de l'aide internatio-

nale» affirme un rapport de Médecins Sans Frontières (MSF) rédigé à la suite d'une enquête réalisée fin avril à Kukes au nord de l'Albanie.

Parmi les plus de 900 000 personnes qui ont quitté le Kosovo depuis le début du conflit en mars 1998, près de 400 000 sont en Albanie, selon le HCR. A Kukes, seuls 10 à 15 % des réfugiés sont installés dans des camps, précise le rapport de MSF rédigé après une enquête épidémiologique. Aucun d'entre eux n'a de document prouvant son statut et seules 57 % avaient reçu à une seule reprise une ration alimentaire.

61 % des appartements ou des maisons de la ville accueillent des réfugiés, 13 personnes en moyenne, et dans 60 % de ces habitations, les réfugiés doivent acquitter un loyer. Ces loyers atteignent 137 dollars par mois (123 euros) en moyenne.

Selon cette enquête, 55 % des réfugiés accueillis dans cette région sont des femmes dont 64 % ont entre 15 et 54 ans. Dans 34 % des familles une personne est absente, 60 % de ces absents étant des hommes âgés de 15 à 54 ans. Selon MSF, 32 % ont rejoint l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et 22 % ont «disparu».



L'étude sur l'Albanie a permis de montrer qui développait réellement l'assistance humanitaire. Les médias disaient que les armées réalisaient l'ensemble de l'action de secours et c'est l'impression que l'opinion publique a gardée. Or nous nous sommes rendus compte très vite - qu'en réalité 20 ou 25 % même pas, 15 % de l'aide était canalisée par les armées. Tout le reste était réalisé grâce à la solidarité albanaise, grâce aux ONG, dans les centres collectifs ou chez les particuliers.

Eric Stobbaerts, directeur général MSF Espagne (en français).



Le rapport d'Epicentre a bien montré qu'au fond la multiplicité des acteurs présents en Albanie n'a pas été synonyme d'une couverture efficace des besoins et d'une assistance de qualité répondant à l'impartialité. Ce rapport a permis de renforcer cette analyse qu'on n'avait jamais réussi véritablement à faire passer largement dans l'opinion : contrairement à l'idée généralement répandue, les militaires n'étaient pas plus efficaces que les humanitaires. En tout cas, pas sur cette crise-là.

[...], adjoint à la responsable juridique MSF (en français).

Le même jour, à l'occasion de la visite en Albanie du secrétaire général des Nations unies, MSF diffuse

de Kukes et de Skopje un communiqué de presse réclamant une meilleure coordination de l'aide par les Nations unies et soulignant la nécessité de renforcer les mesures de protection et d'enregistrement de ces derniers. En effet, dans les camps d'Albanie, les réfugiés subissent des pressions à l'enrôlement dans les rangs de l'UCK, l'organisation de lutte armée kosovare. Cinq membres du personnel médical local de MSF partent ainsi se mettre à son service. D'autre part, à la frontière entre l'Albanie et le Kosovo les combats entre l'UCK et les forces serbes obligent le HCR à évacuer 8000 réfugiés kosovars vers l'intérieur des terres.



« Communiqué de presse. » Courriel de Erwin Van't Land, chargé de communication MSF à Skopje aux chargés de communication MSF, 19 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Merci de trouver ci-dessous une déclaration pour la presse, que nous distribuerons aux journalistes pendant le briefing de Kofi Annan. Une armée de journalistes suit le secrétaire général, ce qui ne signifie pas pour autant que nous ayons une meilleure chance de faire passer notre message, mais au moins nous devons essayer. Vous trouverez peut-être qu'il n'y a rien de nouveau dans ce message. Donc de nouveau nous faisons allusion aux conditions du retour éventuel au Kosovo (sans accuser quiconque d'avoir DEJA commis une erreur dans ce domaine ; merci de respecter la formulation de ce point).



« MSF demande aux gouvernements de soutenir les Nations unies dans leur leadership en principe et en action des opérations de secours aux réfugiés du Kosovo et insiste sur la nécessité de les enregistrer et de les protéger. » Communiqué de presse, MSF Kukes, 20 mai 1999 (en anglais).

« MSF demande aux gouvernements de soutenir les Nations unies dans leur leadership en principe et en action des opérations de secours aux réfugiés du Kosovo. » Communiqué de presse, MSF Skopje, 19 mai 1999 (en anglais).

L'organisation médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) est profondément préoccupée par l'absence de protection des réfugiés et de coordination de l'aide qui caractérise aujourd'hui la réponse internationale à la crise du Kosovo.

Au cours d'une réunion à Skopje avec le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, les agences de secours ont délivré un message de soutien aux Nations unies en général - et au Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR) en particulier - pour qu'elles s'efforcent de prendre le leadership, en principes et en action, sur

la coordination des secours humanitaires. « Cette crise est unique en ce sens que les gouvernements occidentaux, qui d'habitude soutiennent financièrement le HCR, ont ici voulu participer directement aux secours humanitaires, qu'ils considèrent comme partie intégrante des activités de leurs armées » a déclaré Tim Pitt, le chef de mission de MSF en Macédoine. « En agissant ainsi, ils ont sapé la capacité de l'OTAN à superviser et à fournir aux réfugiés une assistance et une protection indépendante. Les réfugiés ont besoin d'un HCR bien financé et politiquement solide qui soit capable de protéger efficacement leurs droits, aujourd'hui et dans l'avenir. »

Les forces de l'OTAN ont été largement décrites comme dirigeant les efforts humanitaires dans la région. Que l'une des parties au conflit, comme l'OTAN, joue le rôle d'organisation humanitaire, constitue une menace sérieuse à la nécessaire impartialité et neutralité des secours humanitaires dans la région et au-delà. Il est primordial, pour préserver l'efficacité et l'impartialité des secours humanitaires que les gouvernements bailleurs de fonds permettent au HCR de remplir son rôle de coordinateur humanitaire indépendant. Pendant ce temps, dans le cadre de tous les programmes actuels de relocalisation et de transferts de réfugiés (de Macédoine en Albanie, ou à l'intérieur même de l'Albanie) les réfugiés ne reçoivent aucune information complète et précise sur leurs futures conditions de vie, leur statut à long terme et leurs droits. Les réfugiés qui ont choisi de rester ont le droit de bénéficier de l'ensemble des garanties de protection et d'assistance, mais il est de plus en plus flagrant que la menace de ne plus leur accorder ces droits est utilisée comme une incitation à accepter la relocalisation. Des promesses politiques ont été faites aux réfugiés, qui affirment que l'OTAN garantira bientôt leur retour en toute sécurité. MSF souligne qu'également en cas de rapatriement le HCR devrait effectivement être l'organisation supervisant et garantissant que le droit humanitaire international est respecté - et être perçue comme telle. Ceci inclut le fait de s'assurer que le rapatriement s'effectue sur la base du volontariat et qu'aucune mesure n'est prise qui aboutirait à un retour des réfugiés au Kosovo sous la pression. Pour ses missions d'assistance au Kosovo, MSF n'accepte aucun financement des gouvernements dont l'armée est impliquée dans le conflit.



« MSF réclame une meilleure coordination de l'aide sous l'égide de l'ONU. » AFP (France), Kukes (Albanie), 20 mai 1999 (en français).

« Le fait que l'une des parties prenantes du conflit, l'OTAN, agisse également comme une agence humanitaire, constitue une sérieuse menace sur la nécessaire neutralité des opérations humanitaires » selon un communiqué de MSF publié jeudi, avant l'arrivée à Kukes du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

Quelque 7 000 soldats de l'OTAN sont déployés en Albanie dans le cadre de l'opération de soutien humanitaire *Abri*

allié, et MSF a dénoncé la « confusion » des rôles. « Il est crucial que la communauté internationale soutienne le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et lui permette de remplir son rôle d'agence indépendante dans la coordination de l'aide » poursuit le communiqué.

« Dans cette crise, les gouvernements occidentaux ont choisi d'impliquer leurs militaires dans les opérations humanitaires. (...) Cette politique entraîne des différences de traitement pour les réfugiés, et minore le rôle du HCR et sa capacité à assurer la même protection à tous les réfugiés » selon Christopher Stokes, chef de mission de MSF en Albanie, cité par le communiqué.

MSF a également critiqué la lenteur des opérations d'enregistrement et le manque d'informations fournies aux réfugiés.

« Près de deux mois après le début de la guerre, il n'y a toujours pas d'enregistrement des réfugiés, ce qui veut dire qu'ils n'ont ni statut ni droits » déplore MSF, en estimant que cette question était une « priorité ».

« Le HCR doit être maître d'œuvre de la protection et de l'enregistrement des réfugiés » ajoute l'organisation.

« Alors que des programmes sont organisés pour le transfert des réfugiés (de la Macédoine à l'Albanie, et à l'intérieur de l'Albanie elle-même), les réfugiés n'ont pas d'information complète sur leurs futures conditions de vie et sur leur statut à long terme » poursuit MSF.

Les organisations humanitaires et les autorités albanaises souhaitent que les réfugiés installés à Kukës soient évacués vers des camps plus sûrs, dans le Sud de l'Albanie. Mais les différentes campagnes d'information n'ont jusqu'à présent pas convaincu les réfugiés, dont une grande partie ne veut pas quitter la région. Quelques 100 000 Albanais du Kosovo sont installés à Kukës, dont plus la moitié en appartement, avec des familles albanaises.



« Point Communications-Kukës. » 26 mai 1999 (en anglais).

Extraits :

Positionnement par rapport à la presse (de Christopher Stoke, coordinateur).

Suite aux positionnements non-conformistes adoptés par MSF au sujet du Kosovo (sur l'indépendance financière et opérationnelle) certains signes apparaissent montrant que nos points de vue sont simplifiés et caricaturés comme une position anti-OTAN. Nous avons été critiqués (21/05/99) par le gouvernement albanais pour avoir fait des « déclarations politiques » et questionné le rôle de l'OTAN (après la visite de Kofi). Sur un mode plus comique, une rumeur circule à Tirana comme quoi en Albanie, MSF n'accepte de rouler sur aucune route réhabilitée par l'OTAN. Les ONG qui parfois en privé expriment leur inquiétude au sujet de l'implication de l'OTAN dans l'aide humanitaire, et se plaignent publiquement (pour les grosses ONG) de la pression exercée sur elles par les bailleurs de fonds pour entreprendre des programmes qu'elles ne souhaitent pas réaliser semblent, pour différentes raisons, également enthousiastes pour simplifier notre position.

La voix de MSF est très isolée et très singulière. Les quelques organisations qui prennent la parole en Europe jouent beaucoup plus « profil bas » sur le terrain.

Le risque c'est que nous soyons décrits comme marginaux, radicaux au point que cela entame la crédibilité de notre message et nous empêche de prendre des positions à l'avenir. [...]

Positionnement opérationnel :

- MSF va utiliser la logistique de l'OTAN si les autres options ne sont pas pratiques, notre visibilité au cours de ces opérations sera minimale, à discuter au cas par cas avec la coordination à Tirana.

- MSF à Bruxelles a donné le feu vert pour travailler dans les camps construits par l'OTAN si leur gestion est d'abord transmise au HCR. Dans les faits, MSF traite plutôt avec le HCR qu'avec l'OTAN. Jusqu'ici nous avons évité ce choix car le HCR n'est souvent qu'un écran de fumée + nous travaillons par ailleurs dans des camps montés par MSF et dans des centres collectifs.

Déplacement du camp MSF de Kukës vers le camp MSF de Fier.

Pour le déplacement du camp MSF de Kukës vers celui de Fier, nous avons utilisé les moyens de transport de l'OTAN. Ceci n'est pas contraire à la politique décrite ci-dessus, dans la mesure où la coordination de l'opération a été réalisée par le HCR. MSF déterminera qui sera transporté et quand, en fonction de la liste des volontaires et qui sera considéré comme vulnérable et transporté en hélicoptère. Il n'y aura aucune négociation directe avec l'OTAN. Le HCR et MSF se portent garants que les standards humanitaires seront appliqués par l'OTAN. Ceci peut être réalisé dans la mesure où il est possible de fournir un moyen de transport alternatif, organisé totalement par le HCR et MSF.



« Positionnement média au sujet de l'UCK et des camps. » Courriel de Bas Tielens, chargé de communication de MSF Belgique aux chargés de communication de MSF, 30 mai 1999 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Ci-dessous quelques éléments de réponses à utiliser si vous êtes interrogés sur l'Armée de libération du Kosovo et les camps de Kukës. Comme le sujet a été abordé à la réunion du matin des ONG samedi, ici, il peut être évoqué.

1. La semaine dernière, trois infirmières et deux médecins ont démissionné de leur emploi au dispensaire de Kukës
2, pour aller travailler avec l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo).

Tout d'abord, il a semblé qu'ils agissaient de leur propre volonté, mais aujourd'hui nous avons des informations selon lesquelles l'une des infirmières se cache et qu'un médecin est parti vers le sud avec sa famille.

La question de l'implication de l'UCK dans les camps suscite beaucoup d'intérêt de la part des journalistes et ils essaient souvent de comparer cette situation avec celle des camps du Zaïre, que MSF avait quitté, confrontée à

l'impossibilité de rester neutre, à cause de l'implication militaire dans les camps.

POSITION :

Jusqu'ici nous disons que la situation actuelle ne peut pas être comparée à celle du Zaïre, où les gens étaient arrachés à leur tente pour aller continuer le génocide. Ce que nous savons c'est que cinq membres du personnel médical sont partis travailler avec l'UCK et que nous avons entendu des rumeurs selon lesquelles certains devaient avoir agi sous la pression. Si c'est le cas, nous considérons que cette évolution est préoccupante, parce que les gens doivent avoir la liberté de choix et que cela met en danger la prise en charge médicale des réfugiés.

2. En ce qui concerne l'implication de l'UCK dans les camps :

Officiellement, l'UCK n'est pas autorisée à avoir aucun contact avec les réfugiés. En pratique, cela signifie qu'ils gardent un profil bas dans les camps où nos travaillons (nous ne pouvons pas faire de commentaires sur les autres camps) et seulement occasionnellement ils apparaissent en uniforme, cherchant des « parents », ce qui peut être vrai. Cependant nous avons entendu des rumeurs de recrutement d'hommes âgés de 18 à 26 ans. Il est fort probable que l'UCK ait de nombreux contacts dans les camps. Au Kosovo, l'UCK était un mouvement populaire au sens littéral du terme, avec un peu partout des patrouilles de jeunes villageois, armés de Kalachnikov, et se présentant comme de vrais combattants.

POSITION :

Si on nous interroge à ce sujet, nous pouvons dire que l'UCK, comme tous les groupes armés, n'est pas bienvenue dans les camps, et que nous le leur avons clairement dit à chacune de leurs apparitions. Nous ne savons pas et ne pouvons pas contrôler ce que pensent les individus, mais il n'y a aucune implication de l'UCK dans la gestion des camps où nous travaillons.

Les cas avérés de pression sur les réfugiés ont été cités au cours de la réunion matinale des ONG de samedi et une autre ONG a raconté avoir vécu la même expérience. Si cela se reproduit, le HCR relocisera tout membre du personnel médical qui le souhaite et soumettra la question aux autorités albanaïses.



« Préoccupations concernant le Kosovo. » Courriel de Bernard Lapeyre, responsable de programme Kosovo MSF Espagne aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 8 juin 1999 (en anglais).

Extraits :

Salut tout le monde,

Comme promis, je vous envoie en pièce jointe un document basé sur la proposition de Samantha mais reformulé en incluant d'autres éléments venus du terrain, de Durrës. Nous travaillons sur un projet de système opérationnel pour le retour au Kosovo, que nous recevrons plus tard. Bonne lecture.

Bernard

Préoccupations de MSF en Albanie.

Manque d'assistance humanitaire

Discrimination médicale.

Manque de centre d'accueil ou de transit.

Manque d'eau, de toilettes, de douches, d'infrastructures.

Sites surchargés.

Absence de réel centre d'information organisé.

Besoins des réfugiés hébergés dans les familles qui n'ont plus d'argent.

Absence d'enregistrement.

Absence de protection.

Absence de sécurité.

Discrimination médicale

La discrimination médicale est souvent due aux limites et à la désorganisation du système de santé prenant en charge les personnes hébergées dans des familles hôtes (soit plus de 70% de toute la population réfugiée, selon l'administration). De plus, le faible soutien des ONG au système de santé régulier albanais n'incite pas les autorités à améliorer la situation. Le recueil de données médicales sur la situation actuelle n'est pas établi correctement ce qui signifie que les cas de mortalité ne sont enregistrés qu'à travers les structures gouvernementales et ne donnent pas une vision générale.

Le système de référence pour les réfugiés ne correspond pas à celui d'une urgence de deuxième niveau. Parfois les gens essaient de se rendre à l'hôpital de la ville, parfois une ONG les emmène à l'hôpital militaire. En plus de cela le HCR ne paie pas le coût de la référence. Les réfugiés paient pour les actes chirurgicaux, alors que les hôpitaux de l'aide militaire bilatérale sont vides. L'OMS [Organisation mondiale de la santé] a accepté de référer des cas chirurgicaux à l'hôpital local même s'ils n'ont pas la capacité et il n'y a aucun moyen de prodiguer une assistance parallèle aux réfugiés. En plus, les réfugiés sont officieusement facturés pour les traitements et ne sont pas acceptés s'ils n'ont pas d'argent. Si aucun vol n'est possible pour transférer les patients à Tirana, les ONG accompagnent le patient pour s'assurer qu'il reçoit une assistance.

MSF demande qu'une réelle coordination médicale soit assurée afin de garantir un accès libre aux soins de santé sans discrimination.

Enregistrement

Il y a actuellement 450 000 réfugiés du Kosovo réfugiés en Albanie. Approximativement, les deux tiers de tous ces réfugiés sont hébergés au sein des familles albanaïses tandis que le reste est éparpillé à travers l'Albanie, dans des camps ou des centres collectifs. Bien que les réfugiés soient transférés d'un camp à un autre et même de Macédoine en Albanie, aucun de ceux d'Albanie et de Macédoine n'a été enregistré. Comme leurs papiers d'identités ont été déchirés lors de leur passage de la frontière, cela signifie que non seulement ils n'ont aucun droit officiel en tant que réfugiés, mais qu'ils n'ont aussi aucun moyen d'identification et n'étant enregistrés nulle part, constituent une proie facile pour les groupes criminels.

MSF doit plaider pour un enregistrement immédiat de tous ces réfugiés. Personne sur le terrain ou au niveau des sièges ne peut clairement dire quand et comment cet enregistrement aura lieu.

Protection

Il y a actuellement quelques chargés de protection du HCR en Albanie. Leur nombre est clairement insuffisant pour même seulement garder en vue les questions de protection des réfugiés. Même si une augmentation du nombre de ces chargés de protection pourrait aider les réfugiés vivant dans des familles, il est clair que ceux qui sont hébergés dans des centres collectifs et dans des camps, en particulier ceux du centre et du Sud, ont besoin d'une protection plus solide. Sur une base quotidienne, les réfugiés sont également écartés de la frontière pour des «raisons de sécurité», vers des zones à haut niveau de criminalité et d'insécurité dans le Sud et le centre de l'Albanie, et ce sans protection.

Il existe aussi des risques potentiels de sécurité lors du passage des camps de réfugiés des mains des militaires à celles des ONG et du HCR. Tandis que le gouvernement albanais a identifié et rendu disponibles des centres collectifs pour héberger les réfugiés, il n'y a eu aucune tentative des bailleurs de fonds pour négocier avec celui-ci un accord clair sur les terrains devant abriter les camps. A cause de la priorité donnée à une installation rapide et de l'absence de contraintes financières, sans aucun accord bilatéral clair de location de terrain l'armée est arrivée avec des entreprises sous-traitantes et de grosses sommes d'argent disponible pour louer ces terrains.

MSF et les autres ONG sont préoccupées par la sécurité, la protection et la séparation des familles dans une population de 450 000 réfugiés éparpillés dans des camps, des centres collectifs et dans des familles partout en Albanie.

Sécurité

Les camps de réfugiés de Kukes, dans le Nord de l'Albanie sont situés à 15 kilomètres seulement de la frontière avec le Kosovo. MSF soutient la relocalisation volontaire des réfugiés à au moins 50 kilomètres de la frontière (distance internationalement recommandée) ce qui dans ce cas exige de relocaliser les camps dans le centre et le Sud de l'Albanie. Bien que les nouveaux arrivés dans le Nord soient transférés directement vers d'autres zones, de nombreux réfugiés qui vivent déjà dans les camps ne veulent pas les quitter. Ils se sentent relativement protégés par la présence de l'UCK et des soldats de l'OTAN.

Le HCR et les ONG doivent gérer les problèmes avec les propriétaires des terrains et la sécurité. Non seulement les loyers sont trop élevés pour les ONG, mais les désaccords sur les promesses de montants à payer peuvent se transformer en problème de sécurité. Les réfugiés ont de plus en plus peur (les groupes de surveillance de l'OSCE et de l'Union européenne rapportent de plus en plus souvent la présence de Mercedes noires, aux vitres fumés circulant sur les sites où se trouvent les réfugiés). Comme les réfugiés ne sont pas protégés et qu'il y a peu ou pas de protection, il n'existe aucun moyen d'enregistrer correctement ou de traiter les disparitions ou attaques qui sont rapportées ou suspectées.

MSF devrait confronter les observateurs de l'OSCE et de l'UE avec la réalité des rapports sur la criminalité qu'ils produisent et leur demander comment ils proposent de traiter ce sujet - à part le garder en dossier d'archives.

Recrutement militaire dans les camps

L'UCK a commencé à faire du recrutement forcé parmi les hommes de 18 à 50 ans dans les centres collectifs et les camps de la ville de Durres et de la zone de Spitalle (témoignages d'expatriés MSF). Le représentant du HCR à Durres a été informé. Avant le recrutement l'UCK menace les réfugiés d'imposer la loi martiale s'ils refusent. De plus le risque est grand de voir les camps se militariser, en particulier ceux qui sont les plus proches de la frontière avec le Kosovo.



« 8 000 Albanais déplacés en raison de la tension à la frontière. » (HCR), **AFP** (France), Kukes (Albanie), 31 mai 1999 (en français).

Extrait :

Plus de 8 000 Albanais habitant des villages proches de la frontière avec le Kosovo vivent actuellement déplacés à l'intérieur des terres, en raison de la tension frontalière, a indiqué lundi le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) Rupert Colville.

[...] « Il y a maintenant un vrai problème de sécurité à la frontière » a-t-il déclaré, en notant « une dégradation de la situation et une militarisation accrue de la zone. »

Une recrudescence des combats entre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et les forces serbes a été observée dans la zone au cours des derniers jours.

« Il n'y a pas de plan immédiat de renforcement de l'OTAN dans la zone » a pour sa part indiqué l'officier de presse de l'OTAN Helge Eriksen, « mais nous allons accélérer le mouvement d'évacuation des camps de réfugiés de Kukes » vers le centre et le sud de l'Albanie.

Ces évacuations organisées par le HCR avec le soutien logistique de l'OTAN ont commencé mardi dernier, à raison de 3 à 500 personnes par jour.

« L'objectif est d'avoir évacué tous les camps de Kukes avant l'arrivée de l'hiver » a indiqué M. Colville.

Quelques 28 000 Albanais du Kosovo sont réfugiés dans les camps de Kukes.



L'UCK utilisait un peu les camps comme des bases arrière pour retourner au Kosovo. Je pense qu'ils venaient y recruter. Mais il y avait aussi des choses très très basiques du fait que la propriété d'un terrain en Albanie appartient à des familles. Donc il fallait négocier avec des familles qui forcément y voyaient une possibilité de louer des terrains pour mettre des camps. Du coup, légalement, c'était le propriétaire du terrain qui devenait responsable pour la sécurité. Alors quand des gens de l'UCK venaient menacer, il disait « je ne suis pas responsable, je l'ai loué. » Et puis du coup il disait « je vais mettre un service de protection. » Et il y avait la mafia derrière... L'autorité reconnue officiellement était corrompue de l'intérieur par tous les avantages donnés à des clans privés qui avaient des pouvoirs très importants ? Surtout dans le Nord. Nous ne savions pas très bien négocier avec eux et personne ne pouvait nous aider. Et la population, qui n'était pas très

convaincue que l'autorité pouvait faire quelque chose, dépendait beaucoup de la mafia.

Dr. Vincent Janssens, directeur des opérations
MSF Belgique (en français).

 Le premier souci, c'était la sécurité des réfugiés. Ils étaient extrêmement préoccupés par les risques d'enlèvements des femmes, la pression de la mafia locale. Quand on discutait avec les gens à Skoder ou à Fier, ils nous disaient qu'ils avaient très peur : « les Albanais nous ont mal accueillis, il y a des hommes qui viennent près des douches des femmes, qui regardent ce qui se passe. » C'était un gros sujet de préoccupation.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

 Dès mon arrivée, Michiel [Hofman, coordinateur MSF Hollande à Skopje] m'a dit : « Kofi Annan sera là demain, nous devons saisir l'occasion pour mettre un coup de projecteur sur les difficultés que nous posent le rôle joué par les militaires dans les camps. » Il m'a demandé de commencer à rédiger un communiqué de presse. La stratégie de communication était vraiment construite sur le terrain. Kofi Annan était en visite à Skopje et donnait une conférence de presse dans un grand hôtel. Nous avions des problèmes avec la présence massive de l'OTAN pour deux raisons. D'abord ses troupes avaient monté des hôpitaux et faisaient un très bon travail pour des patients individuels mais elles n'avaient aucune notion de santé publique. L'hôpital militaire allemand au milieu du camp faisait de la chirurgie de manière intéressante. Mais ils ne gardaient aucune statistique. Il y avait aussi des questions de principe, le fait qu'en tant que belligérants ils ne pouvaient pas être basés au milieu de la population civile. Et cela posait question. Donc j'ai rédigé le communiqué de presse, je l'ai vérifié avec Michiel et Tim Pitt [successeur de Michiel comme coordinateur] et ils étaient satisfaits. Puis nous sommes allés à la conférence de presse. J'avais placé un membre de notre personnel local à l'entrée de l'hôtel. Et au moment où il m'a appelé, disant que Kofi Annan venait d'entrer j'ai commencé à distribuer ce communiqué aux journalistes afin que cela soit la dernière chose qu'ils reçoivent en mains propres. Et la seconde question posée a été « L'OTAN dans les camps... » Presque tous les médias étaient là. Kofi Annan a clairement déclaré qu'il n'y aurait aucun doute sur le fait que l'assistance humanitaire est toujours considérée comme une activité civile. La déclaration de principe que nous souhaitons. Ça s'est bien passé. On a eu des retours médiatiques.

Erwin Van't Land, chargé de communication
en Albanie, Macédoine et au Kosovo,
mai-juin 1999 (en anglais).

Le 24 mai 1999, le HCR s'oppose à la décision des autorités macédoniennes de transférer, en pleine nuit, des réfugiés kosovars de la Macédoine vers l'Albanie. Le 27 mai, il signale à la presse que les camps de Macédoine sont de nouveau surpeuplés.



« Accroc dans la crise des réfugiés : Skopje veut expulser, le HCR s'oppose. » **AFP** (France), Blace (Macédoine), 24 mai 1999 (en français).

Extrait :

Un nouvel accroc a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi entre les autorités macédoniennes et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les premières ayant tenté de transférer autoritairement vers l'Albanie des réfugiés arrivés dimanche sur son sol. Cet accroc reflète bien la nouvelle montée de la tension perceptible à Skopje, avec l'augmentation du nombre de réfugiés arrivant chaque jour au poste frontalier de Blace, principal point de passage entre le Kosovo et la Macédoine. Les autorités macédoniennes ont décidé de transférer par bus des réfugiés du Kosovo vers l'Albanie. « Les autorités veulent transférer vers l'Albanie ceux qui sont arrivés aujourd'hui. Le HCR veut arrêter cela, nous tentons de nous interposer en négociant avec la police » a déclaré à l'AFP une représentante du HCR, Astrid van Genderen Stort.

Quelques heures plus tard, l'émissaire du HCR en ex-Yougoslavie, Dennis McNamara, dépêché au poste frontalier de Blace, a annoncé que ces réfugiés pourront finalement rester en Macédoine, au moins temporairement. « On nous a dit qu'ils seront placés dans des camps (de Macédoine) cette nuit, nous sommes certains que cela va se faire, nous espérons qu'il s'agit d'un malentendu et nous verrons dans les prochains jours si ces gens veulent aller en Albanie » a-t-il déclaré à la presse.

Le HCR est opposé à ce que ces personnes soient transférées « au milieu de la nuit » sans qu'on ait vérifié s'ils avaient de la famille en Albanie. [...]

Le HCR avait tenté à la mi-mai d'ouvrir un corridor humanitaire pour inciter les réfugiés du Kosovo à se rendre en Albanie, mais cette initiative avait été un échec, la quasi-totalité d'entre eux refusant de se rendre dans ce pays très pauvre, ou ils estiment n'avoir aucun avenir en raison des conditions économiques. La Macédoine de son côté, où la majorité de la population est slave, craint depuis le début de cet afflux de réfugiés, fin mars, qu'il ne déstabilise le pays.



« Les camps de Macédoine à nouveau surpeuplés, selon le HCR. » **AFP** (France), Skopje, 27 mai 1999 (en français).

Extrait :

Les camps de Macédoine sont « à nouveau surpeuplés » après l'arrivée dans le pays, au début de cette semaine, de

30 000 réfugiés en quatre jours, a indiqué jeudi le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), Ron Redmond.

Ces arrivées massives, brusquement interrompues depuis mercredi en raison d'un blocage apparent du côté serbe de la frontière ont « *de nouveau entraîné une surpopulation des camps* » comme cela avait été le cas au début du mois de mai, a déclaré le porte-parole lors d'une conférence de presse. [...] Selon les témoignages des derniers réfugiés arrivés en Macédoine, « *il y a encore des milliers de gens de l'Est du Kosovo qui veulent s'enfuir* » a déclaré Ron Redmond.

Le 24 mai 1999, un millier d'hommes kosovars libérés de la prison de Mitrovica racontent les sévices qu'ils ont subis pendant leur détention. Le 25 mai, un rapport de l'ONU fait état de nombreux viols commis par les forces serbes contre des femmes kosovares. Le 27 mai, Slobodan Milosevic est inculpé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Le 28 mai, la présidence yougoslave annonce qu'elle accepte les « principes » du G8. L'OTAN maintient ses frappes tandis que les émissaires russe et finlandais continuent à négocier avec Milosevic. Trois membres de l'organisation humanitaire Care sont condamnés pour espionnage à de lourdes peines par un tribunal militaire yougoslave. Le HCR annonce le lancement d'un nouvel appel aux fonds pour financer l'aide au retour des réfugiés.



« *Témoignages terrifiants des anciens prisonniers de Mitrovica.* » **AFP** (France), Kukes (Albanie), 24 mai 1999 (en français).

Extrait :

Près d'un millier d'hommes de tous âges ont franchi pendant le week-end la frontière avec l'Albanie. Libérés, sans aucune explication de Smrekovnica, la prison de la ville de Kosovska Mitrovica, après plusieurs semaines de détention.

Sales, blafards, émaciés, ces hommes n'avaient à leur arrivée qu'une question aux lèvres: qu'est devenue notre famille ?

« *Nous étions partis mi-avril de Mitrovica, nous étions plus de 10 000* » raconte Shykri, un jeune homme de 20 ans.

« *Arrivés à Srbica (centre), nous avons été stoppés par les policiers. Ils ont choisi les hommes: « toi, toi, toi » et nous avons passé quinze jours dans une école désaffectée, avant d'être transférés à la prison de Mitrovica.* »

« *J'ai été frappé à coups de crosse. Ils m'ont interrogé, pour savoir si je connaissais des gens dans l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Je n'arrivais pas à parler serbe, ils m'ont donné dix coups de bâton sur les mains* » raconte-t-il. Tous livrent la même histoire lancinante: battus parce qu'ils ne donnent pas de noms, parce qu'ils sont accusés

de terrorisme, ou parce que, comme Elbasan, 20 ans, ils portent une veste avec un logo USA. [...] Les organisations humanitaires ont confirmé que nombre d'entre eux avaient été victimes de mauvais traitements, et qu'ils étaient « *très traumatisés* ».

« *Leurs histoires sont parcellaires, parfois confuses, mais tous présentent les mêmes signes de stress. Ils parlent, beaucoup, et surtout demandent leur famille* » indique Christina Moore, psychologue de Médecins Sans Frontières (MSF). « *Lorsqu'ils sont arrivés ici, ils ont enfin pu s'écrouler. Ils ont avant tout besoin de se reposer, de dormir* » ajoute-t-elle.



« *Violences sexuelles à grande échelle au Kosovo : rapport de l'ONU.* » **AFP** (France), New York, 25 mai 1999 (en français).

Extraits :

Un rapport de l'ONU affirme mardi que les femmes d'origine albanaise ont été victimes de « *violences sexuelles à grande échelle* » de la part des Serbes au Kosovo.

Ces femmes ont été victimes de viols, d'enlèvement, de détention et de torture, selon un rapport du Fonds des Nations unies pour la population. [...] Ces femmes ont raconté sous le couvert de l'anonymat, avoir été violées par plusieurs hommes « *parfois pendant plusieurs jours* ». Celles qui étaient libérées portaient des traces de coups sur leurs bras et jambes.

Mme Serrano-Fitamant rapporte que, dans les villages et petites villes, les soldats rassemblent d'abord les jeunes femmes. « *Les soldats emmènent des groupes de cinq à trente femmes à bord de camions vers des lieux inconnus ou les enferment dans les maisons où ils vivent* » dit-elle.

Elle affirme aussi que, à des points de contrôle, des soldats forçaient les femmes à se déshabiller pour vérifier qu'elles ne cachaient pas d'objets de valeur. Ces soldats se faisaient ensuite payer en violant les femmes les plus séduisantes le plus souvent âgées de 15 à 25 ans.



« *Milosevic inculpé pour crimes contre l'humanité.* » **Le Monde** (France), 28 mai 1999 (en français).

Extraits :

Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a été inculpé pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), pour ses responsabilités dans les actes commis au Kosovo. Le président de Serbie, Milan Milutinovic, ainsi que trois autres responsables sont également inculpés. L'acte d'accusation, qui a été signé dimanche par le procureur du TPIY, Mme Louise Arbour, et confirmé lundi par un juge, devait être rendu public, jeudi 27 mai, lors d'une conférence de presse à La Haye. La décision du procureur a pris de court les dirigeants occidentaux qui, bien qu'encourageant les enquêtes du Tribunal, ne s'attendaient pas à ce qu'elles

aboutissent aussi rapidement à une inculpation du chef suprême de l'armée yougoslave. Les premières réactions occidentales étaient positives, jeudi, nul ne se risquant encore publiquement à spéculer sur les conséquences de ces inculpations dans la crise du Kosovo. L'ambassadeur russe à l'ONU, Sergueï Lavrov, a en revanche critiqué la décision du TPIY, estimant qu'elle compromet le processus diplomatique en cours. L'émissaire russe, Viktor Tchernomyrdine, a décidé cependant de maintenir la visite prévue jeudi à Belgrade. Leur inculpation par le TPIY disqualifie Slobodan Milosevic et Milan Milutinovic comme partenaires de négociation. Des diplomates occidentaux faisaient remarquer, jeudi, qu'on n'avait, de toute façon, pas l'intention de négocier avec lui.

A l'occasion de leurs assemblées générales, les sections française et suisse font le point sur le contexte d'instrumentalisation de la crise du Kosovo, les difficultés opérationnelles rencontrées par MSF et ses positionnements publics.



Rapport moral à l'assemblée générale de 1999, Philippe Biberson, président de MSF France, 29 mai 1999 (en français).

Extrait :

Mission difficile et déroutante

En Macédoine, des dizaines de milliers de déportés furent bloqués sur la frontière à Blace par l'armée macédonienne avant d'être « évacués » dans des conditions déplorables vers d'autres camps mis en place par les militaires français et britanniques. Certains furent envoyés vers d'autres pays, sans explication, familles séparées...

Aux autres frontières, les réfugiés faisaient mouvement très rapidement et se fondaient pour la plupart dans les populations des pays d'accueil. Tant mieux pour eux bien sûr, tant le confort, même surpeuplé, d'une pièce sous un toit, vaut mieux que la vie au grand air dans des camps de fortune. Mais ce faisant, une des étapes essentielles à la protection et à l'assistance aux réfugiés fut escamotée. L'enregistrement, l'identification et le dénombrement des réfugiés ne furent pas effectués. Deux mois après le début de l'exode, l'enregistrement reste largement insatisfaisant, confinant le gros des réfugiés à un anonymat propice à tous les arbitrages.

Déroutante aussi parce que, en dépit du nombre et des terribles conditions de l'exode, les besoins de ces déportés (en tout cas dans les premiers temps) étaient assez peu médicaux. Les personnes âgées souffrant de maladies chroniques décompensées, les souffrances psychologiques offraient peu de prise aux gestes habituels de secours de masse.

La rapide dispersion des réfugiés vers le sud et dans des familles d'accueil compliquait encore la mise en place d'activités consistantes.

Déroutante enfin, à cause du contexte totalement dominé par la guerre, dans lequel l'action humanitaire civile et

internationale n'avait que la place qu'on voulait bien lui laisser. Les réfugiés étaient une donnée de la guerre, leur nombre et leur répartition une donnée stratégique, et leur image une donnée fondamentale pour influencer les opinions publiques.

Instrumentalisation des réfugiés

En fait, dès le début, ce sont la question du droit des réfugiés et le problème de leur accueil et de leur instrumentalisation qui se sont posés.

Les déportés étaient d'abord utiles comme victimes de Milosevic mais très embarrassants comme demandeurs d'asile à qui l'on devait protection et assistance. Pour les pays limitrophes comme pour les tiers pays, ce sont les risques politiques et de déstabilisation des Balkans qui étaient au premier plan.

En Albanie, leur masse était une couverture pratique pour les armées se livrant à des activités de soutien militaire sous couvert humanitaire.

Dès lors, pouvait-on laisser les camps, mis en place par les militaires, être administrés par les militaires ? Pouvait-on rester sans agir devant l'absence effective du Haut-Commissariat aux réfugiés auprès des réfugiés. La question n'était pas de critiquer des collègues pour s'être laissés dépasser par la soudaineté et le caractère massif de cet afflux de réfugiés, mais de faire en sorte que cette situation totalement anormale et cynique soit rectifiée le plus vite possible. L'absence d'enregistrement livrait des individus, privés de leurs papiers d'identité, à n'être rien d'autre que des masses à déplacer, à nourrir, sans comptes à rendre, sans capacité d'expression et de représentation autres que victimes d'un côté et objet de sollicitude de l'autre. Un cauchemar !

Quels besoins humanitaires ?

Sans sous-estimer les traumatismes psychologiques, les blessures et autres agressions morbides qui affectaient et continuent d'affecter les réfugiés, c'est de très loin sur le plan de leur intégrité sociale, de leur existence même en tant que personnes, familles, peuple... qu'ils avaient été meurtris.

C'est en tout cas ce qui est apparu dans l'enquête effectuée par Vincent Brown au Monténégro. Enquête classique, médicale et démographique, visant à préciser les besoins des réfugiés, dans le but d'adapter la réponse de Médecins Sans Frontières. Le rapport *Histoires d'une déportation* n'était au départ que le travail d'acquisition habituel, nécessaire pour se mettre au service d'une population affectée par une crise.

C'est devenu notre contribution à la reconnaissance de ce qui s'était passé pour ces gens. Ce travail, guidé par Françoise Saulnier, illustre la nécessité, dans l'action humanitaire, de faire parler les faits : tant que ces témoignages innombrables, tous les mêmes, tous dramatiques, n'étaient pas reliés entre eux, ils gardaient un côté scandaleusement anecdotique.

Leur regroupement avec méthode et souci d'objectivité a permis la qualification du crime qu'ils avaient subi : la déportation de masse, systématique.

Ce que nous savons aujourd'hui de l'histoire de ces réfugiés est que la déportation qui les livre à l'inconnu et à l'instrumentalisation la plus cynique a signé, pour eux,

la fin du processus coordonné de nettoyage ethnique de la province du Kosovo. Processus annoncé, processus en grande partie réalisé.

Et de l'autre côté ?

Bien sûr, il est facile d'imaginer que la guerre menée par l'OTAN est lourde de conséquences pour les populations demeurant au Kosovo et en Serbie. Médecins Sans Frontières s'en est préoccupé dès le début mais les autorisations de mener une évaluation des besoins ne nous ont jamais été accordées.

La mission, récemment menée par Médecins Sans Frontières Grèce, aurait pu tenir lieu de « mission exploratoire », mais du fait qu'elle fut conduite dans des conditions critiques du point de vue de l'indépendance et de la liberté d'évaluation, elle ramène peu d'informations exploitables. Nous savons peu de choses sur ce qui se passe réellement à l'intérieur de la province du Kosovo ou en Serbie mais nous avons tout de même une grande expérience récente, et depuis plusieurs années, de la Yougoslavie. Nous savons qu'existent les moyens de soigner les blessés et les autres victimes (au sens large) de la guerre et nous avons des raisons de penser qu'elles ne sont pas abandonnées sans soins. Il était nécessaire de le vérifier mais pas de cette façon. Une mission exploratoire en Serbie et au Kosovo méritait d'être menée dans le but concerté, entre nous, d'établir notre « vérité » et de la faire savoir. C'est raté, totalement raté.

Comment, par ailleurs, considérer qu'elle constitue une mission de Médecins Sans Frontières alors qu'elle fut préparée en secret et que ses conditions d'admission impliquaient qu'elle se dissocie du reste du mouvement ? Ce qui aurait pu être une tactique (faire une mission exploratoire sous couvert de Médecins Sans Frontières Grèce) si elle avait été débattue et partagée, est apparu comme un désaveu des autres Médecins Sans Frontières. C'est le fait même que Belgrade fasse son choix parmi les Médecins Sans Frontières qui montre le mépris que ce régime a pour notre organisation et sa mission. Médecins Sans Frontières, autre que la section grecque, se voit aujourd'hui interdire toute possibilité d'action en Serbie. Concrètement pour les Médecins Sans Frontières qui voudraient se porter au secours des victimes des bombardements de l'OTAN, ils n'ont plus que le choix de se faire passer pour Grecs ou de se faire embaucher à la Croix-Rouge serbe. C'est désastreux.

Conduite de cette façon, cette mission ne sert à rien d'autre qu'à s'exonérer maladroitement de la propagande de l'OTAN en alimentant celle de Belgrade basée sur la victimisation du peuple serbe. Mais Médecins Sans Frontières n'est pas à la solde de l'OTAN. Nous nous sommes démarqués du politique dans cette guerre et l'avons matérialisé, entre autres, par le refus de toute forme de financements institutionnels en provenance de pays membres de l'OTAN. On peut penser ce qu'on veut de cette guerre, de ses motifs, de ses résultats, certains donnent même leur avis sur la stratégie (!) Mais on ne peut pas en tant que Médecins Sans Frontières dire ou laisser entendre - parce qu'il y a bien sûr des victimes des deux côtés - que les besoins sont de même nature et renvoyer dos à dos victimes et bourreaux.

Médecins Sans Frontières s'est construit crise après crise une « doctrine » d'action basée sur le refus du « neutralisme ». Pendant des années, nous avons assumé des choix difficiles qui nous ont amenés parfois à renoncer à agir d'un côté pour ne pas mettre « toutes les victimes » sur le même plan et pour garder son sens à notre action. C'est cette subjectivité de Médecins Sans Frontières, difficile à assumer, je l'admets, qui se voit démentie sans débat.



Rapport moral 1998-1999 MSF Suisse, Olivier Dechevrens, président de MSF Suisse, juin 1999 (en français).

Extraits :

Le principal défi de l'année écoulée a été notre tentative de collaboration avec la section grecque, ayant pour but la création d'un centre opérationnel commun entre Genève et Athènes.

Les différences de structures, de conceptions et de mises en pratique de l'action entre nos deux associations ont été des obstacles que nous avons tenté d'aplanir, sans réussir pour le moment à atteindre les conditions suffisantes à une collaboration efficace au quotidien. La dépense de temps et d'énergie consécutive à ces différences et surtout des divergences d'appréhension du contexte explosif des Balkans, ont conduit à un constat d'échec de ce rapprochement, en tout cas dans la forme envisagée initialement. Le Conseil international devra donc essayer de trouver une solution pour permettre de trouver la place qui revient à l'opérationnalité de la section grecque dans notre mouvement et, plus largement, rapidement définir les modalités de participation de l'ensemble des sections.[...] Pour terminer, et même si notre section n'est pas impliquée sur ce terrain, je ne peux pas passer sous silence ce qui se passe actuellement dans les Balkans. Nous sommes confrontés, il n'y a pas de pincettes oratoires à prendre, à un crime contre l'humanité quand le gouvernement de monsieur Milosevic expulse de sa terre la population kosovare. Ce processus d'exclusion n'a évidemment pas débuté au mois de mars; les événements actuels en sont le paroxysme et peut-être un point de non-retour.

La réponse politique de l'OTAN par des bombardements n'est peut-être pas la meilleure option ? Chacun peut se faire son idée, je n'ai pas les compétences pour en juger et MSF n'a pas à se prononcer sur ce sujet.

Ce qui doit être clair c'est qu'il y a des victimes civiles, tant serbes que kosovares. Quand une action indépendante sera possible en Serbie ou au Kosovo, MSF portera assistance à toutes les victimes. Il ne faut pas confondre la population avec son gouvernement.

Même si on voulait les comparer, on ne peut pas mettre au même niveau un processus de purification ethnique et la réponse militaire qui est donnée à ce crime. Une guerre n'est jamais « humanitaire »; elle ne peut éventuellement se justifier que pour défendre les principes universellement reconnus par les droits de l'homme. Il est évident qu'une guerre n'est pas « chirurgicale ». En tant que médecin, je m'élève contre cet abus de langage et je

rappellerai que parfois, la chirurgie «*ça pue, ça saigne et ça fait mal*».

Dans le contexte actuel, il faut absolument que MSF et les autres organisations humanitaires évitent de tomber dans un piège qui devient de plus en plus menaçant: celui de confondre notre action humanitaire, qui devrait être indépendante, avec l'action de secours menée parallèlement par les gouvernements parties au conflit à travers leurs armées. Il y a confusion des genres, ceci est très grave et il nous faut réagir.

Dans cette crise précise, l'octroi de fonds privés par différentes sections MSF a permis à la section belge de pouvoir travailler en Albanie sans solliciter de l'argent des gouvernements de l'OTAN. Ceci n'est pas anodin, c'est une question de principe.

Notre visibilité sur le terrain nous oblige encore plus à nous démarquer clairement de «l'humanitaire armé» si nous voulons garder notre indépendance et notre crédibilité et ce aujourd'hui et d'autant plus dans un proche avenir si nous devons agir au Kosovo, dans le sillage d'une force armée d'interposition.

Le 30 mai 1999, pour la treizième fois, un raid de l'OTAN provoque, par erreur, la mort de victimes civiles. Le 31 mai 1999, le quotidien madrilène *El Mundo* affirme qu'un rapport de l'OTAN, constatant que cette dernière perd la guerre de l'information au Kosovo, recommande d'utiliser les journalistes et les ONG pour améliorer sa propagande.



«*Les 13 raids de l'OTAN ayant provoqué des victimes civiles ou non voulus.*» **AFP** (France), Bruxelles, 30 mai 1999 (en français).

L'OTAN a reconnu dimanche avoir bombardé un pont à Varvarin (160 kilomètres au sud de Belgrade), sans avoir eu l'intention de provoquer des morts civiles - 11 selon l'agence yougoslave *Tanjug* - ce qui porte à 13 le nombre de ses raids non voulus ou ayant fait des victimes civiles. Au total, ces bombardements meurtriers ont entraîné depuis le début de la guerre le 24 mars, selon des sources serbes non confirmées par l'OTAN, au moins 254 morts. L'Alliance considère ces «erreurs» et «pertes civiles» inévitables et peu nombreuses au regard de l'ensemble des missions aériennes.

- 5 avril : 17 morts dans le bombardement de la ville minière d'Aleksinac (Serbie, 200 kilomètres au sud de Belgrade), lorsqu'une bombe guidée par rayon laser visant à l'origine des casernes dans la ville, manque sa cible.

- 9 avril : des habitations sont touchées lors d'un raid visant un central téléphonique à Pristina, chef-lieu du Kosovo. Ni l'Alliance ni les sources serbes ne fournissent de bilan.

- 12 avril : des missiles tirés contre un pont sur lequel passait un train à Grdelicka Klisura (Sud de la Serbie) tuent 55 personnes.

- 14 avril : l'OTAN bombarde des convois dans la région de Djakovica (Sud-Ouest du Kosovo) faisant 75 morts. L'Alliance indique qu'elle pensait neutraliser des véhicules militaires et reconnaît avoir visé deux convois.

- 28 avril : l'OTAN, visant à l'origine une caserne de l'armée yougoslave à Surdulica (250 kilomètres au sud de Belgrade), rate sa cible et bombarde une zone résidentielle. Au moins vingt civils sont tués.

- 1^{er} mai : le bombardement d'un pont à Luzane au Kosovo (à 20 kilomètres au nord de Pristina), sur lequel circulait un car, fait 47 morts.

- 7 mai : un raid de l'OTAN frappe en plein jour le centre de Nis (Sud-Est de la Serbie). Au moins 15 morts et 70 blessés. Une bombe à fragmentation a dévié de sa trajectoire, alors que les avions visaient l'aérodrome de la ville et un relais de transmissions radio.

- 8 mai : le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, tue trois journalistes chinois, et fait une vingtaine de blessés. Le raid provoque une grave crise diplomatique avec Pékin. Les Etats-Unis et l'OTAN évoquent une carte erronée pour expliquer cette grossière erreur.

- 13 mai : 87 civils albanais du Kosovo sont tués, selon des sources serbes lorsque le village de Korisa (Sud du Kosovo) est pris pour cible. L'OTAN indique avoir bombardé une «*cible légitime*», précisément un camp militaire, sans pouvoir expliquer la présence de civils à cet endroit.

- 20 mai : une erreur de guidage d'une bombe larguée par l'aviation de l'OTAN sur Belgrade, atteint l'hôpital Dragisa Misovic, dans le quartier de Dedinje. Quatre patients sont tués.

- 21 mai : le bombardement de la prison d'Istok, dans le Nord-Ouest du Kosovo, considérée par l'OTAN comme une «*zone de rassemblement*» pour la police et l'armée yougoslaves, fait au moins 19 morts, selon le Centre d'information serbe.

- 22 mai : l'OTAN reconnaît avoir bombardé par erreur une position au Kosovo de l'UCK (à Kosare), près de la frontière avec l'Albanie, qu'elle avait prise pour une position de l'armée yougoslave. Sept morts et 15 blessés dans les rangs des indépendantistes albanais, selon des sources informées.

- 30 mai : bombardement d'un pont à Varvarin (160 kilomètres au sud de Belgrade). Au moins 11 morts et 40 blessés, selon l'agence officielle yougoslave *Tanjug*. L'OTAN assure qu'il s'agissait d'une voie de communication importante et indique n'avoir pas voulu provoquer de morts civiles.



«*L'OTAN perd la guerre de l'information, selon un rapport de l'OTAN (El Mundo).*» **AFP** (France), Madrid, 31 mai 1999 (en français).

Extrait :

L'Alliance atlantique est en train de perdre «la guerre de l'information» au Kosovo, affirme lundi le quotidien madrilène *El Mundo* citant un rapport de l'OTAN qui recommande l'implication d'ONG et de journalistes pour améliorer sa propagande.

« Il est assez probable que la campagne se prolonge un certain temps » affirme le rapport qui préconise une préparation de l'opinion publique à trois scénarios : longue période de bombardements aériens, durcissement des attaques aériennes sur des objectifs non exclusivement militaires et intervention terrestre.

Selon ce rapport élaboré par l'entourage du secrétaire général de l'OTAN, l'espagnol Javier Solana, et auquel ont eu accès les correspondants à Bruxelles d'*El Mundo*, « le quartier général de l'OTAN ne possède pas les mécanismes, ni les moyens, ni l'expérience » nécessaires pour mener une campagne d'information en temps de guerre.

Le rapport recommande d'utiliser « tous les canaux possibles » pour améliorer sa communication, notamment ONG, journalistes ou militaires eux-mêmes.

« Il faut établir quelles organisations non gouvernementales (ONG) de chaque pays il est possible d'utiliser, quel rôle elles veulent développer et quelle audience elles peuvent toucher » affirme le rapport en suggérant que les ONG « préparent de nouvelles activités qui poussent servir de relais aux points de vue de l'OTAN. »

Début juin, Médecins du Monde et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) publient un rapport qui conclut, à l'instar de celui de MSF, que les Kosovars ont subi un processus systématique de déportation et désigne nommément les coupables, dont il demande qu'ils soient traduits devant la justice internationale. La presse française s'interroge sur ces rapprochements entre l'aide humanitaire et la défense des droits de l'homme.



« Justice pour les Albanais du Kosovo. » **Rapport** d'une première enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés au Kosovo, FIDH, Médecins du Monde, juin 1999 (en français).

Extraits :

Tous mandatés à cette fin par la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et Médecins du Monde.

Ces missions d'enquête ne consistent pas simplement en une compilation de récits spontanés, mais ont été effectuées dans une optique résolument judiciaire.

[...] Les militaires sont désignés avec les représentants des forces spéciales comme les auteurs ou co-auteurs des assauts donnés à l'arme lourde et légère (bombardements aériens ou terrestres, tirs au mortier, à la grenade, tirs d'artilleries...) sur les villages et maisons peuplés de civils albanais, sans défense aucune.

[...] Ces faits sont susceptibles d'être qualifiés de crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis et énumérés à l'article 5 du statut du TPI et exposent de ce fait ceux qui les ont commis, comme auteur, co-auteur ou complice, ou

encore ceux qui ont ordonné, encouragé, préparé, incité ou aidé à les commettre à des poursuites et une mise en accusation sur le fondement de l'article 18 du statut du TPI.[...]

La responsabilité des dirigeants de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie est manifeste, à plusieurs égards.

[...] Ainsi, au-delà des exécutants et en application de l'article 7 sur Statut du TPI, devront notamment répondre des crimes de guerre et contre l'humanité commis au Kosovo par les forces serbes, militaires, paramilitaires et spéciales, pour les avoir planifiés, ordonnés ou en avoir incité la commission :

Slobodan Milosevic, président de la République fédérale de Yougoslavie, [suit la liste des autres responsables serbes concernés].



« La justice, un complément thérapeutique indispensable. » **Le Quotidien du Médecin** (France), 2 juin 1999 (en français).

Extrait :

Dans un rapport établi à partir d'une enquête épidémiologique et un recueil de témoignages, Médecins Sans Frontières (MSF) affirmait début mai, que les crimes commis au Kosovo s'inscrivent dans une politique systématique et relèvent de la qualification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (*Le Quotidien* du 4 mai).

Aujourd'hui, c'est au tour de Médecins du Monde, en compagnie de la FIDH, de présenter un rapport qui parvient aux mêmes conclusions. La publication de ces deux documents peut amener certains à se poser la question : pour quelle raison des ONG à vocation médicale se lancent-elles ainsi dans un combat très largement juridique ?

[...] MDM et la FIDH estiment donc que, face à l'ampleur des violences subies par les Kosovars, « l'alliance » entre le médecin et le juriste prend toute sa force et sa pertinence. « Elle permet de donner à la parole du patient, de la victime une dimension thérapeutique et judiciaire. Pourvoir parler, c'est tout d'abord contribuer à sa propre guérison, au rétablissement de sa dignité, c'est aussi contribuer à la constitution d'une mémoire individuelle, familiale et collective. C'est aussi et surtout participer à l'identification des responsables, rendre leur poursuite et leur jugement possibles. »

Responsable juridique de Médecins Sans Frontières, Françoise Bouchet-Saulnier souligne pour sa part la nécessité de déterminer l'origine des souffrances endurées par les personnes secourues. « MSF n'est pas une organisation de droits de l'homme mais une organisation qui fait de l'action humanitaire. Et pour nous, cette action n'est possible qu'à la condition de comprendre et de qualifier ce dont les gens ont été victimes. C'est même là l'un des fondements de l'aide humanitaire, qui ne résume pas un problème de besoins. Etre victime d'une catastrophe naturelle, ce n'est pas la même chose qu'être victime d'une déportation planifiée et organisée. Les droits et les besoins des victimes ne sont pas les mêmes. »

SUR UN RETOUR ATTENDU ET MÉDIATISÉ AU KOSOVO

Suite à une mission d'évaluation en Serbie et au Kosovo, le responsable humanitaire de l'ONU déclare qu'il est urgent d'apporter une aide aux déplacés à l'intérieur du Kosovo. Il affirme que sa mission a vérifié la réalité des violences commises par les forces serbes au Kosovo.

Le porte-parole de l'OTAN annonce l'élaboration de la force internationale d'intervention au Kosovo, la KFOR. Le 3 juin 1999, Slobodan Milosevic accepte un plan de paix prévoyant l'arrêt des bombardements de l'OTAN après le retrait des forces serbes du Kosovo.



«L'ONU veut organiser des convois d'aide pour les déplacés du Kosovo.» **AFP** (France), New York, 2 juin 1999 (en français).

Extrait :

M. Sergio Vieira de Mello a déclaré qu'il espérait négocier avec Belgrade «des convois routiers réguliers» pour apporter une aide aux populations restées au Kosovo, ainsi que les moyens de contrôler sa distribution.

Les autorités yougoslaves «nous ont donné l'assurance qu'elles étaient prêtes à nous permettre de faire cela» a-t-il dit aux journalistes après avoir informé le Conseil de sécurité de l'ONU de la situation humanitaire au Kosovo. «Je ne pense pas que nous devons attendre plus longtemps» pour faire parvenir autant d'aide que possible, a dit le responsable humanitaire. Il a cependant reconnu que «les conditions sont loin d'être idéales» tant du point de vue de la sécurité que du contrôle de la distribution de l'aide. M. de Mello a dirigé une mission d'une douzaine d'agences humanitaires de l'ONU qui s'est rendue fin mai pendant une dizaine de jours au Kosovo et dans le reste de la Yougoslavie pour la première fois depuis le début des frappes de l'OTAN le 24 mars.[...]

Il a réaffirmé devant le Conseil de sécurité que la «mission avait réuni des preuves irréfutables d'une violence organisée, planifiée contre les civils, visant à leur déplacement et à leur déportation permanente» selon le texte de sa déclaration rendue publique par l'ONU.

Cela requiert «une enquête indépendante urgente», a-t-il ajouté.

Le coordinateur humanitaire de l'ONU a souligné que tous les témoignages recueillis montraient que du 24 mars au 10 avril, il y avait eu «un déchaînement de meurtres, d'incendies, de pillages, d'expulsions forcées, de violence, de vendetta et de terreur.»

Il a rejeté les arguments de Belgrade en affirmant que ceux-ci «ne peuvent rendre compte, expliquer ou justifier l'étendue et l'intensité des brutalités infligées aux populations civiles.»

M. de Mello a souligné qu'une aide d'urgence était nécessaire pour les déplacés à l'intérieur du Kosovo, qu'il a chiffrés à «plus d'un demi-million» de personnes. Parmi les besoins les plus pressants, il a cité la nourriture, les soins de santé, l'eau potable.

Mais il a souligné que les réfugiés et déplacés ont plus besoin de protection que d'aide humanitaire. Les centaines de milliers de Kosovars réfugiés dans les pays voisins ne retourneront au Kosovo que sous la protection d'une force internationale «forte» a-t-il affirmé.

Une telle force chargée d'assurer le retour de près d'un million de réfugiés est «la priorité numéro un» a-t-il dit aux journalistes.



«Trente et un pays ont proposé de participer à une KFOR de 50 000 hommes.» Philippe Rater, **AFP** (France), Bruxelles, 2 juin 1999 (en français).

Extrait :

Les 19 pays membres de l'OTAN et 12 partenaires neutres ou d'Europe de l'Est de l'Organisation ont proposé des troupes à hauteur de près de 50 000 hommes pour une future force de paix pour le Kosovo (KFOR), a indiqué mercredi le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea.

Au total et à ce stade, les propositions de ces pays s'élèvent à «47 868 militaires» a-t-il dit lors d'une conférence de presse, assurant que ces troupes seraient bientôt prêtes à être envoyées dans la province serbe. Le porte-parole n'a pas détaillé les contributions et l'OTAN se refusait mercredi à les fournir.

La Russie ne figure pas parmi les 12 partenaires ayant commencé des négociations avec l'OTAN sur la composition d'une KFOR.

[...] La force projetée est appelée KFOR pour Kosovo Force. L'opération a été baptisée de son côté *Gardien conjoint* (*Joint guardian*).

«Cette force est destinée à protéger les valeurs démocratiques et les droits de l'homme, non à les détruire comme celles du régime répressif de Belgrade» a souligné Jami Shea. «Nous voulons qu'elle soit unique, avec une unité de commandement et des règles d'engagement (ouverture du feu) robustes qui assurent son efficacité» a-t-il dit, en évoquant la possibilité comme en Bosnie de zones de responsabilité entre différentes nations.

Les responsables des différentes sections MSF commencent à préparer des projets d'intervention dans l'éventualité d'un retour prochain des réfugiés au Kosovo. La crainte que le processus de retour n'aggrave encore l'insécurité et la précarité des réfugiés reste une préoccupation.



«*Scénarios de retour en Serbie et au Kosovo.*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs des opérations des autres sections et aux responsables de programme Kosovo, 3 juin 1999 (en anglais).

Chers tous,

Maintenant peut-être plus que jamais (et si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain) nous devons nous préparer pour un retour à Belgrade et au Kosovo.

En même temps, quand cette occasion se produira nous devons encore sécuriser nos activités présentes, en particulier celles du Monténégro pour des raisons évidentes. Il y a toute une série d'aspects à examiner pour toute section MSF qui rentrera :

- le critère de l'espace humanitaire,
- l'objectif de couverture,
- la collaboration avec les autres intervenants,
- la définition des priorités,
- les différentes stratégies à mener avec les déplacés qui sont restés et les réfugiés qui rentrent,
- une série de risques à évaluer :
- les représailles de l'UCK,
- le non-respect des accords politiques,
- la définition de la citoyenneté kosovare,
- les mines,
- la question de l'uranium,
- le syndrome du « faux paradis perdu »,
- comment gérer la découverte des charniers,
- les questions logistiques,
- la coordination de l'OTAN.

Le thème que je voudrais d'abord aborder est celui de la coordination pratique au sein du mouvement. La base est la suivante :

Pour Belgrade :

Nous devons essayer de faire entrer des expatriés, de tous les côtés, et de repérer le potentiel opérationnel; une fois ceci établi, les choix opérationnels sont en principe ouverts à toutes les sections, mais nous devons dès le début nous assurer une cohérence de base en nous établissant d'accord une coordination ; MSF B propose d'en prendre la responsabilité, pour continuer sur la ligne actuelle, mais il y a de l'espace pour aménager la formule (voir les 5 scénarios dans le rapport d'évaluation de ET [emergency team, équipe d'urgence])

Nous verrons avec notre équipe locale, quels préparatifs peuvent être déjà lancés.

Si à cette époque, il y a encore des Grecs dans le coin, ils pourront être inclus.

Pour le Kosovo :

Nous essaierons de rentrer par toutes les frontières et s'il existe un réel espace humanitaire nous essaierons de monter des opérations. Nous avons l'impression qu'une fois ouvert (par un accord), le Kosovo deviendra virtuellement un Etat albanais, militarisé mais avec d'importants besoins (assez pour tenir toutes les sections occupées) et probablement de nombreux intervenants. Là encore, nous

pensons qu'il n'est pas besoin d'une répartition géographique entre les sections, même si MSF B serait heureuse de récupérer l'espace humanitaire perdu à Pristina. Cet espace pourrait aussi servir de plate-forme d'échange pour faire circuler l'information ; la formule choisie pour préserver à ce niveau la cohérence internationale peut être reconsidérée (voire une formule modulaire ?)



«*Plus de détails sur le retour au Kosovo (complément à mon premier message).*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 7 juin 1999 (en anglais).

Basé sur de nouveaux éléments fournis par Skopje : je pense que Tim Pitt [coordinateur MSF Hollande en Macédoine] enverra lui-même des propositions mais comme nous nous sommes mis d'accord pour commencer à échanger des idées et des suggestions en voici quelques-unes).

Apparemment il semble utile de distinguer deux étapes dans le processus de retour pour MSF :

1. la phase d'évaluation :

- probablement possible uniquement à partir de la Macédoine où les interférences de l'UCK sont moins importantes et les frontières moins « protégées » (mines...) ; également le point de départ de l'OTAN ;
- l'équipe d'évaluation pourrait être « internationale », mais comme elle partira de Skopje elle aurait une « colonne vertébrale » et une direction hollandaise.
- la composition et l'échelle d'une évaluation réalisable pourraient être différentes si nous envisageons d'entrer dans la zone :

1/ « Avant l'OTAN » :

- l'équipe doit être petite, composée de membres de nationalités d'Etats non membres de l'OTAN (MSF B peut proposer John Farqueson (Australie), Irena Johanson et Johan Von Schreeb (Suède)
- on ne sait pas encore clairement jusqu'où elle pourra aller (Pristina ?)
- de solides précautions pour la sécurité devront être prises (véhicules blindés).

2/ Après l'OTAN :

- l'équipe peut-être plus grande, il peut même en y avoir plusieurs.
- la question des nationalités sera moins importante; MSF propose Eric Goemaere, Christopher Stokes ?
- il est évident que cette mission peut rencontrer des problèmes à différents niveaux et devra donc être composée de membres disposant d'une disponibilité flexible.
- il semble utile de nous concerter au niveau international au sujet :

- des procédures et le contenu de l'évaluation
- les mesures de sécurité,
- de la communication sur ce que nous observerons.

2. Phase opérationnelle :

- l'afflux le plus important de réfugiés proviendra d'Albanie, probablement tous via Kukes;

- comme mentionné, il semble logique et utile d'avoir différentes sections qui entrent, à la fois pour le volume et pour l'appropriation
- Les procédures de coordination proposées seraient du type de celles mises en œuvre au Burundi, plutôt légères, en espérant que tout puisse fonctionner dans le cadre d'une confiance mutuelle
- une répartition régionale serait préférable, par exemple MSF France à Pec, MSF Hollande à Prizren et MSF Belgique à Pristina. Si les sections suisse et espagnole sont aussi intéressées pour fonctionner en module, des zones supplémentaires peuvent être définies.
- nous devons en particulier discuter avec les anciens intervenants au Kosovo, avant les frappes, pour voir ce qu'ils ont planifié.
- nous devons absolument discuter au préalable au niveau international de nos ambitions et de notre valeur ajoutée dans ce contexte (qui sera plein de besoins et d'acteurs) et essayer de mettre cela sous forme de quelques critères pour sélectionner les actions opérationnelles.
- Nous pourrions établir une petite projection des besoins que nous allons trouver et auxquels nous devons répondre pour les Kosovars qui sont restés au Kosovo (sur la base du rapport d'OCHA ?) et pour les réfugiés, et le pré-positionnement à la frontière au moins quelques volontaires disponibles et du matériel de base (des bâches en plastique ?)
- Nous devons aussi voir ce que nous pouvons apporter avec les réfugiés sans réduire nos capacités dans les pays voisins (être préparées au pire).



«*Retour au Kosovo, un point de vue hollandais.*»
Courriel de Wouter Kok, directeur des urgences MSF Hollande, 8 juin 1999 (en anglais).

Chers tous,
 Voici, pour compléter les contributions de Vincent Janssens, et du terrain (Christopher et Tim) quelques idées supplémentaires sur une voie de coopération possible entre les sections au Kosovo. (en contribution à la téléconférence prévue demain à 13H00)

1. MSF veut travailler au Kosovo, représentée par un chef de mission.
2. MSF souhaite accepter la responsabilité de prodiguer des services dans des districts définis SI cela se déroule sous la coordination du HCR.
3. Les différentes sections peuvent avoir des interprétations différentes de l'opérationnalité. Pour le chef de mission, cela rendra difficile/impossible la tâche de représentation générale de MSF et les aspects de témoignage. Chaque section devrait définir quelle sorte d'opérationnalité elle prévoit pour le Kosovo. De la stricte intervention médicale d'urgence à des programmes de réhabilitation à plus long terme. (MSF Hollande interviendra dans un premier temps avec une perspective d'urgence sur trois mois). En gardant ceci en tête, l'organigramme proposé par Christopher/Tim est valide, avec quelques ajustements concernant la tâche du chef de mission et les questions de logistique et de financement à examiner.

Quelques questions pratiques :

Une équipe d'évaluation est en attente à Skopje, occupée aux préparations matérielles pour le retour. La sécurité est un sujet de réflexion prioritaire. Cette équipe est constituée de quatre volontaires ressortissants d'Etats non membres de l'OTAN, de deux sections. Il s'agit d'une équipe MSF, pas d'une équipe MSF Hollande. Des tentatives sont prévues pour entrer avant l'OTAN, mais la réalité nous dictera probablement une entrée après l'OTAN.



«*Charter pour Belgrade.*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 9 juin 1999 (en anglais).

Extraits :

Juste pour information:

Nous avons des retours d'information de notre personnel à Belgrade qui nous dit qu'apporter par avion du matériel médical d'urgence pourrait être une option réaliste dans les jours qui viennent ; cette suggestion est le résultat des réunions auxquelles ils ont continué à assister depuis le début ;

En même temps, nous ne pensons pas qu'il faille l'utiliser dans les négociations pour les visas : nous sentons que celle-ci n'aboutiront pas plus facilement si nous faisons venir des expatriés avec l'avion ou si mettons nos espoirs dans ce dernier.

En plus, nous restons particulièrement intransigeants sur le fait que la fourniture de toute aide est conditionnée à la possibilité de mener une évaluation internationale des besoins et à la garantie de pouvoir l'apporter nous-même aux bénéficiaires.

Cela signifie qu'envoyer des produits standardisés ne sert pour l'instant qu'à anticiper des besoins probables; en essayant d'accroître la réactivité et la capacité de MSF, nous nous attendons également à ce que pratiquement toutes les ONG reçoivent les visas au même moment et qu'au bout de quelques heures de transport, la voie d'importation soit saturée.

Nous avons répondu à Belgrade que nous allons essayer de faire entrer le matériel de base mais sous la condition officielle qu'il puisse être stocké dans un entrepôt indépendant de MSF et gardé jusqu'à ce qu'une évaluation internationale décente puisse être menée. Vincent.



«*Retour Kosovo.*» **Courriel** de Graziella Godain, responsable de programme MSF France, à ses collègues de Macédoine et du siège de MSF France, 10 juin 1999 (en français).

Extraits :

Je m'accroche à mon clavier pour vous donner un bref résumé de positions de MSFF [MSF France] pour un retour au Kosovo.

Une réunion des directeurs des Opé [directeurs des opérations] se tiendra à Amsterdam demain (vendredi) pour finaliser et le plan de retour.

1) Mais voilà déjà notre position :

- MSFF est intéressée à prendre en charge la zone de Pec, Istok et Djakovica (zone d'où sont originaires la plupart des gens dont on s'occupe au Monténégro, zone très instable politiquement car fief du berceau serbe orthodoxe et zone très fortement touchée durant les récents affrontements et l'année écoulée)

-MSFF envisage les priorités comme suit :

Explo et prise en charge rapide des IDPs [personnes déplacées] dans cette zone : (médical, bouffe/nut[rition], eau et abris),

Préparation à la prise en charge des returnees [réfugiés qui rentrent] (abris et bouffe surtout, sanit [sanitation] puis med [médicale] dans un second temps proche).

Les activités sont centralisées plus à la périphérie des grandes villes (Pec et Djakovica) car on pense que la zone rurale est la plus touchée, la plus fragile en matière de sécurité et protection de la population, plus accessible et ouverte à un travail de proximité avec la population et le personnel soignant; cela ne signifie pas une non prise en compte des villes dans le premier temps du retour, mais une mise en priorité de nos activités à la périphérie dans une seconde phase cad [c'est à dire] lors du retour massif des populations et des ONGs).

2) Je sais que certains d'entre vous (et je parle surtout de l'équipe Macédoine) se prennent pas mal la tête sur des histoires de schéma de coordination intersection au Kosovo :

- mettez de côté ces histoires, on gère avec nos zamis...

- concentrez vous sur :

Identification des voies d'entrées possibles,

Identification préalable de staff albanais issus de ces régions (Nord-Ouest) prêt à travailler avec MSF,

Identification de moyens de transports (voitures et camions) pour acheminer équipes et matériel,

Constitution d'une équipe prête à rentrer avec renfort de Paris au Kosovo, prépositionnement de matos [matériel],

Elaboration de contacts avec UCK, mais aussi ex-autorités civiles ou notables albanais de la région.

3) MSFF se coordonnera avec UN, HCR, OTAN, ECHO lorsque cela sera nécessaire mais ne sera pas coordonné par !!

Quant à l'organisation intersection :

Il se dessine (doit être décidé vendredi par dir opé [directeurs des opérations]) comme suit :

- répartition géographique: MSFH/zone PRIZREN, MSFB/zone PRISTINA, MSFF/ zone Pec,

- coordination opérationnelle donc indépendante mais avec une personne (que l'on peut nommer dans le jargon *international public relation officer*) chargée de coordination entre les HOM [head of mission : chef de mission], représentation et contact de MSF avec interlocuteurs sur Pristina après concertation avec HOM, représentation et mise en contact de la presse avec les différentes équipes, et pas de pouvoir décisionnel dans les opérations (qui veut le poste ?? blague ! !)



« Décisions prises par le groupe des directeurs des opérations. » **Compte-rendu** de la réunion des directeurs des opérations, 11 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

1. Participation au convoi

Le groupe des dirops [directeurs des opérations] s'est mis d'accord pour que MSF fasse partie du convoi du HCR vers le Kosovo, au départ de Skopje dimanche matin. Bien que ce convoi soit sous le contrôle militaire de l'OTAN, il n'y a aucune objection solide à ce que MSF y participe. Le retour au Kosovo s'effectue sous les auspices des Nations unies, alors qu'un cessez le feu est en vigueur. MSF va saisir cette occasion et utiliser le cadre de coordination des Nations unies. Toutefois nous ne sommes pas liés par ce cadre, ce qui signifie que nous déciderons nous-mêmes quand l'utiliser ou pas, en suivant nos propres principes et notre politique de sécurité au Kosovo.

Si d'autres occasions se présentent d'entrer au Kosovo par l'une des républiques voisines, MSF les saisira. .

2. Structure fonctionnelle

La structure établie par le groupe des dirops est valable pour la phase initiale exploratoire, qui commencera dimanche (re-entrée) et durera approximativement une semaine.

Durant cette semaine (à partir de lundi) les dirops organiseront des téléconférences quotidiennes afin d'être informés du déroulement des événements au Kosovo, décider de la stratégie MSF et de la structure à mettre en place, une fois MSF opérationnelle. La participation de Christopher Stokes à la téléconférence est souhaitée.

Le groupe des dirops est en faveur d'une division géographique des activités MSF entre les sections.

MSF Espagne et MSF Suisse souhaitent fortement que leurs volontaires participent aux missions exploratoires. MSF Espagne continuera à essayer d'entrer au Kosovo par d'autres voies que celle du convoi du HCR. MSF Suisse va examiner les possibilités d'entrer par la Serbie (Nis) à partir de Sofia.

La structure sera très décentralisée avec un représentant MSF commun. Les responsabilités du représentant MSF :

- point d'information central pour MSF,

- représentation auprès des autres organisations, des autorités etc.

- vue globale de la situation, localisation des diverses équipes et de leurs activités.

Les équipes sur le terrain auront un rôle de témoignage, peuvent communiquer à l'extérieur sur ce qu'elles voient, au cas où elles souhaiteraient communiquer sur des questions politiques et stratégiques pour MSF le groupe des dirops en sera informé à l'avance et décidera en conséquences.

Christopher Stoke sera le représentant de MSF à Pristina pour les dix premiers jours, le temps qu'un remplaçant soit identifié.

Un coordinateur de la logistique et un chargé de relations publiques seront basés à Pristina auprès du représentant MSF.

3. Communication interne-MSF sitreps [rapports de situation]

Des sitreps quotidiens, synthétisés à Bruxelles, continueront à être rédigés et envoyés au réseau.

Ils seront réalisés dans un style plus communicant afin d'être accessibles et compréhensibles à tout le réseau MSF. L'une des sections partenaires sera consultée. [...]

Selon le groupe des dirops, même si MSF dispose d'un montant important de dons affectés, notre position envers les financements des Etats membres de l'OTAN a besoin d'être révisée. Les dirops ont demandé aux directeurs généraux de prendre une décision sur ce point de principe. Ils ont le sentiment que la situation a changé avec le cessez le feu et le mandat des Nations unies, désormais en place, et qu'après le retrait de l'armée et de la police yougoslave du Kosovo, cette position pourrait être soumise à révision via une décision des directeurs généraux.

Le 4 juin 1999, malgré les réticences du directeur des opérations de MSF Belgique, l'équipe de MSF Hollande à Skopje diffuse un communiqué de presse demandant que le retour des réfugiés au Kosovo s'effectue en dehors de tout agenda politique ou militaire. MSF Espagne diffuse de Tirana son propre communiqué, contenant un message similaire.



«Urgent, communiqué de presse.» **Courriel** de Erwin Van't Land, chargé de communication MSF à Skopje aux départements de la communication de MSF, 4 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Désolé de vous prévenir si tard, mais comme vous le savez, dans les Balkans, les événements vont très vite. Nous allons diffuser un communiqué de presse de Skopje le vendredi 4 juin à 11H30. Vous en trouverez le texte ci-dessous, qui a été préparé en collaboration étroite avec Amsterdam. Les desks des autres sections devraient être au courant.

Nous allons remettre en personne ce communiqué à certains journalistes sélectionnés et simultanément le rendre disponible dans les hôtels où séjourne la presse. Vous pouvez l'utiliser pour vos médias, mais s'il vous plaît ne brûlez pas l'embargo : le feu vert est à 11H30. Pour toute question difficile ou demande d'entretien vous pouvez me contacter. Nous avons tiré le maximum de nos précédentes déclarations sur la répartition des tâches entre les civils et les militaires en matière d'aide aux réfugiés. Ceci se voit dans le briefing à la presse du HCR que je vous ai envoyé. Maintenant il est temps de marteler notre message dans nos sociétés. D'où notre hâte.

Erwin

Communiqué de presse

Skopje, 4 juin 1999. L'organisation de secours médical internationale Médecins Sans Frontières (MSF) appelle

tous les acteurs du conflit des Balkans à garantir que l'assistance humanitaire et le rapatriement des réfugiés se déroulent sous autorité civile et non militaire. Cela doit être clairement énoncé dans tous les accords concernant le rapatriement des réfugiés kosovars.

MSF voit quatre rôles à jouer pour une force militaire internationale dans le cas du retour chez eux des réfugiés kosovars. «*Elle doit prendre la responsabilité de la sécurité générale et du déminage*» affirme Timothy Pitt, le chef de mission de MSF en Macédoine. «*Elle devrait aussi être chargée de soutenir les organisations humanitaires en matière de logistique lourde et de transports aériens d'approvisionnement et de personnel, bien que la coordination de ces tâches relève de la responsabilité du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés*» a-t-il ajouté. Selon MSF, une telle transparence devrait se refléter dans tous les accords écrits et être strictement appliquée. L'assistance aux réfugiés et à la population résidente de l'ex-République de Yougoslavie devrait être basée

Sur le principe de la fourniture d'aide à ceux qui courent le plus de risques, la neutralité et l'impartialité. L'interférence des agendas politiques et militaires avec l'aide humanitaire doit être évitée.

M. Pitt ajoute que MSF souhaite revenir au Kosovo et en Serbie le plus rapidement possible : «*Nous savons que les besoins des personnes déplacées et de la population résidente sont énormes.*»

Actuellement, MSF aide les réfugiés et les résidents en Macédoine, en Albanie au Monténégro et en Bosnie. L'organisation a déployé plus de 100 expatriés dans la région et emploie des centaines de personnes recrutées localement. Pour ses activités dans les Balkans, MSF décline les offres de financement des gouvernements engagés militairement dans le conflit, afin de maintenir sa neutralité.



«*Re ébauche de déclaration.*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique, au directeur des urgences de MSF Hollande, 4 juin 1999 (en anglais).

Une petite réaction qui arrive un peu tard :

- en rappelant que la dernière fois vous aviez appelé à soutenir les Nations unies, celles-ci vont le comprendre comme un constat de leur faiblesse, j'espère que cette fois-ci vous leur en avez parlé,
- je trouve que ce message arrive trop tôt et en ce sens contribue (selon moi) à nourrir des espoirs irréalistes que le retour commencera demain,
- je ne me sens pas très à l'aise avec le paragraphe dans lequel nous décrivons ce que devrait être le rôle de l'OTAN : cela sonne plutôt prétentieux (bien que je sois conscient que ce n'est pas votre intention) et je pense qu'un communiqué de presse n'est pas le bon moyen pour parler de cela parce que cela demande beaucoup plus d'explications, si l'on veut être bien compris.

Cordialement,
Vincent.



«Kosovo : le retour des réfugiés au Kosovo doit se dérouler en dehors de tout agenda politique ou militaire. Médecins Sans Frontières demande une séparation claire entre l'action militaire et l'action humanitaire.» **Communiqué de presse** MSF Espagne, Tirana/Skopje/Barcelone, 4 juin 1999 (en espagnol).

Extrait :

L'organisation de secours médical internationale Médecins Sans Frontières (MSF) demande une claire répartition des tâches et des responsabilités entre les militaires et les organismes d'aide internationaux dans l'organisation du retour des réfugiés au Kosovo. Durant sa visite en Macédoine, le 19 mai, le secrétaire général des Nations unies a déclaré que «*l'assistance humanitaire est une activité civile.*» MSF lance un appel à toutes les parties impliquées pour qu'elles respectent ce principe, non seulement dans les pays qui accueillent les réfugiés mais aussi dans le cadre de tous les accords internationaux concernant le retour des réfugiés au Kosovo.

«*Pendant les premières semaines de la crise une grande confusion a régné sur les rôles des différents acteurs dans l'assistance humanitaire*» affirme Eric Stobbaerts, directeur général de MSF. «*En ce moment, le rôle de la force militaire internationale et de l'armée yougoslave est crucial pour garantir la sécurité et déminer la zone.*»

«*D'un autre côté, les agences humanitaires pourraient demander son appui logistique pour le transport des réfugiés et des biens matériels. Mais il doit rester clair que les organisations d'aide humanitaire, et le HCR en particulier, sont responsables de la coordination et de la définition des conditions dans lesquelles se réalise cette collaboration*» ajoute Stobbaerts.

Cette transparence doit se refléter dans les accords écrits et être garantie dans la pratique de l'assistance humanitaire. La protection des droits des déplacés et de la population résidente, comme la couverture de leurs besoins de base ne devraient être influencées par aucun agenda militaire ou politique. Par exemple, le retour des réfugiés devrait être réalisé sur la base du volontariat et loin des intérêts politiques et militaires.

L'objectif de MSF est de revenir en Serbie et au Kosovo le plus tôt possible. «*Il est clair que les besoins médicaux de la population sont importants*» explique Eric Stobbaerts. «*Nous croyons que chaque jour de retard aggrave la situation, ce qui peut se traduire en pertes humaines.*»

Le 8 juin 1999, les ministres des Affaires étrangères du G8 adoptent un plan de paix prévoyant l'intervention d'une force de paix internationale sous l'égide de l'ONU. Le 9 juin, l'OTAN suspend ses frappes après le début de retrait des forces serbes du Kosovo. Le 10 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1244 qui autorise le déploiement immédiat de la KFOR au Kosovo.



«L'ONU salue la fin d'un chapitre sombre dans l'histoire des Balkans.» Afsané Bassir Pour, **Le Monde** (France), 12 juin 1999 (en français).

Extrait :

Quatorze voix pour et une abstention - celle de la Chine : le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 10 juin, le plan de paix pour le Kosovo. Le vote est intervenu peu après la confirmation, par écrit, du secrétaire général de l'OTAN, de l'arrêt des bombardements des forces alliées. L'adoption de la résolution 1244 qui autorise le déploiement immédiat d'une force internationale et d'une administration civile pour la province yougoslave a suscité, aux Nations unies, une exaltation sans précédent. Des 185 pays membres de l'ONU, une trentaine seulement ont pris la parole lors de la réunion formelle du Conseil, et la plupart saluent «*une journée heureuse pour les Nations unies*».

Pour l'écrasante majorité de ceux qui ont pris la parole, l'adoption du plan de paix, pourtant intégralement rédigé au sein du G8, marque «*le retour en grâce de l'ONU*» dans les affaires internationales et une «*reconnaissance de ses capacités*». Elle confirme dit-on de l'autorité du Conseil de sécurité en lui donnant la «*prérogative d'autoriser*» le recours à la force. [...] Pour de nombreux autres pays, l'adoption du plan de paix est «*une victoire pour l'humanité*». Mais certains représentants, africains notamment, ne se font pas d'illusion : «*Je sais que cette bonne volonté des Occidentaux ne s'étendra jamais au continent africain, disait l'un d'entre eux. Mais je suis tout de même ravi d'être témoin, à l'ONU, de la fin de cette première véritable ingérence humanitaire.*» [...] Dans son discours, l'ambassadeur russe a souligné que la résolution autorise une présence internationale «*sous l'égide de l'ONU*». Sergueï Lavrov a cependant de nouveau condamné «*avec sévérité l'agression de l'OTAN (...) qui a transformé une crise humanitaire en une catastrophe humanitaire qui affecte tous les Balkans.*»

Dans la nuit du 11 au 12 juin 1999, plusieurs centaines de militaires russes arrivent, les premiers, à Pristina, la capitale du Kosovo. Le 12 juin, les équipes de MSF entrent dans la ville quelques heures avant les forces de l'OTAN. Le jour même, le Conseil international de MSF s'accorde sur les principes, les objectifs et la stratégie des prochaines opérations de MSF au Kosovo.



«Britanniques et Français arrivent au Kosovo... après les soldats russes.» **Le Monde** (France), 13 juin 1999 (en français).

Extraits :

L'opération *Gardien conjoint* de l'OTAN a commencé, samedi 12 juin, à 5H25 (locales), avec le franchissement de la frontière entre la Macédoine et le Kosovo par des détache-

ments britanniques, depuis Blace, et par des unités françaises, depuis Slupcane et Lipkovo, au nord de Kumanovo. Mais ces premiers mouvements de la KFOR, la force internationale de sécurité au Kosovo, ont été pris de court par la manœuvre - non prévue - de 500 soldats russes de Bosnie - où ils stationnaient au titre de la SFOR - qui ont traversé, vendredi 11 juin, Belgrade, gagné la région de Nis, au sud de la capitale, et se sont positionnés dans les faubourgs de Pristina. [...] Une certaine confusion dans ces déploiements, propres à l'OTAN, a été apportée par l'attitude des Russes. Créant la surprise avant même tout accord sur les modalités de leur contribution à la KFOR, ils sont entrés en Yougoslavie, venant de Bosnie, et ont rallié Pristina. Ces troupes ont été accueillies, tant à Belgrade qu'à Pristina, par des manifestations de joie de la population. « *C'est la confusion la plus totale* », a-t-on estimé à l'OTAN à Bruxelles, où le conseil permanent atlantique a entendu le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe. Le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a déclaré à la chaîne de télévision CNN que « *l'arrivée des soldats [russes] s'est produite malencontreusement* » et qu'elle n'avait pas été autorisée par Moscou. « *La situation est en train d'être examinée*, a ajouté M. Ivanov, *et les troupes ont reçu ordre de quitter immédiatement le Kosovo de façon à attendre des consignes ultérieures.* » Un porte-parole de la Maison Blanche s'est déclaré « *satisfait* » de la mise au point du ministre russe et il a considéré que « *des discussions constructives* » doivent continuer à Moscou pour fixer le rôle de la Russie dans la force de sécurisation. Dans la nuit de vendredi à samedi, le détachement russe avait pris position près de l'aéroport de Pristina, à environ 4 kilomètres du centre de la ville qui deviendra le quartier général de la KFOR et, samedi, en fin de matinée, il ne semblait pas avoir quitté les lieux en question.



« **Compte-rendu** de la réunion des 11 et 19 juin 1999 du Conseil international MSF à Amsterdam, Hollande. » 12 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Wilna van Artsen (directrice des opérations de MSF Hollande) a présenté les prévisions d'activités de MSF dans la région des Balkans, autour de la crise du Kosovo, revues à la lumière de la récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies et de la réponse internationale en matière de sécurité et d'action humanitaire. Les opérations actuelles de MSF au Kosovo ont été présentées dans leurs grandes lignes. Actuellement MSF devrait être présent au Kosovo pour :

1. Prodiguer une assistance médicale humanitaire si nécessaire, témoigner de la situation humanitaire des Serbes et des Albanais.
2. Surveiller les relations entre les agences humanitaires des Nations unies et les activités de l'armée et se tenir prêt à s'exprimer publiquement, si nécessaire.
3. Etant donné que de nombreuses ONG seront présentes, MSF adaptera son intervention en veillant toujours à apporter une valeur ajoutée.

4. La structure de coordination interne de MSF fera l'objet d'une révision permanente.

5. MSF va continuer à essayer d'entrer en Serbie, bien que Belgrade refuse toujours sa présence.

Les principes à partir desquels MSF essaiera d'intervenir dans la région ont été discutés. L'un de ces principes clés est l'indépendance vis à vis des Nations unies et des autres acteurs. L'indépendance financière qui autorise toutes les autres formes d'indépendance est cruciale. La décision de MSF de ne pas accepter de financements institutionnels de la part d'Etats membres de l'OTAN parce qu'ils sont parties au conflit a été entérinée par le CI [Conseil international] et sera révisée après la conclusion d'un accord de paix au Kosovo. Le CI demande expressément au comité exécutif de revoir cette décision avec prudence. Il rappelle l'expérience de la Somalie en 1993 : lorsque les questions politiques et militaires ont pris le dessus, le gouvernement américain a mis la pression sur les ONG humanitaires pour qu'elles quittent la Somalie, en utilisant comme levier leurs importants financements institutionnels. La question de la disponibilité des fonds privés au sein du mouvement ne relève pas de ces considérations. Toutefois, tout le monde a reconnu qu'il existe au sein du mouvement une quantité plus qu'élevée de fonds privés et que ceux-ci sont en cours d'inventaires.

Comme dans le cas de la Somalie en 1992-1993, nous devons nous garder de devenir *de facto* un sous-traitant de l'OTAN ou des Nations unies. Le souhait de MSF d'être présente au Kosovo a été reconnu, mais la transparence et l'indépendance de notre rôle, l'échelle de nos opérations, qui doit rester au niveau des besoins et notre responsabilité à témoigner si nécessaire ont été soulignées. Nous devons aussi être prêts à reconnaître que MSF n'a peut-être aucun rôle à jouer et dans ce cas à nous retirer.

Certaines questions à examiner sont résumées ci-dessous:

1. Indépendance de l'accès et de l'action au Kosovo et en ex-Yougoslavie. MSF doit s'assurer de pouvoir évaluer de manière indépendante les besoins de la population; de conserver un accès non entravé à la population, en particulier aux plus vulnérables; de conduire, surveiller et évaluer elle-même la distribution de l'aide ; et d'obtenir des garanties de sécurité pour les expatriés et le personnel local. MSF devrait se coordonner avec les autres acteurs locaux et internationaux. Des interlocuteurs locaux devraient être identifiés le plus rapidement possible.
2. Toutes les voies doivent être explorées pour un accès autonome à l'ex-Yougoslavie. Tout en appréciant la nécessité de mener le plus vite possible une mission exploratoire au Kosovo, le CI reste préoccupé par le fait que cela ne soit possible que sous les auspices et la protection des forces de l'OTAN.
3. MSF devrait éviter d'entreprendre toute action qui pourrait être instrumentalisée par une partie au conflit. Cela inclut des actions qui pourraient renforcer la légitimité du président Milosevic ou de tout autre accusé de crime de guerre.
4. MSF devrait identifier une limite au-delà de laquelle elle ne sera pas prête à entrer en relations avec l'OTAN ou d'autres forces; en terme de conditions d'accès, et de conséquences imprévues et négatives de l'aide.

 Le HCR s'était vu confier ou s'était attribué la tâche d'organiser le planning des entrées au Kosovo. En premier lieu, les troupes de l'OTAN et personne d'autres, pour déminer. Il y avait une petite représentation de la communauté humanitaire, toutes des agences des Nations unies, bien sûr, qui allaient faire une première évaluation. Je crois que nous étions prévus pour le troisième jour, avec une équipe de deux personnes. Ce samedi-là, quand l'OTAN a commencé à bouger, nous avons découvert deux choses: d'abord que les troupes de l'OTAN allaient embarquer avec elles sur les tanks leurs bons amis caméramen afin que cette victoire soit montrée en direct sur les écrans. Ensuite, que dans le nouveau planning du HCR notre départ était repoussé au quatrième jour. Notre équipe était prête à quitter Skopje. Christopher [Stokes, le coordinateur de MSF Belgique] était arrivé avec un autre responsable, ils étaient prêts à partir. Alors nous nous sommes dit : « pourquoi ne pas prendre une voiture blindée avec trois volontaires expatriés et un membre du personnel local et rouler jusqu'à la frontière ? » Ils ont roulé jusqu'à la frontière. Grande surprise, personne ne les a arrêtés. A la frontière, il y avait un membre du personnel national du HCR, qui avait l'air de vraiment s'ennuyer. Il a vu passer un camion de l'OTAN, une voiture de l'OTAN, une jeep, et soudain : « oh merde ! une voiture MSF ! » Ils ont juste continué en doublant la longue file des voitures de l'OTAN. Ce que Christopher m'a raconté plus tard c'est qu'ils sont arrivés à Pristina avant les troupes de l'OTAN. C'était l'un des premiers véhicules à arriver à la fin de l'après-midi, à Pristina. J'étais dans la voiture suivante avec Tim [Pitt, coordinateur MSF Hollande]. Nous pensions : « A ce stade, nous ne pouvons pas y aller sans voiture blindée. » Mais le soir, quand nous avons eu des nouvelles de Christopher, nous avons décidé de rassembler un petit convoi et nous sommes partis tôt le lendemain matin, le dimanche. Nous avons pris la direction de Pristina où nous sommes arrivés avant le déjeuner.

Erwin Van't Land, chargé de communication en Albanie, Macédoine et au Kosovo mai-juin 1999 (en anglais).

 En fait ce qui m'a le plus frappé sur le retour à Pristina, c'était que nous avons été les premiers humanitaires que la plupart des gens ont vus. Nous apercevions des rideaux qui bougeaient. Nous remontions les rues et la colline pour aller à l'hôpital, quand les gens ont commencé à sortir des maisons. Ils discutaient avec les voisins et disaient « on a vu MSF ». Les chars de l'OTAN n'étaient pas encore rentrés, il leur a encore fallu 24 heures pour rentrer. Nous sommes arrivés en fin de journée, les gens nous jetaient des fleurs. Il y avait encore des Serbes à l'intérieur de Pristina, donc c'était un peu limite pour notre image de neutralité !!! Lorsque nous sommes allés à l'hôpital, nous étions couverts de fleurs. Il y avait encore les gardes, ces armoires à glace qui manipulent leur kalachnikov

comme si c'était un petit pistolet. Ils nous regardaient avec un air... Et ils continuaient de piller la ville. Ils rentraient encore dans les maisons, et emportaient les téléviseurs. Nous circulions au milieu de tout ça. C'était une période très très bizarre. Nous avons été pris par ce sentiment de « déjà vu » car cela ressemblait aux images de la Libération de l'Europe, en 1944. La majorité de la population de Pristina était très albanaise. Dans les quartiers, nous avons été extrêmement bien accueillis, c'était extraordinaire. Nous sommes allés boire et manger avec eux. Ces premiers jours étaient fabuleux. Et puis, ensuite ça a été la déferlante. Il a fallu à peu près une semaine aux forces serbes pour sortir. Il y a eu cette période entre l'arrivée de l'OTAN et le départ des Serbes. Les Serbes avaient décidé de sortir, mais ils prenaient leur temps et c'était très tendu.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

Au cours de cette même réunion du Conseil international, les représentants de MSF Grèce refusent de participer au débat concernant leur mission exploratoire et s'en tiennent à une déclaration. Après une discussion, basée sur l'évaluation des deux « émissaires » du Conseil international, une résolution est adoptée qui demande à la section grecque de s'engager par écrit avant le 28 juin 1999 à cesser ses activités opérationnelles, sous peine d'être exclue du mouvement. Cette requête n'étant pas honorée, dans les mois qui suivent une procédure d'exclusion est mise en œuvre. L'équipe de MSF Grèce maintient toutefois des opérations sur plusieurs terrains, continue à utiliser le nom et le logo de MSF et entame une procédure devant les tribunaux grecs.



« Enquête factuelle sur la mission de MSF Grèce en République fédérale yougoslave et la rupture de l'accord du centre opérationnel commun de MSF Grèce et MSF Suisse. » **Rapport** Stephan Oberreit et Morten Rostrup pour le Conseil international de MSF, 3 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Rapport finalisé le 3 juin 1999.
Présenté au Conseil international de MSF au cours de la réunion du 11 au 13 juin 1999.
Equipe : Stephan Oberreit et Morten Rostrup.

Partie III : conclusions

1 - Résumé des faits.

La section grecque souhaitait mener cette mission en ex-Yougoslavie quel qu'en soient les conditions et les risques. Les raisons sont multiples (positionnement politique, ambition opérationnelle, pression de la société grecque, opportunité « exclusive » via la médiation du gouvernement grec...)

Ils savaient qu'ils ne pouvaient la faire que seuls et qu'aucun visa ne serait délivré à des personnes non grecques. Donc ils l'ont préparée en secret et l'ont imposé, au mouvement sans tenir compte des conséquences en matière :

- d'impact politique sur le mouvement,
- de mise en danger de l'accès des autres sections,
- de rupture de confiance et de communication.

Résultats de la crise. Scénarios et recommandation.

A notre avis les actions de MSF Grèce sont inacceptables pour les raisons suivantes:

- 1) Violation des principes opérationnels humanitaires.
- 2) Violation des décisions prises par le comité exécutif.
- 3) Manque de coopération et de coordination internationales.
- 4) Manque de transparence.

Nous envisageons quatre scénarios alternatifs comme résultants de cette crise. Ce sont les suivants :

- 1) MSF-Grèce reste au sein du mouvement MSF en tant que sixième centre opérationnel.
- 2) MSF-G reste au sein du mouvement MSF en tant que partenaire d'un nouveau centre opérationnel commun.
- 3) MSF-G reste au sein du mouvement, mais n'est pas autorisée à mener des opérations à l'extérieur de la Grèce. Elle peut maintenir ses programmes domestiques, mais fonctionnera comme une section partenaire d'un autre centre opérationnel.
- 4) MSF-G est suspendue du mouvement (avec des conditions de réintégration claires) ce qui conduit à 1) la couper du réseau Cmail [messagerie électronique] et lui supprimer le soutien logistique et technique des autres sections 2) informer nos partenaires (ONU, CICR, bailleurs de fonds) de la situation.
- 5) MSF-G est exclue du mouvement international MSF.

A notre avis MSF-G s'est montrée incapable de mener des opérations à l'étranger dans le cadre du mouvement international MSF. Donc nous ne recommanderons pas les alternatives 1 ou 2. Ces dernières années, le mouvement s'est déjà posé la question suivante : «*est-ce que les populations en danger ont besoin d'un autre centre opérationnel MSF ou sont-ce les structures MSF qui souhaitent devenir opérationnelles ?*» La réponse à cette question a été la suivante: «*MSF a besoin d'optimiser son réseau et son organisation actuels (5 centres opérationnels, plus de 20 sections et bureaux, 80 capitales avec des équipes de coordination MSF, des centaines de missions éparpillées à travers le monde. Notre objectif est de stabiliser et de renforcer ce qui existe déjà, et notre priorité doit être de mieux utiliser les compétences existantes et les faibles ressources humaines. A ce niveau, plus de croissance, d'expansion et de dilution seraient plus dangereux pour la qualité des programmes et l'identité et la spécificité du mouvement MSF.*»

Sous la pression de sa propre société, MSF Grèce a interprété politiquement la crise du Kosovo et aussi les principes humanitaires de MSF d'une façon très différentes de celle du reste du mouvement. Malgré l'existence de plusieurs forums à cet effet au sein du mouvement, MSF G a choisi de ne pas en débattre. Elle a aussi choisi d'ignorer ou d'outrepasser le cadre opérationnel défini pour les opérations MSF dans la région des Balkans. Si les sections MSF sont implantées au sein de leurs sociétés

civiles, elles ne doivent pas être un simple miroir des points de vue de cette société, mais sont sensées être un «*prisme des principes humanitaires*» à travers lequel ces points de vue peuvent être explorés et exprimés. Ce «*prisme*» est «*poli*» en permanence par le débat au sein de MSF, et devrait donner la force à chaque section de prendre des risques dans sa propre société. En choisissant d'éviter un débat dans le mouvement sur l'application des principes humanitaire dans une situation très complexe - les Balkans - MSF Grèce a suivi son propre chemin, avec ses propres interprétations et applications des principes humanitaires. Elle a aussi rompu le cadre qui permet au débat d'avoir lieu et de façon non transparente, endommageant ainsi la confiance, pourtant essentielle dans une association internationale.

En conséquences, nous faisons au Conseil international les recommandations suivantes :

- 1) La mission exploratoire unilatérale menée actuellement par MSF Grèce en ex-Yougoslavie doit être arrêtée immédiatement.
- 2) MSF-G reste dans le mouvement mais n'est pas autorisée à mener des opérations hors de la Grèce. Elle peut maintenir ses programmes sur le territoire grec, mais fonctionnera comme une section partenaire d'un autre centre opérationnel. Tous les autres programmes menés par MSF Grèce hors de Grèce doivent être transférés à un centre opérationnel MSF dans les deux semaines.
- 3) Si l'une de ces conditions n'est pas remplie dans le temps prescrit, MSF Grèce franchira le pas hors du mouvement MSF et son départ sera accepté par ce dernier.



«*Compte-rendu de la réunion des 11 et 19 juin 1999 du Conseil international MSF à Amsterdam, Hollande.*» 12 juin 1999, (en anglais).

Extrait :

Point 3 : MSF Grèce et la rupture de l'accord du centre opérationnel commun MSF Grèce/MSF Suisse.

Etant impliqué dans l'affaire, James Orbinski a demandé à Michael Schull de présider cette partie de la séance à sa place. Odysséas Boudouris est arrivé au moment de l'introduction accompagné d'un invité, Kostas Papaioannou.

Odysséas a refusé de participer au débat sur ces questions, il a souhaité que Kostas fasse une déclaration du conseil d'administration de MSF Grèce au Conseil international. Avant que Kostas fasse cette déclaration, il a été rappelé à Odysséas qu'il était de sa responsabilité de participer aux débats du Conseil international. Selon la déclaration de Kostas, le conseil d'administration de MSF Grèce considère que le sujet principal c'est l'isolement de MSF Grèce du mouvement international de MSF qui a résulté des discussions avec James Orbinski et du rapport de Morton Rostrup et Stephan Oberreit. Le rapport souligne 5 options et recommande que MSF Grèce n'ait pas d'opérations en dehors de la Grèce. MSF Grèce n'acceptera pas de perdre des opérations et ne participera pas à la discussion car il n'y a aucune accusation claire et cette discussion n'est pas prévue à l'ordre du jour. Le conseil d'administration de MSF

Grèce laissera une série de questions et de remarques sous la forme d'une déclaration écrite (voir annexe 1) et quittera ensuite la réunion du CI [Conseil international] mais sera disponible pour en discuter. Il a alors été demandé à Odysseas de définir les points clés de cette proposition, dont il a souligné qu'elle était procédurale, car il avait appris la teneur du débat oralement par James Orbinski, et n'avait pas eu le temps de préparer ses arguments. Ceci a été contredit par James Orbinski qui a rappelé à Odysseas qu'il avait la responsabilité et l'opportunité d'expliquer les actions de sa section et de proposer d'autres choix au CI. Que le CI était ouvert à toutes les options, y compris celle de ne rien faire et qu'Odysseas et son conseil d'administration avaient été informés par lettre, le 6 mai 1999, de la gravité et des conséquences de cette situation. Ceci en plus des nombreux appels téléphoniques de James Orbinski à Odysseas Boudouris depuis lors, de la présence de Jean-Marie Kindermans à l'assemblée générale extraordinaire de MSF Grèce le 2 juin 1999, ainsi que les réunions du conseil d'administration de MSF Suisse [dont Odysseas est membre] et l'assemblée générale de MSF France [Odysseas était membre sortant du conseil d'administration]. Odysseas et Kostas ont alors quitté la réunion après qu'il ait été de nouveau rappelé à Odysseas qu'il avait la responsabilité de et était le bienvenu pour participer au débat qui allait se dérouler et que contrairement à sa demande, il ne serait pas contacté sur son téléphone mobile.

Morton Rostrup a alors présenté le rapport d'enquête [...]. Il a souligné que les options et les recommandations étaient celles de l'équipe d'enquêteurs (Morton Rostrup et Stephan Oberreit) et que le CI devrait se faire sa propre opinion sur les choix possibles et les actions à mener ou pas. Morton a souligné son point de vue: la section grecque voulait mener cette mission en ex-Yougoslavie, quelqu'en soient les conditions et les risques et elle l'a imposé au mouvement MSF comme un fait accompli sans en envisager les conséquences. [...]

Le rapport, les choix qu'il met en avant et ses principales recommandations ont été discutés. [...] Les cinq ou six heures de discussion qui ont suivi ont porté sur la question des principes opérationnels : est-ce que la mission unilatérale de MSF Grèce au Kosovo les viole et si oui, en quoi ? La principale conclusion a été que l'indépendance et l'impartialité étaient soit sacrifiées, soit ignorées ou appliquées de manière naïve. La discussion a aussi souligné le fait que :

- 1) L'application des principes humanitaires dans une situation particulière n'est jamais facile, car les principes humanitaires peuvent se contredire entre eux.
- 2) En conséquence, il faut toujours les nuancer dans une situation où le mouvement a toujours des choix à faire.
- 3) Il est donc essentiel que le débat ait lieu à tous les niveaux du mouvement pour déterminer cette application particulière des principes humanitaires.
- 4) Le cahier des charges pour une mission exploratoire au Kosovo a été explicitement établi par le comité exécutif le 20 avril 1999, qui reconnaissait implicitement et posait en priorité les principes humanitaires dans ce contexte.
- 5) La transparence est une notion centrale au mouvement MSF.

6) La structure minimale mise en place pour organiser les opérations à travers le mouvement doit aussi être respectée.

7) Cette réalité a été ignorée par la section grecque.

8) MSF Suisse considère que le partenariat du centre opérationnel commun a pris fin.

9) L'histoire de MSF Grèce dans le mouvement et en particulier de son opérationnalité et comment elle a été faiblement gérée par le CI [conseil international] et comment chaque partenariat successif avec les sections opérationnelles française, espagnole, et suisse, depuis 1990 ont tous échoué.

10) La procédure établie et appliquée pour appréhender la mission unilatérale de MSF Grèce au Kosovo et la rupture du COC [centre opérationnel commun] gréco-suisse a été perçue comme juste, bien que le timing de la démission de Thierry Durand de ses fonctions de directeur des opérations du COC ait été, au mieux, inopportun. Cette procédure a également été perçue comme ayant ouvert un espace de discussion et d'arbitrage adéquat. MSF Grèce a été informée assez tôt par écrit et par oral des risques que lui faisait courir son action et de sérieux efforts ont été faits pour discuter et arbitrer cette question. MSF Grèce, elle-même a, en connaissance de cause, évité de répondre par les moyens de communication normaux et établis.

Après avoir examiné avec attention les intérêts du mouvement et le souhait du CI de garder la section grecque en son sein, la résolution suivante a été adoptée, avec deux abstentions (MSF Suisse, parce qu'elle ne la trouvait pas assez sévère et MSF Japon parce que Dominique Leguillier [représentant de MSF Japon] a avancé que ce n'était pas la façon habituelle de résoudre les problèmes au Japon et qu'il voulait refléter l'esprit de la culture qu'il représentait):

Résolution

Le CI a reçu et accepté le rapport de l'enquête de Morton Rostrup et Stephan Oberreit sur « *La mission de MSF Grèce en ex-Yougoslavie et la rupture de l'accord du centre opérationnel commun de MSF Grèce et MSF Suisse.* » Le CI déplore profondément la décision explicite de MSF Grèce de ne pas répondre ou participer au débat pendant sa réunion du 12 juin 1999, à Amsterdam. Le Conseil international de MSF décide que :

Etant donné que :

1. La mission unilatérale de MSF Grèce au Kosovo n'a pas fait preuve de l'indépendance nécessaire pour remplir l'objectif d'évaluation des besoins de la population et en acceptant les conditions inacceptables posées pour obtenir l'accès, a compromis les futures tentatives de toute autre section MSF pour entrer en ex-Yougoslavie.
2. Les actions de MSF Grèce ont été menées sans respecter les décisions antérieures du CI sur le cadre dans lequel cette section devait mener ses opérations de terrain.
3. Les actions de MSF Grèce ont été menées avec un manque total de transparence, en mentant délibérément aux membres du CI et en évitant délibérément tout débat international et toute co-ordination,
4. Les actions de MSF Grèce ont violé les décisions spécifiques prises par le comité exécutif en regard des objectifs et des conditions nécessaires pour une mission exploratoire MSF au Kosovo.

Le CI considère que le centre opérationnel commun entre la Grèce et la Suisse a cessé d'exister et qu'en conséquence MSF Grèce ne peut plus mener d'opérations en dehors de la Grèce. Cette décision prend effet immédiatement. Le CI souhaite que MSF Grèce reste au sein du mouvement MSF, aussi longtemps qu'elle accepte les responsabilités et les privilèges afférant au statut de section partenaire. Si au 28 juin 1999, MSF Grèce refusait toujours de se plier à ces décisions écrites, le CI considérerait qu'elle a perdu son statut de membre et s'est exclue elle-même du mouvement. Dans ce cas, le CI et toutes les sections cesseront toute collaboration formelle avec MSF Grèce et exigeront qu'elle cesse d'utiliser le logo MSF et le nom Médecins Sans Frontières dans quelque langue que ce soit.

Point 4 : retrait d'Odysseas Boudouris de la vice-présidence du CI.

Le mandat d'Odysseas comme vice-président du CI était valable 12 mois, et devait s'achever le 28 juin 1999. Puisqu'il a refusé de se représenter pour une deuxième année, cette question n'est plus à considérer.



« Re MSF Grèce. » **Message** de James Orbinsky, président du Conseil international de MSF aux présidents de MSF, 8 juillet 1999 (en anglais).

Extrait :

Nous maintenons un profil bas, en informant les personnes concernées, les donateurs et les agences, mais nous évitons les déclarations publiques sur ce sujet. Si elles deviennent nécessaires, elles devront être précédées par une téléconférence du comité exécutif et devront se contenter de répondre aux questions soulevées sur le moment. Donc il n'est pas utile de préparer une déclaration à l'avance.

Afin que tout soit clair pour chacun, j'envoie ma réponse à toutes les sections, en incluant des exemples de ce que certaines sections ont déjà fait. Si un directeur général ou un président a des commentaires, des questions ou des points à clarifier, merci de contacter Jean-Marie ou moi-même.

Dns sa lettre, Jean-Marie note que les mesures suivantes devraient être prises :

- 1- Les membres de MSF doivent être au courant de la décision. [...]
- 2- L'accès et les relations [de MSF Grèce] par messagerie électronique avec toutes les sections devront être coupées. [...]
- 3- Les expatriés travaillant pour MSF Grèce devront être avertis de la décision du CI. Donc les directeurs généraux de toutes les sections ayant des expatriés qui travaillent avec MSF Grèce doivent s'assurer que ceux-ci sont contactés et informés de la situation. Ces expatriés doivent avoir le choix de continuer ou non à travailler avec une ONG qui n'est plus une section MSF. [...]
- 4- Les partenaires principaux seront prévenus par le bureau international. Jean-Marie note que nous ne voulons pas donner une trop grande importance à cette

information, et pour cette raison nous n'envisageons pas d'informer nos partenaires par écrit. [...]

- 5- Les bailleurs de fonds multilatéraux seront informés par le bureau international. Pour l'instant, Jean-Marie a prévenu ECHO.
- 6- Si nécessaire, les bailleurs de fonds gouvernementaux seront informés par l'interlocuteur MSF approprié dans chaque section. A nouveau, nous ne voulons pas donner trop d'importance à cette information et pour cette raison nous n'envisageons pas de prévenir les bailleurs par écrit. L'interlocuteur MSF approprié devra expliquer cette situation dans le cadre des discussions normales avec les bailleurs de fonds gouvernementaux. Ils expliqueront que MSF Grèce a quitté le mouvement MSF parce qu'elle ne voulait pas respecter les principes et les mécanismes opérationnels sur lesquels le mouvement s'est mis d'accord. Ils devront aussi expliquer que cette ONG grecque ne recevra aucun soutien opérationnel, logistique ou de sécurité de la part du mouvement MSF. [...]
- 7- Au Kosovo, et dans d'autres pays de mission, il est nécessaire de discuter de « l'ONG autrefois connue sous le nom de Prince¹⁸... je veux dire MSF Grèce ». Morten Rostrup (vice-président du CI) informe nos partenaires au Kosovo de la situation. Les chefs de mission de chaque section MSF peuvent faire la même chose si l'occasion se présente au cours de leurs négociations quotidiennes avec leurs partenaires. Même chose pour les autres pays de mission où nous opérons actuellement. [...]
- 8- Le bureau international a déjà lancé les procédures juridiques pour retirer le nom de MSF/ Médecins Sans Frontières en Grèce. La section grecque détient le droit d'utiliser le nom en Grèce, mais pas en dehors de la Grèce. Donc il est important que dans tous les pays où ils opèrent ou envisagent d'opérer actuellement, les chefs de mission MSF informent les partenaires et les gouvernements qu'ils ne sont plus membres de MSF et que cette ONG grecque ne recevra aucun soutien opérationnel, logistique, financier ou de sécurité de la part du mouvement MSF.



Lettre de James Orbinsky, président du Conseil international de MSF au président de MSF Grèce, président du conseil d'administration de MSF Grèce et Nikos Kemos, directeur général de MSF Grèce, 5 août 1999 (en anglais).

Extrait :

Cher [président de MSF Grèce] et Nikos,
Puisque au 28 juin 1999, vous n'aviez toujours pas répondu par écrit à la résolution du Conseil international de MSF (qui vous a été envoyée par courriel le 14 juin et par courrier recommandé le 16 juin et que vous trouverez ci-

18. Allusion à Prince, une vedette de rock américaine qui avait changé son nom en « la personne autrefois connue sous le nom de Prince. »

jointe) le CI de MSF considère que MSF Grèce a perdu son statut de membre du Conseil international de MSF et s'est exclue elle-même du mouvement MSF. [...] Le CI de MSF et toutes les autres sections ont cessé toute collaboration formelle avec l'ancienne section MSF Grèce. Cela signifie :

- que l'ancienne section grecque de MSF n'est plus membre de et ne peut plus représenter le mouvement MSF ;
- qu'elle ne peut plus utiliser le nom ou le logo de MSF ;
- que le mouvement MSF n'est responsable d'aucune initiative ni d'aucune déclaration de l'ancienne section grecque de MSF ;
- qu'aucune section de MSF ne peut la représenter, car aucune collaboration n'est possible ;
- que MSF ne lui fournira aucun soutien opérationnel, logistique, financier, en ressources humaines
- et que cette résolution s'applique à l'organisation de l'ancienne section grecque et pas individuellement aux volontaires grecs qui peuvent toujours choisir de travailler avec une section reconnue de MSF.

Le CI de MSF exige que l'ancienne section grecque cesse toute utilisation du logo et du nom MSF/ Médecins Sans Frontières dans quelque langue que ce soit. Si cette exigence n'est pas remplie, nous entamerons la procédure judiciaire appropriée.



Compte-rendu du Conseil d'administration de MSF France, 27 août 1999 (en français).

Extrait :

POINT SUR LA GRÈCE APRÈS EXCLUSION (J-M Kindermans [secrétaire général MSF international])

MSF Grèce s'est auto-exclue du mouvement international pour des raisons de divergences politiques sur le rôle de MSF durant la guerre du Kosovo et sur une prise d'autonomie opérationnelle qui compromettrait le projet de mission exploratoire.

Jean-Marie Kindermans : MSF Grèce continue d'être opérationnel en Arménie, en Géorgie, en Palestine et au Kosovo. Ils ont aussi été actifs en Turquie lors du tremblement de terre. Ils ont fait des déclarations disant qu'ils déniaient toute réalité et tout fondement aux procédures entamées par le Conseil international.

En Arménie, ils sont sur le point de déposer leur propre marque, on s'emploie donc fermement à ce que cela ne se fasse pas. Pour tenter de les empêcher d'utiliser le nom en Grèce même, on a entamé une procédure depuis plusieurs semaines ; d'après nos avocats, c'est jouable, mais par définition ils [les avocats] sont toujours confiants. Si on gagne au niveau de la licence, il ne sera pas exclu de pouvoir retravailler avec d'autres Grecs, d'ouvrir une autre section. Si cela ne marche pas, on sera contraint de faire du cas par cas. On n'a pas fait de déclaration large à la presse parce que, pour l'instant, cela ne dépasse pas le cadre grec. On a cependant prévenu les Nations unies, l'Union européenne qui ont « pris bonne note » montrant par là que ce n'était pas leur affaire.



Nous avons constitué le rapport aussi rapidement que possible en essayant à la fois de dégager les enjeux politiques et l'erreur politique commise par la section grecque et puis le non-respect des règles communes, dont le mensonge, qui transcende un peu à la fois l'erreur politique et le non-respect des règles communes. Bien sûr, il est toujours possible de casser les règles, s'il y a un argument politique qui tient la route. Cet argument était recevable et la section grecque se basait sur celui-ci : ils affirmaient qu'ils agissaient en toute neutralité. Nous avons le jugement inverse. Nous considérons qu'ils avaient vraiment pris parti. Dans notre rapport, nous avons aussi noté que le mouvement était responsable d'avoir laissé une section balkanique impliquée dans une situation de guerre dans les Balkans. C'était de la responsabilité du reste du mouvement d'être beaucoup plus attentif, beaucoup plus présent pour les aider à faire face à une situation politique difficile pour eux. Ce dérapage, nous aurions dû le prévoir. En Grèce, Médecins du Monde avait dérapé beaucoup plus largement, bien avant MSF. Donc, nous aurions dû être beaucoup plus présents, essayer de convaincre. Je ne dis pas que nous aurions pu empêcher ce dérapage et cette action unilatérale d'avoir lieu, mais nous sommes responsables d'avoir manqué de présence.

Stephan Oberreit, émissaire du Conseil international de MSF auprès de MSF Grèce et MSF Suisse, mai-juin 1999 (en français).



Quand nous avons essayé de savoir où nous en étions avec le dépôt juridique du nom MSF en Grèce, nous avons demandé à la section grecque. Ils nous ont répondu qu'ils étaient en train de regarder mais qu'il n'y avait pas de problème. En fait ils l'avaient déjà déposé. Je m'en veux de leur avoir fait confiance et de ne pas avoir envoyé une mission sur place pour vérifier. Car à ce moment, nous avons encore l'ancienneté pour le récupérer. Après c'était trop tard. Il y avait donc toute cette espèce de petite guérilla sans intérêt, mais qui montrait quand même qu'Odysseas et un certain nombre de gens autour de lui n'avaient qu'une idée en tête : faire de MSF Grèce une entité opérationnelle qui aurait son indépendance et qui ferait ses opérations toute seule. Au niveau du mouvement, j'avais commencé à en parler avant la crise du Kosovo, mais cela n'intéressait pas les gens. Ils ne voyaient pas le problème. Ce n'était pas une question hyper importante à ce moment là... Mais à partir du moment où l'équipe de MSF Grèce est entrée au Kosovo, nous avons tout de suite eu toutes les sections avec nous, alors que je pensais qu'il y en aurait beaucoup qui se démarqueraient, ou au moins qui joueraient la neutralité. Eh bien, pas du tout. Surtout pas les sections partenaires. Sans doute parce qu'elles avaient justement une vision idyllique d'un mouvement international.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF (en français).

Les sections opérationnelles de MSF lancent des missions exploratoires dans les différentes régions du Kosovo puis commencent à mettre en place des opérations en prenant garde qu'aucune section n'intervienne dans une zone où se trouve un contingent militaire de son pays d'origine.

Les réfugiés rentrent en masse alors que les forces serbes se retirent des différentes régions du Kosovo. Le HCR s'efforce d'accompagner ce retour. MSF ferme le camp de Kukës en Albanie, pour des raisons de sécurité.



«Nouvelles de Guillaume.» **Courriel** de Pierre-Pascal Vandini, directeur adjoint des opérations MSF France aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 14 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Appel téléphonique de Guillaume [Le Gallais, responsable de programme Kosovo MSF France]

Lundi, Guillaume et Jean-Clément [Cabrol, responsable des urgences MSF France] ont pris le chemin de Pec. Pas de forces de l'OTAN sur la route. Des barrages de militaires et paramilitaires de l'armée yougoslave. Ils ont pu passer sans problème. Sur la route, les villages semblent avoir été vidés des civils. Idem à Dejan et Djakovica ; seulement des militaires et des paramilitaires en arme. Des maisons incendiées. Tension ++++. Ils ont visité l'hôpital local de Djakovica et décidé de retourner à Prizren. Ils ont rencontré une journaliste de AP qui revenait de Pec. Elle a décrit la même situation : maisons brûlées, des militaires et peu de civils.

Ici et là, et en particulier à Prizren, l'UCK sort de l'ombre. A Prizren: l'équipe de MSF B + l'équipe de MSF Espagne + l'équipe de MSF France. Donc beaucoup trop de monde, sans aucune bonne raison à cela.

[...] Plan pour demain : réessayer la route pour Pec avec le matériel (il est prévu que du fret arrive de Skopje pour différentes équipes MSF).

Merci de vérifier aussi le second message que je vous ai envoyé au sujet de la situation au Monténégro (également tendue).



«Un peu d'information sur MSF à Prizren.» **Courriel** de Bernard Lapeyre, responsable de programme Kosovo MSF Espagne aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 15 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Bonjour tout le monde,

Un peu d'information sur MSF à Prizren. Trois sections sont présentes : française, belge, espagnole.

Le voyage de Morina à Prizren

La route de Morina à Prizren n'est pas totalement contrô-

lée par les Allemands. En cours de route, l'équipe a rencontré à un barrage un groupe de militaires serbes mêlés à des civils. Les forces de l'OTAN ne semblent pas avoir de contact avec les différents groupes (les Allemands ont une carte qui ne couvre pas au-delà de Djakovica) parce qu'ensuite la zone est contrôlée par les Italiens. En matière de sécurité, il existe encore des zones grises. Prizren est entre les mains de l'UCK. Tous les Serbes vont se déplacer de Pec vers Pristina via Prizren ce qui signifie une recrudescence de tension.

Au cours d'une réunion ce matin, les coordos [coordinateurs d'urgence] ont décidé de se partager le travail, ce qui signifie que :

- le matériel apporté par MSF Espagne sera partagé entre les sections.
- MSF France et MSF Espagne essaierons d'aller ensemble à Djakovica. MSF Espagne évaluera la situation à Djakovica et MSF France se rendra aujourd'hui à Pec.
- MSF Belgique ???
- MSF Hollande devrait se rendre aujourd'hui à Prizren. C'est tout. Bernard.



«Re : un peu d'information sur MSF à Prizren» **Courriel** d'Eric Dachy, responsable de programme MSF Belgique au Kosovo aux directeurs des opérations de MSF et aux responsables de programme Kosovo, 15 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Quelques informations de Pristina mardi 15 à midi (heureusement cohérentes avec celles envoyées par Bernard Lapeyre).

Nouvelles de Christopher [Stokes, chef de mission MSF Belgique] 15/6/99:

1. Contexte :

Pristina :

Ambiance un peu tendue aujourd'hui, dernier jour du retrait des troupes serbes du secteur 1.

20000 véhicules individuels devraient traverser Pristina dans les 24 heures.

Accident de mine au sud de Pristina: une civile a marché sur une mine.

Prizren :

Apparemment l'UCK a pris le contrôle de la ville. Les troupes allemandes sont toujours présentes.

La route pour Djakovica n'était pas encore sécurisée hier mais MSF Espagne et MSF France vont essayer de gagner Djakovica aujourd'hui et Pec sans doute plus tard.

2. Activités MSF :

Premier dispensaire mobile monté par MSF Belgique et MSF hollandaise à Pristina. Certaines personnes auraient besoin d'être hospitalisées mais ont peu peur de se rendre à l'hôpital. Coordination internationale:

Pas de réelle coordination pour le moment. Le poste de chef de mission internationale est une coquille vide et Christopher l'a refusé.

Eric.



« Les retours s'intensifient, alors que la zone sud du Kosovo est libérée. » **AFP** (France), Genève, 16 juin 1999 (en français).

Extrait :

Les retours de réfugiés kosovars de Macédoine et d'Albanie se sont intensifiés mardi et devaient encore augmenter mercredi alors que le retrait militaire yougoslave de la zone UN [Nations unies] (Sud du Kosovo) a été achevé mardi, a indiqué mercredi le HCR, faisant état à Genève des rapports de ses délégués aux postes frontaliers.

Dans une interview à *El Pais*, le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés Mme Sadako Ogata a mis en garde mercredi contre « un retour désordonné » des réfugiés, « avec des gens rentrant par leurs propres moyens, des réfugiés sur le retour se retrouvant face à des Serbes sur le départ, des escarmouches. » [...] Le HCR enregistre les identités des réfugiés au moment où ils passent la frontière et a également mise en place des postes de secours provisoires (assistance médicale, eau potable, biscuits) sur la route de Morini à Prizren pour assister les réfugiés dans leur retour. Le HCR avertit les réfugiés qui voudraient se rendre dans les régions du Nord du Kosovo, non encore libérées par les forces serbes, du danger d'un tel retour. Il conseille aux réfugiés de se renseigner plus précisément auprès du contingent allemand de la KFOR à Prizren.



« Nouvelles d'Albanie : le camp MSF ferme. » **Courriel** du chargé de communication de MSF à Kukes aux chargés de communication du réseau MSF, 18 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

MSF ferme ce matin son camp à Kukes, en raison de graves problèmes de sécurité. Depuis que le poste frontière de Morini, près de Kukes a ouvert il y a trois jours les réfugiés quittent Kukes y compris le camp MSF en grand nombre. Jusqu'ici environ 6 000 réfugiés ont quitté le camp MSF, en laissant environ 500 derrière eux. Le départ des réfugiés du camp MSF s'est accompagné de pillages répétés par des criminels albanais qui ont pénétré dans le camp armés de Kalachnikovs menaçant les réfugiés et pillant les tentes. Les expatriés MSF ont assisté au pillage et ont essayé de passer un accord avec les forces spéciales de la police albanaise pour protéger le camp, mais négociations n'ont pas abouti. En conséquence, les 500 réfugiés qui ne partiront pas au Kosovo aujourd'hui seront transportés à Kukes II. Il s'agit d'un camp protégé par des soldats italiens où MSF fournit toutes l'infrastructure médicale.

MSF poursuit toutes ses autres activités à Kukes II, à la frontière et sur la place centrale.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 juin 1999 (en français).

Extraits :

MISSIONS

- Kosovo

Derniers développements

Les frontières du Kosovo se sont ouvertes à la KFOR mais aussi aux ONG. Un plan de retrait des forces serbes s'est établi en trois phases qui correspondent à trois lignes géographiques.

Ce retrait s'est effectué rapidement, sans beaucoup de problèmes, mais les Serbes ont laissé des pièges (minage « conventionnel » et piégeage des maisons) et la semaine du retrait a vu une ultime vague d'exactions importantes. Le positionnement de MSF par rapport aux organisations de l'ONU, à la KFOR, n'a pas été aussi difficile que prévu dans la mesure où aucun contrôle n'était effectué (ni par les Nations unies, ni par l'armée, ni même par le HCR). MSF a donc pu rentrer et se déplacer au Kosovo sans avoir à se joindre à des convois .

Dispositif MSF :

Pour des raisons de coordination, MSF France intervient à Pec et ses environs, MSF Hollande à Prizren, MSF Espagne à Giakovica, MSF Belgique à Pristina et dans sa région Nord.

Guillaume Le Gallais et Jean-Clément Cabrol ont mené une mission exploratoire et de prise de contact dans la région de Pec à partir du 12 ou 13 juin, c'est à dire immédiatement sur les talons de l'avant garde de la KFOR (italienne). A partir de Pec, une exploration a été menée dans tous les environs (villages) et une équipe s'est installée dès le 16 ou 17 juin ; enfin une autre équipe est venue compléter le tout vers le 20 juin. [...]

L'objectif de l'intervention :

Il s'agit essentiellement de soutenir les Kosovars dans la remise en route du système de soins et dans l'approvisionnement en nourriture pour assurer l'hiver. Concrètement, il s'agit de relancer les dispensaires, de faire un peu de distribution d'urgence (bâches plastiques, réservoirs d'eau, nourriture... etc.) pour aider les gens au moment où ils arrivent, et d'appuyer le redémarrage de l'hôpital en y affectant un ou deux volontaires, en particulier aux urgences et au tri des consultations.

Il n'y a donc pas d'énorme problème médical mais il y a besoin d'un appui général (car on estime à environ 200 000 personnes le nombre de réfugiés qui pourraient rentrer).

Un volet médical important sera la psychiatrie car la population est violemment choquée (à des degrés variables). La méthode de travail par groupe, déjà mise en place à Debar et dans d'autres sites de réfugiés, semble soulever un fort enthousiasme et sera probablement reprise ici et étendue. Les populations serbes réfugiées au Monténégro sont rapidement dissoutes dans des familles d'accueil et n'offrent pas beaucoup de possibilité de prise en charge par MSF, peu de besoins. En Serbie, toujours aucun accès.



Compte-rendu de la réunion des directeurs des opérations sur la crise du Kosovo, Bruxelles, 21 juin 1999 (en anglais).

Extraits :

1. Accès à la Serbie

Toutes les tentatives pour obtenir l'accès à la Serbie n'ont rien donné. La présence de MSF en Serbie est importante/nécessaire. Et MSF doit continuer à essayer d'obtenir l'accès bien qu'une autorisation officielle soit indispensable afin de garantir la sécurité du personnel MSF (risque d'être accusé d'«espionnage»). Nous continuons les efforts pour entrer en Serbie par les voies officielles. Autorités roumaines et chaque section essaiera de son côté via l'église orthodoxe.



Dans l'immédiat après guerre, nous n'avons pas été en compétition avec les forces armées pour travailler. Il y a eu un positionnement opérationnel très important de MSF. Nous étions très nombreux sur place. Tout le monde voulait y être, et de façon indépendante. Il était inimaginable qu'une section opérationnelle n'y soit pas. Tout le monde était persuadé, comme d'habitude, qu'il y avait une catastrophe, un travail infernal à réaliser. Donc la répartition des différents commandements des troupes de l'OTAN a déterminé la répartition des sections MSF. Il fallait qu'une section ne soit pas basée dans le même secteur qu'un contingent de l'armée de son pays d'origine. Par exemple, MSF Hollande ne s'est pas installé dans la même zone que le contingent de l'armée néerlandaise. Il y avait aussi des questions autour de problèmes potentiels de cohabitation entre les populations serbes et albanaises.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).

A Pristina, l'équipe MSF découvre la présence d'une attachée de presse qui s'entretient avec des journalistes au nom de MSF Grèce (le président de MSF Grèce démentira avoir eu recours aux services d'une attachée de presse.) Malgré des velléités de coordination, les différentes sections communiquent de façon assez dispersée. Dans les semaines qui suivent leur arrivée au Kosovo, elles s'expriment publiquement sur leurs activités, sur la menace que représentent les mines antipersonnel pour la population civile du Kosovo et sur la difficile coexistence du personnel médical serbe et albanais dans l'hôpital de Pristina.



«*Rotation com Kosovo.*» **Courriel** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF international au réseau MSF, 15 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Rapide mise à jour sur qui est où, car il semble que différentes rumeurs circulent sur qui fait quoi.

Les dircom [directeurs de la communication] coordonnent régulièrement tout ce qui concerne le Kosovo à partir des sièges. Anouk [Delafortrie, chargée de communication MSF Belgique] coordonne actuellement à partir de Skopje et les dircom m'ont demandé d'aller la remplacer dans les jours qui viennent et de me rendre à Pristina.

Actuellement j'aide le terrain à recruter un chargé d'information pour aller à Skopje collecter des infos (Bas 2!¹⁹).

J'ai aussi demandé à Petra [Meyer, chargée de communication MSF Allemagne] si elle pouvait se tenir prête pour venir dans deux semaines si besoin (utile d'avoir une chargée de comm expérimentée parlant allemand). [...] Pour le moment, pour les deux jours à venir, l'actualité est très orientée vers les questions militaires et de sécurité mais dès que cela va s'ouvrir un peu, les questions de déplacés et de réfugiés reviendront sur le devant de la scène et MSF doit être prête, avec un système flexible et réactif à l'intérieur du Kosovo. Peut-être avec un chargée de comm. Et de collecte d'infos mobile plus une personne en permanence à Pristina et à Skopje. [...]

SB.



«*Dispositif com pour le Kosovo.*» **Courriel** de Denis Pingaud, directeur de la communication MSF France aux directeurs de la communication, 16 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Afin d'organiser un bon travail avec la presse pendant les semaines à venir, les dircoms [directeurs de la communication] des sections opérationnelles ont décidé de mettre en place le dispositif suivant :

1) au moins un chargé de communication dans chaque mission (Pristina, Prizren et Pec) travaillant sous le contrôle du chef de mission pour le réseau international (collecte d'information, communication proactive, etc.). Pour l'instant, il s'agit d'Erwin [Van't Land, MSF Hollande] à Pristina, Kris [Torgeson, MSF Etats-Unis] et Amaia [Esparza, MSF Espagne] à Prizren, Cécile [Guthmann, MSF France] à Pec.

Les dircoms ont demandé la présence d'un second chargé de communication francophone à Pristina. Anouk [Delafortrie, MSF Belgique] ou Marc [Joly, MSF Suisse]

19. Allusion au fait que ce type de travail a, dans un premier temps, été réalisé par Bas Tielens.

sont prêt à y aller à partir de Skopje mais, malheureusement, Erwin freine à mort.

2) Un coordinateur de la communication à Skopje qui sera en contact chaque jour avec le groupe des Dircoms et les chargés de com du Kosovo .

3) Une conférence téléphonique quotidienne des dircoms pour analyser la situation et suggérer aux Opés [opérations] de parler aux médias sur tel ou tel sujet en fonction de nos opérations et de l'agenda des médias.

Bien amicalement, Denis



«Un CD pour Médecins Sans Frontières. *No Boundaries : le gratin du rock international se mobilise pour les activités de Médecins Sans Frontières dans la région du Kosovo.*»
Communiqué de presse, MSF 15 juin 1999 (en français).

A l'initiative de 18 artistes du rock international et de leur maison de disques (Sony/Epic) un album d'inédits et de titres rares sort aujourd'hui, pour soutenir l'action de Médecins Sans Frontières auprès des réfugiés du Kosovo.

Parmi les signatures de cette compilation intitulée *No Boundaries* (Sans Frontières), on retrouve Oasis, Peter Gabriel, Jamiroquai, Neil Young, Alanis Morissette, Pearl Jam, Suède, Rage Against The Machine, etc.

Ce disque compact bénéficie d'une sortie internationale et est vendu au prix de 99 francs. L'ensemble des bénéfices seront reversés à parts égales à Médecins Sans Frontières, ainsi qu'aux organisations humanitaires anglo-saxonnes *Care* et *Oxfam*.

La sortie de cet album fait l'objet d'une promotion sur l'ensemble des médias et plus particulièrement sur les radios FM.

Depuis le début du conflit Médecins Sans Frontières est présent au Monténégro, en Albanie et en Macédoine, auprès des déportés kosovars. Ses équipes mènent des activités médicales et sanitaires dans les camps ainsi qu'auprès des familles d'accueil. Au total, plus de 100 volontaires travaillent dans la région. Par ailleurs, ce week-end, des équipes de secours ont pu retourner à l'intérieur du Kosovo dans les régions de Pristina et Prizren. Une équipe supplémentaire devrait également se rendre à Pec. Leur priorité est d'évaluer la situation des populations qui ont été déplacées à l'intérieur même du Kosovo et privées d'assistance pendant plusieurs mois. 40 tonnes de matériel de secours (nourriture, matériel médical et logistique, etc.) partent aujourd'hui pour Skopje (Macédoine). Demain, un avion cargo de 100 tonnes s'envolera également pour la région. Ce matériel sera ensuite acheminé sur le terrain.



«*Médecins Sans Frontières envoie 90 tonnes d'aide vers le Kosovo.*» **Communiqué de presse**, MSF Belgique, 15 juin 1999 (en français).

Extrait :

Mercredi après-midi à 14 heures, un Antonov 124 s'envolera d'Ostende avec à son bord 90 tonnes de matériel destinées aux populations du Kosovo. L'avion sera déchargé à Skopje, qui est actuellement le centre d'approvisionnement pour les activités MSF au Kosovo.

Les 90 tonnes seront constitués de 53 tonnes de médicaments, de kit médicaux, de matériel sanitaire et d'approvisionnement en eau, de couvertures ainsi que 37 tonnes de matériel roulant : un bus transformé en dispensaire mobile, deux camions destinés au transport du matériel sur place, un camion citerne à la distribution d'eau et deux véhicules 4X4.

Le prix de ce matériel est de 30 millions de francs belges, les frais de transport s'élèvent eux à 4,2 millions. MSF peut compter pour ce vol sur la collaboration de la compagnie aérienne ukrainienne *Air Foyle*.

Les capacités de transport de l'avion sont normalement de 110 tonnes mais le chargement a dû être limité à 90 tonnes (ce qui équivaut quand même au chargement de trois cargos normaux) car le piste de l'aéroport de Skopje est courte.

A l'arrivée à Skopje, le matériel sera conservé en transit, pour compléter les stocks actuels, Skopje étant la base d'approvisionnement pour les activités de MSF au Kosovo. Une équipe de MSF est actuellement présente à Pristina où elle réalise des consultations médicales. D'autres équipes de MSF renforceront les structures médicales locales dans la région de la Drenica grâce à des cliniques mobiles.

Comme c'était le cas avant la crise, MSF collabore avec le réseau *Mère Teresa*. Cette collaboration est d'autant plus importante que les structures de santé officielles ont aujourd'hui disparu.



«*Médecins Sans Frontières, présent dans deux régions du Kosovo. 140 tonnes de matériel de secours prêtes à partir.*» **Communiqué de presse**, MSF France, 15 juin 1999 (en français).

Médecins Sans Frontières est à nouveau présent dans deux régions du Kosovo et envoie aujourd'hui 40 tonnes de matériel de secours afin de pouvoir redémarrer des programmes d'assistance. Déjà à Skopje, le Docteur Philippe Biberson, président de l'association, doit participer à cette mission.

Déjà présentes en Albanie, en Macédoine et au Monténégro auprès des déportés kosovars, les équipes de Médecins Sans Frontières ont pu retourner à l'intérieur du Kosovo. Depuis ce week-end, des volontaires sont à pied d'œuvre à Pristina et à Prizren. Une équipe doit également se rendre à Pec, qui a été le théâtre de violents affrontements. Dans ces trois régions, la priorité est d'évaluer la situation des

personnes déplacées, restées à l'intérieur de la province, et de répondre en urgence à leurs besoins. Privées de toute forme d'aide, elles ont vécu pendant plusieurs mois dans des conditions d'une extrême précarité.

Parallèlement aux évaluations en cours, du matériel de secours est envoyé dès aujourd'hui en Macédoine pour être acheminé au Kosovo. 40 tonnes de médicaments, de matériel médical et logistique partent ce jour de la base logistique de Médecins Sans Frontières, à Bordeaux. Demain, un cargo de 100 tonnes quittera également la Belgique pour Skopje.

Par ailleurs, plus de cent volontaires travaillent toujours au Monténégro, en Macédoine et en Albanie. Bien qu'aucun retour massif n'ait pour le moment été constaté, les équipes s'apprêtent à faire face à d'importants mouvements de populations. En Albanie notamment, un des camps de Kukës, pris en charge par Médecins Sans Frontières, pourrait devenir un important camp de transit pour les personnes remontant du sud du pays vers le Kosovo.

Au Monténégro où travaille Médecins Sans Frontières, 13 000 personnes, principalement d'origine serbe, sont entrées par la localité de Rozaje.



«MSF relance des opérations au Kosovo.»
Communiqué de presse MSF international, Skopje, 18 juin 1999 (en anglais).

Des équipes de l'organisation d'aide médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) ont repris les opérations de secours à Pec, Djakovica, Prizren et Pristina. Selon ces équipes Djakovica et Pec ont subi les pires dommages, comme en témoigne la destruction d'au moins la moitié des bâtiments et des infrastructures. Elles décrivent Pec comme une «ville fantôme, habitée par quelques centaines de familles serbes qui ne savent pas si elles doivent faire leurs bagages et partir ou demander la protection des troupes de la KFOR. La situation est tendue alors que les autres résidents réapparaissent peu à peu.»

A Djakovica, les gens émergeant de trois mois de confinement forcé raconte les violences physiques et les menaces qu'ils ont subies. Les résidents disent que les dispensaires médicaux n'avaient plus de médicaments et de matériel et qu'ils n'osaient pas quitter leurs maisons - donc les blessés et les malades sont restés sans soins.

A Djakovica comme à Pec, MSF a commencé à fournir des médicaments et du matériel aux structures de santé locales, à aider à la réhabilitation et à l'ouverture de nouveaux dispensaires.

Mercredi, les équipes MSF ont lancé leurs premières missions d'évaluation en dehors des centres urbains afin d'identifier les besoins médicaux des communautés isolées. A ce stade, les équipes n'ont pas trouvé un grand nombre de déplacés dans le besoin. Elles ont traité en urgence les personnes blessées avant de les référer vers les services chirurgicaux à Pristina.

Des conditions de sécurité tendues continuent à entraver les opérations de secours. Toutefois MSF a jusqu'ici réussi

à apporter du matériel médical et des médicaments à plusieurs villages, dont la zone 3 de Srbica, la dernière zone sécurisée par les troupes de la KFOR.

MSF s'attend également à ce que les problèmes de santé mentale deviennent bientôt très importants.

«La plupart des gens ayant subi un niveau de stress très élevé, les conséquences en terme de santé mentale sont importantes» déclare un volontaire MSF à Djakovica.

30 volontaires internationaux de MSF sont actuellement présents au Kosovo. L'organisation continue à prodiguer de l'assistance aux réfugiés kosovars en Albanie, au Monténégro et en Macédoine. Ces deux dernières semaines, 140 tonnes de secours (médicaments, kits d'urgences et kits chirurgicaux, nourriture, couvertures, matériel sanitaire) ont été apportés en Macédoine pour être utilisés au Kosovo.



«Au Kosovo, MSF appelle à une action et rapide et coordonnée concernant les objets piégés et les mines.» **Communiqué de presse**, MSF Pristina, 19 juin 1999 (en anglais).

L'agence médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) est profondément préoccupée par les accidents dus aux mines et aux objets piégés cachés dans les maisons du Kosovo. Alors que les déplacés internes et les réfugiés commencent à rentrer des endroits où ils se cachaient et des pays voisins, MSF craint que le nombre d'accidents de ce type n'augmente rapidement dans les jours et les semaines à venir. Le danger est également très grand pour ceux qui sont restés dans les maisons et qui maintenant pour la première fois depuis des mois osent sortir.

En conséquence, MSF lance un appel aux agences des Nations unies, aux organisations non gouvernementales impliquées dans le déminage et les campagnes de sensibilisation aux mines, et en particulier à la KFOR, pour qu'ils coordonnent leurs efforts et donne la plus haute priorité à la suppression des objets piégés et des mines.

Ces quatre derniers jours, les équipes de MSF ont traité des victimes d'objets piégés dans les villages et les ont transportées à l'hôpital de Pristina. Certains de ces systèmes avaient été délibérément posés, afin de blesser les réfugiés qui rentraient. Avec le nombre croissant de personnes qui vont revenir dans un futur proche, il existe des raisons suffisantes de penser que nombre d'entre eux vont perdre des membres, ou leur vie au moment où ils atteindront enfin leur domicile.

Christopher Stokes, coordinateur MSF à Pristina : «Nous nous trouvons tous les jours au poste de réception. Nous traitons les gens, les transportons à l'hôpital et nous écoutons leurs histoires. Ils nous racontent qu'ils étaient de retour à la maison depuis plusieurs jours, qu'ils avaient fait le ménage, fait revenir leur famille et que soudain ils ont marché sur une mine dans le jardin. Ou bien comment en ouvrant la porte pour la première fois depuis des mois ils se sont retrouvé avec des éclats de métal dans tout le corps. Comme de plus en plus de réfugiés rentrent, de plus en plus

de gens sont victimes d'objets piégés. Si nous n'agissons pas maintenant, les conséquences pourraient devenir sérieuses et massives.»

Stokes a ajouté «L'OTAN a promis de s'assurer que les réfugiés pourraient revenir chez eux en sécurité. Cela va bien au-delà de la démilitarisation et du déminage des grands axes routiers. Apporter la sécurité ne doit pas s'arrêter aux portes des propriétés privées des gens.»

MSF demande expressément aux organisations impliquées dans le déminage et les campagnes de sensibilisation aux mines anti-personnel de prendre en compte cette nouvelle réalité et d'y répondre sans délai. Cela signifie qu'ils doivent coordonner leurs actions, mettre en place des campagnes d'information globales, développer des systèmes pour identifier les zones à haut risque et y organiser rapidement le déminage.



«Kosovo. Point presse. 30 volontaires de Médecins Sans Frontières travaillent au Kosovo.» **Communiqué de presse** de MSF France, 23 juin 1999, (en français).

Trente volontaires de Médecins Sans Frontières travaillent au Kosovo

Les équipes de Médecins Sans Frontières sont aujourd'hui basées à Pristina, Pec, Prizren et Djakovica. Elles soutiennent les principales structures de santé en personnel et en médicaments. Des cliniques mobiles ont également été installées dans les localités alentours.

Alors que les réfugiés rentrent massivement dans la province, la relance des activités médicales est une priorité des équipes. Lors des visites dans les villages, des soins sont également dispensés aux personnes déplacées restées à l'intérieur du Kosovo et du matériel de secours est distribué. Les logisticiens, pour leur part, travaillent à l'évaluation des besoins en termes de réhabilitation et d'accès à l'eau potable.

A travers leurs missions, les volontaires de Médecins Sans Frontières s'assurent que l'accès aux soins est assuré de manière équitable pour les populations serbes et les populations albanaises.

Par ailleurs, les Médecins Sans Frontières ont déjà pris en charge une douzaine de personnes blessées par des engins explosifs (mines ou objets piégés).



«Les mines antipersonnel représentent une grave menace pour la population civile.» **Communiqué de presse**, MSF Espagne, 24 juin 1999 (en espagnol).

Extrait :

L'organisation d'aide médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) est très préoccupée par le risque sérieux que fait courir à la population civile la dissémination des mines antipersonnel dans la région du Kosovo. Au moins deux personnes sont mortes des conséquences

d'explosions de mines et plusieurs autres ont subi des blessures et amputations. MSF a lancé une campagne radiophonique de sensibilisation de la population de la région de Djakovica. «La campagne consiste en un communiqué diffusé plusieurs fois par jour qui donne des conseils sur comment éviter les accidents d'explosion de mines. Nous avons choisi la radio parce que c'est le principal média de communication» explique Carlos Ugarte, coordinateur général du projet MSF à Djakovica. «De nombreux chemins et terrains sont minés et nous avons aussi des témoignages sur la présence d'objets piégés dans les maisons qui ont été abandonnées. Notre souci est qu'avec les retours massifs des réfugiés, le nombre d'accidents par mines antipersonnel va considérablement augmenter.» Les mines antipersonnel sont conçues pour causer des dégâts dans la population civile. Les lésions qu'elles provoquent vont de blessures par éclat de métal dans le thorax, les membres et le visage, aux amputations traumatiques des membres. 30% des victimes ont besoin de transfusion sanguine. Une augmentation des accidents par mines entraînerait une situation difficile à gérer vu la faiblesse des infrastructures sanitaires dans la région, sans oublier les conséquences psychosociales négatives pour les victimes.

Le manque de sécurité du réseau routier ajoute aux difficultés de transport des victimes vers les structures hospitalières. MSF lance un appel aux ONG chargées de déminage et à la KFOR en particulier pour qu'elles coordonnent leurs efforts et accélèrent le processus de déminage au Kosovo.



«La difficile cohabitation entre Serbes et Albanais au Kosovo - L'hôpital, laboratoire pour la coexistence.» Thierry Oberlé, **Le Figaro** (France), 24 juin 1999 (en français).

Extrait :

Aux urgences chirurgicales, les anciens et la poignée de revenants se regardent en chiens de faïence. La direction serbe a résisté tant qu'elle a pu à l'intrusion des Albanais avant de jeter l'éponge. «Ils reviennent mais en réalité, nous n'avons besoin de personne» lâche un chirurgien. Voilà quelques jours encore, son directeur référait de ses ordres à Belgrade par téléphone. Les réfugiés touchés en rentrant chez eux par l'explosion de mines antipersonnel pénétraient dans la salle d'opération le pied en bouillie et la peur au ventre. Ils avaient l'impression d'aller à l'abattoir. La découverte fortuite par un médecin militaire britannique d'une jambe amputée jetée dans une poubelle avait semé l'effroi.

La présence permanente dans les locaux d'un anesthésiste de Médecins Sans Frontières devrait en principe rassurer les familles des victimes des pernicieuses mini bombes à retardement disséminées par les forces spéciales et la police serbe dans les maisons et les jardins.

[...] En gynécologie, il y a de l'électricité dans l'air. Flora, une infirmière en minijupe et manteau rouge, sort effarée de sa permanence de nuit.

Elle raconte : «J'ai revêtu ma blouse blanche pour la pre-

mière fois depuis mon licenciement pour raison ethnique, il y a dix ans. Dix ans sans travailler, avec pour seule ressource des petits boulots. La nuit dernière, la surveillante en chef n'a pas tenu compte de moi, alors je me suis incrustée dans les corridors. Je reviendrai demain, je tiens bon.» Revancharde, elle ne veut plus entendre parler serbo-croate : «Je ne les crois plus. Nous avons trop souffert. Ils doivent s'en aller. C'est aux Albanais de prendre les commandes.»

Hier, les choses se sont gâtées. Des membres de l'UCK ont empêché le personnel médical serbe de travailler. Christophe Stokes, le responsable de MSF à Pristina, considère que le centre hospitalier est en équilibre précaire. Il veut croire malgré tout à une cohabitation.

«Depuis notre retour au Kosovo, nous conduisons systématiquement et de façon délibérée les blessés par mine dans cet hôpital, dit-il. Le personnel est compétent et la structure est unique dans la province, même si, avant la guerre, l'accès aux soins des Kosovars albanais était restrictif. Le changement peut s'effectuer sans purge.»

L'établissement reste le laboratoire de la première tentative administrative de coexistence intercommunautaire in vitro. Un comité de quatre sages - deux Albanais et deux Serbes -, encadré par l'OMS et l'administration civile internationale du protectorat, gère l'expérience pilote. Les salaires du personnel seront réglés par l'OMS, avec l'espoir que l'argument du carnet de chèques pourra réduire les risques de rejets prévisibles de la souche serbe.



«Médecins Sans Frontières apporte une aide médicale au premier convoi de réfugiés rentrant au Kosovo organisé par le HCR.» **Communiqué de presse** MSF Skopje, Macédoine, 28 juin (en anglais).

Aujourd'hui 28 juin, l'organisation d'aide médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) a fourni un appui médical au premier convoi d'Albanais du Kosovo qui retournait à Pristina. Le HCR qui a organisé ce convoi de sept autobus, a demandé personnellement à MSF d'assurer cet accompagnement médical.

Timoty Pitt, le chef de mission de MSF en Macédoine, qui a accompagné le convoi a déclaré «MSF a participé à ce convoi pour apporter une assistance médicale aux réfugiés qui rentrent chez eux. Nous sommes ravis d'y avoir pris part et d'avoir pu les aider. Cependant MSF reste préoccupée par les problèmes de sécurité au Kosovo et le danger que crée pour ceux qui rentrent la présence des mines antipersonnel.»

MSF a sélectionné une équipe médicale spéciale pour fournir des kits d'urgence et de l'eau pour l'ensemble du voyage entre le camp de Stenkovec I (Brazda) et Pristina. Avant le départ, l'équipe de MSF spécialisée en santé mentale a vérifié dans chaque véhicule que toutes les personnes étaient en état de voyager.

250 réfugiés ont pris place à bord des autobus à 7 heures 30 (5 heures 30 GMT) ce matin. En arrivant à Pristina, le personnel de MSF a aidé les réfugiés à quitter les bus

et a vérifié une dernière fois leur état de santé. Tous les réfugiés ont atteint Pristina sains et saufs.

MSF qui s'est prononcé fermement pour le rapatriement volontaire au Kosovo de tous les réfugiés de Macédoine, d'Albanie et du Monténégro a saisi cette occasion de fournir une assistance médicale au premier convoi organisé par le HCR.

Environ 400 000 réfugiés albanais sont déjà rentrés chez eux au Kosovo depuis deux semaines. Nombre de ceux qui ont voyagé aujourd'hui rentraient au Kosovo pour retrouver leurs familles. MSF été la première l'organisation d'aide médicale internationale à rentrer au Kosovo le 13 juin. Depuis lors MSF a mis en place des dispensaires mobiles pour sillonner les villages et y distribuer des médicaments et du matériel non médical comme de la nourriture pour bébé, du savon, de la lessive, des couvertures, aux communautés serbes comme albanaises et a fourni un approvisionnement médical crucial aux principaux hôpitaux de Pristina et Prizren. Travaillant à Pec, Prizren, Djakovica, Mitrovica, Leposavic et Pristina les équipes médicales de MSF ont lancé un programme de sensibilisation à la présence des mines, des objets piégés et des munitions non explosées et fournissent de l'information sur les dangers qu'elles présentent, au Kosovo.



«Kosovo. Point presse. 50 volontaires de Médecins Sans Frontières travaillent au Kosovo.» **Communiqué de presse** MSF France, 16 juillet 1999 (en français).

Depuis le 14 juin, des équipes de Médecins Sans Frontières sont basées à Pristina, Pec, Prizren et Djakovica. Elles participent à la relance des structures de santé et prennent en charge, avec le personnel local, les activités médicales et chirurgicales d'urgence dans les hôpitaux de Pec, Pristina et Mitrovica. Des équipes mobiles ont également été mises en place et rouvrent les dispensaires dans les villes et les villages avoisinants en réhabilitant les locaux et en fournissant du matériel médical et des médicaments. Ainsi, 18 centres de santé sont aujourd'hui fonctionnels dans la région de Pec.

Ces équipes dispensent également des soins et apportent du matériel de secours aux populations démunies dans les zones les plus affectées : à ce jour, ont été distribués 12 tonnes de nourriture, 1 167 tentes, 13 275 couvertures, 3 680 matelas, 273 abris en plastique, 210 kits d'hygiène... Parallèlement, les logisticiens de Médecins Sans Frontières travaillent sur des programmes d'assainissement des points d'eau. Dans la région de Pec, nos équipes sont confrontées aux problèmes que pose la découverte de dépouilles de victimes dans les puits et les rivières. Il est nécessaire de nettoyer ces points d'eau contaminés mais nos équipes tentent de ne pas gêner les processus d'enquête et d'identification des corps par les familles.

Face à l'ampleur des traumatismes subis par les populations, Médecins Sans Frontières propose un soutien psychologique, notamment aux femmes victimes de violences sexuelles et aux témoins directs d'exactions. Trois psycho-

logues ont mis en place des consultations individuelles ou collectives dans les hôpitaux de Pec, Pristina et Mitrovica. A Pec, depuis le 4 juillet, une psychologue assure des permanences dans les services de gynécologie obstétrique, de pédiatrie et de psychiatrie ainsi que des visites à domicile. A ce jour, une trentaine d'enfants traumatisés par les événements dont ils ont été témoins ont déjà été pris en charge dans le cadre de thérapies de groupe.

Afin de minimiser les risques liés aux mines, la campagne d'information, organisée par Médecins Sans Frontières au Kosovo, s'étend aux zones où des incidents nous sont rapportés: au total, 360 personnes ont déjà été formées afin qu'à leur tour, elles sensibilisent les populations exposées à ce problème, et en particulier les enfants.

A travers leurs missions, les volontaires de Médecins Sans Frontières s'assurent que les soins sont dispensés de manière équitable aux populations serbes, albanaises et roms.

Quand nous sommes rentrés à Pristina, nous dormions dans le couloir, parce que toutes les chambres avaient été surbookées par les journalistes. Donc nous avons dormi dans le couloir de CNN, sur le tapis, au milieu des caméras et nous gardions leur matériel. C'est pour cela qu'ils sont venus faire un programme spécial avec MSF en direct avec Tom Clancy [auteur de romans d'espionnage et thrillers politiques]. Ils nous ont accompagnés dans un village, puisque nous étions les premiers à rentrer dans ces zones-là. A l'époque, nous avions une très grande marge de manœuvre avec le desk. Le communiqué de presse sur les mines que nous avons sorti de Pristina, nous avons décidé de le faire et puis nous l'avons fait. Nous avons un accès direct aux médias. Nous avons des réunions régulières, des discussions avec les organisations de déminage. Pendant cette période, nous circulations moins mais nous avions quand même pas mal de blessés qui arrivaient à l'hôpital de Pristina. Roger, le photographe qui travaillait pour nous, sortait un peu plus que nous et il nous racontait ce que lui voyait. Il y avait énormément de mines dans les écoles, autour des maisons. Donc nous avons un peu égratigné l'OTAN là-dessus.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

Ils m'ont déposé à l'hôtel et je ne connaissais ni les lieux, ni les gens. En attendant d'avoir un téléphone mobile, j'ai commencé à rédiger des cartes de visites et à les distribuer. A ce moment, environ 400 journalistes séjournèrent dans cet hôtel. MSF n'avait pas encore de message important. Nous venions juste d'entrer et nous avions besoin d'évaluer quels étaient les besoins. Les journalistes venaient juste d'arriver. Ils voulaient des sujets factuels, des histoires militaires. C'est pour cela que j'ai commencé à

distribuer des cartes de visites: je me suis dit que le jour où ils seraient prêts à parler de nos histoires, ils viendraient nous voir. Et quand nous aurions certaines questions spécifiques à soulever, nous aurions aussi la possibilité de les contacter. J'étais très actif pour attirer les journalistes vers MSF, en partie parce que je subissais la pression de Paris pour que nous soyons visibles. En effet, dans la première phase, MDM avait été très visible dans les médias et MSF... pas vraiment. Donc je voulais utiliser le fait que nous étions arrivés à Pristina avant les autres. Et être certain que le numéro de téléphone de MSF était en tête de la liste des numéros des ONG dans le carnet d'adresses des journalistes. J'ai commencé à organiser un point presse quotidien au cours duquel nous présentions les «trois faits du jour» avec notre interprétation. Quand je les avais identifiés, je demandais à Christopher de faire ce briefing. Avec deux ou trois membres du personnel local, j'en faisais 400 copies et je les distribuais 90% des journalistes résidant au même endroit, c'était plutôt facile. L'autre chose, c'est que les premiers jours nous vivions nous-même dans cet hôtel et que nos équipes discutaient tard le soir. Les journalistes qui passaient s'asseyaient et prenaient des notes. C'étaient des conditions de travail idéales pour moi !

Je me souviens d'une journaliste de CNN. C'était un soir, tard et elle était très fatiguée. Un de nos logisticiens nous avait apporté une bouteille de whisky. Il n'y avait rien à Pristina. Je la lui ai donnée et nous sommes devenus amis. Ce n'est pas très éthique mais ça valait la peine... Le premier problème que nos équipes avaient identifié et dont nous voulions parler c'était les victimes des mines anti-personnel que nous ramenions chaque jour à l'hôpital. Les gens commençaient à rentrer dans les zones de montagne. Ils n'attendaient pas que le HCR leur dise : «vous pouvez rentrer chez vous.» Et les troupes de l'OTAN avaient de gros problèmes à sécuriser le Kosovo. Ils ne déminaient presque rien. Nous les avons contacté et demandé quelle était leur politique de déminage. Ils avaient répondu qu'ils avaient trop de travail et ne déminaient que les principaux axes de transport. Mais les gens rentraient chez eux. Alors nous avons organisé une conférence de presse au bureau de MSF. Nous avons commis une erreur, nous aurions dû la faire à l'hôtel. Nous avons diffusé un communiqué de presse qui a également été envoyé par les sièges en Europe. Au départ nous avons l'accord du directeur de l'hôpital pour qu'un patient raconte son histoire. Pour illustrer nos propos. Le matin avant la conférence de presse, il a changé d'avis et nous a dit qu'il ne pouvait pas autoriser un patient en cours de traitement à quitter l'hôpital. Je suis allé à l'hôpital. Finalement j'ai pu obtenir qu'une équipe de télé puisse passer dix minutes avec un patient. Je suis allé voir un journaliste et je lui ai dit «vous avez l'exclusivité de l'hôpital mais vous devez me promettre que vous mettrez les rushes gratuitement à la disposition de quiconque veut les utiliser.» Nous avons passé l'accord avec la BBC. Je pense que cela a eu un impact, même si l'OTAN n'avait pas la capacité de déminer tout ce qu'il avait à déminer. Mais au moins, cela a fonctionné comme un signal d'alarme pour le retour des gens, en les prévenant qu'ils devaient rester sur les routes et faire attention quand ils entraient dans les maisons, etc.

La stratégie de communication étaient en grande partie élaborée à partir du terrain. Bien sûr, nous devions vérifier quelques trucs avec les responsables de programme, Mais c'était le terrain qui décidait : « d'accord, c'est comme cela qu'on va le dire. » En réalité je ne rendais des comptes qu'aux chefs de mission sur le terrain. Les moyens de communication étaient très mauvais. Dans une situation aussi chaotique que celle-ci, il se passe un tas de choses. Vous ne savez jamais à quel moment certains sujets dont vous pensez qu'il faut parler vont émerger. Il est vraiment crucial d'avoir des gens sur le terrain qui ont toute la confiance des sièges et l'autonomie leur permettant de prendre les décisions, également pour les démarches d'advocacy. Un autre élément important, quand j'étais à Pristina, c'était que nous n'avions pas de procédures de validation très contraignantes, nous n'avions pas à nous référer à Paris, Amsterdam ou Bruxelles... Il y avait deux ou trois Grecs dans l'hôtel. J'ai aperçu une jeune femme que je ne connaissais pas, vêtue d'un t-shirt MSF. C'était étrange car je n'étais pas averti de l'arrivée de nouveaux volontaires. Je suis allé vers elle et je me suis présentée. Elle m'a dit qu'elle était la chargée de communication de MSF Grèce. « OK. Et qui es-tu, d'où viens-tu ? » Elle a répondu qu'elle était là avec le médecin depuis déjà plusieurs semaines. Elle faisait partie de la mission exploratoire. Et elle a dit qu'elle était en contact avec les médias et que tout se passait bien. J'ai demandé à Christopher [Stokes, coordinateur MSF Belgique] de lui parler, ainsi qu'à son collègue, le médecin grec. Nous avons discuté et nous avons réussi à les neutraliser. Mais elle donnait des interviews à la télévision polonaise, à la radio bulgare etc. C'était la période de l'exclusion de MSF Grèce du mouvement et il y a eu beaucoup de réactions d'émotion dans l'équipe car nous avions plusieurs volontaires de nationalité grecque.

Erwin Van't Land, chargé de communication en Albanie, Macédoine et au Kosovo mai-juin 1999 (en anglais).

Les troupes de la KFOR découvrent les traces des atrocités commises par les forces armées et paramilitaires serbes. Ces dernières se retirent progressivement, tandis que les négociations de l'OTAN et des Soviétiques pour obtenir la démilitarisation de l'UCK se poursuivent. Les civils serbes quittent en masse le Kosovo. Ceux qui restent subissent des représailles.



« L'OTAN met au jour de nouvelles preuves d'atrocité. » AFP (France), Pristina (Yougoslavie), 17 juin 1999 (en français).

Extrait :

Les troupes britanniques qui se déploient à Pristina, chef lieu du Kosovo, ont découvert « un centre de torture » dans « un quartier général » de la police serbe, selon le Foreign office.

Le premier bataillon du régiment parachutiste a notamment découvert dans ce bâtiment de cinq étages « des couteaux, des matraques, des battes de base-ball portant gravés des slogans serbes, une caisse pleine de coups de poing américains. »

« Le plus effrayant est que ce bâtiment ne semble pas avoir été un centre de détention spécial pour les victimes des forces serbes ; il semble n'avoir pas été davantage qu'un quartier général ordinaire de la police » selon secrétaire d'Etat britannique au Foreign office, Geoff Hoon.

Au moins 10 000 civils « innocents » ont été massacrés au Kosovo, a-t-il déclaré, et ces estimations « devront certainement être révisées à la hausse. »

« Selon les informations que nous avons rassemblées, quelques 10 000 personnes ont été tuées lors de plus d'une centaine de massacres » qui témoignent de la « sauvagerie des forces serbes » a déclaré ce responsable.

Les troupes de la KFOR découvrent « non pas chaque jour mais presque heure après heure » des indications des atrocités commises contre les Kosovars d'origine albanaise, a-t-il indiqué.

A Paris, l'état-major des armées a annoncé que les soldats français de la KFOR avaient eux commencé à faire « des découvertes d'ampleur » concernant la présence de charniers présumés dans plusieurs localités de la zone de Mitrovica, dans le Nord du Kosovo.

Au moins 33 000 civils serbes ont quitté la province depuis le déploiement de la KFOR samedi.

Après les exactions commises contre les Albanais, les Serbes craignent des représailles, aussi bien des réfugiés dont 18 000 sont rentrés en 24 heures d'Albanie et de Macédoine que de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), avec laquelle la KFOR négocie un accord de démilitarisation qui était jeudi « en gestation » selon l'OTAN. [...]



« Nous avons présenté aux leaders politiques de l'UCK un calendrier clair qui prévoit un délai de 30 jours pour la première étape de la démilitarisation » a précisé un porte-parole de l'OTAN.

C'est en fait en allant à Mitrovica que je m'en suis vraiment rendu compte. Je suis allé du côté serbe et j'ai traversé le pont. Là-bas, j'ai rencontré des gens qui m'ont dit que la vie était devenue impossible pour eux, qu'ils avaient très peur pour leur sécurité. Et donc juste avant de partir, j'ai discuté de Mitrovica avec Loïc, le coordinateur qui m'a remplacé. Mais à ce moment-là, nous étions plutôt saisis par le niveau de destruction que nous avons trouvé en circulant en dehors de Pristina et le sentiment de libération des populations albanaises dans de nombreux villages. Ces gens avaient passé des heures terribles, ils avaient eu extrêmement peur. Il y avait eu les bombardements, il y avait eu les Serbes. A ce moment-là, la persécution des populations serbes était moins sur l'agenda. Pendant une semaine ou deux c'était plutôt cette ambiance de libération qui primait.

Christopher Stokes, coordinateur MSF Belgique en Albanie puis au Kosovo (avril à juin 1999) (en français).

 Le jour précédent mon départ, la journaliste de CNN m'a dit « Je pars juste après toi, si tu as encore une histoire à me montrer, c'est le moment. » Je lui ai répondu: « Ce qui nous préoccupe c'est la tendance des Albanais à prendre leur revanche sur les Serbes. Donc si tu as un angle qui nous permette de mettre ce sujet à la une de l'actualité... » Je suis reparti pour Skopje. Une journée plus tard, elle est arrivée à Skopje. Elle m'a appelé, elle pleurait au téléphone en disant qu'il fallait qu'elle me voit immédiatement. Je suis allé la voir. Elle n'arrêtait pas de pleurer. De fatigue aussi, sans doute. Elle m'a raconté que le lendemain de mon départ, le matin, ils avaient appris que deux jeunes Serbes avaient été littéralement massacrés à l'université. Elle avait convaincu une équipe de s'y rendre. Ils avaient filmé, fait des interviews avec la mère des deux jeunes. Et ils étaient allés montrer le film au poste de l'OTAN le plus proche. Ils avaient demandé au gars à l'entrée ce qu'ils faisaient pour protéger les Serbes. Et la réponse avait été : « rien. » Alors elle avait demandé à voir le commandant. Celui-ci lui avait demandé de projeter le film. Ils avaient filmé sa réponse. Et le reportage avait été diffusé sur CNN. Trois ou quatre fois dans la journée. Elle était dans un tel état émotionnel. Tellement en colère du fait que l'OTAN avait clairement nié ses responsabilités.

Erwin Van't Land, chargé de communication en Albanie, Macédoine et au Kosovo mai-juin 1999 (en anglais).

Le 20 juin 1999, l'OTAN annonce l'arrêt formel des bombardements sur le territoire de la république fédérale de Yougoslavie.

Le 23 juin 1999, les directeurs des opérations étudient une proposition de mission exploratoire en Serbie en ce sens, lancée par MSF Hollande.



« L'OTAN annonce l'arrêt formel de la campagne aérienne en Yougoslavie. » **AFP** (France), Bruxelles, 20 juin 1999 (en français).

Extrait :

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a décidé dimanche l'arrêt formel de la campagne aérienne de l'Alliance atlantique en Yougoslavie qui avait été « suspendue » le 10 juin, a annoncé l'Alliance dans un communiqué. « Agissant sous l'autorité confiée par le Conseil de l'OTAN (ambassadeurs), j'ai décidé de mettre fin, avec effet immédiat, à la campagne aérienne, que j'avais suspendue le 10 juin 1999 » a déclaré M. Solana dans ce communiqué.

« J'ai été informé par le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, que toutes les forces militaires et de police serbes ont maintenant quitté le Kosovo conformément à l'accord technique militaire signé

par le commandant de la force de paix KFOR et les représentants du gouvernement yougoslave le 9 juin » précise M. Solana.

Le retrait total des forces serbes du Kosovo s'est achevé un peu plus rapidement que prévu, la date butoir ayant été fixée ce dimanche à 22h00 GMT par l'accord militaire conclu entre l'OTAN et les autorités yougoslaves, après la « capitulation » de Belgrade. La Force de paix internationale au Kosovo (KFOR) avait confirmé peu avant que le retrait des forces yougoslaves du Kosovo était achevé.



« Possible explo à Belgrade. » **Courriel** de Wouter Kok, directeur des urgences de MSF Hollande aux directeurs des opérations et aux responsables de programme Kosovo, 23 juin 1999 (en anglais).

Par ce message je viens vous informer d'une voie possible pour réaliser une mission exploratoire à Belgrade.

Il s'agit de vous informer mais aussi de vous demander votre retour sur les points mentionnés dans ce message.

1. Une équipe exploratoire a visité le Nord du Kosovo hier (Leposevac).

2. Les membres de l'équipe ont exploré la frontière entre le Kosovo et la Serbie et ont pris contact avec les autorités serbes.

3. Ces autorités les ont informés qu'il n'y avait aucun obstacle à ce qu'ils se rendent en Serbie et à Belgrade.

« Vous êtes déjà en Yougoslavie, donc continuez. » L'équipe a eu des discussions hier soir à Pristina pour examiner cette possibilité et a consulté les sièges à Bruxelles et à Amsterdam. Nous avons formulé un certain nombre de conditions que nous souhaitons voir remplies avant de poursuivre ce choix.

Je veux les partager avec vous tous, je vous demande d'y réfléchir et de nous fournir un retour pertinent le plus tôt possible.

A. Le risque le plus grand pour une mission explo c'est celui d'être arrêté pour entrée illégale sur le territoire et d'être accusé d'espionnage (le scénario *Care*).

B. L'objectif de cette explo serait de préparer le terrain juridique pour que MSF puisse intervenir en Serbie et accéder à un « espace humanitaire. »

Pré-conditions :

1. Les autorités à la frontière doivent tamponner les passeports, ce qui donne une légalité à la présence de l'équipe (à Blace ou à Leposevac)

2. Obtenir une lettre d'invitation de la Croix-Rouge yougoslave (Possible dans un petit camp de transit à la frontière.)

3. L'équipe est d'accord que l'objectif est plus politique qu'humanitaire: nous ne voulons pas juste traîner quelques heures à Nis, puis revenir de nouveau traîner. Nous voulons aller à Belgrade prendre des contacts sérieux pour explorer le coté serbe.

4. SI POSSIBLE, le personnel local de MSF Belgique devrait être impliqué. La faisabilité du point de vue de sa sécurité doit être estimée par Belgrade/Bruxelles.

5. Les participants à l'explo doivent être des ressortissants d'Etats non-membres de l'OTAN.

6. Il s'agit d'une opération de MSF, pas de MSF Belgique, France, Espagne, Suisse ou Hollande.

L'équipe est à Pristina et contacte certains partenaires pour préparer la mission : le CICR/KFOR - officier serbe de liaison/journalistes.

Si vous êtes d'accord, cela pourrait/devrait se réaliser demain.

Questions annexes : qui doit-on informer? L'ambassade de Yougoslavie à Skopje ? Les ambassades à Belgrade des expatriés membres de l'équipe, le HCR, la KFOR etc..

Vos réactions en urgence seront appréciées.

Cordialement, Wouter Kok.



«*Re: possible explo à Belgrade.*» **Courriel** de Thierry Durand, directeur des opérations de MSF Suisse aux directeurs des opérations et responsables de programme Kosovo, 23 juin 1999 (en anglais).

Extrait :

Hi Wouter,

Je n'ai pas de problème à continuer à explorer cette option de la façon dont tu le proposes. De notre côté, nous continuons de la même manière la piste bulgare.

Et à Genève, c'est désormais Bastien Vigneau qui suit la question pour MSF Suisse (le Kosovo avec MSF B et les options en Serbie).

Merci de lui envoyer les courriels.

A +

Thierry.

«*Re[2]: possible explo à Belgrade.*» **Courriel** de Vincent Janssens, directeur des opérations de MSF Belgique aux directeurs des opérations et responsables de programme Kosovo, 23 juin 1999 (en anglais).

Sur le fond, je suis d'accord. Une suggestion peut-être : profiter de la présence de l'autorité officielle de l'UNIAK [organisme des Nations unies pour l'administration du Kosovo] pour leur demander une autorisation formelle/ un visa pour le Kosovo (qui est en Serbie) et le faire tamponner à la frontière. Notre équipe de Belgrade semble paniquée à l'idée d'avoir des expats [expatriés] qui circulent sans papiers officiels.

Vincent

Le 2 juillet 1999, Bernard Kouchner, l'un des fondateurs de Médecins Sans Frontières, dont l'image reste associée à l'organisation bien qu'il n'en soit plus membre depuis 1979, est nommé Haut représentant des Nations unies pour le Kosovo et chargé d'administrer provisoirement la province.



«*Annan nomme le ministre de la Santé français au poste clé des Nations unies au Kosovo.*» Colum Lynch, Nations unies, **The Washington Post** (Etats-Unis) 2 juillet 1999 (en anglais).

Extrait :

Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a nommé hier le ministre français de la Santé, Bernard Kouchner, au poste de représentant spécial au Kosovo, en faisant ainsi le gouverneur virtuel de la province yougoslave pendant la période d'occupation par la force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN.

La nomination met fin à une intense compétition diplomatique entre les gouvernements des Etats européens membres de l'OTAN pour l'un des postes les plus importants dans la reconstruction post-guerre du Kosovo. Cela représente aussi une victoire diplomatique du président français Jacques Chirac, qui a mené une campagne de lobby agressive en faveur de Kouchner.

La résolution, votée le mois dernier par le Conseil de sécurité des Nations unies, autorisant l'intervention de maintien de la paix au Kosovo, a donné aux Nations unies la charge de l'administration civile de la province ainsi que plusieurs millions de dollars pour le programme d'aide et de reconstruction.

Annan a déclaré que les priorités de Kouchner seraient de garantir la réinstallation des réfugiés du Kosovo avant l'arrivée de l'hiver, et d'œuvrer à la réconciliation des populations serbes et albanaises.

«*Nous sommes déterminés à essayer de créer un Kosovo multiethnique*» a déclaré Annan après son annonce. «*Cela ne va pas être facile, mais nous allons faire de notre mieux.*» Kouchner, un vétéran de l'humanitaire qui a co-fondé l'organisation de secours française Médecins Sans Frontières, détendra plus d'autorité que n'importe quel autre chef d'Etat, dont le pouvoir de lever des impôts, de promulguer des lois et de former une police. [...] En privé, les responsables étasuniens se sont montrés très réservés, mais résignés à l'annonce de la nomination de Kouchner, qui est considéré par ceux qui le critiquent comme imprévisible et excessivement indépendant. Il a été critiqué pour son opération d'auto promotion au début des années 1990, qui l'avait amené à poser sur une plage de Mogadiscio, un sac de riz sur le dos, pendant l'intervention des Nations unies en Somalie. D'après des diplomates, l'administration Clinton soutenait la candidature de Martin Ahtisaari, le président finlandais qui a facilité la négociation mettant fin à la guerre aérienne de l'OTAN contre la Serbie. Mais Ahtisaari a abandonné la course après que Chirac ait insisté pour qu'il démissionne de la présidence de la Finlande, s'il voulait le poste.

Pendant l'été, les équipes MSF sont alertées de la présence dans les puits du Kosovo des cadavres de victimes des crimes commis pendant le conflit. Elles se trouvent confrontées au dilemme qui oppose les

contraintes de santé publique et la nécessité de conserver des preuves pour la justice. Or les organisations chargées de ce travail de conservation ne sont pas encore opérationnelles. MSF décide de ne pas prendre la parole publiquement sur ce sujet mais de collecter elle-même ces informations et de les transmettre au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.



«**Résumé** de la réunion des coordinateurs sur le Kosovo #2.» Prizren, 14 juillet 1999 (en anglais).

Extrait :

2. La question des cadavres est clairement la plus urgente à laquelle MSF ait à faire face. Le problème pour MSF est que les cadavres non pris en charge créent un risque pour la santé publique. Des retards supplémentaires dans l'inhumation peuvent aussi soulever des problèmes de santé mentale pour les parents.

Les zones les plus affectées par cette question sont celles de Djacovica et Pec. Dans les deux zones, les gens insistent pour qu'une autorité internationale organise une sorte d'enregistrement légal de leurs morts et une reconnaissance des circonstances de leur décès. Les parents survivants prévoient que ces informations pourront être utilisées par le TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie] pour la poursuite future des criminels. Jusqu'à ce qu'un enregistrement soit fait, ils refuseront d'enterrer leurs morts ; avec les risques de santé publique afférant identifiés ci-dessus.

A Djacovica, les gens ont pris les choses en main. Ils ont effectué un enregistrement, du mieux qu'ils ont pu, et enterré les morts avec précaution en gardant à l'esprit qu'à l'avenir il faudrait peut-être exhumer les cadavres pour compléter les enquêtes. A Pec, les gens continuent à attendre une enquête plus poussée sur les circonstances des meurtres. Le besoin le plus pressant pour MSF, en terme d'action, se trouve là.

Pendant la réunion, nous avons eu un débat respectueux, mais vigoureux sur la façon dont MSF devait répondre à cette situation. Devons-nous nous-même enregistrer les morts et les circonstances de leurs décès et préserver les empreintes digitales en enveloppant leurs mains avant de les enterrer ? Est-ce que ces actions entreprises par MSF pourraient servir de preuves devant le TPIY ? Ou bien l'information serait-elle rejetée pour des questions techniques ? Est-ce que les circonstances d'urgence actuelles ne plaident pas pour que MSF agisse, de toute façon ? Il n'a pas eu de réponse claire à ce sujet.

Cependant, nous nous sommes mis clairement d'accord sur le fait que les agences responsables de collecter l'information ne remplissaient pas correctement leur tâche. MSF a eu vent d'informations non confirmées selon lesquelles le TPIY ne considérerait que les sites de massacres contenant au moins 14 cadavres ou plus ; ou que le TPIY avait cessé de collecter des informations/preuves ; ou que les agences chargées de collecter l'information étaient sans ressources pour remplir cette tâche. De nombreux coordi-

nateurs étaient partant pour une prise de parole publique mais nous avons pensé qu'il valait mieux collecter plus d'informations et soulever activement la question auprès des agences concernées à Pristina.

A cette fin, Graziella [adjoindée au responsable de programme Kosovo MSF France, provisoirement coordinatrice de mission à Pec] fournira à Tim [Pitt, coordinateur MSF Hollande] les noms et nombres des chefs de mission et adjoints du TPIY, auprès desquels il soulèvera la question en mettant en avant les questions de santé publique. De plus, Tim insistera pour que ceux-ci se rendent à Pec et voient Graziella directement afin d'obtenir une vue précise et complète de la réalité, sur place. Tim va aussi contacter les responsables militaires britanniques et l'OSCE, chargés de la collecte des preuves pour le TPIY et insister pour qu'ils répondent à ces préoccupations. De plus, si le TPIY annonce qu'il a terminé la collecte des preuves ou qu'il se contente de visiter les sites avec plus de 14 morts, MSF le suppliera de prévenir les gens de ces décisions.

Si cette tactique donne de mauvais résultats, les coordinateurs de MSF se regrouperont pour définir un message de témoignage public en consultation avec les responsables de MSF en Europe. Il a également été suggéré qu'un protocole pour prendre en charge les cadavres, à la fois pour la conservation des preuves et pour l'inhumation soit mis en place.



MSF Sitrep 18/07/99. Pejë région. 18 juillet 1999 (en français).

Extrait :

C'est enfin clarifié (inch allah !)

Nous travaillons maintenant au ramassage des cadavres en coordination avec *Council for defense of human rights and freedom* (CDRH, organisation locale), Barry Hogan du TPI (ICTY) et le CIMIK [coopération civilo-militaire].

[...] CDHR réfère les présences de cadavres à Barry et à nous. Barry décide si cela justifie une investigation du TPI ou non. Si oui, il se joint à CDHR pour le «travail de ramassage», si non ils le font seuls.

Dans le cas de présence dans les puits, cela se fait avec nous (nos équipes et un expat[trié]). CDHR nous remet un procès-verbal hebdomadaire des cadavres ramassés (idem pour TPI). MSF fournit tous les moyens logistiques pour ce travail (1 équipe pour le transport et les puits, un véhicule, équipement de protection, body bags etc.) Nous avons une autorisation officielle de la KFOR pour transporter les cadavres des personnes non identifiées, qui sont alors tous répertoriés et enterrés dans un «cimetière». Les fossoyeurs sont des équipes de CDHR. Support MSF idem si nécessaire.

Par contre, tout le monde est d'accord que les cadavres récents (*non war crimes* [non crimes de guerre]) sont référés aux *carabinieri* qui doivent s'en charger, mais ne le font pas vraiment. C'est leur rôle: et on pousse tous pour cela, quitte à taper plus haut si cela ne marche pas (cf. Alain Le Roy etc.).

Nombre et données précises viendront au fur et à mesure de l'activité.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 27 août 1999 (en français).

Extrait :

Notre travail auprès des populations et nos allées et venues nous ont exposé à d'autres types de demandes qui, malgré un début de pullulation des ONG et organisations internationales, sont laissées sans réponses.

La population éprouve un énorme besoin de pouvoir dire à des étrangers ce qui s'est passé en espérant ainsi que ce soit enregistré quelque part. Elle veut aussi signaler les disparitions et entamer des recherches. Enfin elle ne sait que faire des cadavres trouvés.

Pour répondre à ces besoins de justice et de référents, des fiches types ont été établies pour les médicaux et les logisticiens. Ces fiches permettent de transmettre les informations au CICR ou au TPI avec qui la collaboration commence à se roder. Ainsi, en accord avec le TPI et une organisation albanaise très active (et dûment accréditée par le TPI), l'équipe a accepté de s'impliquer dans des actions de ramassage des cadavres dans les puits. Cela répond à une demande très angoissée de la part des villageois et pose des problèmes de contamination (on estime que sur les 12 000 puits référencés dans la région, 20% sont contaminés par la présence de cadavres d'animaux et/ou d'être humains ; les 80% restants nécessitent un nettoyage (chloration) du fait de la stagnation de l'eau non puisée).



Nos logisticiens ont été confrontés au problème de la contamination des puits et des rivières par les cadavres. Donc nous avons mis en place un protocole pour l'identification des corps qu'ils ressortaient des puits.

Comme là-bas l'identification ne se faisait pas avec les maxillaires parce que le système du para-dentaire n'était pas très développé, il fallait absolument arriver à garder les empreintes digitales, et puis faire des examens. Le passage d'un médecin du tribunal était prévu, mais il fallait mettre de la chaux sur les corps tout de suite pour éviter les problèmes sanitaires. Ils leurs mettaient aussi des gants en plastique sur les mains, parce que ce sont les empreintes digitales qui sont les plus importantes, ils notaient la date, le lieu, et demandaient aux voisins s'ils savaient qui ils étaient. Puis ils les recouvraient de chaux et les mettaient dans des sacs, et donnaient une feuille de signalement au tribunal. Nous avons passé un accord avec le tribunal. Avant qu'un représentant du TPY soit effectivement présent au Kosovo, nous avons déjà reporté un nombre considérable de cadavres. Le tribunal nous a dit que cela avait été une aide énorme parce que nous avons identifié les lieux, que nous avons conservé les preuves tout en préservant nos objectifs de santé publique. Nous n'avons pas du tout communiqué là-dessus. Cela n'avait pas d'intérêt parce que c'était juste notre travail normal. Il

s'agissait juste de s'assurer que notre travail ne fasse pas disparaître les preuves.

Françoise Saulnier, responsable juridique MSF (en français).

Pendant tout l'été 1999, les équipes MSF interviennent dans un contexte de sécurité tendu, en raison du contrôle inégal de la KFOR sur l'ensemble du territoire et de la reprise en main de l'administration par l'UCK. Les actes de vengeance à l'encontre des populations minoritaires serbes et tziganes se multiplient. Le conseil d'administration de MSF France s'interroge sur une éventuelle prise de parole à ce sujet. Les 9 et 10 septembre 1999, la KFOR s'interpose entre des groupes de Serbes et d'Albanais qui s'affrontent violemment à Mitrovica. La presse nationaliste serbe associe l'administrateur de l'ONU au Kosovo avec MSF et compare l'organisation au Ku Klux Klan.



MSF sitrep 18/07/99 région de Pec. Graziella Godain, adjointe au responsable de programme MSF France, 18 juillet 1999 (en français).

Extraits :

2/ Les minorités

- Village de Zallq (minorité gipsie [tzigane], environ 250 personnes, district Istog) : le 12/07, un gitan tué par arme à feu et un autre porté disparu lors d'un échange de tirs entre minorités gipsie et albanaise. Le frère du disparu aurait été un paramilitaire commentant des exactions à l'encontre de la population albanaise. Pas de nouvelle depuis ce jour du disparu...

Ce village est maintenant protégé par la KFOR et nous y faisons des visites régulières ainsi que des cliniques mobiles.

- Villages de Dobruske, (minorité bosniaque musulmane (serbo-croatoophone), environ 1000 personnes, district Istog). Le 15/07, une famille gipsi s'est faite expulser du village et est partie au MTN [Monténégro]. Les Bosniaques ne se sentent pas trop menacés et reçoivent la protection de la police organisée par le préfet d'Istog. Mais ils ne sortent de leur village que lorsqu'ils y sont réellement obligés (peur de se faire voler leurs voitures...). MSF continue encore les cliniques mobiles afin de suivre de près la situation.

- Village de Cerkolez (minorité serbe, 300 personnes environ, Nord-Est de Istog) : ils vivent protégés par la KFOR. Ils disposent d'une frontière ouverte sur la Serbie qui leur permet d'être approvisionnés. Ils sont accusés par les habitants des environs d'être les responsables du massacre des habitants de Padalista (cf. Rapport MSF sur déportation).

Le 19/07, (demain) un médecin et un logisticien MSF iront sur ce village.

- Village de Gorazdevac (district de Pejë, minorité serbe, 360 personnes) : ils sont protégés par la KFOR. MSF assure des visites régulières dans le village et donne quelques médicaments de base à l'ambulanta [dispensaire] tenu par une infirmière serbe.

La population est très inquiète et se sent complètement enclavée et enfermée.

- Zone de Zahaq (nord district de Pejë, minorité bosniaque, environ 2500 personnes réparties sur plusieurs lieux-dits) : pas de problème pour le moment, visite régulière pour soutien à l'ambulanta.

Sur le village même de Zahaq, existence de 12 maisons gypsy (environ 50 personnes) : ils ont accès à la nourriture, au matériel distribué par MSF et aux soins médicaux de l'ambulanta. Pas de problème de sécurité pour le moment, ils sortent du village et circulent sans difficulté. Cette liste de zones comprenant des minorités est incomplète. Elle sera complétée dans un prochain sitrep. Ces endroits sont connus de MSF et nous y planifions des visites régulières afin de monitorer la situation, de faire des consultations mobiles si nécessaire et de donner un feed-back régulier aux autorités en charge de la question (HCR, KFOR).

II reste cependant des questions essentielles :

- combien de temps la KFOR va-t-elle maintenir la sécurité rapprochée auprès de ces populations ?

- quelle autre alternative pour ces personnes que de devoir dans un futur proche quitter le Kosovo ?



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 27 août 1999 (en français).

Extrait :

Évolution de la situation en matière de ségrégation ethnique
Des exécutions extra-judiciaires, c'est-à-dire des règlements de comptes, des assassinats, ont été menés dès la prise de contrôle de la zone par l'UCK vers le 15 juin et, dès cette époque, il était craint que, au-delà des règlements de comptes (à caractère militaire ou de justice expéditive), la population entière soit entraînée à se venger sur les restes de la communauté serbe (personnes, symboles et possession). Il est aujourd'hui clair que les Kosovars albanophones ont développé à l'encontre des Serbes, des Tziganes, les mêmes attitudes que celle dont ils avaient été victimes pendant les années et les mois précédents. Ce n'est pas forcément spontané mais il semble très mal vu d'afficher autre chose qu'un sentiment anti-serbe. C'est effectivement ce que l'on peut constater sur les 4 districts de Pejë. Il reste 2 villages (300-700 personnes), qui sont des sortes d'enclaves serbes et dont la population grossit. Dans le reste des districts, restent quelques vieillards isolés.

Tous les autres Serbes sont partis peu avant l'arrivée de la KFOR ou dans les semaines qui ont suivi. Dans le gros village de Gorazdevac près de Pejë, il y a un dispensaire soutenu par MSF mais en cas de nécessité d'hospitalisation, la sécurité des Serbes ne serait pas assurée dans les hôpitaux. Il ne reste donc pour eux que la solution d'être

admis dans l'un des 2 hôpitaux dirigés par la KFOR. Les Kosovars refusent d'utiliser catégoriquement la langue serbo-croate (et même les imprimés hospitaliers écrits en serbo-croate). Leur attitude semble être de se débarrasser des Serbes (leurs biens sont détruits ou distribués pour services rendus) et de faire en sorte qu'ils ne reviennent plus. De fait, ils perpétuent des crimes qui activent les mêmes ressorts que ceux commis par les Serbes. Question : est-ce que MSF, qui a joué un rôle fort pour révéler publiquement et démontrer la nature du crime de déportation commis contre les albanophones, aura la même attitude pour dénoncer des actes de purification ethnique à l'encontre des Serbes du Kosovo ?



«Le Kosovo d'après-guerre reste une terre de déplacements forcés de populations.» Isabelle Ligner, **AFP** (France), Pristina, 30 août 1999 (en français).

Extrait :

«Les semaines ayant suivi le retrait des forces yougoslaves et l'arrivée de la KFOR ont vu un exode des minorités, particulièrement des Serbes du Kosovo» (indique un rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et au HCR.

«La situation pour ceux qui sont restés est extrêmement tendue et imprévisible et beaucoup sont la cible d'incendies criminels, de menaces physiques pouvant aller jusqu'au meurtre» poursuit le texte.

«Il semble que ces groupes sont visés sans aucun lien avec une éventuelle complicité» avec les forces serbes, relève le document citant notamment le cas des attaques contre des vieillards serbes isolés.

Selon le HCR, plus de 200 000 Serbes vivaient au Kosovo avant les bombardements de l'OTAN et quelque 180 000 ont quitté la province (130 000 vers la Serbie même et 30 000 vers le Monténégro). 50 000 ont fui pendant les bombardements et 130 000 dans les premiers jours après l'arrivée de la KFOR. Seul un millier sont restés à Pristina sur un total de 40 000.

Ceux qui voulaient rester au Kosovo ont souvent du se réfugier dans des enclaves serbes dont ils demandent à présent la protection à la communauté internationale.

La plupart des 6 000 Serbes de Bosnie et de Croatie - qui avaient été incité en 1995 par le régime de Slobodan Milosevic à s'implanter au Kosovo pour tenter d'y enrayer le déclin du nombre de Serbes - ont fui vers la Serbie et le Monténégro. Une centaine se sont déclarés volontaires pour un programme de réinstallation en Roumanie proposé par le HCR.

Les autres minorités ont été prises dans le feu croisé de la haine serbo-albanaise. Particulièrement, les Tziganes (environ 45 000 en 1991), accusés de collaboration par les Albanais et rejetés par les Serbes.

Le HCR affirme ne pas savoir combien ont fui car ils sont souvent inclus dans les statistiques concernant les Serbes. Moins de 500 sont restés à Kosovska Mitrovica (Nord) sur un total d'avant-guerre de 20 000. Les autres ont été

regroupés dans des camps, comme celui d'Obilic (5 000 personnes) et un nombre croissant tente désespérément de rejoindre l'Italie à bord d'embarcations incertaines, risquant la noyade.

Les Gorans (Serbes musulmans) et les Musulmans bosniaques (nationalité créée sous Tito) sont la cible de persécutions de la part des Serbes comme des Albanais car ils parlent serbo-croate tout en étant de religion musulmane. Le HCR note que nombre de membres de la communauté turque kosovare - environ 60 000 personnes avant la guerre sont partis pour la Turquie. Cette communauté est l'objet de pression croissante, notamment de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), visant à l'« albaniser » et à lui faire abandonner sa langue, a constaté l'AFP.

Les 5 000 Croates présents au Kosovo avant la guerre ont également du partir, car ils sont assimilés aux Serbes avec lesquels ils partagent une langue désormais bannie au Kosovo.



« Les violences continuent entre Serbes et Albanais au nord du Kosovo. » Christophe Chatelot, **Le Monde** (France), 12 septembre 1999 (en français).

Extrait :

Dans la ville de Kosovska Mitrovica, point de cristallisation des haines situé dans la zone nord contrôlée par les Français, au moins cent cinquante personnes ont été blessées, jeudi 9 et vendredi 10 septembre, alors que la KFOR s'interposait entre quelques centaines de Serbes et d'Albanais. [...] Les conditions de sécurité sont loin d'être satisfaisantes dans l'ensemble de la province, où une dizaine de personnes ont été tuées au cours de la semaine. Vendredi, au siège des Nations unies, l'administrateur de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner, a d'ailleurs réclamé deux fois plus de policiers que ce que l'ONU a prévu (trois mille éléments). Avant son départ pour New York, M. Kouchner avait averti qu'une « vague de terrorisme ne serait pas étonnante. » L'objectif des extrémistes de tous bords étant de faire capoter l'accord sur la démilitarisation totale et la réorganisation de l'UCK prévu pour le 19 septembre. « Il faut casser l'esprit de vengeance au sein de toute la population », a estimé M. Kouchner, ajoutant que la tâche ne pourrait s'accomplir « en semaines ou en mois », mais en années.



« Au sujet de Kouchner. Le crieur public de Pristina. » **Vecernje Novosti** (Serbie) 16 septembre 1999 (traduit du serbo-croate en anglais par l'équipe de MSF à Belgrade).

Extrait :

Ce que le Ku Klux Klan raciste est aux noirs d'Amérique, les « Médecins Sans Frontières » le sont aux Serbes en Europe : une sinistre phalange, ethniquement partisane, politiquement instrumentalisée, au service de l'opération mondiale de bluff de l'impérialisme « démocratique » et de l'hégémonie « humanitaire ».

Pour être juste avec le Ku Klux Klan, il possède un avantage moral considérable sur les Médecins : sa politique est ouvertement raciste, donc dépourvue de préjugés et de perfidie. Pour l'instant, tout au long de la tragédie de la Yougoslavie, les Médecins Sans Frontières - ces chevaliers de l'hypocrisie - ont soigné les gens de façon discriminatoire. Véritable armée de l'arrogante idéologie atlantique, ils ont porté le drapeau de l'humanité, de la liberté et de la démocratie. Puis toutes ces années nous les avons observés dans les Balkans. Ils ont « soigné » les Arnauts dans la Drenica (NDLT : Arnauts est un terme péjoratif qui fait référence aux Albanais du Kosovo comme à des étrangers dans le pays) mais aucun des soldats serbes de la ligne de front n'a fait partie de leurs « patients ».

Le fondateur de Médecins Sans Frontières est Bernard Kouchner. C'est notre fatal destin de l'avoir comme despote au service des occupants anglo-saxons de la province. Kouchner l'écervelé, (il est né comme cela) confirme que la politique de type « Ku Klux Klan » de Médecins Sans Frontières peut s'appliquer au Kosovo.

S'appuyant sur la bonne tradition des « Médecins », il joue désormais le rôle du meurtrier abattu qui participe au cortège des victimes.

Il est le crieur public pour un Kosovo multiethnique qui, s'il s'engage sur cette voie, finira ethniquement purifié.

Il s'exclame comme le crieur public et répand des nouvelles sur le désarmement des terroristes albanais, mais - à la manière classique des « Médecins » - d'un autre côté il leur tend la main, préparant l'UCK à son rôle de gardien d'un Kosovo albanais.



Il y a un problème qui a été un peu escamoté : dans la foulée, les Serbes et les gitans sont partis du Kosovo. Certains se sont réfugiés à Mitrovica, dans une ville coupée en deux au nord du Kosovo... puis beaucoup de gens sont allés dans le Sud de la Serbie. C'est auprès de ces populations que nous avons travaillé par la suite. Nous avons pu aller à Belgrade avec MSF Belgique qui avait gardé du personnel local. Et nous avons travaillé dans le Sud de la Serbie avec des Serbes et des gitans qui avaient fui le Kosovo. Il n'y en avait pas des centaines de milliers..

Thierry Durand, directeur des opérations du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce (en français).

Le 9 septembre 1999, MSF diffuse un communiqué de presse annonçant le lancement d'un programme de fourniture de matériau pour la reconstruction de toits avant l'hiver.



«Point Presse. Kosovo Objectif 1000 toits pour l'hiver. Médecins Sans Frontières lance son programme de réhabilitation des maisons dans la région de Pec.» **Communiqué de presse**, MSF France, 9 septembre 1999 (en français).

Des centaines de milliers de personnes au Kosovo sont actuellement abritées sous de simples tentes, des refuges faits de bâches de plastique ou encore dans des maisons fortement endommagées - une situation particulièrement inadaptée pour affronter les rigueurs de l'hiver à venir. Dans la région de Pec, à l'ouest du Kosovo, qui a payé le plus lourd tribut à la guerre, environ 60% des habitations ont été détruites. Une évaluation menée par Médecins Sans Frontières a permis d'identifier celles qui sont encore susceptibles de soutenir un toit. Sur une échelle de niveau de destruction des maisons allant de 1 à 5, elles sont classées en «*catégorie 4*».

Pour faire face à une situation de précarité des populations menacées par l'hiver, Médecins Sans Frontières a décidé de s'engager dans un programme de distribution de matériaux de réfection des toitures.

Dans les jours qui viennent, MSF commencera à fournir aux populations, le matériel nécessaire à la réhabilitation de 1000 toitures d'habitations de «*catégorie 4*» dans 60 villages. Ce matériel composé de bois, de plaques de tôle ondulée, d'outillage de construction, ainsi que de poêles de chauffage est actuellement acheminé par 142 semi-remorques. Cette opération *Objectif 1000 toits pour l'hiver* menée en étroite collaboration avec les villageois, permettra d'accueillir au minimum 3 familles par maison, dans un espace d'environ 100 m², soit en moyenne 18 personnes par maison. Le nombre total des bénéficiaires, identifiés parmi les plus vulnérables, est donc estimé, au minimum à 18000.

Ce programme d'aide à la réhabilitation des toitures des maisons est mis en place afin de prévenir principalement les risques d'infections respiratoires, les risques de mortalité particulièrement chez les personnes âgées et les enfants en bas âge ainsi que d'autres pathologies liées à une hygiène faible et aux conditions de vie en groupe. 21 volontaires de Médecins Sans Frontières travaillent actuellement dans la région de Pec et apportent leur soutien aux structures de santé.

L'association est également présente à Pristina, Prizren et Djakovica.

DU PRIX NOBEL DE LA PAIX ET DES "DOMMAGES COLLATÉRAUX" DE LA CRISE DU KOSOVO

Le 15 octobre 1999, le prix Nobel de la paix est décerné à MSF. La section grecque, évoquant la procédure d'exclusion lancée à son encontre, diffuse un communiqué de presse déclarant que MSF est victime des dommages collatéraux de la guerre du Kosovo. La presse grecque relaie le message. MSF international diffuse alors sa propre analyse de la situation aux journalistes qui l'interroge. Quelques articles paraissent dans la presse européenne.



«Médecins Sans Frontières en chiffres.» **Le Monde** (France), 17 octobre 1999 (en français).

Extrait :

Sections. Médecins Sans Frontières est une organisation internationale composée de 18 sections indépendantes. MSF Grèce a été exclue du mouvement à la suite de ses prises de positions lors du conflit du Kosovo.



«MSF victime du conflit au Kosovo.» **Communiqué de presse** de MSF Grèce, octobre 1999 (en anglais).

Extraits :

Les Albanais et les Serbes n'ont pas été les seules victimes du conflit au Kosovo. Les organisations humanitaires ont elles aussi été affectées par les «dommages collatéraux».

Résumé des évènements

Depuis le début des hostilités et avant l'afflux massif des réfugiés kosovars albanais en Albanie et dans la République fédérale yougoslave de Macédoine, un nombre important d'organisations humanitaires ont été mobilisées. Médecins Sans Frontières a placé son opérationnalité dans la région entre les mains de trois sections : MSF Hollande pour la République fédérale yougoslave de Macédoine ; MSF Belgique pour l'Albanie et MSF France pour le Monténégro. D'autres sections, telle MSF Grèce, ont joint leur potentiel opérationnel à ce plan d'action. En parallèle, MSF Grèce a organisé les préparatifs d'accueil des réfugiés albanais sur le territoire grec (finalement, ceux-ci ne sont pas venus.) Des douzaines de volontaires grecs ont été mobilisés pour venir en aide aux Albanais et des douzaines de tonnes de matériel ont été envoyés dans les camps de réfugiés.

Comme les semaines passaient et que les bombardements s'intensifiaient, notre inquiétude s'est accrue quant au sort des populations vivant au Kosovo et en Serbie. Le contraste

entre le déploiement des ONG en Albanie et en République fédérale yougoslave de Macédoine (un total de 120 ONG) et leur absence auprès des populations souffrant des bombardements est devenu évident et inacceptable. Toutefois l'accès à la Serbie est devenu pratiquement impossible.

Pendant cette période, MSF Grèce a rendu publique sa position à plusieurs occasions. Dans chaque cas la politique de nettoyage ethnique du régime de Belgrade a été condamnée, mais également les bombardements par l'OTAN de cibles non militaires. Par exemple, se trouve ci-joint, un article rédigé par le président honoraire de notre section dénonçant le régime de Milosevic comme étant le principal responsable de cette guerre (annexe 1) ainsi qu'une interview du président en exercice après son retour d'une mission au Kosovo (annexe 2).

La situation a changé vers la mi-avril, lorsque, via une intervention du gouvernement grec en accord avec l'Union européenne, un «*couloir humanitaire*» a été mis en place avec le consentement des deux belligérants. Selon cet accord, l'OTAN acceptait de ne pas bombarder les convois humanitaires qui prévenaient et qui respectaient un horaire et un itinéraire donnés, tandis que les autorités serbes acceptaient de laisser ces convois entrer et se diriger vers les destinations sélectionnées par les ONG. Les organisations humanitaires utilisant le couloir le feraient sous leur propre responsabilité et en totale indépendance du gouvernement grec. Le couloir humanitaire est devenu opérationnel à partir du 26 avril.

MSF Grèce a immédiatement informé ses partenaires belge, hollandais et français de cette possibilité. L'organisation grecque a proposé aux autres sections qu'une équipe mixte soient créée, et coordonnée par l'une de ces sections. Cette proposition n'a pas été suivie. Pendant ce temps, le département des opérations de MSF Grèce a déposé des demandes de visas auprès du consulat de Serbie à Athènes. Les demandes ont été acceptées le 4 mai et le directeur des opérations grec a informé les autres sections en leur demandant de se joindre à nous. Une très lourde pression a alors été posée sur MSF Grèce pour qu'elle annule ce projet. La raison invoquée était que «*les Grecs manquent d'impartialité*» et que seule la section belge était autorisée à entrer en Serbie au nom de MSF. James Orbinski, le président du bureau international (BI), a également affirmé que des demandes de visas avaient été posées par la section belge et que nous devions attendre jusqu'à ce qu'une section reçoive l'autorisation d'entrer en Serbie. Nous avons répondu que nous pouvions retarder notre mission d'un ou deux jours, mais qu'étant donnée l'urgence de la situation, il était éthiquement inacceptable d'attendre plus longtemps. En conséquence notre mission est entrée au Kosovo le 7 mai 1999.

Cette mission était composée de trois médecins (le président de MSF Grèce, un second chirurgien et un médecin grec parlant serbe, afin de ne pas devoir dépendre d'un traducteur local) et d'un technicien-logisticien. Mis à part le médecin grec parlant serbe, tous les membres de l'équipe possédaient déjà une grande expérience, acquise principalement avec la section française de MSF. La mission avait été préparée par des entretiens téléphoniques, principalement avec des médecins de l'hôpital de Pristina

et de l'hôpital des urgences de Belgrade. L'objectif de cette mission était, d'un côté, apporter d'abord une aide matérielle sur la base de l'information disponible (un total de 18 tonnes, soit une quantité relativement faible) et, de l'autre évaluer la situation du point de vue des besoins médicaux et de la marge de manœuvre humanitaire (comme le libre accès aux victimes). Chaque mouvement de notre mission a été noté dans des rapports écrits quotidiens envoyés aux autres sections. Les activités de notre mission ont été couvertes par des journalistes indépendants, grecs, canadiens, italiens, français et autres. Dès le début, les autorités serbes nous ont demandé de remettre notre aide à la Croix-Rouge yougoslave. Notre réponse a été catégoriquement négative et notre matériel a été remis à des médecins des hôpitaux de Pristina et Belgrade. Une partie de notre équipe (un médecin et le technicien) sont restés là-bas jusqu'à la fin du conflit afin de vérifier que l'aide était effectivement utilisée pour les patients de l'hôpital et les blessés et n'était pas détournée.

Quand les bombardements ont pris fin, les autres sections sont entrées au Kosovo derrière les troupes de l'OTAN. Les volontaires grecs les ont accueillis à Pristina et MSF Grèce a demandé à contribuer à cette [nouvelle] mission. Mais elle n'a pas reçu de réponse. Toutefois, comme une présence MSF était assurée par ces sections, MSF Grèce a jugé qu'il n'était plus utile qu'elle reste dans cette région. Elle a néanmoins développé des activités à Nis et à Novi Sad, et continue à envoyer des rapports écrits aux autres sections.

La procédure d'exclusion concernant MSF Grèce

Les sections belge, française et hollandaise considèrent que MSF Grèce a commis une infraction grave. Le président des 18 a envoyé deux personnes en Grèce pour «*enquêter*» sur ces infractions et a présenté leur rapport au cours de la réunion prévue par le Bureau international le 12 juin. MSF Grèce a reçu ces gens à bras ouverts et a convoqué une assemblée générale extraordinaire (le 2 juin) afin d'organiser un débat de fond sur cette question. Les deux émissaires ont refusé de participer à cette assemblée générale extraordinaire et leur enquête a quasiment pris l'allure d'une enquête policière. Leur principal souci était de prouver que MSF Grèce avait demandé des visas sans en informer les autres sections.

Tous les documents en notre possession ont été mis à leur disposition et ils ont pu rencontrer toutes les personnes disponibles. En retour, nous leur avons demandé de nous laisser lire leur rapport avant qu'il ne soit distribué afin que nous y apportions nos propres commentaires. Ils n'ont pas tenu leurs promesses et nous avons découvert le contenu de ce rapport en même temps que les 18 autres sections, à peine trois jours avant la réunion. Bien sûr, ce rapport a conclu que MSF Grèce était «*coupable*» et a proposé que les 18 demandent à notre section de mettre fin définitivement à toutes ses missions, si elle voulait garder le privilège de rester dans le mouvement MSF en tant que section partenaire (une section sans droit de mener des missions, mais dont l'objectif est de collecter des fonds pour financer les missions belges, françaises et hollandaises.) Si nous n'étions pas d'accord, on ne nous excluait pas, mais nous prendrions nous-même la responsabilité de nous «*auto-exclure*»!

En fait, l'exclusion de MSF Grèce n'a pas été mise à l'ordre du jour de cette réunion. Toutefois, elle nous a été annoncée oralement par le président des 18 le soir précédent et on nous a confirmé au début de la réunion que la question serait certainement discutée. En fait, ce qui s'est passé, c'est l'exclusion de MSF Grèce, en évitant la procédure normale qui aurait dû amener les sections à gérer des questions de fond. Nous avons dénoncé cette procédure comme contraire aux statuts et, par-dessus tout, antidémocratique. Nous avons exprimé notre refus de participer à une discussion sur notre exclusion au cours de laquelle ni notre statut ni nos droits réels ne nous seraient accordés pour présenter notre défense. En revanche nous étions prêts à discuter des questions de fonds. MSF Grèce a rejeté cette suggestion suicidaire et de nouveau a proposé le dialogue. Cette proposition n'a pas été retenue. Au début d'octobre, nous avons reçu une lettre datée du 27 septembre déclarant que les 18, après une nouvelle décision prise le 16 septembre avaient voté par 17 voix contre 13 en faveur de notre « exclusion formelle ». Bien sûr, on ne nous avait pas demandé de participer à cette réunion et nous n'avions pas non plus été tenus informés qu'elle aurait lieu. Selon certaines informations que nous avons reçues, cette réunion n'a pas eu lieu « physiquement » mais s'est limitée à un échange d'e-mails. Cependant, l'information a été confirmée dans un article du journal *Le Monde* daté du 17 octobre, qui mentionne explicitement « l'exclusion de la section grecque ». A la suite de cela, à notre tour nous avons fait connaître l'information (il est à noter que depuis le début de cette crise interne, nous avons rendue publique notre attitude divergente par rapport à celle des organisations humanitaires occidentales dans le conflit du Kosovo.)

[...] Derrière les faits, les raisons de ce conflit

Tout d'abord, notons que l'exclusion décidée par les 18 (sanction ultime) semble disproportionnée en regard des faits qu'on nous reproche (une mission exploratoire avec 18 tonnes de matériel). Des « infractions » de cette nature ont souvent été reprochées à d'autres sections mais sans entraîner de telles conséquences. Si une section devait être exclue pour une mission exploratoire, pratiquement toutes les sections l'auraient été plusieurs fois !

Afin de comprendre, il faut rappeler le contexte. La guerre au Kosovo a été la première guerre internationale en Europe depuis la deuxième guerre mondiale. Elle a fait apparaître le profond décalage entre les différentes sociétés du continent. Ces décalages n'ont pas épargné notre mouvement humanitaire. Pratiquement, toutes les organisations internationales ont souffert des répercussions de cette crise. La plupart d'entre elles ont su gérer leurs différences de façon consensuelle. Cependant, le bureau international de MSF a opté pour des méthodes autoritaires et l'exclusion au lieu du dialogue et de la réflexion. Pourquoi ?

Il existe deux réponses possibles à cette question. D'abord, la gestion de certaines sections étaient sans doute plus difficile que celle des autres en raison du climat de polarisation, voire de fanatisme qui a émergé pendant la guerre au sein des opinions publiques et des médias. Ensuite, la gestion de ces mêmes sections a

depuis des années eu tendance à centraliser le pouvoir entre les mains d'un nombre restreint de grands centres. Cette observation n'est pas seulement la nôtre, mais aussi celle d'un nombre important de membres de MSF, incluant Philippe Biberson, l'actuel président de MSF France, qui a écrit en 1997, alors qu'il était président du bureau international : « *Au niveau international, la participation des différentes (sections) MSF a été confisquée par les grandes sections au nom du principe de cohérence présenté à tort comme « opérationnalité » et qui n'est rien d'autre que la concentration du pouvoir.* »

En ligne avec cette tendance, un nombre restreint de grandes sections décident des missions, tandis qu'un nombre important d'autres sections doivent se limiter à collecter des fonds pour financer ces missions. De ce point de vue, la crise du Kosovo est apparue comme une bonne occasion de « se débarrasser de MSF Grèce. »

L'avenir de MSF Grèce

MSF Grèce considère que cette exclusion du bureau international est illégale et illégitime. Elle a entamé des procédures avec les tribunaux belges compétents afin de la faire annuler. Mais dans tous les cas, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des 18, MSF Grèce se considère comme un membre du mouvement MSF, dont la participation ne peut se résumer à celle d'un « bureau » ou de toute autre superstructure. Le mouvement MSF a une histoire commune à laquelle nous sommes définitivement liés, des gens ont vraiment vécu et construit cette histoire et, par-dessus tout, les principes éthiques auxquels nous nous référons tous. MSF Grèce continuera donc à chercher le dialogue avec tous les acteurs du mouvement.

MSF Grèce est une association avec plusieurs centaines de volontaires soutenus par plus de 100 000 donateurs en Grèce. Le soutien massif et spontané de toute la société grecque, en réaction à ce qu'elle considère comme une sanction scandaleuse, constitue un appel impérieux non seulement à continuer mais aussi à intensifier désormais nos actions en défendant l'idéal d'impartialité de l'action humanitaire. Nous remercions chaleureusement tous ceux qui nous ont offert un appui aussi émouvant et les assurons que nous avons bien compris leur message.

Nos lançons un appel à toutes les autres sections et à tous les volontaires pour qu'il soit mis fin aux procédures d'anathème et d'excommunication et pour que nous discutions ensemble sans délai, des défis difficiles que le mouvement humanitaire rencontre aujourd'hui, face aux diverses tentatives de tous les gouvernements, civils et militaires, de jouer notre rôle à notre place.



« Saga grecque - Souvlaki et moussaka. » **Courriel** et **communiqué de presse** de Samantha Bolton, coordinatrice de la communication MSF international aux chargés de communication MSF, 21 octobre 1999 (en anglais).

Extrait :

Je crois que j'en ai soupé pour un moment de la cuisine grecque, après la journée d'aujourd'hui et toute la propagande grecque sur le mode « *MSF est antiserbe* ».

Pour information interne seulement - étant donné ce que la presse grecque a dit aujourd'hui - voici la version finale de ce que nous avons dit à quelques journalistes grecs - ce n'est pas le mémo que vous avez reçu ce matin. Même règles - à utiliser seulement en réponse aux questions.

INFORMATIONS POUR LA PRESSE

La section grecque expulsée du mouvement MSF - le secrétaire général confirme qu'il n'y a que 18 sections au sein de MSF.

Athènes/Bruxelles 21 octobre 1999 - Afin de reclarifier le statut de l'ancienne section grecque de Médecins Sans Frontières (MSF), le bureau international de MSF a reconfirmé publiquement aujourd'hui l'expulsion de cette dernière. Cette décision a été finalisée le 24 septembre par le Conseil international (CI) de MSF, qui est composé de tous les présidents de toutes les sections du mouvement.

« A MSF nous apprécions vraiment les soutiens que nous avons reçus du public grec, des volontaires grecs dans le passé. Nous sommes désolés qu'il n'y ait plus de section grecque au sein du mouvement MSF et espérons que dans le futur nous serons capables de rétablir MSF en Grèce » a déclaré le docteur Jean-Marie Kindermans, le secrétaire général de MSF.

MSF est une organisation humanitaire qui a pour double mandat de porter assistance et de prendre la parole publiquement pour dénoncer les crimes contre l'humanité et d'autres injustices dont elle est le témoin sur le terrain. Dans les situations de conflit, MSF essaye de travailler de tous les côtés d'une façon impartiale et indépendante. Ces règles s'appliquent au Kosovo comme au Soudan.

Pour la crise du Kosovo, MSF a refusé tous les financements provenant d'Etats membres de l'OTAN. Tout en travaillant au Monténégro, en Albanie et en Macédoine, MSF a aussi essayé d'avoir accès au Kosovo et Serbie afin d'y évaluer librement les besoins de la population, indépendamment de toutes les autorités et gouvernements.

« Il est devenu impossible de travailler avec l'ancienne section grecque à partir du moment où ils ont pris la décision unilatérale d'entrer au Kosovo et en Serbie sans aucune discussion ou accord préalable avec le mouvement MSF, compromettant ainsi les opérations et les négociations de MSF dans la région » a déclaré le docteur Jean-Marie Kindermans.

L'ancienne section grecque a distribué des tonnes de matériel au Kosovo sans aucun moyen de vérifier et de contrôler correctement (que l'aide était distribuée à ceux qui en avaient le plus besoin et d'une façon impartiale).

Vu la complexité de la situation, MSF avait décidé de commencer par évaluer s'il était possible d'agir de façon impartiale et indépendante, avant d'apporter des secours au Kosovo. Les actions de la section grecque sont entrées en totale contradiction avec cette démarche.

En plus de compromettre les évaluations indépendantes de MSF et les missions sur le terrain, en matière de témoignage/prise de parole publique, l'ancienne section grecque n'a pas exprimé les positions approuvées par l'ensemble du mouvement MSF sur l'absence d'espace humanitaire ou sur les crimes contre l'humanité au Kosovo.

Elle a ensuite refusé le choix que lui avait donné le CI de rester dans le mouvement, en acceptant les responsabilités et les privilèges du statut de section partenaire (il y a 13 sections partenaires et 5 sections opérationnelles au sein du mouvement).

Elle a été informée de la décision du CI de l'expulser du mouvement au début de juillet. Les partenaires de MSF sur le terrain ont également été informés que la section grecque ne faisait plus partie du mouvement. .

« Cette décision a été difficile pour MSF, mais le vote confirme que le mouvement est résolu à rester ferme sur les questions de ses principes et de ses pratiques humanitaires » a déclaré le docteur James Orbinsky, président du Conseil international.



« Médecins Sans Frontières expulse sa section grecque jugée trop serbe. » Ram Etwareea, **Le Temps** (Suisse), 13 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Début mai dernier, Médecins Sans Frontières Grèce, avec trois médecins et 18 tonnes de vivres et de médicaments, arrivent à Pristina, chef-lieu du Kosovo. L'opération *Force alliée* bat son plein. Suite aux atrocités commises par les paramilitaires serbes, l'Alliance atlantique bombarde la Yougoslavie. La population qui est restée dans la province martyre est laissée à elle-même, sans vivres, sans médicaments. Le Programme alimentaire mondial (PAM) annonce que des milliers de personnes réfugiées dans les forêts sont menacées de famine.

Mi-avril, le gouvernement grec, qui au sein de l'OTAN avait fait bande à part en soutenant le régime de Belgrade au nom de l'orthodoxie, a négocié l'ouverture d'un corridor humanitaire avec les deux belligérants. Le 7 mai, une mission de MSF Grèce arrive à Pristina. C'est précisément pour cette mission-là que la section grecque vient d'être expulsée de la famille MSF qui regroupe 19 sections nationales. Les raisons avancées sont multiples. Pendant le conflit, la section hellénique s'est rangée dans le camp serbe. A Pristina, elle a aidé les Serbes plus que les Albanais, s'est laissée manipuler par le régime de Belgrade, a collaboré avec le gouvernement grec alors qu'elle est une organisation non gouvernementale et, enfin, a apporté de l'aide humanitaire sans avoir effectué au préalable une mission d'évaluation. « C'est clair, notre différend est de nature idéologique » déclare le Dr James Orbinsky, directeur du

bureau international de MSF. Et d'ajouter que les « Grecs ont tenté de créer une illusion d'aide aux victimes alors qu'en réalité, ils ont aidé le régime de Belgrade. »

« Sanction exagérée »

A Athènes, après son exclusion, la section MSF Grèce est amère. « Même s'il y a faute de notre part, la sanction est exagérée », proteste le Dr Odysseas Boudouris président de la section grecque. Puis, il contre-attaque en accusant la centrale d'être dictatoriale, lui reprochant de vouloir que seules les sections française, suisse, belge et hollandaise soient opérationnelles sur le terrain tandis que les autres seraient réduites au rôle de chercheur de fonds. « Sinon, pourquoi ouvre-t-on des sections au Japon, aux Etats-Unis, dans les pays nordiques » se demande-t-il.

Le président de MSF Grèce va plus loin : « Les Serbes nous ont manipulés ? On peut en dire autant pour l'OTAN qui a manipulé les sections française, belge et hollandaise » renchérit Odysseas Boudouris. « Faux, crie le Dr Orbinsky, nous avons ouvertement critiqué l'action militaire alliée pour ses violations du droit humanitaire et nous avons refusé des fonds des pays membres de l'OTAN pour nos opérations menées dans les Balkans après la fin de la guerre. » Pour Vincent Faber, directeur de MSF Suisse qui appuie l'expulsion de la section grecque, il n'y a pas de doute que celle-ci a mis en péril l'image d'une organisation respectée pour sa neutralité et son indépendance. Il fait remarquer que les Serbes ont généreusement donné des visas aux Grecs mais en ont refusé aux autres nationalités.

Le Dr Orbinsky est catégorique « Le pont est définitivement coupé entre MSF et la section grecque. Notre exclusion est illégale et illégitime, réplique Odysseas Boudouris. Nous voulons renouer le dialogue. Par contre, quelle que soit l'issue de cette crise, nous poursuivrons nos activités humanitaires sous la bannière de MSF. » Cette affaire se terminera vraisemblablement devant la justice comme le laisse entendre le président international : « Nous n'hésiterons pas à recourir à tous les moyens pour sauvegarder l'honneur du mouvement. »



« **Note explicative** sur MSF Grèce à l'attention de ECHO. » Laure Delcros, MSF international à Mme Moreno, ECHO, 16 novembre 1999 (en français).

Médecins Sans Frontières est une organisation privée, sans but lucratif, actuellement représentée par 18 sections à travers le monde (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Hollande, Hong Kong, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Royaume-uni, Suède, Suisse). Les sections opérationnelles de MSF, à savoir MSF France, MSF Belgique, MSF Hollande, MSF Espagne, MSF Suisse et MSF Luxembourg ont signé le contrat-cadre de partenariat avec ECHO. Les autres sections de MSF n'étant pas opérationnelles, elles ne sont pas éligibles aux financements de ECHO.

En 1997, il a été clairement décidé par le Conseil international de MSF (composé des représentants de toutes les sections de MSF) qu'il n'y aurait que 6 centres opérationnels (ceux cités plus hauts). Ceci dans un souci de cohé-

rence et d'efficacité de notre action sur le terrain. Cette décision a été violée plus d'une fois par notre ancienne section grecque, provoquant crises internes et pertes de confiance. La dernière violation de cette règle commune réside dans l'envoi d'une mission unilatérale sous drapeau grec au Kosovo au printemps dernier dans un manque total de transparence vis-à-vis du mouvement, en dans un non-respect total du principe d'indépendance de l'action humanitaire.

C'est pourquoi le Conseil international a décidé d'exclure la section grecque de MSF, non sans lui avoir proposé auparavant de rester au sein de notre mouvement en tant que section non opérationnelle. MSF Grèce, ne fait plus partie de l'organisation internationale Médecins Sans Frontières et nous pourrions dans quelques semaines vous fournir un document légal attestant de cette exclusion.



« Des médecins divisés » Sofka Zinovieff, **The Financial Times** (Royaume-Uni), 4 décembre 1999 (en anglais).

Ils délivrent de l'aide médicale d'urgence où et quand elle est nécessaire et ils ont reçu le prix Nobel de la paix en récompense de leur action. Mais si les médecins de Médecins Sans Frontières (MSF) ne connaissent pas les frontières, les divisions internes menacent de faire planer un nuage au-dessus des cérémonies de remise du prix la semaine prochaine à Oslo. MSF est une organisation privée internationale qui travaille depuis presque trente ans à fournir une aide médicale à travers le monde, sans considérer les races, les religions et les opinions politiques. Le prix Nobel, dont le montant s'élève à 960 000 dollars, est une reconnaissance de ce travail.

La raison de cette faille est l'expulsion des 200 médecins de la section grecque pour être entrés au Kosovo pendant la campagne de bombardement de l'OTAN lancée en mars dernier, sans le feu vert des sièges de MSF. Il est reproché aux Grecs d'avoir compromis les principes fondamentaux d'impartialité et d'indépendance de l'organisation. Eux, considèrent cette accusation comme « injuste et offensante. »

Les trois sections les plus importantes et les plus influentes de MSF (France, Pays-Bas et Belgique) sont unies dans leur condamnation de la Grèce. Elles affirment que leurs collègues d'Athènes n'ont pas seulement aidé le gouvernement grec, mais que les voitures de leur expédition portaient les couleurs du drapeau grec.

De plus, une autre mission MSF attendait encore des visas pour le Kosovo (qui n'arrivaient pas), quand Belgrade a donné des visas aux Grecs, qui sont partis seuls.

Cela aggrave les soupçons, partagés au sein de MSF, sur le fait que les Grecs n'ont pas été « impartiaux » envers les Serbes (on craignait que leurs fournitures médicales ne finissent aux mains des Serbes) et qu'ils ne se sont pas comportés de façon « transparente ». Odysseas Boudouris, 46 ans, le président de MSF Grèce est horrifié par ces accusations. Bien que le protocole ait pu être écorné, les Grecs ont agi en fonction de leurs convictions profondes. « Pour

nous, il n'existe pas de distinction entre les bonnes et les mauvaises victimes : il n'y a qu'un objectif moral qui consiste à offrir notre contribution. Nous avons agi sous le regard des journalistes présents au Kosovo et notre conscience est claire.» Boudouris souligne que la Serbie n'aurait probablement pas donné de visas aux médecins ressortissants d'Etats membres de l'OTAN, qui bombardaient son peuple, et que les Grecs ont utilisé l'avantage que leur procurait leur statut de neutralité. Bien que Boudouris et ses collègues aient de tout cœur condamné le régime serbe et ses crimes contre l'humanité au Kosovo, ils ont simultanément condamné les bombardements de l'OTAN sur des cibles non militaires. Ils ont pensé que les organisations d'aide humanitaires occidentales, dont MSF, ignoraient volontairement les victimes serbes et se concentraient uniquement sur les souffrances des Albanais.

Boudouris nie que MSF Grèce ait agi sous la protection de son gouvernement, qui selon lui, a tout juste aidé à l'établissement d'un «couloir humanitaire». «L'utilisation des drapeaux grecs était également innocente» affirme-t-il. Quelques heures avant d'entrer au Kosovo, l'OTAN a annoncé que les Serbes avaient peint des croix rouges sur leurs véhicules de transport militaire. Donc on a demandé à MSF Grèce de remplacer les croix rouges peintes sur son toit par des rayures bleues et blanches, semblables à celles du drapeau grec, afin d'éviter d'être bombardé par les avions de l'OTAN.

Une fois à Pristina, les autorités serbes ont demandé aux médecins serbes de remettre leurs cargaisons de matériel médical à la Croix-Rouge yougoslave, mais ils ont refusé. Finalement, environ 18 tonnes de secours ont été fournies par le groupe à la population serbe via quatre volontaires. Plus de 50 tonnes d'aide, via 15 volontaires sont allés aux réfugiés albanais.

Au moment du conflit, l'OTAN a reconnu le travail des médecins grecs et son porte-parole Jamie Shea a mentionné leur contribution à l'occasion de plusieurs de ses conférences de presse. Il a souhaité que les autorités de Belgrade ne les empêchent pas de «mener à bien leur mission extrêmement importante dans les circonstances actuelles.» Mais le plaidoyer des médecins grecs n'a pas suffi à rompre la glace avec 17 des 18 membres du mouvement MSF qui ont voté leur expulsion de l'organisation (seul le Japon les a soutenus). Selon Austen Davis, le directeur général de MSF Hollande, de nationalité britannique : «la situation était très insécure au Kosovo et il importait par dessus tout que les principes d'impartialité soient respectés.»

«Quand des volontaires de MSF ou de toute autre organisation humanitaire entrent dans une zone de guerre, ils se retrouvent dans des environnements difficiles, violents, étrangers et les jeunes médecins souvent inexpérimentés sont des proies faciles pour toute manipulation» explique-t-il. En conséquence «dans une organisation comme la nôtre, il faut qu'il existe un consensus, un accord pour se soumettre à la volonté de la majorité. Parfois cela signifie ne pas y aller.»

Bien que les Grecs soient les premiers membres à être expulsés de MSF depuis sa fondation en 1971, la plus importante organisation de secours humanitaire privée au

monde a déjà une longue histoire de tensions.

«Nous nous chamaillons constamment» commente Davis. Dans les années 1980, la section fondatrice française avait fait un procès aux Belges pour des raisons politiques internes et en 1979 Médecins du Monde s'est formé à la suite d'une rupture au sein du groupe.

«Ces comportements sont inévitables avec des gens engagés, parfois militants, qui ne veulent pas de compromis» avance Jean-Marie Kindermans, le secrétaire général du bureau international de MSF.

Avec un effectif international de 2500 volontaires dans 80 pays et plus de 10000 employés locaux, les désaccords sont inéluctables. Selon Kindermans, l'épisode du Kosovo a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Au départ, les médecins grecs ont eu le choix de rester au sein de MSF en tant que centre non opérationnel, mais ils ne l'ont pas accepté et ont donc été expulsés.

S'exprimant au nom de ses collègues d'Athènes, Boudouris veut croire qu'ils font toujours partie de MSF et que le travail des médecins grecs a contribué à l'obtention du prix Nobel de la Paix. Lui et ses collègues ont donc l'intention d'être présents à la cérémonie de remise du prix à Oslo.

Geir Lundestad, le directeur de l'Institut Nobel à Oslo, ne craint pas que la présence grecque perturbe la cérémonie : «Si les médecins grecs ne sont pas sur la liste d'invitation de MSF, nous ne les inviterons pas. Pour pénétrer dans le City Hall d'Oslo il faut une invitation.»

Il confirme toutefois que si le prix a été décerné à MSF en raison de ses nombreuses actions à travers le monde, depuis des années (parmi 136 candidats), le travail réalisé au Kosovo a aussi représenté une contribution positive.

En attendant, le geste le plus important pour la réconciliation au sein du mouvement vient peut-être du MSF Austeen Davis. Il affirme que bien qu'il ait été difficile de travailler avec les Grecs, une partie du prix Nobel leur revient sans aucun doute. Selon lui, la séparation actuelle est «née de convictions passionnées, basées sur les mêmes idéaux».

 Nous étions très contents de ne pas entendre parler de l'affaire grecque dans la presse. C'était ma crainte. C'est sorti en octobre à l'annonce du prix Nobel. Les Grecs se sont félicités du Nobel. Et là Philippe [Biberson, président de MSF France] a dit dans Le Monde qu'il y avait une section en moins, qu'ils avaient été expulsés selon les règles. En fait nous avons coupé tous les ponts, mais nous ne les avons pas encore expulsés juridiquement. J'ai passé la moitié de mon temps à communiquer là-dessus. En interne, les gens n'avaient pas suivi, donc il a fallu expliquer à tout le monde. C'est la première fois que j'ai trouvé l'ensemble des présidents de sections très content de se débarrasser de ce problème. Tous les journalistes appelaient à Bruxelles. Donc je me suis tapé toutes les interviews. Ils étaient surtout intéressés par la polémique. Cela a été assez long et difficile parce que ce n'est pas un sujet très passionnant. Nous avons beaucoup joué sur la transgression du principe d'indépendance pour lequel nous avons

quand même deux ou trois éléments clés. En plus, il y avait toute la transgression interne qui pesait très lourd.

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).

Les 27 et 28 novembre 1999, le Conseil international de MSF adopte à l'unanimité une résolution excluant MSF Grèce du mouvement pour n'avoir pas respecté les décisions prises lors de la réunion du 12 juin 1999. Il est toutefois décidé de garder le contact avec la société grecque afin d'y promouvoir les principes et les valeurs de MSF.



Compte-rendu de la réunion du Conseil international de MSF, 27 et 28 novembre 1999, Bruxelles, Belgique (en anglais).

Extraits :

Point 2 : mise au point sur l'affaire grecque et vote formel sur l'exclusion de la section grecque du mouvement MSF.

La situation concernant l'ancienne section grecque de MSF a été revue en détail par Jean-Marie Kindermans, en particulier le fait que cette question a été discutée dans les médias ces derniers mois. Pendant la discussion, la distinction a été faite entre la décision politique prise par le CI en juin 1999 et les questions juridiques qui l'entoure. Le Conseil international (CI) a clairement demandé qu'une « date butoir » soit posée aux procédures juridiques, afin que celles-ci, en traînant, ne favorisent pas inutilement la maintien sur le devant de la scène des questions politiques sous-jacentes. Le CI a aussi clairement indiqué que nous ne devons pas sur-réagir et sur-dramatiser l'expression de nos points de vue dans les médias. Il a aussi clairement indiqué que la décision politique du mouvement MSF concernant l'expulsion de l'ancienne section grecque est claire, ferme et sans équivoque. Nous devons désormais nous en tenir à cette décision, clairement énoncée dans le vote officiel par ccmil [messagerie électronique] du 16 septembre 1999, par lequel 17 membres du CI ont voté de façon informelle l'expulsion de la section grecque du mouvement MSF. Une autre discussion a souligné qu'un vote formel était nécessaire pour confirmer le vote informel du 16 septembre. La discussion a aussi mis en avant le fait que si cette décision politique est claire vis à vis de l'ancienne section grecque de MSF, le mouvement MSF reste ouvert pour rétablir des contacts avec la société grecque afin que ses principes et ses valeurs y soient promus et défendus. La résolution suivante a été soumise au vote : Résolution du conseil international de MSF, le 27 novembre 1999 :

Sans préjugé, les membres de la présente assemblée confirment le vote par ccmil du 16 septembre 1999, prononçant l'exclusion de la section grecque de Médecins Sans Frontières, sur les bases des points discutés et de la

résolution passée par le conseil international de MSF le 12 juin 1999. La résolution du 16 septembre 1999 votée par ccmil par le CI de MSF affirme :

« En raison de son non-respect de la résolution de MSF internationale du 12 juin 1999 le conseil international de MSF expulse la section grecque du conseil international de MSF et de l'association. En conséquence, il demande que l'ancienne section grecque a) cesse immédiatement d'utiliser, de quelque manière que ce soit, le logo et le nom de MSF-Médecins Sans Frontières et tout signe distinctif qui lui sera lié, publiquement et en privé, à l'intérieur ou en dehors de la Grèce et b) s'abstienne d'en faire un usage détourné pour laisser croire à son appartenance, de quelque façon que ce soit, avec MSF international ou le mouvement en général. Enfin, il est demandé à l'ancienne section grecque de retirer immédiatement la marque MSF/Médecins Sans Frontières, qui a été enregistrée au bureau des marques commerciales grecques, sans le consentement exprimé ou implicite de MSF International. »

Nombre de votes pour : 17

Nombre de votes contre : 0

Nombre d'abstention : 0

Nombre total de votants : 17

Nombre de membres absents du CI : 1 (MSF Australie).

La résolution a été adoptée.

Le 10 décembre 1999, jour de la remise du prix Nobel de la paix à MSF, la section grecque donne un conférence de presse, en marge des cérémonies qui se déroulent à Oslo. Selon le président de MSF Grèce, il s'agissait d'une réponse à ce qu'il considérait comme une provocation de la part du mouvement international: le choix pour représenter la section grecque à Oslo, de deux anciens membres ayant démissionné de l'association.



Evidemment c'était une situation piquante. On comprend que les journalistes s'y intéressent. Mais à mon avis, nos amis de MSF Grèce ont été plutôt mauvais et ils n'ont pas bien franchi le pas entre la Grèce et le reste de l'Europe. C'est comme cela que je l'interprète. Face à un parterre de journalistes pour l'essentiel scandinaves et européens, très pro-intervention, leurs états d'âme ne passaient pas. C'est probablement pour des raisons pas très justes, sur le plan humanitaire en tout cas, qu'ils ont eu un succès mitigé. Mais je pense que c'est essentiellement cela. Il y avait quelqu'un de MSF qui avait écouté ce qu'ils disaient. Mais je n'y étais pas. J'aurais été immédiatement interpellé dans la discussion. Cela aurait vraiment été une grande maladresse. Et puis c'est à peu près tout. Ils n'ont eu aucun impact. Absolument aucun. Un gravier dans un lac tranquille. Cela n'a pas du tout influé. Juste après le Nobel, je suis intervenu dans la presse grecque. J'ai été mobilisé par des anti-nationalistes grecs de Paris, qui m'ont signalé

le délire hystérique de la presse grecque contre MSF. Ils m'ont envoyés des journalistes grecs. Et j'ai aussi passé des heures et des heures au téléphone. Certains sont venus me voir chez moi à ce sujet. Cela me submergeait. En plus, cela prenait un temps sans rapport avec l'importance de l'affaire. Donc rapidement j'ai abandonné, mais la petite bande des Grecs était très accro.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Au moment de la remise du prix Nobel, lors de la conférence de presse donnée par le mouvement international MSF à Oslo, nous n'avons eu qu'une seule question là dessus. Ça n'a pas perturbé la conférence de presse. Tout le monde le savait. Ce n'était pas un scoop. Nous étions plus excités par nos histoires de Grosny²⁰. Je crois que MSF Grèce a fait une conférence de presse sur place. Je ne les ai pas vus. Finalement j'ai passé deux heures avec des journalistes d'une chaîne de télévision grecque mais je n'ai pas trouvé que cela avait fait un scandale. De toute façon les interviews tournaient toujours autour des mêmes questions : la neutralité, le soutien de l'OTAN. C'était quand même un peu anachronique parce que dans son discours de remise du prix, le comité Nobel valorisait notre indépendance ! Le moment difficile s'est déroulé pendant le mois entre l'annonce du Nobel et sa remise. Cela nous a causé un peu de tort, les gens n'ont pas compris : on ne doit pas se disputer. Mais pas à Oslo. Nous avions prévenu les gens du comité Nobel. Ils le savaient déjà au moment où ils avaient décidé de nous attribuer le prix. Ils nous ont dit que ce n'était rien par rapport à certains autres, qu'ils avaient réussi à gérer Arafat et Rabin donc... pour eux c'était de la rigolade. Ils nous l'ont dit textuellement !

Dr. Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).

Le 20 décembre 1999, le ministre yougoslave de l'information qualifie publiquement MSF « d'organisation d'espionnage. »



« Médecins Sans Frontières, une organisation d'espionnage selon Belgrade. » **AFP** (France), Belgrade, 20 décembre 1999 (en français).

Extrait :

Le ministre yougoslave de l'Information, Goran Matic, a accusé Médecins Sans Frontières (MSF) d'être « une organisation d'espionnage » lors d'une conférence de presse lundi à Belgrade.

M. Matic a par ailleurs accusé de « contrebande » le fondateur de MSF et actuel administrateur civil de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner, réclamant à nouveau son limogeage.

« MSF fonctionne aujourd'hui comme une firme administrative dotée d'équipements de communication les plus sophistiqués, d'un système de crypto-protection, de codes et d'un système de destruction des informations en cas d'évacuation » a déclaré M. Matic.

« Une organisation humanitaire, dont le travail est public, a-t-elle besoin d'un tel dispositif ? » a-t-il demandé, déclarant que le Prix Nobel de la paix 1999 décerné à MSF « a été attribué à des espions et des fauteurs de guerre. »

M. Matic a montré aux journalistes des diapositives affirmant qu'il s'agissait de « rapports rédigés selon des instructions précises » par des équipes de MSF qui opéraient en Bosnie à une époque non précisée.

Ces rapports, selon M. Matic, « ressemblent davantage à des rapports de membres de services de renseignement qu'à des rapports de travailleurs humanitaires. »

MSF, a-t-il dit, a introduit dans l'ex-Yougoslavie « le principe de l'humanisme contre le totalitarisme, un concept financé par les gouvernements français, belge, néerlandais, allemand, britannique, américain, danois, autrichien, suédois et italien. » Ce principe a été conçu, selon le ministre, pour donner un « cadre légal à des activités d'espionnage. » Au Kosovo, selon M. Matic, des membres de MSF ont transmis à leurs employeurs des renseignements sur le nombre de policiers, de soldats et de réservistes de l'armée présents dans la province. « Ils ont aidé les stratèges de l'agression contre la Yougoslavie » du printemps dernier, a-t-il dit.

Le 26 janvier 2000, le Conseil international de MSF formalise par un vote l'exclusion de la section grecque. En novembre 2003, un processus de réintégration est entamé sous la responsabilité opérationnelle de MSF Espagne. La section grecque revient au sein du mouvement MSF à partir du 15 janvier 2005.

20. L'équipe représentant MSF à la remise du prix Nobel est allée manifester devant l'ambassade de la Fédération de Russie à Oslo, demandant l'arrêt des bombardements intensifs et indiscriminés de l'armée russe sur Grozny, la capitale de la Tchétchénie.



Compte-rendu de la réunion du Conseil international extraordinaire du 26 janvier 2000 (en français).

Extraits :

1. Vote sur l'exclusion de Médecins Sans Frontières - section grecque (MSF Grèce) pour les motifs suivants :

- la violation de la résolution du Conseil international des 11 et 12 juin 1999 enjoignant à MSF Grèce d'arrêter immédiatement ses opérations en dehors du territoire grec.
- La violation par MSF Grèce des principes fondamentaux du mouvement. Les dites violations se fondent sur le rapport de Stephan Oberreit et Morten Rostrup du 3 juin 1999 [...]

1) Exposé de Morten Rostrup :
Morten Rostrup présente son rapport dont l'intégralité est annexée au présent procès-verbal.

2) Exposé de la partie grecque :
Odysseas Boudouris déclare que le rapport ne reflète pas la réalité. Il invite les membres à prendre connaissance du mémorandum distribué par MSF Grèce et envoyé la veille par e-mail aux membres du CI (en annexe au présent procès verbal). [...]

b) Sur le fond :

Sotiris présente les rapport entre MSF Grèce et le reste du mouvement via une métaphore (MSF doit être vue comme un pays qui a une toute petite minorité à sa frontière sud, qui est MSF Grèce; voir en annexe); puis il développe l'argumentation contenue dans le mémorandum présenté par MSF Grèce et transmis par e-mail aux autres membres. Une copie en est remise lors de l'assemblée.

MSF Grèce veut bien entamer une procédure de dialogue sans condition, tous les sujets pouvant être ouverts. Mais il faut savoir si le CI veut l'exclure ou s'il veut un dialogue de fond. Si le CI veut une procédure d'exclusion on ne peut pas empêcher de la faire, mais le problème ne sera pas résolu; deux conditions sont nécessaires :

- il faut un manquement grave et non une divergence d'opinion. Dans l'histoire récente de MSF il y a eu plus de manque de transparence ou des violations plus graves des principes que ce qui est reproché à MSF Grèce (selon lui «*J'accuse*» de *Libération*, 60 % ou plus de financement institutionnels de MSF Belgique etc.), chaque cas étant réglé par le dialogue.

- le respect des droits de la défense, ce qui n'est pas le cas car MSF Grèce a été privée de cemail depuis 7 mois, et ne peut donc donner son avis.

Donc si le CI opte pour une exclusion, MSF Grèce la contestera à cause des deux points ci-dessus. Il faut trouver une procédure pour renouer le dialogue même si l'exclusion doit être reportée à plus tard. Il invite les membres du CI à lire le mémorandum distribué à tous les participants.

3) Questions de l'assemblée

[...] Morten de MSF Norvège rappelle que la mission des Grecs a été préparée sans la moindre coordination et transparence, avec en plus une violation du principe d'indépendance. Il déclare que la Grèce a voulu être le sixième centre opérationnel, et que le Kosovo a été l'occasion de

concrétiser cette volonté. La proposition offerte à MSF Grèce de rester comme section partenaire a été refusée, même si c'était une « opération suicide » (selon lui). Les décisions de MSF sont bien plus transparentes aujourd'hui dans le cadre du nouveau CI, or il y a une violation de cette transparence. On ne peut pas dépenser trop d'énergie et de ressources sur ce sujet s'il n'y a pas transparence. Eric Vreede pour MSF UK : depuis 1997, il est clair que MSF Grèce ne pouvait pas être opérationnel. Elle a eu la chance de le devenir via le centre commun. L'idée d'opérationnalité a changé. Il n'est pas vrai que MSF Grèce n'avait pas la chance de se défendre, car ils ont décidé de s'en aller lors du CI de juin 99 et ont refusé de s'expliquer.

Olivier Dechevrens pour MSF Suisse : l'accusation de manque de transparence, n'est pas vraie. En outre, Odysseas Boudouris était vice-président et aurait donc dû envoyer un mail à tout le monde, pour résoudre la crise du Kosovo. Odysseas répond qu'il l'a fait.

Miguel-Angel pour MSF Espagne : il y a eu 5 heures de débat sur la situation de MSF Grèce lors du CI de juin 1999. Il est faux de dire que MSF n'a jamais condamné les bombardements de l'OTAN.

Vincent Janssens pour MSF Hollande: cf. Accusation 4 dans le mémorandum qui mentionne que les Belges n'ont pas réussi à obtenir des visas «*ce qui était largement prévisible*». Pourquoi était-ce prévisible ?

Réponses de MSF Grèce (Sotiris Papaspyropoulos) :

[...]

Sur le sixième centre opérationnel. Faux, on respecte les décisions du CI. Aujourd'hui 5 centres uniquement pour des raisons historiques, mais on accepte. On veut juste trouver les moyens d'intégrer notre opérationnalité existante. Il y a un refus de souscrire aux engagements pris par MSF international envers MSF Grèce.

[...]

Pour répondre à la question de V. Janssens de toute façon on n'a pas eu les visas. Le régime Milosevic avait identifié certains pays MSF comme des pays qui supportent les actions de l'OTAN, à cause des déclarations de certains responsables de MSF. C'est pour cette raison que des visas ont été accordés aujourd'hui à MSF Suisse (et peut-être à MSF Belgique ?)

Le prix Nobel valorisait l'histoire de MSF, et on ne devait donc pas en être exclus. Quel serait le sens de cette exclusion ? MSF Grèce est obligée envers ses donateurs et envers les populations dont il est responsable de continuer à exister. Dans MSF on veut trouver une formule pour continuer avec 5 centres opérationnels. Si on est exclu on veut continuer pendant plusieurs années comme MSF. On propose de terminer toute procédure juridique et de nommer une commission qui devrait trouver des solutions possibles au problème existant et qui a débuté il y a 8 mois. [...]

Sotiris pour MSF Grèce : la commission que l'on propose aura la possibilité de discuter de toutes les propositions, on ne prend pas d'autre décision que de nommer cette commission de dialogue.

Odysseas Boudouris pour MSF Grèce dit que la proposition de MSF Grèce doit être soumise au vote.

Romain pour MSF Luxembourg : les procédures sont claires

il faut arrêter l'opérationnalité, et respecter la décision du CI de juin 1999.

[...]

Pascal pour MSF Belgique : MSF Grèce a eu l'occasion de s'expliquer, et donc devrait pouvoir répondre aux propositions de juin 99.

[...]

Morten de MSF Norvège: il était clair lors du CI de juin 1999, que si la résolution concernant l'opérationnalité de la Grèce n'était pas respectée, MSF Grèce serait exclue du mouvement. Or vous avez choisi de privilégier votre opérationnalité.

VI) Délibération

Odysséas Boudouris pour MSF Grèce, soulève une question de procédure sur la proposition de MSF Grèce qui doit être soumise au vote selon lui. Sotiris Papaspyropoulos: la proposition de MSF Grèce est une alternative à l'exclusion et doit donc être votée avant l'exclusion elle-même.

Débat entre avocats sur la procédure: faut-il considérer la proposition de MSF Grèce, comme alternative au vote sur la procédure d'exclusion (selon les avocats de MSF Grèce) ou comme nouveau point à l'ordre du jour (selon maître Druylans, avocat du Bureau international) ?

[...]

P. Druylans, avocat du BI : une AG statue sur les points à l'ordre du jour. Il y a un désaccord sur le fait que la proposition de MSF Grèce est ou non contenue dans l'ordre du jour, donc le conseil international doit, en tant qu'AG, trancher ce débat.

Sotiris Papaspyropoulos propose alors de reformuler sa proposition :

- MSF Grèce n'est pas exclue aujourd'hui.
- Arrêt de toute procédure juridique ou administrative d'un côté ou de l'autre.
- Formation d'une commission de dialogue.

James Orbinsky reformule alors le vote à l'ordre du jour. Odysséas Boudouris refuse de voter.

- Le Président demande au Conseil international s'il accepte de mettre un nouveau point à l'ordre du jour, qui soit la nouvelle proposition en 3 points de Sotiris Papaspyropoulos. Contestation de Sotiris Papaspyropoulos qui dit que ce n'est pas un autre sujet à l'ordre du jour.

Vote : 2 en faveur, 1 abstention, 16 contre.

Odysséas Boudouris émet des réserves sur la régularité de ce vote.

- Puis, sur proposition du président, la résolution suivante est soumise au vote des membres :

«*Le Conseil international décide d'exclure Médecins Sans Frontières section grecque, sur base de la violation des principes fondamentaux du mouvement et de la violation de la résolution du Conseil international des 11 et 12 juin 1999.*»

Cette résolution est adoptée par 18 voix pour, 1 voix contre et 0 abstention.

[Le président de MSF Grèce] demande la liste des participants et émet des réserves sur le vote.



Compte-rendu de la réunion du Conseil International de MSF à Paris, 21, 22, 23 novembre 2003 (en anglais).

Extrait :

VIII. L'ex MSF Grèce

Le sujet est introduit par Kostas, président de MSF Grèce.
Depuis début 2001, notre projet était de commencer à frapper à la porte du mouvement international. Le processus a commencé au sein de MSF Grèce, puis étendu au mouvement MSF. C'est un long processus avec de nombreuses discussions. Je pense qu'aujourd'hui nous avons atteint un niveau de transparence qui rend possible la réintégration. J'aimerais remercier Eric, Bernard et MSF Espagne pour le travail fourni ces trois derniers mois. En tant que président de MSF Grèce j'apporte avec moi le soutien total de l'assemblée générale grecque et l'approbation unanime du conseil d'administration de MSF Grèce pour répondre positivement aux conditions posées par le CI. Désormais, notre action sera intégrée à celle d'un centre opérationnel. Je crois que MSF Grèce peut apporter de la valeur ajoutée au mouvement. L'engagement se situe des deux côtés - nous sommes en face d'un défi de taille, avec de nombreux points à définir dans l'année qui vient tels que les processus de décision, d'opération etc. - et j'espère que cette période de transition nous aidera à répondre à toutes ces questions.

Il est important pour MSF Grèce que le CI affiche un engagement politique clair - c'est important pour nous, pour notre association, pour nos donateurs et cela nous aidera à définir le processus jusqu'à la fin de l'année.

La réintégration est une priorité cruciale de notre programme. Nous avons également besoin du soutien du CI pour la procédure - un accord entre deux sections sur les règles n'est pas suffisant - nous avons besoin d'une direction du CI sur cette question.

Emilia Herranz, présidente de MSF Espagne

Notre associatif et notre exécutif se sont clairement engagés à partager notre opérationnalité avec MSF Grèce. C'est notre seul moyen pour augmenter notre opérationnalité. Pour nous c'est une bonne occasion et un défi, mais nous souhaitons prendre le risque. Nous avons vraiment besoin du soutien du CI là-dessus, afin d'aider au bon déroulement du process. Nous rendrons des comptes au CI et avons besoin de son engagement.

Eric Stobbaerts, DG MSF Espagne

Cela signifie beaucoup de travail, de temps, d'énergie et de changement d'état d'esprit mais en suivant cette voie nous croyons aussi que nous serons capables de proposer une autre façon de partager l'opérationnalité.

Morten Rostrup, président du conseil international

C'est un moment historique même s'il ne s'agit pas de la décision finale. Le CI a été clair sur les conditions de réintégration - j'espère que MSF Grèce comprend parfaitement quel sera l'impact de cette décision sur ses opérations. La façon de rendre des comptes va changer et le CI devra l'affirmer clairement. Il ne doit subsister aucune ambiguïté - la responsabilité opérationnelle appartient au directeur

des opérations de la section opérationnelle qu'intègre l'ancienne section grecque. J'insiste sur ce point spécifique car cela a été une des raisons de la rupture.

J'aimerais aussi vous dire qu'il y a eu beaucoup de changements depuis ces événements et que je suis très positif vis à vis de cette réintégration. Je crois en la contribution que peut apporter MSF Grèce et je suis très heureux de mettre fin à ce cercle avec un engagement clair du CI pour la réintégration.

Commentaires complémentaires des autres membres du CI. L'attitude de MSF Grèce sur l'Afghanistan et l'Irak a montré un changement de position drastique. Ils ont montré en situation de contexte qu'ils étaient capables de clarifier le rôle des organisations humanitaires et cela devrait nous permettre de les accueillir à nouveau en toute confiance.

- au sujet de l'abandon de souveraineté
Ne voient pas la réintégration comme cela - croient fortement en l'idée de MSF comme d'une organisation humanitaire internationale et souhaitent payer le prix pour en faire partie. De plus, avec MSF il ne s'agit pas de souveraineté mais d'aller au-delà des frontières. [...]

Une résolution a été proposée et approuvée à l'unanimité. Résolution.

Le CI affirme clairement sa volonté politique de réintégrer l'ancienne section MSF Grèce dans le mouvement international de MSF.

MSF Espagne est chargée de travailler sur la mise en œuvre pratique.

Les procédures judiciaires en cours seront arrêtés.

L'inclusion finale de l'ancienne section MSF Grèce est prévue pour la réunion du CI de novembre 2004, si l'ex-MSF Grèce a rempli les conditions posées par la résolution de novembre 2002.

Entre temps l'ex-MSF Grèce est dotée d'un statut d'observateur au sein du mouvement.

Le conseil exécutif du CI se voit confié la responsabilité spéciale de surveiller le processus de réintégration et tous les membres du CI expriment leur engagement à soutenir le processus par différents moyens.

Approuvé unanimement.



« MSF Grèce réintégrée dans le mouvement international de MSF. » **Communiqué de presse** du mouvement international MSF, Athènes/Genève, 9 février 1999 (en anglais).

Extraits :

Les représentants du Bureau international de Médecins Sans Frontières (MSF) et de MSF Grèce ont signé un accord attribuant à cette dernière le droit d'utiliser la marque MSF et les signes distinctifs lui afférant, réintégrant ainsi la section grecque dans le mouvement international de MSF. En conséquence, après plus de cinq ans, MSF Grèce est de retour parmi les 19 sections du mouvement, ayant accepté de partager avec toutes les autres sections les principes opérationnels et humanitaires de MSF. MSF Grèce avait été exclue du mouvement en novembre 1999 après un sérieux désaccord sur la mise en œuvre

opérationnelle au Kosovo des principes d'indépendance et d'impartialité de MSF. Cet accord est le résultat d'un processus qui a duré plus d'une année durant laquelle les opérations de MSF Grèce ont été réintégrées dans la structure de soutien et harmonisées avec la politique opérationnelle de l'organisation.

MSF Grèce mène actuellement des missions au Malawi, en Zambie, en Ethiopie, en Arménie et dans les territoires palestiniens. Les projets en Serbie sont transférés à d'autres organisations. Les activités actuelles consistent à fournir des traitements anti-rétroviraux aux patients sidéens, des traitements contre les maladies sexuellement transmissibles et le paludisme ainsi que répondre en urgence aux épidémies.

La réintégration de la section grecque dans le mouvement international arrive à un moment où les sections MSF sont plus que jamais impliquées dans le travail et l'engagement collectif pour améliorer la réponse MSF aux besoins des populations in danger.



Tout ce que je peux dire c'est que nous avons voulu les expulser. Nous avons été suivis mais sans enthousiasme. Nous-mêmes, nous n'étions pas enthousiastes. Nous avons organisé un conseil extraordinaire pour les exclure, plus pour la forme que pour le fond. Cette histoire avec MSF Grèce met en jeu des questions, de comportements incorrects, de mauvaise organisation, qui existent dans tous les groupes humains et qui n'ont aucun intérêt. Ce qui est lié plus spécifiquement au Kosovo, c'est l'incapacité d'un groupe à s'extraire de sa société. Si on compare avec ce qu'ont fait les Américains en Afghanistan, c'est frappant.

Jean-Marie Kindermans, secrétaire général de MSF international (en français).



Nous avons considéré que nous étions punis pour avoir voulu rester impartiaux. Notre intention n'était pas de nous rebeller. Notre intention était humanitaire : nous voulions être des deux côtés. Dans l'histoire de MSF Grèce il y avait des hauts et des bas. Nous ne savions pas exactement si nous étions opérationnels ou pas, section partenaire ou pas. Même la fusion avec MSF Suisse n'a eu lieu qu'après de longues négociations. Donc nous étions un certain nombre à considérer cette décision comme une punition. Deuxièmement, ce n'était pas la première fois qu'au sein du mouvement MSF différentes sections étaient en désaccord, y compris pour des raisons aussi sérieuses, mais ça n'avait jamais abouti à un tel résultat. Il n'y avait jamais eu d'expulsion. Je pense que les gens de MSF Grèce ont saisi cette crise comme une opportunité de se prouver à eux-mêmes et au mouvement qu'ils étaient capables de participer à une opération d'urgence. De l'autre côté, le mouvement MSF a saisi l'occasion de se débarrasser du problème

que posait MSF Grèce : ils en avaient marre des hauts et des bas. Je pense aussi que les MSF ne pouvaient pas admettre que pendant la crise du Kosovo ils avaient d'une certaine façon été manipulés. Ce n'est pas que nous sommes tellement nationalistes, amis des Serbes ou des orthodoxes ou quoi que ce soit - j'ai entendu traîner ces rumeurs. La crise du Kosovo a été une occasion pour MSF Grèce, politiquement, de se retrouver dans le mouvement MSF et de dire : « nous voilà, vous devez faire attention à nous... Ce que vous n'avez pas fait pendant toutes ces années... Vous voulez juste débarrasser du problème initié en 1991, et aggravé par le veto en 1994 quand nous étions censés devenir opérationnels. » De l'autre côté, il y a eu tout d'abord une manipulation par les médias - je ne sais pas par qui - mais certainement au point qu'ils ont évacuées les équipes du Kosovo pour des raisons de sécurité et que lorsque MSF Grèce a eu l'opportunité d'y revenir pendant les frappes, ils ne l'ont pas accepté. Là, il y a un problème. Je pense que chaque bord a saisi l'occasion qui l'arrangeait et on est arrivé à un résultat que je ne considère pas comme une façon de discuter pour résoudre des problèmes entre deux familles.

Harékléa Kaltezioti, chargée de ressources humaines
MSF Grèce depuis 1998 (en anglais).

Leur rapport aux Balkans est très particulier. Dans toute cette crise, ils ont pris parti. Selon eux, les Serbes et les orthodoxes serbes n'ont fait que se venger. Ils mettent tout le monde au même niveau : les Croates, les musulmans de Bosnie, l'UCK. Odysséas l'a même écrit noir sur blanc, en décrivant ce que le régime de Milosevic commettait au Kosovo comme des vexations. Comme un bizutage ! On était très loin de MSF et de notre manière de faire. Sotiris était plutôt un battant, il avait fait des missions avec MSF France. Il n'était pas dans le même état d'esprit qu'Odysséas. Je pense qu'il a été manipulé, qu'il s'est retrouvé pris là dedans. Quand tu es dans ton pays et que tous les jours, pendant des mois, on te présente les événements sous un certain angle, tu finis par y croire. C'est ce qui a dû se produire en Grèce.

Thierry Durand, directeur des opérations
du centre opérationnel commun MSF Suisse/MSF Grèce
(en français).

EPILOGUE

Le 11 février 2000, une étude commandée par le HCR à des experts indépendants est rendue publique à Genève. Elle montre l'insuffisance de la réponse de

l'organisme onusien à l'afflux de réfugiés kosovars en Macédoine, Albanie et Monténégro de mars à juin 1999. Selon l'étude, cette insuffisance est en grande partie due à sa mise à l'écart par l'OTAN et les Etats occidentaux, qui souhaitaient garder le contrôle des opérations humanitaires à des fins stratégico-politiques.



« HCR : un rapport dénonce sa réponse inefficace durant la guerre du Kosovo. » Jean-Louis de la Vayssière, **AFP** (France), Genève, 11 février 1999 (en français).

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés n'a pas su prévoir l'afflux de réfugiés de la guerre du Kosovo et s'est trouvé en porte-à-faux face à l'OTAN et aux intérêts stratégiques des Etats, dénonce un rapport publié vendredi à Genève.

Cette étude très critique, qui fustige la marginalisation de l'agence de l'ONU dans la période de mars à juin 1999 - celle des frappes de l'OTAN et de l'exode massif des Kosovars - a été rendue publique vendredi à Genève par le HCR.

Elle dénonce « le brouillage des limites entre missions humanitaires et politico-militaires », le programme autonome de l'OTAN sur le plan humanitaire, la médiatisation à outrance de la crise.

Cette étude a été commandée par le HCR à quatre experts indépendants dès que sa réponse à l'afflux en quelques semaines de 850 000 Albanais du Kosovo vers les pays voisins (Albanie et Macédoine, surtout) est apparue totalement insuffisante.

« Beaucoup de facteurs influant sur la performance du HCR n'étaient pas sous notre contrôle » pendant le conflit, a reconnu vendredi le porte-parole du HCR Redmond, en admettant la justesse de maintes critiques contenues dans ce rapport.

Par exemple, selon ce rapport, le HCR n'a financé qu'à hauteur de 12% la mise à l'abri des réfugiés sur quelque 278 sites en Albanie.

L'OTAN a de son côté organisé des opérations dont la mission était humanitaire comme l'AFOR en Albanie.

En outre, les Etats encourageaient leurs propres ONG nationales ou leurs agences civiles et militaires, ce qui a drainé d'énormes ressources mais aussi créé une multitude d'acteurs et une difficulté de coordination. Au point culminant de la crise, environ 250 ONG opéraient en Albanie et en Macédoine, dont seulement 20% étaient des partenaires du HCR.

« Les enjeux élevés ont poussé les Etats à rechercher l'action indépendante. La grande visibilité de cette crise les a incités à agiter le drapeau national sur le front humanitaire », selon le rapport.

Les six principaux Etats contributeurs européens ont seulement versé directement 3,5% de leur assistance humanitaire publique au HCR, sur un total de 279 millions de dollars.

Le HCR s'est encore trouvé en porte-à-faux quand des Occidentaux ont mis en place certains « camps de luxe », et

évacué vers chez eux certains réfugiés, pour alléger le fardeau de la Macédoine. Le HCR, rappelle le rapport, « n'est pas favorable à un traitement différencié des réfugiés ».

Alors que le HCR défendait l'octroi inconditionnel d'un premier asile par la Macédoine, les Etats-Unis et la Grande Bretagne étaient surtout attentifs à une déstabilisation potentielle de ce pays fragile. Le moment critique où à Blace, des milliers de Kosovars restaient bloqués dans des conditions épouvantables entre le Kosovo et la Macédoine, est cité. La cause immédiate en était le refus de la Macédoine d'admettre un flot de réfugiés à moins de recevoir des assurances que d'autres pays apporteraient leurs aides, et un programme de « partage des charges » a alors été mise en place, rappellent les experts.

« Plus que le HCR, les gouvernements ont pris l'initiative dans ces programmes, particulièrement les Etats-Unis, conduits par des intérêts stratégico-politiques autant qu'humanitaires » selon ceux-ci.

De mauvaises prévisions et dysfonctionnements structurels sont aussi cités dans le rapport: stocks insuffisants, personnels d'urgence venus trop tard ou manquant à certains échelons, etc. Le HCR se voit reprocher d'avoir anticipé « une crise normale » et de n'avoir pas prévu l'alternative plus dramatique de cet exode massif.

« La réponse était trop faible, trop tard », dit le rapport.

En mars 2000, Rony Brauman, ancien président de MSF France et directeur de recherche à la Fondation MSF France renonce à prendre la parole dans un séminaire de l'OTAN, dont il dénonce le discours propagandiste sur la « guerre humanitaire » menée au Kosovo.



« M. Brauman (MSF) rejette le discours de l'OTAN sur la guerre humanitaire. » **AFP** (France), Genève, 3 mars 2000 (en français).

Extraits :

Dans une interview publiée vendredi par le quotidien suisse *La Tribune* de Genève, M. Brauman a reproché aux forces militaires de l'OTAN d'avoir cherché, lors de leur intervention au Kosovo, « à assurer un contrôle total » sur les camps de réfugiés et d'avoir « jeté dehors » les organisations humanitaires, y compris le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). M. Brauman devait s'exprimer jeudi devant un séminaire de l'assemblée parlementaire de l'OTAN à Montreux, organisé sur le thème de « la participation des militaires aux opérations civiles et humanitaires. »

Il devait y faire un exposé sur « les dilemmes posés aux organisations civiles par le soutien militaire aux missions d'aide humanitaire », mais il a renoncé « parce que MSF n'a pas sa place dans un tel contexte. »

« Mélanger guerre et humanitaire, a-t-il dit, c'est tout bonnement de la mystification ».

« Lors du déploiement des forces militaires de l'OTAN au

Kosovo, il y a eu des frottements importants avec les organisations non gouvernementales, principalement lors de l'installation des camps de réfugiés et de leur gestion. Pour pouvoir assurer un contrôle total sur ces camps, ils nous ont jetés dehors, le HCR y compris », a affirmé l'ancien directeur de MSF.

« Alors que pour nous, les camps de réfugiés sont des sanctuaires humanitaires, les militaires de l'OTAN les ont utilisés comme camps de réservistes pour l'armée indépendantiste du Kosovo. En contrepartie, celle-ci servait de base de renseignements pour les bombardements alliés. MSF ne peut pas accepter ce genre de dérapages », a-t-il dit.

Les actions de MSF, aujourd'hui Prix Nobel de la Paix, « sont uniquement motivées par la notion de besoin. En aucun cas par des considérations stratégiques, diplomatiques ou politiques, ce que fait systématiquement l'OTAN qui mélange tout » a dit M. Brauman.



« Jamie Shea, porte-parole du secrétaire général de l'OTAN : Nous avons établi une norme de transparence vis à vis des médias. » Propos recueillis par Luc Rosenzweig, **Le Monde** (France), 25 mars 2000 (en français).

Extraits :

Pour moi, il s'agissait de faire prendre conscience aux militaires de la nécessité de transmettre des informations exactes et rapides parce que la guerre des médias n'est pas moins importante que la guerre sur le terrain. Et cela même si ces informations peuvent être gênantes pour l'OTAN comme dans le cas de ces fameux « dégâts collatéraux ».

[...] - Comment expliquez-vous que des informations délivrées par vous-mêmes sur les exactions serbes au Kosovo n'ont pas été confirmées ensuite par les enquêtes sur le terrain ?

- J'insiste sur le fait que ce type d'informations - sur les viols systématiques, par exemple - étaient toujours repercutées par moi avec l'indication de leurs sources, essentiellement des récits de réfugiés. Mais si on prend la position de se taire avant d'avoir la preuve absolue des faits, on ne dit rien du tout... On a oublié que j'ai été excessivement prudent avec les faits. Par exemple, je n'ai jamais évoqué de chiffres supérieurs à 2000 exécutions sommaires.

[...] - Aujourd'hui, dans vos interventions publiques, vous n'êtes pas tendre avec les journalistes qui ont couvert à l'OTAN la guerre du Kosovo. Vous dites qu'ils étaient mou-tonniers, qu'ils se copiaient les uns les autres !

- Je ne voudrais pas généraliser. Je n'ai pas porté d'accusations globales. J'ai simplement voulu signaler que, dans ce genre de situation, où 400 journalistes sont enfermés dans un lieu clos, il y a le danger que ces journalistes soient un peu dépendants d'une seule source d'information. J'étais un peu gêné, d'être dans la situation où des journalistes, qui ne pouvaient pas être sur le terrain au Kosovo, voyaient en moi une sorte de source universelle, d'être omniscient. Les journalistes avaient un peu trop investi sur ma personne, et ce n'était pas sain...



J'avais laissé l'OTAN annoncer cette réunion avec mon nom parmi les participants. Mais quand j'ai vu le carton d'invitation, j'ai dit que je n'y allais pas parce que le thème de la guerre humanitaire était vraiment très présent dans l'intitulé de leur réunion, très mis en avant, et que je me suis senti instrumentalisé par l'OTAN. C'était en mars, le premier anniversaire de la guerre. Je trouve que le thème de la guerre humanitaire relève d'une propagande éhontée. Je trouve que c'est un terme énorme de cynisme, d'absence de pensée, c'est un terme odieux.

Dr. Rony Brauman, directeur d'études à la fondation MSF France (en français).

Il aurait fallu dénoncer avec plus de force que nous l'avons fait l'imposture du discours humanitaire de l'OTAN et marquer plus clairement notre refus de collaborer avec les militaires en rappelant qu'ils faisaient la guerre, tout simplement. Dans une guerre, il est malicieux de vouloir séparer ce qui tient de l'offensive armée de ce qui ressortit de la gestion des arrières et de l'opinion publique. Le déploiement soit disant militaro-humanitaire en Macédoine et en Albanie était tout entier destiné au soutien de l'offensive armée.

Notre section était bien inspirée de s'être concentrée sur le Monténégro, mais, au total..., l'image qu'a donnée MSF était, avec le regard que je porte maintenant sur cette période, assez douteuse, en termes d'indépendance et d'impartialité.

En mai 2000, dans son rapport moral à l'assemblée générale le président de la section française affirme que MSF ne s'est pas suffisamment opposé à la qualification d'«humanitaire» appliquée par l'OTAN à la guerre menée au Kosovo de mars à juin 1999.



Rapport moral à l'assemblée générale 2000 de MSF France, Philippe Biberson, président de MSF France, 20 mai 2000 (en français).

Extraits :

1) Le Kosovo tout d'abord.

L'année dernière, à cette époque, nous jetions un regard perplexe sur cette guerre et sur l'implication des humanitaires et des MSF en particulier. Mission difficile et déroutante, disions-nous : nous condamnions les dirigeants de la section grecque pour avoir accepté ce grotesque cavalier seul que leur proposait Belgrade ; nous nous interrogeons sur ce qu'il allait advenir des réfugiés et sur le rôle que nous serions amenés à jouer, une fois la guerre finie. Avec le recul, il faut accepter de dire que nous n'avons pas été suffisamment à la hauteur pour nous opposer au label humanitaire imposé par l'OTAN - et les gouvernements - dans le seul but de faire accepter cette guerre par les opinions publiques.

Nous avons fort heureusement marqué notre indépendance financière, mais il faut avouer que, à l'échelle de l'ensemble des sections et n'eût été l'aide considérable en fonds privés venue des nouvelles sections, la décision n'aurait pas été aussi claire partout. L'ironie est que tous ces fonds privés émanaient d'un public acquis à la cause de la «guerre humanitaire». Quoi qu'il en soit, cette volonté de concrétiser notre indépendance n'a eu pratiquement aucune visibilité en dehors des quelques forums critiques où nous avons pu en faire état.

Si, en toute honnêteté, je pense nous avons maintenu une position indépendante de l'OTAN dans ce conflit, notre position, en tant qu'Européens et donc partie prenante dans cette guerre, était de fait ambiguë, et elle aurait exigé que nous nous fassions entendre avec beaucoup plus de clarté.